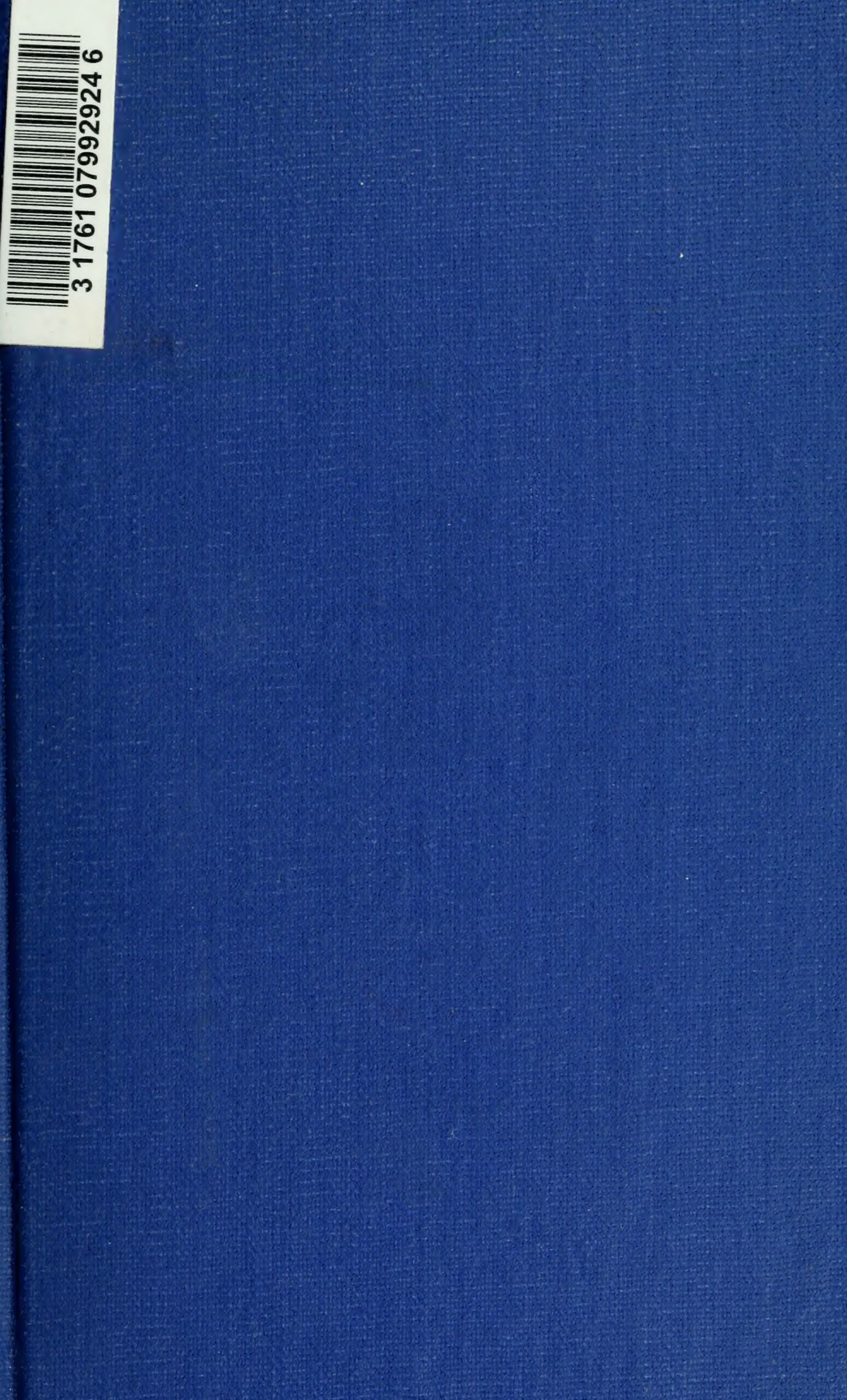

3 1761 07992924 6

HISTOIRE CONTEMPORAINE

DE LA TRANSFORMATION POLITIQUE ET SOCIALE DE L'EUROPE

BEUST

ET

BISMARCK

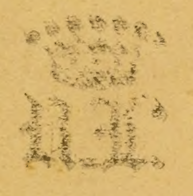
1865-1868

PAR

LE PRINCE LUBOMIRSKI

V





PARIS
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
3, RUE AUBER, 3

1893

HISTOIRE CONTEMPORAINE

1865-1868

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

DU MÊME AUTEUR

Format grand in-18.

JÉRUSALEM	1	vol.
AUTOUR DE JÉRUSALEM	1	—
RELIGION NOUVELLE	1	—
TSAR, ARCHIDUCHESSE ET BURGRAVES	1	—
FONCTIONNAIRES ET BOYARDS.		
I. TATIANA	1	—
II. SCHELM	1	—

Format grand in-8°.

HISTOIRE CONTEMPORAINE DE LA TRANSFORMATION POLITIQUE ET SOCIALE DE L'EUROPE.		
I. L'EUROPE DE 1850 A 1854	1	—
II. LA FRANCE ET LA RUSSIE	1	—
III. DE SÉBASTOPOL A SOLFÉRINO	1	—
IV. L'ITALIE ET LA POLOGNE, 1860-1864	1	—

IMPRIMERIE CHAIX, RUE BERGÈRE, 20, PARIS. — 838-1-03. — (Encre Lorilleux).

HISTOIRE CONTEMPORAINE
DE LA TRANSFORMATION POLITIQUE ET SOCIALE DE L'EUROPE

BEUST
ET
BISMARCK

1865-1868

PAR

LE PRINCE LUBOMIRSKI

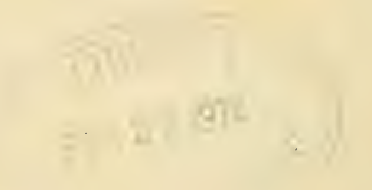
V





PARIS
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
3, RUE AUBER, 3

1893



Le problème allemand apparut à l'horizon, au moment de la solution doublement favorable de la question des nationalités, par le succès des Italiens et par l'échec des Polonais. Les agglomérations des peuples de même race, adoptées en qualité d'aspiration par les esprits et les consciences, devinrent le but des efforts de la généralité des hommes, qui se détourna des anciens principes politiques. La force impulsive de cette modification produisit un déplacement d'influence, et les cinq grandes puissances ne peuvent plus être classées comme en 1850, alors que la Russie se trouvait à la tête de ce majestueux aréopage. A la clôture des questions ita-

lienne et polonaise, et à l'ouverture de la question allemande, le degré d'influence extérieure des grands États les plaçait dans l'ordre suivant :

1° La France.
2° L'Angleterre.
3° La Russie.
4° L'Autriche
5° La Prusse.

1864-1865

Les séances du parlement, déjà marquées, fin 1863, par une discussion orageuse de la vérification des pouvoirs, revêtaient tous les jours un caractère plus décidé de résistance aux volontés impériales. L'invalidation de plusieurs candidats officiels ne suffit pas à l'opposition fortifiée par les récentes élections, que son succès à Paris rendait agressive, et à laquelle l'adhésion d'hommes distingués, — Thiers, Jules Favre, Jules Simon, Ollivier, Berryer, Carnot, — donnait dans le pays une autorité que le gouvernement ne pouvait contester. L'échec, dans quatre circonscriptions sur six, des candidats bonapartistes aux élections partielles pour le remplacement des députés invalidés, France.

témoigna de la force du courant. Pelletan, Buffet, Magnien, Philippon et Hallez Claparède furent élus malgré les efforts de l'administration, et le résultat des deux autres circonscriptions ne compensa pas le mécompte, car l'invalidation de MM. Bravay et Pereire n'avait pas de caractère politique[1]. Les hostilités s'ouvrirent par des attaques dirigées contre la gestion de Fould, qui se voyait obligé, dès l'entrée en session de la nouvelle Chambre, de lui demander l'autorisation de négocier un emprunt de 300 millions, pour abaisser le chiffre de la dette flottante.

— Un emprunt en pleine paix! s'écria Berryer.

L'opposition attachait surtout ses griefs à la situation financière dont elle exigeait l'éclaircissement, et l'Empereur put s'apercevoir, dès le début, combien de dangers présentait l'expédient trouvé pour diminuer sa responsabilité. La majorité lui était encore acquise, et l'emprunt fut voté, mais les abus du pouvoir personnel servirent pendant les débats de point de mire aux critiques des esprits modérés, du concours dévoué desquels on se croyait naguère sûr. La discussion de l'adresse, votée au Sénat sans incident, se prolongea outre mesure au Corps législatif. Jour-

1. Invalidés pour des questions d'ordre moral.

nellement, des membres de la gauche occupaient la tribune, et se vengeaient par des discours interminables du silence gardé pendant tant d'années. Les affaires intérieures et extérieures étaient discutées par des hommes qui avaient l'oreille du public. Tantôt, Thiers confisquait toute une séance pour établir un exposé philosophique des devoirs d'un gouvernement libéral, tantôt Jules Simon parlait de longues heures sur la question ouvrière, tantôt Ollivier demandait la liberté de la presse. Puis, Thiers revenait pour critiquer l'expédition du Mexique, qu'il conjurait le gouvernement de terminer, en l'exhortant de ne pas se lancer dans des aventures hasardeuses; Berryer, Jules Favre, lançaient des anathèmes, l'un au nom du pape, l autre au nom de la Pologne. Le successeur de Billault, Rouher, se voyait forcé de répondre à ces récriminations, dont quelques-unes étaient irréfutables. Il fallait reconnaître que, au Mexique, on s'était embarqué dans une mauvaise affaire; que, en Pologne, on aurait mieux fait de ne pas encourager la révolution; que l'occupation de Rome était un embarras; et faire appel à la fidélité dynastique de la majorité. Cet expédient réussissait toujours. L'adresse fut votée dans le sens gouvernemental le 25 janvier, et, l'opposition, satisfaite d'avoir exposé ses doléances, se prépara à de nou-

veaux exploits, que la politique étrangère, de plus en plus embrouillée, et la situation intérieure de moins en moins claire, lui rendait facile. Il allait d'abord recommencer la lutte électorale, car les députés Havin et Jules Favre, élus à Paris, dans les départements de la Manche et du Rhône, avaient opté pour la province, afin de procurer de nouveaux sièges à l'opposition, dont Paris était et sera toujours le principal foyer. C'est à ce moment que fit son apparition, pour la première fois, le parti ouvrier. Un groupe d'électeurs déclara que, complètement d'accord avec la gauche de la Chambre sur le terrain politique, il s'en séparait sur le terrain social, et que, par conséquent, le député de son choix combattrait non seulement le gouvernement, mais aussi l'opposition. L'ouvrier Tolain recueillit un nombre infime de voix, mais les candidats parlementaires, Garnier-Pagès et Carnot, furent élus à une imposante majorité. Décidément Paris se détachait de la cause de l'Empire, et le souverain eut un instant l'intention de réagir, comme si c'était possible! Une certaine recrudescence de mesures coercitives contre les hommes politiques et les journalistes provoqua des incidents qui éclairèrent Napoléon III sur la véritable direction de l'esprit public. Jadis, personne ne se serait permis de discuter un acte

de vigueur, émanation rationnelle d'un pouvoir personnel, dont le despotisme était le principal et le meilleur attribut. Le gouvernement qui s'était soumis volontairement au contrôle de l'opinion publique fut jugé différemment par tous, sans en excepter ses fonctionnaires et ses magistrats. Une liberté accordée en appelait d'autres. On avait mendié le concours des représentants de la nation; il fallait subir leurs conseils à l'avenir et tenir compte de leurs susceptibilités.

Cependant le gouvernement persévérait dans sa nouvelle voie. Carnot et Garnier-Pagès, députés nouvellement élus, et onze citoyens plus obscurs, soupçonnés de propager des idées subversives, furent déférés aux tribunaux pour avoir fait partie d'une association de plus de vingt personnes, délit prévu par la loi. Aux débats, qui aboutirent à une condamnation à cinq cents francs d'amende, les plus illustres avocats, sans distinction de parti, briguèrent l'honneur de les défendre. Ce procès des *treize* défraya la curiosité de toute la France, et le pouvoir y perdit un nouveau fleuron de sa popularité.

La fermeture au Collège de France de la chaire de Renan, qu'on punissait ainsi de la publication de son livre *la Vie de Jésus*, déplut à tout le monde.

Cette sévérité d'un monarque qui l'année précédente avait pris l'initiative de réformes libérales, qui, en religion, avait fait profession d'une sage tolérance et permis le démembrement des États du Pape, dont la philosophie humanitaire était notoire, parut excessive. Avant les poursuites, ce remarquable ouvrage n'avait été lu que par un public d'élite ; il devint du coup populaire, et les éditions se succédèrent nombreuses. Tentative philosophique destinée à combattre l'athéisme, invite aux autorités ecclésiastiques à modifier ce qu'il y avait de trop nébuleux dans la légende chrétienne, de l'adapter, pour ainsi dire, aux besoins de l'époque, *la Vie de Jésus* n'était cependant pas un document antireligieux. Je ne sais si je juge bien l'œuvre de Renan que j'ai lue avec la plus minutieuse attention, mais je n'y trouve rien de subversif au sens chrétien. Le philosophe ne s'y écarte guère du profond respect que lui inspire un autre philosophe, auquel il accorde un génie surnaturel, mais dont la déification, — non l'apothéose — lui paraît inutile. Je crois que ce raisonnement est propre à conserver intacte la magistrale figure du Sauveur de l'humanité, dont les exploits, s'il avait été Dieu, et s'il avait conversé avec son père, n'auraient été que fort médiocres, car le

même acte, sublime s'il est accompli par un homme, devient vulgaire s'il émane d'un Dieu. A notre siècle d'instruction, la multitude peut facilement saisir cette différence, insaisissable à la multitude d'autrefois. En lui enlevant son enveloppe divine, Renan avait voulu populariser le Christ, et le rendre sympathique aux siècles à venir. Il voyait mieux et plus loin que ses contemporains, et combattait l'athéisme avec les armes du raisonnement, après avoir constaté la vétusté de celles de l'imagination et de la crédulité. Au moment où le pouvoir reconnaissait l'opportunité de certaines réformes, il était mal inspiré de persécuter un écrivain, dont la dialectique combattait la routine d'un enseignement religieux pernicieux à l'état social.

Quand Jérôme Napoléon eut lu le décret qui fermait la chaire de Renan, il se rendit aux Tuileries et demanda à son cousin :

— Avez-vous lu *la Vie de Jésus?*

— Certainement... C'est un très beau livre?

— Vous le trouvez beau ! Et vous persécutez l'auteur ?

— Eh !... Ce n'est pas moi !... D'ailleurs, tant pis... Vous voyez... vos libéraux, plus on leur accorde, plus ils en veulent...

— En cela, je suis de votre avis, et si vous m'aviez écouté, vous ne leur eussiez rien accordé. Ici, il ne s'agit plus de politique, mais de liberté de conscience.

— Attaquer la religion, est-ce respecter la liberté de conscience? Et puis c'est un genre de libéralisme que je réprouve!

— Renan n'attaque pas la religion, il la conseille! Croyez-moi, Sire, rendez-lui sa chaire, et ne prenez pas parti dans cette polémique. Vous mécontenterez catholiques et libéraux.

— Peut-être avez-vous raison! Mais il est trop tard! Vous savez, l'impératrice est très religieuse!... Je n'aurais pas la paix... Et franchement... pour si peu!!!

Cette affaire de *la Vie de Jésus* préjudicia cependant à une popularité que Napoléon III désirait conserver ardemment. La suppression de la chaire de Renan mécontenta tous les partis, comme l'avait prédit le prince Jérôme. Les libéraux ajoutèrent ce grief aux autres, et les catholiques trouvèrent le châtiment insuffisant, Renan n'ayant pas été inquiété après la suppression de sa chaire.

Les débats de la Chambre se ressentirent de cette désapprobation. La voix de l'opposition monta de diapason. Thiers demanda respectueu-

sement des réformes qu'un jour il pourrait exiger. Pour s'être rallié au gouvernement, E. Ollivier fut accusé de trahison par le parti républicain, décidément irréconciliable, surtout quand il s'agissait du budget, arme devenue dangereuse entre ses mains. Le budget, en effet, se déséquilibrait; déjà monté de quinze cents millions (1852) à deux millards cent millions, il venait de subir une augmentation de deux cents millions. Thiers s'écria :

— « Vous voulez tout faire à la fois! des guerres européennes et coloniales; ajouter à l'éclat du pouvoir, augmenter les appointements, démolir les villes et les reconstruire, fonder des empires, donner de temps en temps une couronne! Oui! vous voulez faire tout cela! Mais le pouvez-vous? »

Là était l'écueil. Comme jadis son oncle, dans un but cependant plus humanitaire, Napoléon III voulait tout entreprendre, sans s'apercevoir que l'aiguille touchait l'heure du déclin. Enivré par le succès, persuadé de la stabilité des institutions promulguées, confiant dans l'affection de la majorité, alors précisément que cette affection commençait à se détourner de lui, il oubliait que l'activité humaine a des bornes infranchissables, et ne voulait pas admettre que l'histoire de son

règne militant était terminée. Au lieu de se retrancher dans le passé et de fortifier les positions acquises, il formait des plans d'avenir. Les circonstances cependant ne s'y prêtaient guère.

Pendant ces deux années, relativement incolores pour la France, l'accord de la nation et du souverain reçut de continuelles atteintes. La mort de Morny (10 mars 1865), défenseur autorisé, conciliant et écouté du pouvoir, disjoignit les mailles du filet parlementaire. Dans plusieurs circonstances, de nombreux candidats officiels votèrent avec l'opposition ; les discussions devenaient plus âpres, et la gauche voyait des députés, voire des ministres, — Vuitry, Duruy — abonder dans son sens. Le *Moniteur* inséra même un rapport de Duruy, favorable à la gratuité et à l'obligation de l'instruction primaire. On discutait des questions d'ordre général : liberté de la presse, abolition de la peine de mort, lois électorales ; innovations sans doute combattues par le gouvernement, mais avec une mollesse qui laissait entrevoir des concessions possibles dans un avenir lointain. Cette longue lutte oratoire, fournie par des hommes de premier ordre[1], n'effleurait même pas la question dynastique, et cependant toute la France in-

1. Thiers, Vuitry, Magnien, Rouher, Ollivier, Jules Simon, Picard, Jules Favre, Thuillier.

tellectuelle, qui lisait avidement les comptes rendus des séances de la Chambre et du Sénat, sentait qu'il y avait une brisure et que ce parlementarisme courtois dissimulait des haines violentes et des ambitions inassouvies. Le mot « liberté » sortait journellement de la bouche des opposants et des gouvernementaux, et les uns et les autres en faisaient sonner les syllabes avec le même enthousiasme. Le gouvernement ne se sentait plus ni assez jeune, ni assez fort, ni assez résolu pour dédaigner l'opinion d'une minorité compacte, à laquelle il marchandait des concessions. Au Parlement, les discussions distillaient de l'aigreur aux époques budgétaires ; la dette, les impôts, les dépenses augmentaient dans des proportions considérables et approfondissaient le désaccord du gouvernement et de l'opposition républicaine, car celui-là assurait que l'accroissement indéniable, invraisemblable de la richesse publique, décuplée en dix ans, et du bien-être national, en apparence extrême, répondait victorieusement aux criailleries, et celle-ci prétendait, au contraire (à juste raison, à mon sens), que c'était là une prospérité factice et passagère dont la prolongation amènerait fatalement une catastrophe épouvantable. Hélas ! pourquoi ces doctrinaires, aujourd'hui au pouvoir, n'appliquent-ils pas

leur doctrine? Ne voient-ils pas que ce qui était dangereux en 1865, continue à l'être en 1892, époque plus rapprochée des calamités prévues, dont quelques-unes d'ailleurs sont déjà accomplies.

Bientôt le camp gouvernemental se départagea en libéraux et rétrogrades. L'Empereur flottait entre ceux-ci et ceux-là. Tantôt, il approuvait les idées de Persigny, fidèle et devoué, mais imprudent; tantôt il les blâmait. En 1865, le prince Jérôme, vice-président du conseil privé, prononça à Ajaccio un discours, où, après avoir protesté de son amour pour la liberté sous toutes ses formes, il affirma que Napoléon Ier était *libéral* et cita ces paroles adressées à Benjamin Constant: « Des élections libres... des réunions libres, des discussions publiques, je veux tout cela...! La liberté de la presse surtout... l'étouffer, c'est absurde[1] ! Ce discours, prononcé en l'absence de l'Empereur, mit les ministres dans l'embarras; le *Moniteur* ne le reproduisit pas; un journal officieux l'imprima tronqué. Napoléon III se trouvait en Algérie, en plein exercice de cette souveraineté que les Arabes déifient. La hardiesse de son cou-

1. Paroles qui paraissent étranges et incroyables dans la bouche du plus épouvantable despote des temps modernes, si on ne prend pas en considération l'époque où il les a prononcées. Reprises en 1865, elles n'étaient pas tout à fait hors de saison.

sin lui déplut et il lui adresssa, par la voie du *Moniteur*, une lettre officielle. « Je ne puis » m'empècher de vous témoigner la pénible im- » pression que me cause votre discours d'Ajac- » cio... Le programme politique que vous placez » sous l'égide de l'Empereur ne peut servir » qu'aux ennemis de mon gouvernement. L'Em- » pereur avait établi dans sa famille d'abord, » dans son gouvernement ensuite, cette discipline » sévère qui n'admettait qu'une volonté et qu'une » action. Je ne saurai désormais m'écarter de » la même règle de conduite. »

Le prince se démit aussitôt des fonctions qu'il exerçait. Cette scission dans le sein de la famille impériale, révélée au public, valut à Jérôme-Napoléon quelques jours de popularité.

Cependant le droit de coalition, accordé aux ouvriers dans un moment de libéralisme, recevait son application ; les maréchaux ferrants, chapeliers, tailleurs de pierre, harnacheurs, carrossiers et selliers se syndiquèrent. L'Empereur rentra aux Tuileries, le jour de la coalition des cochers de fiacre qui revêtit la capitale d'un aspect inaccoutumé et quelque peu mélancolique. On était loin du retour d'Amboise, quand Napoléon passait à travers Paris illuminé et déployant au vent de son allégresse les emblèmes de l'Empire. Nettoyé,

haussmannisé, enrichi, regorgeant d'étrangers qui lui apportaient leur or de tous les points du globe, Paris réclamait ces libertés, auxquelles il n'eût peut-être pas songé, si on ne les avait pas fait, intempestivement et maladroitement, miroiter à ses yeux, et s'il n'avait pas constaté l'indécision du maître qu'il s'était donné, et en l'énergie duquel il avait jadis placé sa confiance. La France n'était pas encore désaffectionnée de son souverain, mais Paris en avait assez. L'Empereur crut qu'il fallait faire quelque chose et se décida à distraire Paris. Une des fonctions résignées par le prince Jérôme avait été la présidence de la commission de l'Exposition universelle, projetée en 1867, et que Napoléon III voulut rendre exceptionnellement brillante. En pressentant l'ambassadeur d'une grande puissance de l'invitation qu'il allait envoyer à son souverain, il dit :

— J'éblouirai et j'amuserai Paris... pour qu'il me rende son affection.

Le diplomate, de la bouche duquel je tiens cette anecdote, répondit :

— Votre Majesté traite Paris comme mademoiselle X... (que la voix publique donnait à cette époque pour maîtresse à l'Empereur).

— Précisément, répondit Napoléon avec le fin sourire des anciens jours. Que dites-vous de mon moyen?

— Excellent!

Le diplomate était sans doute sincère. Je ne suis pas de son avis. Après le plaisir, la lassitude; trop de richesse produit l'ennui et, généralement, la misère; l'opulence entraîne l'augmentation des besoins. La bonté inépuisable de Napoléon III faisait fausse route. Les tendances de l'esprit public avaient cependant été jugées avec beaucoup de lucidité par le discours du trône, où, après avoir assuré qu'il se ferait volontiers le promoteur des réformes utiles, l'Empereur promit de maintenir avec fermeté les bases de la Constitution, et de s'opposer aux manœuvres des utopistes; car, dit-il, « le progrès n'est pas la réalisation d'une théorie plus ou moins ingénieuse ». Malheureusement, ses actes n'étaient pas aussi bien raisonnés que ses discours. Distraire les Parisiens, dont le goût pour le plaisir a toujours été excessif, les lancer dans la voie de la spéculation et du luxe, étaient autant de moyens démoralisateurs, dont l'histoire réprouve l'emploi, en témoignant que les souverains qui en ont fait usage ont compromis l'avenir de leurs peuples et de leur dynastie.

La situation extérieure était tout aussi précaire. Au sortir d'une campagne glorieuse, la France voyait son influence décroître en Europe. Son prestige militaire n'était pas entamé, mais sa

diplomatie récoltait échec sur échec. La réponse évasive des chancelleries à la proposition d'un congrès, donna à Drouin de Lhuys l'idée d'un congrès restreint, aussitôt écarté en présence de l'indifférence des cours étrangères. Il fallut se désintéresser des affaires polonaises, parce qu'il devint évident que toute velléité de protection nuirait aux protégés. Dans la question des duchés, les propositions françaises furent systématiquement écartées et le traité de paix, très onéreux pour le Danemark, ne contenait même pas la satisfaction platonique exigée par Napoléon III, qui, fidèle au système des nationalités, demandait pour les populations des duchés le droit de statuer elles-mêmes sur leur sort. Une convention, signée le 15 septembre 1864, stipulait l'abandon de Rome par les troupes françaises, à condition de la translation de la capitale italienne de Turin à Florence. A la fin 1865, la diminution de l'effectif de l'armée d'occupation — résultant du départ du détachement français qui occupait Velletri et Frosinone, remises aux soldats du Saint-Siège, en exécution de ce traité, — provoqua une ardente polémique. Le parti catholique protesta. On abandonnait décidément le Pape! L'Encyclique « *Quanto cura* » lancée par Pie IX en novembre 1864, au moment de la translation

de la capitale à Florence, exalta les fanatiques, en froissant les esprits réfléchis qui gémissaient sur l'aveuglement du chef de l'Église. La convention du 15 septembre n'en blessa pas moins tous ceux qui, en France, étaient attachés à la religion, et aida à la formation d'un groupe hostile sans doute au parti libéral, mais visiblement refroidi pour le principe dynastique napoléonien.

L'avenir était donc incertain, car on ne pouvait guère opposer, comme autrefois, aux dissidents de plus en plus nombreux, les succès de la politique impériale. On ne pouvait plus dire comme en 1859 : Voyez le chemin parcouru en dix ans ! Comparez le rôle joué naguère en Europe par la France à celui qu'elle y joue aujourd'hui ! La gloire s'oublie facilement ; il faut l'entretenir par des victoires, et la campagne du Mexique n'y suffisait pas. C'était de la gloire trop stérile, trop exotique, et cela n'amusait même plus les Français, devenus spéculateurs, et qui supputaient ce que cette guerre lointaine et inutile leur coûterait. L'auréole, jadis si éclatante, éteignait ses rayons aux promesses libérales du chef de l'État, à ses hésitations dans l'exécution, à ses concessions inattendues, à ses restrictions tout aussi inattendues, et se confondait peu à peu avec l'air ambiant, volontairement alourdi. L'enrichis-

sement n'était pas assez prompt au gré de la cupidité éveillée, sensible d'autant aux pertes que sa confiance avait été grande; on demandait à l'Empire plus qu'il ne pouvait accorder; ce qui restait des aspirations glorieuses se condensait en un vague désir de régenter le monde, et on accusait le souverain d'incapacité, à chaque fois qu'une de ses combinaisons échouait. Les tendances belliqueuses, nourries par les récentes victoires, refusaient au chef de l'État le droit de se tromper, la baïonnette du troupier étant capable, au sens du vulgaire, de transformer une erreur politique en un fait accompli favorable à la France, infaillible et impeccable par l'organe de celui qui parlait en son nom. A ce moment, la majorité des Français, sans en excepter les libéraux, abandonnait volontiers à l'Empereur la direction suprême des affaires extérieures en échange de presque toutes ses prérogatives intérieures, combinaison hybride et impraticable que, malheureusement pour l'avenir de sa dynastie, Napoléon III n'était pas éloigné d'adopter. Son rêve, à cette époque, était de régenter l'Europe, en constitutionnalisant la France Rêve irréalisable, dont le cerveau du premier Napoléon avait aussi été hanté, à la veille de la chute finale.

Quand Pie IX se fut enfin rendu à l'évidence, pour avoir vu fonctionner régulièrement ce royaume d'Italie, dont la formation, contraire aux lois divines et humaines, ne pouvait, selon lui, être soufferte par la Providence, son dépit fut tel, qu'il s'en prit à tout le monde, et, avec cette nervosité illogique qui le caractérisait, partit en guerre. Tantôt la Pologne, abandonnée pendant sa longue lutte, servait de prétexte à une sortie violente contre la Russie, coupable d'avoir reconnu Victor-Emmanuel; tantôt, indigné contre le clergé lyonnais, venu en députation pour le supplier de lui permettre de conserver sa liturgie, il écrivait au cardinal de Bonald une lettre parfaitement inconvenante où il prétendait que le *Missel et le bréviaire de Lyon déshonoraient la liturgie et qu'ils devaient disparaître;* tantôt il sommait l'empereur du Mexique de gouverner à l'aide du fanatisme et de l'intolérance. La convention du 15 septembre, en l'exaspérant, le conduisit à l'acte le plus insensé qu'il eût encore commis, à la réfutation publique des nouveaux principes. L'Encyclique « *Quanto cura* », qui reçut dans la suite le surnom de *Syllabus* à cause d'une série de propositions condamnées comme impies et hérétiques, parut le 18 décembre 1864. Cette œuvre de folie, conçue par le jésuite Per-

rone, moisissait dans les archives du Vatican où elle avait été reléguée comme dangereuse et impolitique, à l'avis de nombreux cardinaux et évèques à la tête desquels se trouvait Antonelli, et dont l'opinion prévalut contre celle du parti de Mérode. Le document, que Pie IX admirait en secret, lui parut contenir des arguments à une réponse victorieuse aux déclamations de ses ennemis, et il ne fut plus possible de l'empècher d'en faire usage. Par cette circulaire célebre, Pie IX traitait de délire la liberté des consciences et du culte, prétendait que l'Église avait le droit de lier les consciences des fidèles dans les choses temporelles, et de chàtier les violations de ses lois, condamnait la liberté de la presse, de l'enseignement, de l'association, réclamait en cas de conflit, des privilèges draconiens pour le pouvoir religieux, anathématisait les cultes non catholiques, exigeait contre eux des lois coercitives, revendiquait le droit de s'immiscer dans la législation civile, et rayait d'un trait de plume toutes les libertés religieuses et politiques. Ce fut un immense éclat de rire dans le camp des protestants et des schismatiques. Meyendorff, ministre de Russie à Rome, professait des sentiments personnels très affectueux pour Pie IX, avec lequel les rapports

étaient en effet des plus agréables. Confiant dans la bienveillance du Pontife qui le laissait parler à sa guise, il osa lui dire :

— Nous passons, Très Saint-Père, pour autoritaires en Russie ; cependant l'application de l'Encyclique y serait impossible.

— C'est que vous ne croyez pas à Dieu, répondit le Pape en riant, mécréants que vous êtes !

— C'est plutôt que nous ne croyons qu'en un Dieu céleste, et que nous n'en voulons pas adorer un ici-bas !

La réponse déplut, et cette légère altercation en précéda une autre, plus vive, qui coûta sa place au trop spirituel diplomate. Pie IX était devenu intraitable. Quelques évêques français essayèrent d'atténuer la désastreuse impression produite et de mettre l'esprit gaulois au service de la religion fourvoyée. Dupanloup publia une admirable brochure où il tenta d'expliquer le *Syllabus*, mais son adresse ne parvint pas à masquer le fond de sa pensée, qui était un désaveu. La colère du Pape devint de la frénésie. Se voyant blâmé, il perdit la tête et lança une bulle violente contre la société inoffensive des francs-maçons. Soutenu par Mérode, seul dans la consulte de son avis, il répondit avec arrogance aux remontrances du cabinet des Tuileries, qui avait

exprimé son déplaisir de l'encyclique, et refusa de reconnaître la validité de la convention du 15 septembre, en prétendant que Napoléon disposait de son sort sans l'avoir consulté. Mérode assurait que les Français ne quitteraient jamais Rome, la souveraineté temporelle du Pape entretenant en Italie une agitation, profitable aux intérêts de la France.

— Tant que le Pape est à Rome, disait le prélat, l'Italie est obligée de compter avec la France. Le départ de Sa Sainteté transformerait cette vassalité en rivalité.

Aussi quand, aux premiers jours de 1865, le détachement français de Velletri reçut l'ordre de rentrer dans ses foyers, le Pape s'en prit à son conseiller, dont l'influence diminua du coup. A ce moment, le désordre ne laissait rien à désirer. La situation financière était inénarrable, mais la diminution des ressources semblait préoccuper médiocrement le gouvernement pontifical qui ne songeait pas à restreindre ses dépenses, payait les employés révoqués de l'Ombrie et des Romagnes comme s'ils étaient en fonctions, déployait à outrance les pompes du culte, et tentait des enrôlements plus coûteux qu'effectifs pour l'armée, composée en grande partie, au dire des ennemis de l'Église, des bandes de brigands,

chassés d'Italie par la loi Pica et réfugiés sur le territoire de l'Église. Les troupes pontificales commettaient des dépradations telles que les populations abandonnées par les Français supplièrent le Pape de les laisser sans défense, plutôt que de leur envoyer une garnison de ces terribles auxiliaires, commandés par le brigand Fuoco, auquel obéissaient d'autres chefs de bandits, Cedrone, Capassa, Androzzi. On disait que Fuoco habitait Rome, était reçu par le Pape, par Mérode. Pie IX se défendait en toute sincérité de favoriser le brigandage.

— Je ne puis, dit-il au député italien Boggio, empêcher le roi de Naples de concentrer ses fidèles dans mes États. Ce ne sont pas des brigands, c'est vous qui les nommez ainsi.

— Cependant, Fuoco se qualifie lui-même de « chef de bande ». Et on assure en Italie que Votre Sainteté le protège.

— C'est faux ! s'écria le Pape avec indignation. Mes légats ont ordre de le poursuivre !

Le lendemain, quand Pie IX sut que Mérode, en écrivant au délégat de Frosinone, lui avait enjoint de ne pas traiter en ennemis les bandes royales, et recommandé spécialement Fuoco, il se décida à se séparer de son conseiller. Antonelli prit l'intérieur et le ministère des

armes — confié presque aussitôt au général Kanzler, dont l'hostilité contre les Français était notoire — et des lois sévères contre les brigands furent promulguées. Cette apparente satisfaction donnée à l'opinion n'atteignit pas son but. Les Italiens prétendirent que les édits contre les brigands, extrêmement sanguinaires, dépassaient de beaucoup les dispositions de la loi Pica, si énergiquement blâmée par les cléricaux, et laissaient à la curie une marge suffisante pour terroriser les libéraux. Le gouvernement français fut blessé de la nomination de Kanzler. La disgrâce de Mérode eut cependant un bon résultat ; elle affaiblit dans le consistoire ce parti qui s'appuyait sur l'immuabilité de l'institution pontificale, sans admettre aucune concession aux idées nouvelles. Pie IX fut bientôt le seul de cet avis, car ses principaux ministres, plus clairvoyants ou moins fervents, avaient reconnu que le dernier espoir de la Papauté, en tant que souveraineté temporelle, résidait dans la continuation de l'occupation française.

La jeune Italie, en voyant tout lui réussir dans sa rapide ascension, convoitait ardemment les provinces qui lui manquaient. L'esprit public, inquiet des élections partielles ordonnées pour le remplacement des députés garibaldiens démis-

sionnaires, fut rassuré par leur résultat. Sur les dix-sept collèges qui avaient, aux élections générales, envoyé au Parlement des garibaldiens, huit se prononcèrent en faveur du gouvernement. Les principaux leaders du parti, Bertani, Guerazzi, restèrent sur le carreau, et Garibaldi lui-même ne fut élu qu'au deuxième tour de scrutin. Il n'y avait pas à s'y méprendre : la majorité de la nation, effrayée de l'état des finances, préoccupée des événements qui se déroulaient au nord de l'Europe, ne voulait plus d'aventures. Tenace dans ses idées les moins opportunes, Garibaldi, sans paraître se douter de son échec, accourut à Turin pour ouvrir au Parlement et dans le pays une campagne en faveur de l'annexion de Rome et de la Vénétie. La signature d'un traité de commerce avec la France et l'extradition de Cypriano la Gala, accordée par Napoléon III, venaient de rapprocher les deux cabinets. Rien de dangereux comme un incident, surtout en présence de troubles assez graves au Tyrol. Les ministres, se sentant impopulaires, ne savaient que résoudre ; une incartade de l'ex-dictateur pouvait avoir les conséquences les plus inattendues ; ce fut le roi qui se chargea de traiter avec Garibaldi, chez lequel, dit-on, il se rendit en camarade, et qu'il réussit à persuader de retourner à Caprera où le

trop ardent patriote continua à nourrir des projets extravagants, sans toutefois songer à les mettre immédiatement à exécution. L'agitation *Italianissime*, ou, comme on l'appelle aujourd'hui, *Irrédentiste*, se bornait donc à des lamentations, quand le public apprit une nouvelle inespérée. Des négociations, habilement entamées autrefois par le grand Cavour, venaient d'aboutir. On connut simultanément l'historique de ces négociations et leur succès. La France consentait, à certaines conditions, à évacuer Rome, et ces conditions n'étaient pas inacceptables : un changement de capitale et l'engagement de ne pas attaquer le Saint-Père. L'historique des pourparlers apprit aux Italiens que, depuis longtemps déjà, des propositions avaient été faites par Napoléon III, las des exigences de la curie, et gêné d'une occupation qui constituait un démenti au système de non-intervention. La négociation, interrompue par la mort de Cavour et la tentative d'Aspromonte, n'avait jamais été abandonnée, et en 1864, Visconti-Venosta, ministre des affaires étrangères, en réponse à de nouvelles ouvertures de Drouin de Lhuys, avait envoyé à Paris, pour la renouer, le général Menabrea, puis MM. Nigra et Pepoli. Des escarmouches oratoires, roulant principalement sur les mots d'aspiration natio-

nale, gloire, etc., démontrèrent que Napoléon désirait aussi ardemment que Victor-Emmanuel la solution de cette question. Si une politique à longue vue s'opposait à l'évacuation de Rome par les troupes françaises, cette évacuation présentait des avantages dans le présent, et Napoléon, dont les facultés baissaient rapidement, crut y découvrir un moyen de consolider sa dynastie. La convention avec l'Italie, en contre-balançant l'échec de sa diplomatie en Pologne, Amérique et Allemagne, était une mesure faite pour plaire aux libéraux français qu'il cajolait, pressentant que ce parti rallierait à bref délai la majorité de ses sujets.

On se souvient que Mérode, ne croyant pas à l'évacuation de Rome, avait conseillé au Pape de repousser toute proposition d'arrangement. Il avait été question d'une unification de la dette pontificale, admise en principe par le gouvernement italien, qui consentit à en payer les intérêts pour la partie revenant aux provinces annexées. Sous les auspices de Mérode, le Pape exigea le capital, soit *trois cents millions* qui devaient être versés entre ses mains. Cette exigence insensée servit de prétexte à une reprise des négociations pour l'évacuation, que la chancellerie française, encouragée par l'esprit public révolté de la publication du *Syllabus*, conduisit activement. Bientôt, il devint évident qu'on

s'entendrait ; les difficultés grammaticales s'aplanissaient une à une ; ce fut d'abord le terme « respecter le Saint-Siège », qui, à la demande des Italiens, fut modifié par celui plus élastique « ne pas attaquer le Saint-Siège ». Cette concession fut suivie d'une autre plus importante. La seule garantie accordée par l'Italie à la France, c'était la translation de la capitale de Turin à Florence, selon une clause insérée au traité; il fut convenu qu'elle ne le serait pas ; qu'on l'ajouterait au protocole en ces termes ; — les conventions n'auraient de valeur que dans six mois, lorsque le roi d'Italie aurait décrété la translation de sa capitale dans une ville désignée par lui (Florence, sous-entendue, n'était même pas indiquée).

Par la convention signée le 15 septembre 1866, la France consentait à retirer graduellement ses troupes de Rome, à mesure que l'armée pontificale serait organisée ; l'évacuation devait être totalement accomplie dans l'espace de deux ans. L'Italie, en retour, s'engageait à ne pas attaquer le territoire du Saint-Siège, à empêcher, même par la force, toute attaque partie « de l'intérieur du royaume » (terme ajouté), et se déclarait prête à entrer en *arrangements* pour prendre à sa charge une part proportionnelle de la dette pontificale afférente aux provinces annexées.

L'échange des dépêches livrées à la publicité occasionna quelques discussions supplémentaires entre les deux chancelleries et de nombreuses notes; mais en novembre Nigra, autorisé par Napoléon, télégraphia à Turin que si, devant les Chambres, le gouvernement du roi d'Italie se renfermait dans les limites des dépêches du 15 septembre et du 30 octobre, il ne serait pas désavoué par le gouvernement impérial. L'accord ainsi fait, on procéda à la ratification. L'Italie entière accueillit avec joie cette solution qui la rapprochait de Rome d'une façon aussi inattendue. Turin seul protesta; on le décapitalisait au moment où la spéculation sur les terrains et les immeubles devenait animée. Son acceptation, en 1860, de Rome pour capitale, avait été un acte d'abnégation dicté par sa déférence pour la ville éternelle, jadis métropole du monde; mais à ce moment, il n'avait pas bénéficié de la centralisation. En 1864, c'était la ruine, l'abandon, « de l'herbe dans les rues et sur les places publiques ». En sacrifiant Turin, on sacrifiait le Piémont auquel on devait la victoire! Des groupes nombreux se formèrent, l'agitation devint menaçante. On commença par crier: Vive Turin capitale! puis on cria: « A bas Florence! et enfin: « Vive Garibaldi! » quoique le général se fût désinté-

ressé de la question. Le 21 septembre, la foule assiégea les presses des journaux ministériels. On fut obligé de requérir la force publique. Le peuple jeta des pierres aux soldats. Le 22, un conflit sanglant éclata et se continua jusqu'au 23 : la troupe dispersa l'émeute, mais trente-six citoyens furent tués et plus de soixante blessés. La vue des cadavres exposés à l'hôpital Saint-Jean produisit une immense stupeur... C'était donc cela la nouvelle Italie ! On massacrait ses plus fidèles et ses plus ardents défenseurs ! La popularité du roi allait sombrer, quand Victor-Emmanuel s'avisa d'un expédient de génie. Feignant de blâmer la rigueur du cabinet, et rejetant toute courtoisie officielle, il rendit un décret par lequel il « congédiait » les ministres, les rendant ainsi seuls responsables des événements. Cet expédient auquel le cabinet se prêta de bonne grâce calma la colère des Turinois, totalement apaisés à la lecture du décret établissant le nouveau ministère, composé exclusivement de Piémontais (général La Marmora, président ; Lanza, Petiti, Sella, etc.).

— Ceux-là ne trahiront pas le Piémont ! disaient les exaltés...

Le tour était joué. A la rentrée, les principaux chefs du mouvement italien, — les émules de Cavour dans la grande œuvre,— Piémontais de nom

et d'origine, Buoncompagni, Ratazzi, La Marmora, Durando, Massimo d'Azeglio, parlèrent en faveur de la translation à Florence, mesure votée par les Chambres, qui se séparèrent en avril 1865, en adressant à la capitale abandonnée un stérile tribut de chaleureuses sympathies[1]. La défection de ses principaux citoyens avait vaincu la résistance de Turin et le sacrifice fut patriotiquement accepté par la plupart de ses habitants.

La dernière session tenue par ce Parlement, fertile en bonnes et utiles lois, codifia les différentes législations des provinces annexées, tâche ardue, exécutée en plusieurs séances, en vue de la translation. La promulgation du nouveau code unitaire coïncida avec les fêtes anniversaires du jubilé de Dante, célébré cette année avec une magnificence inusitée. C'était un dernier avis donné au Pape, que d'exalter ainsi le plus grand ennemi de la puissance temporelle. Puis on procéda aux élections générales du nouveau Parlement. Le ministère piémontais ne pouvait être populaire en Italie malgré l'abnégation dont il avait fait preuve dans l'affaire du changement de capitale; ses principaux adhérents succombèrent au scrutin. Les libéraux de la gauche

1. Quelques compensations furent cependant accordées à Turin auquel l'État fit cadeau d'une somme de 22 millions.

réunirent un grand nombre de voix, mais la majorité ne pouvait pas être nettement définie avant la session.

Le gouvernement obtint un avantage : la nomination du président de la Chambre. Son candidat, Mari, fut élu au troisième tour de scrutin contre Mordini, candidat de l'extrême-gauche, et Ratazzi de la gauche modérée, mais trois vice-présidents sur quatre (Depretis, Crispi et de Luca) furent pris dans les rangs de la gauche. Cet échec, en compensant un premier succès, prouva combien la majorité était vacillante. Un engagement sérieux eut lieu pendant la discussion du budget, présenté par Sella. Sur une question d'importance secondaire (présentation d'un décret relatif à la banque) le ministère fut mis en minorité et donna sa démission en entier. Ceci se passait déjà à Florence. Le roi appela le citoyen le plus considérable de la Toscane, l'ex-ministre Ricasoli, et lui proposa la présidence du conseil. Ricasoli refusa, en conseillant de garder La Marmora, chargé en effet d'une reconstitution. Le leader de cette combinaison fut le ministre des finances Scialoja, économiste distingué[1]. La mission du mi-

1. Les autres ministres étaient MM. Chiaves, Jacini, Angioletti (qui faisaient partie de l'ancien cabinet), Berti di Falco, Pettinanga, Berti.

nistère était considérable; il s'agissait d'introduire la nouvelle jurisprudence, triomphe de la société laïque. Désormais, le mariage civil était obligatoire dans toute l'Italie; les derniers restes de la juridiction ecclésiastique allaient disparaître dans le Sud, ainsi que les majorats et le droit d'aînesse.

La translation de la métropole fut un grand pas fait par l'Italie vers son entière unification. Le choix même d'une petite ville mal défendue, mal bâtie, ne réunissant aucune des conditions exigées pour la capitale d'un grand État, sans autres avantages que sa position centrale et surtout sa proximité de Rome, était significatif. Le gouvernement s'y trouvait campé, en attendant mieux. La spéculation même, considérant Florence comme un pis-aller, ne s'abattit pas sur les terrains, et ne construisit pas d'édifices monumentaux pour abriter les ministères, installés tant bien que mal dans les anciens établissements du Grand-Duc. Le séjour à Florence n'était que la première et large étape du chemin de Rome. Les Italiens, le Pape, l'Europe entière, le comprirent ainsi.

On assure que le maréchal Narvaez, à son lit de mort, requis par son confesseur de se réconcilier avec ses ennemis, répondit au moine : Espagne.

— Je n'ai pas d'ennemis!

— Impossible! Vous avez occupé une trop grande place dans l'État pour n'en pas avoir!

— J'en avais! mais je les ai fait tous fusiller!

C'est cet homme, jadis représentant le plus autorisé du parti rétrograde, devenu, on n'a jamais su par quelle combinaison résultant des « Cosas de España », chef du parti royaliste modéré, que la reine envoya chercher à Loja, en Andalousie, où il s'était retiré, pour le supplier de prendre le pouvoir, après la chute successive de trois cabinets, Miraflores, Arrazola et Mun, et après présentation par O'Donnell d'un programme jugé inadmissible. Des pages seraient nécessaires pour énumérer les raisons, pour la plupart puériles, qui motivèrent l'insuccès de tant de combinaisons, mais ces raisons étaient d'une nature telle, qu'elles sautaient probablement aux yeux, car Narvaez attendait l'appel de la reine et s'était préparé à entrer en scène. Le cabinet, présenté le lendemain de son retour à Madrid, fut *muy hermoso* (très beau) (selon l'expression d'un journal de l'époque), composé qu'il était de notabilités des deux fractions du parti royaliste, dont cinq anciens présidents du conseil[1].

1. MM. Gonzalès Bravo, Arrazola, Armero, Cordova, Benovidès, Alcala, Gallona, Alexandro Llorente, Locano.

Le *beau ministère* ne dura guère. En outre des petits côtés de la situation, discutés dans l'intérieur du palais, il y avait des questions graves à résoudre : la reconnaissance du royaume d'Italie imposée par l'opinion, mais pénible pour une princesse de Bourbon ; l'abandon de la république de Saint-Domingue qui regrettait amèrement sa soumission volontaire, mais dont la conservation ne valait pas une expédition lointaine ; des difficultés avec le Pérou, amenées par l'arrogance du plénipotentiaire espagnol qui, après avoir pris le titre de commissaire de la Reine, comme si le Pérou était une possession espagnole, s'empara de vive force d'îles riches en guano disputées aux Péruviens par les Chiliens (circonstance qui pouvait élargir le conflit) ; la question financière, toujours grave en Espagne ; enfin les élections, problème dont la solution précéda toute autre combinaison. A l'étonnement général, le ministère, sans exercer de pression, obtint une majorité qui, dans certaines conditions, lui paraissait acquise. Mais la dissimulation pesait au vieux Narvaez ; dès le lendemain de ce succès relatif, il retourna à ses principes autoritaires. Des circulaires menaçantes pour les libertés publiques suivirent immédiatement les élections. Le principal résultat en fut la démission d'Alejandro

Llorente, ministre d'État, qui avait pressenti le président du conseil de son refus de participer à toute mesure arbitraire. La retraite de cet homme modéré produisit un grand effet; c'était la sanction du blâme des agissements de Narvaez, et cette sanction avait tant de force, que le cabinet crut devoir donner sa démission en entier, la veille de l'ouverture du Parlement.

Une de ces crises, possibles en Espagne seulement, éclata aussitôt. La situation, de pénible, devint grotesque. Madrid ne savait plus où il en était. Le vulgaire, ne distinguant rien au delà des petites aventures intimes de la reine, y chercha la raison de ces fluctuations ministérielles, si nuisibles à la grandeur de la nation. Isabelle II, loyalement constitutionnelle, aimait son peuple. Incapable de gouverner despotiquement, — ce à quoi, d'ailleurs, elle ne songeait guère, — pleine de confiance en ses ministres dont les principaux avaient été les plus fermes soutiens de son trône, elle n'intervenait jamais de son autorité dans le maniement de la chose publique. Politiquement, elle ressemblait à la reine d'Angleterre ; satisfaite de sa situation exceptionnelle, elle ne regrettait pas les prérogatives de ses prédécesseurs, dont l'exercice eût été pénible à sa nature. D'une bonté vraiment angélique, elle aurait désiré

étendre sa main bienfaisante sur tout son peuple; ne le pouvant pas, elle répandait à profusion des faveurs sur son entourage. Le peuple lui reprochait sa générosité, et s'en désaffectionnait à vue d'œil. C'était cependant bien une Espagnole, avec les qualités et les défauts des femmes de cette race; pieuse à l'excès, et quelque peu coquette. J'ai eu l'occasion de la connaître plus tard, à Paris et à Étretat, où elle honora ma maison de sa présence. Grande dame dans toute l'acception du mot, pleine d'un charme indéfinissable, digne sans morgue, simple sans affectation, sa bonté, rayonnante à travers sa prunelle voilée, permettait aux simples mortels de distinguer la femme sous la reine. La haine en avait fait un portrait peu flatteur; ses sujets lui refusaient la beauté physique, et je fus étonné, la première fois que j'eus l'honneur de la saluer, d'éprouver à son aspect un véritable sentiment d'admiration. La femme était charmante; la reine, irrésistible.

Or, en 1865, Isabelle II était dans la plénitude d'une beauté que l'irradiation du sceptre devait entourer d'une auréole de splendeur, et la rumeur publique prétendait que de nombreux courtisans briguaient ses faveurs, et que tous n'avaient pas échoué. A cela rien d'extraordinaire. Aucune femme, fût-elle reine, ne saurait échapper à la

médisance; mais la populace, excitée par les ambitieux, se donna le luxe de haïr ceux qu'on accusait, à tort ou à raison, de jouir de cette intimité. Ils n'occupaient cependant aucune charge publique, et n'exerçaient aucun pouvoir. Peu importait aux mécontents. Au lieu de savoir gré à Isabelle II de séparer ainsi ses affections privées de la vie politique, on lui reprocha les plus insignifiants avantages accordés à son entourage. Lancée dans la voie de l'injustice, la foule ne s'y arrête jamais. Non contente d'attaquer la reine dans ses prétendus favoris, elle s'en prit à une piété dont le mysticisme déplut. Ceux-là mêmes pour lesquels les plus grotesques mascarades, — celles, par exemple, dont Séville est le théâtre, faisaient partie de la religion — la blâmaient de ses amitiés ecclésiastiques; du choix pour confesseur, malhabile sans doute, mais que les Espagnols seuls n'avaient pas le droit de critiquer, du père Clavet, célèbre par sa brochure : *la Llave de oro*[1], opuscule peu digne, en effet, d'un prêtre, par la grossièreté du langage ; de son affection pour la sœur Patrocinio, abbesse de San Pascal d'Aranjuez, dont la reine portait, disait-on, les chemises sales, etc.

1. *La Clef d'or.*

Dans un pays bien conditionné, ces insinuations n'eussent pas signifié grand'chose, car qu'est-ce que cela peut faire à un peuple dont la souveraine ne songe pas à violer la constitution, qu'elle porte les chemises d'une nonne, et qu'elle ait des favoris sans influence? Mais, en Espagne, où tout converge encore autour de la royauté, les ennemis d'Isabelle II réussirent à persuader au peuple que la chute du ministère Narvaez serait le premier pas vers le retour à l'absolutisme et à l'inquisition, et il devint visible que les Cortès suivraient l'impulsion de l'opinion. Pendant quatre jours la reine s'adressa à toutes les fractions du parti royaliste, qui se remua, inventant des combinaisons inexécutables. Le général Pavia, marquis de Novaliches, M. Isturitz et le général Lersundi, nommés présidents du conseil, chacun pendant un jour, le nom d'Espartero fut prononcé. Madrid cria :

— Si c'est Espartero, c'est la révolution!

Le cinquième jour la reine appela Narvaez et dit :

— Tu as fait les élections; tu dois te présenter aux Chambres.

C'était la solution la plus sage, mais quelle autorité parlementaire pouvait avoir un cabinet sur lequel pesait le blâme d'un de ses principaux

membres? Le second ministère Narvaez n'eut pas une longue vie. Après avoir abandonné Saint-Domingue sans prononcer toutefois le mot « *abandon* » (compromis essentiellement espagnol), il noya le reste de sa popularité dans un conflit avec l'Université, qui ensanglanta Madrid. Emilio Castelar, professeur de droit, rédigeait le journal de l'opposition, *le Démocrate*, avec un talent qui lui valut une notoriété dont les royalistes prirent ombrage. Un article violent contre la reine, déféré aux tribunaux, valut à l'auteur la condamnation à une amende. Trouvant le châtiment insuffisant, Narvaez, revenu à ses allures de despote, exigea de Montalvan, recteur de l'Université, une procédure académique dont le résultat, indiqué d'avance par le gouvernement, devait être la suspension, puis l'exclusion définitive de Castelar. L'étude minutieuse de la jurisprudence universitaire convainquit le recteur que l'accusé ne se trouvait pas dans un cas d'exclusion, et il refusa la procédure. Révoqué et remplacé par le marquis de Zafra, Montalvan fut acclamé par les étudiants, qui, ne voulant pas braver ouvertement le pouvoir, demandèrent et obtinrent l'autorisation de lui offrir une sérénade. Pendant trois jours, du 6 au 9 avril 1865, ils parcoururent Madrid en chantant. Ce fut d'abord

une note laudative sous les fenêtres de Montalvan, puis un charivari sous celles du nouveau recteur. Le 5 avril, Narvaez retira une autorisation trop légèrement accordée et envoya la force armée dissiper l'attroupement. Les étudiants résistèrent; il y eut quelques victimes et de nombreux blessés. Le lendemain, le ministère était en minorité. Narvaez essaya de lutter, mais l'abandon de Saint-Domingue, l'échauffourée de Madrid, l'élection de Montalvan, envoyé à la Chambre par l'opposition, enfin la situation déplorable des finances, révélée par la retraite du ministre Barnazzallana, rendaient la place intenable. Lors du passage des souverains portugais, le peuple se porta à leur rencontre en criant : « Vivent les rois libéraux ! » Dom Louis quitta aussitôt Madrid pour se dérober à cette ovation hostile à Isabelle II, et celle-ci, de crainte que l'impopularité du cabinet ne rejaillît sur elle, s'empressa de rappeler O'Donnell, qui revint au pouvoir alors que l'union libérale ne comptait aux Cortès qu'une faible minorité, mais au moment où les monarchistes, effrayés des résultats de la politique prônée par ceux qui se targuaient d'un retour sincère aux idées modernes, étaient résolus à s'unir, provisoirement, à la fraction du parti conservateur représentée par le duc de Tétouan. Après avoir amnistié les journaux poursuivis par

son prédécesseur, rétabli la municipalité de Madrid cassée par Narvaez en avril, rendu à ses fonctions le recteur Montalvan, O'Donnell procéda à la réforme électorale, à la reconnaissance du royaume d'Italie, et profita de la promulgation de la loi électorale pour dissoudre constitutionnellement les Cortès, dans l'espoir d'obtenir une représentation plus dévouée et plus compacte. Son attente ne fut pas trompée. Fixées au 1er décembre 1865, les élections amenèrent une majorité résolument gouvernementale. Ce succès apparent était-il réel ? C'est douteux. Les majorités se désagrègent facilement en Espagne, car elles sont composées de groupes nombreux et ambitieux, qui forment, selon l'expression d'un publiciste du temps, des cabinets en embryons, de quinze à vingt personnes, visant tous à devenir ministres et secrétaires d'État, n'ayant qu'un but, arriver au pouvoir, et n'étant fidèles qu'à eux-mêmes. En 1865, les hommes de l'union libérale, reconnus indispensables à la pacification, formaient le dernier groupe des partisans de la monarchie constitutionnelle d'Isabelle II. Au delà, c'étaient les irréconciliables, et ceux-ci, à travers une modification dynastique possible, donnaient déjà la main aux républicains. Compliquée par un conflit avec le Pérou et le Chili et par la

balance du budget, des plus difficiles à établir, la situation était pleine de périls. O'Donnell l'avait déjà sauvée, il est vrai, à plusieurs reprises, mais la popularité du duc de Tétouan s'était ressentie de ses nombreux passages au pouvoir, ot on prétendait qu'il avait, en ces derniers temps, modifié quelque peu ses tendances.

Pour la tranquillité du Portugal, il faut que l'Espagne soit en révolution, dit un proverbe portugais. Deux dissolutions de Chambre amenèrent des élections favorables au gouvernement, qui se modifia sans troubles. Le duc de Lonlé présida le Conseil pendant toute l'année 1864; en 1865, sa séparation avec son inséparable Avila causa sa chute. Il fut remplacé par Sa da Baudhera, remplacé à son tour en septembre par Aguiar. Pendant ce temps, le roi voyageait tranquillement en Europe et les affaires ne souffraient pas des fluctuations ministérielles, tous les partis étant également libéraux et également attachés au dernier prince valide de la maison de Bragance. Portugal.

Le 22 août 1864, les représentants des principaux États d'Europe, réunis dans la salle du Grand Conseil de Genève, signèrent le traité international relatif à la neutralisation des blessés et au service médical des armées (con- Suisse.

vention de Genève) et accomplirent un des plus grands actes de l'histoire moderne. Tant que la guerre paraît utile, rien de plus noble et de plus élevé que cette pensée de prémunir contre le danger, des guerriers blessés devenus inoffensifs, et ceux qui se chargent de soigner leurs blessures. C'est, espérons-le, la première manifestation d'une tendance qui, à notre sens, doit s'emparer impérieusement des facultés intellectuelles et morales des hommes disséminés sur le globe terrestre : l'abolition de la guerre, une des plus monstrueuses inventions de l'esprit des ténèbres.

Cette convention se signait — détail bizarre — au moment précis où une émeute ensanglantait les rues, en protestation de l'annulation illégale d'un vote de scrutin, tentée par un bureau électoral, à l'instigation de James Fazy, des partisans duquel ce bureau était composé. L'émeute fut courte et peu meurtrière. Une sorte d'armistice, consenti jusqu'à l'arrivée du commissaire fédéral mandé en toute hâte de Berne, en arrêta le développement. Le lendemain, le commissaire arriva escorté par un détachement; force resta à la loi, et l'ex-dictateur radical rentra dans l'ombre, sans encourir aucune pénalité, les débats judiciaires qui suivirent cette échauffourée n'ayant pas abouti,

en présence de l'indifférence générale, et faute d'accusateurs et de témoins.

En 1865, le Conseil national soumit au vote du peuple un projet de réforme constitutionnelle, dans le but d'élargir sur quelques points la compétence fédérale, et de faciliter l'établissement des citoyens dans tous les cantons. La différence de législation des cantons préjudiciait à l'homogénéité, mais les Suisses jugèrent que c'était acheter trop cher une apparence d'unité, que de la payer par la centralisation. Heureux le pays dont les habitants, satisfaits de l'ordre de choses existant, repoussent toute modification et trouvent inutile et même dangereuse la perpétration d'un mouvement révolutionnaire !

Confédération Germanique.

La tâche de l'Italie terminée, les yeux de l'univers s'étaient fixés sur l'Allemagne qui allait jouer le second acte du drame des nationalités. Pour entrée en scène, un crime était à commettre dans le Nord de l'Europe. Toutes les consciences jugeaient ainsi les entreprises des Allemands contre le Danemark, mais le courant roulait avec tant d'impétuosité, que personne ne songeait à s'opposer à la réalisation d'un programme contraire à l'équité et aux traités préexistants. L'intégrité de la couronne de Christian IX avait été garantie

solidairement par les cinq puissances; la Confédération germanique avait reçu le Danemark dans son sein; des procès interminables avaient acquis la force des choses jugées, et pour les faire revivre, il fallait recourir aux subtilités les plus spécieuses. Aucune de ces raisons ne fut même pas invoquée. L'ancien ordre de choses avait perdu son procès, et s'il trouvait encore des défenseurs, il ne trouvait plus d'avocats.

L'affaire des duchés se présentait à point pour l'ouverture de la question de l'unité et il ne faut pas s'étonner que l'Allemagne s'en soit emparée en faisant litière de tous les autres sentiments. Les prétentions du duc d'Augustenbourg, inqualifiables en stricte morale, servaient trop les idées du moment, pour ne pas être adoptées sans examen, si contraires qu'elles pouvaient être aux règles de la propriété et de l'honneur. En 1863, Christian-Auguste d'Augustenbourg avait reçu du roi Frédéric VIII, par l'entremise et *sur le conseil de Bismark*, la somme de 1.500.000 rixdalers doubles, en échange d'une déclaration par laquelle il s'engageait sur *sa parole et son honneur de prince à ne rien entreprendre qui pût troubler la tranquillité de la monarchie danoise.* Quelques mois après, il cédait ses droits à son fils Frédérick, mais se gardait bien de restituer l'argent, resti-

tution indiquée cependant à la délicatesse la plus élémentaire.

Les prétentions de Frédéric, qui auraient été, dans la vie ordinaire, considérées sans enthousiasme par le banquier israélite le moins scrupuleux, servirent d'appui aux revendications allemandes. Les unitaires, partisans de la médiatisation des petits souverains, adoptèrent avec une bienveillance en apparence illogique, la perspective de compter en Allemagne un principicule de plus ; les féodaux y démêlèrent un obstacle au libéralisme danois, qui les effrayait par sa loyauté persistante ; les petits souverains crurent y découvrir un engin de popularité ; les États secondaires, une digue à la révolution : l'Autriche, un moyen de reconquérir son influence perdue ; la Prusse enfin, un outil pour son ambition. Les deux grandes puissances ne se prononcèrent pas, il est vrai, en faveur du prétendant, mais elles se gardèrent bien d'opposer un *veto* que leur paraphe, lisible au protocole de Londres, rendait obligatoire au sens des anciens principes d'équité. Frédéric d'Augustenbourg, suivant en Holstein le train des colonnes fédérales d'exécution et jouant à Kiel au souverain légitime, leur était commode pour ouvrir l'action, et c'était un instrument facile à briser. Sans s'arrêter à ce qu'il y avait

de répulsif dans cette prompte inexécution d'un arrangement pécuniaire, — éventualité qui ne s'était pas présentée dans la question italienne, — Rechberg se joignit à Bismarck pour patronner l'union du Schleswig-Holstein sous la souveraineté du prince héréditaire « le duc d'Augustenbourg », *champion du droit et de l'honneur allemand.*

Quelle était l'attitude des puissances garantes, *amies sincères* du Danemark? L'Angleterre, après avoir poussé Christian IX vers des concessions qui l'affaiblirent, l'abandonnait sans vergogne; la Russie cédait hypocritement, *pour éclaircir la situation*, ses droits éventuels à la succession du Holstein, au duc d'Oldenbourg, ennemi irréconciliable du Danemark, plus redoutable qu'Augustenbourg; la France, enfin, dissimulait son impuissance sous des protestations mensongères de sympathie, mais se refusait à participer à une conférence proposée par lord Clarendon, sous prétexte que l'affaire des duchés n'était pas assez importante pour amener un conflit européen, et qu'il était inutile de discuter ce qu'on ne pouvait empêcher. Le sens de la note française, sans être bien chevaleresque, était vrai, car il résultait de la pleine conscience de la faiblesse de l'Europe. L'Italie unie, rien ne pouvait empêcher les Allemands de s'unir à leur tour. Le

choix des moyens importait peu, et on faisait preuve de sagacité en acceptant celui qui avait été choisi par les intéressés. Intervenir, c'était embraser le monde. Le sacrifice du Danemark résultait de la crainte d'une guerre européenne, crainte qui, dans notre siècle — et ce sera son unique titre de gloire — tend de plus en plus à servir de base à la politique extérieure des États. L'évidence de ce sentiment n'exigeait même pas de formule.

Un poète épique chanterait volontiers cette campagne si glorieuse pour le vaincu, qui, avec une poignée de héros, lutta contre les forces de l'Allemagne entière. Le monarque à peine intronisé de deux millions de sujets, prêt à sacrifier sa couronne à la dignité de son peuple, tint tête à plus de 60 millions de Germains, afin de pouvoir dire avant la bataille, et avec plus de raison que François Ier, que *tout était perdu, fors l'honneur!* Les chants homériques ne sont pas de ma compétence et je me contenterai de raconter en phrases froides les exploits des Danois, nation loyale, généreuse et respectable entre toutes.

On connaît l'origine de la querelle. Quand le gouvernement danois, las des exigences du Holstein, se fut résigné à une séparation à l'amiable,

il avait espéré gouverner paisiblement le reste de la monarchie, composée du Danemark proprement dit, à la population essentiellement scandinave, et du Schleswig, mi-partie allemand et scandinave. A cet effet, il crut avoir le droit d'unir à la couronne, par des liens plus intimes, le Schleswig avec lequel il était d'accord. Il est probable qu'à une autre époque, cette solution eût été imposée aux Allemands par l'aréopage européen. En 1863, la Diète qualifia la mesure *d'incorporation* du Schleswig [1] dans le Danemark. Rien n'était moins juste, car Frédéric VIII, et après lui, Christian IX, n'y songeaient nullement; mais le prétexte était trouvé, et les prétentions d'Augustenbourg le rendaient plausible en apparence [2]. L'exécution fédé-

1. Éventualité prévue par le traité de 1852 où il était dit : « Le Schleswig ne sera pas incorporé au royaume de Danemark. »

2. Un aperçu historique du séjour d'Augustenbourg à Kiel nous paraît opportun. Après avoir obtenu de la Diète la permission de résider à Kiel, le duc Frédéric y établit un quasi-gouvernement, — qui ne fut reconnu par personne, pas même par l'Autriche qui occupait le duché — avec les fonds des souscriptions particulières en circulation dans toute l'Allemagne. Le cabinet fut composé de personnalités peu rompues aux affaires. M. de Samwer, ministre des affaires étrangères, obséda les chancelleries de notes qui établissaient scientifiquement les droits d'Augustenbourg sur les deux duchés (cognatiques), notes dont la pédanterie cédait à peine à l'irrégularité. Franck, proscrit danois, ministre des finances, commença par émettre un emprunt, garanti par les partisans du duc et qui échoua misérablement. Forchammer, Lorenzen et d'Ahlefelt, chargés de répondre aux adresses et demandes d'emploi, avaient

rale fut donc, comme nous l'avons dit au volume précédent, maintenue, et les troupes saxo-hanovriennes occupèrent le Holstein. Sans considérer l'exécution comme un « casus belli », les Danois traversèrent l'Eider et se retranchèrent sur la côte schleswigoise. L'année 1864 trouva les armées sur les deux rives de l'Eider.

La constitution germanique interdisant aux troupes fédérales de franchir le fleuve et d'entrer en Schleswig, Christian IX ne cédant pas, et la guerre n'étant pas déclarée, les Saxo-Hanovriens ne pouvaient élargir leur centre d'opération. Bismarck soumit à l'Autriche, qui l'accepta, le projet d'une intervention commune, non plus en qualité de confédérées, mais de grandes puissances européennes. C'était enlever à la Diète toute l'importance de son

beaucoup à faire, car il ne s'écoula pas de semaine, depuis l'entrée des troupes en Holstein, sans que des adresses signées à Kiel, Altona, Gluckstadt, Rendsburg, ne proclamassent le prétendant, dont les droits étaient « clairs comme le jour », duc de Schleswig-Holstein et membre souverain de la Confédération germanique, et peu d'heures, où quelqu'un ne demandât une place dans la principauté, pour laquelle le prince avait eu la faiblesse, dans le but de se rallier les libéraux, d'accepter la constitution de 1848, résolution qui lui interdit de faire aux grandes puissances, sans l'assentiment des États, certaines concessions inévitables. En un mot, le duc d'Augustenbourg montra, dès le début, très peu de talents de gouvernement, se mit dans une situation difficile, fatigua toutes les sympathies et contribua, par son incapacité, au triomphe des Prussiens.

rôle. Dès les premières séances de 1864, un profond dissentiment éclata entre les États confédérés sur la question de savoir si Augustenbourg avait le droit d'établir à Kiel un gouvernement provisoire, de recevoir des adresses, et d'agir en souverain? Les ministres des États secondaires optèrent pour l'affirmative; la Prusse et l'Autriche exigèrent un examen préalable de ces droits, et en attendant, demandèrent un arrêté immédiat d'expulsion que la Diète refusa net; alors les puissances proposèrent l'occupation du Schleswig par les troupes fédérales, après une dernière sommation au roi de Danemark[1], sans toutefois indiquer que cette occupation serait faite au nom d'Augustenbourg. Les États secondaires, sans en excepter les plus fidèles satellites de la politique prussienne, s'opposèrent à ce projet, en arguant que toute autre combinaison que l'occupation au nom du duc Frédéric était « favo-
» rable au gouvernement danois, parce qu'elle fai-
» sait dépendre l'entrée en Schleswig du maintien
» de la constitution de 1863 ». La motion austro-prussienne fut rejetée. Cet ergotage prouva une fois de plus l'impuissance de la Diète. Son acharnement

1. Violation évidente des engagements ratifiés à Londres en 1851.

contre le Danemark, sa faiblesse et sa myopie lui valurent un affront. Kubeck et Savigny[1] assurèrent que leurs gouvernements n'acceptaient pas cette décision, qu'ils passeraient outre, en occupant le Schleswig de leur propre initiative, non comme confédérés, mais comme grandes puissances européennes, et qu'ils feraient la guerre au Danemark avec ou sans l'assentiment de la Diète, au nom de la nationalité allemande. La Diète, outrée, leur refusa tout mandat de la Confédération.

Il s'agissait bien de mandat. Bismarck allait dévoiler ses projets ambitieux. La Prusse et l'Autriche, dit-il, intervenaient en qualité de grandes puissances en faveur du Danemark, — ce que les deux chancelleries affirmèrent dans une note identique adressée aux cabinets de Londres et de Paris, — et occupaient le Schleswig dans le but de se procurer un gage pacifique, pour écarter la Diète et empêcher un démembrement de la monarchie danoise. Cette déclaration cynique et mensongère fut acceptée par l'Europe, comme jadis les protestations de Cavour contre l'expédition de Garibaldi, avec la plus désespérante indifférence. Les idées de nationalité primaient

1. Les plénipotentiaires à Francfort (Autriche et Prusse).

tout, et nul ne se sentait assez fort pour remonter le courant.

Sans souci de l'indignation de la Diète, la Prusse et l'Autriche achevaient le mouvement de concentration des troupes expédiées dans le Nord dès l'ouverture des débats. Le 28 janvier, la rive holsteinoise de l'Eider était occupée par 60.000 hommes : 30.000 Prussiens, sous les ordres du prince Frédéric-Charles; 30.000 Autrichiens, sous ceux du feld-maréchal Gablenz. La garde prussienne, forte de 10.000 hommes, formait l'arrière-garde. Le commandement en chef était confié au maréchal prussien Wrangel.

Intimidée par ce déploiement de forces, la Diète s'empressa de demander aux Austro-Prussiens si l'armée alliée ne s'opposerait pas à l'exécution fédérale dans le Holstein, et après en avoir reçu l'assurance, se déclara satisfaite. Le passage des troupes à travers le duché ne présenta aucune difficulté. Le 30 janvier tout était terminé. La Diète reléguée au second plan, les deux puissances allemandes s'approprièrent la direction de l'entreprise.

Le 1er février, les alliés passèrent l'Eider, traînant derrière eux de nombreux canons. L'armée danoise du Schleswig, forte de 35.000 hommes à peine et presque sans artillerie (l'effectif ne

comportant en temps de paix que 7.000 hommes), était commandée par le général de Meza, le même qui avait infligé aux Prussiens de si rudes échecs; ses principaux lieutenants se nommaient Gerlach, Steinmann, Lindermann. Préparés depuis longtemps à une attaque de ce côté, les Danois avaient complété les défenses naturelles par des travaux de fortifications dont le plus célèbre, la ligne de Danewirke, située entre les villes de Frédérichstadt et de Misunde, reçut le premier choc. Les Prussiens de Frédéric-Charles attaquèrent Misunde; les Autrichiens de Gablenz, la forteresse de Rendsbourg, centre de la ligne de défense.

La tentative de Frédéric-Charles échoua; les Prussiens montèrent à l'assaut de Misunde et furent repoussés avec perte. La joie du triomphe enflamma l'armée danoise; cet ennemi si souvent vaincu n'était pas plus redoutable qu'en 1849.

Mais alors le droit régnait en Europe; le roi pouvait compter sur la valeur de ses soldats pour contenir la fougue d'un ennemi redoutable, en attendant la décision d'un aréopage, que nul n'était assez puissant pour dédaigner. En 1864, c'était autre chose. Hors des idées de nationalités, point de salut! Si le peuple ne saisissait

pas la nuance, le gouvernement se sentait abandonné, sacrifié, et la défense à outrance lui parut périlleuse.

On attendait le résultat des opérations de Gablenz, qui, après avoir occupé la forteresse de Rendsbourg, s'apprêtait à attaquer la ligne de Danewirke, quand, le 3 février, Christian IX arriva au camp. Le 4, au moment où Gablenz, renforcé par un détachement prussien commandé par Wrangel en personne, s'approchait de la ligne de défense, Meza donna l'ordre de se replier sur le nord et sur l'est, et de se retrancher dans l'île d'Alsen derrière les fortifications de Duppel, et dans le Jutland derrière Frédéricia.

L'abandon de Danewirke eut des conséquences aussi désastreuses qu'une défaite ; il mécontenta la population, découragea l'armée et augmenta l'arrogance des Austro-Prussiens. Cette mesure, difficilement explicable, surtout après le succès de Misunde, me paraît résulter d'un excès de scrupules, ou plutôt d'une foi trop robuste dans l'équité de l'Europe. On se ménageait une porte de sortie au moment de l'intervention probable de l'ancien conseil d'équilibre. En évitant la guerre à outrance dans ses possessions germaniques, le gouvernement danois croyait qu'il serait impossible à l'Europe de ne pas sanctionner,

sans iniquité, ses droits sur le Schleswig-Holstein. Cette sanction obtenue pourrait amener un arrangement qui, tout en satisfaisant l'ambition germanique, n'entraînerait pas le démembrement de la monarchie, entrevu dès l'ouverture des hostilités. Peut-être était-ce aussi l'appréhension de la note des frais? En se retirant dans ses possessions scandinaves, Christian IX espérait neutraliser les visées ambitieuses de la Prusse au moment des négociations.

L'abandon de Danewirke stupéfia les alliés qui ne songèrent d'abord pas, dans leur étonnement, à en profiter. Meza se retira à Flensbourg sans être inquiété. Quand Gablenz le fit poursuivre, il était trop tard. L'avant-garde autrichienne atteignit cependant à Oversée le général Steinmann. Ici encore la valeur danoise infligea un échec aux envahisseurs; le combat dura toute la journée, Steinmann conserva ses positions, et s'il se retira pendant la nuit, c'est qu'il avait ordre de rejoindre le gros de l'armée.

La campagne du Schleswig, terminée en moins d'une semaine, n'était donc pas à l'avantage de l'art militaire des Austro-Prussiens. La force brutale avait seule vaincu, ou plutôt refoulé un petit nombre d'héroïques soldats.

Les Danois occupèrent deux positions où ils

résolurent de se défendre à outrance : les fortifications de Duppel, à l'extrême limite du Schleswig, et la forteresse de Frédéricia en Jutland. Le général de Gerlach, qui succéda à Meza dans le commandement en chef, concentra ses efforts sur Duppel, derrière lequel il massa son armée, laissant à Frédéricia, située sur le sol scandinave, et qui pouvait ne pas être attaquée, une faible garnison. De leur côté, les alliés se partagèrent. La plus grande partie de l'armée de Frédéric-Charles se porta contre Duppel, dont elle entreprit le siège, après un assaut repoussé ; les Autrichiens de Gablenz s'avancèrent vers la frontière du Jutland, que le général Mebbe franchit pour occuper la ville de Kalding. Wrangel approuva cette mesure, mais défendit d'avancer davantage, l'invasion du Jutland présentant un caractère trop grave pour être autorisée sans réflexion préalable. Il devenait difficile, en effet, de dissimuler davantage à l'Europe que l'agression, sortie du domaine fédéral germanique, était dirigée contre la monarchie danoise. Or, les potentats allemands ne savaient pas encore comment les autres puissances envisageraient cette violation du droit des gens. La diplomatie eut recours à des faux-fuyants et affirma qne l'occupation de Kalding avait été ordonnée en compensation des villes que les Da-

nois occupaient en Schleswig (Duppel). C'était le *gage du gage*, phrase tortueuse, dissimulant une action inavouable, et inspirée par la chancellerie prussienne, intimidée, tant par l'attitude décidée, en apparence, de l'Europe, que par les hésitations de l'Autriche, qui ne voulait pas s'engager davantage sans obtenir des garanties pour l'avenir, inquiète de voir les officiers prussiens agir en maîtres en Holstein et affecter le dédain le plus profond pour l'armée saxo-hanovrienne du général Hacke.

Assiégé dans Duppel et dans Frédéricia, le roi de Danemark accentua sa volonté de résistance en mettant, le 27 février, l'embargo sur les navires allemands, et en décrétant le blocus des ports de la Baltique, au moyen de sa flotte dont la supériorité était indiscutable. A ce moment, l'ambition prussienne éveilla l'attention du gouvernement anglais qui demanda des explications au cabinet de Berlin, en exigeant avec une certaine fermeté son concours pour une conférence destinée à résoudre la question des duchés. Cet expédient, proposé par la France et la Russie, avait été accepté par l'Autriche, et on était convenu de réunir le 12 avril, à Londres, des plénipotentiaires, qui devaient s'adjoindre un représentant de la Diète germanique, admise au Congrès en qualité de puis-

sance collective, dans le but, disait la dépêche de lord Russell, « d'éviter une complication analogue à celle de la succession danoise, que la Diète avait déclarée ouverte, en alléguant de sa non-participation à la conférence qui l'avait réglée ». La Prusse, forcée de céder, subordonna son acceptation à la continuation des opérations militaires, et réussit à obtenir cette facilité. Il fut donc entendu que les hostilités ne seraient pas suspendues pendant les conférences, et le maréchal Wrangel reçut pleins pouvoirs de les poursuivre

Cependant la Diète, quotidiennement en séance, étalait une activité inutile et faisait éclater au grand jour son impuissance. Cette guerre qu'elle avait déclarée était conduite envers et contre elle. Les Austro-Prussiens, les Prussiens surtout, ne dissimulaient même plus leur mépris de ses agissements. Wrangel fit sommation au général Hacke d'évacuer les principales villes du Holstein, aussitôt occupées par les Prussiens. Cet abus de la force, cruellement ressenti par les États secondaires, porta atteinte à la souveraineté éphémère d'Augustenbourg, autorisé à résider à Kiel à condition de s'abstenir de toute initiative. Beust, le plus dangereux des adversaires de la Prusse, proposa alors de régler la question légale de la

succession des duchés, sans récriminer sur les empiétements de l'occupation qu'on était impuissant à repousser par la force. Il s'agissait de statuer sur la validité des droits d'Augustenbourg, en vertu de la reconnaissance par les Austro-Prussiens, devant l'Europe, de la compétence exclusive de la Diète. La proposition du ministre saxon, adoptée avec enthousiasme, Phordten, l'illustre plénipotentiaire bavarois, présenta, le 26 février, le jour où les Danois évacuèrent le Schleswig, un rapport sur les droits éventuels du duc Frédéric d'Augustenbourg. Ce rapport, toutefois, ne se prononçait pas ouvertement sur la caducité du traité de Londres, et semblait réserver à la Diète les moyens de modifier sa décision au gré des événements futurs. Cette opinion du commissaire, nouvel aveu d'impuissance, déplut à la majorité. Le vote fut renvoyé à huitaine. A ce moment, la Diète sut qu'elle serait appelée à Londres en qualité de puissance collective et laissa paraître une joie enfantine. On ouvrit un scrutin pour le choix du plénipotentiaire, qui, par hasard, fut excellent. Beust, élu, se rendit immédiatement auprès des souverains germaniques pour en obtenir des instructions précises, et la Diète se crut sauvée en constatant qu'on la prenait au sérieux. Persuadée que Beust saurait défendre ses droits,

elle trouva inutile de déguiser davantage sa faiblesse, et accepta, en protestant, les empiétements de la Prusse. Les principales villes fortes du Holstein furent évacuées par les troupes fédérales, et le général Hacke expulsé (nouvel empiétement) de la forteresse de Rendsbourg. Diverses propositions, tendant à conserver à la confédération une part active dans la guerre, furent écartées, et, quand la conférence se réunit, le 25 avril, à Londres, la question à résoudre était circonscrite entre le Danemark, la Prusse et l'Autriche. Beust, arrivé le dernier, était réduit, malgré son talent, au rôle de spectateur muet.

Le retard apporté à l'ouverture de la conférence, dû en partie aux répugnances de Beust qui cherchait des instructions pour amoindrir sa responsabilité, était exploité par la diplomatie prussienne désireuse d'y apporter un succès militaire. Or, le succès attendu ne venait pas. Depuis le 10 février, Frédéric-Charles devant Duppel et Gablenz devant Frédéricia n'obtenaient aucun résultat sérieux.

Le siège de Duppel peut être comparé — proportions gardées du nombre des combattants — aux plus magnifiques exploits de ce genre, Saragosse, Sébastopol, etc. Pendant deux mois, plus de 100.000 projectiles furent lancés sans

décourager les Danois, qui ne capitulèrent pas, et forcèrent les Prussiens à un assaut meurtrier. Quand la résistance devint impossible dans la ville, devenue la cible d'une artillerie formidable, la garnison, fatiguée, mais non vaincue, se retira dans l'île d'Alsen sous la protection de la flotte et fit sauter les ponts derrière elle. Ce succès douteux parut suffisant aux Prussiens pour entamer les négociations; et sans rien tenter contre l'île d'Alsen, Frédéric-Charles se porta au secours de Gablenz, que la faible garnison de Frédéricia tenait en échec.

Les Austro-Prussiens ne s'étaient donc pas couverts d'une gloire immortelle ; il n'y avait rien de brillant dans leur victoire, triomphe de la force du nombre mise au service d'une idée acceptée par la majorité des gouvernants; mais cela suffisait, et, dès la première séance du Congrès, il fut entendu que le Danemark serait sacrifié. A l'immense joie de la Diète, l'Autriche et la Prusse proposèrent de détacher les trois duchés (Schleswig, Holstein, Lauenbourg) de la monarchie danoise et d'en former un État séparé sous la souveraineté du duc d'Augustenbourg. Cette proposition, contraire au traité de Londres qui se trouvait ainsi dénoncé, parut acceptable aux puissances garantes et

le Danemark vit qu'il fallait se soumettre. Une plus longue résistance devenait d'ailleurs périlleuse, car malgré un succès naval remporté à Héligoland sur la flotte autrichienne, la prise de Frédéricia aussitôt démantelée, l'occupation d'Aalberg et de Skine avaient chassé les Danois de presque tout le continent, en les forçant de concentrer la défense dans l'île d'Alsen. Le général Steinmann qui y était enfermé avec 12.000 hommes, derniers débris de sa vaillante armée, demanda une suspension d'armes d'un mois, accordée en vue des négociations de Londres. La situation était désastreuse En Holstein, Schleswig et Jutland, 60.000 Allemands vivaient — suivant les lois de la guerre — aux dépens des populations. Augustenbourg résidait à Kiel, et les premières nouvelles de Londres paraissaient lui être favorables.

En juin tout changea. Pour accepter sa candidature, Bismarck avait posé à Augustenbourg des conditions qui transformaient les duchés en une province prussienne, et le prétendant, malgré son ardent désir de régner, les avait jugées inacceptables. Bismarck leva le masque. Après avoir donné ordre à Wrangel d'interdire toute manifestation en faveur d'Augustenbourg, il fit déclarer à Londres que la Prusse, d'accord avec l'Autriche, croyait devoir annexer les duchés purement et simplement

à la confédération germanique, c'est-à-dire au tout allemand, se réservant, quant à la souveraineté nominative, l'examen des droits des prétendants. C'est alors que la Russie, dans un but qui parut inexplicable, mais dont il faut chercher les origines dans la révolution polonaise, compliqua singulièrement la situation en faisant abandon de ses droits en faveur du duc d'Oldenbourg.

Jusque-là la Diète n'avait aucune raison de s'effaroucher. Le cabinet de Londres acceptait sans remords le principe du démembrement du Danemark, auquel John Russell essayait timidement de conserver les districts scandinaves du Schleswig et l'embouchure de la Slé; les discussions roulaient sur ces questions secondaires, et les séances succédaient aux séances sans aucun résultat. Comme le terme de la suspension d'armes approchait, le plénipotentiaire français proposa de consulter les populations des duchés et de les appeler au scrutin, « unique solution légale et conforme aux idées de nationalité ». Cette combinaison fut écartée non par les Allemands, qui y voyaient la sanction du principe d'unité, mais par le Danemark et la Russie, et la conférence, se sentant incapable de rien terminer, prononça sa propre clôture le 25 juin. L'Europe reconnaissait tacitement aux Allemands le droit à la réunion. L'Angleterre

seule, plus intéressée que les autres puissances à l'intégrité de la couronne de Danemark, tout en se résignant à laisser cours aux événements qu'elle ne pouvait empêcher, comprit un peu tard que sa politique égoïste pouvait nuire à ses intérêts, et réserva son intervention au cas où les Allemands seraient disposés « à prendre d'assaut Copenhague, à mettre la ville à sac et à faire le roi prisonnier ». éventualités peu probables. En réalité, le Danemark était abandonné par son dernier allié, qui se contentait d'insinuer aigrement « qu'on ne pouvait plus se fier aux déclarations de la Prusse et de l'Autriche ».

Le résultat négatif de la conférence rassura les puissances allemandes sur l'intervention probable de l'Europe et prouva jusqu'à l'évidence qu'elles pouvaient aller aussi loin qu'il leur plairait, en se couvrant toutefois du drapeau de leur nationalité. Dès le lendemain, les hostilités recommençaient, et les deux gouvernements ordonnaient à Frédéric-Charles [1] d'en finir au plus vite avec les Danois, dont la résistance ne pouvait se prolonger outre mesure, et de faire cesser l'exécution fédérale en Holstein. L'occupation par Frédéric-Charles de la forteresse de Rendsbourg,

1. Qui avait remplacé Wrangel dans le commandement en chef.

premier pas dans cette voie, avait déjà laissé deviner à la Diète une solution de la question des duchés, qui pouvait lui être plus fatale qu'au Danemark. Un vote de blâme à l'adresse de la Prusse en avait été le résultat. Au sortir de la conférence, les deux puissances, sûres de l'immobilité de l'Europe, n'admirent plus de compromissions. En quelques jours, la campagne fut terminée : la prise de l'île d'Alsen, emportée d'assaut, et l'occupation de Skague, reléguèrent les Danois dans l'extrême nord. L'honneur sauf, une plus longue guerre entraînait trop de sacrifices inutiles; l'armée, découragée, et ce qui restait de sujets à Christian IX, le supplièrent de terminer une lutte disproportionnée. Le 16 juillet le gouvernement danois demanda un armistice, signé le 20 et converti le 1er août en une suspension d'armes sur le principe de « l'Uti possedatis », suivie presque immédiatement de la signature de la paix, pour la conclusion de laquelle l'Autriche et la Prusse déclinèrent toute participation de la Diète, exclue systématiquement des négociations. Cette paix fut signée à Vienne le 30 octobre 1864. Le roi de Danemark renonçait à ses droits sur les duchés, — y compris la partie scandinave du Schleswig, — en faveur du roi de Prusse et de l'empereur d'Autriche, et restituait les prises

faites par sa flotte. Les populations n'étaient pas cousultées sur cette cession, qualifiée de provisoire. En revanche, le Danemark obtenait que les frais de la guerre ne seraient pas à sa seule charge, mais répartis entre les duchés, d'après le chiffre de la population des territoires cédés. Si on considère que l'Europe avait livré le vaincu à la merci du vainqueur, c'était là une solution inespérée, et témoignant à première vue de la modération germanique. Cette conciliation apparente de Bismarck lui permettait de se retourner plus promptement contre la Diète, devenue soudain le principal objectif de l'habile ministre. La cession des duchés ne dérivait plus ainsi de la conquête; sa légalité ressortait de l'acquisition des droits devenus *subitement indiscutables* de Christian IX. Par une escobarderie effrontée, le lendemain d'une guerre entreprise pour sauvegarder les droits d'Augustenbourg, ces droits étaient reconnus caducs par ceux-là mêmes qui avaient combattu pour leur triomphe. La cession consentie à la Prusse et à l'Autriche, par Christian IX, *seul souverain légal des duchés*, investissait ces puissances de la souveraineté légale. Il est vrai que pour amuser la Diète et créer des embarras à un allié avec lequel elle commençait à ne plus s'entendre, l'Autriche promit

de disposer des duchés en faveur d'Augustenbourg, au cas où la légitimité de ses prétentions serait reconnue à Francfort, mais le fait n'en restait pas moins dans toute son évidence. La victoire avait servi à sanctionner les droits du vaincu, et cette transaction, d'une iniquité rare, était insérée dans un traité approuvé par l'Europe entière.

Nous étudierons les côtés défectueux de ce traité, qui ouvrit immédiatement une ère de complications, dans les rubriques réservées à la Prusse et à l'Autriche. La Diète en fut exclue dès le principe, et cette guerre, évoquée par son ambition, lui fut fatale.

A en juger par l'enthousiasme qui régnait en Allemagne au début du conflit, on eût pu croire que l'annexion des duchés à la Confédération (car tel était le sens apparent du traité) serait accueillie par de grandes réjouissauces publiques. Il n'en fut rien. Les Allemands du sud et du centre n'y voyaient qu'un événement profitable à la Prusse, et pendant que les populations du Schleswig protestaient contre l'annexion par des adresses, où elles conjuraient Napoléon III d'obtenir que l'Europe les consultât, une notable partie du Holstein ne dissimulait pas son attachement pour Augustenbourg. Le petit duché de Lauen-

bourg, seul, fit connaître, par un vote prématuré, son désir d'être annexé au sceptre des Hohenzollern.

Les États secondaires, dont les plénipotentiaires n'avaient pas été admis aux conférences de Vienne, résolurent de combattre, à la Diète, la politique des grandes puissances. La lutte s'ouvrit aussitôt la clôture de cette question des duchés de l'Elbe, insoluble depuis de si longues années. Pendant que la paix se signait sur le principe des droits légaux de Christian IX, la Diète discutait ceux des prétendants qui surgissaient à mesure. Le duc d'Oldenbourg, fort de la cession russe, présenta un mémoire volumineux ; une série de prétendants, dont on admettait les réclamations sans se préoccuper de leur illogisme et de leur inopportunité, Anhalt, Saxe, Mecklembourg, firent valoir leurs droits à certaines parties du Holstein [1]; le prince Frédéric de Hesse au duché de Lauenbourg. Ce fut à ces discussions puériles que la Diète passa l'été. Le moment des vacances approcha sans amener aucune solution. Des candidats surgissaient journellement, émettant des prétentions sur des parcelles de territoire, recrutés, disait-on, par Bismarck, heureux de voir des prétentions rivales

1. En demandant le morcellement de ces duchés, n'était-ce pas aller contre l'idée de l'unité?

se combattre l'une l'autre et laisser la place au seul droit de la conquête. Ce qui me ferait admettre cette hypothèse, c'est le souvenir personnel d'un de mes amis, principicule allemand aux trois quarts ruiné, qui reçut à cette époque de l'ambassade de Prusse le conseil de prétendre à la souveraineté d'un district du Holstein, et d'envoyer un mémoire à la Diète. La confection du mémoire et divers impôts nécessitaient une certaine somme, et mon ami essaya de me l'emprunter, en faisant miroiter à mes yeux sa future couronne. Sur mon refus poli, il me supplia de le mettre en relation avec un usurier, service que je lui rendis volontiers. Ayant obtenu quelque argent à des intérêts fabuleux, mon principicule partit pour Francfort. Je n'en entendis jamais parler et je crois que l'usurier en fut pour ses avances.

L'occupation des duchés réglée entre la Prusse et l'Autriche, sur le principe de « co possedatis », la Diète, en reprenant ses travaux en octobre, put se croire en présence d'une situation moins périlleuse. L'appui du cabinet de Vienne, mécontent de l'attitude des Prussiens, lui paraissait acquis, car une modification ministérielle, la retraite de Rechberg et son remplacement par le comte de Mensdorff-Pouilly, semblait le signal d'un changement de politique. Mais on s'aperçut bientôt que

l'Autriche ne se rapprochait de la Diète que pour marchander à sa rivale, dont elle devinait les projets ambitieux, des compensations à ses complaisances. Tout en promettant à chaque État de se soumettre à la décision commune pour la désignation du souverain des duchés, elle se refusait à une démarche collective dans le but de soutenir les revendications des États moyens. Pendant ce temps, la Prusse continuait ses manœuvres, Bismarck s'était aperçu que tout lui était permis, et que l'Europe, préoccupée de son industrie et de son commerce, poursuivait un but unique, et n'irait jamais au delà des protestations, formulées d'ailleurs avec une timidité significative. Comme un chat maigre assuré de trouver sa pitance en effrayant de son aspect rébarbatif les jeunes chiens rassemblés autour d'une tasse de lait, le ministre prussien menaçait l'Europe d'une guerre, pour être autorisé à des empiétements de peu d'importance. Les gouvernements hésitaient à se déranger pour empêcher la plus pauvre et la plus faible des cinq puissances de remporter des avantages, en apparence négligeables. Que pouvait, en effet, ambitionner la Prusse à cette époque? Une influence en Allemagne égale à celle de l'Autriche, ou un accroissement insignifiant de territoire sur l'Elbe? La réalisation de cette ambition ne parais-

sait pas de nature dangereuse, et ne valait pas la peine de mettre le feu à l'Europe. Persuadé, comme jadis Cavour, que la mauvaise humeur des puissances garantes ne sortirait pas du domaine diplomatique, Bismarck développait sa politique d'ambition envers et contre la Diète, que l'Europe, engraissée par trop de richesses, abandonnerait certainement au moment psychologique, comme elle avait abandonné le Danemark.

Dès l'ouverture de la session, la Diète se sentit aux prises avec un ennemi résolu à triompher par tous les moyens. Les États secondaires essayèrent de se coaliser pour faire échec au cabinet de Berlin sur le terrain légal, sur lequel Bismarck accepta la lutte; Savigny, son représentant à Francfort, demanda l'évacuation définitive du corps fédéral de Hacke, qui, malgré les déboires dont il était abreuvé, continuait à occuper le duché en vertu de l'arrêté d'exécution. En séparant à dessein les deux questions d'exécution et de succession, le cabinet de Berlin soutenait que le but de l'exécution fédérale se trouvait atteint par ce fait, que la Prusse et l'Autriche avaient été régulièrement investies de la souveraineté exercée avant la guerre par le Danemark. Légalement, Bismarck avait raison. Le jour où

les puissances avaient occupé le Holstein au nom de la Confédération, la dixième voix s'était trouvée suspendue. C'était à la Diète de la rétablir constitutionnellement. Tant qu'elle ne se prononcerait pas sur le sort du souverain, qui, par une transgression au code fédéral, avait motivé sa suspension, l'exécution n'avait pas sa raison d'être. Le rôle de la Diète devait se borner à établir les droits des divers prétendants, sans intervenir dans l'administration intérieure des duchés, qui relevaient provisoirement de l'Autriche et de la Prusse. L'unique argument sérieux que les jurisconsultes fédéraux réussirent à opposer à ce raisonnement, fut que l'exécution n'étant pas terminée, la Diète restait seule compétente pour admettre le futur souverain des duchés au sein de la Confédération, la cession faite par le Danemark n'ayant pas ôté au Holstein-Lauenbourg le caractère de territoire fédéral. Les troupes et les délégués civils étaient chargés de veiller à l'exécution du contrat. Un argument plus subtil insinuait que l'arrêté d'exécution devait être annulé par une nouvelle décision de la Diète. Bismarck, impatienté par ces retards, lança une sommation aux cours de Saxe et de Hanovre, d'avoir à évacuer les duchés sans attendre la décision de la Diète. En cas de refus, Bismarck menaçait d'occuper les villes de Hanovre

et de Leipzig, et pour montrer que ce n'étaient pas de vaines menaces, il expédiait un ordre de mobilisation aux garnisons de Francfort et de Mayence. Il parut d'abord que la Diète résisterait. Dans sa séance du 29 novembre 1864, elle vota, sur la proposition de Phordten, l'ordre au général Hacke de conserver ses positions. C'était la guerre, et l'Autriche, effrayée des conséquences, ouvrit des négociations à Francfort et à Berlin. Bismarck ne demandait que cela, et il fut convenu que la Prusse s'en remettrait, pour cette question d'évacuation, à la décision fédérale, garantie favorable par le cabinet de Vienne. Triste compromission d'une institution agonisante! La Diète accepta, et sacrifia ainsi sa dignité à une vaine satisfaction d'amour-propre. Une des dernières séances de l'année 1864 fut consacrée à cette affaire, et il fut décidé que le but de l'exécution se trouvant atteint, les commissaires civils et les troupes fédérales devaient quitter le Holstein.

La Diète passa l'année 1865 en discussions inutiles et oiseuses. Tous les projets pour la sauver tentés par Beust. Phordten et Dalwigh échouèrent misérablement. La Prusse élevait sa voix, qui de conciliante devint grondeuse, et enfin menaçante. Savigny s'écria en pleine Diète « que la Prusse

était décidée à garder une forte position dans les duchés, par annexion ou autrement, et qu'elle se préparerait à recommencer une guerre de Sept ans plutôt que de renoncer aux droits conquis sur ces contrées au prix de son sang ». Le 22 février, Bismarck publia une circulaire où il énumérait les concessions que la Prusse exigerait du futur souverain des duchés, quel qu'il fût, et envoya à la commission formée au sein de la Diète pour juger en « DROIT » les titres des divers prétendants, une note où, pour la première fois, il s'agissait des prétentions des Hohenzollern, et de la candidature du roi Guillaume. Alors l'Autriche, effrayée du chemin parcouru en si peu de temps par le ministre prussien, offrit de céder ses droits au duc d'Augustenbourg, le lendemain du jour où la Diète aurait reconnu la légitimité de ses revendications. A cet effet, et pour terminer promptement, Kubeck proposa la convocation immédiate d'un tribunal austrégal, charger de statuer sans appel. Savigny repoussa cette solution en prétextant que la reconnaissance conditionnelle des droits d'Augustenbourg, autrefois consentie par la Prusse uniquement dans le but de rétablir la paix en Europe, ne pouvait engager irrévocablement son gouvernement, qui se proposait de soutenir contre le duc les prétentions

du roi Guillaume. Outrée du cynisme ambitieux de cette déclaration, la Diète appela à son aide tout son courage, et la motion autrichienne fut votée ainsi que la création du tribunal austrégal, avec cette restriction proposée par les ministres de Saxe, de Bavière et de Bade, et acceptée en principe, « que le futur souverain des duchés devait faire de grandes concessions à la Prusse ».

Mais Bismarck s'était trop avancé pour reculer. Après avoir, dans une circulaire en date du 8 avril 1865, maintenu dans toute leur étendue les exigences formulées le 22 février, il laissa entrevoir que le roi Guillaume pourrait bientôt se trouver dans le cas de légitime défense, en présence du séjour à Kiel du duc d'Augustenbourg, qui, malgré le refus opposé aux conditions auxquelles la Prusse avait consenti à son investiture, ne discontinuait pas ses intrigues. La Diète, soutenue par l'Autriche, ne se laissa pas intimider, et Bismarck, pour gagner du temps qu'il employait utilement à des négociations à Vienne, trouva un nouveau biais. Prétextant de son désir de ne pas sortir de la légalité, il déclara qu'il ne s'opposerait pas, après entente avec l'Autriche, à la convocation d'une représentation nationale dans les duchés. Cette nouvelle fut reçue par la Diète avec des transports de joie. Comme à toutes les institutions ago-

nisantes, le moindre succès lui apparaissait pareil à un triomphe. La création du tribunal austrégal et la convocation d'une représentation nationale, c'était à son sens la reconnaissance du champion de l'Allemagne, Augustenbourg.

Cependant la Prusse et l'Autriche, après s'être entendues sur le principe de la convocation des États, ne s'entendaient plus sur les détails et les négociations traînaient. Beust, Phordten et Dalwigh, les derniers défenseurs de l'ancien ordre de choses, prirent l'initiative de proposer à la Diète de :

1° Demander officiellement à la Prusse et à l'Autriche si elles avaient réellement l'intention de convoquer les États des duchés et à quelle époque ;

2° Prier les deux cours de s'entendre pour l'incorporation du Schleswig dans la Confédération ;

3° Décharger les duchés des frais de la guerre, qui seraient répartis entre les différents États confédérés.

Cette proposition, repoussée par la Prusse, fut, à la douleur et à la stupéfaction générales, soutenue faiblement par l'Autriche, qui dévoila ainsi sa politique tortueuse. L'envoyé autrichien prétendit qu'une décision aussi grave ne pouvait être résolue qu'en séance plénière, et demanda

le renvoi de la motion aux comités réunis. Se sentant abandonnée par la puissance qui avait le plus à craindre des visées ambitieuses de la Prusse, la majorité ne trouva, dans sa stupeur, d'autre solution que de voter la proposition autrichienne. Ceci se passait en juillet. Le 16 août, la Diète reçut communication de l'accord intervenu entre la Prusse et l'Autriche, et le texte du traité signé à Gastein. Les deux puissances s'étaient partagé le gâteau, en faisant litière des intérêts de la confédération. Aux termes de la convention de Gastein, la copossession provisoire se déterminait par une administration exclusivement prussienne en Schleswig, exclusivement autrichienne en Holstein. Le duché de Lauenbourg devenait partie intégrante de la monarchie prussienne, moyennant paiement à *l'Autriche* d'une somme de 7.500.000 francs. Ce dernier paragraphe constituait une réelle atteinte aux droits de la Diète et inaugurait un système d'annexion des plus périlleux. Mais Cavour avait habitué la diplomatie aux coups de théâtre, et l'Europe appréhendait trop une guerre pour ne pas saisir avec empressement le prétexte de l'insignifiance du territoire du Lauenbourg, et accéder à la convention avec quelques réserves platoniques d'appréciation. L'Europe assouplie, il s'agissait

d'assouplir la Diète. L'Autriche profita d'un reste de popularité pour s'unir à la Prusse, et faire voter les vacances, malgré l'opposition de Beust, qui demandait, avant tout, le scrutin pour sa motion du 27 juillet, la convention de Gastein n'étant pas une réponse aux demandes formulées. Le 31 août, la Diète, en entrant en vacances, entra en décomposition; son rôle était fini.

Bismarck procéda aussitôt à l'exécution du traité. Tandis que l'Autriche laissait le général Gablenz en Holstein y installer une administration provisoire, et protestait de son intention immuable de restituer cette province au duc d'Augustenbourg, autorisé à séjourner à Kiel, la Prusse agissait en Schleswig comme si le duché eût déjà fait partie de la monarchie. Le général Manteuffel, chargé de l'administration civile et militaire, la transforma immédiatement selon les lois et usages prussiens. Quant au Lauenbourg, dont la rançon fut payée au comptant, sur la cassette particulière de Guillaume, l'annexion en eut lieu séance tenante, et le roi, sans souci de l'opposition du parlement de Berlin, prit officiellement possession de sa nouvelle couronne.

La convention de Gastein ne pouvait être annulée que par la force. Les États moyens, sans armée, sans marine, sans direction, se voyaient

d'autant plus faibles qu'ils étaient désunis. Pendant qu'un congrès de députés allemands se réunissait à Francfort, les derniers partisans de l'ancien système, oubliant leurs répugnances, et répudiant dans leur épouvante les principes sociaux sur lesquels naguère ils appuyaient exclusivement leur doctrine, s'adressèrent au *National Verein*, qu'ils savaient l'adversaire irréconciliable de la politique intérieure de Bismarck. Le congrès des députés, dans sa première séance, vota la création d'un parlement allemand et la réunion solennelle à Francfort du National Verein, — manifestation en apparence antiprussienne. La considérant comme telle et persévérant dans son système de violence, Bismarck s'opposa à cette réunion et menaça d'occuper militairement Francfort, au cas où le Sénat l'autoriserait. Simultanément, il réussit, en invoquant les intérêts monarchiques, à associer l'Autriche à cette démonstration. Le Sénat de Francfort, plus énergique que la Diète, répondit qu'il « contestait aux deux gouverne-
» ments le droit de s'immiscer dans les affaires
» intérieures d'un État qui était, au même titre
» qu'eux, membre indépendant de la Confédéra-
» tion germanique ». Sur ces entrefaites, l'Empereur d'Autriche vit que, si Bismarck craignait la réunion du National Verein, c'est que cette

réunion pouvait lui être profitable, modifia sa politique, et refusa de participer aux violences du diplomate prussien. La ville fédérale était occupée par les troupes austro-prussiennes ; ce refus mit Bismarck dans l'impossibilité d'exécuter sa menace.

La séance solennelle du National Verein eut lieu à Francfort en octobre 1865 et prouva une fois de plus que les idées de nationalités primaient les autres considérations. Tout en blâmant le despotisme de Bismarck, en plein conflit avec les libéraux prussiens, les Allemands virent dans l'audacieux ministre le seul homme capable de résoudre le problème unitaire. La politique indécise de l'Autriche l'avait complètement dépopularisée. Les patriotes voyaient en elle un obstacle. On se répétait les paroles de Rechberg à Beust après l'insuccès du congrès des princes : « Si c'est ainsi, nous nous entendrons avec Berlin. » Il ne fallait plus compter ni sur la combativité ni sur la loyauté de cette puissance. Le principe d'une Allemagne restreinte, dont l'Autriche serait exclue, fut adopté, et on accorda à la Prusse tout ce qu'elle avait demandé dans son programme du 22 février. La réunion appréhendée par Bismarck tournait à son avantage, et il put se féliciter d'avoir, sans se compromettre lui-même en quoi que ce soit, ni

donner le moindre gage aux libéraux, conquis l'adhésion du plus considérable des partis de l'Allemagne. Son triomphe était complet, éclatant, et il y joignait la satisfaction de constater l'impopularité qu'il avait attirée à l'Autriche en la traînant à sa suite.

Quand, en novembre, la Diète reprit ses travaux, ce fut piteux, et il ne resta plus aucun doute sur l'inopportunité de cette institution surannée. Beust, avec une persévérance digne d'un meilleur sort, saisit l'assemblée d'un projet de convocation immédiate des États des duchés, et d'incorporation du Schleswig-Holstein dans la Confédération. A la lecture de ce document, les représentants des États secondaires se regardèrent effarés, n'osant ni adopter ni repousser une motion aussi péremptoire en l'absence des plénipotentiaires des grandes puissances, devenues les arbitres des décisions de la Diète, complètement découragée par le résultat inattendu de la séance solennelle du National Verein. Après quelques minutes d'un silence pesant, une voix timide proposa le renvoi du vote à quinzaine. Malgré les objurgations de Beust, de Phordten, et même du chargé d'affaires badois, qui osa faire ressortir le côté honteux de cette abstention, le renvoi fut prononcé.

Le 18, les plénipotentiaires des deux puissances déposèrent avec une dédaigneuse nonchalance une déclaration identique de leurs gouvernements, dont la forme même affichait un profond mépris de la Diète, et qui ajournait la convention des États dans les duchés, *au moment où les circonstances la feraient paraître opportune.* Quant à l'incorporation du Schleswig-Holstein dans la Confédération, il y était dit « qu'il n'était pas dans l'intérêt des duchés ni de la Confédération de s'en occuper ».

Les plénipotentiaires proposèrent ensuite de renvoyer la proposition Beust aux comités réunis, où deux projets sommeillaient déjà. Cette motion fut adoptée par une majorité de 8 voix contre 7. C'était l'approbation indirecte de la convention de Gastein. L'humiliation ne pouvait aller au delà.

Une dernière preuve d'impuissance fut donnée par la Diète. Déjà, en 1864, Bismarck avait fait adopter à tous les États ce traité de commerce avec la France, considéré autrefois comme un scandale fédéral. Le 31 décembre 1865, une convention analogue fut signée avec l'Italie, qui obtint les droits de la nation la plus favorisée. Le procotole contenait la clause suivante : « L'échange des ratifications implique la reconnaissance du royaume d'Italie. » Quand on songe que cette re-

connaissance, acceptée par la Bavière, la Saxe, le Mecklembourg et le Wurtemberg, leur avait été naguère profondément répulsive, parce qu'elle constituait non seulement l'abandon des principes conservateurs, mais encore une nouvelle offense envers l'Autriche, récemment lésée dans ses intérêts par l'exclusion du Zollverein de ces provinces extra-germaniques, on mesure l'enjambée fournie par la Prusse en deux ans. Le système de Bismarck ne variait guère dans sa simplicité formidable : menacer l'Europe de la guerre ; les États moyens, de l'occupation militaire; les intérêts commerciaux, d'une concurrence déloyale, et procéder avec le même mépris des conventions antérieures : — Vous ne voulez pas signer les traités? Soit, la Prusse dénoncera le Zollverein.... C'était déjà, à cette époque, le chancelier de fer, comme on l'appela plus tard. Les petites satisfactions d'amour-propre qu'il se vit forcé d'accorder à ses adversaires, et les légers déboires que lui valut la résistance opiniâtre de Beust, lui furent extraordinairement sensibles, et il ne pardonna jamais au ministre saxon d'avoir osé lutter avec lui.

Il semblerait que la force surnaturelle qui nous régit voulût, en vue de la transformation politique, embryon de notre transformation sociale, aplanir le chemin aux artisans de la

grande œuvre, et comme en Italie, accorder un appui mystique au principal ouvrier de son échafaudage. La mort faucha les représentants autorisés de l'ancienne constitution germanique. En 1864, et à quelques semaines de distance, les rois de Bavière et de Wurtemberg descendaient dans la tombe. Leurs successeurs n'avaient pas leur envergure. L'enthousiasme exagéré de Louis II pour Wagner, connu par ses idées subversives, et dont la musique n'avait pas encore triomphé, provoqua un mouvement d'opinion qui força le roi, conseillé par Phordten, à se séparer du trop encombrant maëstro. Le nouveau roi de Wurtemberg, aveuglément dévoué à la politique russe — que Bismarck avait su se concilier — était plus maniable que le vieux Guillaume. Beust seul résistait : à la Diète, à Vienne, à Dresde, jusqu'en Holstein, où il obtint pour Hacke expulsé de la forteresse de Rendsbourg, des excuses et une réintégration des plus furtives, sans doute, l'exécution fédérale ayant été jugée inutile par la Diète elle-même, mais n'en obligea pas moins la Prusse à quelques ménagements. Au moment de la discussion au sujet de l'exécution fédérale, Bismarck avait annoncé que, si les troupes saxonnes, sans attendre la décision de la Diète, n'évacuaient pas immédiatement le Holstein, il ferait occu-

per Leipzig et Dresde et interner à Breslau le roi Jean. Beust répondit que la loi était égale pour la Prusse et la Saxe, la Diète étant seule juge en cette matière, et que la Saxe se défendrait contre une agression, qui serait ensuite légalement dénoncée à la Diète. Puis il se prépara à la guerre, arma la forteresse de Kœnigstein, augmenta le contingent, malgré le refus des Chambres avec lesquelles il se trouvait en conflit, et élargit le cadre des officiers. Imitée par les autres puissances allemandes, une fermeté analogue eût peut-être, sinon évité, du moins retardé leur médiatisation. Bismarck s'arrêta devant l'iniquité d'une agression aussi illégale, et se rendit aux raisons de François-Joseph, déjà à cette époque bienveillant et attentif à la politique du diplomate saxon.

Quand l'impuissance de la Diète eut donné gain de cause à la Prusse, et que le corps fédéral eut évacué le Holstein, Beust désarma ses soldats, mais ne désarma pas lui-même. Nous le verrons à Francfort lutter avec avantage, sur le terrain légal, avec son redoutable adversaire. Dans ce jeu où tous les atouts étaient entre les mains de Bismarck, Beust se révéla homme d'action, de courage et d'intelligence. Brisé, il put entendre, au déclin de sa vie, l'éclat de rire peu généreux d'un ennemi victorieux, qui le poursuivit de sa

haine, même dans sa retraite, parce qu'il lui gardait rancune d'avoir, seul en Allemagne, voire même en Europe, osé lui tenir tête, aux heures de sa toute-puissance. Dans ses mémoires, Beust se plaint à plusieurs reprises de cette hostilité et l'amertume déborde dans une phrase qu'il met dans la bouche de lord Clarendon, au moment de la conférence de Londres, mais que ce lord ne s'est pas rappelé avoir prononcée.

— Je ne veux plus jamais avoir rien à faire, aurait dit à Beust le président de la conférence, avec cet homme sans foi ni loi qu'on appelle M. de Bismarck, ni avec celui qui est son nègre, M. de Apponnyi.

La duplicité de Bismarck sert souvent de matière aux critiques de Beust, et cela étonne l'historien, qui sait combien est élastique la conscience des diplomates, quand il s'agit de l'intérêt des États qu'ils représentent. Une anecdote entre autres. Beust demanda un jour à Bismarck comment il aurait agi si le Danemark avait, pour éviter la guerre, tout accepté.

— Il n'y avait pas de danger, dit Bismarck, car j'ai fait croire à Copenhague à une intervention militaire de l'Angleterre en cas de conflit.

— Nous ne sommes pas de cette force à la Diète, répondit ironiquement Beust.

C'est précisément pour cela que la Diète a vu finir son existence. Elle n'était pas de force.

On procéda, pendant ces deux années, dans les États secondaires, — en Bavière, Wurtemberg, Saxe[1], Hanovre, — à des modifications administratives et constitutionnelles dont l'énumération serait longue et inutile, ces lois locales n'ayant aucun avenir. Nous en faisons mention uniquement au point de vue de la tendance générale des esprits vers l'unification. États secon

Adversaires les plus résolus de la Prusse, les souverains de Hanovre et de Hesse-Cassel ne voulaient pas comprendre qu'il ne suffisait pas, pour garder leur couronne, de l'appui de l'Autriche, mais qu'il fallait encore celui de leurs sujets, avec lesquels ils étaient en perpétuel désaccord, tant au point de vue de l'appréciation de leurs droits qu'à celui de la politique générale. Pendant que George V s'engageait en pleine réaction, l'électeur de Hesse-Cassel, forcé autrefois de renvoyer son ministre Abbé, le reprenait au nez et à la barbe de la Diète et des Prussiens, trop occupés pour se mêler des affaires inté-

1. Un projet de liberté de la presse et d'association fut présenté par Beust et exécuté malgré une fin de non-recevoir de la Diète, qui ne répondit pas à la requête de la Saxe, se déclarant ainsi impuissante en toutes choses.

rieures de ce potentat au petit pied. Le grand-duché de Hesse reçut un revirement politique dû entièrement à l'influence russe. Dalvygh avait soutenu la politique de Beust jusqu'à cette époque: il parut, à la fin 1865, se rapprocher de Bismarck. Ce fut aussi le cas du grand-duc de Bade, qui, libéral à l'intérieur, s'aperçut que l'avenir était entre les mains de la Prusse, et se créa de bonne heure un protecteur au moment du remaniement fatal de la carte de l'Allemagne. Les duchés saxons, en apparence acquis à la cause d'Augustenbourg, étaient depuis longtemps inféodés à la Prusse, ainsi que la plupart des petits princes de la Thuringe. Inquiets de l'avenir et confiants dans l'égide autrichienne, Nassau et Brunswick faisaient de l'opposition systématique, sans émettre aucun programme politique; les Mecklembourg, autrefois hostiles au Danemark, commençaient à craindre pour leur autonomie; les villes hanséatiques, pour leurs libertés. En un mot, la situation était, depuis la solution de la question des duchés, des plus tendues; on s'attendait à un grand événement, car on avait la certitude que le provisoire ne pouvait durer. Les yeux étaient fixés sur Bismarck; les uns espéraient de lui la réalisation de leurs espérances; les autres exprimaient leurs craintes de son ambition. Mais tous

cherchaient à Berlin le dénouement d'une crise, dont la guerre danoise n'avait été que le premier incident.

Le ministre qui, depuis un an, avait opéré un tel changement dans la politique extérieure de son pays, et attiré sur lui l'attention de l'univers, ne parvenait pas à vaincre l'hostilité de la deuxième Chambre. Ce qu'il y a peut-être de plus instructif dans l'histoire de Bismarck, c'est sa lutte avec la majorité parlementaire. L'homme, devant les menaces duquel l'Allemagne entière s'était arrêtée, ne pouvait pas admettre la possibilité d'une longue résistance. De son côté, la deuxième Chambre n'avait pas désarmé ; dès le début de la campagne de l'Elbe, le 22 janvier 1864, la majorité adopta une motion qui était un blâme direct de la politique austro-prussienne, et refusa les crédits demandés. Bismarck ne s'en émut pas. « Si le peuple, s'écria-t-il, pensait comme vous, » c'en serait fait de la Prusse ! Heureusement, » il n'en est rien. La souveraineté royale est » encore le rocher de bronze dont parlait Frédé- » ric-Guillaume Ier. Elle forme la base de l'his- » toire, de la gloire, de la puissance, de la » constitution de la Prusse ! Vous ne l'ébran- » lerez pas, ni par votre National Verein, ni par » vos révolutions, ni par votre *liberum veto !* »

Après avoir exprimé ses sentiments dans cette phrase dédaigneuse, Bismarck fit clore la session par ordonnance royale.

Grabow, président de la deuxième Chambre, que nous connaissons déjà comme un des principaux adversaires de l'absolutisme, profita de la dernière séance pour blâmer l'appui accordé au ministre par la Chambre des seigneurs. Puis, la majorité vota une résolution hostile au gouvernement, et les députés se séparèrent, sans se rendre, suivant l'usage, au Palais Royal, pour la cérémonie officielle de la clôture de la session. La lutte devint aiguë. Le pays était scindé en deux. Dans la famille royale même, le prince héréditaire ne dissimulait pas son mécontentement des actes du premier ministre. Mais Bismarck n'en était plus aux ménagements. Comme on parlait d'un bal offert par la princesse royale Victoria, auquel Grabow et les principaux dissidents avaient été conviés, et comme on disait que ces mêmes députés qui avaient refusé de venir chez le roi, retardaient leur départ pour faire honneur à l'invitation, le prince royal reçut, la veille du bal, l'ordre de se rendre à l'armée.

Profitant de ses succès militaires et diplomatiques, le gouvernement, persuadé que le libéralisme des Prussiens n'irait pas jusqu'à désapprouver

une campagne suivie de tels triomphes, s'abstint pendant l'année 1864 de convoquer les Chambres. Ce ne fut que dans les premiers jours de 1865 que le Parlement s'assembla. La constitution du bureau prouva que l'esprit des représentants n'était pas modifié. Tandis que la Chambre des seigneurs proclamait président le comte de Stolberg-Vernigerode, gouvernemental, Grabow obtenait la majorité à la deuxième Chambre. Cette fois, le roi ouvrit la séance par un discours qui témoignait de sa volonté de ne pas céder à la majorité, dont il railla l'impuissance constitutionnelle. En l'avisant que les comptes budgétaires lui seraient soumis, il ajouta avec ironie qu'il était heureux de constater que l'état florissant des finances lui avait permis de soutenir cette guerre sans avoir besoin de recourir à un emprunt. Quant aux autres questions, il émit des idées diamétralement opposées à celles du parti libéral.

En ouvrant la séance, Grabow répondit à ce discours par une allocution à ses collègues, sorte de déclaration de guerre au gouvernement. Il exalta l'armée du Schleswig et son chef, et distribua quelques éloges mesurés à la diplomatie; pour avoir pris sa revanche de l'échec d'Olmutz, mais en revenant à la question intérieure, il

changea de ton, et accusa le gouvernement d'attenter à la liberté et d'exercer une pression sur l'opinion publique qui s'était manifestée si ouvertement à trois reprises différentes, dans le but de contraindre la Chambre à se soumettre, et de ligaturer la principale artère du principe constitutionnel. Et, ajouta Grabow dans une péroraison véhémente : « La conscience du peuple prussien » et de ses représentants élus qui ont juré d'ob- » server religieusement la constitution ne saurait » être détournée par aucune puissance terrestre » de son devoir de défendre les droits constitu- » tionnels de la couronne et du peuple. Nous » consentons à accepter cette parole royale. — » Celui-là seulement qui ne quitte pas le rocher » du droit se trouve placé sur le rocher de l'hon- » neur et de la victoire. — Sous cette devise, » nous ne pourrons toutefois arriver à une en- » tente, désirée d'ailleurs ardemment par nous, » qu'à la condition de ne pas avoir à sacrifier les » droits du peuple confiés à notre conscience et à » notre fidélité. Puisse le gouvernement royal se » placer avec nous sur ce terrain pour le bien de » la patrie, dont l'honneur et la prospérité ani- » ment tous les cœurs prussiens ! »

Il devenait cependant impossible, en présence des affaires extérieures que Bismarck conduisait

avec une lucidité surhumaine et avec un succès indiscutable, de lui refuser tout concours, et le parti libéral qui eût pu, à ce jeu, perdre non seulement sa popularité, mais encourir à juste titre le reproche d'avoir entravé la marche progressive de la Prusse, se résigna à voter le budget et à approuver les comptes, sinon en totalité, du moins en grande partie. Comme la Chambre des seigneurs renvoya le budget remanié, Bismarck put à nouveau clore en juin la session, — mesure prise cependant avec moins d'âpreté — sur le refus d'acquérir les duchés de l'Elbe, en indemnisant celui des candidats qui serait reconnu par la Diète (proposition Wagner, du parti de la croix).

Le ministre constata que la majorité n'avait commis aucun acte antipatriotique.

— « Mais, ajouta-t-il, le travail commun de la
» représentation nationale et de la couronne au-
» rait pu être plus complet, si le bien de la patrie
» était devenu la loi suprême et le règlement de
» tous les partis. »

Délivré des préoccupations intérieures après le départ des députés, qui eut lieu dans des conditions naturelles, Bismarck se retourna aussitôt contre l'Autriche, avec laquelle l'entente n'était rien moins que faite. Dans le programme envoyé le

22 février à Mensdorff et refusé par celui-ci, il avait émis des prétentions inadmissibles pour tout futur souverain des duchés, et le duc d'Augustenbourg lui-même s'était vu obligé de les refuser : cession de Kiel à la Prusse; occupation d'un second point sur la Baltique; construction d'un canal entre les mers Baltique et du Nord par une compagnie prussienne : incorporation des marins des duchés dans la marine prussienne : organisation de l'armée selon les principes prussiens (commandement en chef confié à un général prussien); fusion du service des postes et des télégraphes dont la direction serait à Berlin, enfin, entrée des duchés dans le Zollverein. Ces propositions écartées, les négociations reprirent de plus belle : mais Bismarck, fidèle à son système d'intimidation, fit signer au roi, en juillet, une ordonnance qui fixait le budget, et suppléait, en vertu de la volonté royale, à celles des lois financières que la deuxième Chambre avait refusé de voter. Le ministère de la guerre figurait dans ce budget pour une forte somme. En donnant à cette mesure toute la publicité désirable, on espérait effrayer l'Autriche par une démonstration hostile, exécutable à bref délai, et la rendre plus accommodante par crainte d'une con-

flagration immédiate. C'est ce qui arriva en effet.

En villégiature à Gastein, Guillaume I[er] discutait avec l'envoyé autrichien les conditions de l'acceptation de la souveraineté d'Augustenbourg, quand Bismark accourut et rompit les négociations, en déclarant péremptoirement que les seuls droits légaux sur les duchés appartenaient à Christian IX ; celui-ci les ayant cédés à la Prusse et à l'Autriche, il n'y avait pas lieu de discuter aucune candidature, avant de s'être entendu sur le règlement provisoire de la copossession. Une négociation sur ce terrain ménageait la susceptibilité de l'Autriche, qui, sans en découvrir les dangers, y accéda pour éviter une guerre, à laquelle elle se croyait insuffisamment préparée, meurtrie qu'elle était par la campagne d'Italie.

La convention fut signée, comme nous l'avons vu, le 14 août; l'Autriche gardait le Holstein, abandonnait le Schleswig, et vendait le Lauenbourg. Les exigences prussiennes recevaient en grande partie satisfaction: libre circulation de la poste et du télégraphe prussien; adjonction des duchés au Zollverein; établissement du canal des deux mers. Il fut seulement stipulé que le port de Kiel resterait neutre, en attendant qu'on présentât à la Diète une motion dans le but de le convertir en port fédéral. La forteresse de

Rendsbourg serait soumise au système de l'alternat.

Le roi de Prusse s'empressa de verser au Trésor autrichien le prix de l'acquisition du Lauenbourg, et en prit possession sans souci de la protestation constitutionnelle du Parlement. A cette occasion, Bismarck reçut le titre de comte, récompense méritée, quand on songe qu'il avait vaincu la résistance de l'Europe, maintenu à l'intérieur, sans rien perdre de sa popularité en Allemagne, les droits de la couronne, et augmenté, dans des proportions inquiétantes, les cadres de l'armée, prête déjà en 1865 à réaliser par la force les rêves de son ambition.

Deux ans à peine s'étaient écoulés depuis que le diplomate obscur, quasi inconnu à l'Europe, avait pris les rênes du gouvernement, et déjà, il était considéré comme l'arbitre des destinées de l'Univers. Ses vues larges, l'audace qu'il déployait dans leur exécution, une franchise brutale qui frappait surtout quand on en avait constaté la sincérité, fixaient l'admiration de ceux qui l'approchaient. Un ami commun m'a raconté qu'un seigneur poméranien, patriote prussien, et fervent admirateur du ministre, lui dit un jour :

— Vous êtes un grand diplomate ! Vous vous

êtes servi de la Diète pour amoindrir l'Autriche, puis de l'Autriche pour amoindrir la Diète....

— Ajoutez, interrompit Bismarck, que je me servirai de la Prusse, si l'occasion s'en présente.

— De la Prusse! s'écria le Poméranien scandalisé!

— Oui! oui! de la Prusse — Borussia! comme vous l'appelez. Je suis très heureux de voir la Prusse à la tête de l'Allemagne, tant que son activité est profitable au tout national. Il ne faudrait cependant pas qu'elle lui devienne nuisible.

La loi immuable de notre planète, qui repose sur le système de rotation et de transformation, a, depuis un siècle, appesanti sa lourde main sur l'Autriche. Chaque année a arraché un fleuron à sa couronne et les compensations d'amour-propre que ses adversaires lui ont accordées par une sorte de superstition politique, issue du sentiment, jadis universel, de la priorité du César apostolique, n'ont fait qu'ajouter à l'amertume de son déclin. Comme pour s'excuser de la campagne d'Italie, Napoléon III avait offert à l'archiduc Maximilien la couronne du Mexique. Le 9 avril 1864, l'archiduc signa une renonciation de ses droits, se réservant toutefois de les reprendre, pour le cas où des événements imprévus l'obligeraient à abandonner la Autriche.

nouvelle position qui lui était faite. Guillaume consentit à payer de ses deniers le duché de Lauenbourg, qui n'avait jamais appartenu à l'Autriche. Les princes allemands, enfin, persévéreraient à considérer Sa Majesté I. R. A. comme leur chef suprême. Mais combien ces vaines démonstrations de respect étaient peu de chose, si on les compare à la suprématie indiscutée des Habsbourg, même au début du règne de François-Joseph, alors que Schwarzenberg dirigeait sa politique! Traînée à la remorque de la Prusse, incapable de parler haut faute de calme intérieur, l'Autriche se voyait obligée à des concessions qui devaient aboutir fatalement à sa dépopularisation en Allemagne. Ses derniers efforts pour reconquérir son influence avaient échoué misérablement. Le Congrès des princes avait révélé son impuissance politique; la campagne des duchés, son impuissance militaire; la conclusion de la paix, son impuissance diplomatique.

Le ministère Schmerling-Rechberg avait perdu la confiance du pays et de l'empereur. Les erreurs accumulées servirent cependant à éclaircir la situation. Il ne fallait plus songer à étendre une domination dynastique et héréditaire sur des peuples de races et d'aspirations différentes. Cette maison d'Autriche, habituée depuis trois siècles à

régner sans conteste sur tant de nations, n'avait pas ressenti les pertes qu'elle avait subies depuis Charles-Quint, sur les États duquel le soleil ne se couchait jamais. La domination de l'Amérique lui avait échappé par le testament de Charles II, mais elle étendait sur l'Europe, de l'océan du Nord à la mer Egée, son influence, ses alliances, le respect de la chose ancienne, avantages qui constituaient sa supériorité sur les autres monarchies. Dans les préoccupations politiques et administratives de l'empereur d'Autriche, les contrées gouvernées par des princes inféodés à son sceptre jouaient un rôle égal à celles qui lui obéissaient directement. En ces derniers dix ans, il avait été chassé d'Italie, à la veille d'être exclu de l'Allemagne et forcé de diriger son attention sur la monarchie héréditaire, sa dernière ressource. Et, perspective épouvantable, la monarchie héréditaire se trouvait elle-même appelée à résoudre un problème des plus compliqués. Le Reichsrath, toujours incomplet, autrefois si conciliant, devenait difficile à conduire ; la guerre des duchés avait été, à plusieurs reprises, critiquée à la tribune, les crédits diminués, la politique extérieure blâmée. Quand la Russie eut écrasé l'insurrection polonaise, l'Autriche se vit amenée, par ses obligations internationales, à proclamer

en Galicie l'état de siège. Les Galiciens qui, avec tant d'imprévoyance, avaient encouragé le mouvement insurrectionnel, se virent poursuivis par un gouvernement naguère protecteur, en apparence, de leur nationalité. Le comte Mensdorff-Poully, vice-roi, reçut coup sur coup ordre de décreter le désarmement, de limiter le séjour des étrangers, de suspendre les lois sur l'inviolabilité des domiciles et la liberté individuelle. Ces mesures avaient été prises pendant l'absence du Reichsrath, et celui-ci trouva que Schmerling profitait trop souvent et trop largement de son droit constitutionnel de parer aux éventualités, à condition de rendre compte de ses actes à la rentrée des Chambres. L'état de siège en Galicie ne dura pas, mais on fut obligé de le proclamer en Frioul, où des désordres éclataient périodiquement. La Vénétie soumise à un régime sévère, et la Hongrie, continuaient à bouder, refusant de participer aux travaux du Reichsrath, où une seule des provinces de l'ancienne couronne de Saint-Étienne, la Transylvanie, avait consenti à envoyer des députés. Si on ajoute à toutes ces difficultés, un déficit de plus de 60 millions de francs, il ne faut pas s'étonner que le cabinet fût reçu avec une froideur glaciale par les Chambres rentrées de vacances à la fin 1864. Cependant le budget de 1865 fut

voté, mais aussitôt après des discussions interminables occupèrent la session, qui se termina sans aucun résultat. L'hostilité du parlement contre le cabinet s'accentuait, et François-Joseph lui-même montra que Schmerling avait perdu sa confiance, en quittant Vienne à son insu, et se rendant à Pesth, en août 1865. L'empereur venait de prendre une de ces mesures, auxquelles il se vit tant de fois obligé pendant le cours de son malheureux règne. Il s'agissait de défaire ce qu'on avait fait, de rejeter tout esprit de routine, de modifier les principes déclarés immuables, de couper enfin dans le vif, de sa propre initiative, pour sauver la monarchie qui, sans ces coups de théâtre, n'eût pas résisté à des chocs si violents et si souvent ressentis. Il fallait la rectitude du jugement, la résignation digne du chef de l'État pour extirper les préjugés profondément enracinés dans les centres administratifs. Les descendants du chevalier suisse, fondateur de la dynastie des Habsbourg, avaient étendu leur domination et leur influence sur tant d'éléments hétérogènes, que cette influence, coordonnée par un travail lent et pénible, paraissait inapplicable hors d'un cadre établi après mûre réflexion. Jusqu'alors, la direction politique de l'ensemble avait été confiée à la race allemande,

à laquelle appartenait le souverain, mais qui avait la prépondérance du nombre dans cinq seulement des plus petites provinces de la monarchie[1]. Les idées du siècle s'opposaient à cette suprématie, devenue d'ailleurs abusive[2]. L'échiquier autrichien est si irrégulièrement tracé qu'on n'y peut guère assigner à aucune race le droit exclusif à la possession du sol, mais la majorité des sujets de François-Joseph appartenait à la race slave, ainsi que l'indique sa position géographique. *Œsterreich, royaume de l'ouest.* La prépondérance numérique de cette race n'était cependant ni suffisante, ni suffisamment appuyée par les qualités politiques, pour qu'il fût possible de rêver pour elle la succession à la direction de l'ensemble. En outre, les Slaves de l'empire se trouvaient divisés ; la différence des religions, des mœurs, du climat, rapprochaient davantage le Croate et le Serbe des confins militaires, du Madgyar, que de leur congénère, le Slave de Bohême, de Moravie ou de Gallicie. En réalité, la monarchie présentait un amalgame de toutes les nationalités, de toutes les races et de toutes les religions de l'Europe. Italiens, Allemands, Roumains, Slaves, Madgyars, Albanais, Juifs, Tziganes s'étaient,

1. Haute et basse Autriche, Salzbourg, Voralberg et Silésie.
2. La langue allemande était dans tout l'empire seule officielle, etc.

au gré des besoins de l'administration, partagés en fractions qui habitaient des pays sans limites géographiques précises ; Slaves, Roumains, Allemands, Madgyars, la Hongrie ; Slaves, Allemands, la Bohême, la Moravie ; Roumains et Slaves, la Bukovine ; catholiques en majorité, juifs par endroits, Tziganes par autres, protestants dans le nord, orthodoxes d'Orient sur la frontière ouest et sud, mahométans à l'extrême sud, ultra-catholiques en Tyrol. Il fallait relier cela par un lien, et l'arrêter par des nœuds plus savamment formés que ceux qui existaient. Jadis l'union s'était faite aisément, car, en dehors de la Bohême et de la Hongrie, aucune des provinces de l'empire n'avait eu d'existence politique séparée. Cela dura autant que la doctrine de la conquête et de la domination héréditaire du droit divin. Aujourd'hui qu'on attaquait vigoureusement ces principes, il fallait aviser. Or, les nouvelles doctrines ne pouvaient ébranler la fidélité des populations de race slave ou madgyare, trop ignorantes pour les adapter à une résistance politique, et le problème des nationalités se trouvait pour longtemps circonscrit au problème des couronnes. Appartenait-on à un souverain qui se couronne à Vienne, à Prague ou à Pesth? Là était la question. L'opposition de la Bohême, très germanisée, ayant

accès par son aristocratie aux hauts emplois, cajolée et heureuse, n'était pas embarrassante, mais la Hongrie exigeait les droits politiques attachés à la couronne de Saint-Étienne, dont relevaient les provinces de Croatie, Transylvanie et les Confins militaires.

Les bureaux prétendaient que tout serait perdu si la politique traditionnelle des Habsbourg, personnelle, immuable et allemande, était abandonnée. François-Joseph seul ne fut pas de cet avis. Répudiant les anciens errements, il se rendit en Hongrie, qu'il n'avait pas visitée depuis de longues années, supprima la juridiction exceptionnelle des tribunaux militaires, et promit au primat de convoquer la Diète. Les avances de l'empereur furent cette fois reçues avec joie, et quand, à son retour à Vienne, il clôtura la session du Reichsrath en juillet, accepta la démission de Schmerling et nomma à la présidence le comte Belcredi, libéral, auquel il adjoignit le Hongrois Majtath, conservateur il est vrai, mais patriote, la réconciliation pouvait être considérée comme un fait accompli.

Le nouveau cabinet était composé d'hommes politiques de diverses nationalités [1]. Chez la plu-

1. Belerede (Bohème), de Majtath (Hongrois), Poulfeld (Styrien), Mensdorff-Poully (Autrichien), Wallersdorff-Larich, comte Esterhazy.

part l'attachement à la dynastie n'excluait pas certaines idées libérales. Le comte de Mensdorff-Poully remplaçait Rechberg aux affaires étrangères.

Le 20 septembre, l'empereur suspendit la constitution, c'est-à-dire le Reichsrath incomplet, dans le but unique d'arriver à une entente entre les deux couronnes. Le décret impérial édité sous le nom de « *Patente* » n'expliquait sans doute pas le sens des mots « représentants légaux » qui pouvait signifier aussi bien le Reichsrath restreint que les Diètes provinciales, et séparait la couronne de Hongrie des États héréditaires, en chargeant celle-là d'émettre un simple avis sur la délibération des actes de ceux-ci ; mais comme cette patente avait été précédée de la convocation officielle, à Pesth, du Parlement hongrois, à Clausembourg, de la Diète spéciale de Transylvanie, et à Agram, de la Diète croate, le parti modéré national[1] se déclara satisfait. L'ouverture de la Diète de Pesth par l'empereur en personne en qualité de roi de Hongrie, sanctionna définitivement une réconciliation basée sur le principe émis dans la patente du 20 septembre, à savoir : examen des moyens à employer pour conserver

1. Deak.

ses droits spéciaux à la couronne de Hongrie, sans nuire à l'intérêt général de la monarchie. La rivière *Leïtha*, prise comme ligne de démarcation entre les deux couronnes, les provinces situées en deçà[1] de ce cours d'eau furent assimilées aux États héréditaires ; celles situées au delà[2], à la couronne de Saint-Étienne. Les populations des deux contrées allaient être appelées à se prononcer sur leur sort.

Aussitôt après la signature du traité de Gastein, la Prusse recommençait une lutte, dont l'incident le plus caractéristique fut l'adhésion, au traité avec l'Italie, des plus fidèles alliés de l'Autriche. Blessée de la reconnaissance du roi Georges Ier de Grèce, offense familiale, vivement ressentie par Louis II, la Bavière donna l'exemple en signant le traité de commerce qui modifiait totalement les rapports, avec Victor-Emmanuel, des États moyens de la Confédération. Le dernier champion de l'influence autrichienne, Beust, qui s'était plaint au roi Louis de ce changement de principes, dont il essayait de lui démontrer les périls, en reçut

1. Haute et basse Autriche, Salzbourg, Tyrol et Vorarlberg, Styrie, Corinthie, Carniole, Silésie, Bohême, Moravie, Galicie et Buckovine, Vénétie. La Vénétie était soumise à un régime spécial.

2. Hongrie, Transylvanie, Croatie, Dalmatie, Esclavonie, Confins militaires.

cette réponse : « Puisque la Diète est destinée à subir la direction d'une grande puissance, autant vaut être dirigée par des Allemands que par des Hongrois, Polonais ou Italiens. »

Turquie

Préoccupée de ses propres affaires, l'Europe s'était relâchée de sa surveillance en Turquie et les années 1864-1865 s'écoulèrent sans trop de complications. Fuad-Pacha, grand vizir, partageait le pouvoir avec Aali-Pacha, ministre des affaires étrangères. Si ces deux hommes d'État avaient été plus activement secondés, et par leurs collègues et par leur souverain, ils auraient pu retarder la chute finale. Les quelques difficultés qui se sont présentées pendant ces deux années, soit en Asie, soit en Europe, reçurent une solution immédiate et favorable, sans immixtion des chancelleries étrangères. Malheureusement, ces solutions n'étaient jamais définitives, car le système du provisoire est cher aux Osmanlis.

Fuad-Pacha réussit à persuader Abdul-Azis, en lui donnant pour exemple Napoléon III, admiré à cette époque par les souverains exotiques, que cela ferait bien, si le Padischah, jadis enfermé et invisible, présidait à l'avenir le Conseil de ses ministres.

— Annoncez ce que vous voulez, répliqua Abdul-Azis... vos dépêches ne me forceront pas à

faire ce qui me déplaît. J'irai à vos réunions, puisque vous me le demandez... Seulement, si elles m'ennuient trop, je n'y reviendrai pas!

Cela se passa ainsi en effet. L'Europe apprit que le sultan allait venir régulièrement à la Sublime Porte. A force de supplications, Fuad réussit à faire présider le Conseil par Abdul-Azis... six fois. On en parle encore à Stamboul. Quand il se rappelait ce succès, Fuad avait sur les lèvres son plus mélancolique sourire. — C'est, disait-il, ce que j'ai fait de plus difficile.

Au Liban, les pouvoirs de Daoud-Pacha furent prolongés de cinq ans, et le retour clandestin de Joseph Karam (interné, on s'en souvient, à Constantinople) ne produisit pas d'incident, et aboutit à une entente entre les deux dignitaires chrétiens dont Fuad profita pour reconquérir quelques droits. L'abandon des impôts arriérés, et l'octroi à Daoud d'un million sur les douanes, servirent de prétexte au gouvernement turc pour s'immiscer directement dans l'administration intérieure dont il devait se désintéresser au sens de la convention de 1863. Le retour dans les montagnes des amnistiés Druses, qui eut lieu sans trop de protestations, valut à la Porte un regain de popularité parmi les populations musulmanes; la distraction,

du pachalik de Damas, de la province chrétienne de Becka, et son adjonction au gouvernement de Daoud satisfirent les chrétiens, et autorisèrent la proclamation d'une amnistie générale. Le Liban semblait pacifié.

La Serbie était calme : les indemnités dues pour le bombardement de Belgrade avaient été réglées et on travaillait à terminer les questions pendantes entre le suzerain et le vassal (forteresse de Belgrade, séjour des Musulmans).

En Roumanie, Couza, las de l'opposition des Chambres, exécuta le 14 mai 1864 une sorte de coup d'État. Après avoir dissous le Parlement, il convoqua le peuple à un plébiscite, pour répondre par *oui* ou *non* à la proposition d'un nouveau statut et d'une nouvelle loi électorale, émanant de son initiative personnelle. 720.000 voix se prononcèrent pour sa proposition, et ce triomphe l'engagea à suspendre la liberté de la presse et d'association. Fuad-Pacha protesta contre cet acte, attentatoire à la souveraineté de la Porte, le prince n'ayant aucun droit de modifier les lois fondamentales établies en vertu de traités signés par la Turquie. Couza accourut à Constantinople. Aidé par la France et la Russie, il obtint du Divan la confirmation de son coup d'État, moyennant 150 millions de francs qu'il

promit au clergé grec, en compensation des propriétés aliénées en 1863.

Le Parlement, réuni au retour du prince, vota la constitution, et la promesse d'indemnités aux moines, qui ne l'acceptèrent pas, ou du moins qui soulevèrent des difficultés et forcèrent Couza à de nouvelles négociations. Il y avait divergence de vues entre le patriarche de Constantinople et le gouvernement roumain. Poursuivant avec beaucoup de persévérance et de lucidité son œuvre d'émancipation, Couza avait obtenu de l'ancien Parlement un décret contre les moines; après son coup d'État, il promulgua une loi sur la promotion épiscopale et la constitution du synode qui, seul, avec le prince, pourrait à l'avenir procéder à l'investiture des évêques, réservée jusque-là au chef du clergé de Constantinople. A son retour à Bukharest, assuré de la neutralité du grand vizir, Couza entra en lutte avec le patriarche, et sans souci de l'excommunication dont celui-ci le menaçait, donna en grande cérémonie l'investiture au métropolite d'Iassy et à plusieurs prélats. Le 13 décembre, le synode national de Roumanie entra en fonctions sous la présidence du ministre des cultes.

L'année 1865 se passa sans trop de troubles, si on en excepte quelques émeutes à Bukharest, pen-

dant l'absence de Couza dont la santé avait exigé un voyage en Allemagne. Le chef de l'État poursuivait l'œuvre de l'indépendance avec un succès indéniable, et ses quatre années de hospodarat avaient totalement soustrait les principautés danubiennes à la tutelle turque. L'administration centralisée, la constitution transformée, l'Église indépendante, les relations extérieures distinctes, formaient un faisceau de concessions arrachées à la Porte. Mais les peuples sont ingrats. Les Roumains prétendirent que le prince travaillait à les asservir et à substituer au joug ottoman le sien propre. En ouvrant le Parlement (15 décembre 1865), Couza rappela qu'il avait accepté le hospodarat, à titre de dépôt, et qu'il était disposé à se retirer devant un prétendant étranger. Cette réminiscence loyale fut accueillie par des acclamations unanimes propres à laisser croire que le désaccord intervenu entre le peuple et son prince avait pris fin.

Dans ses possessions immédiates d'Europe le gouvernement turc trouva une source de cruels embarras, suscités par des Circassiens, au nombre de 70.000 environ, réfugiés en Arménie, depuis la conquête définitive du Caucase par les armées du tsar. La bonne logique eût voulu masser ces émigrés dans les provinces limitrophes de la fron-

tière russe, où ils auraient été aptes à organiser une ligne de défense naturelle, pareille à celle qui longe la frontière exotique de Russie. Les Circassiens musulmans pouvaient devenir ce qu'on est convenu d'appeler des *Cosaques*, laboureurs, prêts, au premier appel, à former des escadrons de cavalerie irrégulière. Mais, pour faire cela, il fallait des ressources et une organisation inconnues à la Sublime Porte. On préféra les disséminer à travers l'Empire et les laisser vivre sur les provinces chrétiennes comme en pays conquis. Plusieurs familles de rayas furent chargées de l'entretien d'une famille circassienne. Cette mesure inique ne profita à personne. Les émigrés dédaignaient les travaux serviles et commettaient des exactions. Dans plusieurs localités, il fallut réprimer par la force la turbulence de ces hôtes incommodes. L'incurie et la saleté engendrèrent des épidémies; le typhus, puis le choléra, trouvant un terrain fécond dans cette horde livrée aux excès, s'abattirent sur elle. On la transplanta en entier chez les Slaves d'Europe, et un décret ordonna aux Chrétiens de bâtir des maisons et d'ensemencer les champs que le gouvernement s'était décidé à concéder. L'Europe, la Russie en tête, s'émut de ces mesures. A la fin 1865, les Circassiens, très protégés par le sultan,

du harem duquel ils étaient les pourvoyeurs féconds, causaient un véritable embarras à Fuad-Pacha qui ne savait comment se débarrasser de ceux que les maladies et la débauche avaient épargnés.

La loyauté constitutionnelle du roi était médiocrement appréciée par les Grecs. On comprenait à la rigueur, que le gouvernement n'ait pas voulu, au moment du vote de réunion des îles Ioniennes, compliquer la situation par une crise intérieure propre à exercer une influence délétère sur le résultat du scrutin; mais, la réunion opérée, on ne comprenait plus pourquoi le roi tardait à dissoudre les Chambres et à procéder à des élections générales. Quand, par une compromission assez bizarre, quoique strictement constitutionnelle [1], la représentation existante ionienne vint siéger à côté des représentants grecs, le cabinet devenu impopulaire fut totalement remanié sous les auspices de l'amiral Canaris. Les députés insulaires renforçaient au Parlement le parti conservateur, et on put croire un instant que l'expédient avait réussi. On s'aperçut bientôt du contraire. Bien que le chef politique des Ioniens eût présenté un pro- Grèce.

1. Mesure dictée par le comte Sponnek qui, tout en professant le plus profond mépris des Grecs, conseillait au jeune souverain une constitutionalité inéluctable.

gramme nettement gouvernemental qui déplaça la majorité, celle-ci n'était pas suffisante pour assurer la stabilité. L'opposition provoqua des scènes scandaleuses; les radicaux insultaient le gouvernement, et rendaient infructueuses toutes les séances; du Parlement la discorde descendit dans la rue; des groupes se formèrent à Athènes, qui criaient! Vive Boulgaris; à bas Sponnek! à bas les impôts!

La situation des nouvelles provinces de la couronne de Grèce s'éternisait dans le provisoire, et les Ioniens, habitués à la régularité britannique, commençaient à murmurer, quand Sponnek, ne sachant où donner de la tête, s'adressa à l'Angleterre en la suppliant d'intervenir, et, après un refus catégorique, se décida à sortir enfin de la constitutionnalité à outrance. Il était temps; le brigandage le plus effréné sévissait dans les provinces et presque dans les faubourgs d'Athènes; la ville bouillait; des tentatives d'assasinat étaient dirigées en plein jour contre les ministres, et la foule hurlait sous les fenêtres du palais :

— Faites quelque chose! Les Iles! l'assimilation!

En octobre 1864, le roi envoya un message, qui enjoignait au Parlement d'avoir à voter la constitution en dix jours, et exigeait l'institution d'un

Conseil d'État destiné à remplacer dans une certaine mesure le Sénat modérateur supprimé en 1863. Ce délai expiré, le roi menaçait de reprendre sa liberté d'action, en rendant l'Assemblée responsable des conséquences. Cette résolution virile produisit un excellent résultat. Avec une docilité étonnante, l'Assemblée procéda immédiatement à l'élaboration de la constitution pour tout le royaume, qu'elle envoya le 28 octobre à l'acceptation de la Couronne. Le 29, le roi demandait des modifications peu importantes, visant surtout les relations internationales. Les amendements du roi adoptés, Georges Ier prêta serment en novembre à la nouvelle constitution du royaume de Grèce et des îles Ioniennes.

Tout paraissait terminé, quand le prince Jules de Glucksburg, oncle du roi, arriva inopinément à Athènes avec des instructions relatives au conseiller danois, dont l'impopularité inquiétait la famille royale, et réunit au palais les chefs des quatre partis politiques : Boulgaris[1], Tricoupis[2], Conduriotis[3] et Mavrocordato[4] pour les consulter sur l'opportunité du départ de Sponnek. Les termes

1. Radical.
2. Parti anglais
3. Parti bavarois.
4. Parti français.

de cet entretien dépassèrent le seuil du palais, et l'opposition, heureuse du secours inattendu venu de la patrie du roi, se livra aux plus violentes attaques contre Sponnek. Georges Ier pria son oncle de quitter Athènes, et fit publier dans le *Journal officiel* une note où il était dit que le roi n'accordait à personne le droit de s'immiscer dans ses affaires. Cette attitude fut généralement approuvée, mais elle ne profita pas à Sponnek, abhorré des Grecs, pour lesquels il affectait un extrême mépris.

La proclamation de la constitution avait cet avantage, qu'elle obligeait à des élections, fixées au 10 mars. Le ministère Comondouros, qui avait succédé à Canaris, démissionnaire en 1864, procéda à ces élections dont le résultat ramena au Parlement une majorité radicale. Le roi, en tournée dans les îles Ioniennes, rentra à Athènes en pleine crise ministérielle. La présidence du conseil fut constitutionnellement offerte à Boulgaris, qui ne consentit à l'accepter qu'à condition du départ immédiat de Sponnek. Le roi refusa de se plier à cette exigence, fit appeler un autre chef du parti radical, Deligiorgis, avec lequel il fut convenu que Sponnek partirait en 1866. Deligiorgis forma un ministère composé en partie des hommes qui avaient renversé Othon, et que la

rumeur publique accusa d'avoir, d'accord avec les députés les plus avancés, ameuté la foule sous les fenêtres du palais pour exiger le renvoi immédiat du conseiller étranger. Les émeutiers furent dispersés par la force armée, qui tua et blessa quelques citoyens. Deligiorgis donna sa démission, et le roi, sous la pression des représentants des puissances, se décida à se séparer de Sponnek, embarqué le soir même. Georges Ier, qui devait son maintien sur le trône de Grèce à cet ami probe et consciencieux comme la plupart des Danois, s'en sépara avec des larmes aux yeux, regrettant amèrement une impopularité due surtout à un manque de dissimulation, seul reproche qu'on peut adresser à cet homme d'État.

Sponnek parti, Deligiorgis s'empressa de reprendre la présidence du Conseil, mais il ne tarda pas à être renversé, et Roufos, un des chefs du gouvernement provisoire, lui succéda en novembre.

La Turquie reconnut l'annexion des îles Ioniennes.

Que fera-t-on de la Pologne? Le gouvernement russe s'adressait cette question depuis la fin de l'insurection. Il était urgent de statuer sur le sort d'une province dont l'autonomie avait été garantie par les traités existants, que Russie.

la nation avait, par une révolution irréfléchie, aidé elle-même à déchirer. Avant que le dernier insurgé eût déposé les armes, l'Europe, désintéressée de la lutte, avait laissé le tsar agir à sa guise. Ce serait méconnaître, non seulement le caractère humanitaire d'Alexandre II, mais aussi celui de ses prédécesseurs et successeurs, que de les gratifier d'un sentiment de haine contre les Polonais. Un autocrate ne hait pas ses sujets; il exige leur soumission; s'il se croit bravé, il sévit, mais à contre-cœur. Le rétablissement de l'ordre dans une province insurgée est dispendieux, embarrassant, parfois hasardeux ; ceux des souverains mêmes qui tyrannisent leur entourage, hésitent à frapper toute une nation. Nous en voyons des exemples sans nombre dans l'histoire. Nous dirons même que les châtiments infligés à des peuples entiers ont presque toujours été le fait des souverains doux et humains, las des exigences inadmissibles, et qui se crurent autorisés à sacrifier une parcelle de la monarchie, pour l'intérêt de l'ensemble. Titus mit à sac Jérusalem et dispersa le peuple d'Israël, dont Tibère et Caligula supportèrent patiemment les incartades.

En présence du drapeau irrévocablement séparatiste, arboré avec tant de persistance par les

Polonais, que pouvait le tsar de toutes les Russies? Étudier consciencieusement l'intérêt de son empire, prendre conseil de la majorité de ses sujets, et ne se décider qu'après mûre réflexion. C'est ce qu'Alexandre II entreprit pendant les années 1864-1865 avec sincérité et bonne foi. L'insurrection avait, on ne peut en disconvenir, arrêté la marche des réformes, et il fallait que le sens politique manquât aux Polonais pour l'avoir tentée à l'heure de l'émancipation et de la régénération. C'était exciter bénévolement la haine d'un peuple et motiver les sévérités futures du gouvernement. Avant les événements de Varsovie, le libéralisme à la mode parmi les classes dirigeantes de l'Empire, faisait verser la cour même dans l'ornière, sous l'œil bienveillant du maître. Les livres des écrivains politiques exilés, Hertzen, Ogareff, Dolgorouki, étaient sur toutes les tables, sans en excepter la table impériale. Les premières revendications polonaises avaient été accueillies avec tant de faveur, que les plus graves manquements à la Majesté impériale n'entraînèrent aucun châtiment. Alexandre II ne sévissait jamais s'il ne s'y croyait obligé par devoir; sa bonté, sa bienveillance, faisaient dire aux hommes de son entourage que c'était un « ange ». Ce ne fut qu'après avoir mesuré

l'abîme ouvert entre lui et ceux de ses sujets qui professaient une inimitié irréconciliable contre le tsar orthodoxe russe, qu'il se décida à sévir. Se jugeant cependant lui-même avec clairvoyance, sentant son âme faiblir devant certains actes de répression, indispensables, au sens de ses conseillers, au maintien de l'intégrité de l'Empire, il résolut de les ignorer, et défendit de lui parler des affaires polonaises. La révolution terminée, il se demanda comme les autres : Que fera-t-on de la Pologne ?

En ces derniers temps, le libéralisme avait fusionné avec un sentiment qui en atténuait étrangement les effets : le sentiment national. L'idée d'un démembrement est insupportable aux Russes habitués depuis deux siècles à acquérir de nouvelles possessions. Le souvenir de l'omnipotence de Nicolas Ier transformait d'autre part, en humiliation nationale, toute velléité d'ingérence de l'Europe dans les affaires intérieures de l'Empire. Ces deux humiliations, la Russie les avait ressenties pendant l'insurrection polonaise. Si on ajoute à cela que l'émancipation des serfs avait profondément troublé les relations mutuelles des Russes en formant des heurts d'intérêt entre les classes ; qu'en 1864, on a compté plus de 13.000 incendies allumés en grande partie par la malveillance ;

que les réformes aboutissaient laborieusement, on ne saurait s'étonner du sentiment d'hostilité du peuple russe contre les Polonais, et de la formation du parti national.

Le porte-voix de ce parti s'appelait Katkoff, et c'était le rédacteur en chef de la *Gazette de Moscou*, organe spécial de l'Université de cette ville. D'autres écrivains moscovites, Pogodine, Tutcheff, etc., se rangèrent autour de lui et ouvrirent une campagne contre le séparatisme. Réduire non seulement la Pologne, mais la Finlande et les provinces Baltiques au rang d'une simple province russe, voilà ce qu'on devait faire! Les ennemis c'étaient l'Europe, les libéraux émigrés ou établis à l'étranger, la religion catholique, et enfin les modérés qui entouraient l'empereur, c'est-à-dire le grand-duc Constantin, Golovine, Volouieff, ministre de l'Intérieur, le prince Souvoroff, ami personnel du tsar.

Mouravieff, l'implacable vice-roi de Lithuanie, dont les actes avaient encouru la désapprobation des modérés, venait d'être mandé à Saint-Pétersbourg. Le parti national lui avait envoyé une icône en or représentant l'archange Michel[1] et une adresse présentée au préalable à la signature

1. Michel Nicolaiewitch Mouravieff.

des principaux personnages en vue. La plupart avaient signé avec enthousiasme, en faisant suivre leur nom de celui de leurs femmes; d'autres s'exécutèrent, malgré leur répugnance; mais le ministre de l'Intérieur, Valouieff, le ministre de l'Instruction publique Golowine, et le prince Souvoroff, gouverneur général de Saint-Pétersbourg, refusèrent avec indignation. Souvoroff même, trop grand seigneur pour se gêner, accompagna son refus d'une épithète blessante pour le héros du parti moscovite, dont les meneurs, se sentant appuyés par l'opinion publique, invectivèrent avec fureur l'intrépide vieillard. « — Petit-fils sensible d'un » belliqueux grand-père, s'écriait le poète Tutcheff, pardonnez-nous, prince sympathique, » d'honorer l'anthropophage russe, nous qui » sommes Russes, sans consulter l'Europe. Si » nous devons être déshonorés en écrivant notre » adresse, nous y consentons, prince; mais votre » valeureux grand-père l'aurait signée. »

Confondant le sentiment national avec le fanatisme religieux, le parti moscovite faisait un devoir à tout bon Russe de haïr le catholicisme. Quand Pogodine parlait des dames de l'aristocratie qui n'avaient pas consenti à participer à l'adresse, et qu'il avait rencontrées à Rome :

— Ah! avec quelle rage je me serais rué sur

une madame Voronzoff, ou une madame Boutourline, et je leur aurais arraché les cheveux quand je les ai rencontrées, un livre d'heures à la main, sur la *Piazza di Spagna*.

Katkoff imprimait dans la *Gazette de Moscou* :

— Vous voulez le signalement des incendiaires qui nous terrorisent! Ce sont ceux qui ne croient pas en Dieu, qui ne respectent pas les autorités établies, et qui prèchent les principes des révolutionnaires de l'Occident!

Les modérés, en faveur, malgré le départ du grand-duc Constantin — le tsar étudiait la situation et assurait qu'il n'avait pas encore pris parti — répondaient à ces provocations par des mesures disciplinaires, réduites à des amendes, Alexandre II refusant de se prèter à des actes plus comminatoires envers les nationaux. Souvoroff osa lui faire observer que c'était prendre parti que de souffrir d'une part les invectives des journalistes moscovites contre son frère, et de conserver de l'autre Mouravieff à Vilna. Mouravieff reçut l'ordre de se rendre immédiatement à Pétersbourg. Le parti moscovite n'ignorait pas qu'Alexandre II éprouvait pour son héros une répugnance personnelle invincible; l'appel à Saint-Pétersbourg, c'était la disgrâce; il fallait obvier à cela et on se décida à une manifestation.

Le voyage de Mouravieff, malade à ce moment, fut une ovation. A chaque station, des députations de paysans apostés pour le saluer, assourdissaient les échos de leurs acclamations; à la gare d'arrivée, il était attendu par une multitude composée de grands seigneurs, de grandes dames, d'officiers de la garde, d'employés des Ministères. On prit Mouravieff et on le porta en triomphe jusqu'à son domicile, au seuil duquel les sommités du parti, Tutcheff, Potapoff, Pogodine, le reçurent avec des transports de joie. Une grande dame, la comtesse Bloudoff, lui présenta le pain et le sel.

Ces démonstrations impressionnèrent vivement Alexandre II, autocrate des plus attentifs — ceci soit dit à sa louange — à l'expression de la volonté de ses sujets.

— Il faut donc, dit-il, en esquissant un fugitif signe de croix — geste qui lui était familier quand il prenait une résolution — que cela continue!

Il reçut Mouravieff en lui disant avec un soupir :

— Eh bien! Michel Nicolaiewitch... puisqu'il le faut... retournez à Vilna... je n'ai rien à vous dire.

Il le garda à Pétersbourg très peu de jours, exigea une réconciliation avec Souvoroff, força

les généraux à se serrer la main, et même à s'embrasser, — accolade qui ne modifia en rien leurs sentiments respectifs, — et prolongea les pleins pouvoirs de Mouravieff, qui retourna en Lithuanie sans consentir à apporter de changement à son système de terreur et de dépossession.

Les modérés voyant combien il coûtait au tsar d'employer de pareils instruments, ne se considéraient pas comme vaincus. Un Courlandais, effrayé de la propagande de Katkoff en faveur de la russification des provinces baltiques, publia une brochure en réponse à la question « Que fera-t-on de la Pologne? » et qui portait ce titre.

L'auteur représentait à Bruxelles le ministère des Finances, et ne pouvait écrire sous son nom; il prit le pseudonyme de Schédo-Ferrati et conclut au maintien de l'autonomie dans le royaume de Pologne, et à l'adoption d'un système de clémence, plus propre que la sévérité à la réconciliation des deux races. Prôné avec empressement par le parti modéré, ce système fut adopté, et Valouieff envoya d'office la brochure aux établissements administratifs. Cette mesure provoqua la fureur du parti national. Au bruit des objurgations de Katkoff, l'Université de Moscou renvoya la brochure dont elle refusa de prendre connaissance. La guerre était déclarée.

Katkoff se lança dans une polémique violente contre le grand-duc Constantin et les ministres. Valouieff se servit de la censure pour biffer des articles, rétablis le lendemain. D'un côté les insultes, de l'autre les amendes, pleuvaient; Katkoff publia le chiffre de ces amendes qui accusait une somme importante, prétendit que cette somme serait facilement acquittée avec le concours du parti national, et se rendit à Saint-Pétersbourg, pour demander à être exempté de la censure.

— Nous verrons, dit-il, si le gouvernement osera persécuter son plus fidèle champion!

Il y eut à ce sujet conseil, et Valouieff fut battu, car le ministre de la Guerre, Miloutine, et surtout le ministre des Affaires étrangères, parlèrent en faveur de Katkoff. A ce moment, la diplomatie russe répondait avec une dédaigneuse ironie aux timides représentations des derniers défenseurs des franchises polonaises, et l'expansion du sentiment national, dont les violences de Katkoff étaient la principale manifestation, lui procurait un argument dont elle se servait avec succès. Le Conseil des ministres se prononça pour un adoucissement des rigueurs de la censure de Moscou, en attendant la promulgation d'une loi sur la presse.

Ces mesures étaient prises sans assentiment

comme sans opposition du tsar qui refusait au parti modéré de sévir contre les nationaux, tout en maintenant au pouvoir Valouieff. En 1865 le grand-duc Constantin fut même appelé à la présidence du Conseil de l'Empire, une des plus hautes charges de la Couronne. Nul ne savait comment se terminerait la lutte. Les provinces occidentales étaient soumises à un système de répression légale, provisoire il est vrai, mais pénible. Procès, condamnations, confiscations, dépossessions allaient leur train. A Kief et à Varsovie, on semblait, par intervalle, rivaliser de cruauté avec Mouravieff, de peur du parti ultra-russe, qui ne ménageait personne, pas même Alexandre II dont Katkoff avait osé critiquer la longanimité. L'année 1864 et la moitié de 1865 s'écoulèrent dans cette incertitude. La coïncidence, dans les provinces de l'ouest, de la répression, avec l'émancipation des serfs, compliquait la situation. Une nuée de médiateurs de paix, appartenant pour la plupart au parti national, s'étaient abattus sur le pays. Des instructions précises leur enjoignaient de favoriser les paysans de nationalité et de religion russes. Les propriétaires, ruinés par les contributions de guerre. menacés dans leurs libertés et dans leurs vies, voyaient leur fortune passer entre les mains des anciens serfs, en faveur desquels la partialité des

médiateurs était évidente. Le provisoire pesait lourdement, car il laissait le champ libre aux despotismes particuliers, et tous, surtout les Polonais, attendaient avec anxiété une résolution, qui leur paraissait, quelle qu'elle fût, préférable au *statu quo*.

En avril 1865, le grand-duc héritier Nicolas mourait à Nice, et l'empereur, qui ne se doutait pas de son état désespéré, tombait à la renverse en lisant la fatale dépêche. Après avoir promené pendant deux jours sa douleur dans les salles du palais d'Hiver, Alexandre II courut à Nice, et, à l'aspect du cadavre de ce fils bien-aimé, récemment fiancé à la princesse Dagmar de Danemark, il crut à une manifestation de la colère divine, et par un décret signé sous cette impression[1], mit fin à la dictature de Mouravieff, auquel il accorda, pour toute récompense, le titre de comte.

C'était une disgrâce peu déguisée; les modérés crièrent à la victoire et les Polonais relevaient la tête, quand on apprit coup sur coup la nomination de Miloutine, frère du ministre de la guerre, à la place de directeur des affaires du royaume, et l'adoption d'un système d'assimilation méthodique de la nationalité polonaise. Le

1. A Nice même.

parti ultra, résigné au sacrifice de la personnalité de Mouravieff, avait su réveiller dans l'âme rêveuse du souverain de nouveaux sentiments religieux et patriotiques. Il ne s'agissait plus de pendaisons ni de transports en Sibérie, car l'heure des représailles était passée, mais le Dieu de la sainte Russie pouvait-il châtier le monarque qui travaillait à l'unité de son Empire et à la propagande de la vraie religion! La guerre systématique et légale à l'élément polonais n'aurait-t-elle pas, pour résultat lointain, mais sûr, l'unification politique et religieuse! Quelle plus belle vision pour un tsar orthodoxe! L'ennemi héréditaire, n'était-ce pas le catholicisme? Convertis, les Polonais ne deviendraient-ils pas, par le fait même de leur conversion, d'excellents Russes? Quant à ceux dont le fanatisme se refusait à cette solution, ne devait-on pas s'en débarrasser, non certes par le massacre ou la transportation en Sibérie, mais en leur rendant le séjour de l'Empire insupportable et en les forçant à s'expatrier?

Ces théories plaisaient surtout à l'impératrice, dont la piété ardente, exaltée par la perte de son fils aîné, y trouvait un aliment. La conscience du tsar, que les gibets de Mouravieff avaient révoltée, ne s'alarma pas d'un prosélytisme, familier d'ail-

leurs à tous les peuples et à toutes les religions, et c'est ainsi que la russification immédiate de la Pologne fut résolue, surtout dans les provinces de Lithuanie, d'Ukraine, de Volhynie et de Podolie. Kauffmann et Besack, nommés gouverneurs généraux, le premier à Wilna, le second à Kieff, avec des pouvoirs très étendus, reçurent des instructions détaillées, et le travail d'assimilation, non encore terminé à l'heure où nous écrivons, commença.

Avant de clore ce chapitre, je me permettrai, comme au volume précédent, une digression. L'œuvre d'assimilation reprochée si amèrement aux Russes me paraît juste et raisonnable, en tant que circonscrite, même jusqu'à extirpation complète de l'élément polonais, aux gouvernements de Kieff, Volhynie, Podolie et à la Russie blanche, où l'aborigène appartient à la fraction ruthène de la race slave, professe la religion orthodoxe d'Orient et où les Polonais, comme je l'ai dit ailleurs, ont laissé de tristes souvenirs de leur domination. Ces provinces avaient été pendant près de trois siècles, livrées à la merci de la noblesse, qui s'était partagée les terres des princes de la race de Rurick, comme les Francs et les Goths, à la chute de l'Empire romain, s'étaient partagé les dépouilles des vaincus. Si l'assimilation

violente avait été essayée quelque part, ce fut là. Conduite sans précision, sans système, elle avait échoué, malgré les efforts de la Couronne, du clergé, (presque de l'inquisition) et des magnats. Les orthodoxes persécutés, gênés dans l'exercice de leur culte, parfois subordonnés aux Juifs, ne se convertirent pas au catholicisme et restèrent séparés de race et de religion des maîtres du sol. Des révoltes partielles, suivies de cruelles représailles, aboutirent à une révolution. De nombreux sujets ruthènes de la couronne de Pologne s'affranchirent de sa domination. Leur chef, Bogdan Khmielniski, les jugea trop faibles pour l'indépendance et accepta la tutelle du tsar à l'abri de laquelle ils prospérèrent sous le nom de Cosaques. Leur assimilation avec les Russes se produisit naturellement et sans effort. Comment ne pas chercher les mèmes qualités d'assimilation chez un peuple qui habitait l'autre rive du Dniéper, qui avait la même origine, le même type, qui parlait la même langue, et professait la même religion? L'élément ruthène s'étend jusqu'aux Karpathes, et heurte l'élément polonais avec une brutalité, qui crée aujourd'hui encore des embarras à l'Autriche. La longue hésitation d'Alexandre II résultait d'un sentiment de profonde équité. Dans son esprit, c'eût été forfaire aux intérêts

de la nation russe, que de laisser des congénères et des coreligionnaires sous la dépendance de séparatistes, dont les droits de possession dérivaient uniquement de la conquête.

En Lithuanie, dont l'union avec la Pologne fut volontaire et conditionnelle, la divergence de religion pouvait seule être invoquée par les séparatistes comme argument d'une certaine valeur. Dès qu'il s'agissait de nationalité, Russes et Polonais avaient les mêmes droits à l'assimilation, et ce n'était qu'une question d'habileté. Les guerres de religion ne sont plus de notre siècle et le gouvernement russe a fait toujours profession de tolérance envers ceux des cultes hétérodoxes, qui ne prêchaient pas la révolte contre les lois de l'empire. Protestants, Mahométans, Bouddhistes, païens, vivent tolérés, protégés même par le pouvoir, entraîné au prosélytisme contre les catholiques seulement, combattus sur le terrain politique plutôt que sur le terrain doctrinal.

La seule exception que je ferai dans mon approbation du système du parti national, adopté après mûre réflexion par Alexandre II, c'est pour le royaume de Pologne qu'on essaya de russifier avec le reste, et encore, cette exception, dans ma pensée, n'est-elle que pour la durée des mesures assimilatives et non pour leur essai.

Tout gouvernement peut tenter d'obtenir l'assimilation d'une province hétérogène; seulement quand il voit que la violence ne réussit pas, il est sage, à mon sens, d'employer d'autres moyens. Je crois qu'il est temps de procéder à une réconciliation complète des deux races slaves. Les Polonais, j'en suis persuadé, ont perdu leurs illusions; le rétablissement d'une Pologne militante, avec des millions de slaves subissant son joug, doit être loin de la pensée de ceux qui raisonnent. Pourquoi ne pas améliorer le sort de cette malheureuse nation, privée à l'heure où nous sommes de ses droits civils et politiques? Je ne reviendrai plus sur un sujet déjà traité par moi, mais je tiens à clore l'étude de cette période de l'histoire universelle, en invoquant encore une fois la clémence du gouvernement en faveur de ce qui reste, dans les limites du gigantesque Empire, de l'élément polonais et catholique, condensé tout entier dans une des moins vastes provinces de la Russie.

En décembre 1865, l'empereur rendit un oukase qui mit en interdit le droit de propriété en Lithuanie et Ruthénie. Un polonais ne pouvait acquérir des biens dans ces provinces, mais les enfants héritaient de leurs parents. L'oukase n'avait pas d'action sur le royaume de Pologne.

Il faut reconnaître que cette mesure arbitraire était logique. Le successeur de Mouravieff, le général Kauffmann, l'expliqua très bien dans un discours prononcé à Wilna.

— Songez-y, messieurs, dit-il, maintenant ou jamais il faut en finir, pour que cela ne recommence plus. Si la Russie ne profitait pas des circonstances présentes, il lui faudrait s'avouer vaincue. Puisque les représailles à main armée ne peuvent étouffer le polonisme dans le sang, et que les confiscations sont un expédient inefficace, il n'y a qu'un moyen... si les Polonais ne veulent pas devenir Russes, qu'ils s'en aillent !...

Dans les mesures prises pour forcer les Polonais à quitter le pays, on aurait pu employer des expédients plus humains, accorder des plus larges délais pour les ventes, autoriser des trocs avec les propriétaires des gouvernements centraux, — chose possible depuis l'émancipation des serfs, les nobles n'exerçant plus aucune juridiction sur les paysans. — Mais le temps manquait à cela ; il fallait en finir, et la Russie, en transformation, ne pouvait laisser éternellement béante cette plaie formée à une de ses extrémités.

Car, l'insurrection polonaise étouffée, les éléments formés en faisceau défensif contre une atteinte à l'intégrité de l'Empire se dispersèrent à

nouveau. La classe puissante et active c'était encore la noblesse, dans le sein de laquelle la bureaucratie se recrutait quasi entièrement. L'instruction de l'aristocratie, très vaste, formait contraste avec l'ignorance du reste de la nation, qui végétait dans les plus épaisses ténèbres. Le gouvernement essayait de dissiper ces ténèbres pour les deux classes intermédiaires : le clergé et les marchands. Mais une génération ne suffit pas à cela, et en 1865, la noblesse seule pouvait émettre la prétention légitime de concourir à la direction de la chose publique.

Or, cette noblesse, dont l'adhésion au parti national avait été presque unanime, se croyait en droit, après avoir soutenu le gouvernement au moment du danger, d'élever la voix. En compensation de l'émancipation des serfs qui avait annihilé ses privilèges, et qui l'avait appauvrie, n'était-il pas juste et raisonnable de lui accorder quelque chose? Elle voyait une compensation dans une revendication constitutionnelle, et dans l'élargissement du *self-gouvernement*, dont l'oukase de 1864 avait formé un embryon local en créant des Assemblées territoriales, organisées à l'instar des conseils généraux français, mais auxquelles il était sévèrement prohibé de sortir du cercle économique et administratif de la province qu'ils

représentaient. Cette innovation très libérale, avait été accentuée par le privilège, reconnu à ces Assemblées, de choisir parmi leurs membres, un comité exécutif élu pour trois ans, fonctionnant dans l'intervalle des sessions, et représentant la province auprès du gouvernement. Quoique les populations fussent appelées, sans distinction de castes, à procéder aux élections, et que les paysans y eussent par conséquent la majorité, leur ignorance des affaires était telle, que la noblesse profita en entier de la mesure. Les Assemblées, et surtout les comités exécutifs, composés exclusivement des nobles, se firent voter des émoluments considérables pour l'exercice de leurs fonctions électives[1]. Cette suprématie apparente devait néanmoins disparaître avec le temps, quand l'instruction pénétrerait parmi les paysans; il s'agissait d'obtenir un avantage plus durable, et la noblesse pensa que les Katkoff, les Pogodine, les Miloutine, petites gens soutenus pendant la lutte, lui devaient leur appui. Comme jadis le tocsin du parti national avait été sonné à Moscou, de même l'antique capitale des tsars, jugea à propos d'ouvrir la campagne constitutionnelle.

1. L'assemblée de Saint-Pétersbourg disposait d'un budget de 74.000 roubles, et en donnait 71.000 comme indemnité aux membres de son comité.

L'assemblée de la noblesse, ouverte par le gouverneur général Afrosimoff, procéda, à la suite de longues discussions, à la signature d'une adresse à l'empereur, où le mot *représentation nationale*, terme qui eût fait bondir de colère Nicolas Ier, fut prononcé. La rédaction de cette adresse semblait avoir été confiée à quelque évèque polonais insurgé. Après avoir revendiqué pour la noblesse *seule* le droit de former une Assemblée générale, elle finissait par cette phrase aussi grotesque que maladroite :

« Le *peuple* dans la personne de ses représen-
» tants entourera le tsar de son amour et veillera
» à ce que la trahison n'arrive jusqu'à lui d'aucun
» côté ».

Cette démarche, faite, on en conviendra, pour porter ombrage à tout autocrate, déplut d'autant que la presse du parti national se montra opposée à ces prétentions.

— Pas assez mûrs pour une représentation nationale, disaient les leaders du parti, nous sommes heureux de vivre sous l'aile protectrice d'un pouvoir qui connaît les besoins de la nation mieux qu'elle-même... Mais si jamais le besoin de la représentation nationale se faisait sentir, nous demanderions que le peuple russe entier, et non la noblesse seule, y participât.

Katkoff peignait avec une sévérité lucide, les nouvelles institutions qui profitaient exclusivement à la classe privilégiée. Les fonctions électives, disait-il, puisqu'il en existe déjà chez nous, doivent être gratuites... et nos comités...

— « C'est une bonne occasion, s'écriait-il, pour » notre honorable noblesse d'améliorer ses finances » délabrées. Il est vraiment réjouissant de penser » que lorsque le pays va être couvert d'assemblées » de gouvernement et de districts, de comités per- » manents de toutes sortes, nos provinces, dans » l'attente de ponts et de meilleurs chemins, au- » ront à supporter de nouveaux impôts, pour payer » des fonctionnaires d'un nouveau genre, les no- » bles ruinés et élus par leurs concitoyens pour » se refaire aux frais de l'État. »

Une enquête, secrètement et très promptement menée à Moscou, révéla plusieurs harangues qui pouvaient être qualifiées de séditieuses et poursuivies. Une de ces harangues, celle du député Golockvastoff, vibrait révolutionnairement. L'émancipation des serfs, œuvre si chère à Alexandre II, ne trouvait pas grâce devant l'orateur qui traitait de « camarilla » l'entourage impérial rendu responsable de l'insuccès de toutes les réformes ; la loi primitive du 19 février était devenue un tissu de *modifications*, *additions*,

circulaires, interprétations promulguées ou secrètes. Golockvastoff terminait, en exprimant le vœu d'une convocation des *élus du pays*, mesure adoptée avec acclamation par la majorité qui rédigea l'adresse dans ce sens. La réponse ne se fit pas attendre. Le général Afrosimoff fut destitué, les actes de l'Assemblée annulés, et l'empereur adressa au ministre de l'intérieur une lettre où il ne ménagea pas le blâme à la noblesse de Moscou. Après avoir constaté le plein succès des réformes *heureusement accomplies*, il ajoutait que le droit d'initiative lui appartenait seul, en vertu « du » pouvoir autocratique qui m'est confié par Dieu. » Aucune classe n'a légalement le droit de parler » au nom des autres classes; personne n'a mission » d'intercéder auprès de moi en faveur des inté- » rêts généraux et des besoins de l'État. De pa- » reilles déviations de l'ordre établi ne peuvent » qu'entraver les plans que je me suis tracés. »

Cette défaite de la noblesse ouvrit l'ère d'une politique impérialiste-démocratique, indiquée par le parti national, et dont nous verrons les résultats dans l'avenir. Le tsar était un esprit essentiellement réformateur, et les déboires n'arrêtaient pas son zèle. La série des réformes continua; fin 1865, on parlait d'une *Assemblée économique centrale*, et cette circonlocution n'effarouchait pas,

disait-on, les oreilles impériales. La répression contre les Polonais, simple incident au milieu de tant de préoccupations, devint de plus en plus inexorable, systématique; mais à qui les insurgés pouvaient-ils s'en prendre, sinon à eux-mêmes? car comment ne pas avoir saisi, dès le premier jour, l'inopportunité et l'exagération de leurs exigences, à l'heure où l'Empire était en transformation !

Suède
[e]t Norvège.

L'appui accordé par Bismarck à la Russie, au moment où toute l'Europe se dressait contre elle, avait été le résultat d'un savant calcul. Convaincu de l'inutilité des efforts des Polonais, le ministre prussien avait posé, en favorisant la politique russe, le premier jalon de l'unification de l'Allemagne, et s'était assuré, comme jadis Cavour, un allié puissant pour l'heure de l'action. Il appert d'un rapport du comte Thun, ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg (janvier 1864), que le prince Gortschakoff l'avait autorisé à assurer son gouvernement de toutes ses sympathies pour l'Allemagne dans la question des duchés, en ajoutant que, au cas où la Suède voudrait aider le Danemark, la Russie concentrerait un corps d'occupation en Finlande, en crainte que la Suède ne *devienne le foyer principal des intrigues, si l'insurrection polonaise n'était promptement étouffée.*

Cette déclaration de la Russie explique le rôle de la Suède, si décidée à l'ouverture des hostilités, où un crédit extraordinaire obtenu du Storting Norwégien, servit à des armements et à la concentration de la flotte, dont le commandement fut confié au prince Oscar. En outre, la chancellerie suédoise ne dissimula pas qu'il existait un traité d'alliance entre elle et le Danemark. La mort de Frédéric VIII, en influant défavorablement sur les sentiments personnels du roi, ne modifia pas ceux du gouvernement qui se déclara solidaire de Christian IX.

L'entrée en lice de ce peuple belliqueux eût embarrassé les Austro-Prussiens, auxquels les Danois seuls résistaient avec tant de fermeté; l'attitude de la Russie obligea le cabinet de Stockholm à plus de circonspection. Mauderstrom avoua que les circonstances avaient changé. Prête à intervenir lorsqu'il s'agissait d'une simple exécution fédérale, la Suède ne s'y croyait plus autorisée au moment où son allié, menacé d'un démembrement, cas beaucoup plus grave, pouvait compter sur un appui plus prononcé. La chancellerie faisait évidemment allusion aux puissances garantes et dissimulait sa faiblesse sous cet appel à la légalité. Pendant la conférence, la Suède s'employa à défendre les intérêts

danois, et l'opinion à Stockholm encourageait les diplomates ; des manifestations avaient lieu quotidiennement, et les États des deux royaumes votèrent avec enthousiasme les mesures préparatoires à une intervention, subordonnée, dans l'esprit de tous, à l'action combinée de la France et de l'Angleterre. Si les deux puissances d'Occident avaient consenti à protéger le Danemark, la Suède les aurait suivies, car elle était prête pour cette action qu'elle appelait de tous ses vœux.

Mais quand le gouvernement eut reconnu que les puissances abandonnaient le Danemark, il se renferma dans les règles de la plus grande prudence, car seul, que pouvait-il? Les crédits ne furent pas employés, l'escadre fut dissoute, le projet d'intervention abandonné, et la Suède rentra dans son repos, consacré, depuis l'avènement de Charles XV, à la question intérieure.

Les réformes constitutionnelles, réclamées depuis tant d'années par les princes de la famille de Bernadotte, avaient été déclarées « hvïlandes ». La première Diète réunie en 1864, ouverte par le roi en octobre, fut saisie de cette importante question résolvable définitivement par celle de 1865. Il s'agissait de transformer la représen-

tation par castes — noblesse, clergé, bourgeois, paysans, — convocable à des époques déterminées et très éloignées, en une représentation générale de deux Chambres réunies annuellement, à l'instar des parlements des autres États de l'Europe. Il s'agissait aussi des lois communales, de ratifications des traités passés avec la Hollande, l'Angleterre et la Belgique, d'une union plus intime avec la Norvège, des réformes militaires, religieuses. Ces lois, destinées à être soumises à l'approbation de nombreuses Diètes, se trouvaient à l'état préparatoire, sauf la loi constitutionnelle, qui, si elle était déclarée une deuxième fois « hvïlande », pouvait être définitivement votée par la Diète suivante. Du coup, les autres réformes allaient recevoir leur sanction, car les modifications constitutionnelles feraient disparaitre les anciennes règles, ainsi que le terme « *hvïlande* ».

Toutes les réformes déclarées « *hvïlandes* » en 1864, l'attention se trouva dirigée exclusivement sur la Diète de 1865, ouverte solennellement par le roi, le 15 octobre, avec le cérémonial et la pompe des temps passés. La noblesse, en son palais de la place des Chambres, le clergé, dans le sanctuaire de la cathédrale, les bourgeois à la Bourse, les paysans à l'Hôtel de ville procé-

dèrent à la discussion du projet royal reconnu « *hvïlande* » par deux Diètes, et que celle-ci ne pouvait ni amender ni modifier, mais simplement adopter ou refuser. Les sentiments des bourgeois et des paysans étaient connus; mais si les deux autres ordres votaient dans le sens opposé, rien n'était fait, la constitution, dans ce cas, remettant tout à la décision d'une autre Diète. Le clergé avait déclaré qu'il se rangerait à l'avis de la noblesse, et l'anxiété était grande, car l'adoption de la nouvelle Constitution préjudiciait surtout à la première classe du royaume. Mais la noblesse n'est pas comme la bourgeoisie de nos jours; un sacrifice ne lui coûte guère, si elle y découvre l'intérêt de la patrie. Les événements du Danemark dont la constitution avait amené le démembrement, attristaient les Suédois, qui y voyaient une menace pour leur propre indépendance. L'affluence extraordinaire des députés de la noblesse (650 prirent part à la Diète de 1865 quand 300 à peine daignaient assister aux précédentes) faisait présager une lutte dont le résultat intéressait au plus haut degré la population de Stockholm, massée dans les rues malgré le froid.

Le 7 décembre, le comte Lagerbielke, dernier maréchal de la Diète, annonça que l'ordre de la

noblesse avait, par 361 voix contre 294, adopté le projet royal. Des applaudissements frénétiques éclatèrent aussitôt. A peine pouvait-on croire à tant d'abnégation et à un résultat si prompt. Le lendemain, le clergé, fidèle à sa promesse, se réunissait à la cathédrale et l'archevêque d'Upsal procédait au vote par acclamation.

La constitution vicieuse de la Suède avait vécu; le vote transformait la vie politique du royaume, cimentait son union avec la Norvège et réalisait le rêve d'Oscar Ier. La foule se porta chez les trois principaux artisans de cette œuvre, les ministres Manderstrôm, de Gaër et Gripendstadt; puis, ayant appris que le roi était au théâtre, courut pour dételer les chevaux et traîner à bras le carrosse royal. Charles XV se déroba à l'ovation, en disant :

— Jamais mon peuple ne portera de licou!

Les pays scandinaves, la Finlande, la Norvège, le Danemark envoyèrent des télégrammes de félicitations, et à Christania, la foule cria : Honneur à la noblesse de Suède!

La nation suédoise n'a pas cette impatience de destruction dont tant d'autres peuples ont donné le spectacle. La réforme proclamée, les États généraux achevèrent paisiblement leur session, le

nouveau système ne devant être mis en vigueur qu'en 1867. On s'occupa de la formation d'un synode, de la réforme religieuse, lois que les anciens représentants préparaient pour la discussion, en les étudiant sans passion ni parti pris.

Pour profiter de l'impression produite en Norvège par la réforme constitutionnelle, Charles XV se rendit à Christiania, et proposa au Storting une modification de la loi fondamentale dans un sens plus restreint d'union, qui fut repoussée par deux voix de majorité. La susceptibilité norvégienne se refusa à suivre l'impulsion de la Suède; mais le chiffre insignifiant de cette majorité permit au roi d'espérer que, dans l'avenir, une proposition analogue recevrait meilleur accueil.

Danemark.

L'iniquité dont le Danemark venait d'être victime avait dirigé les aspirations de la nation vers un seul but, la réforme constitutionnelle. La perte des deux cinquièmes du territoire et de la population rendait inutile la constitution commune, dont le jeu compliqué pouvait créer de nouveaux embarras à ce qui restait de la monarchie. La constitution récemment approuvée par Christian IX exigeait deux parlements composés chacun d'une Chambre basse (folkesthing)

et d'une Chambre haute (landsting). L'unification s'imposait, et le roi proposa de substituer aux deux parlements (c'est-à-dire au Rigsraad et au Rigsdag) un parlement unique, Rigsraad (composé de deux Chambres), proposition qui souleva des discussions interminables, nécessita deux changements de cabinet et fut incomplètement votée en 1865. Les premiers désastres militaires et diplomatiques avaient coûté à l'évêque Monrad son portefeuille, remis à Bluhme, qui signa à Vienne le traité de paix définitif et assuma ainsi la triste gloire d'attacher son nom à l'œuvre de démembrement de la monarchie. La ligne des frontières descendait à l'ouest du Kougeaa jusqu'à Vetsted-Ribe; à l'est, elle partait de Venstrup sur le Kougeaa pour déboucher dans le golfe d'Heaalsminde. Dans les territoires cédés à l'Allemagne, il y avait des enclaves totalement scandinaves, qui en appelaient sans succès, bien entendu, au puissant monarque protecteur des nationalités (Napoléon III). Le cabinet signataire de ce traité ne pouvait pas être populaire, et quand Bluhme réunit en comité secret les deux Chambres pour leur faire approuver le projet de traité, on voulait discuter l'opportunité de la conclusion de la paix. Mais Bluhme avertit les orateurs que le Rigsdag n'avait été convoqué que dans un seul but : *être*

éclairé sur les concessions impérieusement exigées par le vainqueur et que l'attitude de l'Europe ne laissait aucun espoir d'éluder. Quant à la résistance, la démonstration faite après l'échec de la conférence de Londres avait uniquement servi à accroître les maux du pays. Il s'agissait donc, non de discuter les clauses du traité imposé au gouvernement par les circonstances, mais d'en prendre connaissance. Après ce discours, le cabinet se retira, laissant les représentants en proie à d'amères réflexions. Est-il, en effet, un acte plus douloureux à accomplir que de sanctionner sa propre déchéance ! Aussi le parlement fit observer qu'il se trouvait, par la suite des conditions auxquelles cette communication lui était faite, empêché provisoirement de discuter la question, et qu'il jugeait nécessaire de déclarer que son silence n'impliquait pas une approbation de la conduite du gouvernement.

Dans ces conditions, le ministère ne pouvait guère espérer réussir une réforme constitutionnelle : il la tenta cependant. Quand, morne et pensif, Christian IX ouvrit le Rigsraad et dit aux représentants, aussi pensifs que lui-même « qu'il avait succombé parce que toute l'Europe, au mépris des traités, l'avait laissé sans secours », on entendit des sanglots dans la salle, l'opposition fit silence,

et on approuva le traité de paix, car il n'y avait pas moyen de faire autrement. Mais, lorsque le gouvernement proposa, pour remédier aux maux futurs, la réforme constitutionnelle, les deux Chambres ne s'entendirent plus, et formèrent un comité mixte, composé de quinze membres, élus dans le sein de chacune. Ce comité rédigea le projet d'une transaction acceptée par le gouvernement et la première Chambre, mais rejetée par la seconde[1]. Par lettre patente, rendue en mai 1865, le roi se décida à dissoudre le Parlement et à convoquer les électeurs. Les nouveaux élus parurent plus conciliants, mais les Chambres ne s'entendirent toujours pas entre elles, et on eut derechef recours à l'expédient du comité mixte, qui repoussa le projet gouvernemental. Bluhme s'aperçut alors que sa personnalité était le principal empêchement à une solution, les Danois ne voulant pas, par une rancune injuste mais naturelle, procurer au ministère qui avait eu le malheur de signer le démembrement de la monarchie, l'occasion de se glorifier de cette réforme. Le 6 novembre 1865, le comte Frise-Frisenborg forma un cabinet, et le 8, le projet du

1. Annuité des sessions; Landsting composé de 68 membres, dont 12 nommés par la couronne; Folksting issu du suffrage universel

comité mixte [1] accepté par le gouvernement, fut voté par les deux Chambres du Rigsraad. Restait le Rigsdag, prorogé pendant les délibérations du Rigsraad, et qui avait repris ses travaux le 20 novembre. Les deux Chambres du Rigsdag votèrent aussi la réforme, mais toutes les législations scandinaves, à l'élaboration desquelles une trop grande prudence a présidé, et dont la crainte des empiétements monarchiques a rendu le fonctionnement laborieux, étaient extrêmement compliquées, et cette approbation devait être sanctionnée par celle de deux Diètes suivantes. Il devenait cependant probable que les désastres récents et l'exemple de la Suède détermineraient ces Diètes à accéder à la sage résolution obtenue avec tant de difficultés.

Il semblait que les potentats européens, honteux de l'injuste spoliation qu'ils avaient autorisée, voulussent accorder une compensation à la famille royale de Danemark en élevant ses alliances. Déjà une fille du roi était héritière présomptive de la couronne d'Angleterre, et un de ses fils, souverain reconnu de Grèce; l'em-

1. Landsting de 66 membres dont 12 nommés par la couronne, parmi les patrons qui ont siégé dans les assemblées délibérantes du royaume proprement dit; 54 élus pour huit années, mais renouvelables par moitié tous les quatre ans.

pereur de Russie, dont la renonciation en faveur du duc d'Oldenbourg avait nui aux intérêts danois, demanda à Christian IX la main de sa fille Dagmar, pour le grand-duc héritier Nicolas, alliance magnifique, acceptée avec empressement. La maladie du grand-duc fut un nouveau coup pour le monarque, dont les déboires ne comptaient plus. La royale fiancée assista, à Nice, à la mort de son futur, et Alexandre II, dont la bonté ne pouvait s'exercer sans contrôle que sur sa famille, proposa de renouer les négociations matrimoniales et de fiancer la princesse Dagmar au nouvel héritier présomptif, le grand-duc Alexandre. Les vertus, la grâce exquise et la majestueuse beauté de la princesse avaient influé sur cette décision du tsar, qui n'aurait certes pas trouvé, en Europe, une impératrice plus accomplie. La combinaison fut consentie par la cour de Danemark.

L'historien clôt cette question des duchés de l'Elbe, dont il s'est occupé depuis le commencement de son travail, par l'expression d'un sentiment de respectueuse sympathie pour l'illustre vaincu, qu'il accompagne de ses vœux de bonheur pour la monarchie qu'il représente, et pour l'auguste famille dont il est le chef vénéré.

Il n'est pas de meilleure louange de la cons- Hollande.

titution sagement élaborée des Pays-Bas, que de dire que les années y passent sans incident, et forcent l'historien au silence. Le ministère Thorbecke qui faillit tomber sur une question de typhus de bétail, conduisit les affaires pendant ces deux années, et ne subit qu'une légère modification, la retraite du ministre des Finances, battu sur une question économique.

La sagesse du gouvernement, qui avait pour principe de se désintéresser des questions extérieures, l'engagea à s'abstenir de toute ingérence dans les affaires germaniques. Pendant les discussions orageuses de la Diète, la Hollande réserva sa voix. Cette attitude obligea les Allemands à une certaine modération envers un confédéré qui ne faisait aucun usage de ses droits, et évita des revendications périlleuses. La Hollande se trouvait vis-à-vis de la Confédération dans une situation analogue à celle du Danemark, mais par sa prudence, elle sut opposer une digue infranchissable aux ambitions prussiennes. Sa cause ne fut même pas mise sur le tapis pendant cette première tentative d'unification.

En résumé, un pays qui jouit de toutes les libertés désirables, qui sait conserver son rang en Europe et faire respecter son pavillon sur les mers, qui construit son réseau de chemins de fer tout

en amortissant sa dette, n'est dépourvu ni d'intérêt ni de grandeur.

Les discussions parlementaires, plus véhémentes en Belgique, ne troublèrent cependant pas la tranquillité. Le ministère libéral s'était retiré après les élections, non parce qu'il n'avait pas la majorité aux Chambres, mais parce que cette majorité était insuffisante. Sa démission refusée par le roi, il continua à gérer les affaires, tout en se déclarant « imperturbablement démissionnaire », expression belge à noter. Cette situation dura sept mois et aboutit à une dissolution des Chambres. Les élections renforcèrent quelque peu la majorité libérale, les catholiques se résignèrent à une opposition édulcorée, et le char de l'État ne dévia plus de sa voie jusqu'à la mort de Léopold Ier, en décembre 1865. Le roi philosophe s'éteignit au milieu de la consternation générale, et son loyalisme constitutionnel profita à son fils, qui lui succéda sans encombre, les partis faisant volontiers trêve devant le tombeau du monarque, auquel le pays devait son indépendance et sa prospérité. Léopold II dit, en prêtant serment, le 17 décembre : Belgique.

— La Belgique a, comme moi, perdu un père!

C'était vrai. Léopold Ier, regretté par ses sujets,

vénéré par toute l'Europe, fut, comme dit son fils, « le grand roi d'un petit pays ».

L'organisation de la légion belge-mexicaine occasionna une mésaventure au cabinet libéral. En considération de la situation difficile de l'empereur du Mexique, gendre du roi, le gouvernement autorisa la création de cette légion, due à l'initiative du général Chapelier, permit aux citoyens de s'y enrôler sans perdre leur nationalité, et alla jusqu'à mettre des enrôleurs à la disposition des initiateurs. Malgré l'affection de toutes les classes pour la dynastie, cette intervention parut aux Chambres dangereuse, car on outrepassait ainsi les attributs d'une puissance de second ordre, et le cabinet ne réussit à conserver la majorité qu'après avoir déclaré « qu'il était resté et restera complètement étranger à la formation d'un corps devant servir au Mexique ». La liberté dont jouissaient les Belges transforma immédiatement la formation de cette légion en entreprise privée, mais l'ingérence du gouvernement défraya un gros scandale : le duel du ministre de la Guerre avec le député Delaerte, et des débats parlementaires assez orageux.

Grande-Bretagne.

Il se trouve moralement avéré que la modestie du rôle joué par l'Angleterre pendant la guerre de 1864 est due en entier à l'initiative de la

reine qui, la première et unique fois dans sa longue carrière, pesa sur l'opinion de ses ministres. Les nombreux documents que j'ai sous les yeux ne me laissent aucun doute à cet égard. Non seulement la reine avertit le ministère whig qu'elle se prononcerait contre une intervention effective dans les affaires allemandes, mais en présence de l'opposition des lords Russell et Palmerston, elle pressentit lord Derby, le chef de l'opposition, qu'elle proposerait le pouvoir aux torys. Mais Derby lui répondit que son parti travaillerait, plus que les whigs, à empêcher le démembrement du Danemark, et la reine entreprit de créer à ses ministres tous les embarras possibles, pour les empêcher de sortir du domaine diplomatique. Il est difficile à l'historien de juger la conduite, dans cette circonstance, d'une souveraine qui, pendant un si long règne, ne s'est jamais départie de ses devoirs constitutionnels, et qui a toujours eu en vue le bien des peuples à la destinée desquels elle présidait. La difficulté augmente par ce fait que Sa Majesté Victoria I[re] règne encore, et que je ne voudrais pas me départir du profond respect qui lui est dû [1]. Il n'en est pas moins vrai

1. En avançant dans ma tâche, ces sortes de difficultés se dressent devant moi à chaque instant. Il me faut parler de personnalités vivantes et qu'il me serait pénible de froisser. Obligé de

que l'esprit public était disposé à favoriser le Danemark, et que la reine seule mit obstacle à une intervention. Son raisonnement, toutefois, ne manquait pas d'une certaine justesse. La possession du Schleswig-Holstein n'entraînait pas celle des passages entre les mers Baltique et du Nord, qui restaient aux deux petites puissances scandinaves. Une intervention anglaise, sans appui de la France, n'aurait aucune chance de réussite, contrecarrée qu'elle serait infailliblement par la Russie. Menacer pour reculer ensuite, comme on l'avait récemment fait au Mexique et en Pologne, à quoi bon? Et puis, si on créait des embarras à la Prusse, cette puissance n'aurait-elle pas la ressource de se venger sur cette principauté de Cobourg, que Sa Majesté affectionnait tout particulièrement en souvenir du prince-consort. Allemande de naissance, par alliance et de cœur, la reine connaissait ses sujets qu'elle était certaine de ne pas s'aliéner, en paralysant les efforts de son gouvernement dans une question où l'intérêt britannique n'était en jeu qu'indirectement. Je ne sais si toutes ces considérations vinrent à sa pensée,

poursuivre le plan de mon ouvrage jusqu'en 1871, je le modifierai à partir de cette époque, où je n'aurai d'ailleurs plus à m'occuper que de la question sociale.

mais elle s'opposa, avec une force d'inertie incroyable, à la volonté du public, des Chambres, de la presse, de son fils même, marié à une princesse danoise, et qui, dans un banquet à Windsor, porta un toast injurieux contre l'Allemagne.

Le résultat de cette ténacité fut l'abandon du Danemark, et les années 1864-1865 ne sont certes pas de celles qui laisseront un souvenir glorieux dans l'histoire de l'Angleterre. Malgré les dépêches de lord Russell, les meetings où la nation flétrissait la couardise du gouvernement et demandait à grands cris la guerre contre les Allemands pour conserver l'intégrité de la couronne d'un monarque lié par les liens du sang à la dynastie régnante, l'iniquité fut consommée sans ménagements, sans excuses, sans promesses de compensation. Le démembrement du Danemark fut un rude coup porté à l'influence britannique. Depuis ce moment, reléguée dans son île, la voix de l'Angleterre ne fut plus écoutée quand elle s'élevait isolée, et pour peser sur les conseils de l'Europe, il lui fallut désormais un appui. Si l'abandon de la Pologne, la non-intervention en Amérique, et la reculade du Mexique trouvaient leur excuse dans certains arguments spécieux, rien ne légitimait l'égoïsme qui, par

crainte d'une complication peu probable, laissait un allié fidèle et utile, à la merci d'un ennemi audacieux.

Il serait trop long et oiseux de suivre la diplomatie anglaise à travers les arguties piteuses dont elle essaya de voiler son impuissance, et qui allèrent jusqu'à l'envoi d'une escadre cuirassée dans la mer du Nord, manifestation que les Allemands, au fait des sentiments de la reine, accueillirent avec une ironie nullement déguisée — ainsi que le témoignent les réponses embarrassées du gouvernement aux interpellations presque quotidiennes en faveur du Danemark. — Qu'il nous suffise de dire que la chancellerie, n'osant ni abandonner la cause ni la soutenir avec fermeté, recueillit des humiliations qui auraient été sensibles au plus petit principicule de la Thuringe ou des Balkans. Ainsi, quand, sous le coup de plusieurs fins de non-recevoir de ces protestations, le Foreign-Office demanda à Berlin compte du bombardement de l'île d'Alsen, il lui fut répondu sèchement « que l'Angleterre n'ayant » rien à voir dans cette affaire, on n'avait pas » d'explications à lui fournir ». Quelques jours après cette réponse dédaigneuse, Russell osa soutenir à la tribune que la fermeté et la modération du gouvernement avaient forcé les Alle-

mands à respecter l'intégrité de la monarchie danoise et le traité de 1852, « *ainsi qu'il en avait reçu les déclarations formelles* ». Ces déclarations formelles, c'était la promesse de participer à une conférence à Londres, que les Allemands parurent se laisser extorquer, et que le Foreign-Office considéra avec une naïveté inexplicable, si elle n'était feinte, comme un succès. Le principe de la conférence admis, il fallut envoyer lord Clarendon négocier à Paris, discuter avec la Russie, attendre la bonne volonté de la Diète, dont le plénipotentiaire Beust arriva tard pour laisser aux alliés le temps d'écraser le Danemark, et quand enfin, après ces délais successifs, Clarendon ouvrit la conférence, ce fut pour entendre dire aux délégués prussien, autrichien et allemand, que les traités de 1852 étaient considérés comme nuls et non avenus.

Il n'y avait peut-être pas d'exemple d'une telle avanie infligée à une grande puissance, chez elle, en plein congrès pacifique. Au dehors de la conférence, la nation avait reçu les plénipotentiaires danois avec sympathie, et ce fut un véritable malheur pour eux, car ils supposèrent qu'un pareil enthousiasme de la nation triompherait de la faiblesse du gouvernement, et se laissèrent tromper par des témoignages stériles d'intérêt.

Non seulement les représentants danois, mais ceux de la France et de la Russie crurent alors que cette fois Russell allait se fâcher. Il n'en fut rien; le ministre anglais but le calice jusqu'à la lie, et proposa aux Danois de renoncer au Holstein-Lauenbourg et à la partie méridionale du Schleswig, se faisant fort de leur obtenir la partie septentrionale, dont les habitants appartenaient à la race scandinave.

Les Danois acceptèrent cette combinaison, mais quand Russell s'en ouvrit aux Allemands, ceux-ci y ripostèrent par un refus formel. La paix serait accordée contre cession de tout le Schleswig. Russell se fâcha enfin et offrit à la France de transformer sa proposition en ultimatum des deux puissances, mais la chancellerie française répondit avec juste raison qu'une décision analogue aurait pu être prise au commencement des événements, et pour les trois duchés, mais que la France ne risquerait pas une guerre européenne — car la non-acceptation d'un ultimatum entraîne d'ordinaire la guerre — à cause d'un territoire habité par cent mille habitants à peine, après avoir consenti au démembrement de toute la monarchie. Forcé de se reconnaître impuissant, Russell conseilla aux plénipotentiaires danois d'en passer par ce que voulaient les Allemands, mais

l'explosion du mécontentement public et une indignation bien naturelle amenèrent ceux-ci à refuser à leur tour « les conseils de son meilleur » ami, que le Danemark, quoi qu'il arrive, aura » toujours la consolation d'avoir suivis » (triste consolation, on en conviendra).

Le 25 juin 1864, la conférence se sépara sans avoir rien résolu; les hostilités recommencèrent en Jutland, et les deux Chambres proposèrent contre le ministère une motion de blâme ainsi formulée :

« La Chambre regrette que la conduite suivie » par le gouvernement de Sa Majesté, n'ayant pu » réussir à maintenir sa politique et l'intégrité du » Danemark, ait rabaissé la légitime influence du » pays dans les affaires de l'Europe, et par suite » affaibli les chances de paix. »

Ce blâme catégorique fut, après un débat très vif, adopté à la Chambre des lords, mais repoussé à celle des Communes par 18 voix, majorité suffisante pour sauver le cabinet, qu'on ne voulait pas rendre responsable d'une politique déséquilibrée par l'attitude de la reine, mais insuffisante à lui restituer une popularité qui avait sombré dans cette aventure.

Quand le sacrifice fut consommé, et que l'Autriche et la Prusse, rejetant cyniquement tout

scrupule et écartant dédaigneusement la Diète, jugèrent que les droits de Christian IX sur les duchés, dont la contestation avait été le premier prétexte de la guerre, étaient indiscutables, Russell se vengea par une dépêche très ferme qu'il fit tenir à Berlin et à Vienne, et où il ne ménageait pas les expressions d'une rhétorique acerbe.

— « Le gouvernement de Sa Majesté, écrivait » lord Russell, aurait mieux aimé garder le silence » plutôt que de s'expliquer sur les préliminaires » des puissances allemandes avec le Danemark. » Sommé cependant par l'initiative de M. de Bismark de reconnaître la modération et la longanimité desdites grandes puissances allemandes, » il est mis dans l'obligation de ne pas déguiser » son opinion à ce sujet. Le gouvernement de » Sa Majesté trouve que la guerre de la Prusse » et de l'Autriche contre le Danemark a été injuste... Cette guerre a été faite sans aucune nécessité pour l'Allemagne... L'abus de la force » matérielle qui a fourni l'occasion de démembrer la monarchie danoise est regrettable... »

Lue à Bismark par le représentant anglais, cette dépêche ne pouvait que sonner désagréablement à ses oreilles, mais ce n'était là qu'une vague satisfaction d'amour-propre, et l'expression

contenue d'un appel aux vœux des populations des duchés pour le règlement de ses destinées futures, formulée au bout d'une longue suite de phrases aigres, constituait seule une argumentation sérieuse. Nous verrons dans la suite de quel poids pesaient en Allemagne les propositions britanniques.

La politique anglaise avait donc reçu un échec, et les élections de 1865 donnaient de grandes espérances au parti tory qui crut bénéficier du mécontentement exprimé. La mort du duc de Newcastle et de lord Herbert Sea avait rendu, d'autre part, le cabinet incomplet, et la perte de ces deux hommes, dont le premier surtout exerçait une grande influence électorale, ravivait les espérances des conservateurs, exclus du pouvoir depuis tant d'années. Mais la multitude oublie vite un mécompte passager, dont les suites néfastes ne devaient d'ailleurs être ressenties que beaucoup plus tard. L'arrangement favorable des autres questions pendantes, la reprise des relations amicales avec les États-Unis d'Amérique, la paix profonde dont jouissait l'Angleterre, l'attitude ferme du cabinet dans un conflit avec le Japon, et surtout les budgets triomphants présentés par Gladstone qui accusait un état financier des plus satisfaisants, rendirent au parti whig une po-

pularité, ébranlée un instant par la motion de censure présentée par les torys. Les libéraux gagnèrent quarante voix aux élections[1], et c'est ainsi consolidé que le ministère ouvrit la session de 1865.

La victoire électorale des whigs fut largement compensée par la mort de sir Cornwal Lewis, de lord Westbury (le jurisconsulte le plus éminent des trois royaumes) et enfin par celle de lord Palmerston, l'homme qui pendant près d'un quart de siècle avait été constamment et directement initié aux mystères de la politique anglaise.

La flexibilité de ce ministre était peut-être sa principale qualité, et les grâces qu'il savait déployer dans ses rapports avec les individus l'avaient maintenu, plus que son talent même, à la tête d'un cabinet dont John Russell était l'âme. Du vivant de Palmerston, les deux hommes d'État s'étaient partagé la direction du parti whig. Russell avait le caractère difficile : la reine le supportait, mais les torys, avec lesquels les relations de son collègue étaient excellentes, l'avaient en exécration ; dans son parti même, il comptait de nombreux ennemis, et cependant, tel était l'éclat de son mérite, qu'il ne vint à personne

1. Dues surtout à l'appui des Irlandais.

l'idée qu'un autre que lord Russell pût recueillir la succession entière de Palmerston. La reine le chargea donc de former un cabinet où prirent place sept nouvelles personnalités : le comte Grey and Ripon, le marquis de Hartington, fils aîné du duc de Devonshire ; MM. Groschen, Chichester (T. H.), Monsell, Stansfeld, Forster. Lord Clarendon remplaça Russell au Foreign-Office.

L'horizon s'était quelque peu rembruni du côté des États-Unis. Un échange de notes avait abouti à une correspondance entre les deux chancelleries, relative à l'attitude de l'Angleterre pendant la guerre de Sécession. Le gouvernement victorieux du Nord relevait quelques faits qu'il se proposait de soumettre à un arbitrage. En novembre 1865, Russell, ministre des affaires étrangères, avait répondu que l'Angleterre, certaine de n'avoir fourni aucune plainte légitime aux États-Unis, repoussait d'avance toute proposition d'arbitrage, mais pour donner une dernière preuve de son esprit de conciliation, consentait à la formation d'une commission mixte, chargée de présenter un projet de loi commun aux deux pays, sur les conditions de la neutralité et sur les devoirs qu'elle impose aux sujets des neutres. Le ministre anglais avait ajouté que cette lettre serait la dernière qu'il aurait l'honneur d'écrire à ce

sujet, et avait terminé par des espérances *du maintien de la paix*, phrase grosse de menaces. C'est cette situation que lord Russell, premier ministre, devait dénouer. Mais le fait n'était grave qu'en apparence. Le Danemark oublié, la barque de l'Angleterre pouvait voguer à pleines voiles, car il était peu supposable que les États-Unis du Nord, à peine sortis de la guerre civile, se lanceraient dans une guerre étrangère, pour obtenir satisfaction de griefs sans importance.

Asie. Chine.

Quelques bandes de Taï-pings sillonnaient encore les provinces éloignées, mais l'occupation de Nankin par les troupes impériales les privait d'un centre d'action et rendait probable à bref délai l'entière pacification. Les insurgés opposaient toutefois une résistance désespérée, et le fameux général San-Ko-Li-Tsin, qui commandait à Pali-Kao, trouva la mort dans une rencontre avec un de leurs détachements. Le prince Kong, au pouvoir depuis la guerre européenne, persévérait dans la politique commerciale et administrative, inaugurée par la paix de Pékin. Une correspondance diplomatique très suivie fut échangée entre le prince et les principaux cabinets de l'Europe, et cette correspondance témoigne de la vitalité du vieux parti chinois. Les embarras sus-

cités par les mandarins à ceux des Européens qui, après avoir pris du service en Chine, contribuaient activement à dompter la rébellion, les difficultés constamment surgissantes pour l'établissement des légations permanentes à Pékin, ne permettaient pas aux gouvernements civilisés de s'endormir dans une confiance trompeuse, et malgré la bonne foi évidente de Kong, il fallait se tenir sur la défensive, car un changement de tendances dépendait du caractère du jeune empereur, qui avançait en âge.

Japon.

Cette incertitude s'affirmait par la situation politique au Japon. Le parti du Taïcoun, favorable aux Européens, avait bien prévalu dans les conseils du Mikado contre l'opposition des daïmios dissidents, et l'envoi d'une ambassade en Europe avait été décidé, mais pendant que cette ambassade visitait les principales cours, un des plus puissants princes du Japon, le daïmio de Nagato, en conflit avec plusieurs amiraux, était entré en révolte ouverte non seulement contre le Taïcoun, mais encore contre le Mikado qu'il tenta de renverser. C'était là un crime religieux et politique, et le prince, se voyant abandonné de la plupart de ses pairs, trop attachés aux usages pour approuver un pareil attentat, se retira dans son île, arma les forts du détroit de Simonosaki,

et s'apprêta à lutter contre quiconque s'aventurerait sur ses terres. Ne voulant pas s'allier aux barbares contre un Japonais, mais décidé à sévir, le Taïcoun permit aux commandants des escadres de préparer une expédition contre le prince de Nagato, en garantissant, pendant leur absence, la sécurité du port d'Yokohama. Or, l'ambassadeur envoyé en Europe, de retour en août, apporta un traité signé le 20 juin 1864 à Paris, avec la France et l'Angleterre, aux termes duquel le gouvernement du Mikado s'engageait à exécuter les clauses acceptées en 1858, à lever les difficultés de navigation dans le détroit de Simonosaki et à recourir, s'il le fallait, à la force, pour briser, de concert avec la marine anglo-française, la résistance du prince de Nagato. Le Taïcoun reçut fort mal le chef de l'ambassade, lui démontra que l'autorisation accordée aux commandants de l'escadre de réduire par la force la résistance du daïmio, tout aussi efficace, présentait cet avantage qu'elle ne dépopularisait pas le pouvoir et ne froissait pas le sentiment national, et refusa de ratifier le traité. Les gouvernements européens, sans insister davantage pour la ratification, donnèrent ordre aux chefs des escadres de procéder immédiatement à une expédition contre Nagato. Pour ajouter à la solennité de la manifestation, les

grandes puissances proposèrent aux autres États de se joindre à eux. Le 28 août, une flotte composée de trois bâtiments français sous les ordres de l'amiral Jaurès, de dix bâtiments anglais sous ceux de l'amiral Kuper, de quatre bâtiments hollandais et d'un navire américain, cingla vers le Sud. Le 4 septembre, elle mouillait à l'entrée du détroit de Simonosaki et ouvrait le feu contre les forts de Nagato. Le 8, le prince demandait une suspension d'armes; le 9, il acceptait les conditions des alliés. Comme il avait osé s'en prendre au Mikado, il fut mis hors la loi par le Taïcoun qui consentit aussitôt à ratifier le traité, la clause relative au prince se trouvant écartée par le fait accompli. Le 22 août 1864, une convention fut signée par le gorodjo (conseil privé) et ratifiée par les deux souverains. Le Mikado sanctionna officiellement les traités et s'engagea à tolérer les étrangers dans ses États; les tarifs de douane furent revisés et diminués; une contribution de 18 millions imposée au prince de Nagato et garantie par le pouvoir central, et plusieurs nouveaux ports du territoire ouverts au commerce.

On a prétendu que le malheureux chef de l'ambassade, coupable d'être arrivé à Tokio quelques jours avant l'expédition, avait payé cette imprudence de sa vie, et que le traité ratifié, un des

plénipotentiaires européens ne put s'empêcher de plaindre le sort du malheureux diplomate dont l'œuvre venait de recevoir une si éclatante sanction, et qui cependant avait été atteint par les lois. Un haut dignitaire japonais lui répondit :

— Quand un homme reçoit du gouvernement de son pays une mission aussi importante que celle du chef de l'ambassade, il ne doit pas manquer de prudence, car la prudence est la principale vertu d'un homme d'État. Il a mérité son sort. Rien ne lui était plus facile que de s'enquérir de ce qui s'était passé en son absence, et de débarquer après le départ de l'expédition! Si l'ambition satisfaite assurait l'impunité, que deviendrions-nous ? Pour ma part, je trouve ce raisonnement fort juste.

chinchine. Le roi de Cambodge vint spontanément se placer sous le protectorat de la France. La convention signée à Saïgon, capitale des six provinces annexées, par l'amiral Bonnard[1], des fêtes magnifiques furent célébrées, le souverain annamite retourna chez lui et la France compta un protégé de plus.

Bornéo. Des troubles à l'intérieur nécessitèrent l'inter-

1. Solution définitivement adoptée malgré un traité signé à Hué le 1er juillet 1864, et qui limitait le nombre des provinces françaises à trois.

vention de l'armée néerlandaise qui occupa militairement l'île. L'agitation s'étendit à Sumatra et à Java. A Poulo-Pinang, le descendant des anciens souverains ourdit un complot dans le but de chasser les Hollandais. Il fut trahi, jugé, et comdamné à mort.

Une émeute, à l'occasion d'une taxe nouvelle, dont Tiflis fut le théâtre en 1865, provoqua la colère du parti national russe, hanté par le spectre du séparatisme, dont Katkoff accusa les Arméniens, sous le fallacieux prétexte que de nombreux pères donnaient à leurs enfants le nom de Napoléon. Bientôt Moscou parla de la jeune Arménie, de la jeune Géorgie, et prêcha une campagne de russification. Ces populations, parfaitement résignées à leur sort et excellents sujets russes, allaient subir un règime répressif des plus injustes, si Alexandre II n'avait reconnu l'exagération des accusations. Les émeutiers de Tiflis châtiés assez paternellement, on n'établit pas de mesures d'assimilation, et tout rentra dans l'ordre. Depuis la conquète, le Caucase était aussi calme que les plus anciennes provinces de l'Empire. Il eùt été impolitique d'y semer l'agitation. Caucase.

La sentence très modérée relative au percement de l'isthme de Suez, rendue par Napoléon III le Afrique. Egypte.

6 juillet 1864, fut acceptée par la Compagnie et le vice-roi, qui se mit en mesure de l'exécuter. De son côté, le gouvernement turc reconnut que les conditions auxquelles il avait subordonné son acquiescement étaient remplies, et ne s'opposa plus à la continuation des travaux, qui, d'ailleurs, n'avaient jamais été interrompus. Lesseps, l'illustre promoteur de cette gigantesque œuvre commerciale, annonça alors la jonction des deux mers comme un fait accompli dans un délai de cinq ans, et cette entreprise, du succès de laquelle on commençait à douter, redevint populaire. Les capitaux affluèrent, les travaux reprirent avec une vigueur inaccoutumée, et le léger embarras suscité par l'Angleterre en 1865, époque où le Sultan écrivit une lettre à Napoléon III, où il le priait de consentir à l'envoi d'une commission mixte pour la délimitation des terrains, n'eut pas le pouvoir d'entamer la confiance. Quoique en droit de se refuser à cette requête qui impliquait une revision indirecte de la sentence, la chancellerie française et la Compagnie y accédèrent. Mais pendant que les délégués se réunissaient sur les lieux, il intervint entre le vice-roi et Lesseps, un accord propre à trancher toutes les difficultés.

Tunis. Des Arabes révoltés assassinèrent le général

envoyé contre eux et précipitèrent la régence de Tunis dans une série de désordres graves, parmi lesquels un attentat contre la personne du consul de France, qui motiva l'envoi de notre flotte. Tout rentra aussitôt dans l'ordre, tant le nom français était craint sur la côte Barbaresque. Le Bey, qui avait attendu vainement un secours de son suzerain de Constantinople, se félicita vivement, dans un discours ému adressé à M. de Breuil, de la proximité des possessions du plus puissant monarque de l'Europe.

Le prestige était d'autant plus opportun à établir, que les Arabes se remuaient sur toute la ligne du Sahara. Une insurrection, qui débuta le 8 avril 1864 par l'assassinat, à Tiaret, du commandant supérieur Beauprêtre, et la destruction d'une colonne française par le bach-aga de Géryville, Si-Sliman-Ben-Hamza, ne fut définitivement domptée qu'en décembre. Les victoires des généraux Martimprey, Jolivet, Youssouff, ne suffirent pas à éteindre l'incendie; et il fallut la nomination, en septembre, du maréchal de Mac-Mahon comme gouverneur général, et la concentration entre ses mains des pouvoirs civils et militaires, pour rendre à la colonie le calme nécessaire à son organisation. Les victoires françaises profitèrent à l'empereur du Maroc auquel Algérie.

elles permirent de rassembler les rênes du gouvernement, flottantes depuis la mort de son prédécesseur.

Amérique. Etats-Unis.

Fin 1863, le succès du Nord paraissait assuré ; les confédérés, battus dans toutes les rencontres, avaient perdu la moitié de leur territoire, et leurs finances étaient dans un état lamentable.

Aux premiers jours de 1864, la situation changea brusquement et de la façon la plus inattendue. En se séparant, le congrès de Richmond avait voté la résistance à outrance. L'esclavage constituait, pour la plupart des planteurs, une question de vie et de mort ; ils le savaient, et cette certitude leur donna la vigueur nécessaire pour persévérer dans une lutte inégale. Convaincus que leur dernière chance de salut reposait dans les mesures désespérées, ils transformèrent le territoire en un vaste camp retranché, et arrêtèrent la vie sociale en employant les ressources du pays à un seul objet, la guerre contre les abolitionnistes. Sans égard à la constitution et à la souveraineté des États, les pouvoirs furent concentrés à Richmond, d'où Jefferson Davis lançait les décrets les plus autoritaires, suspendait la loi de *l'habeas corpus*, pour laquelle tant de générations avaient combattu, forçait les volontaires à rester au ser-

vice jusqu'à la fin de la guerre, faisait traquer les réfractaires comme des bêtes fauves, appelait sous les drapeaux les hommes valides de 17 à 50 ans, organisait des corps de milice avec des enfants de seize et des vieillards de soixante-dix ans, et obligeait les femmes de remplacer dans les bureaux de l'administration, les employés enrôlés violemment.

Ces mesures obtinrent en principe un véritable succès, et le début de la campagne de 1864 fut désastreux pour le gouvernement légal. La rage du désespoir rendait invincibles les bandes indisciplinées des esclavagistes. La prise de Pétersburg dans la vallée de la Schemandah; une défaite infligée par le général Pickett à un détachement fédéral près de New-Born en Nouvelle-Caroline, la bataille de Olustee en Floride, perdue par un lieutenant de Gillmore, et enfin l'insuccès d'une tentative de Sherman contre l'État de Mississipi, furent autant de triomphes partiels, mais qui relevèrent singulièrement le moral abattu des champions de la servitude. La guerre avait pris un caractère atroce. Les Sudistes faisaient rarement grâce à un noir pris les armes à la main; s'il n'était pas immédiatement fusillé, on le réduisait en esclavage; quant aux officiers, on les internait dans des prisons malsaines, en leur

accordant à peine une nourriture suffisante. Je lis le récit d'un officier interné à Andersouville. — « Un espace marécageux de 10 hectares con-
» tenait 32.000 prisonniers étendus sur le sable ou
» dans la boue. Une grande mortalité sévissait. A
» six mètres en deçà des palissades se trouvait
» une barrière appelée « *ligne de la mort* ». Des
» balles frappaient aussitôt celui qui essayait de
» s'appuyer contre cette barrière. Des canons éta-
» blis sur une hauteur étaient braqués contre la
» foule, et si un prisonnier réussissait à s'échapper,
» des limiers de chasse, dressés à la poursuite de
» l'homme, le suivaient à la piste et le dévoraient
» dans les bois. » — A Richmond, la Libly-Prison, destinée aux officiers, était minée, et les gardiens ne cachaient pas aux prisonniers que si les fédéraux s'emparaient de la ville, ils avaient l'ordre de les faire sauter. De nombreux cas d'aliénation mentale furent reconnus dans ce dernier lieu. Les malheureux, à la moindre alerte, se réveillaient en proie aux affres de la mort, et les natures les mieux organisées ne pouvaient résister longtemps à cette existence de continuelles angoisses. Les fédéraux, plus humains, s'attaquaient à la propriété, organisaient, dans un but d'enrôlement de nègres, de fréquentes excursions dans les États à esclaves, et ruinaient les planteurs, dont

les terres restaient en friche faute de bras. C'est ainsi que Sherman, au retour de son excursion dans l'état de Mississipi, ramena 8.000 nègres, qui abandonnèrent leurs cases pour le suivre.

Le général Banks, autorisé par le gouvernement légal de tenter une expédition à l'ouest, en dehors de la ligne principale d'opération, pour faire rentrer dans l'obéissance une partie de la Louisiane et l'état du Texas, avait emprunté 10.000 hommes à l'armée du Mississipi. Suivi et protégé par l'escadre de l'amiral Porter, Banks traversa le fleuve à la tête de 30.000 hommes, se laissa surprendre près du village de Mansfeld, par les forces supérieures du général confédéré Jackson Smith, et dut battre honteusement en retraite. La flotte engagée rebroussa chemin, poursuivie par l'artillerie des vainqueurs. Banks ramena à Bâton-Rouge le quart de son armée découragée, et reconnaissant qu'il avait perdu son prestige, céda le commandement au général Comby.

Deux autres désastres vinrent coup sur coup stupéfier le congrès de Washington qui, se croyant déjà victorieux, avait, comme nous l'avons dit dans le volume précédent, ouvert une discussion sur la pénalité à appliquer aux insurgés domptés. En mai, le général confédéré Forrest,

ancien marchand d'esclaves, proverbialement féroce, s'était rué sur le Kentucky, avait échoué devant Paducah, mais avait surpris le fort Pillow dont toute la garnison, 250 nègres et 250 blancs, fut passée par les armes avec des raffinements de cruauté inouïs. (Les fuyards étaient abattus à la course, les prisonniers enterrés vifs, etc.) Après cet exploit dont le Sénat de Richmond osa le féliciter, Forrest repassa le Tennessee, brûlant et pillant tout sur son passage. La perte de la ville fortifiée de Plymouth, défendue par une garnison de 2.000 hommes, fut un échec plus grave. Le général sudiste Hoke, après l'échec d'un coup de main, essayait d'investir la place sans grand succès, car l'entrée de la rivière Ranooke, protégée par une flottille, facilitait les communications des assiégés, quand tout à coup un énorme navire de fer, *l'Albermarle*, sorte de bélier de guerre, dont l'existence même avait été mise en doute, apparut à l'entrée du fleuve, s'avança majestueusement, coula les canonnières de la flottille, et Plymouth, investi de toutes parts, succomba après une résistance de dix jours.

Cette longue série de succès, mal compensée par un brillant *raid* du colonel Kilpatrick, — qui pénétra dans les faubourgs de Richmond, en détruisant ponts et rails, — avait exalté les

espérances des esclavagistes, en donnant à réfléchir au gouvernement, trop occupé jusque-là aux préparatifs d'une grande campagne projetée. La nécessité de centraliser le commandement militaire se fit sentir, et Lincoln en saisit le congrès. « L'absence d'une direction générale de l'armée, dit-il, voilà l'unique raison de nos revers partiels. Les politiciens de Washington pouvaient-ils utilement statuer sur l'opportunité d'une mesure militaire, et l'omnipotence du ministre de la Guerre ne constituait-elle pas un danger, révélé par l'autorisation accordée à des expéditions pareilles à celles du général Banks au Texas ? » Il fallait une main ferme pour le char de l'État, mais il fallait aussi l'expérience d'un guerrier pour conduire les opérations militaires. Les généraux, en agissant chacun de leur côté, au gré de leurs jalousies et de leurs ambitions, faisaient durer la guerre trop longtemps. Le président était d'avis de frapper un grand coup, et de terminer la campagne par la prise des derniers remparts de la révolution, Charleston et Richmond, et l'écrasement des deux principales armées du Sud, celle de Lee sur le Potomac, et celle de Beauregard. Pour l'exécution de ce plan, il fallait un militaire muni de pleins pouvoirs, et Lincoln proposa la nomination d'un généralissime, avec le

titre de lieutenant général commandant en chef les armées de la République.

La motion présidentielle fut adoptée, et le choix tomba sur Grant, qui indiqua Sherman comme plus capable de remplir cette haute fonction. Mais l'insuccès de la récente expédition dans l'État du Mississipi avait diminué le prestige de Sherman. Pour commander à tant de généraux qui comptaient de nombreuses victoires et quelques défaites, il fallait avoir été invaincu pendant la campagne. Grant se trouvait seul dans ce cas. Sa modestie et la haute estime qu'il professait pour Sherman ne furent pas ébranlés par ces arguments ; il fit aux instances de Lincoln, qui l'engageait à accepter *par patriotisme* la responsabilité qui lui était dévolue, cette belle réponse : — Si je n'ai jamais été battu, c'est par hasard, car à la place de Sherman, j'aurais tenté l'expédition du Mississipi, et je ne m'en serais pas mieux tiré. Traverser le pays ennemi et ramener au point de départ son armée, augmentée de 8.000 recrues, c'est un succès cela, Monsieur le Président ! — Soit, répondit Lincoln en souriant, vous êtes plus heureux que Sherman... La République, général, a besoin des talents et du bonheur de ses enfants. Consacrez-lui les deux...

Proclamé le 9 mars lieutenant général et commandant en chef, avec concentration des pouvoirs militaires entre ses mains, Grant se réserva la suprême direction de l'armée du Potomac et annonça son intention d'ouvrir la campagne en Virginie. Impassible devant les mouvements exécutés par les chefs ennemis pour détourner son attention, il n'eut d'autre souci pendant deux mois que de refondre les corps d'armée, organiser les états-majors, amasser les approvisionnements et les munitions pour une campagne destinée dans son esprit à porter le coup de grâce à la rébellion. Non content de paraître ignorer, malgré les doléances de ses concitoyens, le massacre du fort Pillow et la perte de Plymouth, il ordonna, en vertu de ses pleins pouvoirs, d'abandonner les postes conquis en dehors du cercle dans lequel il voulait envelopper les esclavagistes, fit évacuer Brownsville, la Louisiane occidentale, la Floride, et après avoir confié à Sherman le commandement de l'armée du Sud, avec des pouvoirs presque égaux aux siens, il s'avança à la tête de 140.000 hommes, contre Richmond, par le chemin difficile de la région coupée de bois et de cours d'eau qui séparent le Rapidan de la rivière James. Le plan de Grant était simple; les deux armées, celle de Sherman et la sienne, renfor-

cées par les garnisons des forts évacués, devaient écraser : l'armée du Potomac, Lee, l'armée du Mississipi, Johnston ; s'emparer, l'une de Richmond, l'autre de Clarleston, et opérer leur jonction en enfermant ce qui pouvait rester de soldats aux esclavagistes, dans un cercle appelé à ce moment les replis de l'Aconda (serpent-boa). Le projet d'enserrer ainsi un territoire de près de 4.000 kilomètres carrés nécessitait un plan gigantesque, et les journalistes ignorants ne se firent pas faute de critiquer une conception qu'ils étaient incapables de comprendre. Heureusement Lincoln avait prévu toutes les objections, et les pouvoirs de Grant étaient tels, que personne dans la République ne devait s'immiscer dans la conduite des affaires militaires.

Tandis que le corps principal du Potomac avait pour mission d'attaquer Lee et de marcher contre Richmond, deux détachements furent chargés d'opérer sur les côtes, afin de couper les voies de communication et détruire les approvisionnements. Ces détachements, c'étaient celui de Siegel, badois jouissant de l'affection particulière des Allemands, très nombreux dans l'armée, et celui du fameux Buttler, connu par ses hardis coups de main, mais aussi par son obstination et son indiscipline. Ne voulant pas procéder, sans examen

plus approfondi, à la destitution de deux chefs qui avaient rendu des services réels, Grant ne dissimulait pas à Washington le peu de confiance qu'ils lui inspiraient et leur adjoignit Gillmore; puis, après avoir partagé l'armée principale en trois corps dont il confia le commandement aux généraux Sedgvick, Warren et Hancock, il chargea Burnside de la réserve, confia la cavalerie à Sheridan, jeune général de grande réputation, prit la suprême direction et ouvrit la campagne le 4 mai, en ordonnant à Siegel, à Buttler, et à Sherman de commencer les hostilités le même jour.

Dans la matinée du 5 mai, toutes les forces de Grant avaient traversé le Rapidan et s'enfonçaient en plein désert boisé de Wilderness dans le but d'occuper la forte position de Spottsylvania, carrefour de plusieurs chemins, situé au milieu de bois presques inextricables, à quelques milles du camp fortifié de Mine-Run, où se trouvait Lee, avec le gros de son armée. Averti à temps par ses éclaireurs, Lee se plaça devant Spottsylvania. Le premier choc eut lieu le lendemain de la réouverture des hostilités; le 5 et le 6, on se battit avec acharnement dans les broussailles de Wilderness, où 20.000 hommes tombèrent de part et d'autre. Ce premier engagement ne fut pas favorable à Grant. Les deux rivaux couchèrent sur le champ

de bataille, mais Lee se maintint dans Spottsylvania. Il est vrai que pour occuper cette position, il lui fallut abandonner l'offensive et se retirer, mais le fait même d'avoir prévenu Grant fut considéré comme un succès. Le 7 mai, nouveau revers pour l'armée du Nord; une forte division de cavalerie envoyée en reconnaissance fut culbutée, et Lee s'établissait à Spottsylvania. Grant, décidé, lui aussi, d'aller en avant, termina le rapport envoyé à Washington, où il ne dissimulait pas ce premier revers, par ces mots : « L'occupation de Spottsylvania me coûtera plus cher que je ne le croyais... mais je combattrai sur cette route, tout l'été, s'il le faut.

Spottsylvania coûta cher en effet ; ce ne fut que le 12 mai, après une bataille de six jours, qui laissa 40.000 cadavres aux broussailles de Wilderness, que Lee, privé de ses communications avec Richmond par un brillant raid du général Sheridan, battit en retraite sur la capitale pour la défendre contre un coup de main. Les gares du chemin de fer brûlées et les approvisionnements détruits, Sheridan s'était montré dans les faubourgs de Richmond qu'il traversa comme une trombe pour rejoindre Buttler sur la rivière James. Pour masquer sa retraite et éviter une poursuite dangereuse à son armée, décimée par un combat quotidien de

huit jours, Lee sacrifia le corps du général Evell, qui simula une attaque violente contre toute l'armée du Nord. Evell fut écrasé, mais Lee réussit à occuper le carrefour de voies ferrées, situé à l'entrée du marécage qui protège Richmond, dans une position plus inexpugnable encore que celle de Spottsylvania. Pour fournir une seconde étape, Grant vit qu'il se heurterait à de grands obstacles. Entré avec 140.000 hommes en campagne, il sortait de Spottsylvania à la tête de 90.000 à peine. Il ne se dissimulait pas les difficultés de sa tâche, mais sa ténacité n'en fut pas ébranlée. — « Si mon armée est diminuée, celle de Lee l'est aussi. Nous combattrons avec des forces moins imposantes ; tant mieux ! Il y aura moins de cadavres... et s'il ne me reste qu'un bataillon, Lee n'en aura pas plus, et nous combattrons encore !.. »

Cependant, les nouvelles des détachements de Siegel et de Buttler étaient mauvaises. Siegel, battu à plate couture sur le Susquehannah, s'était replié jusqu'à Vinchester. Les Allemands même l'accusèrent d'incapacité, et il se démit de son commandement en faveur du général Hunter. Buttler avait ouvert la campagne avec un certain éclat, par une manœuvre qui induisit en erreur les forces confédérées chargées de le surveiller. Apparaissant tout à coup sur la rivière James,

dégarnie de troupes, il s'était emparé de tous les forts et avait pénétré jusque dans la presqu'île de Bermuda, à 25 kilomètres de Richmond. Malheureusement le brave et aventureux général ne brillait pas par la prudence. Après avoir vainement tenté de s'emparer du fort Darling, une des principales défenses de Richmond, il se laissa surprendre par Beauregard, qui profita d'un brouillard épais pour tomber sur sa division disséminée autour de Petersburg, lui tua beaucoup de monde et le força de s'enfermer dans la presqu'île de Bermuda, érigée immédiatement en camp retranché.

Depuis la bataille de Spottsylvania, le corps entier de Grant suivait Lee pas à pas ; le 24 mai il se rangea en face de Sextons'Junction, point de réunion de nombreuses lignes de chemins de fer, sur la limite du marécage de Richmond. L'examen de la position de l'ennemi convainquit le prudent général du Nord qu'une attaque de ce côté serait meurtrière et affaiblirait son armée, sur laquelle il devait uniquement compter par suite de la défaite de Siegel. Forcé de demander des renforts, il attendit patiemment que le général Boldy Smith vînt à son secours, exécuta un mouvement oblique et se lança à travers le marécage par une route qui le rapprocha inopinément de

Richmond. Mais Lee avait d'excellents éclaireurs; il lui suffit d'un changement de front pour se trouver, sans perdre ses positions de Sextons'-Junction, en face de l'ennemi, prêt à lui livrer bataille. Au dire des tacticiens, cette lutte entre Lee et Grant est des plus instructives; en effet, la campagne de Virginie, adoptée dans le programme scientifique, sert encore de nos jours à l'instruction militaire. L'arrivée de Boldy Smith[1] permit à Grant d'élargir le cercle de ses opérations. En ce moment, les armées se trouvaient dans la même situation qu'au temps de Mac-Clellan, et une bataille perdue aurait abouti à un désastre. Grant essaya cependant de la tactique de ces prédécesseurs, qui consistait à déloger Lee de ses positions, et à le forcer à se renfermer dans Richmond. Dans un premier engagement à Coal-Harbour, Smith obligea les Sudistes à se replier sur les forts du Chicabominy, mais l'attaque contre ces forts fut repoussée et il fallut songer à en entreprendre le siège régulier. Alors, changeant tout à coup de plan, et empruntant à son adversaire cette promptitude de mouvements, où, jusqu'à ce jour, il lui avait été inférieur, Grant abandonna ses positions de Coal-

1. Smith le chauve.

Harbour, se jeta dans le Sud, traversa à marches forcées les marécages du bas Chicabominy où Mac-Clellan avait perdu tant de monde, et se présenta le 14 juin devant le fort Darling, défense immédiate de Richmond, contre lequel Buttler venait d'échouer. Profitant de l'occupation de la presqu'île de Bermuda, il investit Petersburg du côté opposé, et s'apprêta à en faire le siège en règle, comme autrefois à Vicksburg. Ce fut un coup de foudre. Les confédérés ne s'attendaient pas à cette brusque modification de plan. En investissant Petersburg, Grant laissait libre le chemin de Washington, ce qu'aucun général n'avait encore osé faire. Ce mouvement qui aurait été imprudent en 1862, présentait très peu d'inconvénients en 1864. La rébellion, à bout de forces, luttait avec le courage du désespoir, mais il était impossible à Lee de s'affaiblir davantage. On pouvait découvrir Washington en toute sécurité, car les confédérés n'avaient plus d'armée. L'investissement de Petersburg fut considéré à Richmond comme une calamité publique. — « Petersburg, dit un général sudiste, sera défendu » non seulement dans ses fortifications, mais dans » chaque rue, autour de chaque temple de Dieu » et de chaque autel de famille, car c'est la véri- » table clef de Richmond. »

Le 20 juin, l'importante forteresse fut entourée par un cordon de plus de cent mille hommes. Un siège long et pénible allait commencer. Aussitôt que Lee apprit cette manœuvre, tenue par Grant dans le plus profond mystère, il quitta Sextons'Junction et se rua sur les assiégeants, dans l'espoir de les culbuter. Repoussé avec perte, ne disposant pas d'assez de soldats pour les disséminer sur le vaste cordon établi, il essaya d'une diversion contre Washington, pour épouvanter le Congrès et forcer Grant à se porter au secours de la capitale. A ce moment, les vicissitudes de la guerre lui rendaient cette évolution relativement facile. Le général unioniste Hunter détaché avec un fort contingent pour protéger la frontière du Maryland et la route de Washington, ambitieux d'accomplir un exploit, s'était avancé sans ordres jusqu'à Lynchburg, citadelle enclavée dans le territoire que Grant se proposait d'entourer des replis du serpent-boa, et avait été défait par Early et Breckenridge envoyés en toute hâte au secours de cette place. Convaincu que Grant, pour ne pas interrompre le siège de Petersburg, ne l'attaquerait pas, Lee ordonna aux deux généraux de prendre l'offensive et de pénétrer dans le Maryland. Une nuée de cavaliers s'abattit sur le Maryland et la Pensylvanie, dont

les habitants, pleins d'une sécurité puisée dans la connaissance des opérations militaires autour de Richmond, virent avec une stupéfaction douloureuse leur pays ruiné, les nègres emmenés en esclavage, les fermes ravagées. Le bruit se répandit que Lee avait écrasé Grant et qu'il marchait sur la capitale ! Tout semblait perdu ! Le général Wallace sortit de Washington avec 7.000 hommes, tenta sans succès de défendre le passage de la rivière Monocacy, et se retira à Baltimore, laissant le chemin libre. Pour la troisième fois depuis le commencement de la guerre civile, le drapeau de la rébellion flotta en vue du Capitole. La terreur des populations arriva alors à son paroxysme. Breckenridge avait coupé les fils télégraphiques et les États du Nord restèrent deux jours sans nouvelles de la métropole. Les riverains du Potomac, chassés par l'invasion, prétendirent que Washington était livré aux horreurs de l'assaut. Les journaux accusèrent de trahison tous les pouvoirs publics; Grant reçut des lettres d'injures, et un ordre du Congrès lui enjoignit en termes impérieux de courir au secours de la capitale. Impassible, il poursuivit les travaux d'investissement, sans s'en laisser distraire, ni par les menaces des représentants, ni par les murmures de ses propres soldats.

Les envahisseurs paradèrent devant Washington, ébauchèrent une tentative infructueuse contre le fort Stevens, et finalement repassèrent le Potomac avec un mince butin, témoignant ainsi de leur impuissance à poursuivre une entreprise, simple évolution destinée à forcer Grant de lever le siège de Petersburg. Les communications furent rétablies et la population respira. L'opinion rendit justice à la sûreté du coup d'œil de Grant longtemps après, quand il fut reconnu que cette démonstration avait échoué, parce que Lee pouvait distraire de son armée vingt mille hommes à peine, et pour un très court laps de temps. Au cas même du succès d'un coup de main contre Washington, les Sudistes ne s'y seraient pas maintenus, car les ressources dont disposait le gouvernement lui rendaient facile la prise au piège d'une poignée d'aventuriers. En revanche, la perte de 20.000 hommes était irréparable pour Lee. Grant répondit par ce raisonnement aux reproches de ses détracteurs et surtout aux réclamations des marylandais et des pensylvaniens, ruinés par l'invasion :

— Si Washington avait été occupé! Le grand mal! Breckenridge y eût été pris comme dans une souricière. Quant aux intérêts particuliers, je n'avais ni le loisir ni l'envie d'y penser! Cela ne

me regardait d'ailleurs pas ! J'étais chargé d'écraser la rébellion et heureusement j'avais des pouvoirs illimités: sans cela, je n'y aurais pas mieux réussi que Mac-Clellan, car les criailleries auraient abouti à un ordre de lever le siège de Petersburg. La rébellion domptée, c'est au gouvernement civil à atténuer, s'il le peut, les souffrances des victimes qui, dans toute guerre, ne sauraient être choisies exclusivement parmi les combattants[1].

L'échec de sa tentative ne laissait à Lee qu'un espoir, la rupture de la ligne d'investissement de Petersburg. Pendant cinq jours les armées combattirent vaillamment. La fortune ne se décida pour Grant que le sixième jour (24 août) où les bataillons fédéraux s'emparèrent du chemin de fer de Weldon. Le 25 Hancock reçut l'ordre de détruire ce chemin de fer, principale artère du Sud. Lee réunit toutes ses forces pour empêcher cette manœuvre qui l'isolait du reste de l'armée confédérée et le privait pour toujours de renforts. Après une bataille qui lui coûta plus de 5.000 hommes, il dut se réfugier sur les hauteurs et contempler tristement les travaux des soldats du

1. Cette appréciation résulte de la conversation du général Grant avec diverses personnalités pendant son voyage en Europe.

Nord qui procédaient à la défense des positions conquises et à l'établissement d'une correspondance directe avec Buttler, fortifié dans la presqu'île de Bermuda.

Quoique dans cette journée, Grant eût réussi à conserver ses positions autour de Petersburg, et à isoler Lee et Richmond des défenseurs de la Confédération, la victoire n'était encore rien moins que complète. Lee surveillait à la fois Richmond et Petersburg, reliées par un chemin de fer formidablement fortifié, et pour l'occupation duquel il fallait des forces que Grant ne pouvait distraire sans interrompre le blocus. La possession de la vallée de la Schenandoah qui s'étendait jusqu'au centre des États-Unis donnait d'autre part à Lee un débouché facile et sillonné de voies ferrées par lequel il recevait armes, munitions, victuailles et recrues. Tout en resserrant graduellement ses lignes autour de Petersburg, Grant confia à Sheridan la mission de s'avancer dans la vallée de la Schenandoah, et de déruire les communications entre Richmond et la partie du territoire des États-Unis inféodé aux esclavagistes. La situation des deux armées leur permettait de s'observer. Le cercle d'investissement aboutissait presque aux lignes de Lee dont les avant-postes occupaient toute la contrée entre Richmond et Petersburg, sur

n'importe quel point de laquelle il pouvait lancer une colonne de défense au premier signal d'attaque. Pour masquer le départ de Sheridan, Grant se porta avec le gros de son armée contre le chemin de fer de Richmond, pendant qu'un fort détachement détruisait les ouvrages extérieurs de la capitale. Lee se précipita des hauteurs, et força les unionistes à la retraite; mais Sheridan avait eu le temps d'attaquer l'avant-garde commandée par Early, qui gardait l'entrée de la vallée, et l'avait repoussée jusqu'à Winchester. Fin septembre Early dut reculer encore; bientôt la vallée fut au pouvoir de Sheridan qui détruisit systématiquement les viaducs et les rails, livrant aux flammes les entrepôts du gouvernement confédéré, et saccageant les moissons pour rendre l'approvisionnement de Lee plus difficile. Terrible résultat de la guerre, dont les violences retombent sur les travailleurs!

Forcé de reconquérir une vallée dont la possession lui était d'autant plus utile que l'hiver approchait, Lee détacha Longstreet au secours d'Early, et lui ordonna de prendre l'offensive. Par une coïncidence bizarre, Grant, satisfait des résultats de la mission de Sheridan, lui enjoignait simultanément de ramener sous Petersburg son armée victorieuse. Sheridan cheminait

le long de la rivière James, et, au moment où Longstreet et Early, rejoints, prenaient l'offensive, établissait son quartier général dans la ville ouverte de Strasburg qu'il évacua aussitôt pour se retrancher sur les hauteurs escarpées de la rivière des Cèdres *(Cedar Creek)*. Se croyant à l'abri d'une surprise, il remit le commandement à son lieutenant, et partit pour Petersburg afin d'obtenir la permission de reprendre l'offensive. A peine eut-il quitté le camp, que Longstreet le sut par ses espions. Profitant du malaise inévitable pendant l'absence du chef, l'armée du Sud attaqua, dans la nuit du 19 octobre, les pentes du Cedar Creek. Les gouvernementaux surpris abandonnaient déjà leurs positions, quand Sheridan, averti par la canonnade, accourut de Winchester, seul, sur un cheval blanc d'écume, d'un galop tellement furieux qu'aucun de ses officiers n'avait pu le suivre. Mis au courant de la situation, il se jeta dans la mêlée, ranima le moral des soldats, les reforma en ligne de bataille, et quand les confédérés, maîtres des positions, pensaient n'avoir qu'à disperser les derniers fuyards, ils se heurtèrent contre des escadrons serrés, qui leur infligèrent des pertes considérables et les forcèrent à descendre la vallée et à se réfugier dans Strasburg, dont ils furent aussitôt chassés.

La victoire de Cedar Creek, due en entier au courage et à la présence d'esprit de Sheridan, assura à l'Union la possession de la vallée de la Schenandoah que Lee renonça à reprendre. Sheridan fut promu au grade de lieutenant général, et l'Amérique retentit de ses louanges.

Dans cette circonstance, l'historien croit devoir rappeler l'exploit d'un héros plus obscur, qui, sans avoir l'importance de la bataille de Cedar Creek, profita à la cause de l'ordre. On se souvient qu'un bélier flottant, « l'Albemarle », avait dispersé la flottille fédérale sous Plymouth, forteresse qui commandait tous les cours d'eau de la Caroline du Nord et dont la possession aidait aux communications entre les deux camps de Sherman et de Grant. Le bélier se plaça sur la Ranooke au pied de la forteresse qu'il protégeait ainsi en interrompant la navigation du bas fleuve; aucune canonnière n'osait s'aventurer dans son rayon d'action. Le lieutenant Cushing offrit d'utiliser une espèce de machine infernale qui s'attache à la carène des navires, et proposa de faire lui-même l'essai de cet engin sur « l'Albemarle; » sacrifice que Lincoln accepta aussi patriotiquement qu'il lui était offert. Une barque contenant la machine, que douze hommes dévoués devaient accrocher à la nage sous la carène de

« l'Albemarle, » entra, à la tombée de la nuit, dans le port de Plymouth. L'obscurité devint bientôt noire, et la barque put s'approcher du bélier sans être aperçue. Elle en était à quelques mètres à peine, quand une sentinelle donna l'alarme et le fort s'illumina de mille feux. Confiant dans l'obscurité de la nuit, Cushing avait projeté de s'avancer jusque sous la forteresse flottante, dresser la machine dans la barque, lancer les bras de fer dont elle était pourvue, les accrocher à l'Albemarle, puis, après avoir fait partir la capsule, jeter la machine dans le fleuve et s'échapper à l'aide du désordre produit par l'explosion. Il n'y avait qu'une chance de salut : être épargné par les débris. L'alerte donnée par la sentinelle rendait la surprise impossible. Cushing vit, à la lueur des projectiles, que son projet primitif était impraticable, car des poutres flottantes et reliées entre elles protégeaient l'accès de l'Albemarle. Le frêle esquif pouvait, en abandonnant l'entreprise, fuir sous les obus auxquels il ne présentait qu'un but vacillant, mais l'héroïque officier, décidé à accomplir sa mission, ordonna à ses hommes de lancer la barque contre les poutres avec toute la force de projection possible. Cette manœuvre inouïe fut exécutée, pendant que le fort était illuminé, que

les fusées crépitaient et que la mitraille ricochait sur l'eau. La barque partit comme une flèche, heurta avec bruit les poutres flottantes et, presque broyée, passa par-dessus l'obstacle. Les grands bras se dressèrent sous les yeux de la garnison épouvantée, et accrochèrent la machine infernale à l'Albemarle, pendant qu'un éclat d'obus atteignait Cushing à la main. Mais l'indomptable officier eut le temps de faire partir la capsule et de se jeter à l'eau ; au même instant, un boulet coulait l'embarcation. Une explosion formidable se produit, des débris de toutes sortes sont projetés en l'air, Cushing nage au milieu de ces débris, et arrive sain et sauf sur la rive opposée. Quelques jours après, la flottille fédérale s'embossait devant la ville de Plymouth, qui se rendait, frissonnante encore au souvenir de cette nuit. Le Congrès de Washington témoigna au lieutenant Cushing la gratitude de la nation par un vote solennel.

La destruction du bélier, en laissant à la flottille sa liberté d'action, permit à l'armée de terre de tenter l'expédition de Wilmington, port de la Caroline du Nord situé à 35 kilomètres de la mer, unique point qui rattachait à l'Europe les Etats du Sud depuis le blocus de Charleston, de Mobile et la prise de Brownsville. Les corsaires

avaient là un refuge assuré, et les Anglais un entrepôt commode pour la contrebande de guerre. D'un accès difficile, protégé par une mer assez orageuse pour avoir fait donner au cap de l'embouchure le nom de Cap-Fear (le cap Terrible) et pour s'opposer à toute manœuvre sérieuse des grands navires, Wilmington, défendu par le fort Plymouth et l'Albemarle, était à l'abri de l'agression d'une flottille. Le Roanoke libre, l'amiral Porter reçut l'ordre de se porter contre cette ville, que le général Buttler devait attaquer par terre.

L'opinion, exaspérée contre les corsaires et les contrebandiers, soudoyés par l'Angleterre, exigeait impérieusement la destruction de ce repaire. Un fait maritime récent remplissait alors les colonnes des journaux. La rencontre du corsaire *l'Alabama* et de la frégate unioniste *Kearserge*, dans le port européen de Cherbourg, avait amené une provocation en duel. Sortis des limites de la juridiction maritime française, les navires livrèrent en pleine mer un combat acharné. *L'Alabama* fut coulé et son équipage recueilli par un yacht de plaisance anglais. En Europe, les sympathies avaient été pour le corsaire vaincu, que les Américains du Nord flétrissaient du nom de pirate. La prise de Wilmington devait porter un coup

mortel à la piraterie, car le gain réalisé par les armateurs anglais les engageaient à braver le danger d'être capturés par les croiseurs de l'Union, et des navires armés et appareillés parvenaient mensuellement à amener leurs prises dans un port où la flotte ne pouvait les suivre.

Une première tentative contre le fort Fischer, ouvrage extérieur de Wilmington, échoua. Buttler, sans attendre la coopération de la flottille — qu'il accusa depuis de la lui avoir marchandée — monta à l'assaut et fut repoussé avec perte. Grant profita de cet insuccès pour destituer un lieutenant trop indépendant. Buttler fut même traduit devant un conseil de guerre et acquitté. Le général Terry qui le remplaça ordonna un assaut en janvier 1865. Les Yankees combattirent pendant deux jours avec fureur dans un étroit espace où les fantassins luttaient à la baïonnette, les artilleurs tiraient à bout portant. Enfin, le 14 janvier, les Sudistes, après avoir tué beaucoup de monde à l'ennemi, mirent bas les armes. La prise du fort Fischer fut suivie immédiatement de l'entrée des canonnières de Porter. La barre, protectrice, depuis l'ouverture des hostilités, du commerce des rebelles avec l'Angleterre, était enfin franchie.

Pendant ce temps, Grant, sous Petersburg,

prolongeait la ceinture de redoutes jusqu'au campement de Warren, et construisait en onze jours un chemin de fer qui relia entre elles les diverses fractions de son corps d'armée. L'hiver, exceptionnellement rude cette année, interrompit les hostilités. Les deux armées le passèrent autour de Richmond et de Petersburg, sur les bords de la rivière James et du Potomac.

Il semblerait que Grant et Sherman aient conçu le même plan, et se soient donné le mot pour l'exécuter. L'entreprise de Sherman est la répétition quasi textuelle des manœuvres du généralissime. Sorti de Chatanooga, le 14 mai, il ouvrit la campagne de Géorgie le même jour que Grant avait ouvert celle de Virginie. Comme son chef, il partagea ses 100.000 hommes en trois corps, confia le commandement du premier au jeune Mac-Pherson, du deuxième au célèbre Thomas surnommé par les fédéraux Stonevall, comme jadis les esclavagistes avaient surnommé Jackson, et du troisième à Shofield, général de l'Ohio, moins connu du public, mais excellent militaire; le vieux Hooker commandait l'arrière-garde; Kilpatrick, dont le nom était attaché à un raid aventureux qui l'avait conduit jusque dans les faubourgs de Richmond, la cavalerie. La forteresse géorginne d'Atlanta, le but de l'entrée en cam-

pagne, servait de point de repaire et de ralliement aux deux corps confédérés, et était défendue par les 60.000 hommes du général Johnston. Sherman manœuvrait en pays ennemi, au milieu des planteurs, désavantage que la supériorité numérique de ses troupes était loin de compenser. Les premiers résultats ne furent pas brillants. Deux assauts successifs, — celui de Mac-Pherson contre le barrage de Mille Creek, et celui de Thomas contre le mur fortifié de Kenessaw qui protégeait les défilés de la Géorgie — furent repoussés; mais la bataille de Resaca força Johnston à se replier. Cependant, il fallut au général unioniste employer des manœuvres stratégiques pour déloger l'ennemi qui lui disputait le passage. Johnston ne voulait pas risquer une action décisive qui pouvait avoir pour résultat la destruction dans le Sud de la dernière armée esclavagiste digne de ce nom. Chaque jour, Sherman faisait avancer tantôt le corps de Mac-Pherson, tantôt celui de Schofield qui présentaient la bataille. Johnston reculait, croyant avoir affaire à toutes les forces de Sherman, prêt en effet à voler avec la masse de son armée au secours du premier détachement qui en viendrait aux mains. La prudence de Johnston profita aux fédéraux qui, sans avoir combattu, se trouvèrent le 8 juillet, c'est-à-dire

six semaines après leur entrée en campagne, en vue de la ville d'Atlanta, centre de la contrée la plus riche du territoire confédéré. Sherman occupa les deux rives de Chatabooche, adossé aux défilés qu'il avait contournés; Johnston se plaça dans la plaine, entre lui et Atlanta. Une bataille était imminente.

Quand on sut à Richmond que les défilés géorgiens étaient franchis, et que Sherman, sans avoir souffert de pertes sérieuses, campait devant Atlanta, un cri de réprobation s'éleva contre Johnston, dont on convertit la prudence en pusillanimité. Forcé de donner sa démission, il fut remplacé par le général Hood, ami personnel de Jefferson Davis.

Sherman avançait lentement, s'emparait des chemins de fer et tendait à investir la forteresse sans offrir la bataille. Arrivé le 16 juillet à l'armée, Hood prit l'offensive. Adoptant la tactique de Lee qui consistait à attaquer une aile de l'ennemi avec toutes ses forces pour avoir la supériorité du nombre, il fondit, dans la nuit du 20 juillet, sur l'aile droite des fédéraux, à ce moment rapprochée de l'avant-garde. Schofield et Hoocker eurent le temps d'échanger des signaux et la surprise tentée échoua. Après une bataille en plaine, la première de quelque importance de la cam-

pagne, les Sudistes durent se replier en laissant plus de 5.000 des leurs sur le carreau. Hood ne se découragea pas. Le 22, nouvelle attaque, cette fois contre l'aile gauche. Le premier choc fut fatal aux fédéraux : la panique allait se déclarer, quand la mort du chef, d'habitude fatale aux armées, ranima le courage des soldats. Le jeune et valeureux Mac-Pherson avait été tué. Son lieutenant, le général Logan, arrêta les fuyards en criant : Mac-Pherson et vengeance ! Sherman envoyait en ce moment les armées de l'Ohio et du Cumberland aux secours de l'aile gauche. Les fuyards se reformèrent et le combat recommença sur toute la ligne. Le soir, les confédérés rentraient dans leurs positions avec 10.000 hommes de moins. Une dernière tentative contre le centre, à travers lequel le général esclavagiste essaya de s'ouvrir passage, échoua le 21 juillet. Dès ce jour, Hood abandonna l'offensive, et, épuisé par des efforts désespérés, revint malgré lui à la stratégie patiente de Johnston. Maître des positions abandonnées, Sherman se déplaça tout à coup, et, contournant les lignes ennemies, se dirigea vers l'ouest, afin de couper les communications avec Mobile et Savannah. Hood s'élança pour lui disputer passage, et Atlanta se trouva découverte un instant; aussitôt Sherman, quoique attaqué

quotidiennement, détacha toute sa cavalerie avec ordre de dévaster la Géorgie. Cette diversion ne réussit pas; le général Stonemann, entouré par des forces supérieures, fut fait prisonnier, et Kilpatrick se vit obligé de rejoindre le gros de l'armée, sans avoir accompli sa mission. Loin de se méprendre sur le danger du mouvement tournant exécuté par Sherman, Hood, pour empêcher l'établissement des lignes à l'ouest d'Atlanta, sur un terrain plat et au centre d'un réseau de chemins de fer dont l'occupation isolait la forteresse confédérée, livra pendant un mois entier une série de combats sanglants sur l'étroite zone qui sépare la partie montagneuse de la plaine, divisée en deux par le cours de la rivière Chatabooche. Chaque ravin n'était franchi qu'après un assaut meurtrier; les fédéraux avançaient, selon l'expression de l'un deux, « dans leur propre sang ».

L'insuccès de Stonemann et de Kilpatrick avait encouragé, d'autre part, ce qui restait de cavaliers en Virginie à se réunir en un gros détachement dont le général Wheeler prit le commandement, et à tenter de s'emparer du chemin de fer de Chatanooga, artère d'approvisionnement de l'armée du Nord. Le 11 août, Wheeler se présenta avec 1.000 hommes devant Daltou, le plus

important des forts de la ligne, et somma le colonel Lieboldt, chef d'une garnison de quelques centaines de noirs, de capituler. La réponse de Lieboldt vaut celle de Léonidas ou de Cambronne: « On m'a chargé de me défendre et non de me rendre, » répondit-il, et il se défendit si bien que Wheeler, après deux assauts infructueux, abandonna la partie et essaya de surprendre d'autres blockhaus, où il ne réussit guère mieux.

Aussi impassible que Grant, Sherman réduisit son convoi d'approvisionnements au strict nécessaire et fit simuler par un de ses corps un mouvement de retraite. Laissant Hood poursuivre ce corps, il obliqua vers l'est, traversa rapidement le chemin de fer de Montgommery, et affecta la division Jefferson Davis (homonyme du président sudiste), à la destruction des routes entre Atlanta et l'intérieur de la Géorgie. Sans souci de Wheeler qui travaillait à couper ses propres communications, décidé de vaincre ou de mourir, d'investir Atlanta et de s'implanter de force en pays ennemi, il prit les dispositions nécessaires pour enfermer dans cette forteresse l'armée du Sud. Quant à Wheeler et à ses bandes isolées, il les laissa se heurter dans l'Ouest à quelque détachement auxiliaire que le gouvernement de Washing-

ton pouvait y envoyer avec la plus grande facilité. Ce plan était courageux, téméraire même, car le moindre revers livrait le général à la vengeance, non seulement de Hood, mais des planteurs, frémissants de colère impuissante, tant que l'armée du Nord paraissait victorieuse, mais qui attendaient sa défaite pour lui déclarer une guerre d'extermination. La manœuvre hardie de Sherman eut plein succès. Pendant que Hood sillonnait en tous sens la plaine d'Atlanta, à la poursuite d'un ennemi imaginaire, que sa cavalerie était occupée à chercher sur la ligne de Chatanooga un point vulnérable, les trois contingents du Tennessee, Cumberland et Ohio détruisaient le chemin de fer de Montgommery; le 30, Sherman occupait la ligne de Macon; le 31, Jefferson Davis prenait d'assaut Jonesborough, principal fort de la ligne; le 1er juillet, Atlanta était isolée du domaine de la rébellion. De retour d'une poursuite stérile, Hood entendit la canonnade, et comprit qu'il avait été joué. Il ne lui restait qu'une issue, la voie du Sud. S'enfermer dans Atlanta, c'était immobiliser son armée, dernière ressource de la rébellion en Géorgie. Hood se décida à évacuer la place. Le 2 septembre, il faisait sauter les poudrières et quittait cette formidable enceinte de vingt kilomètres de développement, qu'une armée

triple de celle de Sherman eût vainement tenté de prendre d'assaut. Le 3 septembre, Sherman occupait Atlanta, succès inespéré, car son plan consistait à enfermer l'ennemi dans cette forteresse et à en entreprendre le siège.

Ici se place un fait diversement apprécié. Pénétré du sentiment de sa responsabilité, connaissant l'esprit hostile des habitants, ne voulant pas laisser à la merci d'une surprise la possession d'une ville aussi importante et tombée entre ses mains d'une façon aussi inespérée, Sherman résolut d'en faire une place strictement militaire et de renvoyer la population civile, à l'exception des noirs, « afin, dit-il, de n'être pas entouré d'espions et d'ennemis ». Cette mesure, presque sans précédent, a été sévèrement jugée par les philanthropes. Nous avons, dans un autre volume, essayé de justifier un pacificateur, Cialdini. Ici, nous croyons plus persuasif de laisser la parole à Sherman lui-même et de citer en entier l'admirable lettre qu'il écrivit à Hood. Il avait demandé un sursis de dix jours, afin que de part et d'autre on pût apporter quelque humanité dans cette œuvre douloureuse, mais indispensable à son sens à la sécurité de ses soldats. Hood, dont les bataillons étaient massés en face d'Atlanta, lui avait répondu par une acceptation de l'armis-

tice, suivie d'une protestation qu'il avait terminée par cette phrase :

« Permettez-moi cependant de vous dire, monsieur, que la mesure sans précédent que vous prenez dépasse en cruauté ingénieuse et calculée tous les actes que nous offre la sombre histoire de la guerre.... Au nom de Dieu et de l'humanité, je proteste, et vous apprendrez un jour, j'en ai l'espoir, que les femmes et les enfants chassés de leurs foyers appartiennent à une nation vaillante. »

Rien ne peut, plus que la réponse de Sherman, exprimer l'horreur que les hommes doivent éprouver pour la guerre, mais en même temps rien n'est plus favorable à la justification d'un chef militaire, obligé, quoique à contre-cœur, de faire du malheur de ses adversaires l'instrument de salut de ceux aux destinées desquels il préside.

« J'ai lu avec le plus grand soin votre pétition et j'ajoute pleinement foi à ce que vous dites au sujet de la détresse qu'amènera le renvoi de tous les habitants d'Atlanta. Cependant je ne révoquerai pas mes ordres, et cela tout simplement parce que je n'ai pas eu pour but de me conformer aux règles de l'humanité, mais de me préparer pour des luttes futures dans lesquelles des intérêts de millions de braves gens en dehors d'Atlanta sont profondément engagés. Il nous faut conquérir la

paix non seulement à Atlanta, mais dans l'Amérique entière.

» Je connais le caractère vindicatif de nos ennemis et je sais que nous pouvons peut-être nous attendre à plusieurs années d'opérations militaires : c'est pour cela qu'il me paraît prudent de prendre les mesures nécessaires en temps opportun. La destination d'Atlanta comme place de guerre est inconciliable avec les mœurs d'une cité pacifique. Il n'y aura plus ni industrie, ni commerce, ni agriculture pour fournir aux besoins des familles et tôt ou tard la misère chasserait tous les habitants. Pourquoi ne pas s'en aller aujourd'hui, puisque toutes les dispositions sont prises pour faciliter le déplacement de la population, au lieu d'attendre que les boulets plongeants des deux armées en lutte renouvellent les scènes du mois écoulé?... Je ne puis traiter avec vous ce sujet d'une manière complète, car il faudrait vous faire part de ce que je veux entreprendre : mais je vous affirme que mes plans militaires me font une nécessité de renvoyer les habitants d'Atlanta, et je ne puis que vous renouveler mes offres de service afin que cette émigration dans l'un ou l'autre sens s'accomplisse autant qu'il est possible d'une manière facile et confortable.

» Vous ne pourrez jamais témoigner pour la

guerre plus d'horreur que je n'en éprouve moi-même. La guerre, c'est la cruauté, et vous ne réussirez point à l'adoucir. Aussi les hommes qui ont déchaîné ce fléau sur le pays méritent-ils toutes les imprécations, toutes les malédictions qu'un peuple peut faire tomber sur leur tête. Pour ma part, je n'ai rien fait pour amener cette guerre et je sens que je fais aujourd'hui un plus grand sacrifice que vous pour assurer le retour de la paix. Toutefois il vous est impossible d'avoir la paix tant que la nation restera divisée. Si les États-Unis acceptent maintenant la scission, ils n'en resteront point là et le travail de désorganisation continuera jusqu'à ce que nous partagions le sort du Mexique, c'est-à-dire la guerre civile en permanence. Revenez à l'Union, reconnaissez de nouveau l'autorité du gouvernement national, et au lieu d'employer vos maisons, vos rues, vos grandes routes aux terribles nécessités de la guerre, nous deviendrons aussitôt, moi et mon armée, vos protecteurs et vos soutiens, et nous vous garantirons du danger de quelque côté qu'il puisse venir.

» Il vaudrait autant pour vous protester contre la foudre que d'en appeler de ces terribles épreuves de la guerre. Elles sont inévitables et le seul moyen par lequel les habitants d'Atlanta pourront retrouver un jour chez eux la paix et la tranquil-

lité, c'est de mettre un terme à la guerre, en avouant qu'elle commença par l'iniquité et qu'elle continue par l'orgueil. Nous ne voulons ni vos nègres, ni vos chevaux, ni vos maisons, ni votre terre, ni quoi que ce soit qui vous appartient, mais nous demandons et nous obtiendrons de votre part une juste obéissance aux lois des États-Unis. Nous arriverons à ce but, dussions-nous pour cela détruire toutes vos propriétés.

» Je le répète, en vertu du contrat national, les États-Unis avaient en Géorgie certains droits qui n'ont point été abandonnés et qui ne le seront jamais. Les États du Sud ont commencé la guerre en s'emparant des forts, des arsenaux, des monnaies, des douanes, bien avant l'installation de M. Lincoln, et cela sans avoir l'ombre, l'apparence d'une provocation. Moi-même j'ai vu dans le Missouri, le Kentucky, le Tennessee et le Mississipi des centaines et des milliers de femmes et d'enfants qui s'enfuyaient devant vos armées, désespérés, faméliques, et les pieds ensanglantés. A Memphis, à Vicksburg et dans l'intérieur du Mississipi nous avons nourri par milliers et par milliers les familles des soldats rebelles que vous aviez laissées à notre charge et que nous ne pouvions nous résoudre à voir souffrir. Maintenant que le fléau vous visite à votre tour, vous changez de sentiments, vous maudissez les

horreurs de la guerre; mais elles vous étaient indifférentes lorsque vous expédiiez par le chemin de fer, soldats et munitions, boulets et mitraille dans le Kentucky et le Tennessee pour désoler les demeures de centaines et de milliers de bons citoyens qui demandaient seulement à vivre en paix à leurs foyers et sous le gouvernement que s'étaient donné leurs ancètres. Toutefois, ces rapprochements ne servent à rien. Je veux la paix, je crois qu'on ne peut l'obtenir que par le rétablissement de l'Union et par la guerre, et je combats dans l'unique intention d'arriver à ce résultat prochainement et d'une manière complète.

» Quoi qu'il en soit, monsieur, quand cette paix sera venue vous pourrez compter entièrement sur moi. Alors je partagerai avec vous mon dernier morceau de pain et je veillerai sur vous pour défendre vos demeures et vos familles contre le danger, de quelque part qu'il vienne. Maintenant il vous faut partir; emmenez avec vous les vieillards et les invalides, nourrissez-les et soignez-les, construisez pour eux, en des contrées plus tranquilles, des habitations convenables pour les garantir des intempéries, jusqu'à ce qu'enfin les folles passions des hommes se soient calmées et permettent à l'Union et à la paix de s'établir de nouveau dans vos anciennes demeures d'Atlanta. »

Des dix mille personnes expulsées, sept mille demandèrent des sauf-conduits et se dirigèrent vers le Nord, considérant la cause de l'esclavage comme définitivement perdue.

La prise d'Atlanta avait été précédée d'un succès naval du vieil amiral Ferragut qui força l'entrée de la rivière de Mobile défendue par le bélier le « Tennessee », un de ces monstres de fer dont la réputation d'invincibilité avait souffert de l'exploit du lieutenant Cushing. Le choc de l'escadre, soutenu par de nombreux torpilleurs, força le Tennessee, après un combat de douze heures, à amener son pavillon. La possession de la baie de Mobile ferma aux confédérés le golfe du Mexique, rendit au gouvernement de Washington le libre usage de la flottille du blocus, et porta le dernier coup à la piraterie, découragée par tant de désastres successifs.

A l'expiration de l'armistice et quand les habitants d'Atlanta eurent été conduits au delà des lignes des armées, les belligérants se retrouvèrent dans la même situation qu'au commencement des hostilités, à ceci près que Sherman était l'assiégé et Hood l'assiégeant. Le bouillant général confédéré entreprit un mouvement analogue à celui qui avait si bien réussi à son adversaire. Cessant de lui faire face du côté du sud, il déplaça rapi-

dement ses forces vers l'ouest avec l'intention de couper le chemin de fer de Chatanooga, qui reliait l'armée du Nord à l'État du Mississipi. Cette manœuvre découvrait l'intérieur de la Géorgie jusqu'à la mer et Savannah, mais il était improbable que Sherman, menacé sur ses derrières par 40.000 hommes, songeât à quitter Atlanta pour s'enfoncer dans une contrée hostile, éloignée du territoire gouvernemental de plus de 500 kilomètres. La destruction du chemin de fer de Chatanooga présentait encore cet avantage, qu'elle fermait la route aux renforts. Il était enfin aussi peu probable que Sherman consentît à abandonner une forteresse pour la transformation de laquelle en place exclusive de guerre il avait fait tant de sacrifices. Or la défense de cette immense enceinte exigeait un corps de troupes au moins aussi considérable que celui dont il disposait. Toutes ces considérations engagèrent Hood à découvrir la Géorgie. Se glissant inaperçu le long des montagnes de l'Alabama, il attaqua le chemin de fer de Chatanooga. Sherman, averti de ce mouvement tournant, avait détaché Thomas, avec ordre de défendre Nashville, point le plus central et le plus important, mais d'évacuer les petits forts secondaires, afin d'engager Hood le plus loin possible. Ce plan réussit si bien que,

pendant quelques jours, les communications entre Atlanta et le gouvernement ayant été interrompues, abolitionnistes et esclavagistes crurent Sherman perdu. La joie fut aussi grande à Richmond que la consternation à Washington. L'intrépide mais téméraire Hood, croyant avoir bon marché d'un ennemi inférieur en nombre, commit la faute stratégique sur laquelle comptait son adversaire. Laissant un faible détachement pour surveiller la ville, il se lança sur les traces de Thomas, s'avança jusqu'au Tennessee et se trouva fin octobre à sept cents kilomètres d'Atlanta. C'est ce qu'attendait Sherman. Loin de poursuivre son antagoniste, il l'entretenait dans sa sécurité trompeuse, concentrait des approvisionnements, organisait des convois, tout en travaillant derrière les remparts à une expédition mystérieuse dont la préparation avait nécessité la mesure sévère de l'expulsion des habitants. Le 1er novembre, Hood franchissait le Tennessee, et tout retour offensif lui devenait impossible. Le 4 novembre, Shermann envoyait à Washington, avec lequel ses communications, sans être régulières, n'avaient jamais été complètement interrompues, cette lettre qui rappelle le style des anciens Romains :

« Hood a franchi le Tennessee. Thomas prendra soin de lui et gardera Nashville. Shoffield ne

le laissera pas entrer à Chatanooga. La Géorgie et la Caroline du Sud sont à ma merci et je vais frapper ! N'ayez aucune inquiétude ! Tout va bien ! »

Le 9, le général unioniste sortait d'Atlanta à la tête de 60.000 hommes[1]. Ses soldats ignoraient dans quelle direction il les conduirait, car sa proclamation, sans leur cacher qu'ils allaient se trouver en pays ennemi et que la discipline seule leur procurerait la victoire, ne les initiait pas à son plan. La proclamation aux habitants de la région les avertissait en revanche que tout en épargnant les domaines, les récoltes et les planteurs inoffensifs, il serait sans pitié pour ceux qui chercheraient à entraver sa marche. Il se réserva cependant la faculté d'affranchir et d'enrôler les volontaires nègres capables de porter les armes.

Le 12 novembre, Atlanta fut livrée aux flammes et Sherman s'enfonça en Géorgie. Les colonnes de Hood le séparaient de ses lieutenants et de Washington ; 700 kilomètres en pays hostile, de la mer. Personne ne savait où il allait. Ce corps d'armée, envoyé ainsi en sentinelle perdue dans une direction ignorée, est une des péripéties les

1. Thomas et Schoffield disposaient de 30.000 hommes et tenaient tête à Hood dont l'armée n'était guère plus nombreuse.

plus saisissantes de la guerre de Sécession. La Géorgie méridionale, centre du territoire confédéré. à l'abri derrière deux rangs de défilés, la forteresse d'Atlanta et les bataillons de Hood, était défendue par une milice locale qui ne s'était jamais mesurée avec une armée régulière et ne s'attendait pas à une invasion. Les planteurs y nourrissaient une haine mortelle contre les abolitionnistes. Chaque village, chaque carrefour, chaque arbre cachait un ennemi irréconciliable. Il est probable que Sherman n'eût pas réussi dans sa tentative, sans la complicité des nègres que l'édit d'affranchissement de Lincoln avait rendus favorables à la cause de l'Union. En principe, Sherman faisait 24 kilomètres par jour. Les journaux adverses annonçaient qu'après avoir évité la forteresse de Macon et pénétré dans Midgeville, capitale de l'État dont il avait dispersé la législature (facile triomphe! disaient-ils), il marchait de revers en revers. Lee envoyait avec complaisance ces bulletins désastreux à Grant et à Lincoln. Au dire des esclavagistes, l'armée des envahisseurs fondait à vue d'œil ; bientôt les feuilles politiques du Sud retentirent de chants d'allégresse. Aussi la joie fut-elle grande à Washington quand on apprit que ces nouvelles étaient des mensonges forgés par

une haine stérile. Le 10 décembre, Sherman était en vue de Savannah et de la flotte que le gouvernement, sur ses indications secrètes, avait envoyé dans les eaux de cette ville. En vingt-sept jours, il avait détruit 350 kilomètres de chemins de fer, et son armée débouchait sur l'océan, augmentée d'un contingent de 4.000 nègres de choix, enrôlés dans les plantations de la Géorgie. Avant d'attaquer Savannah, troisième capitale de la Confédération, principal centre d'approvisionnement de Beauregard et arsenal de Charleston, Sherman avait rétabli ses communications par l'assaut du fort Mac-Alistor qui défendait la rade et qui fut emporté dans la journée du 12. Les soldats de l'Union, entourés depuis un mois d'ennemis. purent alors fraterniser avec les marins de la flotte. Le soir même, Sherman envoyait une longue relation de son odyssée et annonçait qu'il considérait la campagne comme terminée, sa jonction avec Grant n'étant plus qu'une question de temps.

Cette nouvelle arriva à Washington avec celle d'une sanglante victoire de Thomas sous Nashville. La vaillance des confédérés ne servit qu'à diminuer leur nombre; la bataille dura deux jours et coûta à Hood la moitié de son effectif. C'est à la tête de 15.000 fuyards complètement

démoralisés que l'infortuné général repassa le Tennessee et rejoignit sa réserve, auprès des cendres fumantes d'Atlanta.

Au delà du Mississipi, Rosecranz commandait la réserve de la milice. Le vieux Price essaya de l'en déloger avec un corps de volontaires missouriens. Le territoire en dehors des lignes d'opération de Grant et de Sherman, avait été pour ainsi dire temporairement abandonné et les esclavagistes crurent que la possession de ces vastes contrées leur permettrait de continuer la guerre sur les limites extrêmes de l'Union. Annoncé comme un vengeur, Price crut avoir bon marché des troupes indisciplinées de Rosecranz, rebut de l'armée du Nord. La défaite qui lui fut infligée sous Kansas-City épuisa le dernier effort de la rébellion.

Pendant que Grant, obligé à l'inactivité par la rigueur de la saison, resserrait patiemment le cercle de l'investissement de Petersburg, Sherman profita de la douceur du climat de la contrée où il manœuvrait pour ouvrir la campagne de 1865 immédiatement après la reddition de Savannah, consentie le surlendemain de la prise du fort Mac-Alister.

La garnison de Savannah, forte de 15.000 hommes, évacua la place avant son investissement complet, pour conserver quelques défenseurs à la

Confédération. Les rebelles en étaient réduits à cette seule tactique: éviter de se laisser enfermer dans les forteresses pour tenir tète en plaine à un adversaire devenu supérieur en nombre. L'occupation de Savannah, où on trouva un matériel de guerre considérable, permit à Sherman de se réorganiser en vue d'une nouvelle expédition, tenue, comme la précédente, rigoureusement secrète. Fin janvier, il sortit de la ville par la route de Charleston. Cette fois encore, le mystère dont il s'enveloppait lui donna une victoire prompte et facile. Ne sachant pas de quel côté se dirigeait l'ennemi, Beauregard dissémina ses forces. Sans se préoccuper de cette armée, à la base d'opération trop vaste pour être inquiétante, Sherman laissa de côté Beauregard, s'empara de Columbia, chef-lieu de la Caroline du Sud, et, le 14 février, quelques jours après avoir quitté Savannah, se présenta devant la seconde capitale de la Confédération, la ville sainte qui avait donné le signal de la révolte. La population décimée par le bombardement dont elle souffrait depuis la prise de l'île Morris, supplia le général commandant, à l'aspect des premiers cavaliers de Sherman caracolant en vue des remparts, d'éviter les représailles d'un ennemi impitoyable. La cité héroïque qui, pendant quatre années, avait ré-

sisté à vingt assauts, tombait maintenant au seul bruit des pas de Sherman, tant la prise d'Atlanta et la marche à travers la Géorgie avaient terrorisé les esprits. La garnison fit sauter les forts et alluma un incendie, et l'avant-garde du Nord (général Schimmelpenning) pénétra dans Charleston à travers les cendres et les décombres. Le lendemain, 18 août, toute la baie tombait au pouvoir de Sherman et un coup décisif était porté à la rébellion. La chute de Charleston laissait entre les mains du vainqueur 450 pièces d'artillerie, un immense matériel de guerre, délivrait toute une flotte de blocus, donnait à l'armée une nouvelle base d'opération, la rapprochait du Potomac, produisait une grande impression morale et élevait jusqu'aux nues la réputation d'un chef dont Grant lui-même reconnaissait la supériorité.

« Ne vous avais-je pas dit, écrivit-il au ministre de la Guerre, que Sherman était notre premier tacticien! je commence à ne plus douter de la victoire définitive; mais c'est à lui, à lui seul que je dois cette conviction. »

L'étude de la campagne de 1865 n'autorise pas un historien dénué de connaissances militaires spéciales de comparer Grant à Sherman, et la question de climat me paraît, dans cette circons-

tance, à considérer; mais il n'en est pas moins vrai que les victoires et les manœuvres du corps du Mississipi contribuèrent plus efficacement au dénouement final que la patiente activité de celui du Potomac. Pendant que Grant se voyait retenu des mois entiers autour de Pétersburg, Sherman parcourait victorieusement les deux tiers des États-Unis, s'emparait des trois principales forteresses des insurgés, occupait trois capitales d'État, détruisait quatre armées, et inspirait à ses adversaires une terreur salutaire qui aboutit, comme nous le verrons tout à l'heure, à de tardifs essais de conciliation.

Le 20 février, Sherman abandonnait son quartier général de Columbia, et laissant un faible détachement garder une position avec laquelle ses communications étaient désormais assurées, il envahit la Caroline du Nord. Le 23 mars, il battait l'ennemi à Bentousville et entrait à Goldsborough, où il opérait sa jonction avec Terry, qui assiégeait Wilmington. Le plan concerté entre les deux généraux du Nord à l'entrée de la campagne, était exécuté de point en point. Lee se trouvait enfermé dans un cercle de fer et la guerre était virtuellement terminée.

Au moment même où Sherman opérait sa jonction avec un des corps auxiliaires de Grant,

Lee essaya de profiter du dégel pour briser le cercle de fer qui l'étreignait. Le 25 mars, quoique la neige couvrît encore la terre, il attaqua les retranchements entre Petersburg et City-Point, et livra, pendant les journées des 26, 27, 29 et 30 cinq combats qui ne furent pas tous à l'avantage de Grant. Les Sudistes purent espérer à plusieurs reprises, sinon vaincre, du moins prolonger la lutte. Le septième jour, Grant, fatigué de cette opiniâtreté, lança ses bataillons contre le chemin de fer fortifié de Southside qui, avec celui de Danville, constituait les dernières communications entre Richmond et les armées de Lee et de Johnston [1]. La cavalerie de Sheridan fut détachée pour détruire les rails et réduire les forts isolés, pendant que le corps de Warren attaquerait la station fortifiée de Five-Forcks (cinq branches) dont le nom indique l'importance. Cette station fut emportée après une de ces terribles batailles fréquentes dans les annales de la guerre de Sécession. La ligne de Southside coupée, il ne restait à Jefferson Davis d'autre issue que celle de Danville, s'il ne voulait pas tomber entre les mains des vainqueurs. Envisa-

1. Johnston disposait d'un corps de 35.000 hommes avec lequel il circulait dans le territoire de plus en plus restreint de la rébellion.

geant la situation sous son véritable aspect, Lee expédia immédiatement à Richmond une dépêche, où il avertissait le président qu'il se défendait encore, mais qu'il n'espérait plus vaincre, et où il lui conseillait de fuir sans délai, le chemin de fer de Danville étant, par la prise de Five-Forcks, à la merci d'un raid de Sheridan. Le cavalier porteur de cette nouvelle n'arriva à Richmond que le 2 avril, au moment où Grant ordonnait l'assaut de Petersburg, emporté en quelques heures malgré la vaillance de ses derniers défenseurs. C'était un dimanche, et Jefferson Davis apprit la fatale nouvelle à l'église, pendant l'office. Entraînant à sa suite la plupart des représentants, le président des États confédérés s'élança dans les wagons du chemin de fer de Dauville, et laissa derrière lui sa capitale en proie à la plus profonde terreur. La prise de Petersburg et la destruction des chemins de fer livraient la ville au vainqueur. Or, le vainqueur, c'était le nègre. Les habitants de Richmond, ces planteurs impitoyables et hautains, songeaient avec anxiété aux représailles probables. En abandonnant le fort Darling, Lee en avait fait sauter les remparts. La ville était ouverte. Les traînards de l'armée commencèrent le pillage; les nègres, hier esclaves, formèrent des groupes menaçants. Bientôt une spirale de fumée

monta au ciel, puis une autre; de tous côtés, les incendies s'allumaient. On pillait déjà, et on allait procéder au massacre, quand le général fédéral Wetzel, à la tête d'une brigade de noirs, entra dans la cité abandonnée par ses défenseurs. On l'accueillit avec des transports de joie. Ces blancs, jadis si arrogants, se roulaient aux pieds des nègres libres contre lesquels ils avaient édicté des lois iniques, et les suppliaient de les sauver, au nom du droit des gens, de la fureur de leurs frères esclaves. Les ordres de Grant à ses lieutenants étaient invariables; répression inflexible contre les récalcitrants, mansuétude profonde pour les populations inoffensives. Wetzel exigea la soumission de ce qui restait d'autorités constituées; la municipalité se soumit; aussitôt un corps auxiliaire occupa Richmond au nom de l'Union, et procéda au rétablissement de l'ordre. Le lendemain, la ville respirait longuement, se sentant sous l'égide d'un vainqueur miséricordieux.

Cependant Lee fuyait vers les monts Alleghany pour opérer sa jonction avec Johnston, et résister quelque temps encore, dans cette contrée accidentée, aux forces de l'Union. C'était réduire la lutte à une guerre de partisans, mais nous connaissons les éléments de haine qui

divisaient les partis. En outre, Lee, dont les défaites n'avaient pas entamé la brillante réputation, voulait tomber « en gladiateur romain », disait-il. Espérant gagner son adversaire de vitesse, il entreprit le long du chemin de fer de Danville une retraite harcelée par Sheridan qui le suivait pas à pas. Mais Grant, qui ne craignait plus de s'affaiblir, détacha le général Ord pour lui couper la retraite. Tandis que Lee avançait péniblement en enjambant ses cadavres, tantôt victorieux et tantôt vaincu, Ord le dépassa par des sentiers obliques et se plaça à Appomatox-Court-House, en travers de son chemin. Après avoir laissé entre les mains de Sheridan 7.000 prisonniers avec le général Evell, Lee croyait avoir repoussé toutes les attaques et distancé ses ennemis, quand les éclaireurs lui apprirent que la route était coupée. C'était le 7 avril 1865. Les soldats, exténués, ne pouvaient plus combattre. Lee se retrancha dans sa position, résolu de mourir à son poste. Alors Grant, avec une véritable grandeur d'âme, et dans des termes empreints de douceur, lui proposa une capitulation honorable. Lee regarda autour de lui ; son armée, découragée, fatiguée, démoralisée, comptait 25.000 hommes à peine; en dehors du mont où il était cerné, les 35.000 soldats de Johnston erraient à

travers un territoire de plus en plus restreint. C'était, avec quelques régiments épars, débris des colonnes de Hood et de Beauregard, tout ce qui restait à la cause du Sud, 80.000 hommes au plus. Les mesures les plus désespérées avaient été épuisées ; enrôlements forcés, réquisitions, dépossessions... Les 80.000 hommes fondus, et c'était fatal, on n'avait plus un soldat et pas un sou pour acheter des munitions. Établi à Richmond, Grant donnait la main à Sherman, celui-ci longeait l'Atlantique, rétrécissant le cercle qui allait se fermer dans un très court laps de temps, car Stonemann, parti de Knoxville, franchissait les Alleghany, Thomas s'avançait de son côté et Cumby prenait forteresses sur forteresses. Charleston, Savannah, Richmond, les trois villes capitales ; Montgommery qui avait donné son nom au premier congrès esclavagiste ; Wilmington et Mobile, les ports où se réfugiaient les pirates, subissaient la loi du vainqueur. La cause était perdue. Néanmoins, le généralissime du Sud tenta un dernier effort pour percer les lignes ennemies. Comme un aigle enfermé dans une cage, il en heurta les barreaux du bec et des griffes. Une décisive et courte bataille eut lieu le 8 avril; le 9, Lee, qui ne savait même plus où chercher Jefferson Davis et le gouvernement,

capitula avec son armée. La capitulation accordée fut des plus honorables. Les officiers emportèrent leurs armes ; les soldats livrèrent leurs fusils mais restèrent libres. Comme la troupe de Lee n'avait pas mangé de trente-six heures, Grant lui fournit des vivres. La nouvelle de la capitulation parvint la même nuit à Washington, et de là, rapide comme une étincelle électrique, dans les autres villes du Nord, éveillées par le son joyeux des cloches.

Avant de terminer le récit de cette guerre qui dura plus de quatre années, coûta un million d'hommes et 14 milliards de francs, il nous faut revenir en arrière, et étudier l'histoire civile des États-Unis, que nous avons été forcé de négliger, pour procéder à la relation compliquée et difficile des campagnes de 1864-1865.

Le 4 mars 1865, les pouvoirs de Lincoln expiraient. L'année 1864 avait été employée, selon l'usage et la constitution, aux conciliabules préparatoires de l'élection du magistrat suprême. Les fédéraux avaient sur les esclavagistes ce désavantage, qu'ils ne formaient pas un tout politique homogène, et se subdivisaient, comme avant la scission, en démocrates et républicains. Les uns prêchaient la conciliation, proposaient leur médiation, et considéraient l'esclavage comme une

institution à laquelle on n'avait pas le droit de toucher; les autres prétendaient au contraire que c'était une monstruosité sociale qu'il fallait à toute force abolir. Ce dernier parti se subdivisait en modérés et radicaux; les modérés consentaient à des atermoiements : les radicaux exigeaient la destruction immédiate d'une institution sacrilège.

A l'ouverture de la période électorale, les campagnes de Virginie et de Géorgie commençaient à peine, et rien ne faisait prévoir un aussi prompt succès. La guerre paraissait durable ; le résultat final incertain. Au début de l'année, les succès des Sudistes avaient même surexcité l'opinion contre le président, et de nombreux candidats à sa succession se présentèrent. Ceux qui avaient confiance dans le généralissime, duquel d'ailleurs à ce moment dépendait le sort de l'Union, lui firent des propositions que Grant refusa péremptoirement.

— Ma mission consiste à réduire la rébellion par les armes, dit-il. Je ne sais si mes forces y suffiront, et vous voulez me confier d'autres devoirs !

Les modérés revinrent sans peine à l'idée de la prolongation des pouvoirs de Lincoln ; mais les radicaux ne se tinrent pas pour battus. Le Président en fonctions était, à leur sens, trop timoré;

il avait, il est vrai, promulgué un décret contre l'esclavage, mais ce décret restait systématiquement inexécuté. Si les lois existantes avaient été appliquées, la servitude, disparue totalement des États du Nord, n'aurait pu refleurir, même après une victoire de Jefferson Davis. Dans les conditions où on se trouvait, un succès des armées du Sud jetterait l'Union au pied des esclavagistes qui s'empresseraient de ressusciter une institution mal étouffée. Il fallait, coûte que coûte, placer à la tête de l'État un abolitionniste fervent, qui attaquerait légalement l'esclavage jusque dans ses racines. La première convention de cette période électorale, celle des radicaux, réunie le 31 mai à Cleveland, proposa à la présidence le général Frémont ; à la vice-présidence, le général Cochrane, tous deux abolitionnistes notoirement irréconciliables. Frémont avait même, au début de la guerre, été destitué par Lincoln pour avoir froissé les populations du Kentucky par ses proclamations incendiaires.

Les délégués républicains modérés se réunirent en juin à Baltimore et proclamèrent Lincoln ; toutefois, inquiets de la prolongation de la lutte, ils crurent utile d'ouvrir à l'avance une issue de conciliation avec les autres partis, en lui adjoignant comme vice-président Andrew Johnson,

ancien tailleur, homme du Sud, propriétaire d'esclaves, partisan de l'Union et anti-séparatiste, mais dont les opinions abolitionnistes étaient tièdes. La profession de foi d'Andrew Johnson[1] contenait cette phrase significative. « Si l'esclavage doit servir à diviser l'Union, avait-il dit, il ne faut pas hésiter à l'abolir, car l'intérêt de la patrie passe avant celui des particuliers; mais s'il peut subsister dans le Sud sans nuire à l'intérêt général, et ceci, je l'espère, pourquoi ne pas le conserver pendant le temps indispensable pour éviter la ruine des planteurs! »

Malgré certaines objections présentées non par Lincoln, mais par son gouvernement, la candidature de Johnson réunit les suffrages, et le parti républicain modéré proclama candidats, à la présidence, Abraham Lincoln; à la vice-présidence, Andrew Johnson.

Les démocrates, partagés, eux aussi, en modérés et radicaux (copperheads) se réunirent en août à Chicago et proclamèrent le général Mac-Clellan. En principe, les trois candidats à la magistrature suprême étaient : républicain. Lincoln; radical, Frémont; démocrate, Mac-Clellan.

Les victoires de Sherman et de Grant modi-

1. Johnson avait donné des preuves d'intelligence et d'esprit politique, dans son gouvernement de Tennessee.

fièrent la situation. Au moment où Grant investissait Petersburg et Sherman Atlanta, les élections d'État et les votes populaires qui précédaient la grande lutte s'ouvraient sur tout le territoire du Nord, et donnaient une majorité imposante au parti républicain modéré qui allait compter au Sénat futur, 31 unionistes sur 10, à la Chambre des représentants, 131 abolitionnistes sur 37 défenseurs de l'esclavage. Dans ces conditions, l'élection du président en fonctions paraissait assurée et Frémont retira sa candidature. Le 8 novembre, jour du vote, vingt-deux États sur vingt-cinq firent choix de délégués ayant pour mandat impératif d'élire Lincoln. De dépit, Mac-Clellan donna sa démission et s'exila en Europe. Sherman occupait Atlanta; Grant investissait Petersburg; les replis du serpent boa se resserraient tous les jours; le triomphe était certain, et la nation, en prolongeant les pouvoirs du président, reconnaissait qu'il était dû autant à la fermeté du magistrat civil qu'aux talents militaires des généraux.

La réélection de Lincoln profita à la cause du Nord, autant que les victoires de Grant et de Sherman. Disposant de toutes les ressources de l'Union, au courant de toutes les négociations, il devenait un instrument des plus utiles à l'heure de la grande liquidation. Un nouveau magistrat,

quelque intelligent qu'il fût d'ailleurs, eût été pendant la longue période qui séparait son élection de la prise de possession, témoin inactif des actes du gouvernement, car son initiation préalable dépendait de la volonté de son prédécesseur. On pouvait sans doute compter sur la bonne foi et le patriotisme de « l'honnête Abraham » qui se serait fait un devoir, nous en sommes convaincus, d'aplanir les voies à son successeur, mais celui-ci n'en était pas moins forcé à un apprentissage pénible. Par le fait de sa réélection, Lincoln continua à tenir les rênes de l'État comme un monarque constitutionnel, et les lacunes inévitables pendant une transmission de pouvoirs étaient ainsi évitées.

Le message au Congrès (5 novembre) glissait sur les relations internationales (question anglaise et mexicaine), faisait un appel touchant à la majorité, que le chef de l'État conjura de voter enfin l'abolition de l'esclavage, exaltait la législature du Maryland qui s'était débarrassée de la servitude, et insistait auprès de représentants pour une solution prompte et décisive.

— « Je m'adresse aux députés des États fidèles » à l'Union, disait Lincoln! Quant aux esclaves » des États rebelles, libres de droit en vertu de ma » proclamation présidentielle, ils resteront libres

» à jamais! On m'appelle l'honnête Abraham!
» Eh bien! « l'honnête Abraham » ne reviendra
» jamais sur sa parole. Si d'une façon ou d'une
» autre, le peuple faisait à son président un devoir
» de condamner à un nouvel esclavage ceux qui
» sont devenus libres, que ce soit un autre, et
» non pas moi, qu'on prenne pour instrument! »

Cependant les bonnes nouvelles se succédaient. L'apparition de Sherman sur l'Atlantique et la destruction de l'armée de Hood faisaient prévoir la fin prochaine de la guerre. Au jour de la pacification une loi sur l'esclavage devenait indispensable, et le Sénat en avait déjà, l'année dernière, voté l'abolition. Toutefois cette abolition paraissait si contraire aux intérêts de la majorité de la classe dirigeante de la nation, elle comptait, même dans les États du Nord, de si nombreux adversaires, qu'on attendait avec anxiété le vote de l'amendement proposé après la lecture du message. Son rejet eût été non seulement un échec pour le gouvernement, mais il aurait servi à encourager la résistance désespérée des Sudistes. Aussi, lorsque le 31 janvier, la chambre des représentants entra en séance pour résoudre ce redoutable problème, tout Washington se porta aux abords du parlement. A 4 heures du soir, le président Colfax annonça le résultat du scrutin: 119 voix contre 56 avaient

déclaré que désormais « *ni esclavage, ni servitude involontaire, excepté en punition d'un crime prouvé, n'existaient dans toute l'étendue des États-Unis.* » Les applaudissements éclatèrent aussitôt ; dans la salle, dans les rues, on s'embrassait, on poussait des hourras retentissants, on sanglotait de joie ! Depuis la déclaration de l'indépendance, jamais une décision aussi importante n'avait été prise par les représentants du peuple !

Cette loi ne devait cependant être promulguée qu'après sa ratification par les trois quarts des législatures d'États. Quelques voix manquaient, et par une ironie du sort, ce fut plus tard, après la pacification, que les États rebelles, en rentrant dans l'Union après avoir libéré leurs esclaves, formèrent l'appoint nécessaire pour rendre définitive l'abolition de la servitude.

Les cris d'allégresse poussés à Washington eurent leur écho à Richmond, qui apprit le même jour le résultat du vote. Jefferson Davis frémit de rage, mais comprenant que sa cause était perdue, et que le Dieu des batailles combattait avec ses ennemis, il tenta, pour la première fois, une démarche sérieuse de conciliation[1], s'aboucha avec

1. Les diverses tentatives faites en 1864 n'avaient jamais été sérieusement discutées ni par Lincoln ni par Jefferson Davis, et appartenaient à l'initiative de médiateurs officieux et nullement autorisés.

Blair, ami intime du président, et envoya en parlementaire auprès de Grant, son collègue Stephens, porteur d'une proposition où il était parlé de préliminaires de la paix. Lincoln avoua que, emporté par son désir de pacifier la patrie commune, il était prêt à entrer en arrangement, mais qu'auparavant les rebelles devaient licencier leur armée, reconnaître le rétablissement de l'Union et l'abolition de l'esclavage. Pendant que Blair faisait tenir cette réponse à Jefferson Davis, Grant engageait Lincoln à venir à Hampton pour se concerter avec Stephens. Sans attendre le retour de son ami, Lincoln, dans son ardent désir de la paix, courut à Hampton, et se rencontra sur le vapeur le « River-Queen » avec Stephens, qui lui proposa un armistice et la reprise des relations commerciales. L'honnête Abraham eut une explosion d'indignation.

— Ce que vous me demandez là, monsieur, dit-il, c'est de reconnaître une rébellion aux trois quarts écrasée. Vous voulez sans doute vous moquer ! Jamais, entendez-vous, je ne cesserai la guerre que lorsque vous vous soumettrez à la loi !

Les hostilités recommencèrent avec une nouvelle ardeur, car Grant, tout aussi mécontent que Lincoln d'avoir cru à la sincérité des Sudistes, déclara qu'il n'accepterait plus d'autres propositions que

celle d'une entière soumission. Aux abois, Jefferson Davis fit voter par le Congrès de Richmond l'affranchissement conditionnel de 40.000 nègres dont il proposa l'enrôlement, dans l'espoir de se créer une dernière ressource militaire. Mais les événements se succédèrent avec rapidité, Richmond succomba et le gouvernement révolutionnaire, escorté par un faible détachement de troupes confédérées, s'établit à Charlotte, bourgade qui pendant un mois fut décorée du nom de capitale de la Confédération. Menacé par Sherman qui se porta contre cette ville, Davis s'enfuit derechef, laissant à chaque halte quelques hommes de son escorte, quelques membres de son gouvernement. Bientôt, abandonné de tous, il se réfugia presque seul dans une forêt de la Géorgie, où il réussit à pénétrer à travers le cordon des troupes de Stonemann, qui le croyait au Mexique. Tout à coup le bruit de sa capture se répandit. Le général Wilson, envoyé en reconnaissance en Géorgie, avait su d'un espion que le président de la Confédération se trouvait à Irvinsville, au centre de la province, à trois cents kilomètres de la mer, et qu'il y était entouré par un petit groupe de fidèles. Wilson se présenta devant Irvinsville; Jefferson Davis avait eu le temps de fuir, déguisé en femme; mais des cavaliers lancés à sa pour-

suite le découvrirent dans un bois, accroché aux broussailles par sa crinoline, et le capturèrent. Écroué dans la forteresse de Monroë, il y attendit de longs mois le verdict du tribunal chargé de le juger comme traître à la patrie. La triste et grotesque façon dont cet homme hautain avait terminé sa carrière politique inspira quelque pitié à ses adversaires, et on instruisit son procès avec lenteur pour donner aux passions le temps de s'assoupir.

Si Jefferson Davis avait subi son jugement aussitôt après sa capture, il eut encouru sans nul doute une condamnation capitale, car il tombait sous le coup de la loi de haute trahison. Ministre de Buchanan, il avait pillé les arsenaux du Nord et fait disparaître les munitions; président de la Confédération, ses proclamations avaient été incendiaires, ses actes illégaux et cruels; massacres du fort Pillow, de Saint-Albans, du lac Erié, tueries commises par les Sudistes, avec son approbation, en dépit des lois de la guerre: traitements inhumains infligés aux prisonniers du Nord; lois abominables édictées contre les nègres : autant de crimes prévus par la Constitution. La non-reconnaissance des rebelles en qualité de belligérants laissait la latitude de considérer leur chef comme un insurgé pris les armes à la main,

et Lincoln aurait sans doute, pour l'exemple, étouffé toute compassion. Mais Lincoln avait précédé son ennemi dans la tombe. En plein succès, en pleine gloire, ce citoyen, le plus illustre Américain depuis Washington, périt sous les coups d'un assassin.

Le lendemain de la prise de Richmond, Lincoln avait parcouru la ville en adressant aux rebelles des paroles de paix et d'oubli. A son retour, en chemin de fer, accompagné du ministre de la guerre Stanton et du géneralissime Grant, il développa le plan d'une proclamation destinée dans son esprit à amener la concorde, « *unique but vers lequel*, dit-il, *tendaient tous mes vœux* », et leur donna rendez-vous à Washington, à une représentation du théâtre de Ford, préparée en son honneur. Se trouva-t-il un traître dans la suite présidentielle, pour entendre ces propos, ou la rumeur publique en avertit-elle les esclavagistes qui cherchaient depuis longtemps une occasion de venger les défaites des armées du Sud? Un groupe forma le plan de se défaire par un crime des cinq citoyens qui constituaient la force de l'Union; Lincoln, les généraux Grant et Sherman, le ministre de la Guerre Stanton et le ministre des Affaires étrangères Seward dont la science diplomatique avait su neutraliser les sym-

pathies de l'Europe. Sherman, entouré de son armée, était difficile à atteindre, mais la représentation du 14 avril parut aux conjurés propre à la réalisation de leur plan, relatif aux autres victimes. Il était en effet probable que Grant, Seward et Stanton se trouveraient réunis au théâtre. Par un heureux hasard, Grant fut retenu à son camp, Stanton à son ministère par des dépêches importantes, Seward à son domicile par une chute de voiture, et le président seul, avec sa famille et quelques amis, se rendit à la représentation. Au commencement du troisième acte on entendit un coup de pistolet, et un homme sauta de la loge présidentielle sur la scène, brandissant un poignard et criant : « *Sic semper tyrannis!* » Lincoln s'affaissait entre les bras de sa femme, le visage sanglant. Une balle venait de le frapper à la tête. L'émotion de la foule, les cris désespérés de madame Lincoln, la stupéfaction des acteurs, produisit une confusion qui permit à l'assassin de fuir.

Les conjurés ne pouvaient prévoir l'absence de Stanton et de Grant, mais l'accident de Seward était notoire. Au même moment où s'accomplissait le drame du Ford, un individu pénétrait violemment dans la demeure privée du ministre des Affaires étrangères, blessait ceux qui

s'opposaient à son passage, entrait dans la chambre du malade, qui eut la présence d'esprit de s'envelopper dans ses couvertures, et lui balafrait la figure de plusieurs coups de poignard. Croyant son forfait accompli, le scélérat s'enfuit sans être inquiété, et cette fuite ne témoigne guère en faveur du courage de la domesticité du ministre.

Transporté chez lui, Lincoln succomba le lendemain, mais Seward survécut à ses blessures. L'acteur John Wilke Booths, célèbre pour avoir contribué à l'exécution illégale de Brown, fanatique de l'esclavage qu'il qualifiait « de plus grand bienfait accordé par Dieu à une nation favorisée », avait, de concert avec une dame Surette, lectrice assidue et inintelligente de la Bible, organisé ce complot dans le but de se débarrasser des principaux personnages de l'Union, et avait assumé le prncipal rôle, celui de tuer Lincoln, dans l'espérance que la consternation, inévitable en pareil cas, permettrait aux esclavagistes de rentrer victorieux à Washington. Ces illusions de cerveaux mal équilibrés étonnent l'historien qui y voit le déséquilibrement de l'époque qu'il traverse. Ces Polonais, révoltés au moment où il leur était impossible de vaincre, et ces Danois, incapables d'attendre une occa-

sion de jeter leur épée dans la balance d'une des deux Allemagnes, n'ont-ils pas agi avec aussi peu de discernement que le triste acteur de New-York? Le complot, ourdi au moment où Lee s'avançait contre Washington, n'aurait certes pas été moins répulsif, mais il présentait des chances de succès. Le 14 avril 1865, quand les confédérés ne comptaient plus que des bandes errantes au milieu d'un territoire cerné par les troupes du Nord, comment l'attentat pouvait-il servir la cause de la servitude? La mort de Lincoln fut un malheur public, mais elle n'arrêta pas une seconde la marche triomphale des fédéraux.

Booth, après avoir rempli son infâme mission, s'enfuit en Virginie, avec celui de ses complices qui devait tuer Grant, et se cacha dans une grange isolée au bord du Rappahannock, aux environs de Port-Royal. Suivi à la piste et découvert, il refusa de se rendre et fut tué d'un coup de pistolet, pendant que son acolyte était envoyé en prison tenir compagnie à Payne, l'assassin de Seward, écroué quelques jours auparavant.

Le triomphe de l'Union est dû en entier à Lincoln, qui voyait dans l'exercice de ses fonctions cette gloire d'outre-tombe, qualifiée de nos jours d'illusion, mais en l'honneur de laquelle

nos ancêtres ont commis tant et de si nobles exploits. Aujourd'hui, où l'isolement de l'individu au milieu d'une société égoïste et immorale fait miroiter constamment à ses yeux l'intérêt personnel, dont seul il est le gardien, et seul le défenseur, ces silhouettes majestueuses tendent à disparaître, et le siècle compte peu de personnalités qui, comme Lincoln, se sont dévouées à la chose publique sans y chercher ni richesse ni satisfaction d'ambition personnelle. Simple et modeste dans ses goûts, ce citoyen, investi pendant quatre années d'un pouvoir discrétionnaire, qui présidait à des dépenses chiffrées par la somme quotidienne et incroyable de 25 millions de francs, n'a pas essayé d'augmenter ni sa prérogative, ni sa fortune personnelle, à laquelle pas un atome de l'énorme budget de la guerre ne s'est trouvé accroché. A notre siècle, il n'y a pas d'éloge qui vaille celui-là. Quant à son privilège exceptionnellement élargi, le seul usage qu'il en ait fait, fut la publication du décret d'affranchissement des esclaves dans les États rebelles. Après avoir servi l'Union, Lincoln descendit au tombeau le cœur et les mains purs.

La mort du président en exercice transmettait régulièrement le pouvoir au vice-président. Le

15 avril 1865, Andrew Johnson prit en main les rênes de l'État. Ses premiers actes furent en tout point dignes de son prédécesseur. On appréhendait son ignorance diplomatique, sa haine de l'étranger, exprimée à plusieurs reprises avec une certaine violence, ses antécédents esclavagistes, l'exaltation calculée de ses opinions républicaines, et on l'accusait de se livrer à la boisson. Aucune de ces craintes ne se réalisa. Johnson conserva les ministres en exercice, se montra conciliant avec les plénipotentiaires de France et d'Angleterre, et, dans une circonstance qui se présenta quatre jours après son avènement, prouva aux abolitionnistes que l'ancien propriétaire d'esclaves était converti à leurs idées. Le général Johnston, instruit de la capitulation de Lee, avait envoyé un parlementaire à Sherman pour lui proposer une trêve, durant laquelle il s'engageait à discuter les conditions d'une capitulation reposant sur une amnistie générale. C'était le couronnement de l'œuvre et Sherman crut de bonne politique d'écouter les propositions du dernier défenseur de la Confédération, sans réfléchir que l'acceptation d'une trêve conditionnelle impliquait la reconnaissance du gouvernement insurgé et désarmait la justice de la nation.

Sans égard pour le vainqueur de tant de batailles, pour le chef populaire que l'opinion mettait au niveau de Grant, Andrew Johnson désavoua Sherman, déclara que sa trêve était nulle et non avenue, lui enjoignit de poursuivre les rebelles, et, pour témoigner de son mécontentement, ordonna à Grant de se rendre sur les lieux, de cerner Johnson et d'exiger une capitulation. Les deux généraux, atteints, l'un dans sa dignité, l'autre dans ses sentiments affectueux pour un collègue vénéré, n'hésitèrent pas à obéir à l'ancien tailleur, tant était grand le patriotisme des défenseurs de l'Union. Pendant que Sherman dénonçait la trêve et marchait à l'ennemi, Grant se portait sur les derrières de Johnston, qui offrit de se rendre aux-mêmes conditions que Lee. Pour laisser à son subordonné l'honneur de terminer la guerre, Grant refusa d'user de ses pouvoirs, et assista en spectateur désintéressé au désarmement des 37.000 hommes de Johnston, dernier débris de la révolte. Cette fois la guerre était finie. Quelques détachements rebelles tenaient encore la campagne au delà du Mississipi : la capitulation de Johnston les engagea à déposer les armes pour profiter de l'amnistie. Le 5 mai le général Taylor, commandant le Texas, dispersa son corps, et le sanguinaire Forrest lui-même se

soumit, après avoir reçu l'assurance de ne pas être inquiété pour le massacre de Pillow, dont Jefferson Davis était responsable. Les irréconciliables licencièrent leurs bandes et passèrent au Mexique. En mai 1865, il n'y eut plus sur le territoire de l'Union un seul homme en armes, et le président publia un long décret d'amnistie aux termes duquel les militaires au-dessous du grade de colonel, les marins au-dessous du grade de lieutenant et tous les petits blancs du Sud, étaient réintégrés dans leurs droits civils et politiques. Les dignitaires de la Confédération, les hauts officiers de l'armée et de la marine et les planteurs possédant plus de cent mille francs furent exceptés de l'amnistie. Provisoirement exclus du nombre des citoyens, ils furent, pour tout châtiment, obligés à un serment d'allégeance et à une pétition personnelle. C'est peut-être l'unique exemple dans les annales des révolutions domptées, que cette responsabilité qui, écartée des petits, pesa tout entière sur les meneurs. Il est vrai que les non-amnistiés s'empressèrent de prêter le serment exigé pour échapper, eux aussi, au châtiment. La guerre de Sécession, si terrible dans ses effets, ne fut pas suivie de représailles, et c'est la manifestation la plus étonnante des tendances américaines. Après avoir dépensé pendant

quatre années tout ce que le patriotisme le plus ardent pouvait trouver de forces pour la défense de l'interêt commun, après avoir organisé une armée et une marine formidables qui, en 1865, comptaient plus d'un million de soldats et 600 navires de tout tonnage, après avoir édifié des forts, des redoutes, des lignes stratégiques, et englouti des sommes considérables, le gouvernement procéda à un désarmement calculé pour réduire l'armée et la flotte au chiffre indiqué par la constitution. La façon dont ce désarmement fut accompli peut paraître fantastique. Quelques mois après la capitulation de Johnston, l'effectif fédéral ne comptait plus que 50.000 hommes, chiffre supérieur sans doute aux prévisions constitutionnelles, mais extraordinairement minime, si on prend en considération l'étendue du territoire. Les soldats, renvoyés par colonnes de mille dans leurs foyers, se dispersaient et se casaient dans les usines et aux chemins de fer, qui reprenaient leur fonctionnement sur tous les points du territoire naguère livré aux horreurs de la guerre.

Une grande quantité de matériel, canons, fusils, sabres, fut mise aux enchères, on démolit les casernes et les hôpitaux dont on vendit les pierres, on adjugea à des particuliers des forts, des redoutes, des fortifications de campagne, des chemins de fer

entiers, et on se défit de presque tout le matériel naval, barques, canonnières, vaisseaux, aussitôt transformés par les acquéreurs en pacifiques paquebots. Les officiers rentrèrent dans la vie privée, et reprirent pour la plupart, côte à côte avec leurs soldats, les occupations qu'ils avaient quittées pour courir à la défense de la Constitution. Des capitaines et des colonels redevinrent les égaux de leurs anciens subordonnés, dont rien ne les distingua plus, pas même le salaire, sinon de vains titres accordés par une habitude de courtoisie militaire. C'est peut-être l'unique souvenir palpable resté de la guerre de Sécession, et cette quantité de gradés travaillant aux mines, dans les comptoirs, exerçant tous les métiers, frappa plus d'un voyageur européen. L'un des plus spirituels, le baron de Grancey, exerce souvent sa verve à ce propos. Des généraux briguèrent des situations industrielles, et devinrent directeurs d'usines, de maisons de commerce. Robert Lee accepta la place de directeur du collège à Lexington. Fin 1865, le gouvernement se trouva aussi désarmé qu'il l'avait été au début de la campagne.

Je ne partage pas l'admiration de certains chroniqueurs pour cette mesure, dont la promptitude seule mérite une attention réfléchie. Mais la promptitude du désarmement entraîne la longueur de

l'armement. La guerre de Sécession a duré quatre années, parce que le gouvernement s'était trouvé sans défense contre la rébellion. L'inexpérience des soldats, des officiers et des généraux a coûté aux États-Unis plus d'un million d'hommes, hécatombe qui eût pu être évitée avec le secours de la science militaire. Les premières batailles du Potomac et de la Virginie et la campagne de 1862-63 n'ont produit aucun résultat. Grant et Sherman, qui puisèrent la science stratégique dans les fautes de leurs prédécesseurs, terminèrent la guerre sans trop d'effusion de sang. Si on considère que le chiffre des batailles rangées et d'escarmouches avant la nomination de Grant au poste de généralissime, excéda le chiffre de 400, et que les deux campagnes décisives se bornèrent à cinq batailles rangées, à une vingtaine de combats, à deux sièges et à deux marches, on est obligé de reconnaître que la science militaire nous est encore indispensable. En subordonnant l'armée aux activités aptes à se développer à condition d'être protégées par elle, on éloigne l'avènement de la paix. Les exigences du commerce et de l'industrie amènent des complications qui aboutiront, tant que la nature humaine ne sera pas modifiée, à des conflagrations. Nul plus que moi ne désire le désarmement

et la disparition du mot « guerre » du vocabulaire des nations. Mais la guerre existe, et il est plus sage, plus humain, plus pratique, de s'y préparer de longue haleine, que de s'y lancer aveuglément, en l'abaissant au niveau d'un carnage irrégulier, tout aussi pernicieux, mais plus prolongé qu'une campagne savamment combinée[1]. Le commerce lui-même souffre moins d'une courte suspension, suite obligée de toute guerre, que d'un état prolongé de lutte, qui gène, entrave et arrrète les transactions. Je ne trouve donc pas pratique une mesure qui amena ce licenciement extraordinaire, deux mois à peine après l'accalmie, alors encore que les esprits n'étaient pas totalement apaisés, et que la crainte seule maintenait dans le devoir de nombreux citoyens. La seule excuse à présenter en faveur du désarmement, c'est que les rebelles étaient à bout de forces. Elle ne me semble pas suffisante. Si une rébellion, en 1865, paraissait impossible, elle pouvait se produire quatre ans plus tard! Et alors il fallait recommencer les tâtonnements de 1862! N'était-ce pas plus simple de se tenir prêt à réprimer toute velléité de scission, éventualité à pré-

1. Un carnage pareil a toutefois cet avantage, qu'en terrorisant les hommes il les dégoûte plus tôt de la guerre; mais cette idée, quoique juste, est d'une portée trop éloignée de nous.

voir, comme nous le verrons tout à l'heure, au moment de la négociation très difficile, relative à la réorganisation des États du Sud.

La discipline, l'uniforme, la façon de recruter l'armée américaine ne ressemblaient guère aux nôtres. Ce qu'il a fallu d'efforts pour transformer en soldats les citoyens accourus dans l'unique but de veiller à leurs intérêts mercantiles, est inénarrable. Ces efforts avaient un caractère bizarre, quasi incompréhensible à un Européen, réclames, affiches, etc . Enrôlés, les volontaires dédaignaient l'uniforme, en imitation des chefs. Tel général caracolait en veston et en chapeau de paille; tel autre, en habit et en cravate blanche. Lee avait adopté un complet gris de chasseur. L'indiscipline régnait en maîtresse dans cette armée irrégulièrement organisée, qui avait des régiments de 1.000 hommes, d'autres de 80, et des divisions de six brigades. Mais l'idée qui dirigeait les aspirations du siècle était irrésistible. Hors des nationalités et de l'extension du commerce et de l'industrie, rien ne paraissait à l'esprit humain digne d'attention. Vainqueurs et vaincus ne se préoccupaient que de la reprise des affaires. Nombre d'historiens trouvent cela louable, car le commerce est, à leur sens, la source du bien-être des peuples! J'ai déjà, à plusieurs reprises, donné mon avis

sur cet objet, et je n'y reviendrai pas de peur de me répéter. Je me permets seulement une réflexion. Existe-t-il, en dehors de la justice, une activité éternellement profitable et exempte d'abus? Pourquoi a-t-on toujours négligé le développement de la seule activité impeccable? Combien de nations ont fait du commerce leur principal objectif? Ces nations ont-elles prospéré? Phéniciens, Carthaginois, Vénitiens, Flamands?

Cependant il fallait, bon gré, mal gré, statuer sur le sort des États confédérés, et comme, en l'absence du Congrès, Johnson était le dispensateur des destinées des rebelles, on s'aperçut que le nouveau président ne suivait plus la politique de Lincoln. L'esclavagiste reparut, alors qu'on s'y attendait le moins. Plusieurs édits se succédèrent pour la réorganisation de chacun des États du Sud, en commençant par la Caroline du Nord. Les citoyens les plus compromis dans l'insurrection obtinrent des places de confiance, les hommes de couleur, même ceux qui avaient bravement combattu sous le drapeau de l'Union, furent exclus du vote; dans certaines villes, privés du droit de circuler sans passeport. Le gouverneur de la Caroline du Sud édicta des lois locales qui, en contraignant les nègres au travail forcé, tentaient de rétablir sournoisement le servage.

Johnson resta sourd aux plaintes des abolitionnistes.

— Je lutte et je lutterai pour l'intégrité de notre grande Union! Quant au reste, il faudra s'entendre. Provisoirement, il me paraît difficile de nommer dans le Sud des gouverneurs nègres! Le Congrès décidera.

Heureusement le Congrès, entré en séance à la fin 1865, ne partageait pas les opinions du président. Le message déplut aux modérés des deux nuances par les expressions violentes qu'il contenait. L'aperçu de la question noire blessa profondément les abolitionnistes. Quand, après avoir parlé des nouveaux affranchis avec un dédain mal déguisé, le président affirma que les hommes de couleur seraient obligés un jour de quitter le pays pour cause d'incompatibilité d'humeur avec les blancs, la majorité se récria indignée. C'était l'ébauche d'un édit de proscription à l'instar de celui de Philippe IV contre les Maures. Ainsi, dans l'esprit du président Johnson, la guerre civile n'aurait abouti qu'au dépeuplement des États-Unis! Le pays répondit le 18 décembre, quelques jours après la lecture du message, par le vote d'un amendement contre la servitude, ratifié par les trois quarts des législatures d'États. Au Congrès, la

majorité se révéla dès le premier jour, franchement libérale, peut-être pas aussi abolitionniste que la logique l'eût désiré, mais suffisamment imbue de cette idée généreuse qu'un orateur du parti républicain, Summer, émit à une des premières séances : « Tous les citoyens des États-Unis, sans distinction de race et de couleur, seront égaux devant la loi, les cours de justice, et les scrutins, et personne ne pourra être, sans y avoir été condamné pour crime ou délit spécial, privé de ses droits civils et politiques. »

Trop large pour être intégralement appliquée, la motion Summer ne réunit pas dans sa forme la majorité des suffrages du Congrès, qui appréciait à leur juste valeur les sentiments de la nation et savait que l'égalité politique des blancs et des noirs était proclamée dans cinq seulement des États du Nord. La discussion des projets de loi, destinés à assurer aux nègres la propriété des biens concédés, à leur distribuer des champs du domaine national, et à maintenir le respect de leurs droits civils, démontra que, quant à la question des droits politiques, on se heurterait à une opposition invincible, et on tourna la difficulté. Au sens de la constitution existante, la population blanche du Sud, naguère rebelle, jouissait

des droits supérieurs aux nègres restés fidèles à l'Union. Or, si on n'accordait pas à ceux-ci l'accès du scrutin, et si le nombre des représentants au Congrès restait fixé proportionnellement au chiffre total des habitants, il s'ensuivrait que les États insurgés seraient favorisés au préjudice des États fidèles et que, dans certains cas, les blancs, doublement représentés, pourraient faire adopter des lois favorables uniquement à leurs intérêts, contraires à ceux des noirs. Il fut proposé de réformer la constitution et de régler le nombre des représentants, non sur la population totale, mais sur la quantité des électeurs. Si donc les États méridionaux, tels que la Caroline du Sud, la Virginie, ou la Géorgie, voulaient obtenir au Congrès une place honorable, ils n'avaient qu'à donner eux-mêmes, en vertu de l'autonomie législative de chaque État, le droit de suffrage à leurs concitoyens noirs. Cette proposition, adoptée par la majorité, se heurta au « veto » du président, et c'est sur ce nouveau conflit que l'année s'acheva.

Les relations diplomatiques des États-Unis avec l'Europe s'étaient améliorées. La partialité du gouvernement canadien avait forcé Lincoln à dénoncer un traité de navigation sur les lacs intérieurs, par lequel les deux États s'étaient mutuel-

lement engagés à ne pas augmenter leur marine. Plusieurs actes de piraterie, commis par des Sudistes réfugiés sur le territoire canadien, et laissés impunis par les tribunaux anglais, qui s'étaient déclarés incompétents sous prétexte de la reconnaissance du Sud en qualité de bélligérant, motivèrent l'établissement de canonnières, chargées de la police des lacs. Après la défaite, la chancellerie anglaise retira aux Confédérés le titre de belligérants, et ordonna à ses agents de considérer le gouvernement du Nord comme seul légal. Cette déférence tardive fut acceptée sans récriminations; mais comme, à cette époque, le fénianisme sévissait en Irlande, les Américains d'origine irlandaise imaginèrent de former un gouvernement provisoire, dans le but de secourir leurs compatriotes dissidents, et de servir au besoin d'embryon à une organisation séparatiste. La seule vengeance dont le cabinet de Washington usa envers l'Angleterre, fut de tolérer ces démonstrations.

L'intervention française au Mexique eût provoqué depuis longtemps une rupture, si la guerre civile n'avait pas empèché les Yankees d'exprimer leur sentiment autrement que par des notes aigres-douces et par des phrases intentionnellement intercalées dans les messages présidentiaux, qui présentaient invariablement cette immixtion d'une

puissance européenne dans les affaires de l'Amérique, comme un danger pour la liberté. Or, au moment où l'écrasement de la rébellion permettait de manifester ce mécontentement d'une façon plus sérieuse, les affaires au Mexique prenaient une tournure tout à fait propre à exaspérer l'opinion.

Mexique. Pendant que Bazaine chassait Juarez dans l'extrême Nord, et occupait successivement San Luis de Potosi, Monterey, Oajaca, Matamoros sur l'océan Atlantique, Mazatlan, Acapulco sur le Pacifique, l'archiduc Maximilien acceptait définitivement la couronne. Le 10 avril 1864, après avoir passé par Rome pour s'entendre avec le pape sur la question religieuse, et par Paris pour débattre avec Napoléon III les conditions de l'appui que la France s'était engagée à lui accorder, il négocia un emprunt et prit passage, avec sa femme Charlotte, fille du roi des Belges, sur la frégate de guerre autrichienne la « Novare ». Le 30 mai il débarquait à la Vera-Cruz et faisait, le 12 juin, son entrée solennelle à Mexico, au milieu des acclamations enthousiastes de la population, contenue dans le débordement d'une joie immodérée par les bataillons français rangés en haie. Le ciel paraissait calme et limpide. Les victoires de Bazaine et les représailles exercées par quelques

chefs français[1] avaient dompté la résistance. Dans les provinces éloignées, des partisans tenaient encore la campagne, mais on daignait à peine leur accorder le nom de brigands et on ne s'en préoccupait pas. L'expiration des pouvoirs de Juarez et l'élection de Maximilien ôtaient toute légalité à la rebellion, et si les rares fidèles, groupés autour de l'ex-président retiré dans une retraite inaccessible, prenaient le nom de gouvernement de la république mexicaine, ils manquaient des ressources nécessaires pour élever cette protestation stérile, au niveau d'une révolte ouverte.

Maximilien inaugura son règne par des mesures généralement approuvées. Au Conseil formé par les modérés de tous les partis, on vit siéger, à côté des anciens conservateurs, des libéraux tels que Silao. Le gouvernement employa l'argent apporté par l'empereur, ainsi que les fonds recueillis à l'aide d'un emprunt exécuté avec succès sous forme de loterie, à l'établissement fébrile d'institutions publiques qui manquaient totalement à une contrée livrée depuis tant d'années à l'anarchie: banques de crédit, chemins de fer, télégraphes, communications intérieures, écoles, académies. Pendant les années 1864-1865 les décrets

1. Le colonel Dupins, par exemple.

se succédèrent dans le sens utilitaire. Depuis leur libération, les Mexicains n'avaient pas été à pareille fête, et leur étonnement naïf amusait l'empereur qui, dès le premier jour, avait adopté avec empressement sa nouvelle nationalité. La solution de la question religieuse, en témoignant de ses intentions libérales et en démontrant un esprit pratique, lui valut un moment de véritable popularité. Le nonce Meglia, attaché aux anciennes idées et défenseur obstiné des privilèges de l'Église, avait répondu par un refus au plan de concordat soumis par le cabinet, avait exigé l'annulation des mesures prises contre les couvents par les régimes précédents, avait refusé de tolérer les cultes dissidents, et émis des prétentions tellement extravagantes que le ministre des affaires étrangères crut devoir conseiller à l'empereur de se faire soumettre un mémoire par le ministre des cultes, où les grandes lignes de relations entre l'Église et l'État seraient tracées. Maximilien entra dans ces vues, et fit publier au *Journal officiel* un ordre au ministre des cultes, d'avoir à proposer immédiatement à la couronne des mesures propres à assurer l'entretien de l'Église aux frais de l'État et la gratuité du culte, d'après les principes les plus larges et les plus libéraux de la tolérance religieuse, sans perdre cependant de vue

que la religion d'État était la religion catholique.

Le nonce s'adressa au clergé, et de nombreux évêques, très influents dans le parti conservateur, appuyèrent sa protestation et prétendirent que l'empereur, à son passage à Rome, s'était engagé à rétablir à Mexico les choses au même état qu'elles avaient été sous la domination espagnole. Maximilien répondit par une lettre où il raillait finement le clergé. Les évêques mexicains pouvaient-ils savoir, dit-il, ce qui s'était passé à Rome de souverain à souverain ! Il leur insinuait amicalement de s'abstenir à l'avenir de juger témérairement, avant d'avoir étudié la question dans tous ses détails, et terminait par l'assurance que, tout en restant bon catholique, il saurait aussi être un prince juste et libéral.

La publication de cette lettre suivie de divers décrets porta à son comble l'indignation de Meglia qui rompit les négociations et retourna en Europe. Tout en envoyant une mission à Rome dans le but d'obtenir du pape des concessions refusées par son légat, Maximilien ne se départit pas de sa ligne de conduite et publia le 9 mars 1865 un décret de revision qui sanctionnait le désamortissement ecclésiastique. La résistance aux empiétements de Rome d'un prince issu d'une famille connue pour l'exagération de sa piété, produisit

la meilleure impression. Nombre de libéraux se rallièrent à un régime qui paraissait, mieux que les gouvernements démocratiques et sociaux, comprendre les véritables besoins de la nation. L'aurore du nouveau règne se levait donc sans nuages. Entourés de notabilités de tous les pays accourues pour leur demander d'utiliser leurs talents à l'œuvre de régénération qu'ils avaient entreprise, protégés par cette belle armée française fière d'avoir contribué à l'édification d'un état de choses aussi florissant, exaltés par l'enthousiasme quelque peu tumultueux du peuple de Mexico, Maximilien et Charlotte semblaient destinés à couler des jours heureux sous le ciel de leur nouvelle patrie, quand la pacification des États-Unis vint subitement assombrir cet horizon radieux.

Reconnu par les puissances européennes, l'empereur ne se dissimulait pas l'hostilité des républiques américaines, mais cette hostilité semblait inoffensive, eu égard à l'éloignement et à la faiblesse de la plupart de ces républiques. Seuls, les États-Unis étaient à craindre, mais la guerre civile les rendait impuissants à manifester leur déplaisir autrement que par des notes acrimonieuses que la diplomatie yankee ne ménageait d'ailleurs pas. Or, la lutte entre abolitionnistes et

esclavagistes prenait une tournure telle, que sa durée pouvait suffire à consolider l'empire[1]. Il s'agissait de se stabiliser, tout en gardant des relations de bon voisinage avec la puissante république. Dans l'espoir de la prolongation du désordre aux États-Unis, Maximilien travaillait avec intelligence et persévérance à élever le Mexique au rang d'une puissance militaire, quand les exploits de Grant et de Sherman terminèrent la guerre de Sécession d'une façon aussi prompte qu'inattendue.

Aussitôt Seward ouvrit des négociations, non avec Maximilien, mais avec la France, et attira l'attention du cabinet des Tuileries sur le danger que le séjour des troupes françaises en Amérique présentait pour la continuation des bonnes relations entre les deux pays. Les premières ouvertures de Seward avaient déjà un caractère grave. A la discussion préliminaire du désarmement, le gouvernement de Johnson garda sous les drapeaux 50.000 hommes, le double du chiffre constitutionnel, et les Chambres ne s'y opposèrent pas, en prenant en considération le fait de la présence d'une armée étrangère sur la frontière.

1. L'expansion de l'idée monarchique était franchement repoussée par Maximilien.

Avisé officieusement qu'en certaine circonstance la France pourrait se voir obligée de retirer ses troupes, l'empereur du Mexique argua d'un traité signé par Napoléon III et se retrancha derrière les engagements pris.

Malheureusement, Napoléon n'était pas en mesure de les remplir. L'occupation du Mexique avait été longue, coûteuse, difficile. Que serait une guerre avec les États-Unis? Le ministre de France eut cependant ordre d'assurer Maximilien qu'on ne l'abandonnerait pas, et qu'on le tiendrait au courant des négociations entamées avec Washington. Or ces négociations n'étaient pas rassurantes. Le cabinet des Tuileries avait pressenti Seward qu'il comprenait les susceptibilités des États-Unis et qu'il demandait, pour procéder dans le plus bref délai à une évacuation partielle et continue, la reconnaissance par le gouvernement de Washington de l'ordre des choses nouvellement établi au Mexique. Il lui avait été répondu que les États-Unis ne reconnaîtraient jamais, ni avant ni après le retrait des troupes françaises, une monarchie qu'ils considéraient comme une menace pour les institutions républicaines. La seule concession à laquelle ils consentiraient, et cela uniquement pour conserver des rapports d'amitié avec la France, c'était de s'engager à

une stricte neutralité dans les affaires intérieures du Mexique, concession représentant un véritable sacrifice, car il aurait été du devoir des républicains des États-Unis d'user de toutes leurs ressources pour empêcher une monarchie de s'implanter en Amérique. L'empereur du Mexique, dont la personnalité est des plus respectables, disait la dépêche yankee, n'en est pas moins un souverain autocrate, « car depuis près de deux » ans qu'il règne, il n'a pas songé à proclamer » un statut, et à doter son empire de la repré- » sentation nationale. C'est une innovation perni- » cieuse et antipathique aux habitants du sol » libre de l'Amérique. »

Par déférence pour une nation amie, le cabinet de Washington observerait donc la neutralité entre républicains et monarchistes au Mexique, mais à condition que la France conserverait la même neutralité. Le premier acte en devait être le retrait de ses troupes, clause principale et obligatoire, exigible avant l'ouverture des négociations entre les trois cabinets. Ce principe fut admis par Napoléon III. Les pourparlers immédiatement entamés devaient avoir pour résultat certain, l'abandon de l'empereur du Mexique, qui y gagnait la neutralité douteuse des États-Unis, mais qui, en même temps, se trouvait en

face d'une agitation intérieure, comprimée uniquement par la crainte de l'armée française.

Amérique Centrale.

La défaite de Barrios, et l'élection des créatures de Carrera en Salvador et à Honduras, avaient établi la suprématie du dictateur guatémalien sur les républiques du Centre. Costa-Rica seule cherchait à se maintenir en dehors de cette influence, et manifestait la crainte que don Rafaël ne songeât à transformer à son profit, par un coup d'État, la forme de gouvernement républicaine, en monarchie héréditaire. L'attitude de Carrera dans la question mexicaine servait d'argument à cette thèse, car seul dans toute l'Amérique, il avait noué des relations avec le souverain du Mexique avec lequel il était, disait-on, en correspondance secrète. Pendant toute l'année 1864, Carrera travailla à élargir son influence et à obtenir le concours des puissances européennes; au commencement de 1865, il entreprit un voyage, non seulement dans la république qu'il présidait, mais aussi chez ses voisins. Reçu partout comme le chef du pays, il élevait la voix et s'exprimait en souverain. S'il nourrissait les visées ambitieuses qu'on lui prêtait, leur réalisation eût été facile, et il serait devenu un allié utile de Maximilien, mais la mort le frappa subitement au cours de son voyage (15 avril 1865).

Don Rafaël Carrera a tenu une certaine place dans l'histoire; c'est un des rares administrateurs américains qui aient donné à leur pays une supériorité incontestable sur ses voisins, et qui aient su éviter la guerre civile. Son influence s'exerça même sur un rayon étendu, eu égard aux forces dont il disposait. Chef du parti conservateur, il assura le triomphe de ce parti dans les cinq républiques du Centre. Cependant, on ne saurait le mettre au rang des bienfaiteurs de l'humanité, car il laissa, à sa mort, la contrée gouvernée quasi despotiquement pendant près de vingt ans, dans une situation lamentable; peu ou point d'institutions publiques, de voies de communications, déficit dans les finances, commerce insuffisant, administration nulle. Toutes les ressources avaient été employées au profit de son ambition. S'il avait réussi à troquer le titre de président contre un autre .plus éclatant, il est cependant probable qu'il eût suivi l'exemple de Maximilien.

La mort de Carrera ramena la guerre civile. Barrios, qui, du vivant de l'énergique président du Guatemala, n'aurait pas osé revenir dans sa patrie, tenta un débarquement et essaya de renverser Dueñas imposé jadis au Salvador, mais récemment réélu. Un coup de vent jeta le prétendant sur le territoire du Nicaragua, dont le

gouvernement se saisit de sa personne, et l'envoya, les fers aux mains, à son rival qui le fit immédiatement fusiller. Cette justice sommaire, vivement reprochée à Dueñas, même par ses partisans, écrasa dans l'œuf la guerre civile. Au Honduras, le parti opposé à Medina provoqua une révolution; la guerre civile dura trois mois, mais la victoire resta au parti légal. Martinez, président du Nicaragua, et Ximenès, de Costa-Rica, gouvernèrent leurs pays respectifs sans troubles[1]. Les Guatémaliens, en souvenir de l'homme qui les avait si longtemps administrés, élirent pour président le général Cerna que Carrera avait, à plusieurs reprises, désigné pour lui succéder.

Amérique du Sud. Venezuela.

Après avoir brigué le pouvoir, combattu pour l'obtenir, et reçu de ses compatriotes le titre ronflant de « Grand citoyen maréchal », Falcon abandonna Caracas, se désintéressa des affaires alternativement dirigées par les deux vice-présidents, Paridès et Guzman Blanco, et vécut au milieu de son armée, refusant toute participation à la politique. Le Congrès vota le retour à l'ancien nom de « Venezuela », édicta une constitution promulguée le 1er mai 1864, et se dispersa. Ce

1 Les trois présidents furent réélus en 1865.

fut le signal du désordre. Les provinces s'insurgèrent contre le pouvoir central, les généraux Sotillo et Arismundi se prononcèrent, et la situation devint intolérable, car l'argent manquait dans les coffres de l'État. Un des vice-présidents, Guzman Blanco, parti pour l'Europe pour négocier un emprunt, revint en 1865 avec quelques millions obtenus à un taux exorbitant, prit les rênes du pouvoir, et administra d'une façon assez satisfaisante pour décider Falcon à rentrer à Caracas. Le maréchal ne se désintéressait des affaires que tant qu'il croyait que son remplaçant, en gouvernant mal, conserverait intacte la popularité de son chef hiérarchique.

Pendant que l'Assemblée du Rio-Negro procédait à l'élection présidentielle, Mosquera donna une nouvelle preuve de sa modération, et déclina toute candidature, en obéissance à la constitution qui interdisait au président en fonctions de se représenter aux suffrages. Manuel Murillo fut élu à sa place. Mosquera accepta le poste de ministre à Londres et à Paris, et s'embarqua pour l'Europe. Malheureusement, le fédéralisme le plus exclusif continuait à sévir dans les États de la Colombie, dénomination, dont on s'en souvient, avait été gratifiée la Nouvelle-Grenade par l'avant-

dernier Congrès. Murillo résidait à Bogota avec le titre de chef de la Confédération, que personne, en l'absence de Mosquera, ne songeait à lui disputer, mais la guerre civile sévissait dans les provinces. Magdalena, Panama, Antioquia, Canca, Bolivar, révoltées contre leurs gouverneurs, créant parfois au pouvoir central des embarras diplomatiques, changeaient leurs règlements intérieurs et étaient livrées à l'anarchie, sans aucun souci du président, auquel la constitution n'accordait même pas le droit de protester.

Équateur.

Alors qu'un chef d'État victorieux croyait utile de disparaître pour la conservation de son prestige, Garcia Moreno, qui comptait à son actif deux équipées terminées par des défaites, parvenait paisiblement à l'expiration de ses pouvoirs, et conservait assez d'influence dans la république de l'Équateur, pour faire élire à sa place une de ses créatures, Carion, hacendero ignorant et grossier, au nom duquel le président sortant espérait gouverner. Tel est l'illogisme des hommes politiques du Nouveau-Monde, qu'une dernière aventure de Moreno, non moins grotesque que les précédentes, lui avait valu un regain de popularité. Quand nous parlons d'une république de l'Amérique du Sud et quand nous disons que, pendant un certain

laps de temps, elle avait été exempte de troubles, cela ne signifie pas de la guerre civile, mais seulement d'un changement brusque du pouvoir légal, resté vainqueur des tentatives faites pour le renverser. Un État où personne ne songe à renverser violemment l'ordre de choses établi, n'existe pas en Amérique. Le calme y est toujours relatif et les coups de fusil s'y succèdent par intervalles réguliers à diverses époques de chaque année. En 1864, Urbina rassembla quelques soldats, captura par surprise l'unique vaisseau de guerre qui gardait le port de Guayaquil et, après s'être emparé de trois autres petits navires, bloqua le port. Moreno accourut à Guayaquil pendant que les urbinistes ouvraient une campagne électorale contre Carrion, et présentaient Gomez de la Torre, citoyen considérable, dont la candidature avait quelques chances de réussite, car Urbina, réfugié au Pérou, déclarait qu'il se retirerait aussitôt le résultat du scrutin connu, et s'il était en faveur de son candidat. Une manœuvre analogue, on s'en souvient, avait réussi. Guayaquil, ne vivant que par le commerce, était prêt à sacrifier ceux qui nuiraient au développement de ce commerce. Il s'agissait de faire lever le blocus. Mais comment? Le gouvernement légal ne disposait pas d'une barque. Moreno et ses 600 hommes réfléchissaient

à ce problème quand un paquebot anglais de la Compagnie du Pacifique, entra dans le port avec des passagers venant de Panama. Une idée lumineuse jaillit du cerveau de Moreno et le poussa à se rendre, accompagné de deux cents soldats, à bord de l'inoffensif navire, à s'en emparer pour le transformer en navire de guerre, et à attaquer la flottille insurgée. Il couvrit le pont de canons et s'apprêtait à gagner le large, quand le canot britannique l'aborda. Le consul anglais poussait de hauts cris contre cette audacieuse violation du droit des gens. Moreno n'y eût pas regardé de si près, si on n'avait pas signalé une frégate de guerre espagnole, de l'intervention de laquelle le consul menaça le président. Alors celui-ci offrit à la Compagnie du Pacifique de payer le paquebot trois fois sa valeur, à condition que le contrat serait signé immédiatement. Cette bizarre proposition fut acceptée, et tout fut bâclé dans la matinée. A deux heures Moreno sortait du port, attaquait les urbinistes, s'emparait de l'escadrille et rentrait à Guayaquil la traînant derrière lui. Le soir même, il faisait fusiller une trentaine de prisonniers, Gomez de la Torre s'enfuyait au Pérou, et Carion, resté candidat unique, était acclamé par la population enthousiasmée de ce coup d'audace.

L'intervention française au Mexique, et les réclamations de l'Espagne, qui, blessée des retards apportés à la ratification du traité de 1853, exigeait impérieusement les indemnités dues à ses nationaux engagèrent Ribeyra, ministre des Affaires étrangères sous Pezet, — que la mort du général San-Roman avait fait président du Pérou, — à proposer aux cabinets hispano-américains la réunion à Lima d'un Congrès, à l'effet de discuter les conditions d'une ligue, destinée à concentrer pour la défense commune les forces matérielles et intellectuelles des divers États, sans toucher à l'indépendance d'aucun de ces États. La circulaire de Ribeyra reçut le meilleur accueil. La plupart des gouvernements répondirent par une adhésion pure et simple; d'autres par une adhésion conditionnelle. Enflé par ce succès dont il s'exagéra l'importance, Pezet prit vis-à-vis de l'Espagne une attitude hautaine; il refusa de recevoir M. Salazar, envoyé à bord de l'escadre de l'amiral Pinzon en qualité de négociateur avec le titre prétentieux de commissaire général de la Reine, en alléguant que Salazar n'avait pas de titre officiel au Pérou, la dénomination de commissaire général ne signifiant quelque chose que sur une terre espagnole. Pérou.

Grammaticalement. le fait était d'une exactitude

scrupuleuse, mais les paroles n'ont de valeur que si elles sont suivies par des actes. Or le Pérou, au sortir d'une guerre civile, dans un état financier déplorable, incapable de soutenir une guerre même contre l'Équateur, n'était pas de taille à effrayer l'Espagne, jalouse de relever dans les mers américaines son prestige affaibli par sa maladroite intervention au Mexique. Pinzon s'empara des îles Chinchas, riches en guano et indispensables, en ce moment, à l'équilibre du budget péruvien. Le débarquement s'opéra le 14 août 1864. L'amiral retint les autorités en otage, et déclara qu'il ne rendrait le territoire saisi comme gage que si le Pérou consentait à admettre, sans les discuter, toutes les réclamations espagnoles. L'indignation fut grande et les rues retentirent des vociférations guerrières. Le gouvernement n'était pas moins indigné que le peuple, mais connaissant l'exiguïté de ses ressources, il dut se résigner à des négociations entamées par la légation française qui s'offrit en qualité d'intermédiaire officieux. Ces négociations traînaient, la presse retentissait d'injures contre l'Espagne, et la multitude, à Lima, accusait le gouvernement de pusillanimité et de trahison. Quelques émeutes éclatèrent. Le maréchal Castilla conseilla à son successeur une répression sévère, mais le Parlement, réuni le

26 juillet, approuva l'attitude de la foule et, sans s'attaquer à Pezet, exigea le renvoi des ministres et leur mise en jugement. Ribeyra se vit accusé de haute trahison, au moment précis où son idée entrait dans la période d'application. Les représentants du Chili, Nouvelle-Grenade, Venezuela, Bolivie, Équateur, Pérou, Guatemala et Salvador ouvraient le Congrès hispano-américain, le 14 novembre 1864. Stimulées par la populace, les Chambres décrétèrent, le 26 novembre, la guerre, et interdirent au gouvernement d'entrer en arrangement avec la cour de Madrid, avant l'évacuation des îles Chinchas, la présence d'un drapeau étranger sur une terre péruvienne étant une insulte qu'un peuple libre ne pouvait tolérer. Plus prudent et mieux avisé que la représentation nationale, le Congrès hispano-américain signifia à Pezet que l'exécution du décret des Chambres entraînerait immédiatement sa dissolution, les députés étrangers étant décidés à laisser le Pérou entreprendre la lutte contre l'Espagne avec ses propres ressources. Plus impressionnée par cette déclaration que par les explications du cabinet, la Chambre retira son décret. Un accord s'établit entre la multitude, les représentants du peuple et le pouvoir exécutif, pour remettre la solution du différend au Congrès qui accepta et offrit sa médiation à

l'amiral Pareja, successeur de Pinzon dans le commandement de l'escadre espagnole. Celui-ci refusa d'entrer en relations avec une assemblée sans existence légale et inconnue à l'Europe. Alors un cri de colère parcourut Lima ; le vieux maréchal Castilla prit la direction du mouvement et exigea impérieusement l'ouverture des hostilités. La Chambre retrouva ses idées belliqueuses, et quand on sut que le général Vivanco, chargé secrètement par Pezet de négocier avec Pareja au sujet des îles Chinchas, n'avait rien obtenu, on cria à la faiblesse, à la trahison, et le gouvernement fut sommé de commencer immédiatement la guerre.

— Mais avec quoi? s'écria un des ministres.

— Avec le courage de ceux qui ont chassé autrefois l'Espagnol! lui fut-il répondu.

Ceux-là étaient morts et il ne restait que des politiciens. D'ailleurs, cette guerre si énergiquement réclamée allait avoir lieu, car Pareja se présenta devant Callao (janvier 1865), avec un ultimatum à accepter dans les vingt-quatre heures, sous peine de bombardement. Alors, ce fut autre chose. La consternation succéda à l'exaspération. On se demandait avec anxiété ce qu'on allait devenir, et quand le cabinet tout entier vint supplier la Chambre de l'autoriser à traiter, un morne

silence l'accueillit. Ne pouvant obtenir de la majorité, complètement démoralisée, une réponse positive, Pezet résolut, pour éviter une catastrophe inévitable, de transiger avec l'Espagne, et le 28 janvier 1865, Vivanco, retourné à bord de la frégate amirale, signa un traité qui accordait toutes les satisfactions désirables : reconnaissance de la dette, réception d'un agent avec le titre de commissaire, trente millions de pesetas pour frais de guerre, etc... Quand ce projet de traité signé par Vivanco et par Pareja, fut présenté au Corps législatif, afin qu'il autorisât le président à le ratifier, cette assemblée, qui avait déjà, pendant les épidémies et les révolutions, donné tant de preuves de couardise, combla la mesure en éludant la question et prononça la clôture de la session pour ne pas résoudre un problème trop compliqué à son sens. Refuser la ratification, c'était livrer le pays à la vengeance des Espagnols; l'accorder, c'était approuver la conduite du président. Le départ des Chambres investissait Pezet de pouvoirs très étendus, de l'application desquels il devait assumer la responsabilité, mais qui n'avaient qu'une portée provisoire, c'est-à-dire que tout acte du président était valable pendant les vacances, mais ne devenait définitivement légal qu'après la sanction du parlement. Cette

attribution rendait le chef du pouvoir constamment responsable devant les représentants du pays. Dans l'espoir d'éviter une guerre désastreuse, Pezet signa un traité, exécutoire pendant les vacances, jusqu'à la rentrée des Chambres; l'escadre espagnole quitta les eaux péruviennes, et l'infanterie de marine évacua les îles Chinchas.

Le parti belliqueux, rentré sous terre pendant les événements de Callao, se redressa menaçant. Le prétexte d'une guerre civile était trouvé : la trahison du gouvernement. Le maréchal Castilla, l'homme le plus populaire du Pérou, ne ménageait pas ses expressions au sujet de l'accord avec l'Espagne et, par un illogisme bizarre, accusait de lâcheté non les députés qui s'étaient dispersés pour éviter la responsabilité, mais le gouvernement qui l'avait assumée. Il vint au palais et insulta gravement le président qui le fit arrêter, embarquer sur un navire de guerre et transporter au Para. Cet acte d'énergie fut suivi de plusieurs autres. Le préfet de Callao avait laissé impunies des avanies faites aux marins espagnols en permission; il fut destitué, ainsi que d'autres fonctionnaires qui blâmaient l'attitude du pouvoir. Pezet s'apprêtait à exécuter les conditions du traité espagnol, quand.

le 28 février 1865, le colonel Prado, préfet d'Arequipa, leva l'étendard de la révolte au nom du vice-président en exercice Canseco, qui s'enfuit de Lima. Plusieurs généraux accédèrent au pronunciamiento.

Sur ces entrefaites, le Congrès hispano-américain se sépara sans avoir rien fait, rien résolu, et l'ère de l'anarchie fut réouverte. Pendant que le ministre d'Espagne débarquait à Lima, Prado notifiait l'avènement de Canseco aux représentants de toutes les puissances, excepté à celui de l'Espagne, avec laquelle il se considérait en guerre. Cette fanfaronnade plut à la multitude subitement désaffectionnée de Pezet, dépeint sous les plus noires couleurs par les rebelles. Bientôt l'armée insurgée se présenta aux portes de la capitale. Pezet sortit à la tête de 10.000 hommes, mais, abandonné par ses soldats, il dut chercher asile à bord d'une corvette anglaise. La révolution triomphait. Son drapeau, c'était la guerre, et comme Canseco entrait à Lima aux acclamations de la foule, le ministre d'Espagne se réfugiait à bord d'une frégate, car le séjour de la capitale lui devenait dangereux. Destitués, traités de voleurs, de traîtres, de lâches, Pezet et ses ministres furent mis en jugement, et Prado, naïvement féroce, demanda au ministre d'Angleterre

l'extradition « de ces criminels ». La réponse de l'Anglais est piquante [1].

— Il me faudrait alors, dit-il avec flegme, courir après eux, car ils sont en route pour Panama ! Savez-vous que c'est un dérangement que vous me demandez là? A quel titre voulez-vous que je vous rende ce petit service?

Et comme Prado, interloqué, ne savait que répondre.

— Il pourrait vous en arriver autant. Croyez-moi, étudiez mieux les lois de l'hospitalité anglaise: cela pourra vous servir.

Effrayé de l'explosion des passions, Canseco penchait pour un appel à la conciliation. Jugé trop modéré et trop ami de la légalité, il fut déposé par les chefs de l'armée révolutionnaire, qui proclama Prado dictateur du Pérou, titre impliquant la lacération du traité avec l'Espagne. Prado constitua un tribunal chargé de juger sans appel ceux qui avaient négocié, signé et exécuté des arrangements contraires à l'honneur national, et ouvrit une ère de persécutions et de menaces, dont le résultat immédiat fut un mouvement réactionnaire à Ica.

Cependant, la rupture entre l'Espagne et le

1. M. Aurton.

Chili et un échec infligé à l'escadre de l'amiral Pareja avaient enhardi les esprits belliqueux. Pendant que le dictateur notifiait son avènement aux représentants des puissances, toujours à l'exception de celui d'Espagne, et que celui-ci prenait ses passeports et quittait le Pérou, le Chilien Santa Maria présentait ses lettres de créance, proposait une alliance, et recevait cette réponse emphatique.

— Je puis vous assurer que le Pérou ne peut mieux faire que de considérer la cause du Chili comme sienne!

La guerre avec l'Espagne était imminente.

Bolivi

L'anarchie ne discontinua pas dans cette république dont l'existence paraît d'ailleurs totalement inutile au fonctionnement de l'humanité. Le président Acha y avait été renversé par l'ex-président Belzu, à son tour battu et tué par le colonel Melgareja, président en exercice à la fin 1865, en lutte ouverte avec un quatrième compétiteur, le colonel Casto Ayudos. Tout cela n'empêchait ni une guerre avec le Chili pour le territoire de Megillonès, où pas un coup de fusil n'avait encore été tiré, faute d'hommes à envoyer à la frontière, ni les offres de concours au Pérou pour chasser l'Espagnol. Il est vrai que la Bolivie avait plus de délégués au Congrès hispano-américain

que tous les autres États, et qu'elle contractait des alliances avec le Paraguay et le Honduras!

Chili. Le gouvernement chilien, imbu du principe de Monroë, sans prendre directement parti dans le conflit hispano-péruvien, avait mis l'amiral Pareja dans l'embarras en prohibant la fourniture de la houille, considérée comme contrebande de guerre. Tant que le traité péruvien ne fut pas signé, le cabinet de Madrid n'osa protester contre cet acte, considéré, dans ces parages éloignés, et non sans raison, comme un acte d'hostilité. Mais la soumission de Pezet enfla outre mesure la jactance espagnole, et M. de Tavira, ministre au Chili, reçut l'ordre d'exiger du cabinet de Santiago satisfaction des divers griefs longuement énumérés: insultes au drapeau espagnol, lors de l'occupation des îles Chinchas; ravitaillement des vaisseaux de guerre péruviens; diffamation dans la presse, etc. En mai 1865, Tavira obtint des explications qu'il jugea satisfaisantes, et signa un compromis. L'affaire paraissait terminée, et les Chiliens, conscients d'une force due à tant d'années de tranquillité, ne s'en félicitaient pas moins d'avoir évité un conflit avec une puissance européenne, quand une dépêche de l'ex-président Montt, délégué au Congrès de Lima, avertit qu'on refusait, à Madrid, d'approuver

l'arrangement conclu avec Tavira, désavoué et rappelé, et que l'escadre allait quitter Callao pour les eaux chiliennes. Le gouvernement s'apprêtait à la résistance et le peuple poussait des cris de vengeance contre l'Espagne, quand Pareja parut en rade de Valparaiso le 17 septembre 1895, jour anniversaire de l'indépendance du Chili, et envoya à terre un aide de camp porteur d'un ultimatum : satisfaction des griefs énoncés dans la note Tavira et soumission absolue dans les vingt-quatre heures pour tout délai. Fortement consolidé par les récentes élections, et ne craignant pas, comme au Pérou, d'être renversé sous le plus futile prétexte, le gouvernement répondit par un refus catégorique.

La flotte espagnole (cinq frégates et un aviso) déclara le blocus de Valparaiso, dont on avait, pour éviter le bombardement, désarmé les forts. De son côté Perez fit appel aux volontaires, renforça l'armée et annonça que l'insuffisance de la flotte l'obligeait à délivrer des lettres de marque aux corsaires, sans égard pour les stipulations du traité de Paris, que le Chili n'avait pas signé. Les plénipotentiaires européens proposèrent alors leur médiation, qui fut repoussée tant par l'amiral Pareja que par Perez. Le premier incident de la guerre fut un échec pour les Espagnols, léger

sans doute, mais propre à enhardir singulièrement le Chili et le Pérou. La flottille chilienne, qui avait réussi à éviter l'escadre de blocus, en surveillait les évolutions, embossée dans un petit port du littoral. Quand l'insuccès des tentatives de médiation fut notoire, Pareja menaça, en cas d'insuffisance du blocus, de bombarder la ville ouverte, dont les habitants s'enfuirent. Les autorités de Santiago répondirent par l'internement des résidents espagnols. Alors la corvette chilienne « Esmeralda » aperçut en mer l'aviso espagnol « Cavadonga » détaché de l'escadre, fondit sur lui, le cribla de boulets, le força à amener pavillon, fit prisonnier son personnel et s'empara du navire que le gouvernement incorpora, par décret, dans la flotte chilienne. Ceci se passait le 20 novembre 1865. Quelques jours après, deux nouvelles arrivaient à Valparaiso; le courrier d'Europe annonçait que la cour de Madrid, cédant aux conseils des ambassadeurs de France et d'Angleterre, consentait à discuter un projet d'arrangement sur les bases jadis indiquées par Tavira ; en Europe, à Madrid, avec les deux ambassadeurs, et à Santiago, avec les représentants des grandes puissances. Le courrier d'Amérique annonçait la mort de Pareja, qui s'était suicidé en apprenant le même jour la capture du « Cavadonga » et

l'ouverture des préliminaires de la paix, que cette capture rendait inutile. Il était en effet peu probable que l'Espagne consentît à traiter après un échec. Les ministres de France et d'Angleterre le jugèrent ainsi, et le succès partiel de « l'Esmeralda », accueilli la veille avec l'explosion de la plus vive joie, fut considéré comme une calamité publique. Des deux côtés on se préparait à la guerre. Le plus ancien des capitaines espagnols, Mendez-Nuñez, vint prendre le commandement de l'escadre de blocus, et Perez envoya des négociateurs réclamer l'appui et le concours de toutes les républiques du Sud.

République Argentine et Bande Orientale.

La république Argentine jouissait, sous la présidence du général Mitre, d'un calme employé au règlement des questions extérieures. Le parti unitaire, triomphant, usa de la victoire avec modération, admit l'alternat des villes pour servir de capitale à la Confédération. Buenos-Ayres ne devant l'être que pendant un laps de temps de cinq ans, régularisa le papier-monnaie et rédigea un code pénal et civil. Mais la Bande Orientale poursuivait son existence précaire au milieu de toutes sortes de complications. Le président Berro siégeait à Montevideo, le général Florès occupait plusieurs provinces et comptait, parmi les *colorados*, de nombreux partisans. A l'expiration des

pouvoirs de Berzo, Aguirre, du parti « blanquillo », fut élu président, et les hostilités recommencèrent, compliquées par l'intervention du Brésil, las de ne recevoir aucune satisfaction pour les griefs formulés pendant plusieurs années, relatifs surtout à des indemnités dues à ses nationaux, dont plus de 50.000 habitaient l'Uruguay. De son côté la république Argentine, en discussion territoriale pour l'île Martin Garcia et autres localités, affirmait que les deux puissances limitrophes, qui avaient, par traité, garanti l'intégrité du territoire oriental, ne s'étaient jamais interdit d'intervenir, si elles trouvaient utile à leurs intérêts une modification du gouvernement de la République. Les Brésiliens et les Argentins s'entendirent secrètement avec Florès, qui s'engagea, pour le parti colorado, à leur donner satisfaction. En octobre 1864, l'escadre brésilienne de l'amiral de Tamandéré vint bloquer la ville de Paysandu, pendant que Florès l'attaquait par terre, et que la division brésilienne du général Bareta, forte de 8.000 hommes, pénétrait dans l'Uruguay, pour le renforcer. Effrayé, Aguirre envoya une ambassade à Lopez, dictateur du Paraguay, et conclut avec lui un arrangement au nom du parti blanc.

Cet enchevêtrement de guerre civile et étran-

gère produisit un désordre inouï. Pendant que Lopez déclarait la guerre au Brésil et entrait dans la province de Mato-Grosso, Paysandu succombait, ses défenseurs étaient fusillés par Florès, sans que le général brésilien tentât rien en leur faveur, et Aguirre, enfermé dans Montevideo, refusait la médiation du général Mitre, qui l'assurait de la cessation de toute hostilité, s'il voulait remettre le pouvoir entre les mains des colorados, les blanquillos étant discrédités, et ne gouvernant que par la terreur. L'escadre de l'amiral de Tamandéré bloqua Montevideo, Florès et l'armée brésilienne l'investirent par terre; l'entêté président ne désarmait pas. Le commerce, aux abois, supplia les consuls d'en appeler à la mansuétude de l'Empereur du Brésil, en lui représentant que les élections, très prochaines, allaient porter au pouvoir un homme plus conciliant qu'Aguirre. Comme l'intégrité du territoire oriental n'avait jamais été en question, et que les Brésiliens combattaient uniquement dans le but d'installer, à Montevideo, un gouvernement qui ne fût pas hostile à toute entente, Dom Pedro consentit à suspendre les opérations militaires jusqu'aux élections, et Florès, privé de son allié, fut obligé de temporiser. Villalba élu président, entama des pourparlers qui consacrèrent le

triomphe du parti colorado. Aguirre quitta Montevideo et Florès y entra le 25, avec le titre de gouverneur provisoire de la République. Villalba résigna entre ses mains le pouvoir.

Le premier acte de Florès fut de signer avec le Brésil et la république Argentine un traité d'alliance contre le Paraguay. La Bande Orientale, d'alliée qu'elle avait été de Lopez, devint du jour au lendemain, par la plus bizarre des complications, son ennemie. L'amiral de Tamandéré leva le blocus, les Brésiliens bivouaquèrent autour de Montevideo, et Florès y procéda à la formation d'une armée prête à faire campagne de concert avec les troupes naguère assiégeantes.

Paraguay. Lopez prit au sérieux le traité signé avec le parti blanc, notifia aux puissances que l'envahissement de l'Uraguay constituait, à son sens, une déclaration de guerre, se fit donner, pour la forme, par un conseil de représentants convoqués à la hâte, les droits dictatoriaux, et, après s'être saisi d'un paquebot brésilien récemment arrivé à l'Assomption, envoya ses passeports au ministre du Brésil, réunit une armée de 20.000 hommes, et ouvrit une campagne offensive. Le 15 décembre 1864, il entrait dans la province de Mato Grosso, prenait d'assaut le fort de Coïmbra, occupait Albuquerque, Corrumba et Dourado,

et par une suite de succès, se trouvait en février aux confins du Brésil, sur la frontière de la province de Corrientes, qu'il était obligé de traverser pour pénétrer dans l'Uruguay. Là, il s'arrêta, et ne se considérant pas en guerre avec la république Argentine, envoya à Buenos-Ayres demander libre passage. A ce moment, la convention entre les Argentins et le Brésil était signée, et le parti colorado régnait à Montevideo. Mitre refusa le passage. Dédaigneux de la formidable ligue formée contre lui, Lopez, que le long exercice d'un pouvoir discrétionnaire avait rendu peu endurant, n'hésita pas à se faire un nouvel ennemi. Après avoir annoncé qu'il rétablirait, envers et contre tous, le gouvernement légal à Montevideo, il entra dans la province de Corrientes, occupa la capitale, et poussa jusqu'à Entre-Rios, dont Urquiza avait conservé le gouvernement. Le vieux guerrier organisa aussitôt la résistance, fit appel aux volontaires et réunit 10.000 hommes avec lesquels il se porta contre Lopez, précédant l'armée alliée, forte de 25.000 hommes (14.000 Brésiliens, 6.000 Argentins, 5.000 Orientaux), qui, lentement formée, n'entra qu'en juin sur le territoire envahi. Lopez, maître de Corrientes, commit la faute de partager son armée en deux; le premier corps (10.000 hommes) descendit les deux rives de l'Uruguay; le

second, commandé par le général Roblès, suivit le cours du Parana. On devait se joindre à une faible distance de Montevideo.

Le premier choc eut lieu entre Urquiza et Lopez. L'armée d'Urquiza se débanda presque sans combat, et découvrit les alliés massés sur la rive droite de l'Uruguay. Pour suivre les deux rives du fleuve, les Paraguayens s'étaient encore départagés : 5.000 hommes commandés par le major Duarte descendaient la rive droite; 5.000, commandés par le colonel Estigarubia, la rive gauche.

A la tête des Argentins et des Orientaux, Florès heurta Duarte auprès d'Iatay. Pour avoir éparpillé leurs forces, comptant sur leur courage, (erreur commise dans la suite par des nations plus civilisées) les Paraguayens furent écrasés malgré des prodiges de valeur. Aussitôt Florès repassa l'Uruguay et se joignit au corps brésilien qui opérait contre Estigarubia. Celui-ci, à la nouvelle du désastre d'Iatay, s'était enfermé avec ses cinq mille hommes, dans la forteresse Urguyana de la province argentine de Rio-Grande, et avait refusé de capituler. Le lendemain de l'arrivée du corps oriental, il consentit à traiter directement avec l'empereur Dom Pedro — venu à l'armée en compagnie du comte d'Eu, son gendre, — et se rendit prisonnier de guerre.

Quand Lopez, dont la flottille avait été brûlée sur le Parana par l'escadre brésilienne, apprit la destruction d'un de ses corps d'armée, il jugea qu'il lui serait impossible de continuer sa marche, et, se désintéressant des blanquillos de Montevideo, songea à sortir sain et sauf de l'impasse où il s'était fourvoyé. Il évacua Corientes, traversa le Parana et se retrancha dans Humayta. La saison des pluies interrompit les hostilités, et chacun conserva ses positions.

L'intervention de Lopez a été pour de nombreux diplomates un sujet d'étonnement. L'isolement systématique du Paraguay, avait, depuis un demi-siècle, profité exclusivement à la famille du docteur Francia, qui y exerçait une autorité despotique. Que voulait Lopez en tentant une incursion armée sur le territoire de ses voisins? Établir ce système chez eux? La conduite très civilisée du président paraguayen en pays ennemi, semblait dériver d'une idée de propagande. A l'inverse des généraux républicains, qui n'entraient dans une ville que pour la livrer au désordre et au pillage, l'armée de Lopez, régie par une discipline de fer, traversait des provinces entières sans commettre aucune déprédation. Dans ses proclamations, Lopez s'évertuait à comparer sa modération aux excès des alliés qu'il ac-

cusait de soudoyer des sicaires, chargés de l'assassiner. Nourrissait-il l'espoir insensé de soumettre le Brésil, la république Argentine et la Bande Orientale à sa domination, et au système ultra-réactionnaire dont il était le champion? Au premier abord, la raison se refuse à comprendre les guerres continuelles que se livrent les Américains ! Unitaires ou fédéraux, blanquillos ou colorados gouvernent de la même façon, et à chaque changement de gouvernement l'étiquette seule change. A la reflexion on s'aperçoit que ce chaos résulte du détraquement des aspirations humaines pendant l'éclosion d'une idée. Le besoin d'etendre le commerce et l'industrie, avait pénétré en Amérique, et conduisait, quoique d'une façon peu apparente, les hommes à la boucherie. Lopez combattait pour la liberté du commerce fluvial et pour la civilisation. L'idée du Congrès hispano-américain de Lima, auquel les républiques du Pacifique n'avaient aucune raison d'adhérer, avait germé dans sa tête ; et il crut, avec l'orgueil naïf d'un despote indiscuté, la réaliser avec ses propres ressources et fonder un État puissant à l'Ouest de l'Amérique du Sud. C'est la seule explication qui nous paraisse logique de la campagne entreprise sous le fallacieux prétexte de rendre Montevideo au parti blanc. Le

bourbier au milieu duquel se débattent les Américains du Sud est le produit de l'inexpérience d'une génération trop jeune pour exercer des droits politiques, dont elle ignore les exigences. Nous sommes persuadés que l'heure sonnera où le résultat pratique de ces luttes apparaîtra dans toute son évidence. Ce sera, comme en Europe, la réunion d'un grand nombre sous une même loi, première phase de la future question sociale. Seulement, cette phase s'ouvrira en Amérique, au moment où l'Europe en sortira.

Les années 1864-1865 auraient dû, si les hommes étaient, comme autrefois, uniquement préoccupés de la question politique, servir de consécration au système monarchique qui, il était impossible d'en disconvenir, élevait très haut au-dessus de ses voisins l'État qui l'avait adopté. Les questions pendantes avec l'Angleterre pour l'affaire du « *Forte* » et du « *Prince-de-Galles* » se trouvèrent résolues, sans aucune atteinte à la dignité de l'Empire, par l'acceptation de l'arbitrage du roi des Belges pour la première affaire, du roi de Portugal pour la seconde. Un incident avec les États-Unis avait été terminé à l'entière satisfaction du Brésil ; l'intervention dans l'Uruguay et la guerre contre Lopez avaient été glorieuses, et quand, en janvier 1865, le cabinet Brésil.

Furtado fut renversé sur une question d'ordre purement administratif, cette crise ministérielle ne produisit aucun trouble, et le retour aux affaires du vieux marquis d'Olindo coïncida avec la solution favorable de la plupart des problèmes extérieurs. En 1864, l'empereur maria ses filles : l'aînée au comte d'Eu; la cadette au duc de Saxe-Cobourg. Ces princes adoptèrent la nationalité brésilienne, et furent créés, l'un amiral de la flotte, l'autre maréchal de l'armée.

Le gouvernement déclina poliment l'invitation au Congrès de Lima, sans cependant la rejeter tout à fait, et répondit qu'il attendrait de connaître l'esprit qui présiderait à cette réunion, avant de s'y faire représenter.

Haïti. A mesure que le souvenir de Soulouque s'effaçait de l'esprit de ses anciens sujets, l'amour du désordre, cher à tout Américain du Sud, se réveillait. L'administration de Giffard, comparée à celle de ses prédécesseurs, pouvait être qualifiée d'irréprochable ; la prospérité augmentait à vue d'œil, la sécurité était établie, les institutions fonctionnaient presque régulièrement, et cependant le mécontentement grandissait. En avril 1864, une révolte éclata à Port-au-Prince; les principaux rebelles arrêtés et mis en jugement, Giffard usa de clémence, oubliant combien peu elle lui avait

autrefois réussi et commua la peine de mort prononcée contre le chef du complot, Lamy-Duval. La tentative ultra-nègre d'un certain général Adoubi, sectateur de Vaudoux, avorta ; mais la ville de Cap se déclara indépendante, et nomma un comité de salut public à la tête duquel on plaça le colonel Salmon, compromis dans le complot d'Adoubi. Salmon réunit une armée de nègres, envahit l'Artibonite, et occupa la ville de Plaisance.

Cette fois, c'était la guerre civile. Giffard envoya le général Lubrine pacifier l'Artibonite, et mettre le siège devant le Cap. En juillet 1865, les troupes présidentielles avaient échoué dans trois assauts successifs ; Lubrine fut destitué et remplacé par le général Nissage, qui ne réussit pas beaucoup mieux. La ville du Cap résistait encore en septembre 1865, époque à laquelle Giffard prit en personne le commandement de l'armée. L'arrivée du président, annoncée depuis longtemps, produisit peu d'effet, et le siège du Cap paraissait destiné à prendre les proportions de celui de Troie, quand une circonstance imprévue l'accéléra.

Des papiers saisis à Kingstown révélèrent aux Anglais un complot ourdi par des exilés haïtiens avec les révoltés du Cap et les anciens sicaires de

Soulouque réfugiés en Europe et qui avaient été, à l'éclosion de la révolte Adoubi, à laquelle ils avaient participé, en correspondance avec les insurgés de la Jamaïque. Cette découverte disposa le gouvernement britannique à soutenir le président Giffard dans sa lutte contre les Vaudoux. Le brick de guerre « le Bull-Dog » prit dans la mer des Antilles une attitude considérée comme un abus de pouvoir par la population du Cap, qui insulta le pavillon britannique. Le 9 novembre, pendant que Giffard poursuivait ses opérations infructueuses, deux navires anglais jetèrent l'ancre devant le Cap et exigèrent que les membres du comité de salut public vinssent en personne présenter leurs excuses à bord de l'amiral. N'ayant pas reçu de réponse, les Anglais ouvrirent le feu pendant que Giffard conduisait l'assaut. Salmon et son comité, hors d'état de résister, se réfugièrent à bord d'un navire américain, amarré dans le port, non sans avoir, au préalable, mis le feu à la ville. C'est de cette étrange façon que tout rentra provisoirement dans l'ordre.

L'intervention anglaise confirma Giffard dans le développement d'une idée dont il avait saisi les gouvernements de France, d'Angleterre et des États-Unis, dans le but d'obtenir un traité qui garantirait l'île contre toute occupation étrangère,

en la neutralisant. Cette idée avait été inspirée au président par les événements de la partie de l'île récemment incorporée à l'Espagne. Mécontente du nouvel ordre de choses, la province de Sibao s'était déclarée indépendante et avait formé un gouvernement provisoire à la tête duquel fut placé Pimentel, riche propriétaire du pays, d'origine française. A ce moment, le gouvernement de Madrid, livré à toutes sortes d'embarras intérieurs et extérieurs, soutenait une guerre contre le Pérou. La possession d'un territoire minuscule et improductif ne lui parut pas une compensation aux dépenses indispensables à la repression de la rébellion, et le général Gandara, commandant les troupes espagnoles, reçut l'ordre d'évacuer Saint-Domingue et de laisser les insurgés maîtres de la situation. Le 14 juillet 1865, les Espagnols abandonnèrent la colonie, de la récupération de laquelle ils avaient tant triomphé, et Pimentel occupa la capitale sans coup férir. Aussitôt un prétendant surgit. Peu soucieux de combattre, Pimentel céda le pouvoir au général Cabral, dont le gouvernement dura trois mois. En octobre les dissidents exigèrent la réunion d'un Congrès, chargé d'élire un président. Cabral ne fit pas plus de résistance que Pimentel, et convoqua une Assemblée constituante, qui choisit

pour président, Baez, celui-là même contre lequel on s'était insurgé, et dont la déchéance avait précédé l'incorporation à l'Espagne. Le cabinet de Madrid, tout en abandonnant Saint-Domingue, ne se souciait pas de voir une autre puissance s'y établir à sa place, et réussir là où il avait échoué. Comme la fin de la guerre de Sécession élargissait l'horizon des ambitions yankees, l'Espagne accueillit avec empressement les ouvertures de Giffard.

Les années 1864-1865 présentent de nombreux faits de guerre, et cependant nous les avons réunis sous une même rubrique, parce que nous ne sommes pas un écrivain militaire, et que la philosophie de l'histoire nous intéresse exclusivement. Ces années, fertiles en combats, mais arides pour la transformation politique et sociale, offrent un aspect qu'on ne retrouvera plus dans l'histoire de la fin du siècle, et qui termine à notre sens toute une époque, celle des massacres périodiques et fréquents. Depuis 1866 jusqu'à nos jours, c'est-à-dire pendant vingt-six années, l'Europe enregistrera trois grandes guerres [1]; le Nord de l'Amérique ne fournira aucune conflagra-

1. 1866, 1870-1871, 1877.

tion, et les Américains du Sud eux-mêmes deviendront plus avares de leur sang.

La récapitulation des événements déjà décrits par nous démontre que depuis l'écrasement de la révolution politique de 1848 jusqu'à l'ouverture de l'ère des nationalités, il n'y eut pas, tant en Europe qu'en Asie et en Amérique, une année qui ne fût ensanglantée par une guerre générale ou partielle. De 1859 à 1863, les peuples, ne se rendant pas suffisamment compte des obstacles qu'ils auraient à vaincre pour se masser, afin de procéder au règlement de la question sociale, attendaient pour s'élancer les uns contre les autres le résultat des affaires d'Italie, dont le succès fut le branle-bas de combat de ceux qui souffraient du morcellement. De 1863 à 1865, il n'y eut que de rares exceptions à l'embrasement général, et le canon gronda pendant trois ans sur presque tous les points des deux hémisphères, Italie, Pologne, Allemagne, Danemark, Turquie, Chine, Japon, Amérique du Nord et du Sud. L'Angleterre, la France, la Hollande soutinrent des guerres exotiques, et le gouvernement le plus sage était forcé de prévoir l'éventualité d'une intervention dans les affaires politiques, le respect des délimitations établies n'étant plus la base du droit international.

Si on compare les quinze années que nous

avons étudiées aux quinze années qui nous séparent du dernier incident turco-russe, depuis lequel pas un coup de fusil n'a été tiré en Europe, et quelques rares à peine en Asie et en Amérique, on croirait que des siècles nous séparent de la génération passée. Un monde nous en sépare en effet, le monde des idées et des aspirations. Sans nous en apercevoir, nous avons franchi toute une étape de la vie de la généralité des hommes. L'année 1866 terminera l'époque des conflagrations téméraires ; les deux guerres de 1870-1871 et 1877 sont des incidents retardataires, comme il s'en produit toujours aux époques des transformations. Patriarches rôdant après le déluge, apostats rêveurs enthousiastes du passé, autocrates et féodaux, essayant de ressaisir quelques bribes de leur prestige... autant de manifestants du passé essayant de mordre l'avenir.

On a beau prétendre que la guerre de Sécession a ouvert un nouvel horizon à la science militaire, perfectionnée pendant le conflit franco-allemand, nous croyons que ces campagnes ont servi à affirmer l'iniquité et l'inutilité des massacres légaux. Au temps des découvertes, un anthropophage interpellé par un marin lui demanda :

— Vous jouissez donc, en Europe, d'une paix continuelle ?

— Certes non ! nous aussi, nous faisons la guerre.

— Pourquoi la faites-vous, si ce n'est pour vous rassasier et satisfaire vos besoins naturels ?

Et comme le marin ne trouvait pas de réponse, persuadé que nos contestations ne seraient pas comprises par l'homme de la nature, celui-ci ajouta :

— Allez ! vous êtes plus barbares que nous !

Les pyramides d'ossements offerts en holocauste au progrès peuvent avoir leur excuse, mais les guerres d'ambition territoriale et de préséance politique doivent disparaître. N'en déplaise aux pessimistes, l'histoire témoigne de la marche ascendante de l'humanité. Dans la vie des nations les siècles sont des secondes. L'homme primitif nous était moralement inférieur. L'étude de la législation chaldéenne et égyptienne et la lecture de la Bible nous en donnent l'assurance. Nous trouvons dans le code biblique des prescriptions, inutiles de nos jours. Ce qui jadis, pour être exécuté, nécessitait la sanction légale, est aujourd'hui naturel. Une loi tombe en désuétude quand l'abus qu'elle visait n'existe plus. Telle serait, par exemple, dans notre société occidentale, une loi contre l'esclavage. Telle sera, nous l'espérons,

dans la société future, une loi contre la guerre. L'esclavage fut un progrès, car il remplaça l'usage jadis universel de massacrer le vaincu. Quand le perfectionnement moral de la société lui inculqua le sentiment de l'équité, la servitude s'effondra à son tour au souffle d'une doctrine fortifiée par des lois restrictives. Mais, avant d'en arriver là, on a tâtonné, et il n'a pas fallu moins de cinq mille ans pour détruire un abus qui, en son temps, avait été une amélioration. Je crois que nous sommes à l'aurore d'une ère où on songera à édicter des lois contre la guerre, qui, au moment donné, disparaîtra de nos mœurs comme le meurtre obligatoire et la servitude en ont disparu. Je ne prétends pas que nous sommes au seuil de cette époque ; il se passera bien des siècles avant que l'humanité comprenne combien il est illogique de régler une contestation par la mort, mais cela viendra, car, si les abus étaient éternels, ils seraient indestructibles.

La sécurité personnelle, indiscutablement agrandie depuis que nous connaissons l'histoire, est un des progrès réalisés. La vie de l'individu isolé était jadis à la merci des animaux sauvages, des accidents naturels, des miasmes pestilentiels, du caprice de ses semblables, des institutions mal combinées. Aujourd'hui, ces influences délétères

sont vaincues; l'homme, créé par la nature faible et inoffensif, s'est rendu, avec le secours de son intelligence, redoutable aux animaux, et il a obligé ceux d'entre eux qu'il n'a pas pu assujettir à se réfugier dans des retraites inabordables; l'hygiène a dispersé les miasmes; la science a dompté la création; les lois ont modifié les institutions et établi une barrière infranchissable au caprice; seule, la guerre prive l'individu de cette sécurité complète, qui le rendra apte à former une société dérivant du bien relatif, il est vrai, car rien n'est absolu ici-bas, mais étendu jusqu'à l'extrême limite de notre compréhension. Si, en dehors de la maladie qui pourrait être amenée par la médecine à l'unique niveau de la vétusté de nos organes, l'existence de l'homme n'était pas menacée par la guerre et par les abus sociaux, issus de l'iniquité employée au partage des ressources, l'intelligence humaine, délivrée d'un travail pénible mais nécessaire à la conservation de son enveloppe matérielle, prendrait un libre essor, qui la conduirait à mesurer la distance du connu à l'inconnu, chemin le plus court vers l'amélioration de nos destinées. La liste des découvertes, depuis celle de façonner le fer, qui a permis à l'homme d'asservir les animaux, jusqu'à celle de l'électricité, qui lui per-

mettra d'asservir les éléments, est longue et instructive. Pendant les siècles d'horreurs et de massacres, quelques rares intelligences, que les générations révèrent, se sont consacrées à la recherche de la vérité. Autrefois, cette mission était ingrate et difficile. La science compte peu d'Archimèdes. Le danger interrompt généralement le travail abstrait d'un cerveau, forcé de réunir toutes ses ressources pour veiller à sa conservation.

Les trois derniers siècles ont produit des résultats incalculables. La distance du connu à l'inconnu a diminué en raison de l'élargissement de la sécurité, avec lequel elle a marché parallèlement. Au sortir de la féodalité, où une guerre quotidienne entretenait les chevaliers, les nobles et leurs suzerains dans un permanent état de lutte, et où la mort naturelle était presque un accident, une certaine sécurité avait résulté de la formation, sous le sceptre des princes et des rois, de plus grandes agglomérations. Cet état de choses fut profitable aux recherches de la science, abandonnées depuis la chute de la société romaine. Quatre cents ans de progrès nous ont amenés où nous sommes et le XIXe siècle peut se glorifier d'avoir hésité longtemps avant de procéder à chacune de ces tueries qui ser-

vaient de distraction à nos ancêtres. La conquête de la quiétude absolue, espérance idéale aujourd'hui, élargira le bien-être jusqu'à l'infini des sensations humaines. L'esclavage, la féodalité et la royauté sont autant de manifestations de cette aspiration chez ceux qui croyaient, à force d'obéissance, obtenir la protection du plus fort et jouir de la sécurité. Si nous continuons l'évolution entreprise en 1866, nous fonctionnerons au centre d'un apaisement qui permettra aux masses, réunies sous une même loi, de diriger toutes leurs aptitudes vers la solution de la question sociale. Or, le désir de poursuivre l'évolution se manifeste clairement à notre époque. Ni l'histoire ni la tradition ne présentent rien de comparable aux quinze années de paix que nous venons de traverser. La fermeture très rare du temple de Janus signifiait que l'Empire romain jouissait de la paix, hormis toutefois les frontières, toujours en état de défense; mais les barbares bataillaient entre eux et avec l'Empire.

Les préparatifs militaires de notre époque serviront, à notre sens, à éviter la guerre. Le jeune souverain de la première puissance de l'Europe s'est dernièrement exprimé d'une façon dubitative sur l'excellence, au point de vue stratégique,

du nouveau système d'armement. — Une petite colonne, bien disciplinée, rendrait peut-être plus de services que les masses confuses formées de nos jours pour la défense nationale, a-t-il dit. Les succès prussiens de 1866 et 1870 étaient dus à un système expérimenté par cette nation, et ignoré de ses adversaires. Aujourd'hui que les armées se chiffrent par millions, que la supériorité numérique est insignifiante entre grandes puissances, quel sera le résultat d'un choc? Nul ne peut le prévoir. Et tous appréhendent un conflit, n'en pouvant, même approximativement, calculer les suites. L'extension du commerce et de la spéculation, et l'accroissement extraordinaire d'une richesse fictive faite en entier d'un crédit basé sur la confiance dans la paix, unies à l'instabilité de nos institutions gouvernementales, rendent d'autre part une guerre d'autant plus hasardeuse, qu'elle aurait pour premier effet l'arrêt total des transactions et la suppression des paiements aux établissements de crédit. Le gouvernement, quel qu'il soit, royauté constitutionnelle, empire absolu ou république, ne saurait résister à la coalition des intérêts blessés par une conflagration générale. Le temps est loin où le respect des institutions établies étouffait la rancune chez leurs victimes. A l'exception peut-

être de l'empereur de Russie, aucun souverain ne saurait prétendre à conserver sa couronne après un désastre militaire suivi d'un désastre financier.

Ces raisons rendent pacifiques les plus ambitieux; les guerres extérieures s'espacent; elles disparaîtront tout à fait. Le règlement des affaires intérieures de chaque agglomération fera, en revanche, couler bien du sang, et, si les problèmes politiques tendent à être résolus ailleurs que sur des champs de bataille, le problème social est là, pour rappeler à l'homme qu'il n'a pas conquis la sécurité absolue. Tout progrès procède par la destruction d'un abus, aussitôt remplacé par un autre, car l'organisation de notre planète s'oppose, comme j'espère avoir convaincu les lecteurs de mes volumes précédents, à la spontanéité du bien. Mais l'abus nouveau est appuyé sur un principe plus élevé et plus pur que l'abus précédent, et son apparition est un bien relatif, par ce fait même qu'elle empêche la stagnation. Si, après avoir détruit le principe hiérarchique, la bourgeoisie n'avait pas abusé de la victoire, notre société, si imparfaite qu'elle est, eût sans doute duré longtemps, à l'aide de l'équilibre des résignations et des satisfactions. Des périodes se seraient écoulées; on se serait fait la guerre comme autrefois; on aurait exploité les faibles et les

petits, et ce n'est que par l'exagération de l'abus, issue de l'impunité, que se serait produit, sans doute au XXIe siècle, l'écœurement nécessaire pour exciter les passions. La façon absolument inepte dont le tiers état entreprit d'établir sa domination a amené, en quarante ans, la crise que nous traversons. A l'heure où nous écrivons, tout être raisonnable, à part quelques repus imbéciles, se pose le problème d'une révolution sociale, indispensable et imminente. A quelque classe de la société qu'ils appartiennent, quand deux personnes discutent, c'est de l'opportunité d'un changement, fait propre en général aux époques qui précèdent immédiatement les transformations. Quand l'équilibre est bien établi entre les satisfaits et les résignés, les uns et les autres croient à l'immuabilité des institutions. César, patriciens, citoyens et esclaves, n'admettaient pas l'éventualité de la destruction de l'Empire romain. Les ennemis de l'ordre de choses existant, c'étaient les ennemis publics.

— Voyez-vous ces hommes en toge brune, sombres et pensifs, se réjouir du massacre des légions sur les frontières, et chanter des cantiques de louanges en l'honneur de leur Dieu, afin qu'il nous envoie des calamités... Ce sont les chrétiens, ennemis des Dieux et des hommes.

Au XVI[e] siècle, rois, gentilshommes, bourgeois et serfs, reconnaissaient, sinon la perfection de la société dont ils faisaient partie, du moins sa stabilité, et accueillaient avec défiance tout novateur ; pour peu que l'imprudent portât atteinte aux lois fondamentales, il devenait l'ennemi public. La conservation s'imposait, comme aujourd'hui s'impose la transformation. Une longue expérience du fonctionnement des institutions, dont la généralité des esprits réfléchis avait pesé les avantages et les inconvénients, cimentait cette satisfaction apparente, entravait la convoitise et étouffait les revendications. La vie s'écoulait lente sous la même atmosphère, et l'habitude remplaçait l'affection pour les lois. Malheureusement, la résignation des opprimés encouragea les heureux et les puissants à renverser quelques barrières. En voyant avec quelle facilité les foules acceptaient les empiétements sociaux, ceux qui n'avaient d'autre horizon que la durée de leur propre vie — et c'est l'immense majorité — crurent élargir impunément leurs avantages terrestres, sans courir le danger d'un bouleversement légal. Le mot de Louis XV : « Après moi le déluge ! » peut s'appliquer à la majorité des privilégiés, et c'est là le secret d'abus ineptes et monstrueux, dont la longue succes-

sion finit par lasser toutes les résignations. Sans cette pensée égoïste du bien-être de la génération vivante, il serait impossible d'expliquer la lourdeur et l'analogie des fautes commises à travers les siècles par les classes dirigeantes. Les anciens privilégiés avaient pour excuse leur foi dans une certaine longévité d'institutions dont une expérience plusieurs fois séculaire leur avait démontré la solidité. Mais comment qualifier les actes des dirigeants de nos jours, les magnats du capital et de la propriété? Aveuglement, utile à la transformation, sans doute? Quelques années ont suffi pour démolir l'ancien échafaudage. Combien en faudra-t-il pour réédifier un autre? La révolution, exécutée au nom des « Droits de l'homme », voyage à travers diverses péripéties pour aboutir à une halte, qui marquera l'établissement d'une société, non sans doute parfaite, mais moins injuste que la précédente, et dont la principale conquête sera la paix internationale, héritière présomptive de l'usage de s'entre-tuer pour régler un différend.

Nous ne connaissons pas l'histoire de l'humanité avant l'établissement de l'esclavage, mais à en juger par les lois primordiales des nations, l'état social en devait être basé sur le meurtre et l'iniquité. Il a fallu cinq mille ans pour éteindre à peu près partout le principe de la domination

légale d'un homme isolé sur son semblable. La disparition de la guerre sera la seconde étape de la perfection. Nous espérons qu'on cheminera avec plus de célérité. L'accalmie dont nous jouissons depuis quinze ans, et dont les peuples appréhendent la fin avec une anxiété poignante, nous paraît un pronostic favorable.

1866

France

Les difficultés extérieures, accumulées depuis la guerre d'Italie, s'aplanirent momentanément, le prestige du nom français grandit avec leur solution favorable, et l'Empereur essaya, à l'aide de ce mirage, de reconquérir un peu de son autorité, bénévolement affaiblie. Les négociations pour l'évacuation du Mexique et de Rome, profitables à l'équilibre du budget, présenté par Fould sans déficit, servirent d'argument contre les revendications des libéraux et pour le panégyrique du gouvernement personnel. C'était prématuré, et le discours du Trône produisit une impression douteuse. La majorité de

la nation demeura sans doute acquise à l'Empire, mais les convoitises avaient été trop excitées pour être apaisées par des paroles. De nombreux groupes dissidents critiquèrent le discours impérial, et si, au Sénat, l'adresse en fut la périphrase laudative, à la Chambre des députés, présidée par le comte Walewski, successeur incomplet de Morny, des discussions orageuses accueillirent un amendement agressif signé par quarante-six députés. L'urgence des réformes constitutionnelles fut soutenue à la tribune par les principaux orateurs, Thiers, Jules Favre, Jules Simon, Buffet, et enfin Émile Olivier, resté dans l'isolement depuis sa rupture avec la gauche, mais qui rentra en lice en se rangeant définitivement parmi les constitutionnels, et en prophétisant le triomphe du parlementarisme. L'amendement, rejeté, obtint cependant soixante et une voix, chiffre qui, comparé aux cinq opposants de naguère, témoignait du chemin parcouru. Ces débats, trop retentissants au gré du gouvernement, le décidèrent à emprunter des armes au Sénat, et, pendant que le Corps législatif votait les budgets, d'ailleurs satisfaisants, de Fould, une loi sur l'amortissement, et discutait les questions extérieures, devenues brûlantes au moment du conflit allemand, la

première Assemblée préparait un sénatus-consulte qui restreignait les prérogatives du Corps législatif, lui interdisait la discussion sur la constitution, réservée au Sénat, et accordait à l'Empereur seul le droit de prononcer la clôture de chaque session. Cette modification, introduite au moment où l'attention était tournée vers l'Allemagne, passa presque inaperçue, mais créa dans l'avenir une source de nouvelles difficultés.

Les affaires extérieures étaient la principale préoccupation de l'année 1866, et quoique la France n'y fût pas directement intéressée, son rôle fut si considérable, et son activité eut une telle influence sur ses destinées futures, que nous croyons utile de modifier le plan de notre ouvrage, — comme nous l'avons déjà fait dans des circonstances analogues, — et d'étudier en principe l'événement assez important pour fixer l'attention universelle, avant de nous occuper de l'histoire particulière de chacun des États. L'événement principal de 1866 fut la guerre allemande, suite inévitable de la question des duchés.

On ne saurait ménager le blâme au gouvernement impérial, pris au dépourvu au moment du conflit et après les événements qu'il s'était vu

obligé de subir, de n'avoir pas procédé utilement à une réorganisation reconnue indispensable. Les vues ambitieuses de la Prusse n'étaient cependant un mystère pour personne, car cette puissance ne les dissimulait pas. Usant dans sa diplomatie de cette franchise à l'aide de laquelle il réussit à faire tant de dupes, décidé à garder les territoires conquis, et à obtenir l'hégémonie en Allemagne, Bismarck avait ouvert des négociations avec l'Italie. Tout le monde savait, en Europe, qu'une guerre prusso-autrichienne éclaterait, dès que la Prusse serait en mesure de la déclarer. Or, pour lutter contre l'Autriche et l'Allemagne, dix-sept millions de Prussiens paraissaient insuffisants, malgré une excellente organisation militaire dont on ne comprenait pas encore, d'une part, les avantages, et de l'autre, les dangers. L'appui même de la jeune Italie, où, seule, l'armée piémontaise pouvait être considérée comme un appoint sérieux, augmentait médiocrement les chances de succès, surtout au cas probable de l'intervention de l'une des deux grandes puissances continentales, indirectement intéressées dans la question, la Russie et la France. Par sa conduite prévoyante pendant l'insurrection polonaise, Bismarck s'était ménagé la neutralité de la Russie, que les relations d'intimité entre les deux

souverains, l'oncle et le neveu, et la rancune du cabinet de Saint-Pétersbourg, qui ne comptait plus ses griefs contre l'Autriche, avaient bientôt rendu cordiales.

Restait la France. L'assentiment de Napoléon III avait été presque obtenu par Bismarck en 1865, à Biarritz. Personne ne connaît au juste les termes de la conversation échangée, excepté le chancelier lui-même qui, prétend-on, ne les a jamais textuellement cités. Cependant j'ai entendu des hommes considérables, — des parents et amis de Bismarck et de Napoléon, dont le plus autorisé est le prince Jérôme, — assurer que la possibilité d'une lutte entre la Prusse et l'Autriche y avait été agitée à plusieurs reprises. Pendant son séjour à Biarritz, Bismarck fut très bien accueilli à la villa impériale, et... en juxtaposant les matériaux que j'ai recueillis, il résulte que le ministre prussien ne dissimula pas à Napoléon III son inébranlable volonté de se placer à la tête du mouvement unitaire allemand. Mêlant la flatterie à une bonhomie affectée, il dit, entre autres, cette vérité qui sonna délicieusement aux oreilles du monarque rêveur :

— Votre Majesté ne saurait se plaindre en nous voyant appliquer les généreuses idées que l'Europe

doit à son initiative! Plus de joug étranger! Plus de morcellement! les peuples eux-mêmes, maîtres de leur destinée!

Et comme, malgré son aveuglement de bienfaiteur de l'humanité, Napoléon opposait la politique séculaire de la France, qu'on resserrait ainsi entre deux agglomérations issues d'une nouvelle appréciation des choses, et, tout en déplorant qu'on n'en fût pas encore à sacrifier au bien général les intérêts particuliers, demandait une compensation, Bismarck fit miroiter à ses yeux un agrandissement de territoire dans l'Est, où, sans toucher au principe des nationalités, la France pourrait s'arrondir, et nomma quelques localités allemandes ou belges, telles que Luxembourg, par exemple... Puis on parla de la fraternité future, basée sur la paix, du développement du commerce, de l'Exposition de 1867, « que l'univers entier attendait », et Bismarck manqua de se noyer, et il partit emportant la réputation « *d'un homme charmant quoique Prussien* », disait l'Impératrice.

Décidé à laisser faire, Napoléon ne songea même pas à s'apprêter à une lutte. Les souvenirs lointains d'Iéna, et ceux plus récents des campagnes d'Italie et de Danemark, lui avaient inculqué un mépris irraisonné des ressources de la

Prusse et de l'Italie. Cette opinion, partagée par son entourage, fortifiait le gouvernement dans la croyance que la menace seule d'un ultimatum suffirait à arrêter une trop grande expansion de l'ambition prussienne. La guerre des Allemands entre eux terminée, disaient les dirigeants, un Congrès sauvegarderait les intérêts de la France. La nouvelle d'une alliance défensive et offensive entre la Prusse et l'Italie, conclue le 8 avril 1866, tenue secrète et connue seulement en mai, étonna un peu l'opinion publique, sans alarmer ni mécontenter le gouvernement.

Cependant, les tiraillements entre Autrichiens et Prussiens devenaient de plus en plus fréquents. On s'était heurté dès le lendemain de la signature du traité de Gastein. La Prusse voulait s'annexer les duchés; l'Autriche, trop éloignée pour convoiter le Holstein, soutenait Augustenbourg, que Gablenz autorisa à résider à Kiel, pendant que Manteuffel lui interdisait l'accès du Schleswig. La présence du prétendant occasionna bientôt une effervescence que le cabinet de Berlin jugea préjudiciable à ses intérêts, et qu'il résolut de faire cesser en saisissant la cour de Vienne d'un mémorandum où il exposait ses griefs. Mentsdorff refusa toute satisfaction, en s'appuyant sur le provisoire d'une possession qui prendrait fin

aussitôt la délibération de la Diète germanique sur le règlement de la souveraineté. Sans recourir davantage à la diplomatie, Bismarck dit, le 2 mai, à une députation de Holsteinois, que le gouvernement du roi de Prusse ferait tous ses efforts pour s'annexer leur patrie, et fit, le 13, publier un édit en Schleswig qui déclara passible des peines les plus sévères quiconque porterait atteinte à la souveraineté du Roi ou de l'Empereur dans l'un des duchés. Cette attaque directe contre les prétendants offusqua l'Autriche, déjà très inquiète des armements de l'Italie, de la présence à Berlin du général Govone, aide de camp de Victor-Emmanuel, et d'un conseil de guerre tenu à Potsdam auquel assistaient les ministres et le général de Moltke, chef d'état-major. Une note fut expédiée à Berlin. La Prusse avait-elle l'intention de violer le traité de Gastein ? Les assurances données n'ayant pas été jugées suffisantes, l'Autriche commença à concentrer ses troupes.

Bismarck soumit la question à la Diète, par une circulaire à ses agents diplomatiques en Allemagne, où il se plaignit des préparatifs de l'Autriche, qui menaçaient, comme en 1850, la frontière. Il s'adressait à la Confédération, et lui demandait si, au cas d'un conflit dont la Prusse rejetait la responsabilité sur le cabinet de Vienne,

on trouverait une Allemagne prête à défendre les intérêts de la cause fédérale? Une Allemagne pareille existait-elle? Au sens de la Prusse, non! Bismarck se voyait donc forcé d'exiger de la Diète une réforme pratique et profonde de ses institutions et l'invitait à y procéder sans délai, l'urgence de cette réforme étant à ses yeux d'autant plus grande que les réponses à sa demande de concours seraient moins satisfaisantes. Cette circulaire machiavélique est un pur chef-d'œuvre. Demander à la Confédération son concours contre l'Autriche qui défendait incontestablement les intérêts germaniques dans les duchés, et baser cette requête sur l'impuissance d'une constitution fédérale dont les Allemands souffraient, témoignait, chez son auteur, d'une sagacité politique rare. Convaincu de la force des aspirations unitaires, il l'appliquait avec audace à ses projets futurs. S'il ne réussit pas immédiatement, et si sa circulaire produisit en principe un effet d'indignation, elle servit de modèle à l'unification sous l'hégémonie de la Prusse, refroidit dans les masses la fidélité envers l'Autriche et produisit de nombreuses défaillances chez les gouvernants de second et troisième ordre.

Les réponses à cette mise en demeure aux puis-

sances secondaires furent presque identiques, inspirées qu'elles étaient par Beust. Cette lutte entre les deux diplomates est particulièrement intéressante. Rendant à son adversaire ruse pour ruse, Beust répondit que l'article 11 du pacte fédéral a prévu le cas d'un conflit armé entre deux puissances fédérées; la puissance agressive se place par le fait seul de son agression en dehors du pacte, mais la Diète seule est compétente pour juger quel est le premier agresseur et quelles sont les mesures à prendre à son égard. Quant aux réformes, on s'en occupait et on accélérait les travaux, mais dans un sens réfléchi et après avoir discuté les propositions de tous les États intéressés.

Le Comité se prononça contre celle des puissances dont la politique funeste attirerait la guerre. Bismarck répondit à cela en faisant présenter à Francfort, où la Diète tenait ses assises, une motion où, en qualité de puissance confédérée, la Prusse exigeait la convocation immédiate d'une *Assemblée issue du suffrage universel de toute la nation allemande*, seule, à l'avenir, compétente pour délibérer sur les propositions de réformes présentées par les divers gouvernements. Après avoir donné lecture de ce document, Savigny déclara que le renvoi à l'article 11 du pacte fédéral n'était pas

sérieux, car, pendant que la Diète délibérerait, l'Autriche continuerait ses armements. La Diète donna une dernière preuve de faiblesse, en décidant de faire connaître la proposition prussienne, qu'elle n'osa refuser, au gouvernement impérial, dont on demanderait l'avis avant de la discuter.

A ce moment, les Allemands méprisaient la Diète, et haïssaient Bismarck dont la politique intérieure, autoritaire, ne présentait aucune garantie pour le parti libéral. On suspectait sa sincérité, car, disait-on, comment cet autocrate de la Prusse pourrait-il consentir à faire partie d'un tout parlementaire? L'Allemagne entière, sans en excepter la Prusse, se prononça contre la déclaration de Savigny, et ce blâme raffermit singulièrement les illusions de ceux qui désiraient conserver les derniers vestiges de l'Europe de 1815.

Cependant la Diète, ne voulant pas assumer la responsabilité de l'échec d'une combinaison qui se disait nationale, après avoir pris l'avis des gouvernements, procéda, le 21 avril, à la discussion de la motion. La Prusse et l'Autriche demandèrent son renvoi à une commission « *ad hoc* ». Ce renvoi, malgré l'opposition de Beust, adopté, l'Autriche insista pour que la communication du projet des réformes eût lieu avant la réunion du

parlement. Se voyant deviné, Bismarck affirma dans une circulaire, en date du 27 avril, qu'à ses yeux l'ajournement de la convocation du parlement équivalait au rejet de toute réforme.

Déjà, en mars, la chancellerie prussienne avait demandé compte à l'Autriche de ses préparatifs, et un échange de notes avait eu pour résultat une proposition de désarmement mutuel et simultané. Bismarck parut consentir — par une dépêche envoyée le 21 mai à Werther, ministre à Vienne, — à la réduction de ses effectifs, dans les délais correspondant au ralentissement des préparatifs autrichiens. C'était une feinte des plus habiles, et un piège dont Mentsdorff ne mesura la profondeur que lorsqu'il s'agit de sortir du domaine des négociations pour entrer dans celui de l'action. Le voile qui recouvrait le traité avec l'Italie avait été volontairement et légèrement soulevé par l'habile diplomate prussien, et Victor-Emmanuel armait ouvertement. En dégarnissant sa frontière de Bohême, l'Autriche renforça celle de la Vénétie, l'Italie n'étant pas comprise dans le désarmement mutuel et simultané. La presse prussienne, stipendiée, insinua que la Prusse ne pourrait désarmer, si l'Autriche gardait un effectif de guerre, même sur une autre frontière. Or, Mentsdorff avait demandé, avant de retirer ses

troupes de Bohême, s'il pouvait être assuré que les mesures défensives dirigées contre l'Italie ne changeraient rien aux dispositions pacifiques du gouvernement prussien et, pour témoigner de sa sincérité dans la conciliation, avait proposé un nouvel arrangement : disposer des duchés en faveur d'un prétendant indiqué par la Diète, mais maintenir en possession de la Prusse Kiel, Rendsbourg et Sonderbourg. Mentsdorff ajoutait cependant que le rejet de cette dernière et conciliante proposition l'obligerait à saisir directement ses confédérés de la question. Sans même daigner répondre à ces ouvertures, systématiquement écartées, Bismarck refusa de désarmer si l'Autriche gardait sur la frontière italienne un effectif de guerre, en prétendant que c'étaient là des dispositions nouvelles et nullement justifiées par l'attitude de l'Italie. Le désarmement fut rejeté par le cabinet de Vienne, rendu ainsi, devant l'opinion, responsable d'un conflit entre Allemands.

— Et comment cela pouvait-il être autrement ! s'exclamait la presse du National-Verein. Une puissance slavo-latine a la prétention de gouverner l'Allemagne ? Que nous importent les ambitions italiennes ? Dans la question allemande c'est elle qui est l'agresseur !

Bismarck avait réussi, par cette manœuvre, à enlever à l'Autriche le bénéfice de sa modération et de sa fidélité au pacte fédéral.

Le conflit, dès lors imminent, s'étendit à toute l'Allemagne. Les États secondaires se remuaient, la plupart en faveur de l'Autriche. Dès que Bismarck eut fait avorter le projet de désarmement, il demanda compte de leurs préparatifs à celles des puissances allemandes qui avaient suivi une politique opposée à la sienne, et commença par la Saxe, qu'il invita à s'expliquer sur ses armements ou à les cesser immédiatement! Beust répondit que, obligée d'exécuter ses devoirs fédéraux, la Saxe ne menaçait personne et croyait avoir plus besoin d'être rassurée elle-même que de rassurer les autres; qu'on avait d'ailleurs toujours la ressource de saisir la Diète des griefs qu'on pouvait avoir contre elle, et présenta le 5 mai, à Francfort, une motion ainsi conçue :

« Le gouvernement prussien est invité à rassurer la Confédération en considération de l'article 11 du pacte fédéral. »

Appuyé par la Bavière, ce vote de défiance contre la Prusse fut adopté et suivi d'une mobilisation générale. A la fin mai, toute l'Allemagne était en armes et les États se demandaient mutuellement, par voie diplomatique, des explica-

tions au sujet de leurs préparatifs. Napoléon III choisit ce moment pour entrer en scène, sous prétexte de pacification, mais en réalité pour conserver un prestige, utile dans ses démêlés avec des sujets récalcitrants. D'accord avec la Russie et l'Angleterre, qui n'osèrent pas refuser leur concours, il proposa la réunion d'une conférence, destinée à résoudre la question des duchés de l'Elbe sur les bases suivantes :

1° Règlement du sort des duchés par les cinq puissances ;

2° Cession de la Vénétie à l'Italie, sauf compensation suffisante (non indiquée) pour l'Autriche;

3° Garantie des États du pape;

4° Réforme de la Confédération germanique en ce qui touche l'équilibre européen.

Ces quatre grosses questions auraient donné à la conférence projetée l'importance du Congrès de 1815, et Napoléon III, flatté d'en être le promoteur, en saisit les quatre États en conflit : la Prusse, l'Autriche, la Confédération germanique (comme puissance collective) et l'Italie.

L'ambition des Italiens, excitée par le succès, avait pris un large essor. L'alliance prussienne leur faisait entrevoir la possession, non seulement de la Vénétie, mais du Frioul, du Tyrol, et même de la Dalmatie, et ils hésitaient à accep-

ter les propositions françaises. Les conseils de Bismarck qui, faisant étalage d'une déférence extrême pour l'empereur des Français, s'était empressé d'accepter ses ouvertures, les engagèrent à suivre son exemple. Bismarck n'ignorait pas que l'ignorance française ne le cédait qu'à un amour-propre effréné, que la situation réelle, militaire et financière, était inconnue et que Napoléon III était persuadé de l'insuccès de la *petite* Prusse, même aidée par la *petite* Italie. Si les Français n'avaient battu les Autrichiens qu'avec difficulté, que pouvaient les Prussiens et les Italiens? Il suffisait de lire les feuilles publiques, et de s'entretenir avec les hommes d'État, pour savoir que la guerre était considérée en France s'annonçant très longue et très meurtrière, quelque chose comme la guerre de Trente ou de Sept ans, affaiblissement indirect de l'Allemagne, auquel Bismarck savait très bien que Napoléon III s'opposerait mollement, en y cherchant des avantages qu'il importait de ne pas lui laisser prendre. D'autre part, il connaissait les préjugés de son principal adversaire, comme jadis Cavour connaissait ceux du pape Pie IX. Céder la Vénétie, c'était une solution écartée d'avance par l'orgueil de François-Joseph, qui ne consentirait pas à discuter des compensations non

spécifiées. Le peu d'influence dont disposait encore l'Autriche serait employé pour faire partager à la Diète ses idées de grandeur et l'engager à se refuser à un débat qui investirait les puissances du droit de régler la question des duchés, droit qu'elle seule croyait avoir. Sans désirer la réunion de la conférence, qui ne servirait, disait-il, qu'à retarder l'unité allemande, le ministre prussien ne l'appréhendait pas outre mesure, car, à son sens, il n'en pouvait sortir que des résolutions profitables à la Prusse. Quant à l'Italie, la conférence lui offrait des avantages plus directs qu'une guerre hasardeuse. Ne pas accepter une discussion dont l'un des principaux sujets, indiqué à l'avance, serait une augmentation importante de territoire, serait une faute grave. Car, dit-il à un diplomate italien, vous aurez d'ores et déjà fait un pas en avant. « S'il en faut » d'autres, n'avez-vous pas la ressource de dénon- » cer, au moment opportun, un traité gênant! » Et ne sommes-nous pas dans le même cas? La » Prusse et l'Italie pourront trouver insuffisant, » en 1867, ce dont elles se contentaient en 1866! » Il faut être prêt à taper! Cela ne veut pas dire » qu'il faille taper comme un sourd. On obtient » des petites concessions à l'amiable, et c'est » autant de gagné à l'heure de la lutte. »

L'Italie se joignit à la Prusse pour adhérer purement et simplement à la conférence. Cette adhésion flatta Napoléon et le prédisposa en faveur des deux puissances.

En attendant la réponse de Vienne, on parlait des conditions de la paix, et les réticences de Bismarck lui valurent la désapprobation générale, même celle de ses nationaux. Pendant ces courts instants, on s'entretint beaucoup dans le monde diplomatique de la compensation autrichienne, strictement hypothétique à cette heure. Je ne saurais passer sous silence une de ces hypothèses, discutée dans divers salons politiques, en présence de personnages influents. Peu de Polonais se doutent que l'annexion à l'Autriche du royaume de Pologne et du grand-duché de Posen avait été, à plusieurs reprises, mise sur le tapis. Des personnalités compétentes affirmaient qu'Alexandre II n'était pas éloigné de troquer à l'amiable une province turbulente et sans frontières géographiques, contre le territoire du Pruth désiré ardemment par amour-propre et par respect filial, et contre la latitude de s'étendre dans l'Asie Centrale, objectif commercial, visé déjà à cette époque par le gouvernement russe. On prétendait aussi que Bismarck abandonnerait volontiers le grand-duché de Posen difficilement assimilable ; que l'annexion des duchés

et surtout l'expulsion de l'Autriche de la Confédération le feraient consentir facilement à cette transaction. Jamais peut-être les Polonais n'ont été aussi près d'être réunis sous le même sceptre, et quoique j'aie entendu, dans un salon princier, un diplomate autrichien prendre très mal la chose, et protester en ces termes :

— Triste cadeau qu'on nous fait là! Trop remuants, les Polonais!

Fuad-Pacha m'a dit que cette hypothèse aurait réuni de nombreuses adhésions.

— Celle de la Turquie, par exemple. Je vous assure que j'ai très mal dormi pendant ces quelques jours. Si l'Autriche allait accepter! la compensation pouvait venir de l'Orient. A ce moment on avait renversé Couza! Les principautés! Qu'elle rançon pour la paix!

La combinaison polonaise convenait à tout le monde. Plus clairvoyant que les dirigeants autrichiens, Beust avait deviné Bismarck et jugé sa force de résistance. « Que risquait la cour de Vienne en acceptant le principe de la conférence? conseillait-il. Ne pouvait-elle la rompre si la compensation était jugée insuffisante? Pendant ce temps on se prépare; on organise un commandement, on réunit sous un drapeau les forces éparses et hétérogènes de la Confédération. La

compensation, d'ailleurs, pouvait être raisonnable. La Vénétie était lourde à garder. Bismarck serait désolé si vous acceptiez, car il table sur votre refus, croyez-moi. »

Ces conseils reconnus sages par l'adversaire lui-même de Beust, dont la rancune redoubla en se voyant deviné, ne furent pas suivis. Bismarck avait tout prévu, avec une justesse admirable de coup d'œil. La réponse de l'Autriche arriva le premier juin. Le cabinet de Vienne acceptait le principe de la conférence, mais à la condition expresse *que toute combinaison qui tendrait à donner à un des États invités un agrandissement territorial ou un agrandissement de puissance serait exclue des délibérations*. Le même jour, la Diète s'appropria la question des duchés, et déclara que cette question et celle de la réforme fédérale, exclusivement allemandes, devaient rester en dehors des discussions. C'était, de part et d'autre, un refus déguisé. Lord Clarendon pensa que, dans ces conditions, des négociations ultérieures devenaient inutiles, et déclina toute médiation, d'accord avec le prince Gortschakoff. Forcé par cette détermination à abandonner son projet, Napoléon III, légèrement mortifié de l'insuccès de ses démarches, garda gré à la Prusse de sa déférence étudiée, et écrivit

à Drouin de Lhuys une lettre destinée à la publicité, qui était une assurance de neutralité. Revenant sur les principes antérieurement exprimés à Auxerre, il indiqua à l'Europe les tendances de la politique française, qui auraient été manifestées par ses plénipotentiaires à la conférence. « Nous aurions, écrivait-il, demandé pour les États secondaires de la Confédération germanique *une union plus intime, une organisation plus puissante, un rôle plus important; pour la Prusse, plus d'homogénéité et de force dans le Nord; pour l'Autriche, le maintien de sa grande position en Allemagne*. Nous aurions voulu, en outre, que par une compensation équitable, l'Autriche pût céder la Vénétie à l'Italie[1]. »

L'empereur concluait que la France n'aurait en aucun cas, besoin de tirer l'épée dans le conflit qui se préparait.

Cette publication favorisa les plans de Bismarck, qui avait reçu de Vienne, le jour même de la notification de la réponse à la France, une note spéciale par laquelle le cabinet impérial lui signifiait sa déclaration à la Diète de Francfort, ainsi conçue : *Les négociations de désarmement et de conférence n'ayant pas abouti, l'Autriche défère le règlement*

1. Napoléon ne put pas se plaindre dans l'avenir. Ses vœux ont été exaucés.

de la question des duchés à la Diète et appelle les états du Holstein à faire connaître leur sentiment.

Le plan de réformes avait servi à dépopulariser l'Autriche en Allemagne ; la proposition de désarmement et l'acceptation immédiate par la Prusse de la conférence rejetaient sur son adversaire la responsabilité de la déclaration de guerre. La note du 1er juin était en effet un refus formel de désarmer et la rupture des engagements de Gastein. Le 4 juin, Bismarck faisait tenir à ses agents à l'étranger une circulaire où il accusait l'Autriche de troubler la paix, et, sans même déclarer la guerre, ordonnait à Manteuffel d'occuper le Holstein, pour sauvegarder, conformément aux traités, les droits de la Prusse dans les duchés. Le 8 juin, Mauteuffel, à la tête de 22.000 hommes (corps prussien tenu à cet effet tout prêt, et venu par Hambourg renforcer l'armée du Schleswig), entrait dans le Holstein. Gablentz, éloigné de toute communication avec l'Autriche et disposant de 7.000 hommes à peine, crut devoir évacuer Kiel, et se replia sur Altona. Comme les Prussiens avançaient, Gablentz retourna en Autriche par le Hanovre, en les laissant s'établir dans les deux duchés. A Itzehoë, où siégeaient les États récemment convoqués, Manteuffel força la Chambre, dispersa les dépu-

tés et révoqua tous les employés du duc d'Augustenbourg, qui s'enfuit.

Le cabinet de Vienne ne voulut pas considérer l'occupation du Holstein comme un « casus belli » et se contenta de protester contre l'envahissement du territoire occupé par Gablentz. Le plénipotentiaire impérial à Francfort accusa la Prusse de vouloir s'annexer les duchés par la violence. Néanmoins, comme le Holstein n'était pas territoire autrichien, cette mesure lui parut surtout attentatoire aux droits de la Confédération, au jugement de laquelle il s'en remettait complètement. Bismarck n'était pas en peine d'arguments spécieux. Pour ne pas assumer le rôle d'agresseur, il fit répondre par Savigny que la Prusse ne songeait nullement à s'emparer des duchés par la force. Bien au contraire, elle consentait, par déférence pour la Diète, à résoudre pacifiquement la question du Schleswig-Holstein, à condition que cette question fût annexée à celle de la réforme. Cette simultanéité fut repoussée. Alors Bismarck s'adressa directement aux États confédérés et leur soumit le projet de réforme qu'il s'était, jusque-là, refusé à faire connaître, en stipulant toutefois qu'il exigeait des cabinets de l'étudier et de faire savoir à la cour de Berlin, dans un bref délai, s'ils seraient disposés à y

adhérer, dans le cas éventuel où le pacte fédéral serait rompu. Les principales bases du projet étaient : exclusion de l'Autriche, de la Hollande et du Danemark de la Confédération ; convocation d'un parlement national ; formation d'un pouvoir fédéral pour les questions budgétaires et diplomatiques, investi du droit de paix et de guerre ; établissement d'une armée commune, commandée, dans le Nord, par le roi de Prusse ; dans le Sud, par celui de Bavière. En un mot, union allemande absolue, basée sinon exclusivement, du moins en grande partie, sur les principes du National-Verein.

Cette circulaire témoignait du plus profond dédain pour la Diète ; mais comme, depuis un an, les humiliations subies par celle-ci ne comptaient plus, les optimistes espéraient une solution pacifique, car l'Autriche, lasse de faire étalage de longanimité, avait proposé de mobiliser le contingent fédéral, dans le but de s'opposer, par la force, s'il le fallait, aux entreprises prussiennes, et avait rappelé son ambassadeur de Berlin. Ce n'était pas encore la guerre, et on espérait que si la proposition autrichienne était adoptée à Francfort, Bismarck hésiterait à braver toute la Confédération. En effet, les choses restèrent en suspens jusqu'au 14 juin, jour du vote, attendu avec anxiété, car, depuis la dissolution du Saint-Em-

pire, aucun événement aussi grave ne s'était produit en Allemagne.

La motion autrichienne fut adoptée et la mobilisation votée; mais au lieu d'arrèter les événements, cet acte, le dernier accompli par la Diète, les précipita. Loin de paraître effrayé à la pensée d'entrer en lutte avec l'Allemagne, Bismarck fit, le lendemain (15 juin), notifier aux États du Nord que le vote de la Diète impliquait une déclaration de guerre à la Prusse et qu'ils devaient ramener leur armée sur le pied de paix et accéder à son projet de réforme. A ces conditions, la Prusse leur garantissait la neutralité et le maintien de leurs droits; sinon, elle occuperait leur territoire. Le délai, pour la réponse, était fixé à douze heures. C'était un ultimatum dans la forme et dans le fond. La plupart des petits États obéirent à l'injonction, à l'exception de Saxe-Meiningen et Reuss aîné. Les États secondaires refusèrent. Le 16 juin, l'armée prussienne envahissait la Saxe, la Hesse et le Hanovre. Beust en avisa aussitôt la Confédération, en demandant du secours. L'Autriche et la Bavière consentirent à secourir la Saxe, et la Diète vota la défense contre la Prusse. Bismarck protesta, et constata qu'il n'avait pas déclaré la guerre, mais qu'il était prêt à supporter les conséquences de sa politique.

En France, l'opinion accueillit l'ouverture des hostilités avec indifférence, presque avec joie. Cette ignorance de la situation réelle des États voisins, et cette futilité d'appréciation est un des défauts du caractère français. Les balourdises débitées à cette époque par la nation la plus spirituelle du monde, — qu'il ne fallait pas discuter sous peine d'être conspué, — présageaient les désastres de l'avenir. Dans les cercles fréquentés par les hommes les plus éminents, on envisageait les événements futurs avec une myopie lamentable. La guerre venait d'éclater au delà des frontières, tant mieux! L'affaiblissement des Allemands était un avantage négligeable, car, que pouvaient-ils contre la France? Mais quelle perspective commerciale! Il fallait améliorer les produits de l'industrie pour s'enrichir aux dépens du voisin. Et quand les Allemands se seraient suffisamment entre-tués, on interviendrait pour les pacifier et on obtiendrait un bon pourboire. Peut-être la frontière du Rhin, le Luxembourg! Des places en Belgique!

— C'est un événement des plus heureux, me dit un ministre de l'Empire! L'empereur a essayé de rétablir la paix, dans un esprit d'humanité, élargi à ses limites extrêmes, car le conflit ne peut que profiter à la France. Les

Allemands se sont embarqués dans une aventure qui durera de longues années, car la Prusse présentera plus de résistance qu'on ne le croit! L'Autriche et la Diète n'en auront pas facilement raison. Sa défaite est certaine, mais la victoire affaiblira les vainqueurs.

J'ai entendu un très grand personnage soutenir cette thèse extravagante :

— Quand les Allemands se seront bien massacrés pendant l'automne et le printemps, la récupération de la frontière du Rhin sera pour nous l'affaire d'un Congrès, ou tout au plus d'une promenade militaire.

On parlait ainsi en juin 1866; mais quand les nouvelles du théâtre de la guerre apprirent au public stupide et au gouvernement ébahi la rapidité foudroyante des succès prussiens, la nation ressentit, chose triste à dire, une colère puérile contre une puissance dont on avait méconnu la grandeur, et le gouvernement une velléité indicible d'intervention, devenue, hélas! irréalisable autrement que par une offre spontanée et insistante de médiation[1].

Agissant avec une promptitude de résolution

1. Nous étudierons plus en détail la campagne de 1866, dans les rubriques spéciales aux États allemands.

extraordinaire, l'état-major prussien, sûr de la neutralité de la France, dégarnit presque complètement la frontière de l'Est, et dirigea deux cent cinquante mille hommes sur la Bohème, en gardant soixante mille, partagés en deux corps de trente mille combattants, pour tenir tête aux États secondaires. La campagne d'Autriche ne dura que vingt-cinq jours : entrée en Saxe le 16 juin; occupation du royaume le 20; de la Bohême, le 23 et le 24; quelques combats de peu d'importance, le 26; bataille de Munchengrætz le 27; de Burgersdorff le 28; de Kœniginhof le 29; enfin, le 3 juillet, grande bataille de Sadowa qui força le généralissime Benedeck à solliciter un armistice, dont le refus l'obligea à rétrograder jusqu'à Olmutz, laissant ouverte la route de Vienne par Pardubitz. Moins prompte mais tout aussi glorieuse, la campagne d'Allemagne présenta, à la même époque, des résultats identiques; la bataille de Langensalza (27 juin) mit fin au royaume de Hanovre, occupé par les Prussiens, ainsi que la Hesse-Électorale, dont le souverain fut suspendu (terme instructif, pris dans le vocabulaire de la Révolution française). Seuls, les Bavarois résistaient, et une victoire, remportée à Dermbach sur la division Gœben, leur donna une platonique sa-

tisfaction d'amour-propre. Mais après Sadowa les cinquante mille Bavarois, incapables de tenir tête à toute l'armée prussienne, se retirèrent sur la Saale. Le 4 juillet, vingt jours après la déclaration de guerre, la Prusse avait annihilé la résistance de la Diète, écrasé deux de ses ennemis, et porté un coup mortel à la puissance de l'Autriche. La bataille de Custozza, où l'archiduc Albert défit l'armée italienne commandée par Victor-Emmanuel en personne, était une légère compensation à cet immense échec, et François-Joseph le comprit si bien, qu'il adhéra sans réserve à la médiation que Napoléon, effrayé des triomphes prussiens, s'empressa de lui proposer au lendemain de Sadowa. Quand François-Joseph eut, pour obtenir les bons offices de la France, cédé la Vénétie à Napoléon III, celui-ci envoya au quartier général du roi Guillaume le comte Benedetti, en qualité de négociateur. Rejoint sur la route de Prague, Guillaume, stylé par Bismarck, protesta de sa déférence pour l'empereur des Français, mais subordonna l'armistice à l'acceptation par l'Autriche de certains préliminaires de paix, ne consentit pas à arrêter la marche de ses armées, entra le 9 à Prague, et établit son quartier général le 15 juillet à Brünn, pendant que le corps du prince royal menaçait

Olmutz, forçait Benedeck de rétrograder jusqu'à Presbourg, occupait, après un brillant engagement de cavalerie, Landerbach, et enfin Nicholsbourg, à dix milles de Vienne, où le roi se transporta le 18 juillet. A ce moment les avant-postes prussiens étaient à trois milles de la capitale autrichienne qui voyait toutes les nuits briller leurs feux dans la campagne.

Pendant ce temps, les négociations se poursuivaient avec activité. Renonçant à obtenir du roi victorieux une suspension d'armes, sans lui soumettre au préalable le programme des préliminaires de paix, Napoléon enjoignit à Grammont et à Benedetti de faire à Bismarck les propositions suivantes :

1° L'intégrité de l'Autriche sera maintenue (sauf la Vénétie, en dehors de la question).

2° L'Autriche autorisera la dissolution de la Confédération Germanique, et ne s'opposera pas à une nouvelle organisation de l'Allemagne, dont elle ne fera plus partie.

3° La Prusse formera une union de l'Allemagne du Nord, comprenant les États situés au nord du Mein, du commandement des forces militaires de laquelle elle sera investie.

4° Les États du Sud (ligne du Rhin) seront libres de former une association qui jouira d'une

existence internationale indépendante, et dont les liens avec l'union du Nord seront réglés par une entente commune.

5° Les duchés de l'Elbe seront annexés à la Prusse, sauf les districts du nord du Schleswig, au cas où les populations librement consultées désireraient leur retour au Danemark.

6° L'Autriche et ses alliés restitueront à la Prusse une partie des frais de la guerre.

Avec beaucoup de bonne grâce apparente, Bismarck reconnut qu'il trouvait dans ces propositions des garanties suffisantes à un armistice, et pour complaire à Napoléon III, promit de s'abstenir de tout acte d'hostilité pendant un délai de cinq jours, laps de temps pendant lequel il attendrait à Nicholsbourg les plénipotentiaires autrichiens. Cette suspension d'armes vint interrompre un engagement auprès de Presbourg où la victoire était chaudement disputée.

— Je n'ai vraiment pas de chance! s'écria François-Joseph.

La rapidité des événements militaires fut égalée par celle des négociations. La guerre avait duré six semaines; la paix fut conclue en six jours du 20 au 26 juillet. Le 29, le roi de Prusse rentrait à Berlin.

Dès le premier entretien avec les plénipoten-

tiaires autrichiens, Bismarck, persuadé que les préliminaires seraient franchement acceptés, proposa de procéder immédiatement à la discussion de la paix. L'Autriche était vaincue, mais entre Vienne et les Prussiens s'échelonnait une armée de deux cent mille hommes commandée par le vainqueur de Custozza, l'archiduc Albert, appelé en toute hâte pour remplacer Benedeck, contre l'inexpérience militaire duquel une grande clameur s'était élevée d'un bout de l'Empire à l'autre. Cette clameur avait fait germer dans l'esprit des vainqueurs des doutes sur la facilité d'un nouveau succès pareil à celui de Sadowa, dû en partie aux erreurs du général ennemi. Ne voulant pas risquer une défaite, ou amoindrir l'effet produit par la triomphante campagne qu'il était de son intérêt d'achever promptement, sans écouter les généraux avides de courir à de nouveaux exploits, Bismarck se montra tout à coup aussi modéré qu'il avait été audacieux et adopta pour base définitive les propositions françaises, sous réserve d'un point qu'il savait acceptable pour l'Autriche, résignée à la perte de son influence en Allemagne. Il spécifia un agrandissement territorial de la Prusse, dans l'Allemagne du Nord, aux dépens des princes dissidents. Le sacrifice d'un allié n'a jamais coûté à

une grande puissance; l'Autriche a toujours tiré gloire de son ingratitude et ses plénipotentiaires livrèrent à la Prusse leurs alliés germaniques, à l'exception toutefois de la Saxe dont le concours dévoué méritait une exception, même dans l'ingratitude, en souvenir surtout des conseils de son ministre, dont on avait reconnu trop tard la sagesse. S'apercevant de la ténacité de cette insistance, Bismarck, après quelques observations, consentit à respecter l'intégrité du territoire saxon, à condition que l'Autriche ne s'opposerait pas aux décisions qui seraient prises relativement au Hanovre, Nassau, Hesse et autres États du Nord. Mécontente, non sans raison, du concours que ces États lui avaient apporté, l'Autriche les abandonna à la merci du vainqueur. Les préliminaires de la paix furent signés à Nicholsbourg le 28 juillet, et comme l'adhésion de l'Italie n'avait pu être obtenue à cause de la distance, il fut convenu que le traité serait signé ultérieurement, avec l'assentiment de cette puissance, dont la Prusse se porta garante. Le 24 août, la paix fut en effet signée à Prague, sans porter, pas plus que les préliminaires, la signature de la France, Bismarck ayant obtenu de la modération de Napoléon III cette abstention, en invoquant le prétexte, d'ailleurs assez plau-

sible, d'une atteinte à la dignité des Allemands.

Les princes vaincus s'empressèrent d'envoyer des plénipotentiaires au quartier général prussien, avec l'espérance d'être compris dans la stipulation. Bismarck les reçut avec hauteur.

— Je pourrais vous faire prisonnier! dit-il à Phordten, envoyé de la Bavière.

Cependant ce diplomate obtint le droit d'accéder à l'armistice de Nicholsbourg, à condition que les autres États du Sud y accéderaient aussi. La campagne du Mein n'était pas terminée, et pendant que Phordten négociait, Manteuffel faisait sauter la forteresse de Marienberg, et les Prussiens pénétraient en Bavière. Le 30 juillet seulement les généraux furent autorisés à des suspensions d'armes avec la Bavière, le Wurtemberg, Bade et Hesse grand-ducale. Quant aux princes du Nord, Bismarck se refusa péremptoirement à toute concession, et stipula même que la Saxe et les États du Sud, ayant accès aux préliminaires, n'auraient pas la faculté de traiter sur les mêmes bases que l'Autriche. La Prusse se réservait de négocier avec chacun des belligérants, sans en excepter la Saxe, sa promesse étant strictement circonscrite à la conservation de son territoire, mais non aux conditions de son entrée dans l'Union du Nord. Il fallut en

passer par là, car à mesure que les négociations avançaient et que les plénipotentiaires français, dont le rôle était terminé, se retiraient un à un, Bismarck devenait de plus en plus arrogant. Beust devait être chargé des intérêts de la Saxe.

— Je ne veux pas de ce brouillon ! dit-il.

On lui objecta que le vieux roi Jean avait confiance en son ministre.

— Que me font les préférences du roi de Saxe?... S'il tient à son ministre plus qu'à son royaume, qu'il le dise, nos troupes ne sont pas encore rentrées dans leurs foyers.

Les plénipotentiaires d'Angleterre, de Russie, de Danemark et de France essayèrent d'intervenir en faveur des princes, parents ou alliés de leurs souverains. A tous, Bismarck répondit qu'il s'en tiendrait aux préliminaires de Nicholsbourg, *mais qu'il ne ferait « de politesse » à personne*, les affaires de l'Allemagne ne regardant que l'Allemagne. Cette inflexibilité, puisée dans la persuasion que pas une main ne se lèverait en Europe pour défendre les intérêts des petits États, dérivait surtout de sa profonde connaissance des relations politiques du monde entier. Des princes qu'il résolut de sacrifier, pas un n'échappa à son sort, à l'exception du duc de Hesse-Darmstadt, beau-

frère du tsar, en faveur duquel Alexandre II sollicita son oncle avec une insistance presque humble.

Il m'a été raconté, à ce propos, l'anecdote suivante dont je garantis l'authenticité, et qui est faite pour servir de préface aux relations actuelles de la Russie avec la Prusse. A l'animadversion inspirée par la politique bismarckienne, avait succédé un sentiment d'irrésistible confiance. Le succès avait fait du ministre, autrefois discuté, le dispensateur des destinées de l'Allemagne, dont les princes encombraient son antichambre. Guillaume lui-même subordonnait ses actions à la décision de son conseiller, et exposait ses plans sous réserve d'une approbation, que Bismarck, malgré une phraséologie ultra-respectueuse dont il ne se départit jamais envers son vieux maître, n'accordait pas toujours. Guillaume avait, à plusieurs reprises, intercédé en faveur du grand-duc de Hesse-Darmstadt sans obtenir aucune réponse. Lassé par les instances de son impérial neveu, il insista avec une fermeté inaccoutumée qui obligea Bismarck à céder en apparence, et à promettre des avantages qu'il sut rendre aussi éclatants qu'illusoires.

— Soit! dit-il. Le tsar devrait cependant cesser de s'immiscer dans nos affaires! C'était bon au

temps de la Confédération, et ce n'est qu'une habitude à prendre! Autant commencer tout de suite! Votre Majesté en a décidé autrement, soit! Mais elle ferait bien, elle qui a son franc parler avec Alexandre II, de l'avertir pour l'avenir!

Bismarck s'étudiait déjà à parler haut. Le traité de Prague avait fait de la Prusse, qui s'annexa le Hanovre, la Hesse-Électorale, le Nassau, Francfort et quelques territoires moins importants, un État homogène de plus de 24 millions d'habitants. Elle y gagnait en outre sa suprématie sur l'Allemagne du Nord, l'exclusion complète de l'Autriche de la Confédération, 250 millions de francs d'indemnité de guerre, des ports militaires, un territoire important. Le prestige des succès, préparés avec une habileté politique si consommée, et mis à profit avec une décision si prompte, la rendaient redoutable à cette Europe qui, deux mois auparavant, combinait des arrangements étagés sur sa défaite future.

Ces événements inattendus furent, comme nous l'avons dit, accueillis par le gouvernement français avec une stupeur à laquelle succéda l'explosion d'une colère irraisonnée, issue de deux sentiments également mauvais, l'excitation de l'amour-propre froissé et l'envie. On en voulut aux Prussiens d'avoir éte intelligents et bien

avisés; on les accusa d'avoir trompé la France, et dès ce jour on leur voua une haine injuste, manifestée maladroitement, à plusieurs reprises, avant l'heure du conflit suprême. Au lieu de se mettre en mesure de réparer les fautes commises, on s'évertua à diminuer la grandeur du succès, en l'attribuant au fusil à aiguille, à des menées « sournoises », à une duplicité inique, sans s'apercevoir que le fusil à aiguille, s'il avait servi à la victoire, était une combinaison scientifique facilement appropriable à toutes les armées, que le terme *duplicité*, c'est le synonyme grossier mais véridique de *diplomatie*, et qu'enfin, la principale, l'unique raison de ce triomphe, c'était la volonté de parvenir qui animait les Prussiens, stylés par le baron de Stein. Nul en France ne devait ignorer cette formidable organisation militaire, perfectionnée tous les ans par son adaptation à la science moderne, étudiée avec application par un état-major recruté depuis de longues années dans l'élite de la nation.

Le triomphe de la Prusse sur l'Autriche et sur l'Allemagne, c'est celui du progrès sur la routine, de l'instruction sur l'ignorance. Or, un des principaux vices de l'organisation française, c'est le mode d'éducation de la jeunesse. J'ai étudié ce fonctionnement dans divers pays, qui

tous, je suis obligé de le reconnaître, nous sont supérieurs à cet égard[1]. La France a choisi le système le plus défectueux, basé sur un sentiment futile de vanité nationale, qui dérive sans doute d'un passé glorieux, mais qui, dans les circonstances où se trouve l'univers, est destiné à devenir la source de déboires futurs.

L'adolescent apprend minutieusement l'histoire, la géographie, la statistique, l'économie politique, la littérature et la langue françaises: quand il sait tout cela, il se croit instruit, reçoit un diplôme et entre dans la vie, sans se douter d'une infériorité que son esprit naturel réussit souvent à dissimuler, même à ses propres yeux. Ignorant tout ce qui est relatif aux autres États de l'Europe, il se faisait naguère gloire de dédaigner la connaissance des grammaires étrangères, sous le prétexte fallacieux que le français est compris par tous les peuples. On crut avoir tout fait en exigeant aux examens une connaissance superficielle de l'allemand ou de l'anglais, illusoire d'ailleurs, car, j'ai remarqué qu'en dehors des Alsaciens, la plupart des hommes de trente ans oublient à cet âge les notions rudimentaires d'une langue apprise avec la ferme intention de ne jamais s'en

1. Sans en excepter la Turquie, par exemple.

servir. Peut-être trouverait-on aujourd'hui quelques exceptions à cette règle dans l'armée active, mais cela ne suffit pas, à une époque où tout le monde est soldat. En 1866, un Français se serait cru déshonoré de parler une autre langue que l'anglais, baragouiné par une seule catégorie de citoyens, la moins utile, les « sportsmen ». Une assimilation vaniteuse au latin, autrefois idiome universel, lui donnait l'habitude de franciser, dans la conversation, les noms étrangers. On prononçait Byron, Biron ; Washington, Wachinjeton ; Patiomkine, Potenquin. Au théâtre, les poètes versifiaient selon cette prononciation, et leurs vers sonnaient parfois d'une étrange façon aux oreilles d'un homme instruit. Ces défaillances rendaient difficile la circulation, et les Français ne voyageaient guère, se trouvant dépaysés partout. Rien n'était plus incommode, par exemple, que de résider en Allemagne ou en Italie avec un valet de chambre parisien, qui ne voulait pas s'acclimater par parti pris, ne tentait aucun effort pour apprendre les mots usuels de l'idiome du pays, et vous forçait à lui servir d'interprète. Les Français prétendaient très sérieusement, d'une part, qu'il était parfaitement inutile d'apprendre une autre langue que la leur, attendu que dans tous les pays on trouvait des

hommes la parlant, et émettaient, d'autre part, ce principe burlesque que ceux qui parlent français, la plus belle langue du monde, ne peuvent adapter leur gosier à la prononciation barbare des autres. Pourquoi alors les Belges et les Suisses, pour la plupart polyglottes, patrons d'hôtel et domestiques de place, n'éprouvent-ils pas le même inconvénient ? Les portiers d'hôtel, de Suisse, Italie, Allemagne, parlent couramment et grammaticalement six ou sept langues ; tous en possèdent au moins trois : l'anglais, le français et la langue du pays. Dans nos grands hôtels, ces fonctions sont remplies par des Allemands, des Belges, des Suisses, voire même des Italiens, rarement par des Français.

Non contents de laisser la jeunesse dans la ferme croyance que le français suffit à se débrouiller en ce monde, les instituteurs de cette époque néfaste professaient un dédain stupide pour l'étude de l'activité des étrangers. Après un aperçu sommaire de l'histoire et de la géographie universelles, ils farcissaient l'esprit de l'enfant des plus mièvres détails sur la France. Aujourd'hui encore, cette routine n'est pas abandonnée, et si, pour la forme, on exige aux examens la connaissance extrêmement superficielle d'une autre langue que le français, on ne se

préoccupe nullement de familiariser l'écolier avec l'histoire, la géographie et la littérature universelles.

Après m'être rendu compte de l'infériorité de l'éducation française, comme je m'intéresse vivement à cette nation, dont j'ai maintenant l'honneur de faire partie, j'ai, à diverses reprises, examiné des bacheliers entrant dans la vie après de brillants examens. J'ai constaté — cette année même, j'en ai fait la triste expérience sur un élève de l'École polytechnique — que le mode d'éducation n'a pas varié. Des jeunes gens, excellents mathématiciens, aux vastes notions scientifiques, ignorent totalement l'histoire, la géographie, la statistique, la littérature, l'administration, les lois des pays étrangers. Le professeur lui-même, très sévère pour une légère faute de géographie ou d'histoire française, et qui serait scandalisé s'il entendait compter dans une commune six mille habitants au lieu de deux mille, ou confondre une préfecture avec une sous-préfecture, ne se doute souvent pas de l'existence d'États grands comme la France. Un jour, à dîner chez des amis, buvant de l'eau de Couzan, je confessais mon ignorance de cette localité. Aussitôt, le fils de la maison me donna des renseignements tellement circons-

tanciés, que je lui supposai l'intention de diriger ses études spécialement vers les eaux minérales. Je me rendais à Teplitz, et je lui demandai quelques notices sur cette célèbre station thermale.

— Teplitz... dit-il... mais ce n'est pas en France!... C'est quelque part en Allemagne!

Poussant plus loin mon investigation, je reconnus que ce jeune homme, très studieux, ne connaissait ni les îles Monteverde, ni la situation des Célèbes, ni les relations de la Corée avec la Chine, de l'Uruguay avec le Brésil, de l'iman de Mascate avec la Perse, ni même les lois fondamentales de l'empire d'Allemagne. En revanche, il n'y avait pas une maîtresse d'un roi de France dont il ne connût la chronique détaillée, une sous-préfecture dont il ne pût définir très exactement les origines et la population. En 1866, j'ai entendu un homme d'État dire :

— En Bohême, on parle autrichien !

— Autrichien! ne pus-je m'empêcher de m'écrier avec une stupéfaction réelle.

— Eh parbleu ! allemand, se reprit-il.

On procède tout différemment en Allemagne et en Russie. Partant de ce principe que les détails historiques, statistiques et littéraires du pays natal deviennent facilement et naturellement à la sortie

des classes l'objet d'un labeur volontaire, indispensable à l'heure du choix de la carrière, on s'attache, à l'époque des études forcées, à inoculer à l'élève des connaissances que de rares individualités studieuses cherchent à acquérir en liberté. Les hautes études spéciales sont partout les mêmes, mais les études secondaires, en Allemagne, nous paraissent infiniment mieux conditionnées. On commence et on continue, pendant les quatre premières années, à familiariser les sujets avec les pays étrangers : ce stock d'éducation reste inaliénable ; tassé dans la tête, il n'en sort plus : les lectures en renouvelleront de temps en temps le souvenir. L'étude de son propre pays sert de couronnement à l'édifice. Ainsi, sans fatiguer les jeunes intelligences par des détails trop oiseux, on les apprête à une double activité : l'activité du dehors, l'activité intérieure. En France, on ne se préoccupe que de l'activité intérieure. En 1866, le Parisien croyait fermement que le monde commençait à la porte Saint-Martin pour finir à la barrière de l'Étoile.

Le plus sérieux avantage des Prussiens était précisément cette connaissance des pays étrangers. L'état-major de Moltke lisait mieux la carte de Bohème que celui de Benedeck, et les antécédents des généraux, les rivalités mêmes qui

existaient entre eux n'étaient pas inconnues au plus mince lieutenant. Questionnez un officier français sur les relations de famille des généraux allemands, les prétentions féodales des hobereaux westphaliens, la provenance poméranienne, veude ou slave de telle ou telle famille, il croira que vous vous moquez de lui. Et cependant, une des raisons de la marche rapide en Bohême fut la connaissance des antécédents de Benedeck, des prétentions nobiliaires d'un de ses principaux lieutenants, le comte Clam-Gallas, et peut-être la prompte conclusion de la paix de Nicholsbourg était-elle due à la nomination au commandement en chef de l'archiduc Albert, qui devait faire disparaître des aspérités, profitables au triomphe des armes du roi Guillaume.

La déception éprouvée par la France était sans doute naturelle, mais il fallait en chercher la véritable raison, et, au lieu de s'épandre en criailleries stériles, procéder au travail de réorganisation. C'est ici que le gouvernement de l'empereur est inexcusable. L'accumulation des fautes l'avait d'ailleurs conduit à regarder du côté opposé à celui d'où s'annonçait l'orage. Plus instruit, sans contredit, sur les choses étrangères, que la majorité de ses sujets d'élite, Napoléon voyait qu'il fallait réorganiser l'armée pour se

préparer à une lutte prochaine et inévitable. Mais, comment faire? La proposition de mettre sur pied de guerre une armée permanente de 800.000 hommes (classe active 400.000, réserve 400.000), créait à tous les citoyens une charge qui parut trop lourde. De plus, elle avait, au sens des libéraux, le tort de mettre à la disposition du pouvoir une force dont l'évaluation était réservée au Corps législatif.

En présence d'unanimes réclamations, on eut la faiblesse de retirer ce projet, livrant ainsi, de peur de se dépopulariser, le pays sans défense aux attaques du voisin. La substitution du fusil Chassepot aux anciens fusils produisit, elle aussi, des difficultés budgétaires ; mais, dans cette circonstance, le gouvernement eut le bon esprit de ne pas céder. L'empereur maintint aussi, malgré les objurgations des ignorants, une haute commission dont il accepta la présidence, composée de ministres, maréchaux, généraux et membres de l'intendance, dans le but de préparer le plan d'une réforme des institutions militaires. Mais tout cela fonctionnait lentement, mollement, et le pouvoir s'en préoccupait beaucoup moins que de la question intérieure, de l'Exposition projetée, et surtout des affaires commerciales. Quand on songe qu'entre Sadowa et Sedan,

quatre années se sont écoulées pendant lesquelles la France eût pu employer ses immenses ressources à égaler la Prusse, que la guerre la trouva complètement désorganisée au point de vue militaire; que l'année 1867 a été employée à l'étalage d'un luxe sardanapalesque; que les années 1868 et 1869 s'écoulèrent au milieu des dissensions électorales, et que, se basant sur Mentana, où « le chassepot avait fait merveille », l'armée se crut à même d'entrer à Berlin sur l'air des *Lampions*, on ne peut disconvenir que l'Empire avait, déjà en 1866, terminé sa mission. La déchéance de ce régime faible, égoïste et démoralisateur apparaissait aussi nécessaire pour le bien des destinées de la France que son avènement leur avait été utile. Les gouvernements, comme les hommes, usent leurs forces vitales, et, comme les hommes, ils doivent prendre leur retraite. La loi qui, à soixante-cinq ans, oblige un général ou un administrateur de rentrer dans la vie privée, devrait être appliquée aux chefs des États, à de rares exceptions près.

Mais on ne songeait pas à cela, et l'impression fugitive de déception s'efface de l'esprit, en y laissant seulement un sentiment de rancune contre les Prussiens, platonique d'ailleurs, s'émiettant

en publications acrimonieuses, en notes aiguës, en manquements d'étiquette. Après tout, disait-on, le rôle de la France avait été beau ; si on avait trompé sa confiance, c'est qu'on connaissait sa générosité. Cependant, la démission de Drouin de Lhuys et son remplacement par Moustier, ambassadeur à Constantinople, témoignaient, malgré une circulaire de La Vallette qui exprimait la satisfaction éprouvée par le gouvernement du nouvel état de choses en Europe, d'un mécompte diplomatique. Évidemment, on avait échoué dans une négociation. Le prince Napoléon a affirmé depuis que Bismarck, en 1865, ne s'était pas expliqué sur les compensations à accorder à la France, mais qu'il aurait, à Nicholsbourg, laissé entendre qu'un agrandissement du côté de la Belgique, rendu possible par la mort de Léopold Ier, ne trouverait pas en lui un adversaire. Comme aucun engagement n'avait été pris, il prétendit ensuite que cette pensée avait germé dans son esprit, au cas d'une unification totale des Allemands. La médiation de Napoléon III, basée sur une Allemagne scindée en deux, n'autorisait pas une rectification aussi considérable de la frontière française. Si ces allégations sont exactes, et, pour ma part, je le crois, il me paraît difficile de se faire plus niaisement duper.

Mais en ce moment un fait unique dans l'histoire des nations chatouillait agréablement l'orgueil napoléonien et faisait oublier le reste. Au lendemain de la signature de l'armistice entre l'Autriche et l'Italie (11 août), le général Lebœuf reçut à huis clos, des Autrichiens, la remise des places fortes de la Vénétie. L'archiduc Albert, appelé au secours de Vienne, avait laissé la frontière dégarnie, et Victor-Emmanuel en avait profité pour reformer son armée et pénétrer sur le territoire ennemi. Après s'être répandu sans obstacles en Vénétie, où l'Autriche n'avait gardé que les garnisons du quadrilatère, les Italiens avaient envahi le Trentais. L'influence de Napoléon III, qui envoya le prince Jérôme auprès de Victor-Emmanuel, amena une solution pacifique. La Vénétie devenue pays français, les Italiens se retirèrent derrière le Tagliamento, et Lebœuf rétrocéda la province à trois commissaires, sous la signature d'un simple procès-verbal ainsi conçu :

« La Vénétie est rendue, par l'empereur des Français, à elle-même, pour que les populations puissent exprimer librement, par le suffrage universel, leurs vœux au sujet de leur annexion au royaume d'Italie (16-19 octobre 1866). »

Cette transmission accomplie avec une magnanime simplicité ne satisfit personne. L'Autriche

et l'Italie se trouvèrent humiliées, et gardèrent rancune à la puissance dont le prestige les obligeait à un tel acte de déférence. La protection de la France pesa dès ce jour aux Italiens, froissés de l'attitude de Lebœuf qui déploya, en effet, une arrogance puisée ailleurs que dans ses instructions. Il y avait là de quoi satisfaire l'amour-propre national ; la France pouvait se vanter d'avoir rendu l'Italie libre jusqu'à l'Adriatique, et la célèbre phrase impériale n'était plus un vain mot. Cette satisfaction fit oublier tous les déboires, et quand on connut la convention abrégeant de six mois l'occupation française au Mexique, on n'eut qu'une idée : s'apprêter à l'Exposition de 1867, qui devait servir à l'extension du commerce et de l'industrie, évolution comprise dans le programme de transformation établi par l'esprit français. La certitude d'une paix longue et durable ouvrait un nouvel horizon de prospérité. Après avoir contribué par le prestige de leur valeur à réunir les peuples de même race sous une loi uniforme, les Français s'étudiaient à leur indiquer le chemin à suivre dans la voie pacifique. L'évacuation constituait un échec diplomatique et un manque de foi, et c'était une preuve d'impuissance ; on s'en félicita comme d'une victoire ; et, quoiqu'il fût bien établi qu'on se retirait malgré

le refus des États-Unis de reconnaître l'Empire du Mexique, l'opinion encouragea cette reculade. Ni les prières de l'empereur Maximilien, ni les larmes de l'impératrice Charlotte ne réussirent à vaincre la raison d'État, invoquée par le gouvernement, peu jaloux de continuer une occupation désagréable aux États-Unis et impopulaire en France. L'historien ne saurait, en toute justice, blâmer Napoléon d'avoir écouté la voix de la raison plutôt que celle du cœur; mais s'il se voit obligé d'approuver le retrait des troupes, il ne trouve aucune excuse à une aventure entreprise avec si peu de prévoyance, et dont le succès reposait en entier sur la durée de la guerre de Sécession, calcul aussi inexact que peu généreux.

Quoi qu'il en soit, la paix en Allemagne et en Italie, la prochaine solution de la question intérieure, l'évacuation de Rome à la fin de l'année, l'état favorable des affaires dans l'Extrême-Orient, et la répression de la révolte en Algérie, permettaient de se livrer en entier aux travaux de la paix, et ce fut vers les aspirations commerciales et industrielles que le gouvernement dirigea tous ses efforts en 1867.

Dédaigneux des craintes manifestées avec affectation par le parti clérical pour le pouvoir et même pour la personne du Pape, le gouverne- Saint-Siège.

ment français était résolu à tenir les engagements contractés, car la politique prudente du cabinet de Florence ne lui offrait aucun prétexte plausible pour s'en dégager. Afin de prouver à l'Europe qu'il ne retirait pas sa protection au Saint-Siège, mais en modifiait seulement l'expression, Napoléon organisa à Antibes une légion composée d'anciens soldats français libérés et de volontaires, qu'il mit à la disposition du Pape; puis, après avoir obtenu de l'Italie une portion de la dette pontificale (20 millions d'acompte versés à la Caisse des dépôts et consignations), il procéda à l'évacuation de Rome et au remplacement de ses troupes par la légion d'Antibes.

Le Pape songeait aussi peu à tenir compte des avertissements de la destinée, qu'à se montrer reconnaissant pour les efforts de ses protecteurs. A son sens, l'autorité pontificale, indiscutable et sacrée, forcerait la Providence à intervenir en sa faveur au moment psychologique; quant à ceux qui lui accordaient leur appui, ils ne faisaient que leur strict devoir. Après avoir rompu les relations avec la Russie à cause des persécutions exercées contre le clergé polonais, que, dans des temps plus heureux, il avait abandonné avec tant de désinvolture, il se brouilla avec le gouvernement du Mexique dont la tolérance lui déplut, et employa

ses loisirs à des récriminations amères contre des usurpateurs, dont la modération l'exaspérait. Vegezzi, à plusieurs reprises accrédité à Rome, conservait un souvenir si amer des vexations et des manques de foi dont il avait été victime, qu'il refusa de reprendre une mission aussi ingrate. La certitude du départ des Français décida Pie IX à la reprise des négociations pour la nomination des titulaires aux évêchés vacants, et il reçut à titre officieux le conseiller d'État Tonnella, dont l'arrivée coïncida avec l'évacuation. Le 11 décembre, le corps entier d'occupation quitta Rome pour s'embarquer à Civita-Vecchia. Aussitôt Pie IX fit éclater sa rancune contre son principal protecteur. Le château Saint-Ange et les meilleures casernes furent réservés aux zouaves pontificaux, pendant que la légion d'Antibes, dernier présent de Napoléon III, était reléguée dans les postes secondaires.

La papauté était livrée à elle-même!

Profitable au nouveau royaume, l'année ne lui fut pas glorieuse. Néanmoins, les désastres militaires et maritimes d'une nation jeune et insuffisamment organisée n'ont rien qui étonne l'historien. Les échecs de Custozza et de Lissa ne sauraient servir de présage pour l'avenir, garanti par une politique sage et prudente. Les Italiens Italie.

savent supporter les humiliations nécessaires, subordonner un vain amour-propre aux exigences de l'intérêt général, étouffer à propos les rancunes et les convoitises. Cette conduite leur valut des avantages qu'ils n'auraient pas obtenus par la force des armes. S'il y eut quelques ombres à ce tableau, si la nature méridionale a repris parfois le dessus sur les combinaisons politiques les plus sages, momentanément sacrifiées à des fanfaronnades, ces velléités furent étouffées sous le sentiment du devoir national, accompli avec abnégation par les gouvernants et les gouvernés.

La signature de l'alliance prussienne et la certitude d'une guerre nécessitaient une modification du cabinet, assuré, malgré l'échec financier de Sella, d'une majorité parlementaire compacte, mais dont le chef, La Marmora, jouissait d'une réputation militaire qui le désignait pour un poste important dans l'armée. Dans les circonstances graves qu'on allait traverser, l'opinion publique imposait à l'État le nocher de sa barque. C'était le successeur de Cavour, retiré dans ses domaines de Toscane. Ricasoli, jadis méconnu, assuma sur lui la responsabilité de la situation. En juin, La Marmora prenait le commandement de l'armée, massée sur la frontière, et le roi quittait Florence, laissant la

régence au prince de Carignan, sous la tutelle de Ricasoli qui avait constitué son ministère[1]. Le 20 juin, la guerre était déclarée; le 23, l'avant-garde passait le Mincio et envahissait le territoire autrichien, dans l'intention téméraire d'attaquer le quadrilatère. La confiance sans bornes des Italiens les engageait simultanément à une démarche hasardeuse. Pendant que le ministre de la marine concentrait la flotte dans l'Adriatique et ordonnait à l'amiral Persano d'opérer un débarquement en Dalmatie, la chancellerie donnait quelque peu prématurément au député Boggio un mandat de commissaire extraordinaire dans les provinces adriatiques.

Le plan d'attaque avait été mal combiné. Le corps du Mincio, commandé par le roi en personne, devait ouvrir les hostilités, pendant que Cialdini passerait avec cent mille hommes le Pô, sur les derrières du quadrilatère, pour empêcher le roi d'être pris à revers, et que les volontaires de Garibaldi, auquel on avait demandé un concours que l'illustre patriote s'empressa d'accorder, pénétreraient dans le Trentin et rejoin-

1. Intérieur, Ricasoli; guerre, général Petinenga; finances, Scialaja; affaires étrangères, Visconti-Venosta, ambassadeur à Constantinople; Bergatti, Berti, Jacini, Cordova, députés (ces deux derniers appartenant à l'extrême gauche).

draient, après une victoire dont personne ne doutait, le corps principal sur la route de Vienne. Le résultat ne répondit guère à ces espérances. Les mesures avaient été si mal prises qu'avant de savoir si Persano avait quitté Tarente et si Cialdini avait commencé son mouvement, le roi vint se heurter auprès de Custozza, au gros de l'armée de l'archiduc Albert, qui, n'étant distrait par aucune autre attaque, réunit toutes ses forces et, après avoir écrasé la division Durando, infligea aux Italiens une défaite qui les força à repasser le Mincio. Quelques jours plus tard, Garibaldi était battu à Monte-Suello, dans le Tyrol, où il s'était prématurément enfoncé.

Ces revers successifs furent ressentis avec d'autant plus d'amertume qu'ils coïncidaient avec les nouvelles triomphantes du Nord. Ussedom, ministre de Prusse, n'hésita pas à y appuyer, avec cette brutalité dont Bismarck avait donné l'exemple à la diplomatie allemande. Un conflit entre le ministre de Prusse et le général La Marmora fut évité, grâce à l'intervention du roi qui, avec infiniment de tact et de fermeté, fit appel aux sentiments patriotiques du vieux guerrier, traité avec un sans-gène insultant par un victorieux allié. Ussedom avait été envoyé

en toute hâte au quartier général, avec un plan de campagne rédigé par l'état-major prussien. Ce document démontrait les inconvénients du plan italien et les avantages d'une marche sur Rovigo. Également blessé des reproches et des conseils prussiens, de la justesse desquels il se rendait compte, La Marmora offrit sa démission, que le roi refusa, pour ne pas démoraliser les soldats. A ce moment encore, on espérait reprendre l'offensive : tout dépendait de Cialdini et de Persano. La perte de la bataille de Sadowa avait forcé les Autrichiens à condenser sur le Danube leurs ressources, à dégarnir la Vénétie et à y garder seulement les garnisons du quadrilatère. Cialdini franchit le Pô et, ne trouvant pas de résistance, occupa Padoue et Rovigo. Les journalistes de Florence prétendirent alors qu'il irait jusqu'à Vienne, mais la cession de la Vénétie à la France arrêta la campagne. A ce moment les Italiens auraient pu, en accédant sans réserve aux propositions françaises, terminer le conflit avant l'armistice de Nicholsbourg. Mais c'eût été trop demander à l'amour-propre d'une grande nation, et la cession de la Vénétie, proposée antérieurement à La Marmora et rejetée au début de la guerre, ne parut pas un résultat suffisant de l'alliance prussienne. Ricasoli, d'ailleurs, avec son inflexibilité habituelle,

voulait prouver à la Prusse que l'Italie n'était pas une alliée inutile (question dont la preuve était faite, car la victoire de Sadowa était entièrement due à l'obligation par l'Autriche de garder deux cent mille hommes sur la frontière italienne), enjoignit à Cialdini de marcher en avant et de pénétrer en Istrie, et concentra ses efforts sur la flotte. Une victoire navale rétablirait l'équilibre. Cette victoire devint le but principal du gouvernement.

Persano était un timide; déjà à Gaëte, on l'avait vu à l'œuvre. Il émettait un principe discuté, à savoir : qu'un amiral se doit exclusivement à la conservation de son matériel maritime. Dès le début, on lui reprocha de manquer d'audace. Parti de Tarente le 21 juin, il avait annoncé à grand fracas la fuite devant sa flotte d'un croiseur autrichien. Satisfait de cette facile victoire, il s'enferma dans le port d'Ancône, dont il ne bougea plus, prétextant le manque de mécaniciens, de matelots, de vivres, de machines. Ricasoli dépêcha sur les lieux le ministre de la marine. Celui-ci constata l'exagération des arguments de Persano, dont la flotte, organisée à la hâte, en effet, comptait cependant vingt-trois bâtiments dont douze cuirassés, et disposait d'un corps considérable de débarquement, infiniment

supérieur à celui de la flotte autrichienne, qui n'avait que douze vaisseaux dont sept cuirassés. Un conseil de guerre fut tenu et le ministre, après avoir pris l'avis de Ricasoli, ordonna à l'amiral de s'emparer, sous peine de destitution, du port militaire de Lissa, petite île située en face de la Dalmatie. Forcé d'obéir, Persano attaqua infructueusement les remparts de Lissa le 17 juillet. Le 18, l'escadre autrichienne apparut, et l'amiral Tegethoff, sans souci de son infériorité numérique, offrit la bataille qui s'engagea pendant qu'à Nicholsbourg on traitait de la paix (20 juillet). Ce fut lamentable. Les Italiens accusent Persano de pusillanimité et même de trahison[1]. L'amiral ne put, en effet, expliquer le sentiment — timidité ou imprévoyance — qui le poussa à abandonner son poste de combat, le bord du vaisseau-amiral le *Re d'Italia*, pour monter sur l'*Affondatore*, navire à éperon, dont on espérait des coups d'audace qu'il ne put tenter, ayant à son bord le chef de l'escadre. Par un caprice tout aussi inexplicable, Persano ne communiqua pas sa résolution aux autres bâtiments, qui attendirent les signaux

1. La défaite de Lissa amena cet amiral devant un conseil de guerre qui lui infligea une flétrissure.

du *Re d'Italia* sans comprendre ceux de l'*Affondatore* auquel ils ne devaient pas obéissance. Ce malentendu causa un désordre, dont Tegethoff profita. Aussi audacieux que son adversaire avait été timide, le vaisseau-amiral autrichien *Kaiser Max* (Empereur Maximilien) ayant à son bord Tegethoff, se jeta sur le *Re d'Italia*, le harponna, le fit sombrer avec tout son équipage et aborda le navire le plus rapproché (le *Palestro*). La perte du vaisseau amiral épouvanta la flotte italienne, qui s'enfuit, l'*Affondatore* en tête, et ne se crut en sûreté que dans le port d'Ancône, jusqu'à l'entrée duquel Tegethoff la poursuivit.

La défaite de Lissa assouplit les Italiens, et les refoula sous l'aile protectrice de Napoléon. Il fallait en rabattre des illusions que, d'ailleurs, Bismarck lui-même était loin d'encourager. Victorieuse à Custozza et à Lissa, l'Autriche ne voulait pas entendre parler d'une suspension d'armes avant que les « Bandes italiennes », disséminées sur le littoral, eussent repassé le Tagliamento. Le gouvernement essaya de profiter des victoires prussiennes, pour demander une suspension d'armes basée sur *l'uti possedatis:* mais Napoléon III avertit qu'il n'admettait pas les prétentions sur Trente et Trieste et on fut obligé de s'en rapporter « aux bons offices » de la France.

Cialdini et Garibaldi reçurent l'ordre de rétrograder, et le 12 août, un armistice, qui précéda les négociations définitives, fut signé à Carmona. J'ai entendu, en 1876, Jérôme Napoléon rappeler les paroles de Ricasoli, quand on lui fit comprendre que l'Italie n'était pas une grande puissance et que, pour parler haut, il fallait s'organiser militairement.

— En effet!... Une bonne organisation militaire est un excellent rempart contre l'arrogance des adversaires... et des alliés! Grâce à elle, on peut se passer de protecteurs! C'est à quoi nous songeons!

L'intervention de la France en Vénétie, le plébiscite exigé par l'empereur, le refus de se prêter à des exigences jugées incompatibles avec le degré de puissance du royaume, furent autant de griefs formulés timidement, à l'époque, contre la France, mais qui amenèrent un refroidissement entre deux nations, dont l'une trouvait lourd le fardeau d'une reconnaissance, invoquée par l'autre avec trop d'insistance.

Pendant que les Italiens rejetaient la responsabilité de leurs défaites sur les chefs qu'ils avaient choisis; que La Marmora, abreuvé d'amertume, donnait sa démission; que Persano, privé de son commandement, était déféré aux tribunaux, Me-

nabrea partait pour Vienne, où allaient s'ouvrir les négociations de la paix, et recevait l'ordre de passer par Paris pour obtenir la cession du Trentin et l'annexion de la Vénétie, sans scrutin préalable (démarche maladroite et inhabile, si on considère que le résultat de ce scrutin ne pouvait être douteux)[1]. Le refus opposé par Napoléon amena chez Ricasoli un violent accès de colère, et la presse officielle déclara que les Italiens feraient la guerre à l'Autriche avec leurs propres ressources. Néanmoins, la paix fut conclue moyennant l'abandon de la Vénétie seule et l'achat facultatif du port de Riva sur le lac de Garde, évalué vingt-cinq millions de francs, prix qu'à Florence on trouva excessif. Divers arrangements financiers laissèrent l'Italie débitrice d'une somme de cent millions de francs, remboursables en deux années, et terminèrent un différend, qui rendit le royaume, malgré ses revers, libre jusqu'à l'Adriatique. L'évacuation de Rome par les troupes françaises n'était plus qu'une question de temps, et l'Italie se trouva, à la fin 1866, avoir réalisé le rêve si longtemps caressé par tous ses hommes d'État.

Un point noir surgit inopinément. Le chef

1. L'annexion fut votée presque à l'unanimité.

du parti radical en Sicile, le baron Bentivenga, leva l'étendard de la révolte, avec le concours des moines. Cette étrange alliance du passé avec l'avenir ameuta une foule qui s'empara par surprise de Palerme aux cris discordants de « Vive la République ! » et « Vive sainte Rosalie ! » Mais le mouvement, issu d'aspirations mal définies, n'eut aucun écho dans le pays. Les mécontents, c'était le clergé qui regrettait son ancien pouvoir, et les radicaux déçus de leurs rêves d'ambition. A l'exception de la petite ville de Miselmeri, rien ne bougea. Le général Cadorna, envoyé pour réprimer l'insurrection, en eut facilement raison. On arrêta une foule de moines bénédictins, quelques mazziniens, et tout rentra dans l'ordre.

La marche ascendante du royaume d'Italie, dont aucune faute, aucun désastre n'ont réussi à ralentir l'essor, témoigne de la force de ce courant qui entraîne les hommes à se masser pour défendre les droits du grand nombre. Nous avons déjà, dans les volumes précédents, insisté sur cette puissance de l'idée. Nous y avons vu Napoléon III, qui avait enfin mesuré le danger pour la France de l'unité italienne, obligé, par la force des circonstances, à féconder une œuvre qu'il aurait été heureux de détruire. 1866 présente un

phénomène historique encore plus instructif. Des défaites ont profité plus que des triomphes à la nation qui les a essuyées. Si Victor-Emmanuel, vainqueur à Custozza et à Lissa, eût envahi l'Autriche, il est probable que les puissances européennes, la France en première ligne, n'eussent pas permis le démembrement d'un empire indispensable à l'équilibre. La jactance italienne et l'orgueil prussien auraient sans doute repoussé les conseils modérés. Comment prévoir à l'avantage définitif de quelle nation se serait terminée une guerre européenne, résultat fatal d'une invasion italienne en Autriche? La modération relative de Bismarck à Nicholsbourg, imitée par Menabrea à Vienne, résultait de l'insuccès de l'armée et de la flotte italienne. Bismarck ne voulut pas risquer de flétrir une couronne de lauriers, effeuillée déjà à Presbourg; Menabrea reconnut l'insuffisance de l'organisation de l'État qu'il représentait; tous deux se résignèrent à accepter le maximum des concessions que pouvait, sans déshonneur ni ruine totale, accorder une puissance à laquelle le sort des armes avait été contraire.

Si on s'arrête à une autre hypothèse, la défaite de la Prusse et le succès de l'Italie, on constate que l'humiliation passagère de cette dernière lui a rapporté des avantages incalcu-

lables, car on se demande quel eût été le sort de l'armée d'envahissement italienne si les forces réunies et triomphantes de l'Autriche et de l'Allemagne, débarrassées de la Prusse, se seraient retournées contre cet unique adversaire, que Napoléon III, dans sa secrète satisfaction de voir disjoindre une union, dont il se repentait d'avoir été l'artisan, eût sans aucun doute abandonné aux représailles des vainqueurs. La philosophie en déduit que victoires et défaites ne sont là qu'en parade, et que les prévisions humaines les plus subtiles ne peuvent rien contre la marche d'une idée féconde, servie parfois par la défaite même de ses champions.

L'énergique et froide résolution du duc de Tétuan fut mise à l'épreuve à deux reprises différentes, et à court intervalle. L'insuccès de Narvaez avait obligé la reine à s'adresser au parti de l'union libérale, dénomination peu juste, et réduite depuis longtemps à une formule, mais qui effarouchait ses oreilles tout en sonnant agréablement à celles de la multitude. Ce parti gouvernait, comme les autres, à coups de décrets; personne ne l'ignorait, et les progressistes s'étonnaient des défiances dont il était l'objet de la part de la cour, dont les réserves préoccupaient aussi peu O'Donnell que l'abandon de ses anciens Espagne.

alliés, avec lesquels il accepta la lutte. Le général Prim, *prononcé* à Aranjuez, entraîna quelques escadrons de cavalerie. Le ministre envoya contre lui une colonne dont Prim n'attendit pas le choc, pour battre en retraite du côté de la frontière de Portugal. Là, tantôt caché chez ses amis, tantôt agressif, tantôt en fuite, il ourdissait des complots et préparait des émeutes sur divers points. O'Donnell voulut en finir, et demanda aux Cortès de l'investir d'une sorte de dictature, semi-politique, semi-financière, dans le but de rétablir l'ordre. Pendant que les députés discutaient cette motion, Madrid s'insurgeait. Le 21 juin, un régiment d'artillerie se souleva dans la caserne de Saint-Gil, tua ses officiers, et se déclara le défenseur du peuple, épandu en bandes dans les rues qu'il encombrait de barricades. L'organisateur du mouvement, Prim, se trouvait quelque part sur une frontière, et les émeutiers n'avaient pas de chef, car le général Pierrod, délégué pour remplir cet office, joignait à beaucoup de courage une infirmité qui le rendait impropre à autre chose qu'à se faire tuer: il était complètement sourd.

Au premier bruit de la fusillade, O'Donnell monta à cheval, et cueillant sur sa route officiers et soldats, traversa la rue d'Alcala pour courir au palais et organiser la défense. A l'aspect de cette

émeute qui prenait le caractère d'une révolution, les généraux présents à Madrid, Narvaez, Serrano, les deux Concha, Ros de Olano, Echague, se rangèrent autour de lui. Le chef de cabinet avait depuis longtemps pris ses précautions ; il donna rapidement quelques ordres pour préserver le palais d'une surprise, se présenta avec toutes ses forces devant la caserne de Saint-Gil, enlevée en quelques heures malgré la résistance opiniâtre des mutins, et ordonna à Serrano et aux Concha de couper l'émeute en deux, en se plaçant avec l'armée entière entre le nord et le sud de la ville. Le soir, l'insurrection était domptée, mais plus de sept cents cadavres jonchaient les rues et Madrid retentissait de sourdes malédictions à l'adresse du traître et du tyran. La victoire avait été disputée ; de nombreux officiers gisaient sanglants dans les rues, et Narvaez lui-même avait un bras en écharpe. Pierrod, couvert de blessures, fut porté chez le duc d'Albe, qui le garda caché quelques jours dans son palais, et protégea sa fuite.

Je ne puis, à ce sujet, passer sous silence une anecdote. Le caractère espagnol, amalgame d'orgueil, d'illogisme et de générosité, s'est conservé intact, et nos idées modernes ont eu peu de prise sur lui. C'est peut-être une des raisons

de la faiblesse actuelle de l'Espagne, mais je ne sais si, au moment où notre société s'effondrera sous ses abus de plus en plus monstrueux, cette inflexibilité ne sera pas pour elle une source de régénération.

Nous étions, James d'Albe et moi, de très bons amis, et nous nous fréquentions beaucoup, tant à Paris qu'à Madrid. Nos opinions n'étaient cependant pas les mêmes. D'Albe, conservateur convaincu, royaliste rétrograde, me traitait de communard, et non sans quelque raison, car, après avoir passé à Paris les deux mois du règne de la Commune, je ne pouvais pas m'empêcher de constater que la justesse des revendications égalait l'incapacité de la plupart des revendicateurs. Je me souviens qu'un jour je disais que si Raoul Rigault, avec lequel j'avais eu quelques relations furtives, m'avait demandé asile, je l'aurais recueilli et sauvé.

— Pas moi !... dit d'Albe. J'aurais, sans le moindre remords, livré à la justice ce massacreur d'otages.

— Vous me la baillez belle !... Dans votre vie, vous avez cependant sauvé un insurgé, le général Pierrod ?

— Ce n'est pas la même chose ! Il s'était confié à mon hospitalité !... Et puis, cela se passait en

Espagne. Il y allait de mon honneur! Nous étions deux hommes...

Je l'interrompis en riant.

— Diable!... à votre compte, pour avoir le droit de se dire homme, il faut être Espagnol!...

— Ce n'est pas cela... tenez... Vous comprendrez mieux mon sentiment à l'aide d'un exemple. Nous nous connaissons depuis de longues années, nous avons été compagnons de plaisir, et nous nous disons « vous ». Je dis « tu » à n'importe quel grand d'Espagne sans distinction d'âge ni de situation! Il faut étendre cela, en élargissant les proportions, à tous les Espagnols!

— Oui... oui... je comprends!... Cosas de España!

— Vous l'avez dit!

Sous l'influence des « Cosas de España », O'Donnell, reçu par la reine comme un sauveur le 22 juin, fut renversé le 10 juillet. Tant qu'on craignait le désordre, c'était l'homme nécessaire; l'insurrection domptée, il devenait inutile. Trop libéral pour Isabelle II, trop rigoureux dans les représailles pour les députés, huit jours ne s'étaient pas écoulés, — pendant lesquels Madrid fut terrorisé par des exécutions sanglantes, — qu'il vit sa situation ébranlée tant aux Cortès qu'au palais, et prétexta le refus de la

reine d'apposer sa signature à une promotion de sénateurs, pour donner une démission acceptée avec un empressement significatif. Narvaez[1] recueillit les fruits de la victoire.

Usant des pouvoirs obtenus par le duc de Tétouan, Narvaez renvoya les Chambres sans daigner leur faire part d'un programme.

— Les hommes du gouvernement sont suffisamment connus! dit-il brièvement. Vous les verrez à l'œuvre.

Ce ne fut pas long. Une réaction violente s'abattit sur l'Espagne. Narvaez redevint l'homme de 1856; Gonzalès Bravo, fervent restaurateur du principe d'autorité, le seconda activement. Des lois d'organisation provinciale et communale étaient abrogées d'un trait de plume; des décrets, modifiant l'instruction publique dans le but de faire rentrer *la moralité et la religion dans l'enseignement*, étaient promulgués; toutes les libertés étaient confisquées, « suspendues », selon l'expression officielle, pendant que les représailles contre les fauteurs et complices de l'insurrection du 22 juin se continuaient, dépassant en rigueur la justice expéditive d'O'Donnell. Cependant la

1. Gonzalès Bravo; Alejandre Costio; Barnazzoloma Osorio, et plus tard M. Carlos Marfori, très bien reçu au palais et très discuté.

constitution exigeait le rappel des Cortès avant le 1er janvier 1867, car la session interrompue en juillet était celle de 1865. L'Espagne entière attendait cette convocation, qui devait mettre un terme aux empiétements du pouvoir. Jusqu'en novembre, on attendit avec une patience relative; mais quand il fut devenu probable que les Cortès ne seraient pas convoquées, et qu'on ne daignerait même pas dissimuler sous un décret de dissolution — mesure arbitraire mais constitutionnelle — un acte inconstitutionnel, une émotion profonde envahit toutes les classes de la société. Narvaez aurait-il la téméraire ambition de confisquer les libertés parlementaires? Serait-ce une campagne en faveur du retour au pouvoir absolu? Les députés présents à Madrid s'émurent et Rios-Rosas proposa de rédiger une pétition à la reine où il lui serait demandé de ne pas sortir de la constitutionnalité et de convoquer les Cortès. Quand l'année ne compta plus que cinq jours, et que l'infraction à la légalité allait être accomplie, le gouvernement opposant à toutes les réclamations un silence méprisant, les députés se rendirent un à un au palais du Congrès et le 27 décembre la pétition à la reine compta 128 signatures. Le 28, Pezuela, capitaine général de Madrid, envahit le palais, ordonna d'en fermer

les portes et menaça des peines les plus sévères ceux qui feraient circuler une pétition.

— Il est venu à ma connaissance, s'écria cavalièrement Pezuela, que quelques *individus* (les députés), ennemis de l'ordre public, préparaient et signaient une adresse, protestant, par suite d'une interprétation fausse et mensongère des principes constitutionnels, contre la non-réunion des Cortès dans la présente année!

Le lendemain, les principaux signataires, Rios-Rosas, Salaverria, Herrera, la plupart anciens ministres, étaient arrêtés et déportés, qui aux Baléares, qui aux Canaries, avec tant de brutalité que Rosas fut embarqué à Carthagène en compagnie de galériens envoyés aux présidios. Le gouvernement fit toutefois exprimer à ce sujet ses regrets au président des Cortès qui répondit avec beaucoup de dignité :

— Dites à Narvaez que je lui suis très reconnaissant de ce regret tardif. Qu'il soit tranquille, des vingt-huit galériens, il n'en est rien resté après moi!

Le 29, Serrano, président du Sénat, s'émut de la situation. L'attentat était flagrant, et pouvait servir de point de départ aux plus graves difficultés. S'autorisant d'anciennes relations que la rumeur publique faisait peut-être plus in-

times qu'elles ne l'avaient réellement été, il demanda une audience immédiate à la reine. On a prétendu que Marfori sortait du cabinet royal au moment où Serrano y pénétrait. Les deux hommes échangèrent un sourire; puis Serrano passa et resta enfermé une demi-heure avec Isabelle II. Rentré chez lui, il trouva Pezuela qui l'attendait pour lui demander son épée et le conduire à la prison militaire.

— Ah bah!... aurait dit Serrano. C'est comme cela!... Eh bien! ce ne sera pas long!

— Votre détention! non certes, répondit Pezuela. Sa Majesté m'a chargé de vous le dire!

— Ma détention ou autre chose, répondit Serrano!

Cependant, effrayé des protestations qui venaient de toutes parts, et s'apercevant de l'indignation des royalistes les plus convaincus, le Ministère se décida, le 30 décembre, à publier un décret qui prononçait la dissolution des Chambres, fixait les élections au mois de mars 1867 et la convocation des nouvelles Cortès en avril. Cette légère satisfaction amena une certaine accalmie pendant laquelle l'Espagne s'apprêta à la lutte électorale qui s'ouvrit avec l'année. Le but poursuivi en apparence, c'était le retour à l'absolutisme, et cependant Narvaez protestait de son libéralisme et nous ne doutons pas de sa sincérité.

Décidé à maintenir l'ordre, il avait accepté temporairement des pouvoirs extraordinaires pour une solution légale, impossible à obtenir, à son sens, autrement que par la force. La constitution de 1845 n'était que suspendue et Gonzalès Bravo, ministre de l'Intérieur, en révélait les défectuosités dans la circulaire relative au décret de dissolution, et insistait sur la nécessité d'une modification, que Narvaez introduirait sans consulter les Chambres, quitte à leur faire sanctionner une œuvre achevée. C'est là où la majorité du pays se séparait de lui, et ce n'est peut-être qu'un malentendu, car gouvernants et progressistes étaient d'accord sur la nécessité de l'établissement d'une constitution stable.

Les relations extérieures de l'Espagne se ressentaient de cette scission : l'abandon de la république Dominicaine, un succès relatif au Pérou, des démêlés avec le Chili, n'avaient presque pas ému l'opinion, attentive à la lutte du pouvoir et de la nation. L'Espagne perdait son prestige en Amérique avec l'insouciance qu'elle avait mise à y perdre sa puissance, et l'historien est étonné de voir un gouvernement aussi instable que l'était à cette époque le gouvernement espagnol, s'occuper des relations extérieures et y apporter l'activité nécessaire.

Plusieurs fois déjà, nous avons fait cette remarque bizarre, qu'une année troublée en Espagne était calme en Portugal. Le même fait se reproduisit en 1866. Le cabinet Aguyar prenait le pouvoir dans des conditions favorables, car le pays sentait la nécessité d'un gouvernement fort. Il n'y eut aucun incident, à l'exception du désarmement et de l'internement des bandes de Prim. Quant au général espagnol lui-même, on ne le rechercha pas, lui donnant le temps, après l'insuccès définitif de l'insurrection de Madrid, de se réfugier en Angleterre, conciliant ainsi les relations de bon voisinage avec les devoirs de l'hospitalité. Portugal.

En dépit des efforts ultra-radicaux, les élections pour le renouvellement des conseillers se passèrent dans le plus grand calme. A Genève, il y eut quelques troubles, apaisés dès qu'il fut avéré que Fazy avait perdu sa popularité. L'ex-dictateur n'obtint presque pas de voix, et rentra définitivement dans l'ombre. Ensuite la Suisse s'apprêta, comme pendant toutes les conflagrations de l'occident de l'Europe, à faire respecter sa neutralité, et le Conseil n'hésita pas à voter les subsides nécessaires. Suisse.

Nous avons assisté aux échecs diplomatiques qui avaient démontré jusqu'à l'évidence la défec- Confédération Germanique.

tuosité de l'organisation de la Confédération et la complète impuissance de la Diète ; nous allons étudier rapidement sa courte et piteuse carrière militaire. Quand on songe que le mode de Confédération adopté par les Allemands avait annihilé les ressources de cette puissante agglomération d'hommes courageux, civilisés et instruits, et que les voisins immédiats assistaient les bras croisés à la désagrégation d'une combinaison si profitable à leurs intérêts, on répète l'ancien adage : « Les Dieux affolent ceux qu'ils veulent perdre. » Il est probable que les efforts de la France ou de la Russie n'auraient pas empêché, à un moment donné, les Allemands de se masser, car, nous l'avons répété à satiété, le courant des nationalités était irrésistible. Mais que Napoléon III et Alexandre II n'aient même pas essayé de retarder cet événement, voici ce que l'historien ne saurait s'expliquer par le raisonnement.

La Prusse avait considéré le vote du 14 juin comme un acte d'hostilité, et c'en était un, en effet. Voici les Allemands partis en guerre pour défendre le pacte fédéral. Bismarck s'en préoccupa médiocrement. Rassuré par les déclarations et lettres de Napoléon III, il dégarnit sa frontière occidentale et réunit ses efforts contre l'Autriche, laissant, pour faire face aux Allemands, 36.000 à

peine, sous le commandement du général Vogel von Falkenstein, que les 20.000 hommes de Manteuffel devaient rejoindre. Or, l'armée fédérale des États secondaires [1] était évaluée à 120.000 hommes. Il est vrai que les défenseurs de la Diète s'organisaient et avançaient lentement, et que leurs généraux ne s'entendaient pas entre eux, ni sur le plan général ni sur les commandements. Les premiers succès de la Prusse furent décisifs. La division Beyer occupa en deux jours l'électorat de Cassel; l'électeur fut fait prisonnier et envoyé à Stettin, et sa petite armée se fondit dans le corps fédéral qui manœuvrait autour de Francfort; le 24 juin, la Hesse n'était plus. Le 19 juin, Falkenstein était entré à Hanovre; le roi avait eu le temps de fuir pour prendre le commandement de ses troupes qu'il voulait conduire en Bavière, à travers le duché de Saxe-Cobourg-Gotha. Espérant que les Bavarois avanceraient pour se joindre à lui, il perdit un temps précieux qui permit aux Prussiens d'accourir au secours du contingent de Cobourg, trop faible pour s'opposer au passage en Bavière. Sans souci de la disproportion des forces,

1. 1° La Bavière, 50.000.

2° Wurtemberg, Nassau, Bade, Hesse-Darmstadt, avec 12.000 Autrichiens, 53.000.

3° Hanovre et Hesse, 17.000.

les Cobourgeois offrirent néanmoins la bataille à Langensalza, et les Hanovriens, qui avaient combattu toute la journée, ne purent continuer leur route, quoique victorieux. Le lendemain, il était trop tard. L'armée prussienne arrivée pendant la nuit, les enveloppait d'un cercle de fer. Le 29 juin, les Hanovriens capitulaient; le roi Georges obtenait la permission de se retirer où bon lui semblerait, excepté dans son royaume; les troupes, désarmées, étaient renvoyées dans leurs foyers à condition de ne pas servir contre la Prusse. Comme la Hesse, le Hanovre n'existait plus. Cette première partie de la campagne prusso-allemande dura quatorze jours, du 15 au 29 juin.

Cependant l'armée fédérale, forte de plus de 100.000 soldats, n'avait pas bougé; les chefs des contingents hésitaient à donner les instructions nécessaires et espéraient un mot d'ordre de Vienne, qui ne venait pas. Quant à Francfort, ce qui restait de la Diète avait perdu toute autorité, toute initiative. Le prince Alexandre de Hesse, à la tête de 53.000 hommes (contingents wurtembourgeois, badois, hessois, etc., 12.000 Autrichiens) défendait la capitale fédérale, sous les murs de laquelle il attendait les 50.000 Bavarois du prince Charles de Bavière, qui longeait le Mein. Le 1er juillet, Vogel von Falkenstein prit

l'offensive afin d'empêcher la jonction[1] : sans s'arrêter à son infériorité numérique, il résolut de s'introduire entre les armées comme un coin, et de les battre, chacune séparément. Avec cette rapidité de marche qui fut une des causes des succès prussiens, il poursuivit l'ennemi que la division Gœben heurta près de Dermbach. Un premier engagement permit aux Bavarois de s'attribuer la victoire, car Gœben se replia après avoir soutenu leur choc pendant toute une journée; mais le lendemain, rejoint par le gros de l'armée, il reprit l'offensive et les Bavarois durent renoncer à s'unir, par le Mein, au prince Alexandre de Hesse, et se replièrent à leur tour sur la Saale, dans l'intention de tenter le passage d'un autre côté. Suivis pas à pas par les Prussiens, ils s'arrêtèrent auprès de Kissingen, et occupèrent des positions dont ils furent délogés le 10 juillet. Cette fois encore, la victoire n'était pas décisive, car le prince Charles se retira en bon ordre à Schweinfurth.

Alexandre de Hesse attendait, au nord de Francfort, le résultat de la rencontre, et, absorbé par la lecture des bulletins triomphants du prince

1. Rejoint par Manteuffel, Falkenstein avait près de 60.000 hommes.

Charles, s'occupait à des manœuvres d'ensemble, en vue de la défense des défilés de la route de Fulda, seule issue qui lui paraissait ouverte après les succès bavarois. Falkenstein le maintint dans son erreur par une attaque simulée de ces défilés contre lesquels il détacha une faible colonne (la division Beyer) et, tournant au sud, se présenta, avec une partie de ses forces, devant Aschaffenbourg. Retranchés à Schweinfurth, les Bavarois, qui virent les bataillons de Manteuffel circuler autour de cette ville, en sortirent et offrirent la bataille. Les instructions de Manteuffel lui enjoignaient de la refuser, de se retirer et de rallier le général en chef sous Aschaffenbourg. Cette manœuvre porta à son comble la joie des Bavarois. Fiers d'avoir fait, seuls parmi les Allemands, reculer les Prussiens, ils rentrèrent dans Schweinfurth, persuadés que Manteuffel était en pleine retraite.

Cependant le prince Alexandre de Hesse, alarmé, envoyait en toute hâte, au secours d'Aschaffenbourg, les forces dont il pouvait disposer. Les Prussiens le gagnèrent de vitesse; à mesure que les contingents fédéraux avançaient, ils étaient battus; le 13, Gœben forçait les défilés de Spessart défendus par les Hessois; le 14, il battait les Autrichiens et les Badois et entrait à Aschaffenbourg.

Les Prussiens maîtres du pont du chemin de fer, Francfort était découvert. Le prince Alexandre ne crut pas pouvoir défendre la capitale fédérale et se replia sur l'Oderwald. Le 15, Manteuffel rejoignait Falkenstein; le 16, ce dernier entrait en vainqueur à Francfort, prenait possession, au nom du roi Guillaume, de cette ville, du Nassau et de la Hesse, et, appelé au gouvernement de la Bohême conquise, cédait à Manteuffel le commandement de l'armée active. L'Allemagne du Nord, de la Vistule au Rhin, subit ainsi la loi de la Prusse.

A la nouvelle de la prise d'Aschaffenbourg, les derniers représentants de la Diète s'étaient enfuis à Augsbourg. La Confédération germanique n'existait plus. Cependant tout n'était pas terminé. La résistance fédérale s'était déplacée. Falkenstein avait empêché la jonction des Bavarois avec le prince de Hesse autour de Francfort, mais cette jonction s'opéra dans le Sud, et les Prussiens ne purent s'y opposer. Les batailles autour de Dermbach et d'Aschaffenbourg, sanglantes sans doute, n'avaient pas été assez décisives pour diminuer de beaucoup le contingent fédéral, et les Allemands comptaient encore près de 80.000 hommes. Le prince de Hesse traversa l'Oderwald et s'établit à Gercheim, sur un

plateau élevé, à un mille de Wurtzbourg et de l'armée bavaroise. L'infériorité numérique n'était cependant plus aussi sensible du côté des Prussiens, qui avaient reçu un renfort de 23.000 hommes conduits par le prince de Mecklembourg-Strélitz. Pendant que Manteuffel déployait ses 60.000 hommes sur le Mein, passait la Tauber le 25 juillet, culbutait le prince de Hesse et le jetait dans Wurtzbourg, Gœben battait les Bavarois à Helmstadt. Le 26, les fédéraux se retiraient derrière les forteresses de Marienberg et de Wurtzbourg ; le 27, Manteuffel attaquait et faisait sauter la citadelle de Marienberg. Le duc de Mecklembourg, de son côté, après avoir concentré son contingent à Leipzig, entrait en Bavière et occupait Bayreuth.

Les alliés, acculés dans l'angle du Mein, démoralisés par tant de revers, se débattaient entre deux armées ardentes à cueillir des lauriers si largement distribués à leurs camarades de Bohème, quand la nouvelle de la convention de Nicholsbourg arriva. Manteuffel fut autorisé à signer une suspension d'armes avec Charles de Bavière. Comme le corps du prince Alexandre de Hesse n'était pas compris dans la convention, le général prussien profita de ses avantages jusqu'au dernier moment. L'armistice, signé le 28,

devait recevoir son exécution le 2 août seulement ; dans l'intervalle, une colonne de Bavarois fut dispersée à Weidenberg, et Nuremberg fut occupé. Manteuffel ne consentit à traiter que quand il ne put faire autrement.

Nous énumérerons en détail les conditions de la paix entre la Prusse et l'Autriche dans les rubriques réservées à ces puissances. A l'exception de la nomination d'un comité à réunir à Francfort pour liquider dans six mois les créances de l'ancienne Confédération, et où les gouvernements secondaires furent autorisés à se faire représenter, la Diète n'y participa pas. Bismarck ne voulut entendre parler d'aucun des outils qui avaient servi à son fonctionnement, et obligea les princes à traiter séparément avec lui. Les États du Nord étaient résignés au sacrifice, mais la plupart des États du Sud [1], effrayés des exigences du vainqueur, — la Bavière surtout, à laquelle on demandait 100 millions d'indemnité et un district habité par 500.000 habitants, — eurent recours à Napoléon III, le médiateur universel de l'époque.

Après avoir vaincu, Bismarck voulut profiter

1. A l'exception du grand-duché de Bade, dont les attaches familiales et la conduite prudente favorisèrent un accord direct avec la Prusse.

de la victoire, et, avec une activité surhumaine, entreprit, simultanément avec les pourparlers de Prague, deux négociations distinctes : la conclusion de la paix avec les États secondaires, dont il avait à dessein séparé la cause de celle de l'Autriche, et le règlement de l'alliance des États du Nord, sous la présidence de la Prusse. Ces deux négociations se confondirent en une seule pour la Saxe et la Hesse[1]. Obligés d'accepter les conditions du vainqueur, plus modérées que ne le présageait son attitude de Nicholsbourg, le Wurtemberg traita le 13 août ; Bade, le 17 ; la Bavière, le 22 ; la Hesse, Reuss aîné, Saxe-Meiningen, en septembre : Saxe Royale, en octobre. Lichtenstein fut oublié ; il ne traita pas, et se trouve encore, à l'heure où nous écrivons, en état de guerre avec la Prusse. Prenant en considération les recommandations de Napoléon III, Bismarck abaissa les indemnités de guerre primitivement exigées : celle de la Bavière, à 70 millions de francs, deux districts en Spessart, une enclave près de Ziegenrück (en tout 34.000 habitants); celle de Hesse, à 6 millions de francs, le landsgraviat de Hesse-Hambourg et quelques districts près de Wetzlar, en échange

1. Relativement à ses deux districts situés au nord du Mein.

d'une parcelle de territoire du côté de la Hesse Supérieure[1]. Le Wurtemberg paya une indemnité de 20 millions[2].

La perspective d'une Confédération du Sud offusquait la Prusse qui, pesant déjà sur les intérêts méridionaux par ses réserves au Zollverein, voulut les dominer davantage. A cet effet, elle leur imposa des traités secrets d'alliance défensive et offensive, en faisant miroiter à leurs yeux le spectre de l'ambition française. Ce fut la récompense de Napoléon III pour avoir obtenu quelques allégements à la Bavière et au Wurtemberg. Un pacte, tenu rigoureusement secret, et qui ne fut soupçonné que plus tard, liait les Allemands pour l'éventualité déjà probable d'une guerre avec la France. On prétend que, lors de la signature de ces traités (le 17 août avec Bade et le 22 avec la Bavière et le Wurtemberg), Bismarck, après avoir raconté aux représentants de ces divers États la façon dont il avait offert à Napoléon des compensations éventuelles, que, dans son esprit, il était résolu à ne jamais ac-

1. Comme il avait été question de médiatiser totalement le Grand-Duc, cet arrangement fut considéré comme résultant de l'intervention personnelle du tsar.

2. Des autres États, Bade paya 15 millions et ne perdit pas de territoire; Reuss aîné et Saxe-Meiningen durent adhérer au traité du 20 août, et payèrent des indemnités proportionnelles.

corder, leur prédit une prochaine invasion française, qu'ils ne seraient pas en mesure de repousser isolément.

La situation du Sud réglée à son gré, Bismarck se retourna du côté du Nord. Là, il était le maître ; la Saxe seule le gênait, couverte qu'elle était par l'Autriche. Les États qui avaient osé se dresser contre la Prusse furent durement traités. L'annexion pure et simple en fit justice. Le Hanovre, la Hesse-Électorale, Hesse-Hombourg, Nassau et la ville libre de Francfort n'existaient plus comme unité politique; ils devinrent prussiens. La Saxe garda son autonomie, mais à quelles conditions ! Indemnité de guerre de 40 millions de francs, reconnaissance du traité du 18 août et entrée dans la Confédération du Nord ; occupation provisoire entière de la forteresse de Kœnigstein et mixte des autres forteresses du royaume jusqu'au jour où se terminerait la réorganisation militaire ; abandon au gouvernement prussien de la haute main dans les affaires militaires ; transfert aux agents diplomatiques prussiens de la représentation à l'étranger[1]; livraison des télégraphes, subordination de la poste, etc.

Pendant que ces négociations se poursuivaient,

1. Avec quelques restrictions.

Bismarck avait élaboré le plan d'une union du Nord, que les plénipotentiaires des États non annexés furent sommés de discuter. Le 15 décembre, ces plénipotentiaires étaient réunis à Berlin, prêts à se courber sous le joug. Le ministre de Saxe résistait seul, mais l'arrivée du roi Jean et une conversation très claire que ce monarque eut avec Guillaume coupèrent court à toute velléité de résistance, et, le 1er janvier 1867, la conférence chargée d'édifier une union du Nord et de conclure un nouveau pacte fédéral, ouvrit ses travaux avec la participation de l'envoyé saxon.

La campagne diplomatique, qui aboutit à une rupture avec l'Autriche, était conduite par Bismarck parallèlement avec une autre, dirigée contre le Parlement prussien. La seconde Chambre ne voulait pas céder, et son président, Grabow, mettait autant d'opiniâtreté à défendre la constitution, que le premier ministre d'audace à la violer. Pendant les mois de janvier et de février, alors que les cabinets allemands échangeaient des notes, la lutte entre le Parlement et le pouvoir ne discontinua pas d'un jour. Grabow faisait publier les résolutions repoussées par les ministres, et des meetings s'organisaient dans les villes, parfois assez nombreux et assez agressifs pour nécessiter l'intervention de la force armée. Prusse.

A l'heure solennelle, Bismarck tenta de se réconcilier avec la représentation nationale, avec laquelle le désaccord pouvait, dans certains cas, rendre sa situation périlleuse. Aucune considération ne l'aurait détourné de son but, mais il manœuvrait ainsi pour renforcer son action. — « Que les bavards prussiens l'eussent voulu ou non, dit-il depuis, j'aurais fait la guerre en 1866 et réalisé le plan que je m'étais formé en entrant en fonctions... Il s'agissait de me raffermir moi-même... aller de l'avant avec plus d'entrain... ne pas sentir derrière moi cette désapprobation qui, en cas de malheur, eût pu me conduire loin... je le savais ! »

Sans céder aux opposants, il essaya de les convaincre de l'excellence de son système et obtenir leur approbation sinon complète, du moins partielle ; mais, s'apercevant qu'il n'y réussirait pas, et que les événements, en se compliquant, nécessitaient une prompte solution, il prit une voie détournée, dans l'espoir de se ménager une trêve avec la majorité. Les catholiques n'avaient pas pris parti dans la lutte ; leur chef, Reichensperger, proposa, sur les indications du ministre, — qui, dans cette circonstance, prit quelques engagements, — de voter une adresse au roi pour lui demander de ramener les choses à un état légal,

et de reconnaître les droits de la Chambre, en échange de quoi celle-ci promettrait d'adopter le budget. La motion fut présentée le 22 février. Bismarck assistait à la séance. C'était un appel à la conciliation, tout le monde le savait. La motion Reichensperger fut rejetée et les progressistes ne désarmèrent pas. Alors Bismarck monta à la tribune et lut deux ordonnances royales : la première annonçait la prorogation immédiate de l'Assemblée; la seconde, la clôture de la session pour le lendemain. Cette lecture produisit un véritable saisissement. On ne s'attendait pas à un tel acte d'autorité et si promptement exécuté. Bismarck grandit de la haine que son audace inspira aux libéraux. Les députés se séparèrent en tumulte, proférant de sourdes menaces.

Autrefois, on défiait le pouvoir exécutif de fonctionner sans l'appui du Parlement. En conflit depuis plus de deux ans avec la représentation nationale, Bismarck prouvait que rien n'était plus facile et que les affaires n'en marchaient pas plus mal. Le budget n'était point consenti, aucune loi n'était votée, et la dissolution de la Chambre, — la session close était la dernière de la législature, — déliait les mains au pouvoir, en le laissant libre d'agir à sa guise... Mais il fallait réussir... Un échec entaché d'illégalité pouvait,

en effet, *conduire loin* le Ministère en fonctions.

Selon ses amis, Bismarck aurait calculé tout cela et, persuadé du succès, il avançait avec une précision mathématique; au dire de ses ennemis, il se lança dans l'aventure sans en avoir prévu les suites. A mon sens, peu importe; l'homme qui assume une aussi grande responsabilité, en vue du bien de la chose publique, n'en mérite pas moins l'admiration de ses contemporains. Ces cas de courage civique deviennent très rares à notre époque. Minutieusement calculé ou simplement raisonné et hasardé entre deux chances, l'acte de renvoyer brusquement des ennemis parlementaires et légaux, en pleine connaissance de leur haine, et à l'ouverture de la lutte avec l'Autriche et l'Allemagne, est noble et vaillant. Pendant la période des négociations (mars, avril, mai), rien, dans l'attitude de Bismarck, ne révéla la moindre hésitation, je dirai mieux, la perception de sa situation exceptionnelle. Il paraissait ne pas se douter qu'il devait vaincre, que l'insuccès aurait les conséquences les plus désastreuses pour sa personnalité. La netteté de ses exigences, l'âpreté de ses réponses, son arrogance, témoignaient, d'une part, de sa pleine conscience des ressources gigantesques de la Prusse, mais, d'autre part, d'une abnégation personnelle au-dessus de tout éloge

La guerre déclarée, on s'aperçut que l'état-major s'y était préparé de longue date. Tout était coordonné, étiqueté, et chaque éventualité d'une campagne prévue avait été étudiée au préalable sur les cartes. Quand les assurances de Napoléon eurent laissé aux Prussiens la marge nécessaire pour renforcer l'armée de Silésie, ils évoluèrent avec une promptitude telle que, le 1er juin, quelques semaines après la proposition de désarmement, ils comptaient sur la frontière deux cent cinquante-quatre mille soldats et neuf cents canons, subdivisés ainsi : 1° Armée du prince Frédéric-Charles, deuxième et troisième corps, et la cavalerie de la garde : quatre-vingt-treize mille hommes ; 2° armée du prince royal, premier, cinquième et sixième corps, et l'infanterie de la garde : cent quinze mille hommes ; 3e armée du général Hervarth : quarante-six mille hommes. Cette masse de soldats forma demi-cercle entre la Silésie et la Saxe, de l'Elbe à la Moldau. L'effort d'une monarchie à la population inférieure était considérable, car les deux armées se trouvaient égales en nombre, le généralissime autrichien Benedeck ne disposant que de deux cent cinquante-trois mille hommes et de sept cent cinquante-deux canons, établis sur une ligne, entre l'Elbe et la Vistule.

Le 16 juin, Guillaume prit le commandement en chef, et donna ordre de franchir la frontière de Saxe. Le contingent saxon, fort de vingt-trois mille hommes, évacua, sans songer à la résistance, son propre territoire, et vint renforcer, en Bohême, l'armée autrichienne. A l'ouverture des hostilités, les forces des adversaires se chiffraient ainsi :

Prussiens, deux cent cinquante-quatre mille hommes et neuf cents canons; Autrichiens, deux cent soixante-onze mille hommes et huit cent dix canons.

De l'avis général, l'offensive appartenait aux Autrichiens. Benedeck ne bougeant pas, Guillaume élargit son plan d'opérations. Le 20 juin, la Saxe était occupée par le corps Hervarth, qui, après avoir laissé garnison à Dresde, s'avança jusque sur la frontière de Bohême. Très étonnée de l'inaction de Benedeck, qu'on gratifiait à Vienne d'un plan machiavélique, l'Europe assista avec surprise à l'offensive prussienne, qui s'accentua et grandit tout à coup. Alors que dans les chancelleries, les stratèges en chambre étudiaient, en vue de l'attaque autrichienne, la carte de Silésie et piquaient des épingles entre Breslau et Francfort-sur-l'Oder, trois armées envahissaient la Bohême, la première et la troisième par l'Iser, la deuxième

par la rive droite de l'Elbe, dirigeant vers Kœniginhof leurs marches convergentes, afin d'opérer sur ce point une jonction, et attaquer Vienne par Pardubitz et Brünn. Les neutres apprirent coup sur coup que le théâtre de la guerre serait la Bohême; que le 24 juin, Frédéric-Charles et Hervarth, après avoir traversé sans être inquiétés les passages les plus difficiles des montagnes, obliquaient vers Munchengratz, le premier par Gabel, le second par Reichenberg; qu'un choc avait eu lieu à Liebtenau; que les Autrichiens avaient dû se replier sur Munchengratz, que le fusil à aiguille était infiniment supérieur à toutes les armes alors en usage et que l'organisation militaire prussienne ne laissait rien à désirer. Comment ne s'en était-on pas aperçu en Schleswig-Holstein, alors qu'on combattait côte à côte? L'arme, passe encore; mais l'organisation! L'arme a pu être pour quelque chose dans la défaite, mais les raisons principales en furent l'ignorance, la présomption, la routine.

Une erreur avait transporté la campagne de Silésie en Bohême; une autre allait mettre les Autrichiens dans une situation des plus embarrassantes. Le mépris de Benedeck pour ses adversaires s'était converti en une évaluation exagérée de leurs forces, dans laquelle il persévéra avec la même obstruction du raisonnement. Convaincu

que les Prussiens attaqueraient Vienne par Olmutz, il s'apprêta à défendre les passages de ce côté et laissa isolé, auprès du défilé de la frontière saxonne, le corps Clam-Gallas qui lui parut suffisant pour faire face à une forte démonstration de l'ennemi. Clam-Gallas défendit ces défilés et retarda l'invasion de ce côté, mais les Prussiens, qui avaient donné du gros de leur armée contre les défilés saxons, pénétrèrent en Bohême à travers les autres passes insuffisamment défendues et marchèrent sur Gitschin et Kœniggrætz dans l'intention de prendre le chemin de Prague et de Brünn. Il fallait à tout prix couvrir la capitale de Bohême et la route de Vienne. Plusieurs engagements eurent lieu ; tous ne furent pas à l'avantage des envahisseurs : Gablenz se couvrit de gloire à Trautenau ; Gallas, trop inférieur en nombre, dut se replier pas à pas, poursuivi par les Prussiens, renforcés chaque heure par de nouvelles colonnes sortant des défilés, mais le vieux Steinmetz obtint divers succès sur des corps détachés. Enfin Gallas réussit à éviter une bataille décisive et rejoignit Benedeck. L'armée autrichienne, réduite à deux cent mille hommes par les combats et les mouvements, se trouva massée, après ses retraites consécutives, sur la rive droite de l'Elbe, en aval de Kœniggrætz.

L'emplacement choisi par Benedeck pour livrer bataille fut une dernière et décisive erreur. Toujours flottant entre la confiance extrême et la suprême appréhension, il s'adossa à une rivière, — position périlleuse qui lui permettait, il est vrai, de reprendre l'offensive, mais qui doublait le danger en cas de revers, — et s'établit sur des collines boisées, entrecoupées de ravines profondes, étagées en amphithéâtre entre l'Elbe, la Trotina, et la Bistritz, et dont les points culminants, Chlum et Lipa, coupaient la route de Gitschin à Kœniggrætz.

L'état-major prussien avait dressé ses plans dans la conviction que les Autrichiens prendraient leurs positions de l'autre côté de l'Elbe. Quand le général de Moltke eut appris, par ses espions, que Benedeck attendait le choc sur les hauteurs de Chlum, il voulut profiter de cette faute en l'attaquant aussitôt, et sans prendre en considération la lassitude résultant des marches et des escarmouches des derniers jours, il ordonna au prince royal et au prince Frédéric-Charles de livrer bataille. Les deux corps marchèrent sous une pluie battante toute la nuit, et le matin du 3 juillet, l'armée prussienne entière était prête à soutenir la première colonne qui en viendrait aux mains avec l'ennemi. Le 3 juillet, à dix heures

du matin, commença la terrible bataille connu
dans l'histoire sous le nom de bataille de Kœnig
grætz ou de Sadowa. Rejetés sur la rive oppo
sée de l'Elbe, battus sur toute la ligne, les Autri
chiens laissèrent entre les mains des vainqueurs
vingt mille prisonniers, sept drapeaux et cen
soixante canons. Quelques jours après, Guillaum
transportait son quartier général à quelques lieues
de Vienne. Le succès était absolu, éclatant. Dans
la lutte soutenue entre la couronne et la représen
tation nationale, c'est la couronne qui avait eu
raison. Profitant de l'impression produite, Bis
marck activa les élections, et, à son retour à Ber
lin, le roi put constater le revirement de l'opinion
publique. La nation, ambitieuse, avide de gloire
enivrée par le succès, avait choisi pour la repré
senter ceux qui tenaient pour Bismarck, rendan
ainsi un juste hommage au ministre naguèr
exécré.

Celui-ci profita de la victoire avec habileté e
modération. Redevenu constitutionnel, il travailla
à contenir l'opinion et conseilla au roi, dont i
avait la confiance, d'employer, en s'adressant au
nouveaux députés, un langage moins hautain. Le
5 août, Guillaume ouvrit la session par un dis
cours qui constituait une avance au parti libé
ral. L'état prospère des finances avait permis d

soutenir la guerre sans recourir à un emprunt, mais la question budgétaire n'était pas tranchée. Le souverain émit l'espoir que les dépenses dont il reconnut l'illégalité seraient sanctionnées par le parlement.

« Si mon gouvernement, termina le roi, a géré les affaires de l'État sans cette base légale, c'est que, dans sa conviction, il y avait là une question d'existence pour la monarchie et une nécessité absolue... J'ai la confiance que les derniers événements contribueront à amener une entente, pour laquelle il est indispensable que le bill d'indemnité demandé à la représentation du pays pour l'administration, gérée sans loi de budget, soit accordé facilement. Le conflit sera ainsi vidé pour toujours. »

Il se passa alors un fait piquant, peut-être ignoré du gros public. Heureuse des succès des armées prussiennes, la nation acclamait le roi et son ministre. La démarche conciliante avait été faite en vue de cet enthousiasme qui débordait dans toutes les classes de la société. Mais les représentants légaux se crurent obligés à être plus populistes que le peuple. Refusant de désarmer, ils proposèrent une rédaction d'adresse au roi, agressive dans la forme et dans le fond, qui blessa les préjugés de Guillaume et l'amena

à recevoir Bismarck par une rebuffade; mais le lendemain, les députés, éclairés par la presse, qui les raillait de leur opposition puérile à un monarque victorieux, votèrent, en une seule séance, le document très respectueux rédigé par M. Stavenghagen. Le conflit était terminé, l'accord entre la Chambre et le gouvernement établi, et Bismarck, qui n'avait rien répondu à la rebuffade royale, présenta à son auguste maître la minute d'un discours du trône préparé pour être prononcé l'année de son entrée en fonctions, alors que la couronne flottait entre deux alternatives : céder aux exigences des libéraux, ou procéder par la violence. On n'avait fait ni l'un ni l'autre, et Bismark pria le roi de comparer ce document à celui dont on lui reprochait la rédaction. Quand Guillaume eut achevé sa lecture, il regarda son ministre; celui-ci souriait, non sans ironie; le roi l'embrassa en silence.

La nomination du président de la deuxième Chambre prouva cependant que la majorité, devenue gouvernementale, restait constitutionnelle et libérale. Grabow avait succombé au scrutin, mais Forckenbeck, candidat des libéraux et des modérés, obtint la préférence sur le comte d'Arnim, conservateur.

Puis, le parlementarisme régulier, suspendu en

Prusse depuis l'accession au pouvoir de Bismarck, reprit son fonctionnement interrompu. On voulait bien accorder au gouvernement un bill d'indemnité pour les dépenses d'une guerre aussi glorieuse, mais l'opposition demandait des garanties pour l'avenir, l'assurance qu'une nouvelle lutte ne se reproduirait plus, et que la responsabilité ministérielle ne serait plus éludée. Comme la majorité ne paraissait pas éloignée d'être de cet avis. Bismarck monta à la tribune et affirma que les garanties réclamées pourraient, dans certaines circonstances, nuire, par des débats intempestifs, à la grandeur de l'Allemagne. — « On a répété souvent, dit-il, que ce que l'épée avait gagné avait été perdu par la plume; j'ai la conviction que nous n'entendrons pas dire que ce que l'épée a conquis a été détruit du haut de la tribune. »

Cette considération conquit la majorité. Le bill fut voté sans réserves. Dès lors, tout était aplani. On discuta à peine la fondation d'une réserve métallique de trente millions de thalers demandée par le gouvernement; toutes les lois d'annexion passèrent à une immense majorité[1], une somme de six millions de francs fut affectée à des dotations pour Bismarck, Roon, de Moltke,

1. A part quelques discussions d'importance locale.

Herwath, Steinmetz, Falkenstein[1], et enfin on établit le budget de 1867. Seule, la loi pour le parlement du Nord, auquel on reconnut un pouvoir uniquement délibératif, ne fut pas votée dans un sens strictement gouvernemental, mais ce n'était qu'un échec insignifiant, et, quand, à la fin de l'année, le parlement fut prorogé de son propre consentement au 7 septembre 1867, Bismarck avait résolu à l'avantage de la couronne les problèmes les plus ardus. La secousse qui aurait pu broyer le trône des Hohenzollern l'avait raffermi. Calme à l'intérieur, redoutée au dehors, la Prusse avait, en douze mois, regagné ce qu'elle avait perdu depuis un siècle. En se retrouvant plus puissante qu'à la mort de Frédéric le Grand, elle pouvait considérer avec dédain le temps peu éloigné, où elle s'était vue obligée de céder Neuchâtel aux exigences suisses.

Autriche. La combinaison inventée par la bienveillante initiative de l'empereur d'Autriche donnait des résultats négatifs. Il était clair que la Hongrie ne céderait pas. En dissension avec la Prusse et l'Italie, le gouvernement ne sentait pas d'ap-

1. Ici il y eut quelque opposition; on voulait bien récompenser les généraux, mais non les ministres. Cependant, il fut impossible de ne pas reconnaître que Bismarck, lui aussi, avait mérité une récompense.

pui dans la nation, et François-Joseph reconnaissait mélancoliquement ce fait dans une lettre au comte Coloredo. De la monarchie héréditaire, le Tyrol seul n'exigeait rien ; les Allemands, les Polonais, les Tchèques, protestaient contre la suspension du Reichsrath, mal calculée en effet. Aurait-on osé attaquer l'Autriche avec tant d'acharnement, si les populations avaient été préparées à la guerre par un vote de subsides, arraché à l'enthousiasme? Au Reichsrath, c'eût été relativement facile, et l'Assemblée qui avait protesté contre la prétention des Polonais, en refusant de voter une mesure nuisible à l'intégrité de l'empire, aurait sans doute su faire partager au pays sa colère patriotique des exigences de Bismarck !

On ne tenta rien pour faire participer la nation à la défense commune, et on fut, selon l'expression de Napoléon Ier, en retard *d'une armée et d'une idée!* Les rivalités de race s'aigrirent au point que les Tchèques, par exemple, se laissèrent prendre aux façons insidieuses des Prussiens, et devinrent, pendant l'occupation de la Bohême, les amis des envahisseurs. Quand, après la première défaite, on fit appel aux volontaires, le Tyrol répondit franchement, ouvertement au cri d'angoisse de l'Empereur, mais les

provinces allemandes arguaient froidement de la perte probable de leur suprématie dans l'Empire; les Hongrois étaient impassibles; les Tchèques, les Polonais augmentaient leurs exigences à mesure qu'ils voyaient qu'on pouvait avoir besoin d'eux.

La monarchie, issue de la conquête, se désagrégeait d'elle-même, au souffle des nationalités. Les soldats cependant et les matelots se battaient bien; l'armée était vaillante, la flotte héroïque. La campagne avait été commencée et terminée par des victoires. Le 28 juin, quand pas un coup de fusil n'avait encore été tiré en Bohême, l'archiduc Albert sortait de Vérone, occupait les hauteurs de San Guestina, Sona, et Somma Campagna, et, changeant de front vers le Sud, culbutait le général Durando, descendait jusqu'à Custozza, et infligeait à Victor-Emmanuel une défaite qui l'obligeait à repasser le Mincio. Les préliminaires de Nicholsbourg interrompirent une bataille auprès de Presbourg, où l'avantage était aux Autrichiens, et le dernier coup de canon fut tiré à Lissa où la flotte se couvrit de gloire. Le résultat définitif n'en fut pas moins aussi désastreux que possible. Quand, à Nicholsbourg, on parlait de résistance, on savait à Vienne qu'elle était impossible. L'empereur disposait cependant

de plus de trois cent vingt mille hommes, et les Prussiens n'en avaient que deux cent mille, mais la lassitude était à son comble, et la ville de Vienne déclara par l'organe de son bourgmestre qu'elle désirait la paix. Bientôt François-Joseph acquit la conviction que ses peuples, avec lesquels l'absence du Reichsrath le privait de toute communication directe, étaient opposés à une lutte à outrance. Avec une modération calculée, Bismarck avait affirmé au bourgmestre de Prague qu'il ne prendrait pas un pouce de territoire à l'Autriche, et qu'il se contenterait de sa sortie de la Confédération germanique et du sacrifice de ses alliés. Dans ces conditions, on ne pouvait guère exiger de trop grands sacrifices. L'instruction profonde et la connaissance exacte des éléments vitaux de son adversaire avaient encore une fois merveilleusement servi la politique prussienne. Toute l'Autriche demanda la paix, et l'hésitation que l'empereur apporta à la conclure lui valut quelques mois plus tard, quand il vint en personne visiter la Bohême pour remédier aux maux de la guerre, une réception froide. Les Tchèques lui reprochèrent d'avoir employé leur sang et leur argent à la défense d'intérêts dynastiques peu conformes à ceux de la race slave. Car, demandait l'opposition, en quoi l'influence

de l'Autriche à Francfort ou la possession du Schleswig peuvent-ils intéresser les peuples de la Bohême?

La paix conclue, le mécontentement éclata, général. Les fédéralistes tenaient un langage pareil à celui des Tchèques; les Hongrois ne promettaient leur appui à l'empereur qu'après son couronnement; les Allemands, au contraire, séparés de ceux de leurs concitoyens qui formaient une confédération puissante, ne dissimulaient pas leur déplaisir d'un changement de direction qui devait aboutir fatalement à la perte de leur suprématie.

On essaya de remédier à la situation financière par des économies, dont l'empereur donna l'exemple en réduisant sa liste civile. Mais que pouvaient les meilleures intentions contre le déséquilibrement des forces de l'Empire? Pendant deux mois on ne sut prendre aucune résolution, ou plutôt on en prit deux qui se contredisaient; on nomma des fédéralistes (Rothkirch et Goluchowski) aux postes de gouverneurs de leurs provinces respectives et on convoqua les Diètes provinciales, à l'exception de celle de Hongrie.

A ce moment, le leader du cabinet remanié depuis la guerre, c'était le ministre saxon Beust, l'adversaire de Bismarck, auquel François-Joseph

avait confié les affaires étrangères, enlevées à Mensdorff. L'ascension de Beust au poste de chancelier d'Autriche est tout un roman. L'arrivée à Vienne, après Sadowa, du vieux roi saxon et de son ministre, la rencontre à la gare de l'empereur François-Joseph « aussi blanc que son uniforme »; la conversation mélancolique des deux monarques; le départ de Beust pour Paris, son entrevue avec Napoléon III, — terrassé par la maladie, et qui répétait, la langue pendante : « Je ne suis pas prêt pour la guerre », — son échec à Paris, son retour à Vienne, son installation taciturne à l'Hôtel de l'Empereur romain (Romischer Kaiser), les quelques semaines passées là péniblement sous les regards et les attitudes qui lui reprochaient d'avoir provoqué la guerre; son étonnement d'être mandé par l'empereur; son Ministère des affaires étrangères « *in petto* », secret si fidèlement gardé que sa non-divulgation lui valut la rancune du cardinal Schwartzenberg; son aménagement à Ballplatz; enfin sa présentation par Belcredy à des collègues qui craignaient un programme et que Beust rassura en s'engageant à n'en pas présenter.

Beust avait cependant un programme, mais il fut assez habile pour n'en rien laisser paraître, d'autant plus volontiers qu'il n'en était pas l'in-

venteur. Ce programme avait été indiqué l'année précédente, et le ministre saxon, qui étudiait depuis trois mois les affaires autrichiennes, en était arrivé à cette conviction, que l'homogénéité, indispensable à l'Empire pour la continuation de son existence, ne pouvait s'obtenir que par un système de dualisme, consistant en une séparation administrative et politique des deux couronnes, indissolublement liées cependant pour la défense du territoire commun. Imbu de cette idée, mais ne voulant pas l'élever à la hauteur d'un principe, tant qu'il n'en connaîtrait pas les moyens d'exécution, il se rendit avec son collègue Majlath à Pesth, y vit les chefs des deux partis nationaux, s'accorda avec Deak et revint à Vienne convaincu qu'une entente avec la Hongrie était non seulement possible, mais facile. L'esprit public se trouva par hasard d'accord avec *l'étranger protestant*, surnom infligé à Beust dans les commencements. Les Diètes provinciales, dans leurs sessions ordinaires, avaient, sans en excepter les allemandes (Basse-Autriche, Styrie), exprimé le vœu d'une réconciliation avec la Hongrie, nécessaire pour procéder à des réformes qui *permettraient, à l'avenir, à l'Autriche de disposer de toutes ses forces vitales.*

La difficulté était dans l'exécution. Le Reichs-

rath de 1861 n'avait plus de base légale; un parlement restreint manquait d'attributions suffisantes; il fallait trouver une combinaison. Les ministres, après de longues discussions, adoptèrent le plan de Belcredy : convoquer un Reichsrath extraordinaire, nommé par les Diètes provinciales à la majorité relative. Le 2 janvier 1867 une patente fixa les élections pour les Diètes provinciales de l'Empire et les convoqua pour le 11 février à une session où elles devaient choisir dans leur sein les membres d'un Reichsrath extraordinaire, qui se réunirait à Vienne. Cette assemblée n'avait d'autre mission que d'étudier les bases d'un compromis avec la Hongrie.

L'empire ottoman, loin de suivre la voie indiquée par Fuad-Pacha, employait de la façon la moins logique ses heures de répit. Pas une province d'Asie, d'Afrique ou d'Europe qui n'eût sa petite complication. La défaite de l'Autriche — qui défendait la Turquie *per fas et nefas*, en s'appuyant sur ce principe que, pour la paix de l'Europe, aucune domination ne pourrait remplacer avantageusement dans les Balkans celle du sultan — augmenta les périls. Sans doute, la France, l'Angleterre, la Russie même, reconnaissaient que l'expulsion des Turcs était prématurée, les sujets chrétiens de la Porte étant plus Turquie.

sauvages que les musulmans, et moins aptes qu'eux à se gouverner, mais chacune de ces puissances exigeait des réformes dans le sens de leurs indications, diamétralement opposées. Ainsi, la France recommandait l'application et le développement du Hatti-Humayoun de 1856, c'est-à-dire l'unification des éléments de l'Empire, sans distinction de race et de religion; la Russie, au contraire, préconisait le principe, dans chaque province, de l'autonomie communale et confessionnelle. L'aversion des Osmanlis, pour toute nouveauté, rendait plus difficile au gouvernement la navigation entre tant d'écueils. En 1866, la situation se résumait ainsi : les plénipotentiaires européens exigeaient des réformes, chacun dans un sens propre à ses idées, et les Turcs ne voulaient d'aucune réforme.

La conclusion de la paix à Prague permit à l'Europe de fixer son attention sur les affaires d'Orient. Au début de l'année une querelle avait éclaté dans le Liban entre Daoud-Pacha et Joseph Karam, dont on avait arrêté le beau-frère à Gézyr. Douze mille Maronites, sous la conduite de Salomon Harfouch, tentèrent d'attaquer Gézyr, mais ils furent repoussés par les soldats turcs de Daoud, qui marcha contre la tribu de Karam et incendia son village natal. Le chef des insurgés se refugia

à Bénaché, aussitôt assiégé. Repoussé à plusieurs reprises, Daoud dut demander des renforts et ne put se rendre maître de Bénaché qu'en mars. Aussitôt le pays environnant se soumit, mais Karam et Harfouch s'échappèrent et gagnèrent la Syrie, d'où ils revinrent en armes. La guerre civile recommença avec des alternatives de succès et de revers, et bientôt il devint évident, d'une part, que Karam ne pourrait résister éternellement, et, de l'autre, qu'il fallait un véritable effort pour le dompter. On transigea, et les deux partis acceptèrent la proposition de l'ambassadeur de France, qui offrit au chef maronite un refuge en Algérie. Cette transaction augmenta le prestige de Karam et le mépris de l'autorité turque. Suivi par une bande nombreuse de partisans, le chef chrétien descendit de la montagne, et passa inviolable à travers l'armée de Daoud, qui le vit avec joie s'embarquer sur un navire français et quitter pour toujours le Liban [1]. (Janvier 1867.)

Le mécontentement suscité par la présence des Circassiens et des Tartares grandissait en Bulgarie,

1. L'intervention de l'ambassadeur français dans cette affaire de Karam fut un véritable service rendu à la Porte que Fuad-Pacha récompensa en obtenant du sultan l'ordre de nettoyer les abords du Saint-Sépulcre, mesure réclamée depuis longtemps par la France... Sur ces entrefaites, un accord intervint entre la France et la Russie, et on procéda aux travaux pour la reconstruction du Saint-Sépulcre.

et la Serbie exigeait, soutenue par l'Europe, le retrait des troupes ottomanes qui occupaient encore quelques points de son territoire. A ce propos, il est curieux de constater l'ensemble étonnant avec lequel les puissances soi-disant protectrices de la Turquie s'entendaient pour lui conseiller de s'affaiblir. Quand le prince Michel eut, en octobre 1866, demandé formellement à Constantinople l'évacuation des forteresses et de Belgrade, le Divan, en présence d'autres difficultés et ne voulant pas encourir le blâme des puissances, soumit cette question à leur appréciation, qui nous paraît particulièrement instructive.

La France « se déclara convaincue que le gouvernement turc aurait intérêt à renoncer à des positions dont l'importance militaire est hors de proportion avec les difficultés que lui créera sa prétention à les conserver ».

La Russie « conseilla fortement à la Porte de céder aux vœux de ses sujets serbes et de s'en faire des amis ».

L'Autriche « ne voulant pas qu'on crût à Belgrade que le gouvernement russe est le seul qui soit disposé à prouver sa sollicitude à la Serbie, applaudissait à toute mesure qui, sans mettre en question la *suzeraineté de la Porte*, *contenterait la Serbie* » ! (comme si c'était faisable.)

L'Angleterre, « sans se prononcer directement dans cette question où elle n'avait pas à se mêler, était d'avis qu'il vaudrait mieux que les principautés danubiennes et la Serbie devinssent plutôt les amis et les alliés que les sujets du Sultan ».

Dans ces conditions, un affermissement est-il possible et la chute finale peut-elle être douteuse? En parlant de cette époque, Fuad-Pacha disait :

— Et on prétend que la religion n'influe plus sur la politique! L'Europe chrétienne est l'ennemie de la Turquie musulmane, sans s'en rendre compte elle-même! Il y aurait un moyen pour nous de conserver l'intégrité de notre Empire. Ce serait de transplanter les Chrétiens en Mésopotamie, et repeupler par des Arabes musulmans la Serbie et la Bulgarie. Alors peut-être on nous laisserait tranquille? Ces sortes de transmigrations, qui ont servi pendant si longtemps à soutenir l'édifice chancelant de l'Empire romain, aux bases plus pourries que les nôtres cependant, trouveraient malheureusement trop d'adversaires.

Une complication plus grave fut l'insurrection crétoise qui éclata en juillet. Déjà en mai, trois mille chrétiens, réunis sans armes, avaient signé une pétition à la Porte où ils exprimaient des griefs, pour la plupart fondés : diminution

et plus égale répartition de l'impôt, établissement des écoles et des routes, réforme des tribunaux. Ce mode de protestation, en usage depuis Vely-Pacha[1], embarrassait l'autorité. Sévir contre une foule désarmée, réfugiée sur une hauteur d'où l'on ne la pouvait déloger qu'à l'aide d'un certain déploiement de forces, paraissait barbare, et cependant la manifestation prenait journellement de l'extension par l'arrivée de nouveaux adhérents. Quand la réponse à la pétition fut connue, et cette réponse n'était rien moins que favorable, les chrétiens, au nombre de dix mille environ, entouraient le monastère d'Apokorona. Le grand vizir Aali enjoignait au pacha de Crète, Ismaïl, d'ordonner aux mécontents de se disperser sous peine d'être considérés comme rebelles; quant à leurs réclamations et à leurs griefs, on les trouvait mal fondés. En même temps, six mille Turcs et six mille Égyptiens vinrent renforcer la garnison de l'île.

A la lecture de la proclamation d'Ismaïl-Pacha les chrétiens se firent apporter des armes; une assemblée élue tant bien que mal déclara la Crète soustraite à la domination turque et annexée à la Grèce, nomma un gouvernement pro-

1. Tome II.

visoire, et envoya une circulaire en Europe. Malgré son incohérence, le mouvement inquiéta le grand vizir, qui destitua Ismaïl, et le remplaça par Kiritli-Mustapha, porteur d'instructions sévères. Le nouveau gouverneur lança un décret contre les étrangers, fauteurs des désordres (Grecs) et donna aux Crétois cinq jours pour se disperser, délai après lequel il considérerait tout groupe armé comme rebelle, et agirait en conséquence. Les insurgés dédaignèrent de répondre à cette sommation. Mustapha-Pacha envahit le district de Selinos, qu'il mit à feu et à sang, et prit d'assaut le couvent d'Arcadion. A la fin de l'année, la guerre était déclarée, une guerre implacable, sans merci.

Saisie des plaintes des Crétois, l'Europe entra en délibération. En attendant, une frégate russe et une corvette anglaise furent envoyées dans les eaux de la Canée pour sauver « les victimes de la cruauté turque », et on présenta des paquets de notes au Divan. Heureusement pour la Turquie, la France, mise en défiance par l'ambition prussienne, vit qu'il était de son intérêt de soutenir l'Autriche en Orient. Moustier expédia sur les lieux une commission d'enquête. Il en résulta que les chrétiens ne le cédaient pas aux Turcs en férocité, et que leurs griefs, fondés pour la plu-

part en principe, étaient étrangement exagérés. L'ambassadeur de France crut inutile de prendre en considération la demande du comité grec, qui avait saisi officiellement les puissances de l'envoi de navires de guerre chargés de recueillir les habitants inoffensifs. Cette opinion fut partagée par l'Angleterre, et, les puissances convinrent de ne pas sortir du domaine diplomatique dans leur intervention en faveur des insurgés.

La perte la plus considérable éprouvée par la Turquie fut celle des principautés danubiennes, qui, quoique restées vassales de la Porte en droit, s'en virent complètement séparées par les événements mentionnés dans la rubrique que désormais nous leur réservons spécialement comme à un État indépendant.

Moldo-Valachie.

Dans la nuit du 24 février, des officiers conjurés pénétrèrent chez Couza avec tant de précipitation qu'ils le trouvèrent avec une femme, dans une position ridicule et scandaleuse, l'arrêtèrent, le jetèrent dans une voiture et le conduisirent à la frontière. Le gouvernement provisoire organisé à l'avance, composé de deux Valaques[1] et d'un Moldave[2], nomma un Ministère en partie moldave

1. Général Galesco et colonel Haralambie.

2. Lascar Catardji.

et valaque et procéda à l'élection d'un prince étranger. Le choix tomba d'abord sur le comte de Flandre, frère du roi des Belges, qui refusa ; ensuite, par un plébiscite convoqué à la hâte, sur le prince Charles de Hohenzollern, élu par six cent quatre-vingt-dix mille voix contre deux cent vingt-quatre. Celui-ci accepta de gouverner les principautés unies avec « le droit d'hérédité ». Les électeurs, convoqués pour désigner des députés à l'Assemblée roumaine, y envoyèrent une majorité qui, sous la présidence de Costaki Jepoareono, Moldave, sanctionna les actes du gouvernement provisoire et l'élection du prince. Charles de Hohenzollern débarqua le 20 mai à Turn-Severin, d'où il écrivit au Sultan, dont il se reconnaissait le vassal, une lettre ferme, mais respectueuse.

L'élection « avec droit d'hérédité » du prince Charles constituait une infraction grave aux traités. Sous réserve d'intervenir directement, s'il le fallait, le grand vizir provoqua la réunion d'une Conférence à Paris. L'arrivée et l'intronisation du prince Charles paraissaient à la Turquie attentatoires à sa souveraineté, et elle prétendit que l'occupation militaire était la seule mesure à prendre. Après des discussions orageuses, la Conférence se sépara le 4 juin, sans avoir rien décidé, et laissa la Porte libre d'agir comme il

lui plairait, sous sa responsabilité. On ne savait que trop à Stamboul ce que cela voulait dire, et tout en prenant une attitude menaçante sur le Danube, on ne se hâtait pas d'ouvrir les hostilités. De leur côté, les Roumains, ne se sentant pas soutenus, préparaient la résistance avec une grande appréhension de l'avenir. Pendant quelques jours on crut à une rupture; les Turcs affluaient à Roustchouk, et parlaient d'entrer à Bucharest pour remettre sous leur joug les rayas rebelles; les Roumains établissaient en tremblant un camp d'observation auprès de Giurgewo. Ni les Turcs ni les Roumains n'avaient envie de se battre, et tout cela aboutit à l'envoi à Constantinople d'un négociateur, Jean Ghika. L'affaiblissement de l'Autriche ne permettait guère au Sultan de songer à récupérer des provinces considérées comme perdues; la France, l'Angleterre, la Russie, donnèrent des conseils analogues à ceux que nous avons mentionnés dans la rubrique relative à la Serbie; Ghika, au nom du prince Charles, s'exprimait avec déférence, protestait de sa fidélité de vassal et consentait à augmenter le tribut... La belle audace guerrière du Divan fondit au soleil de juillet; les troupes turques reçurent l'ordre de quitter Roustchouk, il ne fut plus question d'occupation, et un débat

contradictoire s'engagea entre l'envoyé roumain, soutenu par la plupart des diplomates, et Fuad-Pacha, alors ministre des Affaires étrangères, celui-là même qui avait émis l'opinion que les principautés danubiennes étaient perdues et que tout sacrifice pour les récupérer devenait inutile. On tomba bientôt d'accord. La sanction de l'hérédité pour le prince Charles, c'est-à-dire l'établissement d'une dynastie étrangère, et par conséquent la reconnaissance de la Roumanie comme entité internationale, en fut le résultat. Quand les signataires du traité de Paris eurent donné leur adhésion à l'accord des intéressés, un protocole fut signé, qui, sans rien faire perdre aux Roumains des garanties stipulant leur autonomie, brisait le dernier lien qui les unissait à la Porte. Dès ce jour, on put les considérer comme indépendants, et ils pensèrent et agirent comme tels.

L'Assemblée vota une Constitution très large, à l'instar de celle de la Belgique, toutes les libertés, presse, réunion, conscience, enseignement gratuit et obligatoire, responsabilité ministérielle, etc... Dans les attributions du prince, il y avait le droit de conférer la décoration roumaine, de battre monnaie, de conclure des traités internationaux de commerce, de navigation. En un mot, la Roumanie, tout en continuant d'être inscrite

sur la carte de l'Europe comme partie intégrante de l'empire turc, n'eut plus rien de commun avec lui, sauf l'obligation d'un modique tribut, du paiement duquel elle s'empressa de s'affranchir, toutes les fois que cela lui fut possible, encouragée par les excellents protecteurs de la Turquie.

Montenegro. Ces mêmes excellents protecteurs, choqués de voir des blockhaus menacer la frontière monténégrine, et entraver les excursions des montagnards dans les pachaliks voisins, obtinrent leur démolition. Aussitôt le prince Nicolas, plein de reconnaissance, envoya des émissaires à Bucharest et à Belgrade, créer de nouveaux embarras à la Porte... Les chancelleries européennes engagèrent alors vivement le Sultan de lui offrir en cadeau un yacht à vapeur pour naviguer sur le lac de Scutari. Le cadeau produisit son effet. Fin 1866, les empiétements des Monténégrins inquiétèrent même les puissances, qui voyaient un nouveau conflit surgir entre le prince trop comblé et la trop Sublime Porte.

Grèce. Quand l'insurrection eut éclaté en Crète, des comités se formèrent à Athènes, à Syra et ailleurs, dans le but de secourir les révoltés, et le gouvernement du roi entreprit, tout en remplissant ses devoirs internationaux, et en prohibant

ostensiblement les enrôlements, des démarches auprès des puissances protectrices. Sa politique est très bien définie dans la réponse du général Kalerdji, grand écuyer, à ceux qui mendiaient son concours efficace.

— Le roi ne peut intercéder pour vous auprès des cours étrangères, qu'à condition que je ne m'éloignerai pas d'auprès de lui.

Le respect de la Constitution témoigné avec tant de fermeté par Georges I[er], et son hellénisme adroit, le rendirent en très peu de temps cher à ses sujets. Le sacrifice de Boulgaris, devenu impopulaire parce qu'il s'opposait à l'entraînement turcophobe, et son remplacement par Koumandouros, n'occasionna aucun trouble. Le nouveau Ministère continua, d'ailleurs, la politique de l'ancien : protéger, soudoyer, encourager secrètement les insurgés crétois, mais les désavouer officiellement, de façon à répondre aux questions suggérées par la Turquie. Malgré cette attitude très prudente, il devint peu à peu difficile au cabinet d'Athènes de réfuter les allégations de la Porte.

Le 16 avril, au moment où Alexandre II se promenait sans gardes au Jardin d'Été, un coup de pistolet retentit. La foule houleuse apprit au tsar qu'un attentat contre sa personne venait Russie.

d'avoir lieu. Un spectateur avait détourné le bras de l'assassin et la balle s'était égarée dans les branches. Le sauveur s'appelait Kommissaroff, l'assassin Karakazoff; celui-ci appartenait à la petite noblesse, l'autre à la classe récemment émancipée. Choyé par l'empereur et son entourage, ahuri par ce subit changement de fortune, devenu le héros d'innombrables banquets, *le sauveur* disait, en essuyant ses larmes du pan de sa touloupe, « qu'il ne vivrait pas si cela continuait ». Cet homme ne se rendait pas compte de son action, inconscient, comme la plupart de ses semblables, de tout ce qui dépassait les sensations matérielles. On chargea de son instruction un des plus illustres généraux de l'Empire[1], mais on vit que la civilisation ne mordrait pas sur cette nature inculte, et l'empereur, las de produire un satellite qui ne lui faisait pas honneur, le rendit à son obscurité, à son inconscience et à sa province. Une fortune assez ronde, fruit des libéralités impériales et des dons particuliers, lui permit de s'y livrer sans contrôle à la principale passion des paysans russes, l'ivrognerie.

L'assassin, c'était autre chose; celui-ci savait

1. Totleben, le défenseur de Sébastopol.

ce qu'il voulait. Pendant qu'on l'arrêtait, la multitude indignée essaya de l'écharper.

— Pourquoi vous ruez-vous sur moi? dit-il. Je me suis sacrifié pour vous; j'ai voulu vous venger de celui qui vous a trompés et qui vous opprime.

A l'empereur qui l'interrogeait :

— J'ai voulu vous tuer parce que vous avez trompé le peuple en ne lui donnant qu'une liberté illusoire, et l'émancipation sans terre.

L'enquête révéla l'existence d'un parti révolutionnaire. Ce fait parut tellement grave, que l'empereur appela l'homme des sombres travaux, le vieux Mouravieff de Lithuanie, et le nomma président d'une commission établie pour découvrir les ramifications d'une conspiration dont l'attentat de Karakazoff paraissait le résultat. Malgré la subordination des pouvoirs publics à cette commission, on ne trouva rien, et elle fut fatale à la popularité de son président, auquel le parti national et *la Gazette de Moscou* ne pardonnèrent jamais de n'avoir pu découvrir de « Polonais » dans l'affaire. Mouravieff lui-même était très vexé de cette absence de « Polonais ».

— Rien que des Russes, murmurait-il fiévreusement.

La secte révolutionnaire existait, mais Kara-

kazoff n'en faisait pas partie. Après quelques mois de terreur pour ceux qui, à Moscou et dans les villes du centre, portaient : hommes, des cheveux longs et un béret; femmes, des cheveux courts et un pince-nez, Mouravieff se vit forcé de clore l'enquête, et de conclure qu'il existait *bien* une Société secrète subversive dont quelques membres pouvaient *bien* se trouver compromis dans l'attentat, mais que les preuves manquaient, et que le crime de Karakazoff devait être considéré comme l'acte isolé d'un fanatique dangereux. Retiré dans une terre aux environs de Pétersbourg, se sentant méprisé par l'empereur, inutile au parti national, cet homme étrange, qui unissait la plus abjecte cruauté à une grande dévotion et à une certaine loyauté de principes, commanda, à l'église de son village, un service funèbre en mémoire *des soldats russes morts pendant l'insurrection de Pologne*. Cette cérémonie fantastique, enfantée par le cerveau détraqué d'un exterminateur, qui cherchait à rendre Dieu complice de ses fureurs, devait avoir lieu à dix heures du matin, quelques jours après l'exécution de Karakazoff. A neuf heures, le domestique qui entra chez Mouravieff pour le réveiller, le trouva mort dans son lit, « par une nuit sombre, sans témoins, sans paroles de repentir, sans larmes autour de

lui et sans secours, à demi disgracié et oublié ».

L'insuccès de l'enquête, qui, malgré les stimulants de Katkoff, ne réussit à impliquer personne dans l'attentat, n'en révéla pas moins l'existence d'une secte nombreuse, connue dans les grands centres sous la dénomination, devenue célèbre depuis, de « nihilistes. » Pour combattre l'autocratisme, et en haine d'une société inique, ces sectaires professaient la destruction de tout. Le mot *nihil* faisait allusion à la défectuosité de l'organisation sociale. *Rien* de ce qui existait n'était bon. Le système politique et social disparu, et ce devait être le but de la génération militante, la reconstitution deviendrait la tâche de la génération future, car les bases de cette reconstitution ne pouvaient être édifiées que par l'expérience des nouveaux besoins sociaux.

C'était là une théorie des plus dangereuses. Personne ne discute l'iniquité de l'organisation sociale, mais ceux qui se contentent d'en découvrir les défauts sans indiquer les moyens de les atténuer sont plus coupables qu'elle. Il est vraiment trop facile de se proclamer destructeur inconscient et de laisser à d'autres la reconstruction. Nulle part plus qu'en Russie, on ne trouve de victimes des abus sociaux, contre lesquels une croisade eût obtenu des adhérents dans toutes les classes, car

toutes en souffraient ; mais il fallait dresser un programme, émettre des principes, proposer des modifications et des moyens de corriger ces abus. A son éclosion, la propagande protestative contre la stagnation malsaine de la société russe, poursuivie par des écrivains de talent, tels que Tourgueneff[1], Tchernichefsky[2], Dostoïevsky[3], vit, grâce à leurs efforts, venir à elle de nombreuses sympathies. Mais ces sympathies furent étouffées à la longue sous le mépris des gens raisonnables pour des revendications sans indications, pour des outils de destruction sans matériaux de fondation, pour des colères sans apaisement. L'idée parut inféconde et on préféra défendre des abus, rendus moins odieux par un exercice régulier, que de se laisser enrôler parmi les fanatiques d'une démolition irraisonnée. Dans une brochure publiée en 1873, j'ai raconté les origines du nihilisme. J'y renvoie mes lecteurs. Professée dans la seconde moitié de notre siècle, cette doctrine constitue une absurdité et une monstruosité. Malheureusement, le fanatisme s'attache rarement à une doctrine saine. Les nihilistes ont eu, ont et auront sans doute encore des sectaires prêts à

1. *Fumée... père et enfants.*
2. *Que faire ?*
3. *Crime et Châtiment, la Maison des Morts*, etc.

souffrir le martyre pour le triomphe de leurs idées. Karakazoff était du nombre. Il ne révéla rien, ne nomma pas de complices — qui n'existaient sans doute d'ailleurs pas en dehors de l'imagination de Katkoff — et mourut avec son secret, s'il en avait un.

L'attentat du 16 avril provoqua un mouvement dans le haut personnel des fonctionnaires. Le chef de la troisième section, prince Dolgorouky, spécialement préposé à la sûreté de l'empereur, donna sa démission et fut remplacé par le comte Schouvaloff, choisi dans le camp des modérés. A ce moment, les théories du parti impérialiste démocrate qui prêchait le nivellement des castes dans le but de rendre, selon l'expression de Nicolas Miloutine, la Russie pareille à « *la steppe avec une tour élevée au milieu,* » froissaient l'impressionnabilité du tsar, effrayé d'une campagne où il se voyait, avec le mandat impératif de la nation, chargé d'appliquer les idées les plus révolutionnaires. Le maintien au pouvoir de Valouieff fut une des manifestations de cette appréhension. Le ministre de l'Intérieur crut même pouvoir sévir contre le porte-voix du parti national et suspendit pour deux mois la *Gazette de Moscou.* C'était téméraire, surtout en présence de la destitution de Golovine, ministre de

l'Instruction publique, et de son remplacement par le comte Dimitri Tolstoï, orthodoxe, fanatique et rétrograde. L'empereur s'en était cependant excusé auprès de Golovine, en lui disant qu'il l'aimait toujours, mais l'ère des réformes exigeait une grande prudence dans l'enseignement; qu'il était allé trop loin, que c'était assez pour la génération présente et qu'on verrait plus tard. Valouieff ne s'aperçut pas qu'Alexandre II traversait une période d'hésitation analogue à celle qui avait suivi l'insurrection polonaise. Le tsar réfléchissait, et cherchait sa voie. L'incertitude dura plusieurs semaines, et les scrupules de l'empereur furent étouffés par les arguments du parti vieux russe. L'autocratisme démocratique, mais c'était l'idéal! Une seule tête, un seul esprit, une seule volonté... comme au ciel... ce serait l'âge d'or, surtout sous un souverain aussi éclairé et aussi bien intentionné! Quelles réformes ne pourrait-il pas alors préparer!

C'était toucher la corde sensible d'Alexandre II. Se trouvant en juillet à Moscou, le tsar embrassa en pleurant Katkoff, et le pria d'oublier une sévérité intempestive. Quelques mois après, nouvelle fluctuation. La mort de Nicolas Miloutine, le réorganisateur de la Pologne, entraîna la disgrâce de son lieutenant, le prince Tcherkasky, assimila-

teur des plus zélés, et la nomination du comte Baranoff fut considérée comme un allègement et comme un échec du parti national. L'erreur ne dura guère. L'assimilation ne fut pas ralentie; des décrets se succédèrent; fusion des postes dans l'administration générale de l'Empire, suppression de la commission des finances, nouvelle délimitation et partage du royaume en dix gouvernements, modification administrative de l'ancien nom du « royaume de Pologne » en celui moins séparatiste de « pays de la Vistule », décapitalisation de Varsovie, enfin ordre aux gouverneurs de correspondre directement avec le ministre de l'Intérieur. Cette politique, étendue aux provinces fidèles et calmes de la Baltique, ouvrit la période de lutte avec le germanisme. L'introduction de la langue russe dans l'administration affirma la victoire du parti national. La doctrine de Katkoff triomphait sur toute la ligne.

La politique extérieure subit, sous cette impulsion, un notable changement. Profondément modifiée depuis la guerre de Crimée, elle devint agitée, même révolutionnaire des traditions systématiquement exclusives de Nicolas, pour lequel la forme du gouvernement et la légitimité des prétentions étaient les seuls points d'appui. Le successeur de celui qui traitait Napoléon III et Louis-

Philippe d'usurpateurs, et qui n'avait jamais voulu reconnaître Isabelle II, fut un des premiers à accepter en Italie le fait accompli. En 1866, une alliance étroite unit la Russie aux États-Unis qui envoyèrent une ambassade solennelle complimenter le tsar à l'occasion de l'attentat de Karakazoff. A travers les fêtes et les banquets offerts à la députation par les Pétersbourgeois, on vit avec étonnement surgir, se former et s'étendre cette union des deux colosses du Nord, l'autocrate et le républicain, tous deux jeunes, actifs, pleins de projets d'avenir et de mépris pour cette Europe « pourrie » qui leur avait montré son mauvais vouloir; aux États-Unis du Nord, en soutenant secrètement les insurgés du Sud ; à la Russie, lors de la révolution polonaise. A un toast porté au Club anglais par le chancelier de l'Empire, Gortschakoff dit à Fox, chef de la mission américaine :

« Les sympathies des deux nations éclatent au grand jour. Cette entente ne repose pas sur une proximité géographique ; l'abîme des mers nous sépare ; elle ne repose pas non plus sur des parchemins ; je n'en trouve aucune trace dans les archives du Ministère qui m'est confié ! Elle est instinctive, et j'ose me permettre de l'appeler providentielle ! Je m'applaudis de cette entente ; j'ai foi dans sa

durée et tous mes vœux tendent à la consolider.»

La réponse hyperbolique de Fox, où la courtoisie yankee déborda en phrases extravagantes, en prières à Dieu, *qui avait arrêté le soleil pour Josué, de suspendre le cours de la vie du chancelier russe, afin qu'il voie cette œuvre d'alliance*, fait éclore un sourire involontaire au souvenir des relations américaines avec Nicolas I[er], quinze années auparavant.... La gravure « l'ours russe, mêle-toi de tes affaires », si populaire aux États-Unis, nous revient à la mémoire, et témoigne combien vite changent les sentiments des peuples. Russes et Américains réunissaient leurs forces dans un but indéterminé. Ce qui était visible, c'est la vétusté de l'Europe et la pourriture des organes de la vieille société; principes, idées, aspirations, mœurs, usages, religion, état social. Jusqu'ici les deux jeunes et ambitieuses nations avaient subi le joug des lois qu'elles songeaient à abroger au moyen de vagues aspirations révolutionnaires, aussi mal définies par le ploutocratisme à outrance des yankees, que par les rêveries philosophiques des Russes. Elles cherchaient l'une chez l'autre un correctif à des doctrines qu'elles sentaient incomplètes. Unies par le dédain du vieux monde, se sentant soupçonnées par lui, elles se donnaient la main pour marcher de concert, comprenant que

la forme du gouvernement n'y faisait rien, et que le roi dollar de New-York ressemblait au tsar de Saint-Pétersbourg, même comparé à une haute tour au milieu de la steppe, car comme l'autocrate, il nivelait tout autour de lui et régnait despotiquement.

La politique révolutionnaire de la Russie s'incarna en 1866 dans la propagande slavophile en Bohême et en Moravie, entreprise non seulement par les journaux du parti national, mais encore, sur les lieux mêmes, par de hautes personnalités, parfois par des grands-ducs ou des grandes-duchesses. La nomination du Polonais Goluchowski au poste de vice-roi de Galicie, jusque-là occupé par un Allemand, provoqua des polémiques violentes contre l'Autriche. Pogodine, dans la *Gazette de Moscou*, s'écriait :

« — Entendez-vous les cris de détresse des Ruthènes, sur lesquels les Polonais vont se venger ! Les sanglots des Slaves de Hongrie !

» Nous entendons ! nous entendons ! et si les Allemands ont cru devoir prendre les armes pour délivrer le Schleswig-Holstein de la légère domination danoise, comment, nous, Russes, pouvons-nous rester les bras croisés devant la détresse qui attend des millions de nos frères en Galicie et en Hongrie ! »

La chancellerie encourageait secrètement les exagérations du parti panslaviste, dans l'espoir de reconquérir son influence en Orient. 1866 termine l'ère du *recueillement* de la Russie et Gortschakoff, fier de son triomphe diplomatique pendant l'insurrection polonaise, se crut autorisé à parler en ces termes :

« Notre auguste maître n'a pas l'intention d'insister sur les engagements des traités qui n'avaient de valeur qu'en raison de l'accord existant entre les grandes puissances pour les faire respecter et qui, aujourd'hui, ont reçu, par le manque de cette volonté collective, des atteintes trop fréquentes et trop graves pour ne pas être invalidés. »

Le 22 juin, Charles XV prononça la clôture de la dernière diète des quatre ordres et termina, » non seulement une séance mémorable, mais toute une époque d'histoire qui compte des siècles ». Les élections furent fixées au 15 septembre. Composée de 125 députés, élus pour neuf ans, la première Chambre paraissait devoir, sans rejeter les idées progressistes, servir de contrepoids aux éléments moins éclairés introduits dans la deuxième, élue, soit par chacune des villes possédant une juridiction particulière, soit par les campagnes groupées en circonscriptions électorales, ayant chacune un mandataire à nommer.

Suède et Norvège.

Le nombre des membres de la deuxième Chambre était de cent quatre-vingt-onze. L'esprit modéré du peuple suédois se révéla dans les élections ; la première Chambre fut exclusivement composée de l'élite de la nation ; les villes prirent leurs députés dans les classes supérieures et les paysans mêmes nommèrent quelques nobles. Le roi désigna comme présidents, pour la première Chambre, le comte Lagerbielke, ex-maréchal de la diète ; pour la deuxième, Sundberg, évêque de Carlstadt, et ouvrit le parlement le 7 janvier 1867.

Danemark. La réforme, que la présence seule de Blome aux affaires avait empêché le parlement de voter, fut accordée au comte de Frijs, et le pacte fondamental, destiné, comme en Suède, à simplifier le fonctionnement constitutionnel et à réduire le parlement à deux Chambres, fut promulgué le 28 juin. Faibles et peu nombreux, les Scandinaves renoncèrent à une union plus restreinte, car ils se sentaient, malgré leur bravoure, incapables, même réunis sous une seule loi, de résister, sans l'appui de l'Occident, aux empiétements de l'Allemagne ou de la Russie. Mais les Danois entreprirent de prouver à l'Europe que des intérêts d'un autre ordre sont liés à l'autonomie de leur monarchie, en dirigeant leur sollicitude vers la question sociale. Depuis leurs désastres,

ils n'ont pas cessé de mériter le respect de l'univers, et on doit espérer que les États neutres veilleront avec plus de vigilance, qu'en 1864, à la conservation de l'intégrité de la couronne de Christian IX.

Hollande.

La question coloniale amena une modification ministérielle. Thorbecke dut céder la présidence du Conseil à Van de Putte, ministre des colonies, dont il ne partageait pas les vues sur l'amélioration du sort des indigènes des Indes néerlandaises. Une discussion à ce sujet précipita du pouvoir les libéraux et aboutit à la formation d'un cabinet conservateur sous la présidence de Van Zuylen, ministre des Affaires étrangères. Myer remplaça aux colonies Van de Putte. La présidence du Conseil s'imposait au ministre des Affaires étrangères, car la question du Luxembourg venait d'être mise sur le tapis européen. Pour la discuter à leur aise, les Hollandais, avec l'esprit pratique qui les caractérise, consentirent à l'essai d'une trêve entre les partis. Myer déclara que, tout en conservant à Java et à Sumatra le *statu quo*, il prendrait des mesures pour garantir aux indigènes le droit de propriété, jusque-là illusoire, et demanda un vote de confiance. L'ayant obtenu, il donna sa démission, et fut nommé gouverneur général des Indes, en place du titulaire, coupable aux yeux des conservateurs d'avoir soutenu le

projet Van de Putte. Cette manœuvre déplut aux libéraux. Van Zuylen fut mis en minorité, le roi prononça la dissolution de la deuxième Chambre et procéda à de nouvelles élections qui ramenèrent les anciens députés. La réconciliation, si pratique, n'avait pas réussi ; mais le gouvernement ne doutait pas du concours dévoué du parlement, dans les affaires internationales, quelque divisé qu'il fût sur le programme intérieur.

Or, les préoccupations extérieures étaient assez vives. Le duché de Limbourg et le grand-duché de Luxembourg faisaient partie de l'ancienne confédération germanique à deux titres différents ; le Limbourg, en qualité de province des Pays-Bas, le Luxembourg comme propriété particulière, ou plutôt comme couronne particulière de la maison de Nassau. Le Limbourg ne devait recevoir de garnison, ni de la confédération, ni d'aucun État allemand ; le Luxembourg, au contraire, déclaré par le congrès de Vienne, forteresse fédérale, était occupé, en vertu de diverses conventions[1], par une garnison exclusivement prussienne. La Diète dissoute, il s'agissait d'obtenir un entier affranchissement, car la Hollande ne désirait rien tant que de couper ses liens fédéraux

1. 1816, 1856, 1857.

avec l'Allemagne, surtout depuis les derniers événements où l'ambition de la Prusse s'était dévoilée. On obtint des assurances équivoques quant au Limbourg, qu'on consentait, en principe et dans certaines conditions, à laisser sortir de la Confédération du Nord, mais, quant au Luxembourg, on éluda à un tel point, à Berlin, une réponse même évasive, que le prince Henri des Pays-Bas, à l'ouverture des États, en novembre, prétendit que les traités de 1815 se trouvaient abrogés et que la Prusse n'avait aucun droit de tenir garnison à Luxembourg. Comme Bismarck parut ne pas tenir compte de cette insinuation, la diplomatie hollandaise entama une négociation secrète avec la France pour la cession, moyennant finances, du duché de Luxembourg, tout en pressant Bylandt, son ministre à Berlin, de terminer l'affaire du Limbourg.

La Chambre et le Sénat reprirent leurs travaux interrompus par la mort du roi. Léopold II continua la politique de son père, et ceux qui appréhendaient son catholicisme ardent, durent reconnaître qu'il se plia aux circonstances avec le constitutionnalisme le plus correct. Le ministère libéral conserva le pouvoir toute l'année, totalement incolore, et employée à des travaux d'intérieur ; revision du code pénal, réorganisation judiciaire, réforme électorale. Belgique.

Le massacre de la légion belge à Ixmaculpan, et le retour de l'impératrice Charlotte, dont les malheurs avaient obscurci la raison, impressionnèrent tristement le peuple, sensible aux infortunes d'une dynastie affectionnée. La Belgique ne pouvait porter grand secours à la sœur de son souverain, mais elle la reçut avec un vif et profond sentiment de respect, et l'aida comme elle put à persévérer dans des démarches reconnues bientôt infructueuses.

Grande-Bretagne.

La réforme électorale, si souvent essayée sans succès, reprise par le ministère whig, causa la chute de ce parti et fit éclater un conflit d'une certaine gravité entre le gouvernement et le peuple, au Hyde-Park. Lord Russell avait présenté un bill dont la teneur n'effarouchait aucun parti; il ne s'agissait pas du suffrage universel, mais d'un abaissement du cens, qui porterait le nombre des électeurs à quinze cent mille; les nouveaux privilégiés appartenaient, il est vrai, à la classe ouvrière, mais c'étaient des ouvriers aisés. Depuis longtemps disposés à admettre cet élargissement du système électoral, whigs et tories différaient sur le choix des moyens, sur l'opportunité du moment, et sur la mesure des concessions. Pour influencer davantage le Parlement, les ouvriers, dirigés par le parti radical, formèrent trois So-

ciétés privées en vue de la propagande : la Reform League, la National Reform Union (alliance de la classe moyenne libérale avec les ouvriers) et Working Men's Association société coopérative et militante purement ouvrière. On organisa des meetings, où des députés socialistes, Bright et Stuart-Mill, prononcèrent des discours. C'était un commencement d'agitation que les tories reprochèrent au gouvernement. Bientôt la discussion s'envenima. Lord Grovenor, whig conservateur, se sépara sur quelques points du groupe gouvernemental, et, après les vacances de Pâques, le cabinet, mis en minorité, donna sa démission avec empressement, enchanté de laisser le pouvoir aux réactionnaires qui, après avoir échoué dans une tentative de conciliation avec la fraction whig la moins libérale, furent obligés de constituer un cabinet exclusivement tory, sous la présidence du comte Derby, et dont le leader fut M. Disraëli[1].

Ceci se passait quelques jours après la bataille de Sadowa.

Lord Derby exprima son regret de la démission des whigs, et déclara que, n'étant pas opposé en principe à la réforme électorale, il déposerait un

1. Les principaux ministres étaient lord Stanley (fils de lord Derby), MM. Walpole, général Piel, lord Carnarvon, sir John Pakington, lord Chelmsford, sir Stafford Northcote, etc.

bill sur cet objet. Mais, après avoir prononcé ces paroles, il sembla les avoir oubliées; la presse radicale prit un ton irrité, et les Sociétés réformistes préparèrent des meetings, que le gouvernement essaya d'entraver. Une collision eut lieu entre la foule qui voulait pénétrer dans Hyde-Park et la police qui voulait l'en empêcher. La multitude brisa les grilles; on fit intervenir la troupe; il y eut des blessés; finalement les mécontents se retirèrent en bon ordre, et organisèrent un meeting au Trafalgar-Square, où la lutte par tous les moyens légaux contre un cabinet qui entravait la réforme fut décidée. On alla même jusqu'au refus de payer l'impôt. Mais le sens pratique des Anglais vainquit l'aveuglement des passions. Les comités réformistes s'entendirent avec le gouvernement; de mutuelles concessions apaisèrent les esprits : le cabinet promit d'obtenir du Parlement une solution de la question des meetings dans les parcs de Londres, et consentit à retirer les troupes à condition que les manifestants se disperseraient de bonne volonté. Quelques jours après, le secrétaire de l'Intérieur parla à la Chambre en faveur des meetings, pour lesquels il proposa d'approprier un terrain et de construire des bâtiments « afin que le peuple pût se réunir pour discuter utilement des affaires publiques ».

Cette politique de conciliation eut pour résultat l'organisation d'un meeting autorisé, où tout se passa dans le plus grand ordre. Bright et Stewart-Mill y prônèrent toutefois la réforme, y furent acclamés, et on ouvrit des listes de souscription. Il devenait évident que la majorité de la nation protestait contre l'incapacité élective des ouvriers.

La fin de la guerre de Sécession, et les murmures des Irlandais expatriés facilitèrent le réveil du fénianisme. La suspension de l'acte de l' « habeas corpus » fut votée sans difficulté même par les radicaux. L'agitation venant de l'étranger était condamnée par tout ce qui représentait en Irlande un intérêt quelconque, y compris le clergé catholique. Les premières mesures coercitives n'obtinrent pas le résultat visé; il fallut augmenter la force armée dans l'Ile et la porter à 35.000 hommes.

Londres a souffert, en 1866, d'une de ces crises financières, si fréquentes maintenant, issues qu'elles sont de la disproportion du crédit avec la richesse réelle, et de l'atmosphère de mensonge au milieu de laquelle nous vivons. La plupart des *affaires* n'ont d'autre but que l'agio et ne peuvent prospérer qu'en temps de paix. Le moindre conflit préjudicie aux spéculateurs et en jette quelques-uns sur le carreau. C'est ainsi que la guerre

allemande eut pour résultat la suspension de paiement de diverses banques, dont le chiffre d'affaires s'élevait à plus d'un demi-milliard de francs, et dont la principale, la maison d'escompte Overend Gurney et Cie, laissa un passif de 275 millions et entraîna de nombreuses déconfitures.

Cette crise financière eut lieu le vendredi 10 mai, jour surnommé par les Anglais *the black friday*, le noir vendredi. Les époques changent; jadis on stigmatisait ainsi les jours de honte nationale, aujourd'hui on se lamente sur des pertes d'argent. La cité, saisie de stupeur, interrompit la circulation des valeurs fiduciaires, et il fallut une loi pour autoriser la Banque d'Angleterre, en découvert ce même jour de près de cent millions, à une émission extraordinaire, en lui imposant un taux d'escompte de 10 0/0, retombé à 4 0/0 à la fin de l'année.

La marine établit en 1866 un câble transatlantique (Irlande-Terre-Neuve-New-York). Le rêve jadis caressé par les yankees était réalisé, mais leur joie ne fut pas aussi désordonnée qu'au premier essai infructueux tenté par les deux nations; on s'était peu à peu habitué à cette idée, et les Anglais seuls l'avaient mise à exécution.

Asie. Chine. La prise de Nankin termina la révolte des Taïpings, mais l'empire n'en fut pas tranquille pour

cela. Une jacquerie formidable, organisée par des tribus musulmanes sorties des montagnes du Thibet, ensanglanta la Chine centrale, et la vallée du Yang-Tsé-Kiang. Ces rebelles, appelés Nien-Foï, formaient des bandes de brigands, aux proportions jusque-là inconnues de vingt à vingt-cinq mille hommes, envahissaient les pays fertiles, brûlaient, ravageaient et tuaient tout sur leur passage. Les Tartares irréguliers envoyés contre eux, les évitaient en imitant leurs déprédations, et prolongeaient exprès l'état de trouble, de peur d'être licenciés et de vivre de leur ancien métier.

La disproportion entre la population accumulée et les moyens de consommation est effrayante, et le prince Kong dit à propos des Nien-Foï, dont les incursions avaient causé d'innombrables victimes :

« Il n'y a pas à regretter la dépopulation des provinces centrales. Elles avaient trop d'habitants, et, sans la guerre civile, ces malheureux auraient bientôt été réduits à se manger les uns les autres ! »

Ceux dont les chefs raisonnent ainsi deviendront bien dangereux pour leurs voisins, le jour très prochain — et cela grâce à l'Europe qui tient tant à civiliser la Chine — où ils découvriront la légèreté du poids dont leurs destinées pèsent

dans la sollicitude de ceux qui les gouvernent. Nous devons dire à la décharge de Kong, que la phrase précitée, très imprudente, fut prononcée en ironie du parti vieux chinois, auquel l'empereur même s'était rallié, et qui causait à l'administration, dont il affaiblissait l'autorité, des embarras d'une nature telle qu'ils ne pouvaient être vaincus que par le souverain et non par un régent responsable, obligé, à la majorité de son pupille, de rendre compte de sa gestion.

Japon. Le Taïcoun Yémontché, prince favorable aux Européens, à l'influence duquel les puissances devaient le fonctionnement régulier du commerce au Japon, mourut le 30 août, sans avoir terminé la pacification, ni vaincu totalement la résistance du prince de Nagato. Les Gorodjos procédèrent aussitôt à l'élection du nouveau titulaire, qu'ils devaient, selon la loi, choisir dans une des trois familles descendant de Gouguen Suma, fondateur de la dynastie[1]. Stotsbashi, de la famille Mytho, fut élu malgré l'opposition des daïmios du sud[2] qui demandaient l'abolition du taïcounat. L'élection fut ratifiée par le Mikado en octobre. Jadis ennemi des étrangers, Stotsbashi n'avait pas tardé à em-

1. Kischion, Ovari, Mytho.

2. Princes de Nagato et de Satsomma.

brasser la cause de la civilisation, contre laquelle il voyait l'impossibilité de lutter. Au pouvoir, il prodigua aux chefs des légations européennes les plus vifs témoignages de confiance et favorisa le progrès; il parlait de créer à Yokohama une fonderie de canons, une poudrerie, un arsenal, achetait des bâtiments à vapeur, etc.

Indes Néerlandaises.

Les discussions au Parlement de La Haye eurent leur contre-coup à Batavia. Il fallait améliorer le sort des indigènes, et leur donner, à notre époque du culte de la propriété, une garantie quelconque pour la conservation de leurs biens terrestres. Le gouverneur avait, d'accord avec le ministre Van de Putte, rendu des ordonnances dans cet esprit, quand la chute des libéraux à La Haye l'atteignit. Révoqué par Van Zuylen, il quitta Batavia, mais Myer, qui le remplaça, reconnut, quand il fut sur les lieux, que le *statu quo* était impossible, que, contraire aux idées modernes de justice et de progrès, il était une source d'embarras, et ne crut pas devoir modifier la politique de son prédécesseur.

Indes Anglaises.

Le gouvernement des Indes anglaises put constater, en atteignant sa dixième année d'exercice, la régénération du pays depuis l'annulation de l'autorité de la Compagnie marchande, dont l'étroitesse des sentiments et la cupidité avaient

produit la formidable révolte si péniblement comprimée. En 1866 le chemin de fer de l'Himalaya et du Pundjab, reliant Bombay à Calcutta, à la fois stratégique et commercial, nécessaire pour améliorer les conditions sociales des indigènes, et assurer leur soumission à la métropole, était terminé. L'Hindoustan pacifié recevait les bienfaits de la civilisation la plus raffinée.

Indo-Chine. La France travaillait activement au bien-être de sa nouvelle colonie cochinchinoise, augmentée de 500.000 sujets par l'annexion pacifique et volontaire de trois provinces[1] avec le consentement tacite du gouvernement de Hué.

L'ambassade envoyée à Paris par le second roi de Siam fut reçue avec égards et retourna à Bangkok, après s'être engagée à participer à l'exposition de 1867.

Afrique. En reconnaissance d'une contribution en hommes et en argent offerte pour dompter l'insurrection de Crète, le vice-roi d'Egypte obtint du sultan un iradé qui le rendit quasi indépendant. Abdul-Azis l'autorisa en outre à établir la succession de père en fils, contrairement à l'ancienne

1. Vinh-Long, Chaudoc et Hatien.

loi turque. Aussitôt Ismaïl-Pacha interdit à ses successeurs d'épouser plus d'une femme légitime, et limita le droit de la répudier au seul cas où elle n'aurait point d'enfant mâle. Dans le même ordre d'idées, et pour se séparer de la Turquie par les institutions, en attendant de s'en séparer politiquement, Ismaïl octroya à ses sujets une sorte de constitution, très élastique, il est vrai, et qui ne diminuait en rien sa prérogative, mais qui n'en était pas moins une innovation des plus hardies en pays musulman. Tous les Égyptiens majeurs, devenus électeurs et éligibles, sans distinction de religion, nommaient soixante-quinze députés, pour trois ans, à l'effet de former une consulte, convocable, ajournable et dissolvable par la volonté du vice-roi seul, et que ledit vice-roi se réservait de consulter, le cas échéant, sur les besoins réels du pays. Les travaux du canal de Suez avancèrent considérablement en 1866.

En Algérie, le calme succéda à l'effervescence de l'année précédente. Le duc de Magenta, gouverneur général, tenait cour plénière à Alger, où les Arabes des grandes tentes venaient un à un porter leur soumission.

Le Maroc n'ayant pas fait parler de lui, on peut en déduire que tout y était à peu près tranquille.

Amérique. États-Unis.

Le conflit entre Johnson et le Congrès, issu de l'opposition du *veto* présidentiel à plusieurs lois contre l'esclavage [1], s'accentua par l'attitude des deux partis. Le Congrès n'avait que quelques mois d'existence, et Johnson, espérant obtenir une majorité plus maniable, ne dissimulait pas son mépris des représentants à la veille d'être rendus à la vie privée. Ceux-ci ne voulaient pas quitter leurs sièges sans avoir porté un coup direct et légal à la servitude. Avant de se séparer, le Congrès vota une loi qui : 1° conférait à toute personne née ou naturalisée aux États-Unis le titre de citoyen, sans que les États séparés aient le droit d'édicter chez eux aucune loi qui privât ces personnes des droits ou des libertés civiles attachés au titre de citoyen ; 2° stipulait que le nombre des députés serait proportionné au nombre des habitants mâles ayant droit au vote, et que, sauf cas de crime ou de délit, les États ne pourraient priver une classe de citoyens du suffrage, sans diminuer en proportion leur représentation au Congrès : 3° refusait l'admissibilité aux emplois à tout fonctionnaire

1. Loi des droits civils, amendement constitutionnel proportionnant la quantité des députés fournis par un État au chiffre total de sa population, etc.

qui, après avoir prêté serment, aurait servi volontairement le gouvernement confédéré, et 4° répudiait la dette confédérée, comme toute autre dette qui pourrait être contractée dans l'avenir pour soutenir une insurrection contre les États-Unis.

Cette loi, patronnée par les deux principaux orateurs républicains, Summer et Thaddeus Stevens, fut votée par trente-trois voix contre onze au Sénat, et par cent vingt contre trente-deux à la Chambre des représentants, c'est-à-dire par les deux tiers des voix, cas prévu par la Constitution, qui déclare que les amendements constitutionnels votés par les deux tiers des représentants ne seront pas soumis au *veto* présidentiel et n'auront à subir que la ratification des trois quarts des États. Dans la circonstance, cette ratification se produisit avec une célérité qui exaspéra Johnson. Forcé de communiquer officiellement l'amendement aux gouverneurs, il accompagna cette communication d'une protestation et d'une accusation d'inconstitutionnalité contre les représentants dont le mandat se trouvait à ce moment à peu près terminé.

La lutte entre le président et l'ancien Congrès se transporta sur le terrain électoral. Les partis, qui avaient pendant si longtemps réuni sous

leur drapeau les électeurs, n'existaient plus en fait, et les termes qui servaient à les distinguer, — républicains et démocrates, — étaient employés par routine. Les démocrates, discrédités depuis la chute de Buchanan et la guerre civile, désiraient se fondre dans un parti nouveau. Quant aux républicains, ils se partageaient, comme nous le savons, en modérés et radicaux. Les radicaux seuls étaient résolument abolitionnistes. Johnson imagina de réunir les anciens démocrates qui n'osaient plus songer au maintien de la servitude et n'espéraient que des allégements à l'émancipation, à ceux des républicains qui acceptaient le principe d'un compromis avec les esclavagistes, et de former un seul et grand *parti national unioniste*. L'idée et la dénomination étaient également habiles. En ralliant les conservateurs, c'est-à-dire l'élément riche et distingué de la nation, et en arborant le drapeau de cette Union pour le maintien de laquelle on venait de combattre, il insinuait que ses adversaires pencheraient, dans certaines circonstances, du côté des séparatistes. Johnson affirmait qu'il rassemblerait à Philadelphie une *Convention monstre*, composée exclusivement d'unionistes auxquels il promit des emplois, en menaçant de chasser *à coups de pied au derrière* (kick them out) ceux

des fonctionnaires qui ne le soutiendraient pas.

Non moins violents dans leurs répliques, les radicaux appelaient Johnson « l'homme fait président par l'assassin de Lincoln », « le garçon tailleur », et l'accusaient de pactiser secrètement avec les Sudistes. « L'ancien planteur, disaient-ils, l'ancien propriétaire d'esclaves réapparaît! Aurions-nous combattu pour le triomphe de la servitude? » Cette dernière accusation engagea Johnson à disjoindre la loi récemment votée par le Congrès; à s'approprier deux paragraphes, celui des droits civils des noirs et celui qui répudiait la dette, justes, raisonnables et profitables à l'union, — parce que l'une servait à l'homogénéité de l'État, et l'autre à la garantie d'une paix future, — mais à persister dans son blâme de la loi électorale et de l'inaccessibilité des fonctionnaires du Sud, l'une comme prématurée, l'autre comme trop violente. Il prétendit assumer le rôle de médiateur entre les radicaux et les rebelles, modérer les uns et les autres et établir entre eux la concorde.

Si l'exécution de ce programme avait été aussi raisonnable que son exposition, Johnson eût certainement réussi à pacifier les États-Unis et à bien mériter de la patrie. Mais ces dehors conciliants n'étaient pris que pour servir son ambi-

tion, et on vit bientôt éclater au grand jour son véritable mobile. Un incident d'une gravité extrême précéda la convention de Philadelphie. Une législature radicale, élue en Louisiane pendant la dictature militaire du général Banks, avait siégé à la Nouvelle-Orléans, mais s'était presque aussitôt prorogée, sans se dissoudre cependant. Comme son mandat n'était pas caduc, elle demanda au gouverneur Wils de la convoquer pour voter l'amendement constitutionnel du Congrès, ce à quoi le gouverneur consentit. Les radicaux calculaient que l'adoption de l'amendement réunirait une forte majorité, et c'est ce que ne voulaient pas les esclavagistes, qui, avec la complicité des autorités, résolurent d'empêcher par la force la séance de l'assemblée. Pendant que les radicaux, soutenus par les hommes de couleur, se préparaient à ouvrir la discussion, le bâtiment où ils étaient réunis était attaqué. Ne se sentant pas en force, le président fit arborer un drapeau blanc et ouvrit les portes : les hommes de la police s'élancèrent dans l'intérieur en tirant dans le tas des coups de revolver; les radicaux se défendirent et les repoussèrent au dehors. Alors les esclavagistes et la police, autorisés par le maire, entreprirent le siège régulier de l'édifice parlementaire; on tua ceux qui ten-

taient de s'échapper, et quelques rares prisonniers furent mutilés ou lapidés sur place. Il y eut plus de quatre cents victimes, et les séparatistes parcouraient les rues en criant : C'est la revanche de Petersburg! La garnison avait assisté à ces horreurs, les bras croisés, sachant que le président de l'Union était complice du massacre et n'osant prendre parti en l'absence de Sheridan, qui la commandait en chef. A son retour, ce général ordonna une enquête et, passant outre aux protestations de Johnson, rédigea un rapport au sens duquel l'émeute de la Nouvelle-Orléans était qualifiée de Saint-Barthélemy de l'esclavage, et de massacre prémédité par une police recrutée à dessein parmi des brigands, amis des planteurs ruinés. Sheridan en conclut que la sécurité des hommes du Nord exigeait un exemple. Johnson fit « *classer* » ce rapport, non sans se réjouir d'avoir dissous la Convention d'un État du Sud, qui aurait donné son vote à la loi du Congrès. L'indignation fut grande parmi les radicaux, mais les esclavagistes, se sentant protégés par le magistrat suprême, reprirent courage et s'apprêtèrent à lutter sur le terrain électoral.

C'est sous cette impression que se réunirent les diverses Conventions. Tandis que les trois

leaders du parti radical : Thaddeus Stevens, Summer et Wendell Philipps, traitaient « de vermine », de « pourceau » et lançaient des accusations d'une crudité extrême contre « le président du hasard », la *Convention monstre* de Philadelphie, où douze cents délégués du Nord et du Sud siégèrent pendant trois jours, s'astreignit à la plus parfaite modération. Démocrates et républicains, fédéraux et confédérés, jadis en guerre, se donnèrent le bras pour entrer à l'Hôtel Continental, dont on avait loué une centaine de chambres pour faire office de bureaux. On décréta la construction, en dehors de la ville, d'un de ces colossaux wigwams, usités en Amérique pour les meetings électoraux et démolis aussitôt qu'ils avaient servi, et on s'accorda sur un programme qui résumait en quelques phrases la politique de conciliation adoptée par Johnson dans sa profession de foi : union et constitution rétablies, sans que le Congrès ou le gouvernement puissent refuser la représentation au Sud; défense à tout État de se retirer de l'Union qui, en revanche, ne pouvait exclure de son sein aucun État; droit de franchise électorale appartenant exclusivement aux États; soumission du Sud aux lois du Congrès, et appui accordé aux patriotiques efforts de ceux qui travaillaient à la reconstitution de l'Union.

Ces résolutions portées à Washington furent affichées séance tenante par le président satisfait, qui qualifia les délégués de Philadelphie sauveurs de la patrie et seconds fondateurs de la République.

A ce moment, les violences des radicaux et leur intransigeance apparente contrastaient avec la modération également apparente de Johnson, et l'opinion publique sembla se déclarer pour ce dernier. Dans le but de profiter de ce revirement favorable, Johnson entreprit un voyage électoral — *excursion* — en compagnie d'hommes choisis pour entretenir sa popularité : Grant, Ferragut et Seward; quelques sénateurs démocrates dont la présence sanctionnait l'approbation du pouvoir législatif; enfin Romero, Mexicain juariste, emmené pour témoigner que le président considérait la campagne du Mexique comme une infraction à la doctrine de Monroë. La présence de ces hommes produisit, les premiers jours, tout l'effet désirable; mais bientôt Johnson, oubliant combien la violence avait nui à la cause de ses adversaires, se laissa aller à une intempérance d'expressions qui stupéfia et irrita ses auditeurs. Enivré par des réceptions enthousiastes; à Baltimore où il ne passa qu'une heure; à Philadelphie où l'absence intentionnée des autorités civiles et la fermeture des

édifices publics furent compensées par une démonstration en sa faveur de plus de trois cent mille personnes conduites par les autorités militaires; à New-York qui déploya les splendeurs de son opulence et le força de s'écrier bouche béante : « C'est prodigieux », à Albany, Rochester, Niagara, Buffalo, il arriva à Chicago, terme provisoire de son voyage, débordant d'une joie insensée.

Déjà à New-York on avait remarqué, au banquet à *cinq cents francs* par tête, offert par le commerce, que le président buvait beaucoup. Seward se crut même autorisé à atténuer par un speech supplémentaire une péroraison trop véhémente, contenant la menace d'écraser la rébellion dans le Nord ; à Buffalo, des paroles peu mesurées avaient provoqué des réponses acerbes; à Wickfield, le président et un homme de l'auditoire s'étaient traités mutuellement de lâches, de traîtres, de misérables, au grand scandale des hommes sensés. Enfin, à Cleveland, Johnson, arrivé fort tard, dîna copieusement, et sortit de table pour haranguer la foule. Accueilli par les sifflets et les cris de « *New-Orleans* », il ne garda aucun ménagement. Exaspéré par une résistance, à laquelle cependant il devait s'attendre, puisqu'il voyageait pour la vaincre, il heurta, titubant, le premier rang du peuple, et, affectant de traiter

ses ennemis politiques avec ce mépris que la langue anglaise traduit par un diminutif de noms propres, il proposa de pendre Thadd. Stevens et Summer Charly, comme traîtres à la patrie. Une voix cria : « Que faites-vous de votre dignité ? — Je me soucie bien de ma dignité ! » répondit-il en bavant.

Ces incartades, sténographiées, étaient reproduites par les journaux abolitionnistes des villes où il devait s'arrêter en visitant les *border-states*, voisins des États du Sud. A partir de Chicago, « l'excursion » devint tumultueuse. Les amis de Johnson ripostaient par des acclamations aux sifflets qui accompagnaient la descente de wagon du cortège officiel, que la présence seule de Grant et de Ferragut garantissait des outrages. Convaincu que les ovations de Philadelphie et de New-York avaient été organisées en son unique honneur, Johnson ne voyait pas ses partisans diminuer tous les jours, et ceux qui lui restaient, en apparence, fidèles, lui faire un palladium d'une escorte, que ses adversaires séparaient de sa triste personnalité. Dans son inconscience, il accentuait sa faconde de Yankee mal élevé, dont les extravagances froissaient même la courtoisie peu exigeante d'un auditoire américain. Dès qu'il ouvrait la bouche, c'était pour déverser les

injures les plus grossières sur ses adversaires. Presque toujours en état d'ivresse, il réalisa dans ce voyage les craintes formulées à son avènement, et le sentiment de méfiance que, pendant les premiers mois de sa magistrature, il avait réussi à étouffer, éclata avec force, comme au contact d'une matière explosible. A Détroit, oubliant qu'il était entouré des représentants, il accusa les membres du Congrès d'avoir doublé leur paie; à Saint-Louis, en réponse au cri « New-Orleans » qui le poursuivait partout, il hurla en gesticulant :

— On m'appelle traître... Judas Iscariote et tout le reste... Judas... Oui, il y eut un Judas... c'était un des douze apôtres... Oui, et les douze apôtres avaient un Christ, et le Christ n'aurait pas pu avoir un Judas s'il n'avait eu douze apôtres. Si je suis Judas, qui donc est mon Christ? Est-ce Thadd. Stevens? Wendell Philips? Summer Charly ?

On lui cria :

— Vous êtes ivre ou fou ?

Le successeur de l'illustre et honnête Abraham, bégayant avec la lie du peuple des injures grossières, fut bientôt pris en dégoût. A Indianapolis, on le força à paraître en criant : Speech ! speech ! Quand il fut sur le balcon, on demanda Grant,

Ferragut et Seward, que Johnson appela auprès de lui, mais alors on cria qu'on ne désirait pas l'entendre, mais qu'on espérait que Grant parlerait. Le généralissime, peu jaloux d'être mêlé à ces discussions, disparut, et les vociférations « Judas! New-Orleans! à bas Johnson! vive Grant!» durèrent jusqu'au moment où le chef de l'État disparut à son tour; à Cincinnati, le maire se fit excuser de ne pas participer aux cérémonies de la réception, « *ce qu'il eut fait volontiers s'il avait pu espérer que le président s'abstiendrait d'outrager en termes orduriers les hommes dont il partageait les opinions.* » Dans la même localité, Grant s'étant rendu incognito au théâtre, fut avisé qu'une foule nómbreuse obstruait la porte et demandait à le voir.

— Je ne suis pas un homme politique. Militaire, je considère cette démonstration comme faite en opposition à la personne du président, mon supérieur hiérarchique. Renvoyez ces braves gens chez eux. Je ne veux pas les voir.

A Louisville, à Pétersburg, dans toutes les villes où il passa, le peuple l'acclamait. Malgré le froncement énergique de ses sourcils, et une attitude désapprobatrice, les cris de « Grant! Grant! » l'accompagnèrent jusqu'à la Maison-Blanche, devant laquelle une députation l'attendait pour

le sommer de s'expliquer sur sa conduite.

— Vous êtes, lui dit le président de cette députation, l'homme le plus considérable de la république. Vous avez sauvé l'Union, et tous les citoyens vous respectent. Vous vous trouvez maintenant confondu dans la suite d'un président dont l'attitude est déplorable! Ne craignez-vous pas de compromettre votre réputation? Approuvez-vous M. Johnson et vous en reconnaissez-vous solidaire?

Mis au pied du mur, Grant fit une réponse aussi habile que loyale.

— Ma conscience me défend également d'attaquer la personne du président et de soutenir sa politique.

L'*excursion* rendit aux radicaux les avantages perdus par les violences de leurs chefs. Les élections furent désastreuses pour les conservateurs. L'État même de New-York leur refusa sa confiance. Les majorités radicales se chiffraient par 15, 25, et même 50.000 voix.

A la fermeture du scrutin, la situation, devenue grave, présentait trois alternatives : si le président ne se soumettait pas, c'était la guerre civile plus terrible que celle qui venait de s'achever, le pouvoir exécutif comme le pouvoir législatif se trouvant également désarmés; si, au con-

traire, le chef de l'État se soumettait, c'était le décret *d'empeachment*, acte de suspension du pouvoir exécutif, dont n'avait encore été frappé aucun président des États-Unis, mais dont les radicaux menaçaient Johnson ; la troisième alternative enfin, c'était une complication étrangère, destinée dans l'esprit de Seward à détourner l'attention, et conseillée par ce ministre sous forme d'une annexion du Canada en représailles contre l'attitude suspecte de l'Angleterre, ou de l'envoi d'une armée au Mexique, chargée à la fois de rétablir Juarez et de chasser les Français. Toutes les trois redoutables, ces éventualités étaient discutées par la presse, en attendant la réunion du nouveau congrès. On annonçait, tantôt que Johnson s'équipait en guerre contre le parlement, tantôt que Sheridan était parti pour le Mexique, et que la marine allait être transportée sur les lacs Érié et Ontario, tantôt que Thaddeus Summer lisait à qui voulait l'entendre les articles du jugement rédigé d'avance contre le président rebelle aux lois. L'ancien parlement se réunit en décembre. Les deux partis étaient décidés à une lutte à outrance. Comme s'il avait été victorieux, Johnson, dans son long message, recommandait l'admission des représentants du Sud, parlait avec emphase de l'excellence de son administration qui avait dimi-

nué la dette de l'Etat par le paiement en une seule année d'un milliard de francs, et encourageait la résistance des États contre l'amendement du congrès. Des propos tenus à la Maison-Blanche frappèrent simultanément les oreilles des principaux radicaux, et ces propos étaient aussi inutiles qu'imprudents. Johnson prétendait qu'il avait un moyen de mettre à néant la victoire de ses adversaires. En vertu de son droit de grâce, il pouvait amnistier ceux des hommes du Sud qui avaient servi dans l'armée confédérée et les rétablir dans l'exercice de leurs droits. C'était vrai, mais un bon chien de garde n'aboie pas avant de mordre. Dès sa première séance, la Chambre des représentants vota, par cent onze voix contre vingt-neuf, un bill qui retirait au président le droit d'amnistie, pour le transporter à une commission spécialement nommée pour cet objet.

L'amendement constitutionnel ne suffisait d'ailleurs plus aux radicaux jaloux de se venger du président et d'écraser les esclavagistes. Dans un *cancus* parlementaire tenu le 1er décembre, ils adoptèrent une ligue de conduite rien moins que conciliante : annihilation législative du Sud par l'accès au vote uniquement des États représentés au congrès; destitution des gouverneurs établis

par le président et leur remplacement par des magistrats soumis directement à l'autorité du congrès ; imposition du suffrage des noirs dans les territoires du Colorado et du Nebraska ; diminution des privilèges du président, enfin réunion du nouveau congrès le 4 mars, jour même de la dissolution du congrès existant, afin de ne pas laisser de vacances pendant lesquelles Johnson pourrait détruire le travail de la session.

On ne réussit pas à faire passer toutes ces lois à l'ancien parlement, qui, quoiqu'en lutte avec le chef du pays, ne voulait pas sortir de son rôle : cependant les deux territoires de Colorado et de Nebraska furent admis au nombre des États, à la condition expresse de voter une constitution basée sur l'égalité des droits civils et politiques de tous les citoyens, et on vota l'abolition des divers privilèges du président, à des majorités si éclatantes que les *veto* que Johnson ne manqua pas d'opposer, tombèrent sous le ridicule par leur impuissance.

Aux premiers jours de la nouvelle session, une commission, nommée pour examiner si on ferait le procès du président et dans quels termes, concluait à *l'empeachment*. La Chambre approuva ses conclusions, et chargea de la procédure un comité

judiciaire. C'est sur cette mesure d'une gravité exceptionnelle que l'année s'acheva.

Mexique. Pour détourner l'attention des affaires intérieures, Seward entretenait à dessein la colère des Yankees contre l'établissement d'une monarchie en Amérique. Nous avons vu Romero, l'envoyé de Juarez, accompagner Johnson dans son voyage officiel. Le Parlement de Washington ne dissimula pas d'autre part son mécontentement de la prolongation de l'occupation étrangère. Bientôt il n'y eut pas d'illusion possible. Le départ de l'armée française était inévitable, les Américains l'exigeaient, et en supposant qu'ils ne feraient pas immédiatement la guerre pour l'obtenir, leur déplaisir créait une tension dans les relations des deux puissances, gênante pour Napoléon III, même en Europe. Dans les premiers jours de janvier, Saillard fut officieusement chargé de pressentir Maximilien que l'évacuation serait effectuée dans une période de quatorze mois, entre l'automne de 1866 et le printemps de 1868. Feignant de croire le Mexique fécond en ressources de tout genre, le gouvernement français exigeait en même temps le paiement des réclamations de ses nationaux, refusait son concours pour contracter un emprunt, et retenait à Paris les capitaux provenant du solde de la dernière émission.

Maximilien ne pouvait supposer que la puissance qui lui avait conquis le trône du Mexique, manœuvrait ouvertement pour l'en précipiter ; aussi rendait-il Bazaine responsable des difficultés, ignorées par son frère Napoléon III, qui, disait-il avec confiance, *ne consentirait jamais à l'abandonner*. Un des articles du traité de Miramar stipulait que les troupes françaises — sauf la légion étrangère, engagée pour dix ans — quitteraient le Mexique à mesure que l'armée indigène s'organiserait.

— Si on me prive de mes ressources, comment pourrai-je m'organiser? disait Maximilien.

Le fait éclatait si brutalement que Bazaine en eut honte, et aida la commission, établie en vue de cette future armée nationale, de ses conseils et de son argent. On procéda à la formation de neuf bataillons de chasseurs (cazadorès) de quatre cents hommes chacun, composés en principe exclusivement de Français, qu'on autorisa à prendre service au Mexique. Puis on forma une légion belge et une légion autrichienne. Bazaine avançait quelques millions pour payer leur solde ; le gouvernement mexicain les armait et les habillait à l'aide du revenu de la douane de Vera-Cruz. Inopinément, Langlois, conseiller d'État français, arriva à Mexico pour réorganiser les finances. Les

plans de Langlois pouvaient être excellents, mais pour les réussir il fallait de l'argent. Comme la coopération de ce fonctionnaire avait été imposée par la chancellerie française, l'empereur envoya à Paris le général Almonte négocier un nouveau traité, celui de Miramar ayant été jugé inexécutable. Quel ne fut pas son étonnement d'apprendre que le gouvernement français, décidé à ne plus prolonger son intervention, exigeait cependant le paiement des créances de banquiers, commerçants et hommes d'affaires fort peu intéressants pour la plupart, et que la somme de quarante-sept millions avait été fixée comme reliquat de la dette, dont on proposait le règlement immédiat par l'abandon à la France de la moitié des revenus de la douane. Les conseils de Napoléon III insistèrent avec tant d'âpreté sur cet abandon, que Maximilien se vit obligé d'y accéder. Aussitôt on établit à la Vera-Cruz un personnel de comptables français qui opérèrent la rentrée des fonds, pendant que Bazaine activait ses préparatifs d'évacuation et que Maximilien essayait, mais infructueusement, de se créer des ressources par l'émission d'un emprunt national qui ne fut pas couvert, et par la modification de l'assiette de l'impôt foncier.

En mars, Bazaine abandonna successivement Chi-

huahua, Sinoloa, Michoacan, San Luis. Aussitôt Juarez apparut dans le pays et s'empara de ces villes, sans que les Français songeassent à retourner sur leurs pas. Enhardis, les libéraux poussèrent leurs incursions jusqu'au centre de l'Empire. Un jour ils anéantissaient un détachement de la légion étrangère; un autre jour, à Hermosillo, ils massacraient impunément soixante Français. Après évacuation, en juillet, de Monterey, sur le Pacifique, toute la côte demeura libre. Enfin, au mois d'août, Tampico se rendait. Bazaine semblait ignorer ce qui se passait, et préparait son départ. Une altercation eut lieu en septembre entre l'empereur et le maréchal.

— Si vous étiez mon sujet, monsieur le maréchal, dit amèrement l'empereur, je pourrais douter de votre fidélité!

— Mais je ne suis pas votre sujet, riposta Bazaine.

— Aussi je ne doute que de votre courage et de votre loyauté.

Cette altercation eut un mauvais résultat, car elle irrita l'orgueil national français. Maximilien s'était déjà aliéné les Yankees par l'offre aux Sudistes intransigeants d'un asile dans son Empire, et les libéraux mexicains dont il s'était entouré en écartant les conservateurs blessés de ses dé-

mêlés avec le pape, l'accusaient de professer des *maximes trop impériales*. Le fier Habsbourg, transplanté sur le sol américain avec ses illusions, ses préjugés et ses sentiments, avait froissé tout le monde et ne recueillait que haines après deux ans d'un règne dont chaque moment avait été employé au bien des peuples qui lui avaient confié leurs destinées.

Cependant Bazaine, s'étant enfin aperçu que des bandes venaient insulter la capitale et son armée, — car, en présence de l'inaction des Français, les libéraux attaquaient le chemin de fer de la Vera-Cruz, et étendaient leurs déprédations jusque sous Mexico, — eut l'idée de s'assurer par lui-même de la situation de celles des provinces qu'on lui représentait comme totalement occupées par l'ennemi. A la tête de quelques mille hommes, il sortit de Mexico et se dirigea vers le Nord. Aussitôt Juarez ordonna à ses généraux de céder le terrain et d'éviter tout engagement, afin de ne pas mettre en jeu l'honneur militaire français, et retarder par là l'évacuation. On lui obéit avec d'autant plus d'empressement qu'à ce moment le parti libéral se scindait en deux. Les Mexicains sont tellement habitués aux troubles civils que les partis se divisent en présence même de l'ennemi. L'ex-dictateur Santa

Anna, oubliant la façon piteuse dont il était descendu du pouvoir, se présenta comme compétiteur de Juarez. Cette candidature extravagante n'eut aucun succès, mais elle fut suivie de celle plus sérieuse du célèbre partisan Ortega, placé à la tête d'un parti qui doutait de la légitimité des pouvoirs de Juarez, et exigeait de nouvelles élections. Les nationaux ne se souciaient pas, dans ces conditions, d'entrer en conflit ouvert avec les Français, la prolongation de séjour desquels ils appréhendaient surtout.

La sollicitude simulée de Bazaine avait eu pour motif la crainte d'être désavoué en Europe, où Maximilien venait d'envoyer l'impératrice, en mission personnelle auprès de Napoléon III. Partie en juillet, Charlotte arriva à Saint-Cloud en août, et fut reçue par Napoléon, dupé par la Prusse, aux prises avec la question du Luxembourg, et au moment où un conflit avec les États-Unis était particulièrement dangereux, car, en outre de la nécessité de disposer de toutes les ressources militaires et financières de la France, l'évacuation du Mexique s'imposait pour éviter l'hostilité du gouvernement de Washington qui, au cas d'une rupture, probable déjà avec la Prusse, pouvait donner à cette puissance l'appui de sa flotte. Quand on songe que Napoléon III prévoyait en

1866 une guerre prochaine, et qu'en 1870, il ne s'y était pas préparé, il est impossible de ne pas blâmer son gouvernement, qui fit preuve d'une lourde incapacité et d'une imprévoyance inexcusables. Il valait mieux terminer honorablement la campagne du Mexique, en sacrifiant l'intérêt de quelques banquiers, que de commettre l'inqualifiable lâcheté d'abandonner Maximilien, après l'avoir dépouillé de toutes ses ressources, au bénéfice de nationaux intrigants. Dans une audience restée célèbre, dont Charlotte revint dans un état nerveux très inquiétant, l'impératrice du Mexique reçut, comme consolation, l'annonce que l'évacuation se ferait plus promptement que Saillard n'en avait pressenti Maximilien. Au lieu de s'embarquer par détachements, entre novembre 1866 et novembre 1867, l'armée française prendrait la mer d'un seul coup, au printemps 1867. L'impératrice ne put obtenir aucun allégement financier.

— Les intérêts de mes nationaux? répétait Napoléon III, malade, du même ton qu'il avait autrefois répondu à Beust :

— Je ne suis pas prêt pour faire la guerre.

Maximilien, sans postérité, adopta alors un descendant du triste empereur Iturbide, — démarche malhabile, car Iturbide n'avait laissé que de mauvais souvenirs, — dans le but de rallier les

conservateurs, et Charlotte, dans le même but, tenta une réconciliation avec le pape, et se rendit à Rome. Mais Pie IX, enchanté de tenir enfin quelqu'un à sa merci, exigea de telles concessions et de telles humiliations, que l'infortunée impératrice, déjà troublée par Napoléon, sortit malade de l'audience pontificale et perdit la raison quelque temps après.

Cette lugubre nouvelle coïncida avec l'arrivée à Mexico du général de Castelnau, aide de camp de Napoléon III, dépêché pour négocier l'abdication de Maximilien. Les États-Unis venaient d'accréditer auprès de Juarez, en qualité d'ambassadeur, le général Sherman, et l'importance du personnage montrait l'estime dans laquelle ils tenaient le chef des républicains, combien fortement ils appuyaient la démarche de Castelnau, et combien ils désiraient le départ de l'empereur du Mexique.

Trahi par la plupart des libéraux dont il avait fait ses familiers, et qui coururent rejoindre Juarez, Maximilien eut un mouvement de désespoir en se voyant sacrifié par celui qui lui avait, à Paris, fait d'aussi belles promesses. Le désastre de la légion autrichienne presque complètement détruite en octobre, le rendit malade, et pendant quelques jours, il discuta son abdication et son

départ. Mais le martyr impérial ne prit conseil que de lui-même, et ce conseil fut héroïque. Il ne crut pas de sa dignité d'avilir sa couronne, et sans égard à une note signée le 8 décembre, de Bazaine, de Castelnau, et du ministre de France, où l'abdication lui était conseillée, il sollicita Napoléon III de rapatrier, avec l'armée française, les Autrichiens et les Belges désireux de retourner en Europe[1], et se décida à résister.

— Quitter le Mexique à la suite d'une armée étrangère qui m'y a introduit, serait le jeu d'un aventurier, et non le rôle d'un prince de ma race ! dit-il.

Refusant de recevoir Castelnau, il se réfugia à Orizaba, pour ne pas y être obligé, et fit un suprême appel aux conservateurs. Miramon et Marquez vinrent à Orizaba avec des hommes et quelques subsides, mais le clergé refusa son concours. Maximilien, résolu à lutter jusqu'au bout, ne songeait toutefois pas à braver la volonté du pays. En novembre, le Conseil des ministres approuva la résistance. Alors seulement un manifeste publié le 1er décembre démentit l'abdication et proposa la réunion d'un congrès national où tous les partis se feraient représenter, qui décide-

1. Cette demande lui fut accordée.

rait en dernier ressort des destinées de la nation, et auquel Maximilien s'engageait à obéir. Aucun chef ne répondit à cet appel, et la France n'essaya même pas de l'appuyer, car, à la honte de la politique napoléonienne, cette héroïque résolution fut considérée avec infiniment de malveillance, et, dès ce jour, le pire ennemi du malheureux empereur, ce fut le gouvernement qui l'avait lancé dans l'aventure. Pendant que Bazaine refusait les subsides, sans discontinuer de toucher, par ses employés, les droits de douane — opération qui dura jusqu'au jour même de l'embarquement avec une avidité au-dessous de toute critique — ses soldats se repliaient vers Vera-Cruz. De nombreux particuliers conservaient ce sentiment de chevalerie, instrument principal de la grandeur de la France, que trois régimes démoralisateurs et successifs, Louis-Philippe, Napoléon III et la République bourgeoise, n'ont pu réussir, malgré leurs efforts, à extirper totalement. Près de 4.000 Français, honteux de l'égoïsme, de la cupidité et de la lâcheté de leurs dirigeants, s'engagèrent sous le drapeau mexicain, et, à la fin 1866, Maximilien disposait encore de forces redoutables, quand Bazaine lui porta le coup de grâce en ordonnant aux officiers et soldats autorisés à le servir, de rejoindre leurs corps, et aux Français libérés du

service, ainsi qu'aux étrangers, d'avoir à se réunir à l'armée, avant le 1er février, s'ils tenaient à être rapatriés. Le cabinet des Tuileries, irrité sans doute que des particuliers se montrassent plus généreux que lui, blessé dans son orgueil de juif enrichi, précipitait la chute de l'empire, et protégeait tacitement Ortega, qui lui paraissait, des deux compétiteurs libéraux, le plus disposé à entrer en arrangements. Convaincu enfin de l'hostilité de son allié, abandonné par son frère l'empereur d'Autriche, impuissant d'ailleurs à le secourir, suspect au clergé, entretenu dans le doute par la rancune papale, Maximilien voyait son armée fondre par les départs et les demandes de congé, et Juarez, qui venait de se débarrasser d'Ortega en le faisant arrêter à Brazas-Santiago, devenir le chef unique de l'opposition et se renforcer par des continuelles adhésions. En décembre, le Mexique présentait un aspect singulier ; une longue file d'hommes et de chariots suivait la route du sud entre Mexico et la Vera-Cruz : c'était l'armée française qui se concentrait pour s'embarquer et se désintéressait tout à fait des affaires du pays. Loin, derrière elle, de l'autre côté de Mexico, dans le nord, les juaristes, pour la plupart chefs de bande, Escobedo, Porfirio Diaz, Canales, se prononçaient pour l'ex-président

et s'emparaient des places évacuées. Dans l'intervalle qui séparait les lignes françaises des libéraux, des guérillas interceptaient les communications. Entre Mexico, habité par Bazaine, et Orizaba, résidence du pouvoir régulier gêné dans son exercice, et par l'armée française, et par les mécontents, le territoire légal se rétrécissait tous les jours. En octobre, Maximilien comptait autour de lui 15.000 fantassins et 5.000 cavaliers; en décembre il était défendu par 8.000 Mexicains de Marquez et de Miramon et par quelques Belges et Autrichiens attachés à son sort jusqu'à l'abnégation.

L'historien porte dans cette circonstance un jugement sévère contre Napoléon, non sans doute pour avoir évacué le Mexique, mesure qui s'imposait à ce moment, mais pour avoir aussi inhumainement sacrifié à des intérêts particuliers un principe et le prince qui le représentait, dont l'acceptation avait été subordonnée à la condition d'être soutenu par celui qu'on appelait le plus puissant monarque du monde. L'intervention au Mexique devenait impraticable, tant par l'exiguïté des ressources financières et militaires de la France, mises en comparaison avec celles des États-Unis reconstitués, que par sa situation politique intérieure et extérieure. Au moment où l'accroissement inattendu de la puissance de la

Prusse pouvait, d'un jour à l'autre, amener la guerre sur une question d'influence ou de territoire, il n'était pas prudent de distraire aucune des forces de la France pour une entreprise lointaine et difficile, dont il n'y avait à espérer aucun bénéfice. Napoléon III, s'il avait eu le tort de poursuivre une aventure jugée téméraire par l'Espagne et l'Angleterre, devait y renoncer en 1866. Nous n'en disconvenons pas. Mais ce qui est répugnant, c'est la façon odieuse dont on agit avec le malheureux Maximilien, dépouillé par des spéculateurs et des négociants, gent généralement peu scrupuleuse et qu'un gouvernement a toujours tort de protéger exclusivement. Ce qui nous console, c'est que ces intérêts véreux furent quand même lésés, et que le sacrifice de Maximilien ne profita guère aux lanceurs d'emprunts. En étudiant les agissements d'un gouvernement qui se solidarisait sans vergogne avec la lie de sa nation, on croit avoir affaire à quelque roi d'Israël et non au chef de la France. Pendant que Maximilien entrait en agonie, Napoléon III et sa cour s'apprêtaient, les coffres pleins et le cœur léger, à cette gigantesque orgie de la cupidité, qu'on nomme l'Exposition de 1867.

Amérique du Centre.

L'esprit de Carrera lui avait survécu, et l'année

qui suivit sa mort fut peu féconde en événements. Au Guatémala, le président Cerna, quelque peu compromis vis-à-vis des Yankees par les relations de son ami et prédécesseur avec l'empereur du Mexique, prévoyant la chute prochaine de Maximilien, tâchait d'obtenir l'appui de l'Europe par son prudent refus de participer à la guerre espagnole. Cette attitude était imitée par Costa-Rica et Salvador. Cette dernière république jouit d'un calme absolu, et les railleurs prétendaient que ce calme était dû surtout à l'exécution de Barrios. En Costa-Rica, M. Costéa, élu en remplacement de Ximénès dont les pouvoirs expiraient le 1er mai, occupa sans aucune difficulté, chose rare dans ces parages, le fauteuil de son prédécesseur.

Le Honduras et le Nicaragua suivaient une autre politique, et leur sympathie, à la fois platonique et diplomatique, était acquise à des congénères en guerre avec l'Espagne; c'est-à-dire que Honduras et Nicaragua envoyaient au Chili et au Pérou force plénipotentiaires, hommes à leur aise, qui aimaient les voyages, car on ne les payait pas, les finances et les ressources militaires de ces États s'opposant également à l'envoi d'une mission sérieuse et d'un secours. L'armée du Honduras compte cinq cents soldats; comme le Honduras est généralement en révolution, on croit

rêver en songeant au contingent qu'il peut fournir à un allié dans l'embarras. L'année s'ouvrit par l'élection régulière de Medina et par sa nomination au grade de lieutenant général, faveur exceptionnelle accordée par la nation à ce formidable guerrier. Le besoin de créer un haut grade pour le commandement d'une armée de cinq cents hommes est un nouveau sujet de rêve pour l'historien.

Le 9 octobre, Fernando Gusman, élu au Nicaragua pour succéder à Martinez, dont les pouvoirs expiraient en 1867, entreprit de terminer une discussion au sujet des Mosquitos, protégés par mesure de prudence par le cabinet de Londres, qui se réservait ainsi une porte ouverte pour s'immiscer dans les affaires de ces républiques, à travers le territoire desquelles les ingénieurs du monde entier traçaient les plans d'un canal interocéanique.

Amérique du Sud

Pour obéir à des complications électives forgées à dessein, les populations vénézuéliennes venaient au scrutin environ deux fois par an. Le maréchal Falcon accourut à Caracas, inquiet de la popularité croissante de Gusman Blanco, pour assister aux élections vice-présidentielles. Les généraux Marquez et Colina, patronnés par Falcon, furent

élus et Gusman Blanco envoyé en mission à Paris et à Londres, compensation ordinaire accordée par le nouveau pouvoir au pouvoir d'antan. Blanco parti, Falcon quitta derechef la capitale, en y établissant un ministère de son choix. Aussitôt, un conflit éclata avec le Congrès, d'abord au sujet de la guerre avec l'Espagne, ensuite sur la question financière, et se termina par une insurrection qui dura trois mois, mais qu'une innovation de Falcon termina brusquement. Le maréchal distribua aux insurgés un million de pesetas, pris dans les coffres de l'État, sur le solde de l'emprunt réussi par Gusman Blanco. Celui-ci protesta, écrivit dans les journaux d'Europe et fut destitué : cet acte parut excessif aux ministres qui donnèrent leur démission. L'anarchie était aux portes de Caracas, quand le vice-président Colina, qui évoluait par hasard aux environs, entra dans la ville avec un corps d'armée et força les ministres démissionnaires à rentrer en fonctions. Inutile d'ajouter que le Vénézuéla ne se trouvait pas en condition pour guerroyer avec l'Espagne.

Le politicien colombien en voyage en Europe avec le titre de ministre, le célèbre général Mosquera, avait été élu président. Comme les pouvoirs du titulaire expiraient le 1er août 1866,

le nouveau magistrat s'achemina vers Bogota où il n'arriva que le 19 mai, n'ayant pas terminé à temps quelques affaires. Ces affaires non terminées en Europe, c'étaient des emprunts, que, anticipant sur ses futures fonctions, il avait négociés à la première nouvelle de son élection; un emprunt à Londres de trente millions et un de cinq cent mille francs à Brême — disproportion qui fait encore rêver. — En garantie, il avait donné les revenus des douanes colombiennes, ceux des salines de Panama, et touché d'importants acomptes. Quand le Congrès connut ces transactions, il demanda à Mosquera de spécifier l'emploi des fonds, et, sur son refus, ne consentit pas à ratifier les emprunts. D'autre part le fédéralisme dont jouissait la Colombie s'opposait à toute initiative du pouvoir central, et le président de la Confédération avait outrepassé ses privilèges constitutionnels en engageant les ressources des États confédérés, mais autonomes. Panama protesta, et la présence d'une flotte des États-Unis avec le représentant desquels Mosquera se trouvait *en délicatesse*, rendait dangereux tout essai de coercition. Mosquera réussit toutefois à effrayer le Congrès de Bogota en le menaçant d'un appel au peuple et à l'armée, et parvint à faire voter les emprunts. Citoyen le plus considérable de son

pays, à la vie politique duquel il était intimement mêlé depuis tant d'années, le président jouissait d'un prestige dans les masses dont il profita pour commettre, en l'absence du Congrès, toutes sortes d'actes arbitraires. Le même homme qui, avec tant de modération, avait abdiqué le pouvoir, priva de ses droits tout citoyen colombien qui refuserait obéissance au gouvernement fédéral. Ce décret le mit en hostilité avec les présidents d'État, et les banques européennes refusèrent, sans supplément de garantie, de verser les soldes des emprunts. A court d'argent, les acomptes reçus ayant été dépensés, Mosquera fit saisir les ornements du culte et les troncs des églises, et s'aliéna les conservateurs comme il s'était déjà, par ses décrets, aliéné les libéraux. Mais le vieux politicien[1], dont l'opiniâtreté croissait avec l'âge, affectait de mépriser les criailleries, s'épanchait en invectives contre son prédécesseur Murillo, qui avait cependant fort sagement gouverné, et parlait d'en appeler au peuple et de se faire décerner la dictature.

— Comme on l'a déjà, Dieu merci, fait plus d'une fois, disait-il.

Ici non plus il n'y avait pas à intervenir dans

1. En 1866, Mosquera avait soixante-quatorze ans.

les affaires du dehors, et Mosquera manifesta le désir de conserver la neutralité, tant dans les affaires du Mexique que dans celles de l'Espagne.

L'Équateur, dévalisé par Garcia Moreno, déclara la guerre à l'Espagne pour obtenir des subsides du Chili ou du Pérou. Cette fanfaronnade ne signifiait pas grand'chose, car l'Équateur était incapable de disposer d'un soldat ou d'un matelot. Il est vrai que les subsides étaient tout aussi imaginaires. Mais enfin l'acte diplomatique était là... L'Équateur s'alliait au Chili, au Pérou et à la Bolivie, et déclarait la guerre à l'Espagne. Signé : le président CARRION ; contresigné : BUSTAMENTE[1]. L'unique conséquence de cet engagement fut que les principaux habitants de la ville commerçante de Guayaquil, livrée à la merci de l'escadre espagnole qui évoluait dans le Pacifique en bombardant de temps à autre quelque ville ouverte, s'enfuirent en déblatérant contre le gouvernement. Bustamente s'appuya sur ce fait pour demander de l'argent avec lequel il s'engageait à fortifier Guayaquil. Les Chiliens et les Péruviens se moquèrent agréablement du ministre, et prétendirent qu'ils avaient recherché *l'appui moral* de l'Équateur, mais qu'ils ne croyaient pas né-

1. Premier ministre.

cessaire de lui fournir les moyens de s'armer. *L'appui moral* de l'Équateur parut, même à Carrion et à Bustamente, un terme d'une exagération telle, qu'ils protestèrent et firent valoir l'importance de Guayaquil comme point stratégique de ravitaillement. Convaincu de l'exactitude de l'argument, le Pérou envoya des fonds que le gouvernement employa aussitôt à ses besoins, n'ayant pas d'autres ressources. Cette situation internationale eut pour résultat une accalmie intérieure. Carrion ne rencontra pas de compétiteur et l'année s'écoula sans autre incident.

La guerre civile qui désole toujours la Bolivie ne la gêna pas de contracter une alliance avec le Pérou et le Chili et de déclarer la guerre à l'Espagne, acte purement fantasmagorique, la Bolivie n'ayant même pas de port, et, par conséquent, de contact avec l'Europe. Mais probablement l'*appui moral* de la Bolivie était utile au Chili, car il l'en remercia en lui accordant, par un traité signé en août, l'administration des dépôts de guano de Mejillonès, objet de contestation entre les deux États, et dont le Chili s'était arbitrairement emparé en 1861. Quant à la guerre civile, elle se termina en juillet par le triomphe du général Melgareja, qui, après avoir occupé la Paz, procéda à une élection régulière, et fut nommé président.

Pérou et Chili.

L'histoire de ces deux États est intimement liée par la campagne soutenue avec succès contre l'Espagne. Il faut reconnaître que les péripéties de cette lutte sont instructives, et que, de part et d'autre, il y a à redire sur la façon dont elle a été conduite. Le dictateur Prado avait décrété en janvier la guerre, et en février, l'Équateur et la Bolivie avaient adhéré à un traité d'alliance défensive. La flotte espagnole, sous le commandement du brigadier Mendez-Nunez, était dans les eaux du Chili, dont elle bloquait les côtes. Les flottes américaines réunies en escadre attaquèrent, près d'Abtoa, deux grosses frégates cuirassées espagnoles. Le combat dura quelques heures et se termina à l'avantage des Péru-Chiliens. Les frégates, avariées, durent retourner à Valparaiso. D'autres échecs partiels de l'escadre enflèrent l'orgueil des Américains. La médiation du colonel Killpatrick, ministre des États-Unis, qui avait réussi à négocier avec le chef de l'escadre un arrangement, fut dédaigneusement repoussée. Alors le commandant espagnol déclara que si, dans le délai de quatre jours, le gouvernement chilien n'acceptait pas ses conditions, il bombarderait Valparaiso. Perez refusa, et le 31 mars, la ville ouverte fut bombardée. Après avoir commis d'immenses dégâts et préjudicié aux intérêts de nom-

breux particuliers, les Espagnols, sans raison apparente, quittaient, le 14 avril, la rade de Valparaiso, notifiaient la levée de blocus, et le 2 mai bombardaient Callao, sans plus de succès. Après un engagement de cinq heures, l'escadre, fortement avariée par le feu des forts, cingla vers la pleine mer, et quitta l'océan Pacifique pour réparer ses pertes dans un port de l'Atlantique. On s'imagine l'explosion de la joie peru-chilienne. Ovations à l'armée, décrets d'expulsion contre les Espagnols, proclamation d'une guerre à outrance, rien n'y manqua; mais cette guerre n'eut plus d'incidents, et on se contenta de s'insulter mutuellement de loin. Les États-Unis proposèrent alors leur médiation; les Péruviens ne voulurent entendre parler de rien, mais les Chiliens, plus sensés, entrèrent en pourparlers avec le cabinet de Washington.

Le conflit espagnol évita au Pérou la guerre civile; cependant, quelques officiers essayèrent quand même de se prononcer, et Prado crut qu'il valait mieux réunir un congrès, troquer sa dictature discutée contre une présidence régulière, et élaborer le plan d'une nouvelle Constitution, la vingtième depuis la proclamation de l'indépendance. Prado fut élu président en décembre.

République Argentine.

Guerre civile, ou guerre étrangère, c'est l'éter-

nelle histoire des républiques de l'Amérique du Sud; il n'y a pas de solution de continuité; quand l'une se termine, l'autre commence. Le général Mitre réunit le Congrès pour traiter des questions financières, et fit la guerre au président Lopez avec des alternatives de revers et de succès, sans trouver sur son chemin aucun compétiteur.

Florès, rentré à Montevideo, se décida à rompre ses relations avec le Chili, plutôt que de fermer le port à la flotte espagnole qui vint s'y ravitailler après l'échec de Callao.

Paraguay.

Forcé d'abandonner son plan d'invasion de l'Uruguay, Lopez s'était enfermé dans la forteresse d'Humayta, sur la rive droite du Parana, au-dessous du confluent de ce fleuve avec le Paraguay. Les alliés l'y poursuivirent, s'emparèrent de la ville de Corientès, et campèrent sur la rive gauche du Parana, en face du fort d'Itapiru, défense extérieure d'Humayta. L'armée alliée, forte de quarante-cinq mille hommes, se décomposait ainsi : trente-cinq mille Brésiliens du général Osorio, trois mille Uruguayens commandés par Florès en personne, et sept mille Argentins sous les ordres du Président de la Confédération Argentine, Mitre, nommé commandant en chef le lendemain du départ de l'empereur du Brésil.

La saison des pluies interrompit les hostilités, et l'hiver fut employé par les alliés à s'établir dans Corientès, pour y concentrer des approvisionnements, et par Lopez à se fortifier dans Humayta, autour de laquelle il construisit un vaste camp retranché pour les vingt mille hommes qui lui restaient. On se préparait de part et d'autre à une lutte sans merci, dont le résultat définitif devait être, au dire des alliés et de l'empereur du Brésil lui-même, la déchéance de Lopez et la modification du système dictatorial au Paraguay. Ces prétentions des alliés ne furent pas admises par nombre de Républiques américaines. Le Pérou et le Chili surtout n'hésitèrent pas à en condamner le caractère.

Cependant la flotte brésilienne (dix navires en bois et sept cuirassés) s'ancra au confluent des deux fleuves, et établit un blocus rigoureux. Le 17 avril, trente-cinq mille hommes et cent soixante-dix canons furent transportés sur la rive opposée du Parana, et, pendant que l'escadre réduisait en cendres Itapiru, l'armée de terre se dirigeait contre Humayta.

Le 2 mai, Lopez sortit de son camp retranché, attaqua les alliés à Estero-Bellaco, leur tua cinq cents hommes et les contraignit à s'arrêter au milieu des marais qui avoisinaient Hu-

mayta. Le 24 mai, un combat sanglant eut lieu à Tuyuti. Les alliés perdirent environ cinq mille hommes, mais réussirent à quitter le marais et à se maintenir dans Tuyuti. Lopez rentra dans son camp.

L'été se passa en escarmouches. Les assiégeants ne pouvaient avancer d'un pas, tant Lopez montrait de vigilance et ses soldats de bravoure. En juillet, Osorio, reconnu incapable, fut remplacé par le général Polydoro, qui, le lendemain de son arrivée, entreprit de prendre d'assaut les ouvrages de Curupayti, défenses extérieures du camp retranché. Après un massacre de trois jours on s'empara d'une batterie, mais ce succès relatif fut compensé par une perte de plus de 5.000 hommes. Lopez recevait des renforts, tandis que les troupes alliées fondaient à vue d'œil, par les combats, les privations et l'insalubrité du climat; on attendait avec impatience 10.000 recrues conduites par le général brésilien de Porte-Allegre, à travers les forêts inexplorées de la province de Saint-Paul. En août Porte-Allegre arriva; mais au lieu de 10.000 hommes, il n'en amena que 3.000. De même pour les renforts annoncés à Mitre de Buenos-Ayres. Sur 5.000 Argentins réquisitionnés, il en parvint 1.000 à Corientès. Le 8 août, les alliés comptaient encore 25.000 hommes,

mais Lopez avait complété ses cadres par des enrôlements opérés parmi ses dociles sujets. A Rio, on critiquait l'activité du général en chef Mitre; à Buenos-Ayres, celle de l'amiral brésilien de Tamandéré. Ces railleries exaspérèrent les deux commandants qui ordonnèrent le 22 septembre un assaut contre les fortifications de Curupayti. Repoussés, ils perdirent 6.000 hommes, et furent obligés de rentrer à Tuyuti. Le lendemain, Florès, mécontent de la direction de la campagne, abandonnait ce qui restait du contingent argentin (500 hommes à peine), et retournait à Montevideo, Polydoro et Tamandéré étaient rappelés, le général marquis de Caxias recevait le commandement des forces de terre et de mer, et Mitre lui-même, tout en gardant le titre de généralissime, se désintéressait de la conduite des opérations. Le nouveau commandant fut obligé de temporiser, car la saison interrompit derechef les hostilités. Lopez pouvait se glorifier d'avoir, pendant un an, résisté, au seuil de son pays, à trois armées, et d'avoir arrêté leur invasion. C'était un triomphe, et cependant le président du Paraguay prêta une oreille complaisante aux propositions de médiation du Chili; mais l'empereur du Brésil répondit qu'il aimerait mieux abdiquer que de cesser la guerre avant d'avoir précipité

Lopez d'un pouvoir exercé avec un despotisme sans nom, et Mitre affirma que l'ambition de Lopez, qui avait allumé la guerre sous prétexte de rétablir à Montevideo un gouvernement impopulaire, était un danger pour tous les États de la Plata. Les tentatives de médiation du Chili échouèrent, mais les États-Unis entreprirent à leur tour de réconcilier les partis, et M. Washburne fut envoyé en mission spéciale auprès de Lopez.

Brésil. L'expédition du Paraguay coûta son portefeuille au marquis de Olinda. Le cabinet se reconstitua en entier. Goes Vasconcellos fut nommé[1] président du Conseil. En dehors des changements successifs dans le commandement, la cause principale de l'échec de l'armée brésilienne, c'était la situation déplorable des finances. Les dépenses avaient de beaucoup dépassé les recettes, et les pertes de la flotte — Lopez avait coulé bas plusieurs vaisseaux de bois et fortement avarié une frégate — étaient évaluées à plusieurs millions. La fin de la séance fut orageuse. Il fallut la popularité personnelle de dom Pedro II pour détourner les députés de voter journellement des blâmes contre

1. Les autres ministres Ribeyra de Andrada, Affaires étrangères, Luctasa de Cunha Tasanaya, Torrès, Souza d'Antas, Sylva Ferraz.

les ministres. Pour ne pas être en minorité à chaque courrier du Parana, le gouvernement dut s'engager à terminer en 1867 une guerre de la prolongation de laquelle la nation le rendait responsable, dans son ignorance des ressources que Lopez avait su se procurer en tablant sur l'ignorance et le fanatisme de ses administrés. Et, de fait, il devait paraître étrange qu'un pays qui apparaissait à peine sur la carte d'Amérique, entre le Brésil et la Confédération argentine, pùt tenir aussi longtemps et aussi victorieusement tête à des voisins capables, à première vue, de l'exterminer sans effort.

Après avoir reconnu le nouvel état de choses au Mexique, le cabinet de Rio ne se fit pas représenter auprès de son souverain, et les relations cessèrent entre les deux empires. Cette attitude eût pu, il nous semble, servir à éclairer Maximilien sur la fragilité de sa situation en Amérique. Dans le conflit entre l'Espagne et les Républiques du Pacifique, le Brésil conserva une stricte neutralité.

Haïti et Saint-Domingue.

Les deux présidents, Giffard et Baez, au lieu de s'entr'aider, cherchaient à se nuire. La prise du Cap finit la rébellion à Haïti. Les chefs furent jugés, condamnés et exécutés; mais le plus important, Salnave, réussit à s'enfuir à Saint-Domingue

où Baez l'accueillit et le protégea. Par représailles, Giffard favorisa les généraux Cabrol et Pimentel, hostiles au pouvoir établi à Saint-Domingue. Cabrol s'insurgea, vainquit Baez, se fit élire président à sa place, et conclut un traité avec le président haïtien. Les partisans de Baez prirent les armes à leur tour.

1866 fut une des rares années sanglantes de notre époque et la dernière où l'historien politique et diplomatique trouvera de nombreux matériaux; 1867 ouvre la question sociale par l'évolution extensive du commerce et de l'industrie, dont la marche se réglera sur la formation des grandes agglomérations. Dès l'aurore de l'ère des nationalités, on s'était préoccupé des métiers pacifiques, moyen indirect, comme nous l'avons expliqué dans un des volumes précédents, de démolir les anciens principes sociaux; mais depuis 1859 on les avait, sans les abandonner, relégués au second plan. Le problème italien résolu, on trouva opportun, d'un commun accord, de laisser inachevé le problème allemand, pour suivre la seconde partie du programme tacite, imposé à l'humanité par la force mystérieuse qui règle ses destinées. Ma foi dans l'intervention de cette force peut paraître exagérée, et, dans

tous les cas, bavarde, car voici plusieurs fois que j'en parle. J'éprouve le besoin de m'en excuser auprès de mes lecteurs, à l'aide d'un raisonnement.

On peut croire, sans mysticisme ni crédulité, que les actes des hommes et des nations, à base rarement lucide, sont cependant quasi invariablement dirigés vers un intérêt direct, manifestation d'un bien invisible et insaisissable, et par conséquent mystérieux. La conservation, ce *vade mecum* des anciennes sociétés, et qui régit encore un peu la nôtre, est un concept vide de sens, car la stagnation, contraire à la nature d'une planète soumise au système de rotation et de transformation, ne saurait être appliquée à l'activité humaine. Une société peut-elle fonctionner selon des principes contraires au fonctionnement du tout dont elle fait partie? Évidemment non. Rien sur la terre n'étant immuable, il n'y a pas de raison à l'éternité de nos institutions. Ce serait un non-sens.

L'existence de tout ce qui respire, croît et existe sur la terre, repose sur le double système de formation et d'usure. Ces deux manifestations de la force dont nous dépendons fonctionnent sans aucune solution de continuité, et sans qu'on puisse accorder la priorité à aucune des deux. La rela-

tivité du bien et du mal est une des conséquences de ce fonctionnement. Nous ne savons jamais où le bien commence et où le mal finit. Nous appelons la formation un « bien » et l'usure un « mal », mais comment savoir si l'usure d'un objet qui se transforme immédiatement en un autre objet, ne produit pas l'amélioration et le progrès? En vue de ce principe, le membre sage d'une société ne doit pas diriger son activité vers une conservation impossible, mais vers une transformation qui s'impose, et qu'il doit travailler à rendre la moins douloureuse pour ses contemporains et pour lui-même. Car la transformation est invariablement douloureuse. C'est encore une loi générale et à laquelle ici-bas rien ne peut se soustraire. Les sociétés l'oublient souvent, les privilégiés, toujours; seuls les esprits relativement sages limitent l'éternité à leur propre durée. Ici, le calcul peut être parfois juste et parfois faux. Mais, en général, les conservateurs sont des monomanes qui travaillent à une œuvre improductive, et l'allégorie du tonneau des Danaïdes peut leur être appliquée.

Dans leurs fonctions naturelles de se former, de vieillir et de mourir, les sociétés souffrent comme les individus et chaque jour apporte un aliment à leur usure; comme les individus, elles

traversent des époques de transformation régulière, et des époques de crises violentes qui précèdent ordinairement les phases principales de leur durée : naissance, adolescence, puberté, mort. Comment qualifier l'instituteur ou le médecin qui, après avoir choisi l'époque de la vie où l'homme jouit de toutes ses qualités physiques, morales et intellectuelles, et où sa « formation » est arrivée à son apogée, travaillerait à l'y maintenir éternellement? On le qualifierait de fou, et cependant, l'illogisme humain est tel, que les conservateurs de toutes les sociétés les ont défendues avec courage et âpreté, et, quoique ces sociétés aient péri, elles trouvent encore des champions. Cette opiniâtreté est surtout sensible dans les choses religieuses. Les religions servent de base aux sociétés, et déversent sur elles leur influence pernicieuse. Juifs, Mages et Païens persécutant les Chrétiens sous prétexte d'atteinte à l'éternité d'une croyance; Catholiques employant le même terme consacré pour anathématiser la réforme; Koreichites exilant Mahomet, sont autant d'athlètes qui ont usé inutilement leurs forces, dans une lutte sans issue entreprise contre la première des lois terrestres, la transformation.

Il est cependant des heures dans l'histoire, et ces heures précèdent d'ordinaire les catastrophes,

où le conservatisme semble disparaître, et où la majorité, revenue à une plus saine appréciation des lois naturelles, reconnaît l'urgence d'un changement. Cette majorité, dont la formation a exigé une lutte longue et violente, se trouve, invariablement, en présence d'adversaires acharnés au combat, que le moindre bon sens les eût dû cependant empêcher d'entreprendre. Les choses se passèrent ainsi pendant la seconde moitié du XIXe siècle. Le groupe favorable au progrès social ouvrit en 1850 la lutte contre les conservateurs à outrance; l'Autriche, la Turquie, la Pologne, Nicolas Ier, Pie IX, François II, les esclavagistes et les daïmios, défenseurs de ce système inapplicable de stagnation qui a rendu si douloureuses toutes les transformations sociales. En 1866, ces courants contraires étaient endigués. C'est l'année du triomphe des idées transformistes.

Si les hommes raisonnaient, il n'y aurait pas de ces conservateurs toujours vaincus et se raccrochant toujours désespérément à une société, mise en décomposition par les lois naturelles au moment précis de sa formation totale. La réflexion leur eût appris que cette résistance ne servait qu'à donner le caractère d'une convulsion à une évolution régulière. Je crois que l'aurore du progrès ne se lèvera pour l'humanité que le jour

où toutes les intelligences — ou du moins la majorité des intelligences — comprendront :

1° Que le but logique des membres d'une société, c'est de travailler à sa transformation et non à sa conservation ;

2° Qu'aucune des branches de l'activité humaine n'ayant atteint un perfectionnement absolu, ce perfectionnement doit être l'unique but des efforts des hommes bien intentionnés ;

3° Que ces efforts peuvent être couronnés de succès, *tandis qu'il est totalement impossible, sur notre planète, de conserver quoi que ce soit dans un état de stabilité, et de lui éviter les péripéties ordinaires de la formation, de l'usure, de la rotation et de la transformation.*

Quand les hommes ne s'amuseront plus à torturer leurs idiomes pour inventer des insanités telles que : *l'Église catholique et éternelle, les immuables principes de 1789, etc.*, formules dont la présomption ne le cède qu'à la stupidité — et cependant ces formules conduisent les nations ! — ils comprendront peut-être ce que les penseurs seuls comprennent, c'est que l'unique moyen de réussir dans les combinaisons humaines, c'est de tabler, non sur la solidité, mais sur la fragilité des institutions. Là est le secret de la victoire des Cavour et des Bismarck. Les Polonais, en tentant de

secouer le joug de la Russie, ou le pape, en voulant régenter le monde, n'entreprenaient pas une œuvre plus difficile que l'unification de l'Italie et de l'Allemagne. Mais ils combattaient pour la conservation d'un principe caduc, indifférent à la majorité des hommes, et leur insuccès était aussi certain que certain était le succès de ceux qui avaient su adapter les forces encore réelles et existantes, quoique sur le déclin, de la royauté et de la discipline, au profit de l'idée des nationalités, et plus tard, de l'extension du commerce et de l'industrie, idées nouvelles et utiles à la transformation, sans être pour cela plus immuables et plus éternelles que celles qui les avaient précédées. La nature s'oppose résolument à l'immobilité; mais l'accélération de la transformation peut lui être indifférente, parce que la formation et la destruction s'obtiennent sans solution de continuité. Néanmoins, trop de précipitation dans la transformation est une erreur, moins désastreuse sans doute que la conservation à outrance, mais tout aussi pernicieuse dans ses effets et tout aussi douloureuse, car l'accélération d'une modification, phénomène extra-naturel, amène naturellement un surcroît de souffrance.

Les hommes sages procèdent sans se presser aux réformes nécessaires et saisissent le moment

opportun pour s'arrêter. Il faut dire à la louange de Bismarck qu'il donna cette impulsion à la politique de son pays. Laissant inachevée l'œuvre allemande, il consentit à expérimenter l'adaptation des activités pacifiques aux nationalités nouvellement réunies, et réserva ses revendications pour les faire suivre la fête industrielle annoncée par la France. Nombre de problèmes restèrent irrésolus : l'unité italienne, incomplète; l'unité allemande, scindée en deux; le problème d'Orient; celui de l'esclavage en Amérique; de nouvelles questions apparaissaient à l'horizon: Rome, le Luxembourg, les principautés danubiennes, le Mexique. Cependant, l'univers s'apprêta à participer à l'Exposition internationale de Paris, appelée à ouvrir les assises futures de l'industrie et du commerce.

1867

L'activité fiévreuse déployée aux apprêts de l'Exposition universelle ne parvint pas, en principe, à éloigner des esprits, en France surtout, une sourde inquiétude de la révolution allemande. L'optimisme officiel dont respirait la circulaire Lavalette, n'avait pas suffi pour ramener la confiance. On se préoccupait de l'insuffisance de l'armement, du rôle effacé joué dans les derniers événements, et on suivait anxieusement les travaux de la haute commission militaire et les études d'un fusil à aiguille perfectionné, nommé fusil Chassepot, récemment introduit. Mais, quand il s'agit d'augmenter l'effectif, et de le porter France.

à 800.000 hommes pour l'armée permanente et à 1.200.000[1] pour l'entrée en campagne, on se heurta aux clameurs de l'opposition, au sens de laquelle c'était un empiétement du pouvoir exécutif et une atteinte aux prérogatives du Corps législatif, appelé seul à voter le contingent. Malheureusement pour la France, le déplaisir de l'opposition fut, comme nous l'avons dit, partagé par les citoyens riches, effrayés de la perspective d'un service obligatoire de six ans, étendu, pour la garde mobile, à tout le monde. Ce recrutement fut jugé intempestif, établi au seuil d'une période de paix. En présence d'unanimes réclamations, l'empereur eut la faiblesse de déclarer par le canal de la presse officielle que cette partie du travail de la haute commission constituait une étude préparatoire, propre à être ultérieurement modifiée. Le surlendemain, pour affirmer la reculade de l'esprit militaire devant l'esprit mercantile et pour obtenir une trêve pendant l'Exposition, devenue l'objet de ses complaisances, l'empereur écrivit une lettre à Rouher, en date du 19 janvier, où il exposait un plan de réformes, dont le ministre d'État était requis de préparer

1. Armée active 400.000 hommes; réserve 400.000 hommes; garde mobile 400.000 hommes.

immédiatement l'étude : délivrance de la presse du régime administratif ; droit de réunion[1] ; participation du ministre sans portefeuille aux discussions de la Chambre; enfin suppression de l'adresse et son remplacement par un droit d'interpellation, réglementé toutefois précautionneusement. Ces concessions inattendues et incomplètes ne produisirent pas d'effet, et l'esprit dissident, oublieux des réformes réellement libérales, telles que l'adoucissement du régime de la presse et le droit de réunion, s'en prit à la réglementation minutieuse des interpellations, que le gouvernement fut soupçonné d'avoir rendu illusoires, en supprimant le droit d'adresse, seul moyen légal dont disposait l'opposition pour faire participer l'opinion à ses griefs.

En apparence florissant, l'Empire, déjà à son déclin, était mal dirigé par le souverain, en proie à une infirmité qui le rendait à la fois timide et opiniâtre, selon l'observation fort judicieuse de Beust. Désireux de faire la fête, il sacrifiait à ce caprice tous les intérêts. La publication du décret du 19 janvier, sans satisfaire les opposants, mécontenta les conservateurs, et il fallut remanier le cabinet. Randon, Chasseloup-Laubat,

1. Avec certaines restrictions.

Vuitry et Fould furent remplacés par le maréchal Niel, l'amiral Rigault de Genouilly et Forcade de la Roquette : Rouher prit le portefeuille des finances, tout en conservant le ministère d'État, cumul qui lui valut le surnom de vice-empereur[1]. Son influence était cependant contre-balancée par celle de Walewski, président de la Chambre, dont les opinions concordaient avec la direction momentanément prise. La rumeur publique commençait aussi à placer Émile Ollivier parmi les personnages politiques consultés. Le nouveau cabinet eut pour mission de présenter au Corps législatif les projets formés par l'empereur et énumérés dans sa lettre, ainsi que la loi militaire, amendée.

Avec une courtoisie intéressée, dans le but visible d'amener les dissidents à une trêve indispensable au succès de l'Exposition, l'empereur fit rebâtir au Corps législatif la tribune, supprimée en 1852. Comme, jusqu'à ce jour, les députés parlaient de leurs places, l'estrade étant réservée au gouvernement pour témoigner de la subordination de l'élément législatif, cette mesure plut à la frivolité humaine, et valut à Napoléon les félicitations sincères des libéraux, qui décorèrent cette concession spontanée du nom de victoire, en

1. Infligé par Émile Ollivier.

tinrent mieux compte à l'Empire que d'une réforme plus utile, et s'astreignirent à un certain mutisme pendant la saison d'été, afin de ne pas troubler les réceptions et les fêtes. Il y eut alors un dernier échange d'aménités entre ces deux vieux adversaires, prêts à entrer en lutte, le pouvoir personnel et la licence parlementaire. Une circulaire du directeur général des postes, qui avait autorisé, contre toute légalité, la recherche inquisitoriale dans les bureaux, d'une lettre autographe du comte de Chambord, évoqua le spectre de l'ancien régime, des lettres de cachet et des cabinets noirs. Blâmée par les députés de la minorité, elle fut reconnue illégale par le Gouvernement. La ligne de conduite tracée par Napoléon dans son discours du trône, — morceau oratoire remarquable, — contint la promesse « d'un développement d'institutions » et l'annonce d'une loi sur la réorganisation de l'armée, sur l'instruction primaire et les sociétés coopératives, l'engagement de réduire certains impôts et d'achever les voies de communication, faveurs réclamées à la précédente session par les quarante-quatre, mais écartées au scrutin[1].

1. L'empereur dit : Il est digne de vous et de moi de faire une plus large application des grands principes... le pouvoir est aujourd'hui fondé, et les passions ardentes, seul obstacle à l'expan-

Désavouée par le chef de l'État, et par conséquent désarmée devant le pays, l'ancienne majorité ne cacha pas sa mauvaise humeur. L''opposition, pour avoir consenti à mesurer momentanément ses attaques, n'abdiqua pas. Une interpellation plus directe suivit celle de la lettre du comte de Chambord. On dénia au Gouvernement le droit de supprimer l'adresse. Forcé de défendre des mesures qu'il avait critiquées, Rouher rattacha avec habileté les réformes du 19 janvier au plan d'ensemble, longuement médité, du rétablissement graduel des libertés qui constituent un grand pays et une grande civilisation, revendiqua à des collaborateurs plus favorisés par le public, l'honneur de l'antériorité des confidences, et termina en faisant appel à la concorde, qui permettrait d'envisager d'un regard plus tranquille les larges perspectives de l'avenir.

Émile Ollivier saisit l'occasion pour se déclarer ministériel et partisan des libertés sagement graduées. L'interpellation fut classée et la loi militaire, amendée par le Conseil d'État, soumise à

sion de nos libertés, viendraient s'éteindre dans l'immunité du suffrage universel! J'ai pleine confiance dans le sens et le patriotisme du peuple, et fort de mon droit que je tiens de lui, fort de ma conscience qui ne veut que le bien, je vous invite à marcher avec moi d'un pas assuré dans la voie de la civilisation. — Hélas! Quel rêve!

la discussion. Le projet déplut, quoique atténué et beaucoup moins onéreux pour les finances, l'égoïsme des citoyens et les institutions libérales. Le service actif était réduit pour tous les citoyens sans exception, de six ans à cinq, sans qu'aucune disposition restreignît le droit du gouvernement d'appeler en activité les soldats de la réserve, « même en temps de paix ». On crut s'apercevoir alors que les lois sur la presse et les réunions masquaient une usurpation, et comme les projets de ces lois révélaient la ferme intention du gouvernement de limiter ses libéralités autant qu'il serait en son pouvoir, on ne trouva pas la compensation suffisante. L'empereur vit que le projet de la commission se heurterait au Corps législatif à une minorité hostile, et serait soutenu par une majorité douteuse. La réorganisation était cependant indispensable, tant à la dignité de la France qu'à l'intérêt de sa dynastie. Dans le but d'annihiler cette disposition des députés frondeurs, Napoléon songea à élargir les prérogatives du Sénat. A cet effet, après avoir accordé le droit d'interpellation à la première Assemblée, il lui fit donner, par un sénatus-consulte en date du 14 mars, le privilège d'examiner, non plus seulement la constitutionnalité, mais aussi la valeur intrinsèque des lois, et de décider

par une résolution motivée, avant de se prononcer sur la promulgation d'une loi, qu'elle serait soumise à une nouvelle délibération, mais cette fois décisive et définitive, du Corps législatif.

Ainsi armé, le pouvoir procéda à la discussion sur la loi militaire, où la question extérieure fut traitée à la tribune, et où l'appréciation des événements de 1866 influa sur la fortune politique de trois orateurs, Thiers, Émile Ollivier et Rouher.

Thiers sonna le tocsin. La dissolution de la Confédération germanique, suivant de près l'unité italienne, lui apparaissait pleine de dangers. Il critiqua la politique impériale, qui s'était si résolument écartée de la direction séculaire imprimée à la France par les successeurs de Charlemagne. Mais le mal était fait. Puisqu'on avait à ses portes deux ennemis, il s'agissait de s'opposer à l'augmentation de leur puissance. Le devoir de la diplomatie, soutenue par une armée toujours prête à entrer en campagne, consistait maintenant à épier les mouvements des voisins, afin d'entraver, par tous les moyens possibles, les tentatives d'unification plus intime. Nuls sacrifices, nuls efforts ne devaient coûter, pour maintenir dans son dualisme l'Allemagne scindée en deux confédérations.

Ollivier indiquait une autre marche à suivre.

Selon lui, il fallait se résigner à l'état de choses existant et accepter sans méfiance l'entière unification de l'Allemagne. On s'évertuerait inutilement à lutter contre l'idée des nationalités. En ne s'opposant pas aux vues des unitaristes, la France se créerait des alliés fidèles. L'ère des conquêtes était passée. Chaque nationalité, dans les bornes de son territoire, travaille au progrès et à la civilisation [1].

Rouher répondit que tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes, et qu'il se félicitait de la désagrégation de la Confédération, masse de 75 millions d'hommes, partagée maintenant en trois tronçons, confédération du Nord, confédération du Sud, empire d'Autriche, et moins redoutable. A cette bizarre argumentation, réfutée d'ailleurs aussitôt par la publication d'un traité d'alliance entre les deux Allemagnes, Jules Favre riposta :

— Mais, si c'est comme cela, vous devez retirer immédiatement le projet de loi militaire !

Embarrassé, Rouher se servit de quelques arguments de Thiers et termina par cette phrase :

— La politique de guerre, personne ne la pro-

1. Idées, pour la plupart formulées par l'Empereur et justes, peut-être, mais éloignées de notre époque.

pose ; mais une politique vigilante, attentive, je l'approuve.

Comme on pataugeait en pleine question du Luxembourg, inopinément soulevée à la suite des pourparlers diplomatiques entre la Prusse et les Pays-Bas, et que cette question pouvait amener une complication, personne ne songea à approfondir le débat. Le droit d'interpellation ne laissait d'ailleurs que deux alternatives : l'approbation ou le blâme, l'ordre du jour pur et simple, ou le renvoi au gouvernement des interpellations. On ne pouvait, d'autre part, censurer le pouvoir dans une partie de sa politique sans créer un conflit périlleux, surtout par des ramifications extérieures possibles. L'ordre du jour pur et simple fut adopté, et suivi de la démission de Walewski, accompagné dans sa retraite par les marques de sympathie de l'opposition et par l'attitude glaciale de la majorité, à laquelle il était devenu odieux. Schneider le remplaça. Le départ de Walewski était un nouveau sacrifice à l'Exposition. On évitait ainsi, au Corps législatif, des incidents pendant les fêtes.

Rouher inaugura la politique de satisfaction; Ollivier lui succéda sans mieux réussir. Thiers avait eu raison. On s'en souvint en temps et lieu.

Les événements prenaient un caractère menaçant pour la paix de l'Europe. La Prusse persistant à tenir garnison à Luxembourg, le roi de Hollande prêta l'oreille aux suggestions d'une fort jolie dame dont il rémunérait l'amitié et qu'il visitait secrètement à Paris. Entreprise par un ami des Tuileries qui jouissait de ses faveurs gratuites, cette dame insinua à sa très ardente Majesté que la vente, moyennant beaux deniers comptants, du grand-duché de Luxembourg à la France, forcerait les Prussiens à quitter la forteresse et réaliserait un capital dont on pourrait disposer sans immixtion du parlement des Pays-Bas, le Luxembourg étant l'héritage personnel de la maison de Nassau. Les négociations marchaient bon train, quand une révélation prématurée des clauses éveilla la méfiance des Allemands. Bismarck, forcé par l'opinion, avertit le ministre de Hollande que la Prusse ne consentirait ni à évacuer la forteresse du Luxembourg, ni à reconnaître au roi des Pays-Bas le droit de disposer du grand-duché, pays confédéré allemand.

C'était la guerre probable, car la Prusse y était toujours prête. Mais l'Exposition, ouverte le 1er avril, tenait au cœur de Napoléon III, et la paix lui parut si désirable qu'il tenta un suprême effort pour la conserver. Moustier promit que la

France, tout en se croyant le droit d'acheter le Luxembourg, n'insisterait pas, car la proposition de vente n'était qu'un moyen détourné d'obtenir l'évacuation par la Prusse d'une forteresse qui, depuis la désagrégation germanique, ne pouvait plus être qualifiée de fédérale.

Fût-ce modération réelle, obéissance à la tendance vers la paix, invincible en 1867, ou résultat négatif des ouvertures faites à Vienne, Pétersbourg et Londres? Bismarck, prêt à la lutte, son armée entière sur pied, et sachant combien un conflit désobligerait Napoléon, ne profita pas de l'occasion et répondit que le roi Guillaume acceptait le principe de l'évacuation, dont les conditions pourraient être réglées par une conférence qui aurait pour base la neutralisation du Luxembourg sous la garantie de l'Europe. Le roi de Hollande s'empressa de proposer Londres comme lieu de réunion. La conférence n'eut qu'une séance, le 11 mai; en quelques heures tout fut terminé. Le Luxembourg, patrimoine exclusif de la maison de Nassau, était neutralisé sous la garantie collective des puissances signataires. La Prusse prit l'engagement d'évacuer la forteresse, convertie en ville ouverte. Le démantèlement devait coïncider avec le départ du dernier soldat prussien. Bismarck se mit aussitôt en mesure de

procéder à l'exécution du traité. La paix était assurée, mais l'alerte avait coûté à la France 200 millions, dépensés en préparatifs, et démontrait une dernière fois et clairement que la Prusse, forte et vigilante, était un adversaire redoutable.

Napoléon pouvait enfin jouir de son Exposition, dont le mauvais temps et les préoccupations politiques avaient retardé le succès. Les bâtiments du Champ de Mars recélaient, disait-on, des merveilles, mais ils étaient peu achalandés. Le public reculait devant l'encombrement des galeries et la boue du jardin. L'emplacement entre la Seine et l'École Militaire, détrempé quotidiennement par une pluie torrentielle, servait de but aux plaisanteries des Parisiens et aux doléances des rares étrangers. Le mois d'avril se passa ainsi en entier, et les pessimistes désespéraient déjà, quand, avec le beau temps, revint la sécurité politique. En mai, l'Exposition brilla d'un vif éclat, mais en juin ce fut un éblouissement, et cette fête de la paix se revêtit d'un manteau de splendeur à nul autre pareil. Rien dans l'avenir ne saurait lui être comparé; les Expositions de Vienne, Philadelphie. Amsterdam, Anvers, et même celles de 1878 et 1889, malgré leurs proportions colossales, ne furent que ses faibles, bien faibles reflets. Étincelant de propreté,

resplendissant d'un luxe à l'étalage duquel concouraient les richesses des continents et des îles, Paris lançait une gerbe de clarté sur l'Europe stupéfiée, hypnotisée, en extase devant cette ville superbe, admirant même ses vices et ses folies; car, si les splendeurs ne manquèrent pas à l'Exposition, les laideurs ne lui firent pas non plus défaut, et 1867 est le point de départ de cette ère de corruption, arrivée à son apogée, nous osons l'espérer, à l'heure où nous écrivons. La cupidité, élevée à la hauteur d'une institution, pénétra l'esprit généreux de la nation française, et l'amour de l'argent, sans aucune compensation de dignité et d'honneur, refoula au loin les vertus chevaleresques de nos ancêtres. L'aspect de Paris était féerique, mais tout y respirait le culte du veau d'or. Des vitrines derrière lesquelles des diamants alignés brillaient de toutes les couleurs du prisme au miroitement des centaines de becs de gaz disposés en spirales capricieuses; des voitures de gala plus nombreuses qu'aujourd'hui sont les fiacres, des tas d'or, d'argent et de billets de banque, artistement chiffonnés aux étalages, comme pour narguer la misère des passants; la lumière électrique, invention alors nouvelle, dont le foyer, placé au sommet de la porte Saint-Denis, projetait, jusque sur la place où devait s'élever le

nouvel Opéra, son long rayon livide, sous lequel une foule, si élégante qu'elle défie la comparaison, assiégeait les magasins, dont les propriétaires s'enrichissaient à vue d'œil, et les théâtres qui faisaient des recettes incroyables; toutes ces clartés se confondaient en un luminaire énorme, radieux, qui entourait Paris, et le faisait ressembler de loin à une icône du rite byzantin. Jusqu'à une heure avancée de la nuit, les cafés, les jardins publics, les galeries extérieures du palais du Champ de Mars servaient de rendez-vous à la prostitution de toutes les nations qui avaient envoyé à la France, pour y sacrifier sur l'autel de Vénus, leurs plus beaux spécimens féminins. Éblouis, insouciants et heureux, rois et princes s'accumulaient sur les boulevards avec tant de zèle, qu'ils formaient foule. Les premiers jours, on les regarda: puis, on n'y fit plus attention. Je me souviens d'avoir recueilli au bois de Boulogne un prince de sang impérial, oublié — tant il est vrai que tout est relatif sur cette terre — par la voiture officielle ou plutôt par le maître des cérémonies, à l'affût de personnages plus importants.

— C'est ainsi! disait philosophiquement le prince en s'appuyant avec une certaine volupté contre les coussins de ma modeste voiture... Il y

a tant d'empereurs, de rois... que moi... qui suis un habitué de Paris... on me donne le bœuf ! et on réserve le faisan pour les nouveaux venus.

L'amoncellement devint tel, qu'il fut impossible d'être poli pour tout le monde, et c'est à ce moment d'éclat réel et inusité qu'apparut au grand jour le manque de savoir-vivre de la cour impériale. L'Exposition de 1867 me rappelle ces dîners offerts par les banquiers israélites, où le maître de la maison, pour étaler ses relations devant chaque invité, réunit à sa table une quantité de princes, ducs et célébrités, qu'il froisse involontairement en les plaçant selon une hiérarchie imaginaire et mal combinée. La question de préséance à table, en apparence futile, a sa raison d'être, car elle mesure le degré de considération dans lequel on tient l'invité, et consolide ou rompt les relations. Aujourd'hui même, où les apprentis dominateurs qui nous gouvernent s'évertuent à briser les instruments de domination, ces usages ont conservé une certaine importance. Les financiers, au pinacle, réservent leur considération pour l'argent, et la question de préséance n'a plus aucun caractère de stabilité, destinée qu'elle est à subir les fluctuations de la Bourse. Un simple particulier, dont

la position sociale dépend d'une hausse ou d'une baisse, peut, sans danger, traiter de puérilités ces règles d'étiquette. Mais un souverain auquel la flagornerie a inspiré la conviction de la durée éternelle de sa dynastie, — je suis toujours à m'étonner que le titre des empereurs du bas-empire « Votre Éternité » soit tombé en désuétude, — tient énormément à ces nuances, derniers appuis de l'édifice monarchique. Les rois évitent de se rencontrer en trop grand nombre, de peur de diminuer leur prestige aux yeux de leurs courtisans, et le *parterre* réuni par Napoléon Ier à Erfurth fut un moyen d'humilier ses collègues. Aujourd'hui, où tout se démocratise, les souverains deviennent plus sociables, mais, en 1867, trois têtes couronnées mangeaient rarement ensemble; en étiquette, deux, cela va de soi; trois, c'est autre chose; les difficultés ne surgissent pas, car, dans ce milieu, tout est réglé et prévu, mais le sacrifice est obligatoire pour un des monarques. Le sacrifié n'a pas l'habitude de ce genre de sport; il n'est pas content, et sa mauvaise humeur influe sur sa politique : cela ne manque jamais. Le roi des Belges et le roi de Hollande[1], personnages de

1. Quelqu'un fit à ce sujet, en ma présence, l'observation à Rouher, qui eut la présence d'esprit de répondre :

— Ce sont des voisins et des amis, nous les recevrons comme tels.

médiocre importance, furent reçus au pied levé, et les familiers des Tuileries ne se gênaient pas de le dire, au grand scandale de ceux qui pratiquaient les anciennes traditions. Mais voici qu'Alexandre II et Guillaume de Prusse se trouvèrent invités en même temps, car il fallut obéir à une influence puissante qui voulait, à toute force, recevoir *deux grands souverains ensemble*. Ce fut d'abord le sultan et le tsar qu'on rêva d'accoupler ainsi, et, disait un loustic de la cour :

— Ce sera drôle, ils se regarderont comme des chiens de faïence.

Il fallut des torrents de diplomatie pour convaincre les dames initiées aux programmes de ces réceptions « en qualité de maîtresses de maison », que ce serait une haute inconvenance, quasi-impraticable d'ailleurs; que le sultan n'avait jamais foulé un sol infidèle, qu'il faisait cette concession à son protecteur de Crimée, mais qu'il n'était pas assez Européen pour s'astreindre aux règles de la courtoisie. Quant à Alexandre II, un personnage compétent et très spirituel prétendait qu'il ferait *ce qu'on voudra* et se prêterait à tout, considérant sa visite à Paris *comme sans aucune importance*. On se prévalut longtemps de cette phrase dédaigneuse pour insister sur une combinaison qui charmait la frivolité de la cour.

Enfin, on invita le tsar avec le roi de Prusse, sur lequel on résolut de se venger de la campagne de Sadowa et de l'affaire du Luxembourg. Pendant le séjour des deux monarques l'étiquette ne reçut, je le suppose, aucun accroc, mais les prévenances dont on combla Alexandre II reléguaient si ostensiblement le vieux Guillaume au second rang, que Bismarck, au retour, dit à quelqu'un qui lui demandait s'il avait été satisfait de son voyage à Paris :

— Très satisfait ! on nous a traités avec beaucoup d'égards. Le roi surtout... Aussi, quand je croirai le moment venu pour leur faire la guerre... je n'aurai pas tant de peine qu'en 1866 à obtenir les pleins pouvoirs nécessaires ! Et je suis content ! très content !

De juin à octobre, on était invité à l'entrée d'un souverain, ou à la réception d'un prince, comme en temps ordinaire, on est invité à dîner, si on va dans le monde ; deux ou trois fois par semaine. Le roi des Belges, de Hollande, de Portugal, de Prusse, de Bavière, de Wurtemberg, de Suède, le Sultan, l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche, — venu en dernier après s'être fait prier, — le fils du roi d'Italie, de Suède[1], le prince

1. Qui resta à Paris la moitié de l'Exposition.

de Galles, le Khédive..., des personnages exotiques, apocryphes ou réels, le neveu du Taïcoun, un prince cochinchinois que j'entendis l'amiral Bouët-Willaumez tutoyer à un bal au Louvre, chez Rouher. Le prince parut flatté et témoigna à l'amiral beaucoup de respect. Quelques instants auparavant, j'avais vu le cérémonial méticuleux observé par la suite du neveu du Taïcoun, et je dis :

— Chaque peuple a ses usages. Les princes cochinchinois sont moins fiers que les japonais.

— Prince.. Prince... répondit l'amiral... sans doute... mais... Enfin! cela amuse l'impératrice[1].

A l'exception de ce léger désarroi, inhérent à la cour de Napoléon III, qui manquait de traditions, mais non de magnificence, la réception faite à ces grands de la terre fut splendide. Le préfet de la Seine, les ambassadeurs, les particuliers, rivalisèrent de dépenses pour ajouter au faste impérial. L'opposition elle-même, sans désarmer ni accepter formellement de trêve, adopta l'Exposition en qualité de fête nationale et consentit à s'abstenir jusqu'à une nouvelle convocation, exceptionnellement rapprochée, de trop vives discussions qui pouvaient avoir pour suite

1. Il faudrait consulter l'almanach de Gotha pour énumérer les princes qui vinrent à Paris en 1867.

un ralentissement dans l'affluence des étrangers. Quoique les réformes préconisées le 19 janvier ne s'introduisaient pas, et que le plus clair en était la suppression de l'adresse — car le gouvernement, après avoir toléré trois interpellations, n'en tolérait plus, s'abritant derrière l'ancienne constitution — et quoique les lois sur la presse, les réunions et l'armée ne parvenaient pas à être votées, l'opposition se borna à critiquer, par principe, le budget; quant au reste, on n'en parla pas. Un discours de Thiers, et quelques incidents extra-parlementaires témoignaient seuls de la ténacité des rancunes. Au demeurant, la France, flattée de réunir ainsi l'Europe en ce gigantesque gala, laissait quelque répit à l'organisateur de la fête.

Tout à coup, deux événements assombrirent l'allégresse générale et atténuèrent l'exubérance de la jubilation de Napoléon III. Venu à Paris pour *s'amuser*, le tsar avait retenu, par télégraphe, le soir même de son arrivée, une loge au théâtre des Variétés, pour la représentation de *la Grande-Duchesse de Gérolstein*, bouffonnerie où les souverains et les généraux étaient couverts de ridicule, mais qui avait le privilège d'amuser énormément les rois et les militaires. Le lendemain, il alla dîner en fiacre, en cabinet particulier, au Café

Anglais. Le tsar se divertissait comme un vulgaire boyard, se croyant en sûreté chez le « *bon frère* » qui l'avait invité à cette noce, quand le polonais Berezowski lui tira un coup de pistolet. La balle blessa le cheval de l'écuyer Rambaux, et le sang éclaboussa les deux grands-ducs Alexandre et Vladimir, assis sur le devant de la calèche, dont le fond était occupé par les deux souverains. Le tsar, impassible, sourit, et Napoléon, avec cette bravoure et cette présence d'esprit qui ne l'avaient pas totalement abandonné, dit en lui serrant la main :

— Nous voilà amis, sire; nous avons vu le feu ensemble.

Mais la noce était finie. Déjà, au palais de justice, Alexandre II s'était aperçu que sa visite n'était pas agréable à tous les Français[1]. L'attentat refroidit son entrain pour les excursions dans Paris. Réduit aux distractions officielles qui lui

1. L'incident m'a été raconté par deux témoins oculaires : M. Floquet et un aide de camp qui accompagnait le tsar, le prince Radziwill. M. Floquet affirme avoir crié « *Vive la Pologne!* », moins pour être désagréable au tsar qu'à Napoléon III. Radziwill relate un fait très caractéristique. La timidité du tsar était extrême. Les avocats, mécontents de l'action de Floquet, se mirent à crier : « A la porte! » Convaincu que ces mots s'adressaient à lui, Alexandre II tournait le dos pour s'en aller, quand il s'aperçut que, au contraire, la majorité des avocats blâmaient l'attitude de M. Floquet. Alors, souriant, il continua, avec quelque gêne cependant, sa visite.

parurent bientôt insipides, il ne songea plus qu'au départ. Ce séjour à Paris entama les sentiments d'amitié qu'Alexandre II avait voués au monarque français. La fin de l'aventure brouilla tout à fait les cartes. Le jury appelé à statuer sur le cas de Berezowski admit les circonstances atténuantes, et l'assassin du tsar, qui, en Russie, aurait mérité mille morts, fut condamné aux travaux forcés. Je me demande quelles circonstances atténuantes présentait un crime pareil ; une seule, peut-être : la folie entraînant l'irresponsabilité ; alors il eût fallu l'enfermer dans un hospice d'aliénés. Car enfin, voici un Polonais révolté qui bénéficie de l'hospitalité française et qui tente d'assassiner un auguste convive, abrité sous les lois de la même hospitalité ! Quelles conséquences pour la France si Alexandre avait été tué ! Sans préjudice de la honte de n'avoir pas su garder un hôte pareil, combien ce sang eût divisé les deux peuples ! Et puis, pourquoi tuer Alexandre II ! Berezowski croyait-il qu'Alexandre III, en succédant à son père, assassiné par un Polonais, eût été plus affectueux et plus doux pour ses compatriotes ? Qui donc se serait réjoui de la mort du tzar ? Berezowski seul. Par un sentiment de basse et stupide vengeance, cet homme préjudiciait sciemment aux intérêts de trois entités : la France, la

Russie, la Pologne. Où donc sont les circonstances atténuantes? Si on considère la portée de l'action selon le préjudice causé, quel plus grand crime que celui médité par Berezowski! Je crois que les Français, dans leur état normal, auraient pesé ces considérations, et que l'opinion eût exigé la condamnation à mort de l'assassin — dont Alexandre, sans aucun doute, eût demandé la grâce. — Mais, à ce moment, taper sur le pouvoir absolu, c'était taper sur Napoléon III, et cette tendance amena les circonstances atténuantes dont bénéficia Berezowski. La cour de Russie fut extrêmement froissée de l'arrêt[1].

Le câble transatlantique avait transmis, un soir de gala, la nouvelle de la captivité de Maximilien; quelques semaines après, il annonça sa condamnation à mort et son exécution dans les fossés de Queretaro. Napoléon n'eut pas le loisir de s'apitoyer sur le sort de celui, qui, sur sa parole, avait traversé les mers. Les fêtes succédaient aux fêtes et refoulaient les pensées de deuil. La fatale nouvelle arrivait au moment précis où on promenait le sultan à travers les galeries. Il y avait

1. Aujourd'hui encore, on s'en souvient, et ce sont ces réminiscences qui entravent une alliance qui s'impose, qui se fera sans doute si elle est nécessaire, mais qui aurait pu se faire plus franchement sans ces souvenirs.

aussi la distribution prochaine des récompenses. Mais quand la clôture de l'Exposition eut laissé Napoléon face à face avec son peuple, le souvenir de l'infortuné empereur du Mexique a dû revenir souvent à sa mémoire et le suivre jusqu'à Wilhelmshöhe et Chislehurst.

A la discussion du budget, inopinément alourdi par les préparatifs d'armement, Thiers prit prétexte de la mort de Maximilien pour flétrir une expédition, entreprise contre l'avis du public, des Chambres, même de quelques conseillers de l'empereur, et qui avait coûté à la France tant de sang et d'argent.

— Qu'en conclure, s'écria Thiers, sinon qu'à côté de tout gouvernement, il faut un contrôle permanent et effectif.

L'énorme somme de 160 millions de francs, dépensée pendant les incertitudes de la cession du Luxembourg ne trouvait pas de place au budget, et il fallut l'intercaler provisoirement dans la dette flottante. Cette insouciance parut excessive, même aux bonapartistes, et Persigny la blâma au Sénat.

— Voilà l'ère des découverts réouverte, s'écria un plaisant.

Pendant les vacances, on oublia tout pour le Sultan, à la rencontre duquel les Parisiens cou-

raient par milliers, s'accrochaient aux grilles des Tuileries, montaient sur les toits. Le Sultan passa. On le vit à la distribution des récompenses et on prétendit qu'il avait les mains noires, ce qui était vrai. L'Exposition, sans désemplir, touchait à sa fin, et un orage se formait à l'horizon. Les Italiens attaquaient Rome ; le devoir de la France eût été d'intervenir, mais les fêtes n'étaient pas terminées ; on attendait l'hôte le plus illustre, cet empereur d'Autriche qu'on avait vaincu et qui avait consenti à rendre à Napoléon III une visite reçue récemment à Salzbourg, dernier hommage du présent au passé, du César parvenu au César apostolique ; il s'agissait aussi de s'entendre avec le Parlement.

On bâclera tout cela à la hâte; en octobre, on interviendra en Italie et on recevra François-Joseph, puis on se mettra en mesure de dompter ou de tromper l'opposition. En attendant, on prolongera l'Exposition, l'empereur d'Autriche sera traité avec toute la magnificence voulue, et on répétera en son honneur les fêtes qui avaient été données aux autres invités.

Les choses se passèrent, en effet, comme l'avait désiré Napoléon, mais la nouvelle du départ de la division Failly pour Rome coïncida avec l'arrivée de François-Joseph, et le peuple de Paris,

irritable et frondeur, cria sur son passage : « *Vive Garibaldi! à bas l'intervention!* » ce qui n'était pas fait pour engager les souverains de vieille roche à fréquenter Paris et la cour.

— C'est très beau de régner sur la France, disait le shah de Perse quelques années plus tard, mais que cela doit être fatigant!

L'empereur d'Autriche rentré dans ses foyers, et le but de l'expédition en Italie, entreprise pour défendre le pouvoir temporel du pape, atteint, on revint aux soins quotidiens de la vie intérieure. L'Exposition râlait; les pluies lui avaient porté le coup mortel. La grande fête finie, les salons vides, les maîtres de la maison, avant de se coucher, allaient régler leurs comptes. Il y avait de l'électricité dans l'air. Les députés de l'opposition revenaient pleins d'audace. La trêve du plaisir était expirée : on avait bien fait les choses et laissé le couple impérial s'amuser à gogo; c'était à l'empereur à s'exécuter maintenant.

Pendant qu'on déménageait au Champ de Mars, Napoléon III ouvrit la session du Corps législatif pour l'année 1868 [1]. Le discours du trône traita quasi exclusivement la question exté-

1. 18 novembre.

rieure, et résuma ainsi la question intérieure :

« Cette session sera principalement employée à l'examen des lois dont j'ai pris l'initiative au mois de janvier. Je n'ai pas changé de conviction sur l'utilité de ces réformes. Sans doute, l'exercice de ces libertés nouvelles expose les esprits à des excitations et à des entraînements dangereux; mais je compte à la fois, pour les rendre impuissants, sur le bon sens du pays, le progrès des mœurs publiques, la fermeté de la répression, l'énergie et l'autorité du pouvoir. »

Le défaut de ce discours, c'était d'être trop habile; l'empereur, au fond, ne s'engageait à rien. L'opposition, en apparence satisfaite de ces vagues promesses, procéda à la discussion de la loi militaire présentée par le gouvernement, avec certaines modifications, réclamées par la majorité du pays. Au fond, la nouvelle loi ne différait de celle de 1832 qu'en deux points importants : un changement dans la durée du service, porté à neuf ans (cinq dans l'armée active et quatre dans la réserve); et l'organisation d'une garde nationale mobile évaluée à 500.000 hommes. Le chiffre effectif des forces françaises était porté — sur papier — à 650.000 hommes (400.000 armée active; 250.000 réserve; plus 500.000 gardes nationaux mobiles). Le service obligatoire parut

à la plupart des citoyens une charge trop lourde. Quelques lucides seulement prétendaient que le vote définitif du projet n'élèverait pas la France au niveau de la Prusse, car la loi, pour ne pas porter atteinte aux privilèges du Corps législatif, ne déterminait point, *a priori*, comme les projets antérieurs, le chiffre total de l'armée, les évaluations données étant seulement approximatives[1].

Au moment d'ouvrir la discussion, le gouvernement fut saisi de trois demandes d'interpellation sur les événements d'Italie : deux présentées par les membres de la minorité, Jules Favre et Jules Simon, la troisième par Chesnelong, qui votait avec la majorité. Il parut impolitique de se refuser à des explications et les interpellations furent autorisées.

Voici ces événements.

Pendant que la plupart des laïques travaillaient à cette Exposition de 1867, qui devait les émerveiller, Pie IX célébrait avec bruit le centenaire de Saint-Pierre, au milieu d'un grand concours d'ecclésiastiques. Il vint cette année à Rome plus de dix mille prêtres, dont six mille français. Le Saint-Siège.

1. La loi établissait le système très critiqué de remplacement administratif et de l'exonération avec prime.

Pape ne décolérait pas ; il prononça le 20 janvier, au consistoire, une allocution dans l'esprit du Syllabus, qu'il termina par la condamnation des principes modernes et par l'annonce de la convocation, pour l'an prochain, d'un concile œcuménique.

Depuis le départ des Français, les Italiens guettaient l'occasion de chercher noise au Pape, et de manquer à la convention du 15 septembre, sans toutefois mettre les torts de leur côté. Récemment encore une violation du territoire de l'Église avait été désavouée par Garibaldi lui-même. Le concile fournit aux irrédentistes un argument. Il ne fallait pas laisser le Pape créer une agitation religieuse au centre même du royaume. Pendant que le gouvernement de Victor-Emmanuel protestait contre la mission d'un certain général Dumont, envoyé secrètement pour raréfier les démissions qui se produisaient sans cesse parmi les soldats de la légion d'Antibes, maltraités et soumis à la férule ecclésiastique, une bande de volontaires traversa les cordons italiens et entra en armes sur le territoire de l'Église. Aussitôt Garibaldi se dirigea ostensiblement du même côté. Alarmé pour son Exposition, Napoléon désavoua Dumont, qui avait d'ailleurs rempli sa mission maladroitement, et le cabinet de Florence se vit obligé

de temporiser, d'arrêter Garibaldi près d'Arezzo, et de l'interner dans la forteresse d'Alexandrie. Mais le peuple exprima son déplaisir de cet internement avec tant d'ensemble, qu'on crut de bonne politique de laisser l'ex-dictateur libre de retourner à Caprera, que la flotte bloqua aussitôt.

Le gouvernement italien, persuadé de l'indifférence de l'Europe pour le Saint-Siège, crut pouvoir, aidé de la minorité libérale française, forcer Napoléon à s'abstenir d'une intervention directe. Si Garibaldi et ses volontaires chassaient le Pape de Rome, sans aucune coopération officielle, Victor-Emmanuel ne pourrait pas être accusé d'avoir violé ses engagements. Procédant comme ces plaideurs qui demandent des dommages-intérêts exorbitants, pour en obtenir de raisonnables, le ministre d'Italie insinua à l'empereur des Français, qu'en présence de l'insurrection des sujets de Pie IX, le gouvernement du roi se trouverait peut-être forcé d'occuper les États de l'Église afin d'y rétablir l'ordre. Ce que les Italiens appelaient *insurgés* c'étaient les irrédentistes, qui bataillaient avec les soldats du Pape, zouaves pontificaux et légion d'Antibes. Sous les ordres des principaux chefs du parti radical, la plupart députés, Nicotera, Acerbi, Salomone, diverses bandes passèrent à travers l'armée régulière forte de quinze mille

hommes — quand la chancellerie en accusait à la France plus de quarante mille — et avec sa plus évidente complicité, s'emparèrent des localités qui se trouvaient sur leur chemin, avec l'intention d'occuper Rome, sous prétexte d'y rétablir l'ordre. On espérait que la France laisserait faire. Mais la conservation, au Pape, de ce qui lui restait de temporel, était pour Napoléon III une question de dignité. Il fut répondu à Nigra que la France ne s'engageait à rien, mais qu'aucune détermination ne serait prise sans entente préalable avec l'Italie. Napoléon ajouta :

— Et je demande à votre gouvernement d'user avec moi de réciprocité.

C'est précisément ce que l'Italie craignait le plus. Aussi Ratazzi, alors au pouvoir, abusé par le ton conciliant de l'empereur, espéra en arriver à ses fins en occupant militairement les États du Pape. Les ordres nécessaires allaient être expédiés à l'armée, concentrée déjà dans les provinces napolitaines et dans les Maremmes, quand la France envoya son ultimatum : arrestation des bandes dont l'intention serait de traverser les lignes italiennes; fermeture des bureaux d'enrôlement, et proclamation du roi rappelant ses sujets au respect de la convention avec la France. A ces conditions, Napoléon

consentait à ne pas intervenir. Les Garibaldiens envahisseurs du territoire pontifical avaient été vaincus à chaque rencontre avec les soldats du Pape, à Acquapendente, à Monte-Liberto, à Nerola, et si l'armée italienne restait neutre, il était évident que Pie IX se débarrasserait seul des irrédentistes.

L'ultimatum plaçait le cabinet Ratazzi dans une situation insortable: ne pas obtempérer aux exigences de Napoléon, c'était la guerre avec la France, car l'envoi du document était accompagné de la mobilisation de la division du général de Failly, à l'embarquement de laquelle on procédait activement; y obtempérer, c'était désavouer le ministre qui avait donné l'ordre de concentration, et parlé si haut aux plénipotentiaires français. Victor-Emmanuel, très embarrassé, écrivit à Napoléon : l'empereur parut disposé à un atermoiement, mais sa première exigence fut un changement de ministère. Ratazzi donna sa démission, le roi chargea Cialdini de former un cabinet, et tout semblait terminé, quand Garibaldi trompa[1] la vigilance de la flotte, accosta en canot un navire américain qui le conduisit sur la terre ferme, accourut à Florence, harangua le peuple et com-

1. La flotte se laissa surprendre.

manda un train spécial pour rejoindre dans la campagne de Rome la bande commandée par son fils Menotti. Cialdini, délégué par le roi auprès de l'ex-dictateur, le supplia de renoncer à sa folle entreprise.

— Ne l'espérez pas! répondit Garibaldi.

— Vous serez battu! tué... car nous ne pouvons rien pour vous.

— Soit, je mourrai!... mais la balle qui me frappera en pleine poitrine sera utile à l'Italie.

L'arrestation de Garibaldi, député inviolable, illégalité commise à Arezzo et vivement reprochée au gouvernement, eût été dangereuse, surtout en pleine crise ministérielle. Ni Ratazzi ni Cialdini ne consentirent à en assumer la responsabilité. Le fougueux patriote passa sans être inquiété à travers l'armée régulière, prit le commandement des bandes éparses, les réunit en une seule, battit les papalins à Monte-Rotondo, à quelques lieues de la capitale, et s'établit dans cette position qui dominait Rome, avec l'intention d'ordonner l'assaut, et d'opposer à l'intervention et à la diplomatie le fait accompli. L'arrivée de Garibaldi coïncida avec une démonstration populaire à Florence, sur la place Pitti, qui, en obligeant le roi à une inaction forcée, dissipa les hésitations

de la chancellerie française. Deux divisions, sous les ordres du général de Failly, immédiatement embarquées, prirent terre à Civita-Vecchia, le 27 octobre, deux jours après la prise de Monte-Rotondo, et pendant que l'émeute grondait à Rome. L'expédition dirigée, selon la déclaration solennelle de Napoléon III, « non contre l'Italie, mais pour obvier à son impuissance », provoqua une telle explosion de colère, que Victor-Emmanuel n'osa pas contremander l'ordre donné aux troupes de passer la frontière. A mesure que les Italiens pénétraient dans les États de l'Église, ils occupaient des villes dont les habitants procédaient spontanément à des plébiscites et votaient l'annexion au royaume d'Italie. Terracine, Viterbe, Frosinone, Velletri, témoignèrent ainsi de leur aversion pour le joug ecclésiastique. Failly trouva les affaires de l'Église dans un état lamentable. Les Italiens approchaient de Monte-Rotondo, où Garibaldi préparait l'assaut, et Pie IX songeait, à l'exemple de ses prédécesseurs, à s'enfermer au château de Saint-Ange, dernier refuge des vicaires du Christ aux abois. Force fut à l'obstiné pontife de se réjouir de l'arrivée de ses fidèles protecteurs, mais il dit « que cette joie avait été une de ses plus grandes douleurs ».

Le gouvernement français, considérant l'entrée

des Italiens comme un *casus belli*, avait enjoint au général de Failly de « chasser du territoire » pontifical tous ceux qui s'y trouvaient sans » l'aveu du Pape, quelque drapeau qu'ils ar- » borent ». Cependant, l'Angleterre et la Prusse s'interposèrent. Ordre serait donné à Garibaldi de quitter Monte-Rotondo et de se placer derrière l'armée régulière qui évacuerait immédiatement le territoire de l'Église sans accepter les annexions votées. Moyennant ces dispositions, la France consentit à respecter le drapeau italien. On n'en usa pas aussi poliment avec Garibaldi. Le 3 novembre, les Pontificaux et les Français au nombre de cinq mille l'attaquèrent à Mentana, au moment où, obéissant aux injonctions de son gouvernement, il quittait Monte-Rotondo et descendait la route de Tivoli. Le combat, long et sanglant, dura jusqu'à la nuit. Garibaldi, vaincu, opéra sa retraite, se rendit au général Ricotti, et fut interné à la Spezzia avec ses deux fils[1]. Ce fut le dernier triomphe des armes de Napoléon III, et, cette victoire, où, selon l'imprudente expression de Failly, « les chassepots avaient fait merveille », préjudicia plutôt qu'elle ne servit à la gloire de

1. Garibaldi obtint presque aussitôt la permission de retourner à Caprera.

la France. Elle exaspéra les libéraux contre le pouvoir, et, en donnant à celui-ci une fausse idée de l'excellence de l'armement, le rendit moins soucieux de son perfectionnement.

Le lendemain de Mentana, les Italiens, attentifs à la voix de la raison, repassèrent la frontière. Pour affirmer ses intentions conciliantes, Napoléon contremanda aussitôt le départ d'une troisième division, ordonna à Failly de se contenter d'occuper Civita-Vecchia, et assura le cabinet de Florence que cette occupation cesserait dès que les circonstances le permettraient. A cet effet, la chancellerie française invita le 9 novembre tous les États européens, grands ou petits, catholiques ou non, signataires ou non des traités préexistants, à participer à une conférence, réunie dans le but de résoudre la question du pouvoir temporel du Saint-Siège. Le danger passé, la curie reprit quelque peu de son arrogance. Mais l'alerte assagit le Pape en ce sens, qu'il comprit que son pouvoir, établi par Dieu, existait sur terre, à la condition que les hommes voulussent bien se prêter à la combinaison. Après avoir obtenu de Napoléon la promesse formelle du maintien du principe de la puissance temporelle, il consentit à participer à la conférence, et pour la première fois, autorisa une infraction à

son système de *non possumus*. De son côté, Victor-Emmanuel, las des tracas successifs issus de la non-solution du problème, s'engagea à s'y faire représenter. L'adhésion des deux adversaires fut suivie de celle de quelques États secondaires (Suède, Espagne, Portugal), mais les grandes puissances, peu jalouses de partager avec la France les embarras de la question romaine, ne se pressaient pas de répondre, et leur décision n'était pas encore connue, à Paris, à la fin de l'année.

Italie. Féconde en crises ministérielles, l'année s'acheva par une rupture avec la France, car c'est à une rupture déguisée qu'aboutirent les négociations terminées par un replâtrage. Une phrase maladroite prononcée par un orateur officiel, et acclamée par la majorité du Corps législatif, refroidit singulièrement les sentiments des Italiens pour leurs libérateurs. Entraîné par son éloquence, excité outre mesure contre l'opposition, Rouher s'était écrié après Mentana : — Jamais les Italiens n'iront à Rome!... Non! jamais!... Et la majorité de crier : « Jamais ». Ce malencontreux *jamais* dura trois ans, mais il brisa l'entente cordiale des deux nations, qui se méfièrent depuis, et non sans raison, l'une de l'autre. Cependant, avant d'en arriver là, il faut reconnaître

que les gouvernements travaillèrent à éviter les heurts issus de l'essence même des traités existants. Ricasoli, décidé à respecter religieusement ces traités, et trop homme d'État pour ne pas craindre un affaiblissement exagéré du pouvoir papal, fit dissoudre une Chambre qui lui avait infligé un blâme motivé, pour avoir noué avec le clergé une négociation à l'effet de liquider les biens ecclésiastiques. Cet arrangement, où la maison de banque Langrand-Dumonceau servait d'intermédiaire financier, parut aux députés avantageuse pour le clergé. La dissolution et les élections faites sur cette question amenèrent une majorité flottante qui, après avoir abondé dans le sens gouvernemental par l'élection[1] de Mari, contre le candidat des gauches, Crispi (successeur de Mordini à la députation de Palerme et à la direction des gauches), devint tellement houleuse, que Ricasoli se prétendit dans l'impossibilité de gouverner, se retira et fut remplacé, après refus du général Menabrea, par le chef de la gauche modérée, Ratazzi, déjà si souvent juché au pouvoir.

Cette fois encore, cet homme néfaste faillit perdre les fruits des travaux de ses collègues.

1. A la présidence de la Chambre.

D'ordinaire timoré, il fut pris tout à coup d'un accès de témérité et devint, du jour au lendemain, de complaisant de Napoléon III qu'il avait été jusque-là, son adversaire résolu. Ses réponses sèches, arrogantes, produisirent une tension telle qu'en octobre, Ratazzi n'eut d'autre alternative que de démissionner ou de partir en guerre contre la France. Un reste de bon sens l'amena à opter pour la retraite, et le roi supplia Cialdini de former un cabinet. Pendant que Ratazzi gérait les affaires *par interim*, Garibaldi révolutionnait Florence. Ennemi des demi-mesures, Cialdini, qui ne disposait pas des pouvoirs publics détenus par son prédécesseur, se rendit chez ce dernier et le pria de faire arrêter l'ex-dictateur. Ratazzi n'en voulut rien faire, sous prétexte que les ministres démissionnaires répondaient de la tranquillité publique, et, que dans les circonstances qu'on traversait, l'arrestation de Garibaldi pouvait préjudicier à cette tranquillité. Le prétexte était plausible; aussi Cialdini se rendit-il chez le roi, et déclina une mission acceptée avant la complication. Victor-Emmanuel rappela Ratazzi, qui se fit accompagner au palais par Durando, tous deux affirmant au roi que s'il donnait ordre aux troupes de franchir la frontière, ils répondaient du succès. On est stupéfait de la témérité de ce

bourgeois, à la politique timide, aux prises avec le hasard des batailles. Le patriotisme de Ratazzi n'est pas douteux, on ne peut donc critiquer que sa clairvoyance. Quel avantage voyait-il dans une guerre avec la France? Au moment où le procès de l'amiral Persano — poursuivi et flétri — dévoilait la faiblesse de l'organisation du royaume, étalait une insuffisance militaire, notoire depuis Custozza, s'attaquer à la première puissance du monde, n'était-ce pas folie? Et à quel propos? Pour une enclave de peu d'importance, dont on venait de reconnaître, par une convention solennelle, l'existence légale. Victor-Emmanuel avait trop de justesse de coup d'œil pour suivre les avis de son ministre favori. Il répondit, en souriant : — *Grazia tante* (merci bien!).

Le général Menabrea, conservateur modéré, forma un cabinet agréable à la France[1], qui ralentit ses préparatifs. Malheureusement, le peuple exigeait une politique virile, et le roi se laissa entraîner à une démarche imprudente. La médiation de l'Angleterre et de la Prusse évita à l'Italie une guerre, que la France, d'ailleurs, ne faisait elle-même que contrainte et forcée. L'obli-

1. Président du Conseil, ministre des affaires étrangères, Menabréa; Intérieur, Gualtairio; Finances, Cambron-Digny; Guerre, Bertale-Viale; Justice, Mosi; Travaux publics, Coutelli.

gation de repasser la frontière fut sensible à l'amour-propre italien, si cruellement atteint depuis deux années. Menabrea avait espéré obtenir ainsi une évacuation totale du territoire pontifical; mais Napoléon voulut en finir une bonne fois, et s'il consentit à quitter Rome, ce fut pour occuper Civita-Vecchia *jusqu'à la solution définitive de la question romaine, selon les décisions de la conférence projetée.*

La bataille de Mentana, la retraite des Italiens et l'arrestation de Garibaldi avaient provoqué des émeutes sur tous les points. La présence des Français à Civita-Vecchia transporta le mécontentement de la rue au Parlement et le cabinet donna sa démission. Mais lorsque Lanza, San Martino et Cialdini eurent refusé sa succession, le roi décida Menabrea à conserver la présidence, en se séparant de quelques-uns de ses collègues. Gualterio céda son portefeuille à Cadorna; Mari, engagé dans une lutte avec Ratazzi, dont les fautes n'avaient pas diminué la popularité, au napolitain de Philippi. L'année qui s'écoulait avait été mauvaise pour l'Italie, la plus mauvaise depuis sa formation; car, en 1866, la possession de la Vénétie compensa largement la défaite de Custozza, tandis qu'en 1867, les déboires d'amour-propre n'obtinrent aucune compensation.

La situation financière, désastreuse, accusait un déficit de près de 500 millions.

Les élections espagnoles eurent lieu dans des circonstances exceptionnelles. Peu de progressistes osèrent accepter la lutte avec un pouvoir aussi autoritaire, et le Congrès élu fut complètement dévoué au gouvernement. Cette solution inattendue inspire au philosophe de tristes réflexions sur la nature humaine! Que ce soit en France, en Allemagne, en Pologne ou en Espagne, le calme n'est rétabli que par la violence. Les administrateurs les mieux intentionnés se heurtent aux passions, comprimées par la terreur. La liberté tant convoitée, qu'a-t-elle produit? A quoi a-t-elle servi? Au développement démesuré de trois sentiments : l'ambition, l'envie, la cupidité! Pas une conquête morale. L'amélioration du bien-être et la rapidité des transactions. C'est tout ce que l'humanité doit à l'émancipation du grand nombre. — Je voudrais vous voir, me dit un contradicteur, vivant au temps jadis, non au faîte, mais au bas de la société, ou même à la mi-échelle! Vous apprécieriez alors les conquêtes de la liberté! — J'en doute. L'homme placé au bas de l'échelle sociale, a, il est vrai, obtenu la liberté de se mouvoir, de parler, de choisir une résidence et un genre Espagne.

de vie. Cela, c'est du bien-être. Mais est-il plus libre qu'autrefois d'adapter aux événements ses aspirations, et ne dépend-il pas toujours de quelqu'un ? Les intérêts, l'opinion, la volonté des grands de ce monde, ne disposent-ils pas comme autrefois de sa destinée, avec moins de cynisme peut-être, mais tout aussi despotiquement? Plus difficilement sans doute que dans le passé, son semblable pourra le priver de sa liberté ou lui infliger les douleurs physiques du cachot et du chevalet, mais les nouvelles institutions lui épargneront-elles les souffrances morales du mépris public et les tortures du dénuement! Il n'y a rien de changé dans l'essence des relations humaines.

C'est avec la plus désespérante facilité qu'un gouvernement fort et absolu obtient aujourd'hui l'obéissance. Sourds aux fanfaronnades démocratiques, les hommes se délectent dans la servitude. Il semble que le serpent mystique de la Bible leur ait appris à ramper. Religions et gouvernements se dissolvent au souffle empesté du mépris, qui succède invariablement à la peur. Il devient impossible alors de les rendre respectables à la multitude, sans faire usage du fouet. Pour l'établissement de sa doctrine, le Christ a reconnu la nécessité de conserver le monstrueux Jéhova des

juifs. La pratique de ses enseignements exigeait une férule, qu'il a mise entre les mains de son père. Le christianisme adoucit les mœurs à l'aide de la damnation éternelle. Deux siècles d'athéisme amènent invariablement la décomposition. On commence par dédaigner les vertus, nées de la terreur et de la superstition, on finit par déifier les vices contraires. Nous assistons à un travail de putréfaction, pareil à celui qui s'est produit pendant la décadence de la société romaine. Nous méprisons déjà les vertus chrétiennes qui n'enrichissent pas, bientôt nous deviendrons lubriques et cruels; alors il faudra un fouet pour nous corriger. Aux claquements de ce fouet, nous redeviendrons meilleurs. C'est l'éternelle histoire de l'humanité.

Le gouvernement, c'est la photographie de la religion. Il ne peut, lui aussi, se maintenir que par la terreur. La solidité des régimes despotiques contraste étrangement avec la fragilité des gouvernements libéraux et attachés à la légalité. La forme n'a rien à y voir. La République de Venise a duré dix siècles, redoutée et puissante.

La poltronnerie, la bassesse et la servilité sont tellement inhérentes à la nature humaine, que la révolte contre un gouvernement fort plaît à la foule, prompte à admirer un sentiment

qu'elle ne saurait partager. A l'heure où tout tremblait devant Narvaez, où les Cortès frémissantes s'étaient abattues à ses pieds, où les généraux, au souvenir de la déportation ou de l'emprisonnement des plus considérables d'entre eux, oubliaient leur turbulence légendaire, où le marquis de Miraflorès lui-même, royaliste convaincu et ardent, trouvait qu'on allait trop loin, et s'exilait à Aranjuez, Prim, réfugié à Bruxelles, invisible, insaisissable et irréconciliable, protestait avec véhémence contre l'avilissement de son pays. Jusque-là constitutionnel, quoique progressiste, il effaça le nom de la reine de ses proclamations, et se déclara républicain. C'était prématuré, et cette première tentative ne réussit pas. Une émeute qui troubla plusieurs provinces, fut facilement vaincue, mais le souvenir en resta, et ceux qui subissaient avec répugnance le joug de Narvaez, espérèrent en Prim et attendirent de lui un soulagement à leurs maux.

L'ordre rétabli, le système devint si compressif que l'unique adversaire de Narvaez, O'Donnell, neutre jusque-là, se proposait, sollicité par les mécontents, à entrer en scène, lorsque la mort le surprit, le 3 novembre, à Biarritz. O'Donnell, duc de Tetuan, ne fut ni un grand homme, ni un grand ministre. Chef d'insurrection, il

combattit avec et contre les libéraux ; au pouvoir, il fut tantôt autoritaire et tantôt progressiste ; militaire, il n'eut que des succès faciles. Il n'en gouverna pas moins ce pays ingouvernable avec une apparence de suite pendant cinq années, le plus long laps de temps accordé par les partis à un ministre, sous le règne d'Isabelle II. Son caractère était énergique et froid, son esprit ferme et modéré, et il eut le mérite de reconnaître que l'autorité doit être obéie, mais que cependant un certain degré de légalité lui est nécessaire.

La mort d'O'Donnell nivela tout devant Narvaez qui en profita pour ployer les récalcitrants sous un joug de fer. Réunies en décembre, les Cortès s'aperçurent que leur règlement avait été réformé, que les débats deviendraient, à l'avenir, une pure conversation sur la pluie et le beau temps, et que la politique était exclue même de l'adresse. Pas une voix ne s'éleva contre cet acte arbitraire du vieux despote, maître absolu de l'Espagne, car Prim, exilé, était à l'étranger, et l'insuccès de l'insurrection d'août avait momentanément découragé ses partisans.

Les lois financières proposées par le cabinet et votées par les Cortès, provoquèrent des troubles dans certaines provinces et nécessitèrent l'inter- Portugal.

vention de la force armée. La création de nouveaux impôts, ou plutôt la brusque application d'une loi impopulaire déplut à la nation, et le roi, dans sa constitutionnalité loyale, se demandait s'il fallait la retirer, quand le 1er janvier 1868, l'effervescence gagna Lisbonne, et le ministère régénérateur offrit sa démission.

La participation des puissances latines à l'Exposition de 1867 fut modeste. Les arts de la paix ne peuvent fleurir dans des contrées désolées par les guerres civiles et les révolutions. Cependant le Portugal y fit meilleure figure que l'Espagne et l'Italie.

Suisse.

Après avoir eu l'insigne honneur d'attacher son nom à la convention de secours aux blessés, la ville de Genève ambitionna une gloire plus belle et plus durable, celle d'organiser un congrès dans le but de rechercher les moyens pour obtenir la paix universelle. Malheureusement, l'humanité n'est pas assez saine pour fournir une telle enjambée, et le congrès de la paix obtint ce qu'au théâtre on appelle vulgairement *un four*. Les agitateurs du monde entier, Garibaldi en tête, se donnèrent rendez-vous à cette réunion, qui leur parut une tribune favorable à l'expectoration de leurs rancunes contre les gouvernements établis. La paisible population de Genève

acclama Garibaldi, tout en se demandant ce que ce guerrier venait chercher à une assemblée de paix, mais elle finit par huer les représentants faméliques des revendications sociales et révolutionnaires, qui, faute de s'entendre entre eux, faisaient un tel vacarme que la rue en fut troublée et qu'il fallut clore le congrès sans avoir rien décidé, ni même pu rédiger un ordre du jour. Cette cohue tumultueuse s'escrima contre le capital, la société, la religion, nia l'existence de Dieu, parla de tout, excepté de la paix, se sépara sans avoir rien produit, et cependant c'est une des manifestations les plus intéressantes des tendances du siècle, car elle visait un but inconnu jusque-là. Il y eut, aux siècles passés, bien des *Conseils de guerre;* c'est le premier *Conseil de paix*, et son insuccès ne prouva rien, sinon que l'essai était prématuré. Quand, après avoir terminé l'histoire de la transformation politique de l'Europe, nous aborderons celle de sa transformation sociale, nous démontrerons combien cette tentative, si défectueuse qu'elle était d'ailleurs, a servi au développement, dans le monde entier, des idées pacifiques.

Une association jeune, mais formée et fonctionnant, l'Association internationale des ouvriers, tint son congrès à Lausanne. Là aussi, on ne

s'entendit pas. Journalistes ou médecins, les délégués, pour être socialistes, n'étaient pas ouvriers, et ce congrès se termina à peu près comme celui de Genève. On déclama contre le despotisme et la richesse, on critiqua l'ordre social, mais aucune résolution sérieuse n'y fut prise.

Le Conseil fédéral abaissa le prix des dépêches télégraphiques et força, par son initiative, les gouvernements voisins d'imiter son exemple. Cette mesure démocratique et humanitaire profita au grand nombre, mieux que les élucubrations des orateurs des divers congrès. Néanmoins, l'historien reconnaît que la liberté dont jouissait la Suisse, en permettant à la pensée humaine de développer en public ses arguments, présentait, à côté de certains inconvénients, cet inappréciable avantage, qu'une idée pratique en pouvait sortir pour être soumise au travail de perfectionnement entrepris par les intelligences qui avaient assisté à son éclosion. Malgré le libéralisme affecté par certains monarques d'Occident, la Suisse seule autorisait ses citoyens et les étrangers à traiter publiquement du haut de la tribune, et sans aucune restriction, les questions politiques, morales et religieuses. Pour l'immense modification sociale qui s'accomplit sous nos yeux, les gouvernants et les peuples se servirent souvent

de moyens puisés dans une étude d'appréciation ouverte à un de ces congrès.

Les plénipotentiaires réunis à Berlin se séparèrent le 8 février, après avoir signé le pacte fédéral, que la Prusse s'engagea à présenter à la ratification du Parlement. Au sens de ce pacte, la constitution de la Confédération était applicable au territoire de l'Allemagne du Nord; cinq Saxe, deux Mecklembourg, deux Reuss, deux Schwarzbourg, deux Lippe, trois villes hanséatiques (Hambourg, Brême, Lubeck), Oldenbourg, Anhalt, Brunswick, Waldeck, la partie du grand-duché de Hesse située sur le Mein, et enfin la Prusse avec les provinces annexées (les trois duchés de l'Elbe, Hesse-Cassel, le royaume de Hanovre, la ville libre de Francfort et son territoire, Hesse-Hombourg, etc.). Le pacte devait durer un an si le parlement ne l'approuvait pas; au cas contraire, il devenait fondamental. Le 12 février, on procéda aux élections par le suffrage universel direct, à raison d'un député par cent mille âmes. Les électeurs envoyèrent au parlement une majorité acquise à l'œuvre unitaire et qui adopta la dénomination de « parti national libéral[1]. » Ce parti fut, dès sa naissance, le fidèle

Confédération du Nord.

1. Les chefs du parti national libéral étaient MM. de Benningsen, hanovrien, chef du *National-Verein*, Forckenbeck, Michaelis, Lacker, etc.

soutien de la politique prussienne. Le 21 février, le roi Guillaume vint, avec le globe, le glaive, le sceptre et la couronne, cérémonieux et féodal, présider ce parlement démocratique et prononcer, couvert et assis sur son trône, un discours de bienvenue où il remercia les confédérés (forcés) de leur dévouement *généreux* et les conjura de l'aider dans une œuvre à laquelle les Allemands du Sud adhéreraient sans doute. Le comte de Bismarck, nommé, en vertu du pacte, chancelier fédéral, déclara la séance ouverte. Aussitôt, on procéda à l'élection du bureau, et l'esprit de conciliation et de concentration se fit jour immédiatement par l'élection à la présidence de Simson, ancien président des parlements de Francfort et d'Erfürth [1]; à la vice-présidence du duc d'Ujest, conservateur libéral, et de Benningsen. Bismarck s'écria : « Nous ferons de la bonne besogne ! »

Devenu aussi parlementaire après le succès qu'il avait été autoritaire pour le préparer, le chancelier s'entendit avec les libéraux, émit des idées constitutionnelles dans le premier discours qu'il prononça et refusa aux Chambres prussiennes la prépondérance sur les Chambres des

1. Voir le premier volume de cette histoire.

autres confédérés[1]. La discussion s'ouvrit le 9 mars et dura jusqu'au 18. En neuf jours, la constitution fut votée. Le parlement adopta sans le modifier, pour ainsi dire, le projet présenté et les quinze titres qui réglaient la nature et

1. Voici cet admirable discours :

« C'est le temps, dit-il, qui littéralement nous a manqué pour » élaborer l'exposé des motifs dont on regrette l'absence. Les dé- » bats eux-mêmes y suppléeront. Il n'a pas pu entrer dans nos » vues de créer l'idéal théorique d'une constitution servant à la » fois d'éternelle garantie, et à l'unité de l'Allemagne, et au libre » jeu de tous les intérêts particularistes. Laissons à l'avenir le soin » de trouver cette pierre philosophale. Nos efforts, à nous, ont » tendu à trouver le minimum de concessions que, dans tout intérêt » d'ordre allemand, les parties doivent faire au tout, si ce tout » doit être viable. Qu'un pareil travail s'appelle ou non Constitu- » tion, peu importe. S'il est accepté, la voie s'ouvre libre au peuple » allemand, et, une fois qu'il y sera engagé, il saura bien arriver » au but. — Je comprends que le projet ne satisfasse pas tous les » vœux; mais, tel qu'il est, il constitue un premier résultat, et je » ne saurais comprendre que, l'ayant sous la main, on ne l'admît » pas. — Ces vœux et les objections qu'ils entraînent se sont pro- » duits des deux côtés, du côté unitaire et du côté particulariste. » Les unitaires demandent un ministère constitutionnel respon- » sable. Qui le nommerait? On ne peut le demander à vingt-deux » gouvernements, et le demander à un seul, c'est médiatiser les » autres. Ils s'y refuseraient. On a parlé de les y contraindre. » User de violence vis-à-vis de nos alliés d'hier !

» Nos rapports, au contraire, doivent reposer sur la confiance » qu'inspirera le respect des traités. Quant aux particularistes, leurs » objections sont plus graves ; ils sont eux-mêmes des particula- » ristes d'un genre nouveau, des particularistes parlementaires. Il » ne s'agit plus d'intérêts de caste, on ne se rallie plus comme » autrefois, aux cris de : En avant, Guelfes ! En avant, Gibelins ! » mais l'on dit : En avant, Chambre ! En avant, Parlement ! — Plu-

l'étendue du pacte, l'organisation et l'attribution des pouvoirs fédéraux. Comme ces titres servent de base au fonctionnement de l'empire allemand actuel, il nous paraît utile de les émunérer en indiquant leur établissement par ce parlement organisateur.

Titre premier. — Territoire fédéral. Les Polo-

» sieurs députés ont soutenu le droit des Chambres prussiennes » à frapper de leur *veto* le résultat de nos délibérations; mais les » Chambres des plus petits États confédérés ont un droit égal à celui » des Chambres prussiennes, et tout aussi incontestable. Que répon- » dra-t-on à ces États, s'ils revendiquent ce droit et en font une con- » dition de leur vote ? Allons-nous rencontrer ici, sous une autre » forme, ces intérêts égoïstes qui, à une certaine époque, ont tout » paralysé, et qu'à nous-mêmes on a tant reprochés ? Faut-il que » le mouvement grandiose de l'an passé, tant de milliers de nos » frères morts pour sceller de leur sang la résurrection nationale, » faut-il que tout cela, par une simple résolution des Chambres » prussiennes, puisse être jeté à l'oubli des archives ? Je respecte les » droits des Chambres, je les aurais volontiers respectés dans le » passé, si, dans ma conviction, ils avaient pu se concilier avec » l'existence de l'État prussien; mais apprécie-t-on bien la gravité » de la situation où nous sommes ? Cet effort gigantesque échoue- » rait donc ainsi; et l'on se consolerait du succès manqué encore » une fois, en disant : l'unité a avorté, elle se retrouvera, mais le » droit budgétaire des Chambres prussiennes est sauvé, droit d'ail- » leurs dont, en bons patriotes, les députés n'useront jamais ! Je » me détourne de ces rêveries. On ne nous soupçonnera pas, je » pense, de vouloir confisquer les droits du peuple à participer à » ses affaires, d'aller contre le progrès, et d'essayer de tuer le » parlementarisme en opposant les parlements. Le gouvernement » qui le tenterait s'engagerait dans une réaction effrénée et des » luttes incessantes. N'attendez d'aucune des dynasties allemandes » qu'elle aborde l'œuvre nationale avec une telle hypocrisie; mais

nais et les Schleswigeois protestèrent contre leur incorporation dans l'Allemagne du Nord ; mais on passa outre : un député demanda si le Limbourg et le Luxembourg restaient territoire fédéral ; Bismarck répondit qu'il n'en savait encore rien, vu que ces duchés avaient décliné toute participation à la Confédération. Après quelques

» une période de transition est nécessaire, pendant laquelle l'existence de l'armée fédérale n'aura point à dépendre du hasard des » majorités parlementaires. Pendant cette période même, le budget » militaire ne sera point dérobé à votre connaissance, mais il ne » pourra être modifié que du consentement du généralissime fédéral. Quant à l'impôt fédéral, je reconnais qu'il est susceptible de » critiques : mais il y a des droits établis avec lesquels il fallait » compter. Constituons-nous vite ; l'avenir nous permettra de ré» gulariser ces points de législation.

» Je toucherai, en terminant, quelques questions relatives à nos » rapports avec l'Allemagne du Sud. Ils se dégageront aisément et » sûrement de l'acte final du projet de Constitution. Nous avons » d'ailleurs le Zollverein commun avec le Sud, et, s'il doit être » conservé dans son étendue actuelle, nous ne pourrons pas ne » pas créer des institutions organiques qui permettent aux Alle» mands du midi de participer à la confection des lois douanières. » Une fois créés, pensez-vous que ces organes communs puissent » se soustraire à leur mission naturelle, qui sera d'étendre insen» siblement leur compétence aux autres questions d'intérêt matériel, » et même d'amener pour toute l'Allemagne maintes pratiques uni» formes de législation? En ce qui touche la question de puissance, » je tiens pour définitivement assurée contre toute attaque, l'union » du nord et du midi, dans toutes les occasions où il s'agira de la » sécurité du territoire germanique. — Je n'ai plus maintenant » qu'à vous renouveler encore cette invitation : Travaillons vite, » Messieurs ! Mettons l'Allemagne en selle, elle chevauchera bien » d'elle-même ! »

débats de peu d'importance, le territoire fut limité selon les indications du pacte provisoire.

Titre II. — Législation fédérale. — La Confédération exercera les droits de législation dans les limites constitutionnelles, et les lois fédérales passeront avant les lois particulières des États confédérés qui ne conservent leur autonomie législative, politique et civile que pour les objets non soumis à la surveillance de la Diète. Les objets soumis seront : l'armée et la marine de guerre, l'indigénat, les impôts affectés aux dépenses fédérales, le droit pénal et commercial, les droits contractuels, la procédure civile, l'exécution des jugements, la propriété intellectuelle, les brevets d'invention, les douanes, le commerce, les banques, la représentation consulaire, les postes, télégraphes, routes, chemins de fer, navigation intérieure, assurances, poids et mesures, police sanitaire. L'indigénat sera commun sur tout le territoire fédéral. Le pouvoir législatif sera exercé par le Conseil fédéral et le Parlement. L'accord des deux Assemblées est nécessaire et suffisant pour une loi fédérale. Voté selon la proposition prussienne, avec cette seule adjonction que la présidence aura voix prépondérante si elle se prononce pour le maintien des institutions existantes.

Titre III. — Le Conseil fédéral sera composé

des représentants des États confédérés dont le vote est réparti ainsi qu'il suit. Prusse et les États annexés, 17 voix; Saxe, 4 voix; Mecklembourg-Schwerin, 2 voix; Brunswick, 2 voix; chacun des autres Etats, 1 voix; total, 43 voix se répartissant en 7 comités. Les représentants auront le droit de paraître devant le parlement et d'y discuter entre eux pour défendre les aspirations de leur gouvernement, lors même qu'elles n'auraient pas été adoptées par le Conseil fédéral. Ils ne pourront être membres du parlement. Version prussienne adoptée sans amendement.

Titre IV. — La présidence de la Confédération constituera le pouvoir exécutif, appartenant à la couronne de Prusse, comprendra tous les attributs de cette couronne (déclaration de guerre, promulgation des lois, etc.), et, en outre, le droit de nommer un chancelier fédéral responsable, avec le pouvoir de contraindre les États à remplir leurs devoirs fédéraux, même en séquestrant les pays et les pouvoirs gouvernementaux. Voté sans amendement.

Titre V. — Le parlement nommé pour trois ans par le suffrage universel direct ne pourra être dissous que par une résolution du Conseil fédéral, rendue avec l'assentiment de la présidence; il possédera le droit illimité d'adresse, d'interpella-

tion, d'amendement et d'initiative en fait de lois. Il ne pourra être prorogé pour plus de trente jours. Ce titre fut longuement discuté quant au règlement intérieur du parlement, aux immunités parlementaires, à l'égibilité des fonctionnaires et à la gratuité du mandat[1].

TITRES VI, VII, VIII, IX ET X. — L'organisation des douanes, postes et télégraphes, etc., votées selon le projet prussien.

TITRE XI. — Organisation militaire fédérale. — Votée selon l'amendement Forckenbeck; Service obligatoire pour tout citoyen; sept ans dans l'armée permanente (trois dans l'active, quatre dans la réserve) et cinq ans dans la landwehr. Jusqu'à fin 1871, le chiffre de prévision en temps de paix sera de 1 0/0 de la population, et les États particuliers seront tenus de verser dans la caisse fédérale 225 thalers par homme. Après 1871, le budget fédéral et l'effectif seront fixés par vote de législation fédérale. Tous les contingents formeront une seule armée sous le commandement du roi de Prusse, chef de guerre fédéral (Herzog).

TITRE XII. — Finances fédérales. — Amendement Miquel. Le projet primitif accordait à la

1. Les fonctionnaires seront éligibles, le mandat sera gratuit.

présidence une époque budgétaire de cinq ans. Le parlement trouva cela excessif, et décida que le budget serait fixé chaque année par une loi ; la présidence rendra compte chaque année de l'emploi des recettes dont, au cas d'insuffisance, les États confédérés devront fournir le solde, soit par de nouveaux impôts, soit par des contributions au prorata de la population.

Titre XIII. — Les contestations entre États seront jugées, sur la demande des partis, par le Conseil fédéral. Adopté sans discussion.

Titre XIV. — Des changements dans la constitution s'opéreront par voie de législation ; il faudra pour ces modifications la majorité des deux tiers des représentants. Adopté.

Titre XV. — Rapports avec les États du Sud, longuement discutés et ainsi rédigés (amendement Miquel). Des traités particuliers soumis au parlement régleront ces rapports. L'entrée des États du Sud ou de l'un d'eux aura lieu sous la proposition de la présidence fédérale, par voie de législation fédérale.

Cette constitution, pour devenir définitive, devait être soumise aux gouvernements confédérés. Après quelques discussions, elle fut adoptée par deux cent cinquante votants contre cinquante-trois. La session fut close le 17 avril.

Le 10 septembre, le parlement, solennellement ouvert par le roi de Prusse, vota le budget et les crédits de la loi militaire, autorisa la présidence à contracter un emprunt fédéral, et adopta la nouvelle organisation du Zollverein.

États du Sud.

Il s'agissait d'amener à ce Zollverein les États du Sud, indépendants, mais liés à la Prusse par des engagements secrets. Une circulaire de Bismarck invita la Bavière, Bade, le Wurtemberg et la Hesse, à se concerter avec la présidence de la Confédération du Nord au sujet d'une alliance commerciale, tout aussi désirable que l'alliance militaire. Il n'était pas douteux que la Prusse exigerait un sacrifice analogue à celui que les confédérés du Nord avaient fait. Les méridionaux essayèrent de discuter, mais comme Bismarck ne cédait pas, il fallut se soumettre et adopter des principes qui touchaient singulièrement à l'autonomie financière des quatre monarchies. Dorénavant on n'aurait plus la latitude de dénoncer le Zollverein, car un parlement commun réglerait la législation douanière. Bade, le Wurtemberg et la Hesse signèrent le traité le 7 juin; la Bavière ergota jusqu'au 18, et obtint quelques concessions insignifiantes. Le rêve de l'unité sous l'hégémonie de la Prusse était réalisé, car la Prusse possédait la direction militaire et écono-

mique de l'Allemagne. Les traités avec le Sud n'avaient pas le caractère d'éternité infligé aux États du Nord et leur durée fut limitée à douze années, mais ce délai servait uniquement à déguiser la perte de l'indépendance des souverains germaniques. Cette année même, un fait se présenta qui prouva cette triste vérité à la Hesse. Les dernières années de Napoléon III furent occupées à des projets de congrès, dont aucun n'aboutissait. En 1867, la chancellerie française en proposa un pour le règlement des affaires ecclésiastiques, et saisit de la proposition tous les États sans exception, y compris ceux nouvellement confédérés. La Saxe répondit qu'un congrès européen n'était pas de sa compétence, et qu'avant d'y répondre, il lui fallait prendre l'avis de la présidence et en référer à Berlin, mais la Hesse, dont une partie se trouvait en dehors de la confédération, et qui se croyait une autonomie plus large, accepta purement et simplement. Là-dessus, Bismarck se fâcha. La presse officielle et officieuse émit ce principe que le libre arbitre ne se partageait pas, et qu'un confédéré, tenu de prendre, pour sa partie Nord, l'avis de la présidence, ne pouvait avoir d'autres intérêts dans sa partie Sud. Effrayée, la Hesse offrit ses excuses, et la *Gazette officielle* de Darmstadt reconnut qu'il

allait de soi que l'acceptation était subordonnée à l'avis de la présidence.

L'admission du principe d'un parlement douanier subordonnait donc les États du Sud à la Prusse, mais cette situation ne leur déplaisait pas. Le roi de Bavière affirma ses préférences en nommant à la présidence de son conseil le prince de Hohenlohe, dont les attaches prussiennes étaient notoires. Quelques députés conservateurs demandèrent à Hohenlohe de leur exposer sa profession de foi. Le président du conseil dit que toute guerre dans laquelle l'intégrité allemande serait menacée donnerait la Bavière pour alliée à la Prusse, mais que, pour le moment, une union plus étroite était prématurée. Pendant les vacances, la Bavière prit l'initiative d'une réconciliation avec l'Autriche, et élabora un projet basé sur la réincorporation de celle-ci dans le tout germanique. La combinaison avorta, ce qui n'étonna personne ; les empires, comme les hommes, n'aiment pas à rentrer amoindris, là où ils avaient dominé. La Bavière envoya au parlement douanier quarante-huit députés.

L'idée de l'unité allemande sous l'hégémonie de la Prusse était si solidement ancrée, que toute combinaison tendant à l'entraver ou à la retarder ne réussissait pas. Dans l'intention d'appliquer

aux États du Sud une organisation militaire uniforme, une conférence parut utile; on essaya de la réunir à Stuttgart, en septembre; mais elle n'eut lieu qu'en décembre, à Munich, et n'aboutit pas.

Les relations de Bade avec la cour de Berlin devinrent bientôt cordiales, et la voix du peuple engagea le gouvernement à entrer dans la Confédération du Nord. De même en Wurtemberg. Le revirement de l'opinion était flagrant. L'unité de l'Allemagne, attribuée avec raison aux efforts de la Prusse, avait gagné à cette puissance les cœurs et les esprits. Seule, la Hesse se trouvait dans une situation fausse, créée par la faveur dont elle avait, en apparence, bénéficié. Partagée en deux, dépendante pour un tiers de son territoire, libre pour les deux tiers, isolée, gênée, elle se débattait au milieu de difficultés sans nombre. Les populations exigèrent une adhésion complète à la Confédération du Nord; au parlement, une motion qui conjurait le gouvernement de s'entendre avec les États du Sud pour se joindre au Nord, ou d'entrer seule dans la confédération, fut adoptée par trente-deux voix contre quinze. Il fallut peser sur la Chambre haute pour obtenir un vote hostile à cette décision.

De tout cela, il ressortait clairement que la Prusse était maîtresse de la situation et que l'a-

venir lui appartenait[1]. Le National Verein s'en aperçut et vota sa propre dissolution, se jugeant désormais inutile.

Prusse. Le parlement prussien interrompit sa session pour céder, en février, la place au parlement du Nord, qui tint ses séances dans le local de la deuxième Chambre. Quand, le 29 avril, le gouvernement le rappela pour sanctionner au nom de la Prusse la Constitution élaborée, il s'aperçut qu'il n'avait plus d'adversaires. Tous rendaient justice à Bismarck dont la popularité égalait et dépassait l'impopularité d'antan. La Constitution fut votée sans enthousiasme, mais aussi sans discussion. En fait, la Prusse se fondait, comme le plus petit des états, dans la masse commune. L'acte était grand, mais grand aussi était le sacrifice que l'hégémonie compensait insuffisamment. On dirigeait les affaires de l'Allemagne, mais qui pouvait prévoir l'avenir ! Néanmoins, on se félicitait de la situation présente, sous réserve des événements, et, si, au moment d'un vote qui, au sens même du discours du trône, « amoindrissait les attributions de la représentation prus-

1. Tous les États confédérés accédèrent à une convention militaire spéciale avec la Prusse, à l'exception du duc de Brunswick. Tous les États allemands, sans exception aucune, accédèrent à la formation du parlement douanier.

sienne », il y eut quelques regrets, ces regrets disparurent devant la splendeur de l'œuvre accomplie.

Lorsqu'il s'agit de statuer sur le fonctionnement constitutionnel des pays annexés [1], on hésita entre deux alternatives : adjoindre, comme on l'avait récemment fait en Grèce, la représentation de chacun des pays à la représentation prussienne existante, ou procéder aux élections générales. Le scepticisme de Bismarck opta pour les élections générales. « Nous ferons ce que nous voudrons en Prusse, dit-il, car nous avons flatté cette vanité vandale dont les anciens jouaient avec tant d'art. » Effectivement, les élections, des plus favorables, amenèrent au parlement prussien une majorité compacte de conservateurs et de nationaux libéraux, le roi éleva à la pairie dix-huit citoyens choisis parmi les plus considérables des pays annexés [2], et dès le début, les deux Chambres s'ac-

1. *Pays annexés.* — *Hanovre.* — Annexé le 3 octobre 1866 à la couronne de Prusse. Annexion ratifiée par le traité de Prague : le Hanovre nommait trente députés. Rien n'était changé de son administration intérieure. La Prusse rendit même au roi Georges, quelques châteaux et de l'argent, à l'exception d'une somme, restée en litige dans le trésor prussien sous le nom de « fond guelfe. »

Nassau. — Annexé par arrangement avec le duc, signé en 1867.

Francfort. — En discussion pour la Constitution.

Hesse. — Annexé en vertu d'un traité avec le grand-duc

2. Deux princes médiatisés. Trois pairs héréditaires, treize à vie.

cordèrent pour soutenir le gouvernement dans la voie ambitieuse où il s'était engagé. Cette disposition des esprits se révéla même excessive, quand il s'agit de ratifier un traité avec le prince de Waldeck, que la commission parlementaire proposa de médiatiser. Bismarck rétablit les proportions. — Le traité avec Waldeck investissait la Prusse, dit-il, de presque tous les droits souverains ; ambitionner davantage tendrait à absorber et à annuler la confédération. — Chez cet homme remarquable une extrême modération contre-balançait des exigences extrêmes. Ce n'était ni un accapareur ni un ambitieux vulgaire ; son but unique et dont il ne s'écarta jamais, c'était d'élever la puissance de l'Allemagne : il y appliqua l'idée des nationalités et en fit l'objectif persistant de sa politique. Quand il croyait qu'il fallait être inflexible, il l'était : avide, il le devenait ; mais il avait pour principe, à l'envers des conquérants, la modération dans les exigences et une limite infranchissable à l'ambition.

— La domination universelle est un rêve dont l'histoire fait toujours un cauchemar. On croit l'obtenir et on perd sa propre indépendance. Je ne désire pas régenter le monde, mais je ne permettrai à personne de le régenter, et seul, je

veillerai mieux à l'équilibre que l'ancien Conseil des cinq puissances !

Non content de refuser l'annexion de Waldeck, le chancelier s'opposa à la suppression, pour les États secondaires, confédérés, des légations à l'étranger.

— Ce serait, dit-il, une mesure trop radicale. Ménageons les susceptibilités dynastiques de nos confédérés ! Laissons à leur attention les affaires particulières de leurs nationaux ! la suppression désirée viendra d'elle-même plus tard !

Bismarck était écouté avec déférence par les députés, aussi dévoués à sa politique que leurs prédécesseurs lui avaient été hostiles.

En vertu de la loi d'annexion (20 septembre 1866), la Constitution prussienne entra en vigueur en Hanovre, Nassau, à Francfort et en Hesse.

La patente pour les élections générales au Reichsrath extraordinaire [1] réuni dans le but de délibérer sur le compromis avec la Hongrie, signée en janvier, ne fut jamais exécutée ; Beust décida François-Joseph à une démarche spontanée conforme aux vœux des magyars. Le comte Andrassy, jadis proscrit, délégué à Vienne par le parti Autriche.

[1] Motion Belcredi, combattue par Beust, qui prêchait l'accord pur et simple avec la Hongrie.

modéré, obtint, après un mois de pourparlers, la promesse de la formation immédiate d'un ministère hongrois responsable, promesse que François-Joseph renouvela à Deak. Cet accord scellé, le Reichsrath extraordinaire devenait inutile, mais Belcredy tenait à sa combinaison. Beust, certain d'être soutenu par les chefs des groupes du Reichsrath existant, garantissait qu'il ne serait fait aucune difficulté au rétablissement de la Constitution hongroise, à la condition que la Diète de Pesth prendrait équitablement sa part des charges de la monarchie. Le président du conseil prétendait le contraire. Il fallait choisir entre les deux systèmes. L'empereur avait donné sa confiance au ministre saxon. Belcredy démissionna, et Beust, devenu le chef du cabinet autrichien, profita de sa victoire sur les fédéralistes, pour établir le système de dualisme. Déjà populaire à Pesth pour avoir fait ses visites en « bonnet fourré, et non en chapeau à haute forme » et affirmé ainsi par une démonstration d'apparence puérile, ses sympathies magyares, Beust travaillait à conquérir les autres nationalités, afin de faire voter un compromis par la diète hongroise et par le Reichsrath complet, et d'établir deux ministères responsables, un à Pesth pour les provinces transleithanes, un à Vienne pour la Cisleitha-

nie. Cette combinaison trouva des adversaires en Bohême, Moravie et Illyrie, où, les intrigues russes aidant, une adresse fut envoyée à l'empereur. Le parti tchèque s'élevait contre la subordination, de l'autre côté de la Leitha, de l'élément slave (Croates, Ruthènes) à l'élément magyar. Véhémente dans la forme et dans le fond, l'adresse motiva la dissolution de la Diète de Bohême. Beust procéda immédiatement à des élections dont il sortit vainqueur. Une majorité allemande et dualiste envoya ses délégués au Reichsrath. Des mesures analogues furent prises en Moravie et en Illyrie. La Galicie, que les derniers événements avaient momentanément assagie, se contenta des promesses de tolérance données publiquement par Beust et envoya des délégués au Reichsrath.

L'essai avait réussi. En se complétant, la représentation cisleithane devenait compétente pour établir le compromis avec la Hongrie. De son côté, la Diète de Pesth, satisfaite des promesses impériales, vota, sur la proposition de Deak, par 257 voix contre 117, un projet d'union avec la couronne.

Deux ministères responsables furent aussitôt créés. Pour la Cisleithanie : chef du cabinet, Beust ; baron Becke, baron Kellensperg, comte

Taaffe, Hasser, Hye, Comsès, Wallendorff, John. Pour la Hongrie : président du conseil, comte Andrassy ; ministre hongrois près de l'empereur, comte Festetitch ; ministre de l'intérieur, baron Wenckheim ; les autres ministres s'appelaient Lonyay, Eotvos, Horvath, comte Miko, Gorove.

Le principe du compromis accepté, il s'agissait d'en discuter les détails. Ici, diverses difficultés surgirent : rapports avec les Croates et les Transylvains, que, avec l'iniquité particulière à la race humaine, les Hongrois, à peine émancipés eux-mêmes, songeaient déjà à dominer ; quote-part dans les dépenses générales, assez laborieuse à établir, eu égard à une situation financière exceptionnellement défavorable, et d'autres questions d'importance moindre. Le Reichsrath, convoqué en mai, devait s'entendre à ce sujet avec la Diète, qui n'avait pas pris de vacances. Les deux Chambres de Vienne [1] votèrent une adresse strictement gouvernementale et reconnurent les droits spéciaux de la Hongrie.

Quoique la Diète de Pesth eût adopté les modifications de la constitution présentée par Andrassy,

1. Les présidents des deux Chambres furent nommés par l'empereur, sur l'indication de Beust : c'étaient le prince Carlos Aursperg et le docteur Giskra.

elle avait ajourné le rédaction du diplôme du couronnement qui fixait les clauses du pacte intervenu entre le souverain et la nation. Dans cette circonstance, Beust conseilla d'interrompre les discussions parlementaires et de procéder sans autre condition aux fêtes du couronnement de l'empereur, en qualité de roi de Hongrie, concession platonique, mais d'une extrême importance, car la multitude est prompte à abandonner la proie pour l'ombre. Le 8 juin, au sortir de la cathédrale de Bude, où avait eu lieu l'auguste cérémonie, une foule enthousiaste acclama le souverain qui, obéissant à l'antique usage, monta à cheval le tertre situé à la tête du pont jeté sur le Danube entre Pesth et Bude, et prononça, en présence du peuple, le serment de se dévouer à la défense du pays et de la couronne de saint Étienne. Le 9, une amnistie était proclamée, François-Joseph devenait le roi bien-aimé des Hongrois, fiers d'avoir reconquis leurs privilèges, et on s'attela loyalement, de part et d'autre, au travail ardu de la rédaction du pacte fondamental. L'amnistie avait ouvert la Hongrie aux proscrits de 1848; les principaux, Klapka, Turr, dédaigneux des fureurs de l'irréconciliable Kossuth, rentrèrent, briguèrent les suffrages de leurs concitoyens et, aussitôt élus, apportèrent à la

Diète leur activité et leur zèle pour une entente complète avec le Reichsrath.

La question financière se trouva bientôt, grâce à de mutuelles concessions, résolue, et le cabinet présidé par Andrassy s'implanta sur un sol dont les habitants se plièrent sans travail aux formes parlementaires, en honneur chez leurs ancêtres. L'appui de la majorité facilita l'application de mesures qui auraient fait maudire le nom de l'empereur, mais qui, ordonnancées par le *roi*, ne soulevèrent aucune objection. Le comitat d'Heves travaillé par Kossuth et l'extrême gauche, avait refusé son concours à la levée de l'impôt. Aussitôt Andrassy suspendit les pouvoirs des autorités. Aux cris d'indignation des radicaux, Deak répondit :

« Je ne puis admettre que des hommes qui vivent aujourd'hui sous les lois hongroises, viennent attaquer ces lois et la forme du gouvernement acceptée par le vote solennel du pays entier. Il est impossible de permettre à un *comitat*, organe essentiel de notre constitution politique, de voter des adresses de congratulation à ceux qui se déclarent eux-mêmes publiquement, hautement, les adversaires de la constitution... »

La question ministérielle, posée, fut résolue en faveur du cabinet par une imposante majorité, aux applaudissements unanimes des Hongrois,

qui, dès ce moment, prirent spontanément place au premier rang des défenseurs de l'intégrité et de la grandeur de la monarchie autrichienne.

Cet appoint est dû en entier à l'adresse et à l'habileté de Beust. D'abord, on parut lui en savoir un gré infini. Au couronnement, il fut accueilli par de tels cris : *Eljen Beust!* que son cheval blanc en prit ombrage. Aux banquets, on buvait à sa santé avec tant d'entrain qu'on lui en montrait le poing.

— Qu'ai-je fait à ce monsieur qu'il me menace ainsi? demanda Beust au prince primat, auprès duquel il était assis.

— Lui ! vous menacer ! Il vous porte un toast et vient de vous comparer à l'étoile du matin !

Dans l'intention de le placer à la tête des deux ministères, l'empereur créa pour son conseiller favori le titre de chancelier de l'empire, qui, par parenthèse, le rendait l'égal de Bismarck. Cette expression inusitée de reconnaissance eut la durée d'un éclair. Bientôt, les Hongrois, arguant de ses précédents saxons, citèrent à tout propos un proverbe rapporté avec complaisance par Beust dans ses mémoires.

— Le bœuf oublie qu'il a été veau !

Le titre de chancelier de l'empire, donné à un étranger, déplut. En Cisleithanie on le soupçonna

de favoriser la Hongrie. Finalement, il advint que l'ouvrier principal d'une combinaison appliquée à tout l'empire fut accusé de l'avoir compromise.

Mais ceci n'arriva que plus tard. Fin 1867, la tâche d'introduire la constitution définitivement adoptée, fut confiée à deux assemblées différentes, le Reichsrath cisleithan et la Diète de Pesth, et à trois ministères, un ministère cisleithan, un ministère hongrois et un ministère commun aux affaires générales de l'empire, composé du chancelier, ministre des affaires étrangères, du ministre de la guerre, chargé de surveiller les dépenses de l'armée, et du ministre des finances. Ce ministère était responsable devant deux délégations du Reichsrath et de la Diète de Pesth, formées chacune de 40 membres de la Chambre haute et de 20 membres de la Chambre basse. Le système représentatif fonctionnait parallèlement des deux côtés de la Leitha. C'est dans le Reichsrath comme dans la Diète de Pesth que résidait le pouvoir législatif, l'approbation des traités d'État, la fixation du contingent militaire annuel, le budget, etc. L'empereur nommait les ministres, commandait les armées, dirigeait le gouvernement, mais en respectant les lois fondamentales; ses ministres étaient responsables. Si, dans l'intervalle d'une session à une autre, le gouvernement reconnais-

sait la nécessité de mesures dépassant ses droits constitutionnels, et réservées à l'approbation des Chambres, l'empereur était autorisé à rendre des ordonnances, sous la responsabilité des ministres qui devaient les faire ratifier à la rentrée du Parlement.

Les relations extérieures de l'Autriche étaient à ce moment glaciales avec l'Italie et la Prusse, froides avec la Russie, tièdes avec la France. Pour les améliorer, il fallait accepter franchement les faits accomplis et vivre de la vie européenne. La hauteur indomptable des Habsbourg n'était plus de saison et Beust crut qu'on pouvait s'en départir, car les vainqueurs faisaient à qui mieux mieux des avances. La révélation des traités imposés par la Prusse aux princes du Sud avait d'abord surpris et froissé le chancelier autrichien. Ces traités, selon son expression peu heureuse, étaient « *le comble du machiavélisme chez Bismarck.* » « Signer, dit-il, avec les États de l'Allemagne du Sud des traités qui les plaçaient sous la dépendance immédiate de la Prusse, et quelques jours après, signer avec l'Autriche un traité stipulant, pour la Confédération de ces États, une existence internationale indépendante ! ». Certes oui, c'était machiavélique ! Et puis, après ? Ce n'en est que plus beau pour un diplomate.

Néanmoins le déplaisir de l'Autriche devint si vif que Bismarck s'en aperçut. Le Bavarois Taufkirchen proposa aussitôt à Vienne la signature d'un traité basé sur la garantie à l'Autriche de ses provinces allemandes. Dans cette circonstance, Beust ne se départit pas de cette naïveté qui étonne chez un négociateur aussi habile. « Quelles garanties, s'écria-t-il, contre qui ! La France ni l'Italie ne songent pas à nos provinces ! la Prusse, seule, les convoite ! Alors c'est donc une garantie analogue à celle que donnent les brigands italiens aux voyageurs qui s'entendent avec eux. » Cela empêche-t-il les voyageurs d'accepter cette garantie ! Beust répondit par des « sottises » aux avances de Bismarck, et commit une faute. Le milieu de réserve hautaine au centre duquel il se trouvait transplanté, avait faussé son jugement, mais bientôt son intelligence indiscutable reprit le dessus et il conseilla de se plier aux circonstances. Le César apostolique n'avait pas perdu tout prestige, puisqu'on s'évertuait à offrir des satisfactions à son orgueil. François-Joseph sentit seul cette nuance, mais cela ne suffisait pas, comme nous le verrons tout à l'heure. Les sentiers d'étiquette que nous suivrons avec Beust pendant l'été de 1867, nous amèneront à une clairière où nous apercevrons le souverain isolé,

luttant seul contre la servilité des hommes et constatant, épeuré, que l'accès du parlementarisme est périlleux à un autocrate, car il lui enlève ses plus fidèles partisans !

Désintéressée de la question du Luxembourg, la chancellerie autrichienne était entreprise par l'ambassade française qui s'évertuait à obtenir de François-Joseph la promesse d'une visite à l'Exposition. Cette visite était si vivement désirée par Napoléon III et surtout par l'Impératrice, que la diplomatie en avait fait une de ses principales préoccupations. Or, François-Joseph n'entendait pas faire le premier pas, et toutes les démarches de M. de Grammont paraissaient infructueuses, quand arriva la nouvelle de la mort de l'empereur du Mexique.

Les deux frères ne s'aimaient guère, car leur entourage s'était activement employé à envenimer des relations, tendues depuis la nomination de l'archiduc Maximilien à la vice-royauté de Lombardie. Le docteur Bash, illustre praticien attaché à la personne de l'empereur du Mexique, a assisté, soutenu et préparé son souverain à la mort. Dans la nuit qui précéda l'exécution, Maximilien écrivit de nombreuses lettres à ses amis d'Europe. Distinguant, à une heure avancée, un mince filet de lumière dans la chambre impé-

riale, Bash y entra et vit l'empereur accoudé, pensif, devant un papier blanc, une plume à la main. A l'aspect de son compatriote, Maximilien demanda, certain d'être compris.

— Et à lui? dois-je lui écrire?

— Oh Sire! certainement, dit Bash.

Maximilien eut un sourire amer.

— En chrétien! à la veille de la mort! [1]

Il devenait obligatoire à François-Joseph de faire étalage d'une profonde douleur, d'ailleurs sincèrement sentie, au dire de ceux qui l'approchaient. Le tragique événement parut à Napoléon III un excellent prétexte pour une visite de condoléance, naturelle de la part de celui qui avait entraîné dans cette aventure l'infortuné

1. Je trouve, dans les mémoires de Beust un passage relatif aux relations des deux frères, tout à l'avantage de François-Joseph. Quand la chancellerie autrichienne songea à intéresser les Etats-Unis au sort de l'archiduc, elle proposa d'offrir aux Mexicains la garantie de la réintégration de Maximilien dans ses droits autrichiens dont il avait signé l'abandon à Miramar. Cette réintégration ne pouvait avoir lieu sans une réunion du conseil de famille composé des archiducs et présidé par l'empereur. Se rappelant qu'après Sadowa, François-Joseph avait été, entre Schœnbrunn et Vienne, accueilli par le cri de *Vive Maximilien*, quelques archiducs se déclarèrent opposés à la mesure. L'empereur plaida vivement la cause de son frère et la réintégration fut prononcée. Il était trop tard. La notification de cette décision à Washington se croisa avec le télégramme :

Emperor Maximilian condemned and shot!

archiduc. Le prince de Metternich annonça à sa cour que Napoléon et l'impératrice iraient à Salzbourg dans l'espoir que cette visite leur serait rendue à Paris. En août, l'empereur et l'impératrice accompagnés du chancelier et des deux présidents du Conseil, reçurent à Salzbourg Napoléon et Eugénie, dont Beust, dans ses mémoires, admire la grâce exquise et les toilettes modestes, *portées visiblement pour s'effacer devant la beauté de l'impératrice Élisabeth*. On parla peu politique; Napoléon, pour attirer le couple impérial apostolique à Paris, où on aurait le temps de causer, n'avait amené que le général Fleury. On réussit quant à François-Joseph, mais Élisabeth prétexta son état de grossesse pour décliner l'invitation. L'entrevue de Salzbourg avait eu lieu le jour anniversaire de la naissance de l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse avait envoyé un télégramme matinal de félicitations, en y ajoutant cette phrase *(Empfehl mich der französischen Majestät)*. (Rappelle-moi aux Majestés françaises). Persuadé que cet acte de courtoisie pourrait servir à un rapprochement, Beust se remua et obtint que Guillaume, en villégiature à Bade, viendrait à Oos saluer François-Joseph, à son passage, en octobre. Mais, dit Beust dans ses mémoires, la plaie n'avait pas eu le temps de se cicatriser.

L'entretien fut des plus froids. Le chancelier autrichien recueillit les reproches de l'entourage impérial pour avoir fait au roi de Prusse une révérence trop profonde.

Un court arrêt à Nancy, où l'empereur visita le tombeau des princes lorrains, « que, dit-il ensuite à Napoléon III, il laissait sous bonne garde », et les deux monarques se revirent le soir à la gare de l'Est. On reçut François-Joseph avec empressement, et on lui prodigua les honneurs et les promesses. Le fait d'avoir été vaincu par les armes françaises suffit à le rendre populaire. La multitude profita même de sa présence pour manifester. On cria qu'on désirait « la liberté comme en Autriche ». Quelques notes discordantes, au sujet des affaires de Rome, furent promptement étouffées.

Ces agaceries impériales eurent pour dénouement une petite comédie. Les *fidèles* bourgeois de Vienne pensèrent que, puisque leur seigneur et maître était en veine de politesse, il pourrait accéder au grand désir qu'ils avaient de le voir, à son retour, mettre de côté l'uniforme traditionnel et apparaître en costume civil. On avait tant de fois espéré de voir l'empereur en bourgeois, et toujours cet uniforme blanc... Les boutiquiers, oubliant que leurs exigences et leurs

criailleries avaient singulièrement paralysé l'action défensive, prétendaient que le militarisme n'était pas de saison après Sadowa. L'habit civil, — cher au commerce viennois en mémoire du vêtement bleu de l'empereur François et du frac de l'archiduc, père de l'empereur, — c'était le symbole de son accord avec le souverain. Le ministère en fonctions avait été baptisé du nom de « bourgeois » et Beust, dont son désir d'aplanir les aspérités, céda aux instances de ses collègues cisleithans et se chargea de cette importante négociation. Dans l'espoir de surprendre au saut du lit son auguste maître, le chancelier attendit toute la nuit pour rien, car l'empereur sortit de sa chambre à coucher en uniforme et se rendit immédiatement à la gare.

— Il ne fallait pas y songer, dit Beust. D'ailleurs, je suis convaincu que j'ai veillé en pure perte. Dans une autre circonstance, comme je faisais part à François-Joseph de l'ambition des Viennois de le voir en costume civil, il répondit en souriant, mais d'un ton décidé... N'insistez pas!

Le retour allait mettre le ministère commun [1]

1. Beust, chancelier; Becke, ministre des finances; John, ministre de la guerre.

aux prises avec la question du concordat. Dans sa lettre au cardinal Rauscher, Beust rappelle que Bismarck avait dit en apprenant sa nomination au poste de chancelier :

— Tant qu'il ne sera pas débarrassé du concordat, il ne sera pas à craindre.

A l'ouverture des débats au Reichsrath, Protobavera, catholique ultramontain, s'écria :

— Le concordat, cette plaie au corps du peuple autrichien.

Tous les partis semblaient reconnaître l'urgence des négociations avec la cour de Rome, et ces négociations furent entamées malgré la fameuse lettre protestative de vingt-cinq évêques, dont l'empereur avait, avant son départ, exprimé officiellement son déplaisir au prince-archevêque de Vienne. La nécessité des réformes se faisait surtout sentir dans l'enseignement, et la couronne avait accordé au conseil municipal l'autorisation de construire une école normale laïque ; d'autres questions, celle du mariage civil, des rapports des divers cultes entre eux, étaient soumis à l'examen des pouvoirs publics. Ces dispositions, qui avaient valu une certaine popularité au nouvel état de choses, devaient être affirmées, et c'est dans ce but que les bourgeois de Vienne essayèrent de décider l'empereur

à endosser un frac « au lieu du *froc que le concordat lui faisait porter depuis tant d'années,* » dit un journal libéral. L'uniforme était aussi inopportun que les clameurs des cléricaux. Il était à craindre que la majorité, soumise à tant de courants contraires, ne rejetât quelques mesures libérales et n'amendât défavorablement la constitution. Déjà, en seconde lecture, on avait enregistré quelques défections, et les Polonais prouvèrent une fois de plus leur incompétence politique, en votant, pour satisfaire l'esprit routinier du clergé catholique, contre une constitution qui reconnaissait certains droits à leur nationalité. Ce léger retard ne paraissait toutefois pas devoir nuire à l'ensemble de l'œuvre, car l'Autriche se préparait au fonctionnement régulier du système de dualisme, destiné à lui rendre, dans l'avenir, une force de résistance perdue par son opiniâtreté à s'attacher désespérément à un système condamné.

En se rendant au chassé-croisé des souverains, dansé à l'Exposition universelle, le sultan, de passage à Vienne, reçut la grande croix de Saint-Étienne et fit observer à Beust que le cordon était insuffisant à son obésité. Turquie.

— Cela prouve, répondit Beust, combien les liens sont étroits.

La réponse était à la fois juste et spirituelle. Peu à peu, les événements ont amené l'ennemie héréditaire des successeurs d'Othman, à se solidariser avec la Turquie au point de devenir son meilleur allié et son dernier défenseur en Europe. Tablant sur l'insurrection de Crète, la Russie réclamait contre la Porte une *coercition morale* et employait les efforts de sa diplomatie à amener la France dans son orbite. Déjà les deux puissances, pleines *d'entente cordiale*, discutaient l'éventualité d'une *coercition matérielle*, quand l'entrevue de Salzbourg vint bouleverser les plans de Gortchakoff. L'ardent désir du couple impérial français *(die französischen Majestäte)* de recevoir François-Joseph, le rendit accessible aux raisonnements du césar *apostolique*, qui intervint en faveur de son voisin *musulman*. Combien sont petites les causes des grands effets et que les mots perdent de signification avec le temps ! Comment voudrait-on arrêter la transformation et accorder la présomption d'éternité à quoi que ce soit ? Aujourd'hui qu'on discute les diverses manifestations d'irresponsabilité, ne devrait-on pas songer à classer parmi les irresponsables ces conservateurs à outrance qui combattent pour des idées reconnues inapplicables. L'intervention de François-Joseph, du successeur de Léopold et de Jean Sobieski,

sauva la Turquie d'un démembrement prématuré.

Les affaires étaient péniblement dirigées par deux hommes d'État, Fuad et Aali. Il fallait contenter les tuteurs européens, et c'était difficile, car, comme nous l'avons dit ailleurs, les exigences de ces tuteurs différaient totalement. En appréhension d'une entente probable entre la France et la Russie, on crut s'attacher la France en lui accordant quelques satisfactions : droit aux étrangers [1] de posséder des immeubles, fondation d'un lycée selon les indications d'un inspecteur général de l'Université de Paris. Là se borna la bonne volonté de la Porte, et il est à supposer que, sans la promesse de François-Joseph de venir à Paris, ce n'eût pas été suffisant pour déterminer Napoléon à se séparer de la Russie.

Le départ de Karam pour l'Algérie rétablit la paix, et la Porte en profita pour soumettre la montagne des Ansariès et le district dreuse du Hauran, aussitôt réorganisé. En Serbie, la remise au prince Michel des forteresses, à la condition que le drapeau turc flotterait au-dessus de Belgrade, à côté du drapeau serbe, ombre de vas-

1. A l'exception des sujets ottomans qui avaient changé de nationalité.

salité que Michel accepta avec reconnaissance, ne profita pas longtemps à la réconciliation entre le suzerain et le vassal. Les Circassiens continuaient leurs déprédations en Bulgarie, et une émeute soudoyée par les comités établis clandestinement à Bukarest, à Belgrade et à Galatz éclata avec une certaine violence. Dispersés par l'armée régulière, les mutins se reformèrent, s'organisèrent en compagnies de « haydouks » et gagnèrent la montagne, où ils se maintinrent jusqu'à l'hiver. La Porte protesta contre les encouragements du dehors, et rendit responsables de ces troubles les gouvernements russe, grec, roumain et serbe.

N'ayant contre la Russie et la Grèce d'autre action que l'action diplomatique, le divan se souvint à propos que les princes de Roumanie et de Serbie étaient les vassaux du sultan et par conséquent soumis à sa juridiction. Le 20 août, un paquebot du Lloyd autrichien mouillé à Roustchouck fut envahi par la police, dont le chef se mit en devoir de procéder à l'arrestation de deux sujets turcs compromis dans l'insurrection. Le Bulgare Ivan Voinoff et le Serbe Zvetko Pavlovitch voyageaient, le premier avec un passeport roumain, le second avec un passeport serbe. Sommé de les livrer, le capitaine en référa au consul d'Autriche. Le valy de Bulgarie, Midhat-

Pacha, escorté d'un fort détachement de soldats, amena le consul sur la berge. Pendant que les passagers débarquaient, Pavlovitch et Voinoff se barricadèrent dans leur cabine. Sur l'ordre de Midhat, et avec l'assentiment du consul, les Turcs prirent d'assaut les cabines et massacrèrent les passagers suspects.

Naturellement la Serbie et la Roumanie protestèrent, la Serbie surtout. Le métropolite de Belgrade s'empressa, avec une célérité stupéfiante, de canoniser Pavlovitch ; Garachanine fulmina contre l'arbitraire d'un meurtre sans jugement ; l'Autriche désavoua son consul, et le sultan consentit à accorder une indemnité pécuniaire, mais non à punir Midhat-Pacha. La raison alléguée était suffisamment plausible : s'ils voulaient être jugés, les passagers eussent dus se constituer prisonniers à première réquisition. La résistance aux ordres d'un représentant du sultan, leur seigneur et maître, avait reçu un juste châtiment. Cette solution ne satisfit pas les Serbes. Garachanine donna sa démission et fut remplacé d'abord par Ristich, et ensuite par Petronievitch qui ordonna des armements, d'accord avec la Skouptchina. Bientôt les préparatifs devinrent si ostensibles que la Porte en avisa les puissances.

Le sultan ne se faisait pas d'illusion. Aucune faveur, aucune concession n'amenderait le prince de Serbie, vassal turbulent ou voisin incommode. Les siècles de compression étaient là qui se dressaient devant la race slave et la rendait sourde aux meilleurs avis. Les Monténégrins et les Serbes intriguaient à qui mieux mieux avec les Bulgares, et les aménités de la Porte, conseillées par les puissances protectrices, restaient sans effet. Je lis dans une excellente revue anglaise et dans la *Revue des Deux Mondes*, deux articles humanitaires qui blâment la Porte de ne pas faciliter « *le rapprochement défensif de ses tributaires, la meilleure solution de la question d'Orient !* » Si on proposait cela aux Anglais pour l'Hindoustan ? et aux Français pour l'Algérie ? Évidemment, la conquête n'est pas un principe de droit, mais, en revanche, quel est le droit qui n'a pour principe la conquête ? Les Turcs ont persécuté l'élément slave et chrétien ; c'est leur tour maintenant ; soit ! Il s'agit d'une succession d'injustices, mais pourquoi chercher la justice là où on ne peut la trouver ?

Le point noir de l'horizon ottoman, c'était la Crète. Les mesures répressives de Mustapha, et celles plus conciliantes de son successeur restèrent sans effet, et la Porte envoya dans l'île un ren-

fort considérable sous les ordres du serdar ekrem, le célèbre Omer-Pacha, qui procéda à une guerre d'extermination ; à la fin de l'année, il n'avait pas, malgré ses talents et les 40.000 soldats dont il disposait, réussi à étouffer la rébellion. Un district était-il pacifié à force de représailles, un autre se soulevait, oublieux des cruautés récentes, aussitôt qu'il en était délivré. Comme autrefois Canaris, le marin Courentis devint légendaire. L'*Arcadion*, petit bateau à vapeur, monté par vingt-cinq hommes, se joua de la vigilance de l'escadre turque, à travers laquelle il passa plus de vingt-trois fois, circulant entre la Crète et la Grèce, apportant aux insurgés des secours et des armes, et conduisant en lieu sûr les blessés, les veuves et les enfants, qui, dans cette guerre d'extermination, avaient, autant que les hommes, à craindre de la férocité ottomane. En août, l'*Arcadion*, cerné par toute l'escadre, fut forcé de se réfugier dans une crique et de s'échouer. Courentis y mit lui-même le feu. Quelques jours après, un autre navire de petit tonnage, l'*Union*, recommençait les mêmes évolutions.

En 1866, les puissances européennes s'étaient accordées pour une intervention diplomatique. La correspondance s'éternisa entre les divers cabi-

nets. Fuad-Pacha savait se défendre. Sceptique en religion, mais très musulman en politique, il rendait aux chrétiens mépris pour mépris, et employait à leur égard la phraséologie hypocritement ironique à laquelle la Turquie était depuis longtemps habituée de la part de l'Europe. On se répétait à ce sujet une anecdote. Les catholiques vinrent à son tribunal réclamer le corps d'un grand personnage, livré au clergé grec. — Êtes-vous bien certains, demanda Fuad aux catholiques, que ce brave homme soit mort dans votre religion ? — Oui ! — Et son âme vous appartient ? — Certainement, et sans aucun doute. — Alors c'est bien le moins que vous laissiez le corps aux autres !

Fuad affirmait que la Crète comptait 130.000 mahométans sur 300.000 habitants et échappait au contrôle de l'Europe. En appui d'une note remise par Bourée, ambassadeur de France, les représentants des puissances (excepté l'Angleterre) proposèrent d'appeler les Crétois au scrutin pour décider eux-mêmes de leur sort (éternelle manie de Napoléon III). Fuad répondit par une circulaire (4 avril). L'Empire ottoman était basé sur d'autres principes légaux que le suffrage universel; l'établissement d'une administration chrétienne en Crète servirait à éliminer l'élément

musulman. « Quant à la cession de l'île de Crète à la Grèce, disait le ministre turc, je déclarai formellement à l'ambassadeur de France que, pour obtenir cette cession, il fallait un nouveau Navarin. Aucune puissance n'est aujourd'hui assez forte pour triompher des forces réunies des cinq puissances. Ce ne sera pas un aveu humiliant pour nous de dire que nous ne pouvons pas tenir tête à une coalition armée de l'Europe; mais si jamais une telle coalition venait à se former en dépit de toutes les lois d'équité et d'humanité, non seulement elle devrait anéantir notre flotte et notre armée, mais il faudrait aussi chasser par la violence les 130.000 musulmans crétois, non sans avoir à supporter ce que le désespoir pourrait leur conseiller. C'est aux puissances à réfléchir aux conséquences d'une telle situation. »

L'habileté de cette circulaire força l'Europe à abandonner l'idée d'une annexion à la Grèce, mais la Russie proposa une enquête internationale sur les événements de l'île. Fuad s'engagea volontiers à une enquête dont la forme et le but seraient déterminés par la Porte elle-même, et qui ne pourrait être ouverte « *qu'après l'expulsion d'une manière ou d'une autre des envahisseurs étrangers, trop prompts à dicter la loi aux Turcs* ». Ce

ministre, que nous avons vu si accommodant quand il s'agissait des provinces habitées en entier par les chrétiens, devenait ferme pour défendre les droits de l'Islam. Les pourparlers se trouvèrent suspendus pendant le voyage en Europe. Abdul-Azis fut le premier des successeurs d'Othman dont le pied ait foulé, en voisin et ami, le sol chrétien. Cette infraction à un usage si séculaire qu'il avait pris force de loi, scandalisa médiocrement les Turcs, tant le transformisme est à l'ordre du jour de notre siècle. En Grèce, on espérait que les souverains d'Europe obtiendraient de vive voix ce que les dépêches diplomatiques n'avaient pu obtenir. Napoléon fut sollicité par Alexandre II, le roi Georges de Grèce et d'autres monarques d'intercéder pour les Crétois. L'impératrice Eugénie promit aussi, prétend-on, son appui. Ces combinaisons échouèrent devant le mutisme du sultan, qui prétexta une complète ignorance des langues occidentales, et devant la flexibilité de son compagnon de voyage, Fuad-Pacha, entretenu dans sa résistance par l'Angleterre et l'Autriche. A ce moment, la politique française était guidée au gré du caprice d'une femme et d'un malade ; la taciturnité du *peu galant sultan*, valut à l'amiral Simon, commandant l'escadre française, l'ordre de se rendre sur les

côtes de Crète afin de recueillir, de concert avec l'amiral russe Boutakoff, les femmes, les enfants et les vieillards qui demanderaient à quitter le pays pour éviter les maux de la guerre. Au lendemain de Salzbourg, un contre-ordre fut expédié au même amiral avec l'injonction d'exprimer à Boutakoff le désir d'opérer séparément.

A son retour à Constantinople, le sultan s'aperçut qu'Omer-Pacha perdait en Crète sa réputation militaire et détacha Fuad en négociateur à Livadia, auprès d'Alexandre II. De nombreuses audiences, accordées à Fuad par le tsar, n'avancèrent pas la question, et le Divan se décida à donner à l'Europe une satisfaction apparente. Sans attendre l'entière pacification de l'île, une enquête sur les lieux fut ordonnée et confiée au personnage le plus considérable de la Turquie, le grand-vizir Aali en personne. Débarqué à la Canée en octobre, Aali-Pacha proclama l'aman pour ceux qui déposeraient les armes et offrit aux rebelles un armistice destiné à être employé, par les chrétiens et les musulmans, à l'élection de délégués chargés de s'entendre avec Constantinople sur un futur *modus vivendi*. Rien n'était plus sage, mais un des chefs insurgés, Zimbrekakis, déclara traîtres à la patrie les participants au scrutin. Aali réunit cependant, tant

bien que mal, quelques délégués auxquels il promit d'établir de grands vilayets et de les confier à des pachas chrétiens. Cet essai parlementaire exaspéra les rebelles, et Aali, en quittant l'île, enjoignit à Hussein-Avni-Pacha de recommencer les hostilités.

La mission du grand-vizir eut cependant ce résultat que les ambassadeurs se débarrassèrent des importunités grecques en rejetant sur la Turquie la responsabilité des événements futurs; *car, après tout*, dit un diplomate autrichien, *la Porte a, en Crète, les mêmes droits à la répression d'une révolte que la Russie en Pologne, la France en Algérie, l'Angleterre dans l'Inde!*

C'est cette vérité que Fuad réussit à faire dire par une des puissances et à faire accepter par les autres, sauf cependant la Russie, mécontente de la solution internationale de la question crétoise.

Moldo-Valachie. Le vote de l'emprunt contracté à Paris fut suivi d'une légère crise ministérielle. Jean Ghika céda la présidence du conseil à Crezzulesco[1]. Le mouvement antisémitique, si menaçant de nos jours, naquit en 1867 en Roumanie. La haine de l'élément israélite qui accaparait à son profit les

1. Galisco, Batiano, Bovesca.

ressources métalliques de ce pays agricole, se traduisit par l'application d'anciennes lois édictées en vue de la persécution religieuse. On parla et on écrivit beaucoup contre cette tendance, et les polémiques, après avoir coûté son portefeuille à Crezzulesco, amenèrent une dissolution du parlement et un remaniement du personnel ministériel. Galesco, ministre des affaires étrangères, fut investi de la présidence du conseil. Le prince Charles vint saluer le sultan à Roustchouk[1], à son passage dans les eaux roumaines du Danube. Ce fut, je crois, le dernier acte de vasselage effectif accompli par le souverain des principautés danubiennes.

L'événement de l'année fut le mariage du roi avec la princesse Olga, fille du grand-duc Constantin de Russie. Beaucoup de châteaux en Espagne avaient été bâtis sur ce mariage, dont on espérait des merveilles. La princesse apporterait en dot, au moins, l'île de Crète, assuraient les philhellènes. Mais l'Europe n'était pas assez hostile à la Turquie pour autoriser une pareille transaction et la Russie elle-même resta fidèle à la politique de Nicolas, résumée dans la relation Grèce.

1. Au passage à Belgrade, le prince Michel de Serbie s'était, sous prétexte de santé, excusé.

de sir Hamilton Seymour. — « Je ne tolérerai jamais, avait dit le prédécesseur d'Alexandre II, la reconstruction de l'empire byzantin, ou une extension telle de la Grèce qu'elle pût devenir un État puissant. » — Un moment d'entraînement avait poussé le cabinet de Saint-Pétersbourg à discuter avec la France la possibilité d'une annexion, mais l'attitude résolue de Fuad le fit reculer sans trop de colère. Malgré l'exiguïté relative de son apport, la reine Olga fut admirablement reçue à Athènes. Les Grecs, fiers de l'hellénisme et de la constitutionnalité de leur roi, étaient enchantés de le voir s'allier à une princesse professant la religion orthodoxe d'Orient. La certitude que l'île de Crète ne serait pas annexée à la couronne eut pour unique résultat de refroidir singulièrement l'enthousiasme pour les insurgés.

Voisins immédiats des Slaves turcs, les Grecs commençaient à connaître leurs sentiments, et le slavisme les effrayait autant que le mahométisme, plus même, car ils savaient qu'ils ne pourraient pas, en cas de conflit, compter sur la partialité de l'Europe. On n'ignorait pas à Athènes que la France avait proposé, au moment de la *coercition matérielle*, l'annexion à la couronne de Grèce de l'Épire et de la Thessalie, et que la Russie s'était

opposée à cette combinaison. De tout cela, il résultait un certain chaos de sensations, dont la finesse proverbiale des Grecs se servait pour louvoyer en travers de la politique européenne. Entretenir l'hellénisme chez les compatriotes assujettis à la Porte, tout en répondant victorieusement aux demandes d'explication de celle-ci; feindre un dévouement profond et une gratitude éternelle, tantôt pour la Russie, tantôt pour la France, tantôt pour l'Angleterre, dans le but d'obtenir quelque chose de chacune de ces puissances — résultat qui jusqu'ici n'avait jamais manqué — mais au fond ne croire à rien et faire profession d'un profond scepticisme. C'est sous ces impressions que Boulgaris revint au pouvoir.

Russie.

A l'exception de la dissolution violente de l'Assemblée locale de Saint-Pétersbourg, trop franchement hostile à certaines mesures fiscales, incident d'ailleurs indifférent à la multitude, peu au fait d'un gouvernement représentatif, l'année, affligée dans ces derniers mois par une épouvantable famine, fut tranquille en Russie. Le voyage du tsar, villégiature impériale terminée par l'attentat de Berezowski, avait choqué les Russes, qui blâmaient secrètement, mais vertement, *leur père* d'aller « dans le lieu de débauche de l'Europe ». Les plus austères se scandalisaient du

sans-gêne affecté par Alexandre II pendant la première semaine de son séjour à Paris, de la loge retenue par télégraphe, aux Variétés, pour entendre Hortense Schneider dans la *Grande-Duchesse de Gérolstein*, des fiacres et des soupers au café Anglais. L'attentat de Berezowski fut considéré comme un avertissement du ciel. Au retour du tsar dans ses États, l'accueil, toujours respectueux de ses sujets, se revêtit d'une certaine gravité triste, la plus haute expression de blâme qu'ose se permettre le loyalisme moscovite. Cette attitude s'accentua à la nouvelle du résultat du procès Berezowski. Ignorants des formules de la justice libre, les Russes considéraient le verdict du jury comme une insulte de souverain à souverain, et se disaient entre eux — *Il* s'est attiré cet affront! Qu'avait-*il* besoin d'aller à Paris, chez le neveu de celui qui a brûlé Moscou? Avec une armée, passe encore! mais seul! en visite!

Cet accueil, dont lui seul saisissait les nuances presque insaisissables, assombrit Alexandre II, et le retint entre les bras du parti national qui, tout en houspillant son entourage, ne se permettait pas, au sujet de ses actes, aucune appréciation, même muette.

En Orient, la Russie essaya une rentrée qui obtint un succès d'estime. Les combinaisons cré-

toises échouèrent. Déjà, au moment de l'intronisation du prince Charles en Moldo-Valachie, Gortschakoff avait fait ressortir, dans la rédaction de ses notes, l'irrégularité des relations de la diplomatie européenne avec la Sublime Porte, et la sénilité du traité de 1856, si désagréable à la Russie.

« Votre traité, écrivait le vice-chancelier, je le respecte, et même je suis le seul à le respecter, car tout le monde le viole ; la Turquie qui ne l'exécute pas, aussi bien que les principautés qui appellent un prince étranger sans en avoir le droit. Mais êtes-vous décidés vous-mêmes à le respecter et à le faire respecter ? Alors soit, délibérons ; sinon, je ne l'aime pas assez pour venir réparer les brèches qu'il reçoit. Si c'est pour cela que nous devons nous réunir périodiquement, ce n'est vraiment pas la peine. Il n'y a aucune dignité pour l'Europe à se constituer gravement en conférence pour sanctionner des faits accomplis malgré elle. »

La Russie se désaffectionna de la question moldo-valaque et laissa libres les puissances d'agir à leur gré. Nous avons vu les événements produire de ce côté une solution opposée à l'esprit du traité de Paris : un démembrement prématuré de la monarchie ottomane. En Crète, les fluctua-

tions françaises préjudicièrent à l'initiative russe qui dut se résigner à une déclaration de non-intervention. Selon l'expression triviale d'un diplomate, on laissa la Turquie « cuire dans son jus ». Cette situation avait des côtés qui ne déplaisaient pas à la politique russe.

Suède et Norvège. La séance solennelle de la Diète eut lieu le 16 janvier, et la discussion des réformes s'ouvrit immédiatement pour durer toute l'année. Le roi reprit avec une rare persévérance son projet de modification du pacte d'union avec la Norvège.

Danemark. Là aussi, l'ère des événements était passée. L'essai de la nouvelle constitution occupa exclusivement les esprits. Si on en excepte des négociations avec la Prusse au sujet de la rétrocession des districts scandinaves du Schleswig, où la chancellerie danoise fit preuve de prudence en consentant plutôt à abandonner quelques parcelles de son territoire que d'accepter des modifications constitutionnelles exigées par Bismarck sous forme de garantie, rien ne vint troubler les pacifiques discussions du Parlement, ayant toutes pour objet les réformes administratives et sociales, présentées par le cabinet du comte Frijs. Le Rigsdag s'occupa de la cession aux États-Unis des deux Antilles danoises, Saint-Thomas et Saint-Jean.

Hollande. Paris, la résidence préférée des princes de

la maison de Nassau, avait pour le roi de Hollande un charme particulier. Une amie, célèbre par sa beauté, y jouissait, au milieu du luxe dont il l'avait entourée, d'une situation exceptionnelle, sur la limite extrême du monde officiel et du demi-monde. Circonvenue par un agent secret du gouvernement français, elle avait proposé à plusieurs reprises, mais sans succès, à l'amoureux monarque, de troquer le Grand-Duché de Luxembourg contre une somme relativement modeste, quoique rondelette. Alléchée par le magnifique pourboire promis par l'agent et dans l'espoir d'écorner fortement la somme, la dame s'attela à l'affaire avec persévérance et obtint en 1866 le consentement royal.

Les Hollandais tenaient au Limbourg, mais ne demandaient pas mieux que d'être débarrassés du Luxembourg. Désireux de plaire à sa belle, découvrant un moyen commode de rompre ses liens avec l'Allemagne, le roi, après quelques hésitations, accepta des conditions qui sauvegardaient entièrement, il faut le reconnaître, les droits des Luxembourgeois. Il ne s'agissait plus que de signer, quand une indiscrétion[1] dévoila

1. On prétend que cette indiscrétion fut commise par la dame elle-même à un de ses amants.

ces pourparlers, tenus rigoureusement secrets, à la presse allemande, qui s'éleva contre l'intrusion de la France sur le territoire de l'ancienne Confédération. Cela eût peu importé à Guillaume III ; la cession faite, c'était affaire entre la France et l'Allemagne; mais les ministres pensèrent qu'ils engageaient leur responsabilité s'ils ne soumettaient pas le contrat à toutes les parties intéressées. Or, la présence d'une garnison prussienne à Luxembourg classait la Confédération du Nord parmi les intéressés. Le président du Conseil avertit le roi. Le cas était grave; à Paris, en bon et haut lieu, on avait promis le secret. Mais à ce jeu Guillaume III risquait sa couronne, car les Hollandais s'irriteraient d'être directement mêlés, par la faute de leur très constitutionnel monarque, à un conflit européen. De peur d'être influencé, le roi quitta Paris, se rendit à La Haye, et... malgré les conseils de la France et les supplications de son amie, peut-être même en raison de ces conseils et de ces supplications, il appela un beau soir (26 mars) le comte Perponcher, ministre de Prusse, et lui raconta tout, pendant que Van Zuylen faisait rédiger une dépêche dans le même sens, pour être communiquée au chancelier de la Confédération. L'extraordinaire habileté de Bismarck dénatura

immédiatement la question. Il répondit à la note du ministre hollandais que, quant à lui, il ne mettait pas en doute les droits que pourrait invoquer le roi des Pays-Bas pour disposer de la souveraineté du Luxembourg, mais il se fit le lendemain interpeller à ce sujet au Parlement de Berlin. Alors, après avoir attiré l'attention de Bylandt sur l'état de l'opinion en Allemagne, défavorable à une cession dont il lui conseilla de peser les éventualités possibles, il l'engagea à éviter à la Hollande une responsabilité. La même note contenait une réponse, longtemps attendue: le Limbourg était reconnu libre de tout lien fédéral avec l'Allemagne. La majorité de la nation hollandaise devint du coup bismarckienne. Persévérer dans la négociation, c'était s'aliéner la Confédération, aussitôt après avoir bénéficié d'un acte indubitablement bienveillant et courtois. Une entente avec la France, désapprouvée par la nation, eût été dangereuse. Le roi pouvait arguer de ses droits sur le Luxembourg; la nation n'en avait pas; mais elle en avait sur le roi. Jamais la prudence hollandaise ne consentirait à déplaire à un puissant voisin pour une province dont elle ne se souciait pas. Oui, mais Napoléon III n'était pas non plus un voisin à dédaigner! Comment prendrait-il la rupture de négociations aussi

avancées? Le danger, pour avoir changé de face, restait tout aussi menaçant, car le gouvernement français convint que le roi de Hollande avait toujours la faculté de se dédire, mais déclara qu'il ne tolérerait plus la présence d'une garnison prussienne à Luxembourg. La Prusse et la France se dressèrent face à face; l'une cherchait des alliances, l'autre armait. Sans être directement en cause, la Hollande se trouva compromise. L'opposition en fit un grief au ministère Van Zuylen, qui affirma que la cession était avantageuse, puisqu'elle faisait cesser une union dont personne ne se souciait. Ce n'était pas répondre, car la cession précisément devenait impossible. Les Hollandais abhorrent la guerre: l'idée d'en être les provocateurs leur était insupportable, et les affaires intérieures allaient se gâter. Heureusement Bismarck et Napoléon craignaient également de rompre la paix. Nous avons vu que le conflit fut évité et que la conférence de Londres régla le différend à l'amiable. Cependant le Luxembourg resta uni à la couronne jusqu'à l'extinction de la descendance mâle de la dynastie régnante, et cette solution, aggravée de la garantie accordée par la Hollande à la neutralité du Grand-Duché, fut vivement critiquée par l'opposition (Thorbecke, Godefroy). Sur le budget des affaires étrangères, une

majorité antiministérielle se forma. Le roi n'accepta pas la démission de Van Zuylen qui, malgré cet échec, géra les affaires jusqu'à la fin de l'année. La dissolution des Chambres fut prononcée aussitôt.

La question du suffrage universel, qui divise les opinions en Belgique, presque depuis sa formation, fut remise sur le tapis sans plus de succès que les années précédentes. Un député proposa l'élargissement du suffrage restreint par l'adjonction des capacités et l'abaissement du cens. Après de longues discussions, ces modifications furent écartées. Cependant, sur une proposition de M. Orts, tendant à mettre la représentation nationale en rapport avec l'accroissement de la population, on vota l'élection de six nouveaux députés et de trois sénateurs. La mesure profita surtout aux villes, Bruxelles, Liège, Anvers. Les élections partielles, ordonnées en vertu de la nouvelle loi, renforcèrent le parti libéral. Belgique.

Léopold II ne pouvait guère s'abstenir d'aller à Paris ; mais l'événement de l'année fut le voyage du sultan en Belgique. Quand on prend du galon, on n'en saurait trop prendre. Résigné à fouler le sol infidèle, le padishah, comme le shah, voulut faire des visites à tout le monde. En écartant même de la proposition le mutisme proverbial

d'Abdul-Azis, on se demande ce que pouvaient se dire le roi des Belges et le sultan des Ottomans, que les plénipotentiaires et les consuls n'aient déjà mille fois répété. Il est vrai que les acclamations du peuple suffisaient pour empêcher toute conversation ! Coût, 250.000 francs.

Grande-Bretagne.

L'historien ne se lasse pas d'admirer en Angleterre l'esprit de conciliation des partis. Si divisés qu'ils soient théoriquement, dès qu'il s'agit de l'action, un seul mobile les conduit : le bien de la puissante monarchie aux intérêts de laquelle ils veillent avec sollicitude. C'est ainsi que les torys eurent la gloire de réformer la loi électorale, présentée jadis par les whigs. Quinze années furent employées à ce travail sans que jamais il y eût arrêt complet ou mauvaise volonté chez aucun des ministres d'opinions différentes. Les Anglais sont attachés à leurs libertés sociales, politiques et judiciaires qu'ils défendent avec acharnement et dont ils jouissent avec sagesse. Ce n'est pas un vain mot que celui prononcé jadis par lord Chatham :

« L'homme le plus pauvre défie dans son *cottage* toutes les forces de la couronne ! La chaumière peut être bien frêle, son toit peut trembler, le vent peut souffler entre les parties disjointes, l'orage peut y entrer, la pluie peut y entrer,

mais le roi d'Angleterre ne peut pas y entrer! Tout son pouvoir n'oserait franchir le seuil de cette masure en ruines. »

Ce respect du « home », seule liberté sociale et logique du citoyen, s'harmonise avec un patriotisme lucide, détermine les privilégiés à abandonner des prorogatives nuisibles au bien général, et resserre les revendications dans des limites raisonnables.

Quand, au banquet du lord-maire, après que le bill de la réforme électorale eut enfin été voté au parlement, Disraëli dit « qu'il avait arraché aux whigs le monopole du libéralisme », il eût pu ajouter que les whigs s'étaient prêtés à cette extorsion. Nombre de discours furent prononcés, et les orateurs des partis y prirent part, mais personne ne songea à en nier l'opportunité ou à rechercher quel en était le véritable auteur, le libéral Gladstone, le socialiste Bright, ou le conservateur à outrance Carnavon? Le principe de la réforme, c'est-à-dire l'extension du suffrage en faveur des classes pauvres, était admis, et si, pour arriver à une entente, le cabinet tory avait dû se priver du concours actif des ultra (Peel, Carnavon et Cranbourne), les whigs et les radicaux ne marchandèrent pas plus leur concours que la Chambre des lords, dont l'influence, déjà diminuée, était cependant at-

teinte par une loi qui augmentait indubitablement les attributions de la Chambre des communes. Whigs et torys, persuadés, au contact de l'agitation grandissante, que la nation approuvait la loi, ne voulurent pas en retarder la promulgation par attachement exagéré à des théories gouvernementales. Cette réforme, qui avait servi de prétexte à tant de discussions au palais de Westminster, qui avait précipité du pouvoir tant de ministres, servit de base aux élections de 1868 et devint loi fondamentale en 1869. Le bill conférait (pour l'Angleterre) le droit de vote dans les bourgs à tout individu occupant une maison ou un appartement garni d'un loyer annuel de 10 livres sterling (250 francs), s'il justifiait d'une année de résidence, dans les comtés, à tout franc tenancier (free holder) jouissant d'une propriété concédée de plus de 5 livres sterling (à vie ou pour plus de soixante ans), et à tout locataire ou fermier (lease holders) payant un loyer ou un fermage de 12 livres sterling. Les uns et les autres devaient acquitter la taxe municipale ou la taxe des pauvres. Le corps électoral de l'Angleterre[1] se trouva ainsi porté à 1.200.000 vo-

1. Dans les bourgs 450.000 sur 750.000 électeurs. Dans les comtés 400.000 fermiers ou laboureurs sur 460.000.

tants, tandis que les trois royaumes n'en comprenaient précédemment qu'un million. Cette initiative d'un ministère conservateur devrait servir d'exemple aux conservateurs parlementaires du monde entier.

Cependant les sociétés ouvrières, à l'examen détaillé de la loi, n'en furent pas satisfaites, et le gouvernement, dans un but de pacification énergique, ordonna une enquête sur le fonctionnement des trade's unions (associations d'ouvriers) dont quelques-unes étaient accusées d'employer comme propagande un système de terreur. Ces sociétés n'étaient pas reconnues par la loi. Dans l'esprit du gouvernement, il ne s'agissait ni de les dissoudre ni de les persécuter, mais de les légiférer et d'en faire des personnalités légales. C'est à mon sens l'unique façon de traiter la question sociale, qui, à cette époque déjà, se dégageait de son enveloppe politique.

Les deux Chambres étudièrent et votèrent bien des mesures importantes et utiles. La sollicitude du gouvernement conservateur s'étendait sur les classes pauvres, aussi ardente et plus effective que celle des radicaux. La revision des lois sur le paupérisme et une répartition plus équitable des charges de l'assistance publique ; la modification du système d'organisation du travail agricole ; une

loi qui régla la condition du travail dans les fabriques ; le bill désigné sous le nom de « master and servant bill » qui légiféra les contestations entre patrons et ouvriers et fit disparaître une inégalité dont ces derniers étaient victimes devant les tribunaux ; l'établissement d'un conseil de prud'hommes « councils of conciliation » ; enfin, un bill de tolérance religieuse envers les catholiques furent autant de mesures bienfaisantes obtenues de la majorité par le cabinet tory, dont l'activité, en 1867, peut être qualifiée d'impeccable.

Cette année, si glorieuse pour l'Angleterre, qui, seule en Europe, s'occupait avec sagacité et prévoyance du quatrième État, fut ensanglantée par le réveil du fénianisme. Les Irlandais émigrés en Amérique y avaient établi une sorte de comité gouvernemental, afin d'entretenir l'agitation dans la mère patrie. Toléré par les États-Unis, en représailles de l'attitude de l'Angleterre pendant la guerre de sécession, ce comité dépêcha des émissaires chargés de soulever les populations mécontentes d'un état de choses qui subordonnait dans les campagnes l'élément indigène à l'élément anglais. Massey, le chef de ces émissaires et le plus remuant d'entre eux, fut arrêté le jour même de son débarquement, dans la nuit du

5 mars. Aussitôt, un soulèvement éclata à Dublin, à Cork et à Limerick. Mais l'île était occupée par une nombreuse garnison, et la révolte fut comprimée sans trop d'effusion de sang. Comme le clergé catholique, de l'amélioration du sort duquel le Parlement s'occupait, blâmait le mouvement, et que des curés en chaire excommuniaient les fénians, les agitateurs américains se reconnurent impuissants en Irlande et transportèrent l'agitation parmi leurs compatriotes disséminés dans la grande île. Une bande armée, sortie de Liverpool, tenta d'enlever par surprise l'arsenal de Chester; une voiture cellulaire fut attaquée, près de Manchester, par une troupe d'Irlandais, qui assassina les policemen et délivra les prisonniers; à Londres même, une procession funèbre eut lieu en l'honneur des « martyrs de l'Irlande », et les fénians essayèrent de faire sauter le mur de la prison de Clerkenwell, où quelques-uns des leurs étaient internés. L'émotion s'empara des Anglais. Cent mille citoyens se firent recevoir comme constables spéciaux pour veiller à la sécurité publique. La situation devenait grave. L'Irlande recommençait à se remuer, et le ministère se vit obligé de demander au Parlement le maintien de la suspension de l'*habeas corpus* jusqu'en mars 1868, tout en essayant, par

des amendements sagement réfléchis, à atténuer ce qu'il y avait de trop draconien dans les lois existantes. C'est ainsi que lord Naas présenta un projet — d'ailleurs ajourné, — de règlement des différends entre propriétaires et tenanciers en Irlande, et que lord John Russell proposa de procéder par commission royale à une enquête approfondie sur la situation de l'Église catholique. (Cette commission rendit un rapport favorable aux catholiques.) On voit que les Anglais ne traitent aucune question avec cette brutalité frivole en usage chez bon nombre de peuples, mais qu'ils l'étudient sous toutes ses formes, dans le but d'amener la solution la plus équitable. Néanmoins, le fénianisme, en Irlande, s'annonçait gros de complications et extrêmement périlleux.

La guerre danoise avait affaibli le prestige de la Grande-Bretagne sur le continent, et, si on choisit Londres pour la Conférence relative au Luxembourg, ce fut la dernière fois. Cet isolement s'accentua tous les ans, et parut volontaire. Les avis du cabinet de Saint-James ne furent pas toujours suivis, mais l'Angleterre n'a rien perdu de sa puissance. Peut-être cela suffit... Et peut-être c'est sage à l'heure que l'histoire traverse. En 1867, le Foreign Office laissa tout faire sans pro-

tester ni même conseiller, fatigué sans doute de sa dernière et désastreuse campagne. En revanche, son activité s'étendit sur les autres parties du monde : en Asie, Afrique et Amérique. La manifestation la plus imposante de cette activité fut l'octroi, au Canada, d'une existence indépendante. L'extrême satisfaction ressentie par cette province témoigna de l'opportunité de la mesure. Du jour où la colonie obtiendrait un *self government*, elle ne songerait plus à se fédéraliser avec les États-Unis.

Au désespoir des progressistes et du prince Kong, l'empereur, qui se faisait, malgré son âge, initier par ses précepteurs aux affaires, fit suivre un dédaigneux refus de participer à l'Exposition de Paris, de l'envoi d'une mission spéciale en Europe, dont le chef, Anson Burlingame, ministre des États-Unis à Pékin, devint, par une évolution diplomatique sans précédent, le représentant attitré du Fils du Ciel dans les deux mondes. On ne se rendait pas bien compte de la mission de Burlingame, car, à ce moment, la politique de la Chine s'accusait aussi hostile aux étrangers qu'avant le traité de Pékin. Il est vrai que la situation était changée et que le gouvernement avait beau interdire l'accès de ses canaux in- Asie. Chine

térieurs aux steamers étrangers, et beau se refuser à concéder les terrains nécessaires pour la construction des chemins de fer, il ne pouvait plus rien sur le littoral, soumis à la domination exclusive de l'élément européen. En mer, la police était faite par nos bâtiments de guerre, des paquebots sillonnaient les rades et les grands fleuves, et le mystère n'était plus possible que sur des points, éloignés des centres commerciaux. Depuis le traité de Pékin, dont les Européens ont largement et promptement profité, le commerce des nations policées s'accroissait dans des proportions considérables Dans les ports ouverts, la ville européenne devenait aussitôt, sous le nom de *concession*, le centre des affaires. Les principaux de ces ports, Shang-Haï, Hong-Kong, Canton, Foutchéou, bien bâtis, sains et propres, attiraient de nombreux naturels qui y venaient trafiquer et s'habituer à une civilisation dont ils admiraient les effets.

L'exclusivisme de l'Extrême-Orient était si bien vaincu par la fermeté européenne, que la révolution du Japon n'entrava pas, malgré sa gravité, les transactions commerciales, et ne préjudicia pas à leur sécurité. Effrayés des préparatifs de Stotsbashi, exécutés selon les leçons de l'Occident, les daïmios, dont l'orgueil ne pliait que devant le Mikado, et qui

se croyaient tenus, envers son remplaçant, à des obligations uniquement féodales, levèrent l'étendard de la révolte. A la tête des mécontents du Sud, le puissant et turbulent prince de Nagato envahit le territoire taïcounal. Constitutionnellement, le souverain temporel n'exerce de juridiction directe que sur ses terres; les daïmios, comme autrefois les grands vassaux de la couronne de France, jouissent, dans leurs États respectifs, de la prérogative régalienne, à condition de résider quelques mois à Yeddo, et de contribuer à la défense commune par l'apport d'un contingent, évalué par la constitution pour chacun d'eux. A la nouvelle de la révolte de Nagato, les daïmios du Nord accusèrent le taïcoun d'accaparer la puissance souveraine dans ses rapports avec les étrangers, et quittèrent Yeddo à leur tour. Stotsbashi feignit d'abdiquer; puis, rassemblant ses forces au moment où les daïmios du Sud discutaient les préliminaires d'une élection, il les attaqua en décembre près d'Osaka, fut défait et forcé de rentrer à Yeddo. Les insurgés du Sud obtinrent du Mikado un décret de déchéance, et prononcèrent l'abolition du taïcounat. Cette mesure n'obtint pas l'approbation des daïmios du Nord ; une nouvelle guerre éclata aussitôt. L'armée du Sud prit le titre d'*armée du Mikado*.

Indo-Chine.

L'acceptation, par le roi du Cambodge, du protectorat de la France provoqua une révolte dans les États de ce souverain. Un prétendant, Phra-Combo, réunit quelques adhérents. La France envoya des secours à son protégé, et l'ordre fut rétabli.

Les ambassadeurs venus pour visiter l'Exposition signèrent un traité par lequel la cour de Siam reconnaissait le protectorat de la France au Cambodge, et renonçait à toute prétention sur ce royaume.

Indes Néerlandaises.

Le gouverneur Myer promulgua en septembre des ordonnances propres à donner une certaine satisfaction aux indigènes et à calmer leur appréhension.

Afrique. Égypte.

Profitant des dispositions du Sultan, Ismaïl-Pacha obtint des avantages qui le rendirent aussi indépendant que le prince de Roumanie. Par un nouvel iradé, Abdul-Azis l'autorisa à édicter des règlements spéciaux à l'administration de l'Égypte et à des arrangements au sujet de la douane et de la police pour les étrangers, l'obligeant seulement à prendre l'avis du divan avant de conclure des traités commerciaux. La consulte tint sa première séance en 1867; elle se borna à acclamer avec enthousiasme les propositions du

gouvernement. Ce Parlement extra-commode ne parut pas sérieux à l'Europe.

Les travaux du canal de Suez prirent une extension telle que Lesseps affirma, pendant l'Exposition, qu'il considérait son œuvre comme terminée, et promit de livrer dans deux ans le canal à la navigation.

Abyssinie.

Le traité passé avec Salah Salassi était oublié depuis longtemps, et l'Europe négligeait cette contrée où des chefs féodaux se faisaient une guerre perpétuelle, quand on apprit, par les discussions au Parlement britannique, qu'un de ces chefs, Théodoros, avait vaincu ses rivaux ; que, sous le titre de Négus, il avait accru sa puissance par l'annexion de plusieurs provinces; qu'il s'était proclamé empereur d'Abyssinie; que les Anglais avaient, dans un but commercial, noué des relations avec lui, mais que, depuis deux ans, ces relations étaient tendues. Peu soucieux du droit des gens, Théodoros gardait en otage des sujets de la Reine, accrédités auprès de lui, et se refusait à les relâcher avant d'avoir obtenu les avantages convoités. L'Angleterre se proposait à entrer en campagne, et dans son discours de clôture, la Reine annonça la probabilité d'une guerre avec le Négus d'Abyssinie. L'Europe possédait une très vague notion de ce pays exotique, et la déclara-

tion royale fut accueillie avec un vif sentiment de curiosité. La guerre d'Abyssinie, c'était une tentative d'exploration armée.

La famine désola l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

Amérique. États-Unis.

La perspective de l'*empeachment* n'avait pas ému Johnson, qui accepta la lutte, comptant user des pouvoirs étendus que la constitution accorde au magistrat suprême. La rivalité de Johnson et du Congrès se singularise par une extrême mobilité d'allures. Au moindre succès, celui qui croyait l'avoir remporté se livrait à la violence et perdait les avantages que l'autre recueillait en simulant la modération. L'*excursion* avait amené des élections défavorables au premier magistrat de la République; les attaques des radicaux vainqueurs lui rendirent quelque popularité, pour la conservation de laquelle il usa de sa tactique habituelle, se poser en médiateur, tout en continuant sous main à encourager la résistance des États du Sud et à créer au Congrès des embarras. C'est ainsi qu'il fit naître un conflit entre la représentation nationale et la Cour suprême. On sait que la constitution des États-Unis accorde à cette Cour un rôle important. Elle n'est pas seulement le tribunal qui juge en dernier ressort les affaires

civiles, elle est aussi le tribunal politique où se résolvent les différends de toute nature, qui, dans un gouvernement fédéral, s'élèvent entre les États et l'autorité centrale. Endoctrinée par le président, la Cour cassa des jugements des cours martiales, condamna des actes des commandants militaires et par ses décisions, entrava l'action des lois récemment votées. Un dernier verdict, qui annulait le serment politique imposé jadis aux avocats inscrits dans les cours fédérales, détermina le Congrès à adopter un bill portant interdiction formelle à toute personne ayant soutenu la rébellion, de remplir l'office d'avocat. La séance qui produisit ce vote dura deux jours entiers. La majorité, décidée à museler la Cour, refusa une heure de discussion exigée par les démocrates, et ceux-ci, en représailles, proposèrent, à chaque fois qu'on réclamait le vote, une motion d'ajournement. A chaque motion, le règlement obligeait le bureau à faire l'appel, opération qui nécessitait un gros quart d'heure. Ce manège dura jusqu'au soir. On se décida à passer la nuit, les démocrates ayant déclaré qu'ils resteraient toute une semaine en séance, plutôt que de laisser voter la loi, si on ne leur accordait pas leur heure de discussion. Les républicains, plus nombreux (cent neuf contre trente-deux), se

relayèrent pour dîner, espérant avoir raison de la minorité par la faim ; mais les démocrates tinrent bon. A deux heures du matin, le besoin de sommeil poussa quelques républicains à se faufiler par les couloirs et à rentrer chez eux ; cet exemple fut suivi par leurs collègues des deux partis. A quatre heures, on votait toujours, mais par appel nominal, mode plus long employé sur la demande des républicains, qui espéraient ainsi lasser leurs adversaires. Tout à coup, le président s'aperçut des défections. Si la Chambre n'était pas en nombre, le vote se trouvait ajourné d'office. Des sergents et des huissiers furent envoyés chez les représentants fugitifs qu'ils arrachèrent de leurs lits et amenèrent prisonniers au Capitole ; les portes furent closes et les votes recommencèrent, entremêlés de discussions qui dégénérèrent en rires, chansons, lazzis. A l'aube, le bruit se répandit qu'un marchand de comestibles avait demandé au président l'autorisation de vendre ses produits dans l'enceinte. La Chambre, débordant d'hilarité, permit à tout commerçant de victuailles d'entrer, à condition qu'il ne sortirait plus. Des garçons d'hôtel se présentèrent aussitôt, avec des corbeilles, à l'entrée de la salle. Alors ce fut un éclat de rire homérique. Les députés mangeaient, buvaient, fumaient, à cheval

sur leurs sièges... tout en votant. A huit heures du matin, le résultat continuait à être négatif. Repus, les représentants dormaient sur leurs bancs. Les marchands de comestibles criaient, discutaient et prenaient parti. Cela devenait scandaleux. A huit heures du matin, le député radical auteur de la proposition, donna le signal de la retraite, en proposant d'accorder aux démocrates leur heure de discussion. A midi, la loi était votée sans difficulté.

Ces enfantillages profitaient au président, et l'opinion se refroidit pour l'*empeachment*. Comme de nombreux États du Sud repoussaient l'amendement constitutionnel, et que les nouvelles élections approchaient, les modérés du parti républicain optèrent pour la suspension de la procédure, et les libéraux eux-mêmes se prononcèrent dans ce sens. Ce n'était qu'un délai, car la suspension de l'*empeachment* permettait toujours de le reprendre; mais Johnson gagnait du temps et pouvait, en usant de beaucoup de prudence, éviter les coups de ses ennemis. Mais, nous l'avons dit, dans cette lutte bizarre, le succès aveuglait celui qui l'avait obtenu. Le président entreprit de protéger ouvertement la résistance des États du Sud qui refusaient, les uns après les autres, de voter l'amendement constitutionnel.

Le provisoire pesait à tous. Dans leur inexpérience, les nègres ne savaient pas user de leurs droits. Les déterminés assassinaient les blancs dans les plantations, les timides se laissaient assassiner et dévaliser à la porte même des cours fédérales ouvertes pour le redressement de leurs griefs. Les blancs, eux, se faisaient rendre justice par les tribunaux ordinaires des États, dont la partialité n'était un mystère pour personne. Un nègre avait été fouetté à mort pour avoir appelé un blanc par son nom de baptême; un autre avait été fusillé pour avoir refusé une bouteille d'eau-de-vie à son ancien maître. Les juges qualifièrent ces actes d'*homicides justifiables;* bientôt on en arriva, dans certains États du Sud, à ne considérer le meurtre comme un crime que s'il était accompagné de vol. Pour être indirectes et extra-légales, les représailles n'en étaient pas moins sensibles. Le double gouvernement rendait la situation insupportable. Les encouragements de Johnson devenaient dangereux, car ils excitaient et motivaient les sévérités du Congrès. Les hommes sensés le sentaient et l'incertitude de leur sort les opposait à la politique présidentielle, dont ils avaient fini par reconnaître l'infructueuse opiniâtreté.

Les radicaux, irrités, prirent en considération

la situation lamentable du Sud où le provisoire régnait depuis la fin de la guerre, pour proposer à la Chambre des représentants l'établissement du régime militaire, non tel qu'il existait, c'est-à-dire soumis à la jurisprudence civile, mais unique, absolu, dominant les pouvoirs civils, à la juridiction duquel on soumettrait toutes les branches de l'activité nationale, et auquel on conférerait même la mission de dresser les listes électorales selon la loi récemment votée. Le bill partageait le territoire, jadis confédéré, en cinq circonscriptions, à la tête desquelles il plaçait cinq généraux choisis par le Congrès sur la présentation de Grant. C'était remettre le Sud en état de siège et le livrer à la vengeance des abolitionnistes. Appuyé par Thaddeus Summer, le bill passa à la Chambre des représentants et, à la grande colère de Johnson, il ne fut pas repoussé, mais simplement modifié au Sénat par deux amendements. La nomination des généraux était réservée au président de la République, et un traitement moins sévère était promis à ceux des États du Sud qui voteraient l'amendement constitutionnel. Remanié par la Chambre des représentants, où les républicains modérés obligèrent les radicaux à des concessions, le bill militaire fut adopté définitivement le 20 février avec l'adjonction d'une

clause qui réglait l'établissement, dans chacun des États du Sud, d'un gouvernement provisoire fondé sous les auspices de l'autorité militaire. Les rebelles étaient exclus des élections. Quoique Johnson ne manquât pas d'opposer son *veto*, impuissant, eu égard à l'imposante majorité des votants, il ne crut pas pouvoir se dispenser de promulguer le bill. Les blancs avaient perdu leurs illusions ; l'esclavage était mort et bien mort ; il ne s'agissait plus de lutter pour le conserver, il fallait sortir de l'état d'incertitude et obvier à un désastre. La misère était terrible, les plantations en friche, la ruine menaçait ces contrées naguère si opulentes. De nombreux blancs songèrent enfin à effacer les derniers vestiges de la servitude, ayant compris que le retour à l'union n'était possible qu'à ce prix. La loi militaire leur avait ouvert les yeux. Le plus humble de leurs esclaves pouvait voter contre eux dans les élections, témoigner en leur faveur devant la justice ou siéger dans le jury chargé de les juger, avant qu'un seul de leurs députés pût aller s'asseoir au Capitole. Il valait mieux s'entendre avec les nègres et conserver sur eux une certaine influence que de persévérer dans la lutte contre un état de choses irrévocablement condamné.

Et, quand le nouveau Congrès occupa, le 4 mars 1867, la place encore chaude du Congrès dispersé la veille, un vent d'apaisement souffla et éteignit la flamme de la vengeance qui animait les leaders du radicalisme. Se voyant impuissants, les irréconciliables dissimulèrent en grondant, mais le président ne désarma pas et lança ses anathèmes aux échos de Washington. Peu importaient à la nation la rancune des radicaux et l'opiniâtreté de Johnson. L'évolution était faite. La loi militaire contentait tout le monde et la paix sortit de cette mesure en apparence excessive. Stevens, Summer, Buttler eurent beau invectiver les Sudistes, et Johnson eut beau se démener et entraver de tout son pouvoir l'action des généraux, le temps avait fait son œuvre. Les radicaux étaient discrédités et Johnson arrivait à la fin de son mandat. En 1868, il serait remplacé, sans avoir réussi à réorganiser l'Union. L'accomplissement de cette mission patriotique, dont le résultat n'était plus douteux, appartenait à son successeur.

L'apaisement ne s'accomplit pas du coup et la guerre dura toute l'année; mais, conduite mollement, elle ne présenta aucun intérêt, car on en prévoyait la solution fatale, la chute et la disparition des deux principaux combattants. En pro-

cédant à leur installation, les commandants militaires trouvèrent partout devant èux les gouverneurs d'États, choisis par Johnson, en 1866, parmi les rebelles. Mais le bill qui plaçait les généraux en dehors de la juridiction de la Cour amollit la résistance ; les gouverneurs abandonnèrent aux nouveaux venus la confection des listes pour les élections prochaines. Des cinq généraux : Sheridan, Schoffield, Griffin, Sickles et Zwayne, Schoffield seul (en Virginie) favorisait les planteurs ; les autres obéissaient aux instructions du Congrès, appliquaient rigoureusement les évictions légales et écartaient la population blanche du scrutin. Il suffisait d'avoir payé une taxe à la rébellion, pour être exclu du vote. Bientôt en désaccord avec l'autorité civile, les généraux usèrent largement de leurs prérogatives pour déplacer les magistrats et les maires. Cette fermeté exaspéra Johnson, surtout quand il eut pris communication des listes et qu'il y vît une majorité nègre de 38.000 voix en Louisiane, de 17.000 en Alabama, de 12.000 dans le Mississipi, et de 18.000 dans la Caroline de Sud. Aussitôt il publia un édit qui fixait nettement la mesure des évictions. Au sens de la communication de Johnson, l'incapacité légale s'attachait uniquement aux personnes frappées d'exclusion par l'amendement cons-

titutionnel[1]. Quant aux autres blancs (fonctionnaires locaux, soldats, etc...), il fallait, pour les priver de leurs droits, appuyer cette mesure sur un acte de rébellion ouverte et volontaire. Le président enjoignit aux généraux de réformer leur listes ; ceux-ci refusèrent. Sheridan répondit sèchement :

« Mes listes seront fixées à la fin du mois et personne ne me forcera de les changer à ce moment. J'ai été épouvanté par la guerre civile sous la sage administration de l'intègre président Lincoln... Je m'imagine ce que ce sera sous la vôtre ! »

Pendant les vacances, Johnson détenait les pouvoirs publics, et la diminution de ses privilèges ne le privait pas de toutes ses ressources. Il riposta, sous forme de commentaire de la loi militaire, par un manifeste où il refusait aux généraux la faculté d'intervenir dans le gouvernement des États. Ils n'avaient que le droit de police ; quant à celui de déplacer les magistrats, de modifier les lois, d'arrêter le cours de la justice, il ne le leur concédait qu'en cas d'absolue nécessité, provoquée par une révolte ouverte. Or le Sud était calme et se

1. Membres du Congrès rebelle, oficiars, fonctionnaires de la rebellion, représentants diplomatiques de l'insurrection, etc...

préparait aux élections. Les généraux outrepassaient leurs instructions.

Puis il accorda la liberté, sous caution[1] à l'ancien président de la Confédération, Jefferson Davis, écroué depuis deux ans à Montroe, en *protestation*, dit-il, « des rancunes incroyables de ses adversaires qui traitaient leurs concitoyens comme des nègres ».

Le Congrès, de retour au Capitole le 3 juillet, confirma d'un seul *bill* les mesures jugées illégales par le président, déposa les gouverneurs civils du Sud, investit les généraux des pouvoirs énumérés avec les plus minutieux détails (suspension des magistrats, modification des lois...) donna, avec autant de netteté que Johnson, mais avec rigueur, la mesure de l'éviction électorale, et interdit aux cours fédérales de juger les actes des commandants militaires, au président, de les destituer. Modifié par le Sénat, qui rejeta cette dernière clause et prolongea le délai pour la fermeture des listes au 1er octobre, ce *bill* fut immédiatement promulgué. Le Sénat associa, en outre, de sa propre autorité, le général Grant au pouvoir des commandants militaires, et repoussa le vœu des représentants d'écourter les vacances et de se réunir en novembre.

1. La caution fut fournie par deux républicains abolitionistes.

Johnson crut à un désaccord entre les deux Chambres, et releva la tète. Il n'avait pas compris que le Sénat ne croyait pas utile de troubler le pays en accordant à ce chef d'État, destiné à rentrer à bref délai dans la vie privée, une importance qu'il n'avait plus. L'ancien garçon tailleur, le plus triste président qu'aient eu les États-Unis, inspiré par je ne sais quelle aberration, crut alors se concilier Grant en l'appelant au ministère de la guerre, après avoir, par un billet laconique, destitué Stanton, comme l'eût fait l'autocrate de toutes les Russies. Dans l'intention sans doute d'épouvanter ses adversaires, il révoqua, le même jour, Sheridan (auquel Grant accorda aussitôt un dédommagement, sans aucun souci de l'opposition présidentielle), et publia une amnistie, accueillie par un éclat de rire, le récent *bill* ayant prévu le cas et spécifié que le « pardon » du président ne rendrait pas aux amnistiés leur capacité électorale.

De part et d'autre, ces redomontades ne servirent à rien. La majorité du Congrès et les radicaux essayèrent de reprendre la procédure de l'*empeachment*, mais la commission judiciaire conclut à l'acquittement, avec des considérants, toutefois, peu flatteurs pour Johnson. Aux élections, les démocrates gagnèrent des voix, et le parti répu-

blicain se trouva affaibli. Ces élections avaient eu pour objet des fonctions locales des États, mais elles n'en étaient que plus importantes, car les partis en Amérique ont la coutume de se grouper au nom des principes supérieurs de la politique générale. Les deux adversaires restèrent donc sur le carreau. Calmer les passions, reconstituer l'union, oublier les mauvais jours, tel était le désir général, et l'homme capable de l'exaucer, pouvait compter sur les suffrages de ses concitoyens. Cet homme existait. C'était Grant. On l'avait vu à l'œuvre. Impassible et taciturne sous Petersburg, tout aussi taciturne pendant la lutte électorale, porté par le Sénat au pouvoir où il servait avec une implacable ténacité la politique d'apaisement, et sans pactiser avec les radicaux, obligeait Johnson à obéir au Congrès, républicain ou démocrate, personne ne le savait, mais adversaire de l'esclavage et *Unionman* dans la plus entière acception du mot. Pour la prochaine élection présidentielle, c'était le candidat unique. La question n'était pas posée entre Johnson et Grant, mais entre Grant, patronné par les démocrates, ou Grant resté fidèle aux républicains. Par les services rendus au pays, par sa conduite impeccable, par son ardente activité et son inaltérable mutisme, l'homme avait absorbé les partis. Logé

à la Maison-Blanche, mais désavoué, méprisé, courbé sous le joug de la clémence dédaigneuse de ses administrés, le président en exercice assistait en spectateur impuissant à l'ascension de son successeur et à l'effondrement du parti contre lequel il avait lutté, et qui, après l'avoir terrassé, mourait de sa victoire[1].

Le 5 février, Bazaine s'embarquait, laissant le Mexique livré aux horreurs d'une guerre civile qui présentait encore, à ce moment, des alternatives de succès et de revers. Avec 6.000 Mexicains, Miramon avait, à plusieurs reprises, battu Juarez qu'il faillit capturer à Zacatecas; défait à son tour par Escobedo, il s'était enfermé à Queretaro, forteresse pourvue d'une faible garnison commandée par le général Meïja, alité et malade. Bazaine parti, Maximilien réunit en con- Mexique.

1. Les États-Unis reculèrent leurs frontières par l'acquisition à la Russie du territoire d'Alaska. — A l'exception des Canadiens, tous les habitants de la zone tempérée se trouvaient ainsi confédérés sous le même drapeau, s'écria, à ce propos, un organe yankee enthousiaste. C'est beaucoup de joie pour peu de chose. Si la Russie, qui n'aime pas à resserrer ses frontières, a consenti à évacuer un territoire, c'est qu'il est sans valeur. Le territoire de chasse de la Compagnie des fourrures russes, situé dans une zone nullement tempérée, car un froid sibérien y règne toute l'année, habité par quelques tribus d'Indiens sauvages, avait été, depuis quelques années déjà, abandonné à son sort par le gouvernement du tsar.

seil, à Mexico, les représentants des puissances européennes, accrédités auprès de lui. N'en pouvant tirer que des réponses évasives, il prit le commandement des troupes, pour disputer, les armes à la main, sa couronne à Juarès, et confia la défense de la capitale à 2.000 Autrichiens, le noyau le plus solide de son armée. Le 13 février, il entrait en campagne et, rejoignait, le 19, à Queretaro, Miramon et Meïja. Quand les républicains, qui suivaient l'armée impériale sans l'attaquer, la virent pénétrer dans Queretaro, ils investirent la forteresse, sous les murs de laquelle Escobedo concentra 20.000 hommes, le 5 mars.

Ce siège mémorable, où les impériaux exécutèrent plus de vingt-cinq sorties victorieuses, mais inutiles, dura jusqu'au 15 mai. A cette date, le nombre des défenseurs — diminué par le départ de Marquez qui s'était fait jour avec 2.000 hommes, à travers les lignes ennemies, en promettant de revenir avec des renforts, mais dont on n'avait plus entendu parler — était tellement réduit, les soldats étaient si malades, si affamés, les munitions étaient si rares, qu'un conseil de guerre décida une sortie générale. La nuit même, les juaristes pénétraient dans la ville et capturaient l'empereur, Miramon et Meïja. Trahison ou négligence, on l'ignore. Sous les ordres

d'un officier français, un corps de cavalerie perça les colonnes des assaillants et réussit à fuir. On assure que cet officier avait proposé à l'empereur de fuir avec lui, et que Maximilien avait refusé.

Il n'appartient pas à l'auteur d'une histoire universelle de rechercher les causes des événements qui se déroulent devant lui. Pour cette besogne le temps et la marge lui manqueraient également. Sans se préoccuper donc de savoir si Maximilien avait eu tort ou raison de quitter Mexico, s'il n'eût pas mieux fait de tenir la campagne que de s'enfermer dans Queretaro, suppositions discutées déjà par divers écrivains, il se croit en droit de prononcer son jugement dans cette triste aventure, dont le dénouement tragique émut et épouvanta l'Europe. Que l'empereur ait ou non commis des fautes stratégiques, sa perte était assurée le jour où l'armée française quittait Mexico et où les puissances européennes, heureuses de suivre cet exemple égoïste, se désaffectionnaient de sa cause. La solidarité est disparue de ce monde, car les rois eux-mêmes s'en débarrassent avec désinvolture. Au conseil tenu par Larès, premier ministre de Maximilien, les représentants des puissances avaient été suppliés de donner leur avis. Si les rois avaient eu, comme autrefois, souci de leur dignité, ils auraient éclairé

sur leurs intentions respectives un collègue qui les questionnait franchement, par l'organe de leurs plénipotentiaires. Il eût été facile de l'assurer qu'on ne le laisserait pas mettre à mort — réponse rationnelle et juste — ou qu'on l'abandonnerait à son sort, — réponse prudente. Il est probable que, dans le premier cas, les Mexicains, en présence d'une action collective des rois d'Europe, appuyée à contre-cœur, mais sûrement, par les États-Unis, auraient reculé devant un meurtre, flétri d'avance par les nations civilisées. Il est tout aussi probable que dans le second cas Maximilien n'eût pas persévéré dans la lutte en se sentant désavoué. Des réponses évasives ne laissaient qu'une alternative ; combattre, afin d'attirer les sympathies et le respect du monde entier. A quel propos ces réticences des diplomates, qui puisaient cependant leurs instructions à la source, n'ayant plus d'initiative personnelle ! Le ministre de France n'ignorait pas que son gouvernement désapprouvait la résistance ; ceux d'Autriche et de Belgique — postes de famille — mesuraient leur impuissance. Le ministre d'Angleterre savait, lui aussi, que le Foreign Office était indifférent à la question. Pourquoi ne pas imiter ce consul yankee — celui de Mexico — qui dit à un aide de camp de l'empereur, le lendemain du départ de Bazaine :

— Que Maximilien s'embarque sur le premier paquebot en partance de Vera-Cruz, s'il veut sortir d'ici vivant.

Les chancelleries mesuraient le péril de la situation de ce représentant des anciennes idées, égaré sur le sol libre de l'Amérique, mais les chefs d'État ne voulaient pas se compromettre. Pendant ce siège de Queretaro, où l'héroïsme des impériaux fit souvent douter du résultat final, la France, l'Angleterre et l'Autriche ont-elles offert leur médiation? Cependant, quand Marquez s'éloigna pour chercher des vivres et des renforts, l'avenir était si incertain que les libéraux auraient sans doute accepté une capitulation dont la clause principale eût été l'embarquement de Maximilien. On m'objectera que l'empereur avait déjà refusé d'abdiquer. La situation n'était pas la même à Queretaro! Néanmoins, soit! il aurait refusé, préférant s'ensevelir sous les ruines de sa dernière forteresse. Nous en doutons, mais peu importe. La proposition a-t-elle été faite? Pendant l'agonie de ce monarque, enfermé dans une petite ville avec une poignée de héros, bravant les balles, les privations, la famine, une voix royale s'est-elle élevée en sa faveur? On n'avait pas le temps. C'était en juin. L'Exposition de Paris battait son plein... Et les rois faisaient la « fête ». Le triste

portrait de Christian II dans les *Rois en exil* d'Alphonse Daudet vient à l'esprit. Défendre le principe monarchique, ce n'est vraiment pas la peine! Jouir d'une situation exceptionnelle tant qu'on peut... Et puis... comme cela doit finir tôt ou tard... songer à l'avenir... et ramasser des écus pour rester rois, rois de l'argent, du plaisir... même en exil. Combien y en a-t-il, en 1893, à l'heure où nous écrivons, de ces souverains qui ont assisté à l'aventure de Maximilien, et qui, à leur tour, ont perdu leurs couronnes. Ils ne sont pas morts ceux-là; avec beaucoup de rentes, ils vivent heureux en pays étranger. Quelques-uns habitent même leurs anciens États, sans aucune vergogne, et végètent sur le sol où leurs ancêtres avaient régné.

Mais voilà que la nouvelle de la défaite et de la captivité de Maximilien arrive à Londres et à Paris. Les chancelleries s'émeuvent et trouvent une solution : intercéder pour le vaincu par le canal du gouvernement des États-Unis — qui se prêta froidement à ce rôle. — En possession de la personne de l'empereur, les libéraux préparaient son procès, selon les formes légales. Il fallait du temps pour accumuler les pièces à conviction et tout un mois s'écoula en procédure. On prévoyait en Europe que les républicains seraient

inexorables, et qu'on assisterait à un drame enregistré par les annales de l'histoire deux fois seulement. Au martyrologe des monarques jugés et exécutés par leurs sujets, le nom de Maximilien viendrait s'ajouter à celui de Charles Ier et de Louis XVI. Sans doute, on essaya de le sauver? Comment s'y prit-on ? Les chargés d'affaires d'Autriche et de Belgique risquèrent leur vie en se rendant auprès des chefs juaristes qui ne reconnaissaient pas leur caractère inviolable. Mais les cours! La décision tardivement prise par la famille impériale d'Autriche de réintégrer l'empereur captif dans ses droits d'archiduc avait seule une apparence de logique. Proposée en mars, elle eût pu arrêter les hostilités; peut-être Maximilien lui-même aurait-il consenti à retourner dans son pays avec la jouissance de la plénitude de ses droits; dans tous les cas, les libéraux pouvaient considérer cette détermination comme une garantie sérieuse. Mais les instances de la cour de Prusse, de Russie ou les timides protestations de l'Angleterre, avaient-elles la moindre chance de réussite? Qu'importait à Juarès le déplaisir du tzar ou du roi de Prusse? Un seul défenseur sérieux pouvait se faire écouter; Napoléon III. Celui-ci s'abstint. Ses appels froids à la clémence servaient plutôt d'encouragement à la rigueur. La

menace d'un retour offensif aurait eu une autre portée. C'est triste à dire, mais des puissances qui ouvrirent cette campagne terminée par la tragédie de Queretaro, aucune ne prit sérieusement en main la cause du vaincu, et des trois, celle qui s'en désintéressa le plus facilement et le plus vite, ce fut la France. L'Exposition ne comportait ni rupture ni expédition. Que penseraient les commerçants qui vendaient leurs produits, les Compagnies de chemins de fer qui transportaient les curieux, les prostituées qui accouraient à Paris ! L'empereur détrôné trouva des sympathies efficaces parmi les Mexicains. Des avocats libéraux, autrefois ses adversaires, s'offrirent pour le défendre. Des pétitions furent remises à Juarès faisant appel à sa clémence. Tout fut inutile... Maximilien était condamné. Secrètement poussés par les États-Unis, les républicains se décidèrent à un exemple propre à dégoûter à jamais les princes d'Europe de venir chercher une couronne en Amérique.

Le conseil de guerre condamna à mort Maximilien, Miramon et Meïja, et la sentence, rendue le 13 juin, fut exécutée le 19. L'empereur du Mexique, fusillé dans les fossés de Queretaro, reçut la mort en héros. Meïja et Miramon montrèrent un égal courage. Navrante est la narra-

tion, maintes fois répétée, des derniers jours du malheureux archiduc. Ce grand de la terre, sans famille, pauvre et isolé, dut, en récapitulant les déceptions de sa vie, maudire la destinée qui l'avait fait naître si près d'un trône. Nous plaignons sincèrement la noble infortune du héros autrichien, et c'est avec un sentiment poignant de tristesse que nous enregistrons cette courte page de l'histoire des nations.

Puis, l'homme cède la place à l'historien qui raisonne. Celui-ci se voit forcé de convenir que la mort de Maximilien ne fut pas un crime. Il a toujours été admis qu'un gouvernement pouvait, sans iniquité, massacrer ses adversaires en armes. Le point de départ de ce raisonnement est juste. Celui qui veille à la sécurité de toute une nation, doit éliminer les individus qui la menacent. Le chiffre exact des rebelles mis à mort par les rois serait long à établir. Ils sont légion. Est-il équitable de refuser le même droit à une république? Les Américains ont adopté cette forme de gouvernement ; elle peut nous paraître défectueuse, mais est-ce une raison pour qu'elle le soit en effet? Le désordre issu du choc des partis ne saurait-il conduire au progrès? L'abus du despotisme a bien amené en Europe un état politique plus florissant. L'anarchie

républicaine peut, dans l'avenir, obtenir un résultat analogue. Quoi qu'il en soit, les Mexicains se battaient entre eux sans songer à modifier la forme de leur gouvernement. Pour les besoins de son commerce, l'Europe leur a imposé un empereur, sous le joug duquel ils furent courbés par les baïonnettes françaises! Que le joug ait été léger et le monarque bien intentionné, cela ne change rien au fond des choses. Nul ne doit forcer la volonté d'un peuple, même pour son bien, car, quel est l'homme assez téméraire pour en connaître la mesure exacte et assez outrecuidant pour prétendre l'appliquer? Le fait d'envahir les possessions d'un monarque pour proclamer la république est considéré comme un acte de haute trahison. Le souverain, introduit par des soldats étrangers sur le territoire d'une république, se rend coupable du même crime. Pour être cruel, le châtiment n'en est pas moins juste et légitime. Une superstition antique protégeait jadis les jours des rois; cette superstition n'existe plus; le respect mystique des oints de Dieu s'est dissipé au souffle du raisonnement. Par leur conduite, les rois eux-mêmes y ont d'ailleurs contribué. Les meurtres du duc d'Enghien et de Murat protestent contre l'inviolabilité des races privilégiées. Quand un monarque a le droit de

fusiller un autre monarque, pourquoi la nation souveraine, formée en république, ne l'aurait-elle pas ?

Si, en revenant à leur ancienne solidarité, les rois s'étaient coalisés pour peser sur les résolutions de Juarès, tout en accordant des garanties suffisantes, ils auraient sans doute sauvé Maximilien. Quant aux Mexicains, ils ont eu raison de se débarrasser d'un étranger qui avait voulu les asservir et les gouverner selon ses propres idées, en désaccord avec les leurs ! Que le supplice de l'empereur ait été ordonné dans l'unique but de dégoûter à jamais les princes de l'Europe de venir chercher fortune en Amérique, la conduite postérieure de Juarès ne laisse aucun doute à cet égard. Marquez résistait à Mexico, secondé par la garnison autrichienne ; à la nouvelle de l'exécution de l'empereur, la population capitula, et Marquez s'enfuit avec ses soldats. Les portes ouvertes, Juarès entra. Il n'y eut pas de représailles. Maximilien avait payé pour tout le monde. Le vainqueur conserva provisoirement le pouvoir, et réunit les comices pour l'élection regulière du magistrat suprême. Cependant, les conservateurs ne se soumettaient pas. Soutenu par le clergé, Marquez forma un détachement des débris de l'armée impériale et tint la campagne. Santa-

Anna brigua la présidence; d'autres compétiteurs songeaient à créer des embarras au pouvoir. Mais la lassitude de l'anarchie triompha de toutes les conspirations. En octobre, Juarès fut élu. Consolidé, il élargit sa modération, rendit la liberté aux prisonniers de guerre, Français, Belges et Autrichiens, et proclama une amnistie générale. Quant aux représentants des puissances étrangères, il déclara qu'ils jouiraient au Mexique de la protection des lois, mais que la République n'entrerait en rapports officiels avec aucun des agents accrédités auprès du gouvernement déchu, aussi longtemps qu'ils n'auraient pas de nouvelles lettres de créance. Les États d'Amérique s'empressèrent d'accréditer leurs représentants, mais les puissances européennes — sauf l'Angleterre — rompirent leurs relations avec le Mexique. Le ministre de France et sa légation étaient partis en août; les autres diplomates les suivirent. C'est tout ce qui fut tenté en faveur de Maximilien. Mais on en fit grand bruit.

Amérique du Centre.

Une année exceptionnellement tranquille. Les présidents restèrent en place : Cerna, en Guatémala; Médina en Honduras; Duéñas, en Salvador; Guzman, en Nicaragua. A Costa-Rica, Castro remplaça pacifiquement Ximenès, dont les

pouvoirs étaient expirés (mai 1866). Avec un ensemble touchant, les cinq républiques s'appliquèrent à réaliser des emprunts en Europe. Ces emprunts eurent diverses fortunes. Celui du Honduras est légendaire. Les capitalistes avides, qui ambitionnaient l'intérêt 25 0/0, fournirent des fonds avec empressement. L'intérêt 25 0/0 se reduisit à zéro, intérêts et capital. Cela n'empêcha pas les mêmes spéculateurs, quelques années plus tard, de chercher un accroissement de richesse dans l'affaire de Panama. Rien ne nous amuse comme la déconfiture de ces niais, qui veulent faire suer leur capital sans rien risquer et qui crient au voleur quand ils se mettent en campagne pour voler, car le fait de toucher 25 0/0 sans travailler, n'est-ce pas un vol dissimulé? La ruine des porteurs de l'emprunt mexicain nous a été agréable, et nous plaignons médiocrement les victimes du Honduras et de Panama.

Avant de se séparer, le Congrès du Venezuela conféra des pouvoirs exceptionnels au maréchal Falcon, qui comprima, ainsi armé, l'insurrection et gouverna sans encombre, mais la Colombie se débarrassa du vieux Mosquera, lequel, non content de terroriser le Congrès, l'avait chassé de Amérique du Sud.

Bogota, et proclamé la capitale fédérale en état de siège. Les récalcitrants furent emprisonnés sans égard à leur mandat de député. La dictature du Président ne fut reconnue qu'à Bogota; les autres États organisèrent des milices, placées sous les ordres de leurs gouverneurs respectifs. Mosquera s'apprêtait à marcher contre eux, quand des conjurés, en complicité tacite avec le deuxième vice-président Acosta, délivrèrent les représentants prisonniers et à la veille d'être fusillés. A la tête d'une petite troupe, ces députés pénétrèrent dans le palais, dont les issues leur furent livrées par Acosta, surprirent le Président dans son lit et le firent juger à son tour. Déchu de ses pouvoirs présidentiels, de ses droits de citoyen, et condamné à un exil de quatre ans, Mosquera se réfugia au Pérou. Acosta prit les rênes du gouvernement en l'absence du premier vice-président Santos Guillermos, en voyage en Europe. A son retour, ce dernier fut élu (1868).

Le Congrès de Bogota conclut, en 1867, avec une compagnie yankee, un contrat relatif au chemin de fer de l'isthme de Panama. Mais, en vertu du système ultra-fédéral qui régit la Colombie, l'État de Panama protesta contre cette décision.

L'Équateur eut naturellement sa petite révo-

lution. Quand Carrion et Bustamante eurent dépensé l'argent versé par le Pérou en paiement de *leur appui moral*, ils se retrouvèrent sans ressources, et Bustamante devint impopulaire. Jaloux des exploits de son voisin Mosquera, il voulut tâter du despotisme, prétexta la guerre pour se prétendre investi de droits exceptionnels, et fit incarcérer des sénateurs et des députés. Mais l'Équateur n'entendait pas que la fantastique guerre avec l'Espagne servît de prétexte pour la confiscation d'une liberté dont il faisait un si bel usage. Sénateurs et députés se réunirent en une seule assemblée permanente que Bustamante essaya de dissoudre par la force, en occupant militairement l'édifice parlementaire. Mais les autres ministres refusèrent de signer le décret de dissolution, et le chef de l'État crut se réconcilier avec la représentation nationale en sacrifiant Bustamante. Le Congrès ne se contenta pas de cette concession, car le généralissime Garcia Moreno, mécontent de Carrion, sa créature, entré avec quelques soldats à Quito, se prononça contre le président. Le lendemain, le Congrès se sépara de sa propre volonté, après avoir adopté un ordre du jour solennel ainsi motivé : « Carrion s'est rendu indigne du poste élevé où l'avait placé la confiance populaire ».

La démission du président en exercice rejeta l'Équateur sous la domination de Garcia Moreno. Provisoirement, le vice-président Arteta prit les rênes de l'État en vertu de la constitution.

La guerre avec l'Espagne, peu redoutable aux soldats, ne porta pas bonheur à la plupart de ceux qui l'avaient entreprise. Prado, régulièrement élu président au Pérou, abdiqua la dictature. Son prédécesseur, Canseca, autrefois déposé, s'insurgea aussitôt à Arequipa, soutenu par son beau-frère Castilla, qui, à la tête d'une armée recrutée à la hâte, marcha contre Lima, à travers le désert. Prado, en conflit avec le Congrès auquel il avait proposé vainement de se dissoudre de bonne volonté, allait infailliblement succomber, quand la mort surprit Castilla dans son camp. Cet agitateur obstiné joua un rôle important au Pérou. Son ambition était insatiable. Caduc, il convoitait le pouvoir. Sans manquer de certaines qualités, il fut le fléau de son pays, que sa turbulence entretenait dans une anarchie éternelle. La mort de Castilla ne fit que retarder la chute de Prado. Canseca maintint sa candidature et se fortifia dans Arequipa. Sorti de Lima pour l'assiéger, mais battu, Prado s'enfuit à Callao, l'hostilité du Congrès lui ayant fermé les portes de la capitale. Trop coutumier de la guerre civile

pour y voir une calamité, le Pérou repoussa les propositions de médiation et le conflit platonique avec l'Espagne dura toute l'année.

En revanche, la Bolivie obtint un véritable avantage de sa participation épistolaire à la guerre. Pour l'en récompenser, le Congrès du Chili lui accorda l'administration du territoire de Mejilionès. Ce succès inespéré valut au président en exercice [1] la reconnaissance de ses administrés, et il ne fut ni discuté ni attaqué, pour la première fois depuis de longues années.

Élu au Chili pour une nouvelle période de cinq ans, Perez continua la série des présidents indiscutés de cette république. Plus sage que le Pérou, le gouvernement chilien prêtait une oreille attentive aux propositions de médiation. Néanmoins, l'année se termina comme elle avait commencé. Le Chili, le Pérou, l'Équateur et la Bolivie, en guerre avec l'Espagne, dont l'escadre avait quitté le Pacifique, protestaient contre l'hospitalité accordée à la flotte ennemie dans les États de la Plata. Cette guerre à distance, sans poudre ni fumée, est un épisode des plus comiques de l'histoire du Nouveau-Monde.

Ce n'était pas le cas de l'autre côté des Cor-

1. Melgareja.

dillères. On se massacrait ferme sur le Parana. Le maréchal marquis de Caxias exécuta un mouvement analogue à celui de Grant sous Pétersburg, mais le résultat n'en fut pas aussi prompt, car la ténacité de Lopez et le dévouement des Paraguayens ne se laissèrent décourager par aucun revers. Persuadé que Humayta était imprenable du côté par lequel on l'attaquait depuis plus d'un an, Caxias déplaça la base de ses opérations et coupa les communications de Lopez avec l'Assomption, en s'établissant entre la capitale et le camp retranché. Abandonnant ses positions de Tuyuti, aussitôt occupées par les Paraguayens, il se dirigea au sud-est, et, après avoir essuyé diverses attaques meurtrières, parvint à s'implanter à Tuyu-Gué, de l'autre côté de Humayta. Ce mouvement privait Lopez des renforts par voie de terre, mais, en même temps, séparait les alliés de la flottille brésilienne du Parana. Caxias ordonna à l'amiral Ignacio [1] de remonter le fleuve de façon à s'ancrer au-dessus du Rio-Houdo, en face de l'ennemi. Si la manœuvre avait réussi, la flotte interceptait les communications fluviales et Lopez se trouvait investi. Mais Ignacio ne put dépasser le fort d'Humayta. D'autre part, Lopez

1. Successeur de l'amiral de Tamandoré.

profita de l'irritation des Républiques du Pacifique contre l'hospitalité accordée aux Espagnols par la Bande-Orientale, pour conclure un traité qui rétablit ses communications à travers le territoire bolivien. La saison des pluies interrompit pour la troisième fois les hostilités. Cependant le zèle des médiateurs, stimulé par l'héroïsme de Lopez, ne se ralentissait pas. En octobre, le bruit courut que les propositions du chargé d'affaires britannique, Gould, avaient été trouvées acceptables par Mitre, qui venait de reprendre le commandement en chef. Un projet d'arrangement porté à Lopez fut déchiré par le dictateur, après qu'il eut pris connaissance de la première ligne.

— Inutile de lire davantage, dit-il. Le premier paragraphe stipule mon départ pour l'Europe... Je suis décidé à mourir en Amérique...

Comme l'Anglais insistait :

— Je sais ce que vous me direz... Je serai battu infailliblement... C'est fort possible, aussi suis-je prêt à m'entendre avec mes ennemis et à retourner à l'Assomption, qui n'est pas en Europe, que je sache... mais c'est mon dernier mot.

Don Pedro II, tout aussi opiniâtre, déclara que sa fille pourrait traiter; quant à lui, il abdiquerait plutôt que de consentir à laisser Lopez gouverner le Paraguay.

— Je cesserai les hostilités le lendemain du départ pour l'Europe de ce despote insensé, dit-il.

Il ne fallait plus songer à la paix et on s'apprêta, de part et d'autre, pendant la saison des pluies, à la réouverture, au printemps, de cette interminable campagne.

La prolongation de la résistance de Lopez était due, en partie, à la situation difficile de la plupart de ses adversaires. Les séparatistes, en se remuant dans la République Argentine, forcèrent Mitre à quitter les bords du Paraguay, avec la plus forte partie du contingent argentin, pour courir au secours du vice-président Martin Paez. Il n'était que temps; les troupes fédérales venaient d'être défaites à Tignogarta. Mitre envoya ses lieutenants dans toutes les directions et dompta la rébellion. Mais il lui fallut résider à Buenos-Ayres, pour assister aux travaux du Congrès, retardés par l'apparition du choléra. En juin, le Congrès s'assembla. Il fallut alors régler le choix de la capitale fédérale, question définitivement résolue en faveur de Buenos-Ayres, la ville la plus considérable de la Confédération; s'excuser auprès du parlement mécontent de la guerre paraguayenne; surveiller Urquiza qui conservait une attitude douteuse dans sa province

d'Entre-Rios, et reconstituer le ministère, désagrégé par la démission d'un de ses membres les plus importants, Élizalde, ministre des Affaires étrangères, accusé de la rupture avec Lopez. Le contingent argentin et son chef revinrent sous Humayta quelques semaines seulement avant la saison des pluies.

Quant à la Bande-Orientale, sa participation contre Lopez était devenue presque aussi platonique que celle de la Bolivie contre l'Espagne. Les quelques Uruguayens laissés à l'armée après le départ de leur chef, furent décimés par les batailles et le choléra. Il n'en revint pas d'autres. Florès resta tranquillement à Montevidéo, se contentant d'affirmer qu'il était *moralement lié aux adversaires de Lopez jusqu'à la complète extermination du dictateur paraguayen*, phrase dont la redondance sonne faux. Florès montra cependant quelque modération en abdiquant le pouvoir dictatorial, en fixant les élections et en promettant de résigner les pouvoirs publics. Ces élections eurent cela de particulier que le droit d'y voter appartint à tout individu résidant en Uruguay, naturalisé ou non. Elles furent favorables à Florès.

La guerre préjudicia à la popularité de l'empereur du Brésil. Les élections de 1867 ame-

nèrent, pour la première fois depuis la formation de l'empire, une majorité douteuse. La session se passa sans incident, mais le gouvernement ne put se dissimuler davantage qu'il fallait terminer le conflit. « La patience brésilienne a des bornes », s'écria, sans être rappelé à l'ordre, un des rares républicains du parlement...

Les deux présidents de Haïti se renversèrent mutuellement. Ce fut un chassé-croisé grotesque. Partis simultanément en guerre l'un contre l'autre, non par eux-mêmes, mais en protégeant leurs compétiteurs respectifs, Cabrol renversa Baez et Salnave renversa Geffrard... Les vaincus recommencèrent à intriguer chacun chez le voisin... Geffrard, qui a gouverné Haïti fort convenablement, paraît supérieur, à première vue, à Salnave, soupçonné de pactiser avec les Vaudoux. Mais comment l'historien se débrouillera-t-il dans un pareil chaos? Fatigué, il ferme le livre et jette avec dépit le journal qu'il est obligé de parcourir pour y chercher ses matériaux. Cheminer à travers cette anarchie monotone, à quoi bon; il sera temps de s'en occuper quand quelque chose en sortira d'utile à l'enseignement.

L'apothéose du commerce marque l'époque que nous allons désormais étudier d'un stigmate

pareil à celui que le veau d'or imprima sur les traits des Israélites, rejoints par Moïse au sortir de l'audience divine. C'est avec un profond sentiment de découragement que le philosophe enregistrerait les erreurs des dirigeants, en comptant les échelons descendus par la société pour arriver au bas-fond où elle se complaît, si les annales du passé n'étaient ouvertes devant lui pour le consoler et lui rendre l'espoir.

La cupidité a maintes fois déjà étouffé les autres sentiments, et on compte nombre d'époques où la bonne foi, la générosité, le courage civil et militaire, la dignité, le respect des droits acquis, ont été bannis non seulement du cœur, mais du vocabulaire des nations, les hommes, après une série d'évolutions commerciales, n'en trouvant plus le placement. Mais les vertus, méprisées aux heures de décadence, ont toujours reconquis leur empire. Dans l'ordre moral, les trois derniers siècles de Rome, dominée par les affranchis, les usuriers et les coureurs de succession, ressemblent à s'y méprendre à notre époque. Alors comme aujourd'hui, il fallait du courage pour rester honnête, car l'honnêteté était honnie; comme aujourd'hui il fallait être *malin*, car celui qui, peu ingénieux dans l'art de duper son prochain, ne savait pas tromper « les dieux,

l'État, le peuple et César » était conspué, et le plus expert en rouerie, devenu riche, achetait tout, même le trône. La formule sacrée, c'était la propriété, entourée comme aujourd'hui du respect mystique de la loi, et, comme aujourd'hui, protégée en raison de sa grandeur. Un esclave affamé qui volait un pain était plus sévèrement châtié que le falsificateur des approvisionnements de l'armée, ou l'administrateur corrompu par quelque chef barbare. Comme de nos jours, la prévarication, l'usure et la corruption conduisaient aux honneurs, et celui qui répugnait à partager ces sentiments était exclu de la société, raillé et méprisé. On eût pu se croire chez un peuple livré au culte d'Arimane et voué à la destruction totale du principe du bien. Cette triste époque fut cependant suivie, quasi immédiatement, de l'ère de la chevalerie, qui s'engagea dans une direction opposée, avec trop d'élan sans doute, mais l'exagération pénètre la nature humaine, qui cherche la spontanéité sans jamais la trouver. Les sentiments d'un Romain de la décadence, d'un Grec du Bas-Empire ou d'un banquier influent de nos jours, diffèrent autant de ceux d'un croisé, que le langage de Régulus, de Saladin, et de Richard Cœur de Lion, de celui d'un contemporain de Maxime, de Justinien, ou du

prince de Bismarck. Ces rapprochements consolent.

Deux déductions, l'une pessimiste, l'autre optimiste, ressortent de cette perpétuelle fluctuation du bien et du mal. Les changements successifs amèneront-ils une amélioration réelle, ou la race humaine est-elle réduite à tourner éternellement dans un cercle vicieux? L'une et l'autre de ces déductions contiennent des arguments plausibles, et nous nous reconnaissons impuissants à résoudre ce problème sans recourir à une hypothèse. Le système auquel est soumis l'Univers tangible semble donner raison aux pessimistes. Tout tourne dans la nature; le cercle ne se brise jamais; la terre et ce qu'elle renferme se livre à un mouvement, sans cesse répété et sujet aux mêmes incidents ; ce que nous appelons « bien » et « mal » sont des forces nécessaires à sa marche strictement circulaire. Les époques se succéderont, les unes favorables au bien-être physique, les autres, au bien-être moral, et la force centripète équilibrera son fonctionnement régulier jusqu'au jour d'un brusque arrêt, signal du bouleversement spontané qui marquera la fin de notre monde, s'il doit finir, solution extrêmement probable, mais non certaine.

D'autres esprits puisent dans l'étude de l'his-

toire la certitude de l'existence d'un monde invisible et impalpable, plus parfait que le nôtre, appuyé sur une base solide, faite de calme et non de lutte et obéissant à un autre système que celui de rotation et de transformation. L'humanité doit diriger ses efforts vers la perception de ce monde, et c'est là le progrès. Ceux-ci découvrent dans les fluctuations éternelles des sentiments humains un argument pour leur thèse, et prétendent qu'à travers les péripéties traversées tour à tour par le bien et le mal, le bien gagne, et le mal perd.

Les adeptes de cette doctrine — et j'en suis — croient à l'affranchissement moral de l'humanité, dans un avenir très éloigné, sans doute, mais assuré. Procédant, eux aussi, par comparaison, ils lisent dans l'histoire l'horoscope du triomphe du bien. Aux sociétés corrompues phénicienne et asiatique, succède la société primitive grecque et romaine, aux élans généreux, aux aspirations nobles. Toutefois les vertus glorifiées avec mélancolie par les écrivains de la décadence [1] étaient

1. Valère Maxime raconte qu'un tribunal romain des premiers jours de la République avait condamné un individu parce que, après avoir loué une mule pour aller à Austium, il lui avait fait gravir une hauteur au delà de cette ville. De notre temps, ajoute l'écrivain de la décadence, quel éclat de rire accueillerait le rendu d'une sentence pareille!

moins pures que celles des premiers chrétiens, triomphateurs de la corruption romaine, dont notre époque est la reproduction exacte, moins répugnante cependant, corrigée qu'elle est par la douceur relative de nos mœurs. Les pessimistes assurent que nous ne sommes pas à l'apogée de la corruption et que l'état morbide où nous croupissons peut mener à tout, même au retour à la cruauté, et donnent comme argument l'enthousiasme récent du public pour les courses de taureaux, flétries à l'aube du siècle, même en Espagne. Ceci, je ne le crois pas. Il me semble impossible d'être plus corrompus que nous le sommes. Mais la sécurité individuelle nous paraît définitivement acquise à la société qui suivra la nôtre. Nous espérons aussi que les vertus de cette société brilleront d'un éclat inaccoutumé; que la corruption qui la remplacera un jour sera moins répulsive que la nôtre; et que ces étapes conduiront le genre humain au perfectionnement moral assigné comme limite à la race d'Adam, par la force bienfaisante mais imparfaite dont elle dépend. L'histoire nous fait d'autant persévérer dans cette opinion qu'elle nous montre les époques de corruption profitables au bien-être et laissant une trace bienfaisante de leur passage.

Un penseur contemporain [1] excuse la guerre et affirme, non sans raison, hélas! qu'un demi-siècle de paix corromprait irrémédiablement les mœurs. La guerre est aujourd'hui un stimulant, en effet, aux aspirations élevées. Mais ne peut-on pas espérer qu'un jour luira où la vertu n'aura pas besoin de stimulant? L'expérience historique est faite pour nous entretenir dans cette illusion, si c'en est une. Notre bien-être est supérieur à celui dont jouissaient les chevaliers, auxquels nous sommes inférieurs dans l'ordre moral, mais la conquête du bien-être conduit à l'adoucissement des mœurs [2]. Quand notre corruption mourra de ses abus, elle cédera la place à une société qui, tout en profitant de notre civilisation, pourra élever ses vertus au-dessus de celles des chevaliers, en écartant du programme l'abus de la force. Quelle que soit l'hypothèse où on s'arrête, elle nous assure une ère de régénération.

La protection exclusive du commerce et de l'industrie engendre l'abâtardissement. Il nous paraît

1. M. de Voguë, je crois.

2. Le bien-être, la civilisation de l'Asiatique corrompu le cédait à celui du Romain de la décadence qui nous était sur ce point inférieur; de même les idées d'honneur d'un Grec ou d'un Romain étaient dans l'ordre moral au-dessous de celles d'un chevalier chrétien.

cependant essentiel de séparer ces deux activités, confondues en une seule, de nos jours, mais don l'essence est différente. Notre compréhension limitée du bien intrinsèque ne nous permet pas d'envisager allègrement la disparition de l'industrie. Tant que la nature aura des secrets pour l'intelligence humaine et qu'il existera des objets ou des éléments dont on ne pourra définir l'utilité sous tous les aspects, l'industrie sera indispensable au progrès. L'inaccessibilité à la science universelle qui s'impose à la raison, lui fait un devoir de classer cette activité parmi les bienfaisantes.

Rien ne serait, en revanche, plus heureux que la disparition du commerce, mal intrinsèque, mais indispensable, comme la guerre, à notre fonctionnement. L'industrie s'adapte aux plus belles qualités de l'homme, l'étude, le travail, le désir de faire le bien à autrui, l'amour de la science, le désintéressement ; le commerce engendre les vices opposés, encourage la cupidité, la duplicité, la servilité, et subordonne l'intérêt collectif à l'intérêt personnel. Pour l'ascension au perfectionnement, l'industrie est un guide fidèle Une société sans commerce aurait une haute élévation morale, que notre faible intelligence même peut saisir. La bonne philosophie doit donc être

favorable à l'industrie et combattre le commerce.

Attachée au négoce par des liens si savamment ourdis qu'on ne peut parler de l'un sans nommer l'autre, l'industrie est devenue vénale, et par conséquent débilitante. Il lui sera cependant facile, à l'heure de la régénération, de reprendre son allure primitive, évolution impraticable au commerce. Les deux activités, la bonne et la mauvaise, se sont tellement confondues dans le mal, que, pour éviter les répétitions, je les unifierai en les désignant par le nom de l'activité mauvaise, *le commerce*, toutes les fois que j'aurai l'occasion d'en parler. Cette association de deux activités, l'une utile et l'autre nuisible, se présente fréquemment, et, chose bizarre, en apparence, la nuisible annihile l'utile. En s'alliant au commerce, l'industrie s'est laissé absorber par lui, tout comme la transaction par la spéculation, la littérature par le journalisme. Ces phénomènes ne nous effrayent pas, car, à notre sens, ils servent de garantie à la fragilité de l'association.

La discussion des termes du contrat entre associés eut lieu à l'Exposition de 1867, qui, par ce fait, a pris, sur celles qui lui ont succédé, l'avantage de servir de point de départ à une transformation partielle. J'ai déjà exprimé mon avis sur

ces foires. Comme toutes les choses humaines, elles deviennent chères à la multitude quand elles sont devenues pernicieuses. Avant l'invention de la vapeur et de l'électricité, les expositions auraient aidé au progrès de l'industrie des peuples, et à leur rapprochement. Personne n'y a songé. Aujourd'hui, où tout se transmet instantanément à travers la surface entière du globe, on en est fanatique. Mais à quoi bon discuter et prêcher dans le désert ! L'échec des tentatives analogues, dont Chicago nous paraît la dernière expression, exalte l'entêtement de ceux-là mêmes qui en ont le plus souffert. Une de ces foires terminées, à l'écœurement général, on ne songe qu'à en organiser une autre.

En 1867, cependant, une Exposition avait sa raison d'être, car le courant qui précipitait les hommes à chercher dans le commerce la solution des problèmes irrésolus, aussi irrésistible que l'avait été celui des nationalités, entraînait à sa suite ceux précisément qui avaient intérêt à l'endiguer. Comme autrefois la seule puissance à laquelle la question des nationalités pouvait préjudicier, fut celle qui l'ouvrit, de même, en 1867, les souverains s'attelèrent au char du commerce, sans réfléchir que c'était l'ennemi. Quand l'individu isolé, récalcitrant à respecter autre chose

que son intérêt, nargue l'attachement désintéressé à une idée abstraite, c'en est fait de l'autorité royale. La perspective de l'enrichissement sans responsabilité éloigne les intelligences du service de l'État. Dans un pays où la richesse mercantile mène à tout, les autres branches de l'activité nationale périclitent. Depuis 1867, le commerce et la spéculation ont eu des hommes hors ligne; mais, en politique, administration, art militaire, diplomatie, littérature, beaux-arts, où sont les jeunes et qu'ont-ils produit? En revanche, tout individu, fût-il duc, général, magistrat, législateur ou savant, est négociant expert. Un souverain n'est respecté que s'il est bien entouré et s'il peut se reposer sur des serviteurs de choix, pour l'accomplissement de ses multiples devoirs d'administration, de défense et de justice.

Les honneurs entravent plus qu'ils ne favorisent le commerce. Comment un roi s'y prendra-t-il pour récompenser un négociant? En le nommant son fournisseur breveté! C'est insuffisant. Les avantages du monopole ne peuvent être accordés qu'à un nombre limité de partisans. Les peuples mercantiles apprécient peu les rois; Phéniciens, Juifs, Carthaginois, Vénitiens. Toute-puissante sur l'ambition et la rapacité, la munificence souveraine ne peut s'exercer que diffici-

lement en faveur de la cupidité latente, organe essentiel à la nature humaine. Quand cette cupidité découvre un aliment dans le commerce, elle dédaigne les faveurs parcimonieuses de l'État. L'avènement du mercantilisme marque l'heure de l'affaiblissement de l'autorité.

La cupidité et l'égoïsme sont des sentiments de tous les temps, mais leur culte n'est propre qu'aux époques de décadence. L'opinion faisait autrefois justice de ceux qui avaient perdu la notion de l'honneur. Aujourd'hui elle les exalte et favorise les écarts les plus monstrueux. J'ai entendu un homme parfaitement honorable affirmer naïvement qu'il n'y avait aucun mal à vendre une maison en danger de crouler.

— Car, dit-il, c'est à l'acheteur d'examiner la marchandise!

L'esprit chevaleresque, mort depuis longtemps, avait en lui ce point d'excellence, que ses doctrines, quelque outrées et fantastiques qu'elles nous paraissent, avaient pour bases la générosité et l'abnégation personnelles, sentiments en dehors desquels on conçoit difficilement l'existence de la vertu parmi les hommes. L'exagération de ces sentiments a été une des causes de leur disparition; ils ont été étouffés sous le ridicule. J'espère que l'exagération de l'esprit d'égoïsme ob-

tiendra un résultat analogue. A l'heure où nous écrivons, nous sommes loin de cet âge d'or là. Maître de nos âmes, le commerce en a expulsé la loyauté, la fidélité, la bonne foi, qualités que les monarques exigent de leurs sujets et sans lesquelles il leur serait impossible de gouverner.

Or, les dirigeants, rois ou présidents, après avoir travaillé aux grandes agglomérations qui décuplent la résistance, suivent en aveugles la seconde partie du programme de transformation, et se jettent à corps perdu dans la voie indiquée, en favorisant exclusivement la spéculation. Ce sont là, à notre sens, des preuves de la caducité de nos institutions.

A de rares exceptions près, l'histoire n'aura plus à enregistrer que des faits se rapportant à l'extension du commerce. C'est le commencement d'une ère nouvelle. Le philosophe émet l'espoir qu'elle sera courte.

FIN DU TOME CINQUIÈME

TABLE DES MATIÈRES

—

PARIS. — IMPRIMERIE CHAIX. — 838-9-93. — (Encre Lorilleux).

CALMANN LÉVY. ÉDITEUR

DU MÊME AUTEUR

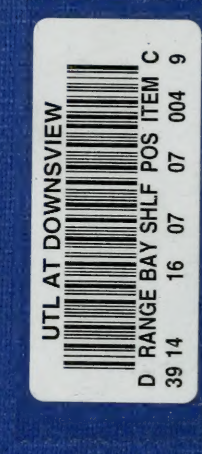
Format grand in-18.

JÉRUSALEM. . . . . 1 vol.
AUTOUR DE JÉRUSALEM. . . . . 1 —
RELIGION NOUVELLE . . . . 1 —
TSAR, ARCHIDUCHESSE ET BURGRAVES . . . . . . 1 —
FONCTIONNAIRES ET BOYARDS.
I. TATANIA. . . . . 1 —
I. SCHELM . . . . 1 —

Format grand in-8°.

HISTOIRE CONTEMPORAINE DE LA TRANSFORMATION POLITIQUE ET SOCIALE DE L'EUROPE.
I. LA FRANCE ET LA RUSSIE. . . . . 1 —
II. L'EUROPE DE 1850 A 1878. . . . . 1 —
III. DE SOLFÉRINO A SÉBASTOPOL. 1
IV. L'EUROPE ET L'ITALIE, 1860-1864. . . . 1 —

IMPRIMERIE CHAIX, RUE BERGÈRE, 20, PARIS. — 840-1-93. — (Encre Lorilleux).


UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 14 16 07 07 004 9